BULLAIRE

DE

L'INQUISITION FRANÇAISE

BULLAIRE

DE

L'INQUISITION FRANÇAISE

AU XIVe SIÈCLE

ET

JUSQU'A LA FIN DU GRAND SCHISME

PAR

J.-M. VIDAL

RECTEUR DE SAINT-LOUIS-DES-FRANÇAIS A MOSCOU

PARIS

LIBRAIRIE LETOUZEY ET ANÉ

L. LETOUZEY, SUCC^r^

87, BOUL. RASPAIL, RUE DE VAUGIRARD, 82

1913

Imprimatur :
Fr. ALBERTUS LEPIDI, O. P.
S. P. Ap. Mag.

Imprimatur :
Parisiis, die 24 Maii 1912.
J. LAPALME, can.
V. G.

INTRODUCTION

Le dossier d'Inquisition que nous publions se présente comme la partie centrale d'un recueil auquel manqueraient le commencement et la fin. Nous avons négligé volontairement l'Inquisition française du XIII[e] siècle, car ses relations avec la papauté sont si bien connues que nous n'aurions pu glaner dans son champ le moindre document inédit qui valût la peine d'être publié. Nous n'avons pas poussé nos recherches plus loin que le Grand Schisme, faute de temps d'abord, et surtout faute d'avoir l'espoir de rapporter un butin quelque peu appréciable d'une longue et fastidieuse excursion à travers l'interminable série des *Regesta* du XV[e] siècle et des siècles suivants.

L'intérêt que présente l'histoire de l'Inquisition en France suit une progression descendante, au gré de l'importance toujours décroissante des événements qui la remplissent. L'âge d'or du célèbre tribunal a été le XIII[e] siècle. Le XIV[e] vit le commencement de la décadence que les siècles suivants ne firent que consacrer et qu'accroître. On remarquera que cette marche vers le déclin se traduit, précisément, d'un pontificat à l'autre, par une raréfaction progressive des rapports entre le Saint-Siège et les tribunaux de plus en plus inactifs. Les premiers papes du XIV[e] siècle nous offrent une riche moisson de documents, les derniers, à peine quelques maigres gerbes. Leurs successeurs du XV[e] siècle auraient été encore plus parcimonieux.

Nous nous sommes donc limité à ce que l'on pourrait appeler la période moyenne de l'existence de l'Inquisition française. Cette période coïncidant avec celle de la papauté avignonnaise, nous avons donné à notre recueil les limites chronologiques de celle-ci en y comprenant, il va de soi, les années du Grand Schisme. Bien que plusieurs pièces de ce dossier soient connues [1], la con-

1. Nous avons évité de réimprimer certains documents déjà accessibles aux lecteurs et dont le texte a été donné avec une correction suffisante par leurs éditeurs. Nous nous bornons à les analyser.

tribution qu'il apporte à l'histoire de l'Inquisition peut paraître importante par le grand nombre de documents inédits qu'il renferme, par les lacunes qu'il vient combler et les détails juridiques, biographiques et topographiques qu'il aide à préciser.

On ne peut trouver inutile que nous relevions dans quelques paragraphes les traits principaux qui constituent, à nos yeux, le prix de cette contribution. Ils ont rapport : 1° à l'organisation territoriale de l'Inquisition; 2° au personnel des tribunaux; 3° à leur compétence, c'est-à-dire à leurs justiciables; 4° à leur procédure; 5° à leurs relations avec la Curie et à l'action de cette dernière.

ORGANISATION TERRITORIALE DE L'INQUISITION EN FRANCE, AU XIVe SIÈCLE.

Cette organisation avait été en grande partie réalisée au siècle précédent, à travers des tâtonnements qu'il n'entre pas dans notre cadre de retracer. Franciscains et dominicains, les deux ordres mendiants récemment créés, avaient été appelés à l'honneur de poursuivre l'hérésie sur notre territoire, et ç'avait été une première nécessité de délimiter les provinces confiées à la surveillance des uns et des autres. On avait confiné les franciscains dans les contrées du sud-est de la France : Provence, Comtat-Venaissin et Avignon, Savoie et Dauphiné, Lyonnais et Vivarais et même vallée d'Aoste (1265, 1267, 1288, 1290, 1292 [1]). C'était une première circonscription.

Les frères prêcheurs avaient eu la part du lion : tout le reste de la France d'alors, et certaines autres provinces, telles que la Franche-Comté, la Lorraine, les Flandres, mouvant de l'Empire [2]

L'Inquisition s'organisa d'abord dans les contrées dont la situation, au point de vue de la foi, réclamait son intervention.

1. Wadding, *Annales minorum*, Rome, 1733, t. v, p. 177-179, ad ann. 1288 n. 14, 21 ; p. 232-234, ad ann. 1290, n. 3-6 ; p. 292, ad ann. 1292, n. 3 (pape Nicolas IV) ; t. XIII, ad ann. 1458, Clément IV, cité par Pie II; Sbaralea, *Bullarium franciscan.*, Rome, 1765, t. III, p. 38, 129 (1265, 1267).

2. Grégoire IX : Potthast, n. 9155, 9235, 9263, 9993, 9995; Doat, t. XXX, fol. 149; — Innocent IV : Potthast, n. 11083, 12766; Doat, t. XXXI, fol. 90, 97, 100 ; — Alexandre IV : Doat, t. XXXI, fol. 193 v°, 230; Potthast, n. 16611.

Le besoin créa l'organe [1]. Toulouse, dès les premiers temps, Carcassonne, peu d'années après, furent des centres inquisitoriaux; car ces villes étaient au cœur de l'albigéisme, l'hérésie dangereuse du moment. Chacune eut son tribunal permanent, et comme il fallait éviter les conflits de compétence locale entre magistrats qui voisinaient, on délimita, à tout le moins, à grands traits, les territoires ressortissant à chacun d'eux.

L'Inquisition dominicaine chercha à s'asseoir dans d'autres provinces; mais il n'y avait point d'urgence : les hérétiques y étaient rares : c'étaient des vaudois et puis quelques cathares émigrés du pays toulousain. La présence de ces sectaires en Bourgogne et en Franche-Comté[2] fut la cause de l'établissement (en 1233 et 1247), à Besançon, d'un tribunal qui ne devint permanent qu'à grand' peine [3]. Il fut même supprimé, en 1255, faute de ressources [4]. Enfin, en 1290, le pape Nicolas IV chargea le provincial des dominicains de Paris de désigner trois inquisiteurs pour les diocèses de Besançon, Genève, Lausanne, Sion, Metz, Toul et Verdun [5]. C'est le quatrième ressort inquisitorial de France.

Il y en avait un cinquième, dont le centre était Paris et qui comprenait l'immense territoire situé au nord du Languedoc jusque vers les Flandres. L'inquisiteur préposé à la surveillance de tout ce pays prenait le titre d'inquisiteur *in regno Franciae.* Robert le Bougre, nommé par Grégoire IX, le 23 août 1235, a juridiction sur les provinces de Sens, Reims « et les autres provinces du royaume de France. » Simon Duval se transporte, en 1277 et 1278, successivement à Caen, à Orléans, à Évreux; il a juridiction sur les hérétiques de Liége [6]. En 1285, son successeur Guillaume d'Auxerre médite une tournée inquisitoriale en Cham-

1. Lea, *Histoire de l'Inquisition*, trad. franç. de S. Reinach, Paris, 1900-1902, t. I, p. 375-378 ; t. II, p. 59.

2. En 1232 fut faite une première tentative. Mais Robert le Bougre, désigné comme inquisiteur dans ces provinces, ne parvint pas à y instituer un tribunal permanent. Il fut un magistrat ambulant. On le vit poursuivre les hérétiques dans les diocèses de Sens, de Nevers et de Reims, à Péronne, Cambrai, Douai, Lille, etc. Lea, *Histoire de l'Inquisition*, t. II, p. 133-137.

3. Grég. IX : Potthast, n. 9235 ; Innoc. IV : Ripoll, *Bullarium ordinis fratrum praedic.*, Rome, 1729, t. I, p. 179, 183.

4. Potthast, n. 15995 : 21 août 1255.

5. Ripoll, *op. cit.*, t. II, p. 29 : 27 juin 1290.

6. Potthast, n. 9993, 9995; Martène, *Thesaurus novus anecdotorum*, Paris, 1717, t. V, col. 1809, 1811-1813.

pagne et en Brie [1]. Bref, l'inquisiteur de Paris a juridiction sur les deux tiers de la France. Si les circonstances l'exigent, cette immense circonscription pourra être partagée en deux ou plusieurs autres. Cela se produira, en effet, au cours du XIVe siècle.

Au reste, Paris est le siège de l'autorité à laquelle le Saint-Siège a délégué le pouvoir de créer et de révoquer les inquisiteurs dominicains de France. C'est le provincial des frères prêcheurs de Paris qui, aux termes de diverses bulles de papes, dont la dernière est celle de Nicolas IV, du 22 juin 1290, pourvoit aux diverses Inquisitions de ce pays; et nous avons vu qu'il nomme aussi à celle de Bourgogne et de Lorraine [2].

Il n'était, en dehors de la Provence, que deux petits pays qui échappassent à son autorité, parmi ceux qui sont compris dans les limites actuelles de la France : c'étaient le Roussillon et la Cerdagne, possessions des rois de Majorque, placés sous la juridiction de l'inquisiteur d'Aragon. Mais, là aussi, des modifications furent introduites au cours du XIVe siècle.

Ainsi, lorsque celui-ci commence, on compte six ressorts inquisitoriaux entre lesquels se partage le territoire que nous connaissons maintenant à la France. Voyons les changements qui s'opérèrent au cours de ce siècle et essayons d'apporter plus de précision dans la distinction de ces ressorts.

1° *Inquisition de Provence.* — Il n'est que de décliner les titres donnés aux inquisiteurs pour connaître les territoires sur lesquels ils ont pouvoir. Ce sont d'abord des noms empruntés à la géographie ecclésiastique. *Inquisiteur dans les provinces d'Arles, Aix, Embrun et Vienne :* c'est l'appellation la plus fréquente, et elle persiste durant tout le siècle (n. 15, 33, 40, 49, 211, 286, etc.). Ces quatre provinces ecclésiastiques constituent un domaine qui a pour limites, à l'est les Alpes, à l'ouest le Rhône, au nord encore le Rhône. Même la province de Vienne déborde ces limites. A l'ouest, au delà du Rhône, elle englobe le diocèse de Viviers où l'on verra Hugues Cardillon aller faire des enquêtes en 1365 (n. 253). En revanche, les dominicains ont reçu le diocèse de Genève dans le lot à eux assigné par Nicolas IV (1290) en Bourgogne et en Franche-Comté [3]. Grégoire XI voulut peut-être réformer cette anomalie,

1. Doat, t. XXXII, p. 127.
2. Ripoll, *op. cit.*, t. II, p. 29; Potthast, n. 23297.
3. Ripoll, *ibid.*; Potthast, n. 23298

en 1375. Il donna à François Borrel un brevet d'inquisiteur pour toute la province de Vienne, y compris les diocèses de Viviers et de Genève (n. 292). Mais les successeurs immédiats de ce moine n'héritèrent pas de ce surcroît de territoire (n. 322, 338). Martin V essaya pourtant de l'attribuer encore à Pons Feugeyron, en 1418. Il se heurta aux protestations des dominicains, qui obtinrent la révocation de cette mesure (n. 338, note 2).

Grégoire XI avait ajouté, en 1375, une autre province aux quatre premières : celle de Tarentaise, dans laquelle nul inquisiteur ne s'était encore montré (n. 286). Dès lors, le magistrat franciscain eut juridiction au delà des Alpes d'Italie et de Suisse, jusque dans les diocèses d'Aoste et de Sion [1]. Pons Feugeyron, nommé en 1409, avait reçu des pouvoirs encore plus étendus (n. 338). En dehors des territoires des cinq provinces, Alexandre V puis (1418) Martin V lui attribuèrent les diocèses de Lyon et de Belley [2]. Pierre Fabre, ou Faure, nommé le 10 septembre 1419, demeura confiné dans les cinq provinces traditionnelles [3].

Les inquisiteurs portent aussi des titres empruntés à la géographie civile : *Inquisiteur dans la province de Provence* (n. 112, 171 *bis*, 149, 224, etc.); *dans le pays de Provence : in partibus Provinciae* (n. 74, 75, etc.); *dans les comtés de Provence et de Forcalquier* (n. 15, 338); *dans le Comtat Venaissin, les comtés de Provence et de Forcalquier* (n. 71, 338, etc.); *dans le Dauphiné*, etc. (n. 49, 211, 286, 298, 328, 338). On nomme aussi quelquefois *la ville et le diocèse d'Avignon* (n. 49, 326, 338); une fois, *la principauté d'Orange* (n. 338); deux fois, *la ville de Marseille* (n. 91, 120). Les titres donnés à Pierre Fabre, qui clôt la liste des inquisiteurs dressée par nous, forment tout un cortège : *inquisiteur dans le Dauphiné, les provinces d'Arles, d'Aix, d'Embrun, de Vienne et de Tarentaise, dans les comtés de Provence et de Forcalquier, le Comtat Venaissin,*

1. Les diocèses de Maurienne, Tarentaise et Aoste avaient été déjà attribués à l'Inquisition franciscaine par Clément IV. Mais il est probable que pratiquement les inquisiteurs avaient été empêchés ou avaient négligé de paraître dans ces contrées. Voir p. XIV, 6°.

2. Bien que Lyon et Belley ne soient pas mentionnés dans les titres de la plupart des inquisiteurs provençaux du XIV[e] siècle, ils faisaient, au moins théoriquement, partie du ressort de Provence. Clément IV, d'abord, et Pie II, en 1458, les attribuent formellement aux inquisiteurs franciscains que le ministre provincial de Bourgogne doit instituer en Provence. Voir p. XIV 6°.

3. Eubel, *Bullarium franciscanum*, Rome, 1904, t. VII, n. 1421.

la principauté d'Orange, les villes d'Avignon et de Marseille et les autres villes et diocèses [1]. Rien n'est oublié.

Le vulgaire avait des formules plus courtes. La plus fréquemment usitée fut celle qui figure dans l'adresse du brevet de Pons Feugeyron (n. 338) : *inquisiteur dit d'Avignon.* Elle s'imposa naturellement : la résidence principale du juge était la ville des papes.

Il est sûr que le tribunal eut des succursales dans les localités et les diocèses dont la situation religieuse laissait le plus à désirer, et il est probable que la plupart furent des tribunaux d'occasion, qui, s'il était nécessaire, devenaient ambulatoires [2]. En tout cas, il est avéré que la mission d'inquisiteur fut donnée à plusieurs religieux à la fois [3]. Michel Lemoine l'exerçait peut-être, en même temps que Jean *de Verunis* (n. 15). Sous Jean XXII, il l'exerça conjointement avec Jacques Bernard (n. 33), Guillaume Astre (n. 49), Catala Faure et Pierre Pascal (n. 33-35). Ces deux derniers n'étaient, il est vrai, que de simples commissaires, chargés d'interroger les hérétiques du diocèse de Valence. Jean *de Badis*, qui paraît avoir été tout d'abord inquisiteur local à Marseille, devint ensuite le collègue de Guillaume de Montrond (n. 91, 120, 171 *bis*, 129). Sous Urbain V et Grégoire XI, la répression très vive de l'hérésie vaudoise nécessita l'emploi de trois et même de quatre magistrats (n. 224, 232, 233, 241, 286, 298, 299); enfin Antoine Alphand, ou Alhaudi, inquisiteur durant le Schisme, se vit donner pour collègue Pons Feugeyron.

A trois reprises même, les papes confièrent à des personnages autres que des frères mineurs des missions temporaires dans la circonscription de Provence. Benoît XII donna, en 1336, à l'official d'Avignon, des pouvoirs d'inquisiteur contre les délinquants en matière de foi qui s'égareraient *in Curia* (n. 150). Urbain V ajouta un brevet du même genre à celui de légat apostolique qu'il confiait à son auditeur Bernard du Bosquet, pour les provinces de

1. Eubel, *loc. cit.* François Borrel, dans les lettres de pénitence délivrées, en 1376 à une vaudoise (voir Appendice de ce recueil), détaille encore davantage ses titres. Aux noms qu'on vient de lire, il ajoute : le Dauphiné, le Viennois, les comtés de Valence et Die, d'Albon, de Savoie, de Genève, et la ville de Salon.

2. La succursale de Vienne paraît néanmoins avoir été permanente, témoin les bulles n. 306, 307, par lesquelles sont créés dans cette ville une prison et un hôtel pour l'Inquisition.

3. Les inquisiteurs titulaires avaient quelquefois des lieutenants ou vicaires : ex., n. 252.

Lyon, Vienne, Embrun, Tarentaise et Besançon (n. 241-244). Enfin Grégoire XI remit (1371) à l'évêque de Massa une commission exceptionnelle contre les vaudois de Provence, du Dauphiné et de l'Embrunois (n. 290, 292).

2° *Inquisition de Toulouse.* — Le religieux placé à la tête de ce tribunal, comme d'ailleurs ses collègues de Carcassonne et de Tours, prend le titre d'*inquisiteur dans le royaume de France*, auquel il ajoute la formule limitative : *Tolosae residens* (n. 103). Plus brièvement et plus souvent, on le nomme *inquisiteur in partibus Tolosanis* (n. 59, 83, 195, 273, etc.); *inquisiteur de Toulouse*, tout court (n. 214); *inquisiteur dans la ville et le diocèse de Toulouse* (n. 334); *inquisiteur dans la province de Toulouse.* D'autres formules sont plus amples sans être plus claires : *inquisiteur dans la ville et le diocèse de Toulouse, et dans les autres villes, diocèses,* castra, *bourgs, localités et confins du royaume de France, où l'inquisiteur de Toulouse a coutume d'exercer son office* (n. 59, 83, 183, etc.).

Voyons quels sont ces diocèses, ces villes et ces pays. C'est d'abord la *province d'Auch.* Le magistrat que le pape se dispose à nommer, à la prière du sénéchal de Toulouse, après la promotion de Bernard Gui à l'évêché de Tuy, aura le titre d'inquisiteur dans cette province (20 décembre 1323 : n. 57 *bis*).

Le brevet conféré, en 1386, à Bernard Bosquarel (n. 321) porte un qualificatif équivalent : *inquisiteur dans les pays de Gascogne, de Languedoc et les autres*[1]. La Gascogne, la province d'Auch, c'est le pays au sud de la Garonne jusqu'aux Pyrénées : Béarn, Armagnac, Bigorre, Comminges, une partie de la Guyenne. Le Languedoc, c'est la contrée qui s'étend de la Garonne au Rhône; ce sont, à partir de l'an 1317 [2], les provinces ecclésiastiques de Toulouse et de Narbonne.

Mais, du côté languedocien, la juridiction de l'inquisiteur ne dépasse pas les limites du Lauraguais. Le diocèse de Carcassonne et, au nord, ceux de Castres et d'Albi ressortissent au tribunal carcassonnais. L'inquisiteur de Toulouse a beau siéger dans la capitale du Languedoc, il ne surveille qu'une petite partie de ce

1. Hugues Lenoir, inquisiteur, un demi-siècle plus tard, portera à peu près e même titre, *in toto regno Franciae, ducatu Aquitaniae, Occitanisque partibus et tota Vasconia inquisitor.* Hansen, *Quellen und Untersuchungen zur Geschichte des Hexenwahns*, Bonn, 1901, p. 19.

2. Date de la création de la province ecclésiastique de Toulouse.

pays. Il a beau s'appeler inquisiteur dans la province de Toulouse, il n'a pas juridiction sur tous les diocèses suffragants de cet archevêché. Les territoires compris dans la sénéchaussée de Carcassonne — et le diocèse de Pamiers en est, probablement aussi celui de Mirepoix [1] — sont soumis à l'Inquisition voisine. Il lui reste, en dehors du diocèse métropolitain, ceux de Lavaur, Saint-Papoul, Rieux, Lombez et Montauban, que Jean XXII démembra, en 1317 et 1318, du territoire toulousain.

Il a, aussi, juridiction sur le Quercy, l'Agenais et le Rouergue. Déjà, au siècle précédent, deux inquisiteurs de Toulouse, Pierre Cellani et Guillem Arnaud, avaient reçu une délégation pour le diocèse de Cahors où ils firent une tournée d'inquisition [2] (1233, 1240, 1242). Deux autres inquisiteurs toulousains, Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre (1244-1248), s'intitulaient plus tard *inquisiteurs dans les diocèses de Cahors et d'Agen* [3]. Bernard Gui, à son tour, fit des procès à de nombreux hérétiques des diocèses de Cahors et de Rodez, et, en 1312 et 1322, assisté des commissaires épiscopaux de ces diocèses, il prononça à Toulouse la sentence de plusieurs de ces coupables [4]. Notre recueil fait mention

1. Pour Pamiers, la chose est sûre. C'est l'inquisiteur de Carcassonne qui y réprime l'hérésie, en compagnie de l'évêque. Vidal, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers*, extrait des *Annales de Saint-Louis-des-Français*, années 1904-1905. — Pour Mirepoix, dont le territoire s'étendait entre les diocèses de Pamiers et de Carcassonne, il y a toutes les probabilités que la punition des hérétiques y ait été réservée à l'inquisiteur de Carcassonne. Bernard Gui, inquisiteur de Toulouse, condamna plusieurs hérétiques de ce diocèse, en 1321 et 1322. Mais, la première fois au moins, il agissait de concert avec son collègue de Carcassonne. *Liber sententiarum Inquisitionis Tolosanae* de B. Gui, publié par Limborch, Amsterdam, 1692, p. 291 sq., 330, 334.

2. *Chronique de Guillem Pelliso*, éd. Molinier, Le Puy, 1880, p. 13 ; E. Albe, *L'hérésie albigeoise et l'Inquisition en Quercy*, dans *Revue d'histoire de l'Église de France*, 1910, t. I, p. 276-287.

3. Mgr Douais, *Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc*, Paris, 1900, t. II, p. 32, 40. Innocent IV, donnant, en 1247, aux inquisiteurs de Guyenne et de Languedoc, le pouvoir d'appeler les hérétiques hors des localités qu'ils habitent, mentionne les diocèses où ils ont juridiction. Cahors, Le Puy, Mende, Rodez, Bordeaux sont du nombre. Ripoll, *op. cit.*, t. I, p. 179.

4. Ces détails sont attestés par le *Liber sententiarum* : *Acte de foi* de Toulouse en 1312 : condamnations d'hérétiques des diocèses de Toulouse, *Cahors*, Lectoure. Les évêques de ces diocèses envoient leurs vicaires siéger auprès de l'inquisiteur (p. 115, 137-138, 155, 156, 162, 174). *Acte de foi* de 1319 : condamnation d'hérétiques originaires des diocèses de *Cahors*, Saint-Papoul, Montauban, Auch, Toulouse, Albi, Rieux, avec la collaboration des évêques intéressés ou de leurs représentants (p. 209-210 sq.). *Acte de foi* de 1322 : condamnation

d'un lieutenant de l'inquisiteur dans le Quercy, sous Clément VI. C'est Gasbert d'Orgueil, dominicain (n. 203) ; mais on ne sait de quel inquisiteur il s'agit. Pour le Rouergue, la juridiction inquisitoriale était peut-être insuffisamment définie. Si Bernard Gui paraît y avoir droit exclusif d'inquisiteur en 1322 [1], en 1336, c'est l'inquisiteur de Carcassonne Aymon de Caumont qui y enquête sur le compte d'un franciscain de Millau (n. 174), et le pape ne soupçonne pas qu'il outrepasse ses droits. Le Rouergue n'étant pas infecté par l'hérésie, au temps où l'Inquisition s'établit, les inquisiteurs s'abstinrent d'y paraître. Il est probable que la compétence territoriale y demeura dans le vague.

Pareil fait s'était produit pour le Bordelais [2]. Jusqu'en 1329, la ville de Bordeaux et le pays d'alentour avaient si peu donné d'appréhension au point de vue de la foi qu'on ne s'était pas préoccupé de déterminer le ressort inquisitorial dont ils étaient. La question vint à se poser pourtant, et l'inquisiteur de Toulouse, Pierre Brun, voulut la faire résoudre par le pape. Jean XXII autorisa le juge toulousain à considérer le Bordelais comme une partie de son lot, tout en réservant, il va de soi, les droits des ordinaires et, de plus, ceux des autres inquisiteurs, s'ils en avaient (n. 83). La littérature inquisitoriale est muette sur ce qui advint en pratique.

Au nord du Bordelais, du Quercy et du Rouergue s'exerçaient d'autres juridictions.

3° *Inquisition de Carcassonne.* — *L'inquisiteur député dans le royaume de France et résidant à Carcassonne* (n. 84, 162, etc.), qui se nomme encore *inquisiteur in partibus Carcassonensibus* (n. 17, 53, 74, 84, etc.), poursuit l'hérésie, d'abord dans les contrées languedociennes qui s'étendent des limites orientales des diocèses de Couserans, de Rieux, de Saint-Papoul, de Lavaur et de Mon-

d'hérétiques des diocèses de Toulouse, Auch, Montauban, *Rodez*, Albi, Mirepoix, Rieux, Saint-Papoul : même collaboration (p. 334 sq.). Aux deux premiers *actes de foi*, assiste aussi l'inquisiteur de Carcassonne. Au dernier, Bernard Gui représente seul l'Inquisition.

1. Les hérétiques jugés par Bernard Gui, en 1322, faisaient partie d'un groupe de vaudois immigrés de Bourgogne, à la fin du siècle précédent, et qui ne paraissent pas avoir fait beaucoup de prosélytes dans le pays.

2. Innocent IV (1247) avait cependant mentionné le diocèse de Bordeaux parmi ceux qui se trouvaient placés sous la juridiction des inquisiteurs d'Aquitaine et de Languedoc. Ripoll, *op. cit.*, t. I, p. 179.

tauban, jusqu'à la rive droite du Rhône; c'est-à-dire, pour parler selon la géographie administrative de l'époque, dans les sénéchaussées de Carcassonne et de Beaucaire, et cette qualité est insinuée par la formule : *inquisiteur député dans la sénéchaussée de Carcassonne*, que l'on relève une fois dans le bullaire (n. 154). Le titre d'*inquisiteur in provincia Narbonensi* [1] (n. 259) est une formule juste, mais incomplète, comme la précédente. Pamiers et Mirepoix, à l'ouest, relèvent de la province de Toulouse; Albi et Castres, au nord, de celle de Bourges. En revanche, Elne, qui est de la province de Narbonne, dépend inquisitorialement d'un ressort étranger.

Si la frontière de la circonscription carcassonnaise est naturellement établie au sud, il n'en est pas de même au nord. Pour l'Albigeois et le Castrais, point de difficulté. Il est assez notoire que le tribunal de Jean Galand (1278-1293) et de Nicolas d'Abbeville (1293-1302) [2] eut fort à faire de ce côté; et l'on sait aussi que Bernard de Castanet, évêque d'Albi (1275-1308), se fit le collaborateur empressé de ces deux religieux [3]. Aussi les inquisiteurs de Carcassonne ajoutent-ils parfois à leur titre principal celui d'inquisiteur d'Albi : *in partibus Carcassonen. et Albien.* (n. 11, 176) [4].

Au nord de l'Albigeois, c'est le Rouergue, qui peut être revendiqué par l'inquisiteur de Carcassonne aussi bien que par celui de Toulouse, puisque l'un et l'autre le visitent tour à tour. Vers le nord-est, le diocèse de Mende relèverait sans doute de Carcassonne, s'il s'y trouvait des hérétiques; et ce qui induit à le croire, c'est d'abord la bulle d'Innocent IV [5] (1247), mettant ce diocèse et celui du Puy dans le domaine des inquisiteurs de Languedoc; c'est ensuite le fait suivant.

En 1405, le pape d'Avignon, Benoît XIII, ayant eu connaissance de faits d'hérésie, de sorcellerie et de magie advenus dans le diocèse du Puy, voulut y introduire l'Inquisition, qui, jusqu'alors, s'était abstenue d'aborder ces parages par égard pour un privilège

1. Porté au siècle précédent par Étienne de Gâtine (1264). Potthast, n. 19293.

2. Mgr Douais, *Documents...*, t. I, p. CLXXXII-CXCVII.

3. Biblioth. nat., ms. lat. *11847*; Douais, *op. cit.*, t. I, p. XCII-XCVIII, CXCIII-CXCV; Molinier, *L'Inquisition dans le midi de la France*, Paris, 1881, p. 79-105.

4. Cf. Mgr Douais, *op. cit.*, t. II, p. 330 : *inquisitor in partibus Albigesii et Carcassone.*

5. Ripoll, *op. cit.*, t. I, p. 179.

d'exemption dont se réclamaient les habitants. Le pape confia un mandat supplémentaire de trois ans à l'inquisiteur de Carcassonne (n. 332). Le Puy n'était pas aux portes de Carcassonne; l'inquisiteur de Provence, qui possédait le diocèse de Viviers dans son ressort, eût été le plus naturellement désigné. Si le pape choisit l'inquisiteur languedocien, c'est parce que le Velay, n'étant qu'un prolongement du Languedoc, dépendait éventuellement de sa circonscription. Si Le Puy en dépendait, Mende à plus forte raison.

En comptant les diocèses, qui, à titre définitif ou transitoire, relèvent de l'Inquisition de Carcassonne, on atteint le chiffre de dix-sept : immense domaine confié à la surveillance d'un seul homme ! Nous n'avons pas à insister sur les Inquisitions auxiliaires et les lieutenances que les magistrats carcassonnais créèrent, ou laissèrent créer par les évêques dans les villes et les diocèses les plus atteints par l'hérésie, ainsi à Albi et à Pamiers. Ces succursales firent une besogne intense sous Bernard de Castanet et Jacques Fournier. Notre recueil n'apporte qu'une modeste contribution à l'histoire d'ailleurs bien connue de ces tribunaux [1]. On remarquera surtout les pièces qui se rapportent au commissaire inquisitorial Menet de Robécourt, dont les excès de zèle furent à trois reprises dénoncés au Saint-Siège (n. 28, 176, 181, 186, 189).

Ce même Menet de Robécourt exerça aussi les fonctions d'inquisiteur adjoint dans la ville de Montpellier. Ce rôle fut confié successivement aux dominicains Arnaud de Bellevue, vers 1326, à Raymond Pelat, en 1329 (n. 88-189), Arnaud Delher, en 1357 (n. 28, note 2), Bernard de Gaillac, en 1391, Raymond Cabassa en 1417.

Il est peu probable, néanmoins, qu'il ait existé une succursale permanente de l'Inquisition dans cette ville. L'hérésie paraît n'y avoir fait que de rares victimes. Durant tout le XIV[e] siècle, à l'exception de quelques spirituels ou béguins, et de quelques sorciers, l'Inquisition n'y trouva rien à reprendre, que l'on sache. Jean XXII se plut, au contraire, à louer les Montpelliérains de leur fidélité à la vraie foi et recommanda aux inquisiteurs d'éviter de les molester (n. 20). Urbain V réédita ces bienveillantes dispositions, en 1363 (n. 231).

1. Voir J.-M. Vidal, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers*, déjà cité ; sur le tribunal d'Albi, voir Molinier, Douais, *op. cit.*

Toutefois l'inquisiteur de Carcassonne voulut, en 1329, procéder à la répression de certains crimes contre la foi commis dans cette ville. Oublieux des règles de la procédure, son lieutenant Raymond Pelat s'abstint de demander sa collaboration à l'évêque de Maguelonne. Jean XXII lui fit défense de procéder sans en avoir référé à l'ordinaire (n. 88-89). Quelques mois après, il est vrai, le pape dut reconnaître que l'inquisiteur avait des raisons sérieuses de se passer de l'évêque. Ce recours entraînant des longueurs et des complications, on put, par exception, le négliger (n. 98).

A son tour, le tribunal épiscopal condamna un jour trois sorcières, sans en prévenir l'inquisiteur. Celui-ci témoigna un vif mécontentement et entama une procédure. Le pape Benoît XII dut intervenir pour régler le conflit (n. 172-173).

Quarante ans plus tard, les relations n'étaient pas mieux établies entre le juge monastique et l'évêque. Les Montpelliérains demandèrent à Clément VII de décider de nouveau que celui-ci ou son vicaire participassent d'office aux procès engagés contre les citoyens suspects d'hérésie (n. 311).

4° *Inquisition de Majorque, de Roussillon et de Cerdagne.* — Le royaume de Majorque existait depuis 1262. Jacques le Conquérant, roi d'Aragon, l'avait distrait de ses États en faveur de son second fils, Jacques Ier [1]. Mais, au point de vue de la défense de la foi, nulle séparation n'avait été faite. Les îles Baléares, le Roussillon et la Cerdagne continuaient à ressortir à l'Inquisition aragonaise, laquelle, même après la création d'une province dominicaine d'Aragon, en 1301, continua à dépendre, au moins pour la création et la destitution de ses magistrats, de la province d'Espagne [2].

Pour le royaume de Majorque, cette situation dura cinquante ans. Mais, le 7 juillet 1313, Clément V, ayant résolu de constituer ce petit État en circonscription inquisitoriale autonome, donna au maître général des dominicains mission d'y déléguer des magistrats (n. 12) [3] et, depuis lors, semble-t-il, le tribunal y exista

1. Lecoy de la Marche, *Relations politiques de la France avec le royaume de Majorque*, Paris, 1892, t. I, p. 101-123.

2. Jusqu'en 1351, date à laquelle Clément VI remit au provincial d'Aragon le soin de nommer les inquisiteurs de sa province. Ripoll, *op. cit.*, t. I, p. 184; t. II, p. 235.

3. Étaient exceptés les fiefs du roi de Majorque dans le royaume de France,

sans interruption, ayant pour siège principal la ville de Perpignan (n. 96-97 notes, 327), qui était la localité importante du royaume. Même après la réannexion de cet État à celui d'Aragon (1348), l'Inquisition roussillonnaise garda son autonomie.

Certains indices permettent de croire qu'elle eut, par moments, beaucoup à faire : ainsi, l'existence de deux lieutenants de l'inquisiteur, en 1331 et 1333 (n. 108), et, vers cette même époque — les juges monastiques ne suffisant pas — la concession d'un brevet d'inquisiteur général à l'évêque d'Elne, Gui de Terrena (n. 125, 125 *bis*, 127) [1].

En dépit des droits reconnus, en 1351, au provincial d'Aragon, de nommer les inquisiteurs de la province, le tribunal de Majorque ne cessa pas de relever du maître général (n. 197-198). Au besoin, le pape rappelait ce prélat à l'exercice de son devoir (n. 327).

L'hérésie était-elle, vers la fin du Grand Schisme, si fréquente et si dangereuse dans le pays qu'il parût nécessaire d'y établir deux tribunaux d'Inquisition, au lieu d'un ? ou bien s'était-on rendu compte que les conditions géographiques permettaient difficilement de maintenir l'union des îles Baléares et des pays de terre ferme dans une même circonscription ? Bref, Benoît XIII créa deux ressorts d'Inquisition dans l'ancien royaume. L'un fut formé des îles, l'autre des comtés de Roussillon et de Cerdagne (18 mars 1413); et cette réforme, approuvée par Martin V, en 1420 (n. 335 et note), demeura définitive. Le diocèse d'Elne constitua donc un ressort à lui seul.

5° *Inquisition en Corse.* — Avant de quitter la France méridionale, disons que, les hérésies vaudoise et albigeoise ayant paru jusque dans l'île de Corse [2], l'Inquisition s'y montra par intermittences pour les y réprimer. Des frères mineurs y furent envoyés à plusieurs reprises, sur l'ordre des papes. En 1340 [3], d'abord; puis en 1369. La deuxième fois, la mission fut confiée à un groupe de religieux, dont frère Mondino de Bologne était le chef [4].

c'est-à-dire la seigneurie de Montpellier, la baronnie d'Aumelas et la vicomté de Carladez. Lecoy de la Marche, *op. cit.*, t. I, p. 128, 144-147.

1. J.-M. Vidal, *Procès d'inquisition contre Adhémar de Mosset*, dans *Revue d'hist. de l'Église de France*, 1910, t. I, p. 685-686.

2. Qui fut, durant les XIVe et XVe siècles, l'enjeu que se disputèrent sans trêve les Génois et les Aragonais. Jacobi, *Histoire de la Corse*, Paris, 1835, 2 vol

3. Wadding, *Annal. min.*, t. VII, p. 232, ad ann. 1340, n. 10.

4. *Ibid.*, t. VII, p. 213, ad ann. 1369, n. 4.

En 1372, un mandat d'inquisiteur général pour toute l'île était donné à l'évêque de Mariana, de l'ordre des carmes (n. 268). Mais l'année suivante, l'évêque d'Ajaccio et le vicaire général des franciscains reçurent de nouveaux pouvoirs et de nouveaux ordres (n. 279-280). En 1377, Léonard de Giffon, général des franciscains, fut invité par Grégoire XI à déléguer un autre inquisiteur en Corse et en Sardaigne; car les deux îles se trouvaient encore infestées d'hérétiques (n. 309). En 1395, enfin, envoi d'un nouvel inquisiteur : le franciscain François Bonaccorsi, évêque de Gravina dans la Lucanie, nonce apostolique et administrateur de l'église d'Accia, dont l'évêque avait disparu depuis dix ans [1].

6° *L'Inquisition dans le Lyonnais, la Bourgogne, la Franche-Comté et la Lorraine.* — Décrire les vicissitudes de l'organisation de l'Office dans ces contrées est une tâche malaisée. La pénurie des documents est telle que mieux vaut reconnaître l'impuissance où l'on se trouve d'arriver à des conclusions certaines. On ne peut que grouper les indications fournies par quelques pièces éparses et proposer des conjectures.

Il est pourtant un fait que l'on doit considérer comme suffisamment établi : c'est l'existence, à dater de la bulle déjà citée de Nicolas IV (1290 [2]), au provincial des dominicains de France, jusque vers le milieu du xve siècle, d'un ressort dont le chef-lieu était Besançon et qui comprenait les diocèses de Besançon, Genève, Lausanne, Sion, Metz, Toul et Verdun, c'est-à-dire le comté de Bourgogne, ou Bourgogne orientale (Franche-Comté), le comté de Genève et la Lorraine. Or, les sept diocèses énumérés par Nicolas IV, une bulle de Martin V les attribue encore tous à Ulrich de Torrente, en 1424; et cet Ulrich en avait hérité de Jean *Brucelli*, avant 1420 [3]. Entre ces deux dates et ces deux faits concordants, peu de noms et d'événements à noter.

On apprend qu'en 1298 un inquisiteur de Besançon, Gui de Reims, dominicain, harcelait avec tant de zèle les vaudois de Bourgogne que beaucoup de ces gens s'enfuirent jusqu'en Rouer-

1. *Regest. Vatic.*, t. CCCXIV, fol. 376, lettre du 3 août 1395.
2. Ripoll, *op. cit.*, t. II, p. 29.
3. Ripoll, *op. cit*, p. 644 ; Hansen, *Quellen*, p. 455.

gue et en Gascogne, où ils accrurent le contingent des justiciables de Bernard Gui [1].

Avant 1310, un *inquisiteur de Lorraine* interroge la béguine Marguerite Porrète [2].

En 1312, peut-être même en 1310, Géraud d'Auxonne, inquisiteur bizontin, reçut des lettres du pape Clément V (n. 8-10), dans lesquelles il était qualifié d'*inquisiteur dans les provinces de Lyon et de Besançon*. Cette formule ne comprend plus qu'en partie celle de Nicolas IV. La province de Lyon, c'était la Bourgogne occidentale : les diocèses de Lyon, Autun, Chalon, Mâcon, Langres; la province de Besançon, c'était la Bourgogne orientale : les diocèses de Bâle, Belley, Lausanne et Besançon. Il n'est plus question de ceux de Genève et de Sion, ni des trois évêchés lorrains. En revanche, avec Garin de Bar, auquel est adressée une bulle, en 1326, réapparaît la nomenclature traditionnelle : *inquisiteur dans les diocèses de Besançon, Genève, Lausanne, Sion, Metz, Toul et Verdun* (n. 65). Puis nous retrouvons des variantes géographiques et des titres qui semblent ne qualifier qu'une compétence restreinte. En 1364, Jean Lemoine et, en 1398, un religieux anonyme sont *inquisiteurs dans la province de Besançon* (n. 244, 329). Par contre, Réginald de Rucesses, mort vers 1345 [3], Jean *de Fonte*, qui cesse ses fonctions en 1356 [4], et Martin d'Amance, élu évêque en 1381, s'intitulent tous trois *inquisiteurs de Lorraine* (n. 316). Et c'est tout pour le XIVe siècle.

Au XVe, c'est la bulle de Martin V qui nous sert de point d'arrivée. Après cette date, il semble qu'il se soit produit un remaniement des circonscriptions : remaniement dans le sens de la multiplication des ressorts. Vers 1458, les diocèses de Genève, Lausanne et Sion ont leur autonomie, qu'ils possèdent encore en 1481 [5]. La Suisse de langue française s'est détachée de l'Inquisition de Bourgogne, et son inquisiteur réside à Lausanne [6].

Il est probable que la Lorraine se sépara de même, et peut-être

1. *Liber sentent.*, p. 209 sq., 252, 255, 334 sq.

2. P. Fredericq, *Corpus documentorum Inquisitionis haereticae pravitatis Neerlandicae*, Gand, 1889, t. I, p. 156, 159.

3. *Année dominicaine*, Lyon, 1893, juin, p. 116.

4. Reichert, *Acta capitulorum generalium ordinis praedicatorum*, Rome, 1899 t. II, p. 374.

5. Hansen, *op. cit.*, p. 473, 477, 488, 499.

6. *Ibid.*, p. 488, note.

les qualificatifs portés par l'inquisiteur inconnu de 1310, puis par Réginald de Rucesses, Jean *de Fonte* et Martin d'Amance, prouvent-ils que le démembrement se préparait déjà dès le XIVe siècle.

En 1423, il est question d'un inquisiteur pour le diocèse de Verdun, et cet inquisiteur a des vicaires [1]. En fin de compte, la Franche-Comté forma sans doute à elle seule le ressort inquisitorial de Besançon [2].

Et le Lyonnais ? Son cas est assez embrouillé. Clément IV paraît attribuer les diocèses de Lyon et de Belley à l'Inquisition de Provence, puisqu'il donne au provincial des frères mineurs de Bourgogne le pouvoir de déléguer les inquisiteurs qui instrumenteront dans ces diocèses aussi bien qu'en Dauphiné et en Provence[3]. Cependant, on a vu que Pons Feugeyron, nommé inquisiteur en 1409 (n. 338), est le seul juge franciscain dont la délégation s'étende aussi à ces deux évêchés. Vers le milieu du XIIIe siècle, c'était un dominicain, Étienne de Bourbon, qui menait campagne contre les vaudois du Lyonnais [4]. Ce qui est plus embarrassant, c'est d'abord la délégation du frère prêcheur Géraud d'Auxonne (1310) s'étendant, ainsi qu'on l'a dit, aux provinces de Lyon et de Besançon. C'est ensuite la nomination faite, le 4 octobre 1322, par le provincial de France, du dominicain Pierre Candelari, du couvent de Lyon, comme inquisiteur dans les diocèses de Lyon, Mâcon et Clermont [5]. Les frères prêcheurs allaient-ils donc sur les brisées des frères mineurs? En tout cas, la prescription fut rompue par Feugeyron, en 1408; et, en 1458, le provincial de Bourgogne entendit ne pas laisser périmer ses droits. Il fit renouveler par Pie II les dispositions bicentenaires de Clément IV. Ainsi Belley et Lyon continuaient à ressortir au tribunal franciscain de Provence [6]. Si les juges de ce tribunal s'abstinrent presque

1. P. Fredericq, *op. cit.*, t. II, p. 248.

2. En 1529, Jean Boni est dit *inquisiteur dans l'archevêché de Besançon et ses diocèses.* Hansen, *op. cit.*, p. 513, note.

3. *In Lugdunen., Viennen., Bellicen., Gratianopolitan., Maurianen., Vivarien., Valentin., Tarentasien. et Augusten. civitatibus et diocesibus.* Bulle de Pie II : 14 octobre 1458, dans *Regest. Vatican.*, t. CCCCLXIX, fol. 302; Wadding, ad ann. 1458, n. 13.

4. Quétif et Échard, *Scriptores ordinis praedicatorum*, Paris, 1719, t. I, p. 184, 192, 193.

5. Il prit possession de sa charge, à Lyon, le 1er avril 1323, en présence des officiaux des trois prélats de son ressort. *Année dominicaine*, septembre, p. 89.

6. *Regest. Vatic.*, t. CCCCLXIX, fol. 302; Wadding, ad ann. 1458, n. 13.

tous de joindre ces deux diocèses à l'énumération de leurs domaines ordinaires, c'est, sans doute, qu'ils n'avaient pas l'occasion d'aller y rechercher des hérétiques.

Les dominicains, trouvant la place à prendre, s'y installèrent simplement. Plus tard, les franciscains tenteront de même d'annexer Genève à la circonscription de Provence. Sans doute, la place y était-elle aussi à prendre pratiquement. Les papes intervenaient au bon moment et tranchaient ces conflits en ramenant les compétiteurs chacun chez soi.

On comprend que Clément V donne à Géraud d'Auxonne le titre d'inquisiteur dans les provinces de Lyon et de Besançon. Les frères prêcheurs comptaient presque tout le territoire de ces métropoles dans leurs ressorts de Bourgogne et de France, et les hérétiques dont le pape voulait que Géraud s'occupât se trouvaient précisément dans le diocèse de Langres (n. 8-10).

Quant à préciser auquel des deux ressorts, de Paris ou de Besançon, appartenaient les diocèses de la province de Lyon et celui de Clermont mentionnés dans les lettres de Géraud d'Auxonne et de Pierre Candelari, ce n'est possible que par conjecture. Le provincial des dominicains de Paris nommait les inquisiteurs de Besançon aussi bien que ceux de France. Géraud d'Auxonne, *inquisiteur bizontin et lyonnais*, a pu être un des trois magistrats bourguignons, comme un des six français (bulles de Nicolas IV).

Topographiquement, il semble que le ressort de Besançon attire à lui la province lyonnaise; mais l'Auvergne est trop excentrique pour subir la même attraction. Clermont paraît devoir être revendiqué par Paris. Au fait, une délimitation précise et permanente a-t-elle réellement existé dans ces parages? Le peu que nous livrent les rares documents ne nous donne-t-il pas l'impression d'une variabilité de compétence territoriale qu'il faut peut-être attribuer au bon vouloir de l'autorité qui délègue? Le provincial des dominicains devait, en constituant des inquisiteurs, s'inspirer, sans doute, des circonstances, dont les principales étaient les nécessités locales et les facilités topographiques. Le besoin d'une démarcation territoriale n'était urgent que dans les contrées de grande activité inquisitoriale : là où des conflits de juridiction étaient à redouter. Ailleurs, on pouvait se contenter de moins de précision et, en attendant, assigner aux magistrats qu'on déléguait des domaines dont l'étendue variait au gré des occurrences.

nus de Saint-Pierre, dans celui de Tournai, en 1355 [1]; Nicolas de Vassy, dans celui de Châlons, en 1362 et 1363 [2]; frère Jean Thomas, en 1389 [3]. Enfin, Nicolas de Péronne, qui devint, en 1403, inquisiteur titulaire dans le diocèse de Cambrai, y avait jusqu'alors exercé les fonctions de vice-inquisiteur (n. 330).

Ce dernier fait est à considérer, car il n'est pas autre chose, je crois, que le premier pas vers le démembrement de l'Inquisition de Paris. Pierre d'Ailly, évêque de Cambrai, s'était plaint à Benoît XIII que les travaux de l'Inquisition dans son diocèse fussent trop souvent entravés par l'opposition de ses sujets des pays d'Empire, qui contestaient au religieux nommé par le provincial de France le droit d'enquêter sur un territoire rattaché à une autre province monastique.

Le pape délégua à l'évêque le pouvoir de conférer à Nicolas de Péronne le titre d'inquisiteur autonome pour le diocèse de Cambrai, et, le cas échéant, de lui donner pour successeur le prieur des dominicains de Saint-Quentin (n. 330). Ces juges étaient rendus exempts de toute obédience monastique en ce qui concernait leur mission. Cet état de choses ne devait durer, en principe, que le temps de l'épiscopat de Pierre d'Ailly. En fait, le démembrement fut définitif [4], bien que l'étendue du ressort et le mode de nomination de l'inquisiteur de Cambrai aient subi des variations. En 1431, ce magistrat, qui a juridiction sur Cambrai et sur Liége, se réclame du provincial d'Allemagne, comme de son mandant naturel [5]. En 1460, l'inquisiteur de Cambrai va présider un *acte de foi* à Arras [6]. En 1479, les évêchés de Cambrai, Thérouanne, Tournai et Arras forment, semble-t-il, une circonscription distincte, dont Jean Levasseur (*Vassoris*) est le chef [7]. Mais nous n'osons affirmer que ce groupement de diocèses ait tenu bien longtemps.

1. Fredericq, *op. cit.*, t. II, p. 143.

2. Denifle-Châtelain, *Chartularium universitatis Parisiensis*, Paris, 1894, t. III, p. 99, n. 1272 : procès de deux dominicains hostiles à la doctrine de l'Immaculée Conception.

3. Quétif et Échard, *op. cit.*, t. I, p. 694.

4. En 1410, ce sont deux dominicains, au lieu d'un, qui sont inquisiteurs dans le diocèse de Cambrai : Henri Selle et Laurent Girons. Fredericq, *op. cit.*, t. I, p. 266-267. Cf. p. 271. En 1411, c'est le prieur des dominicains de Saint-Quentin qui dirige le tribunal de Cambrai.

5. Fredericq, *op. cit.*, t. I, p. 329.

6. *Ibid.*, p. 380.

7. Hansen, *Quellen*, p. 501, note 1.

Au cours de la première moitié du siècle, Thérouanne, Tournai et Arras étaient encore rattachés à la circonscription de France [1]. L'inquisiteur de Paris les visita en personne à plusieurs reprises. Notons ses voyages à Arras, en 1461, et à Lille, en 1465 [2]. Habituellement, il était représenté dans ces pays par un vicaire général, dont la résidence avait une fixité relative. En 1420, Pierre Floure réside à Saint-Omer : on l'appelle inquisiteur de Saint-Omer [3]. En 1459, 1460, 1462, un autre vicaire inquisitorial, peut-être deux, sont fixés à Arras et à Tournai, et ils ont juridiction sur Lille [4]. Ces tribunaux à poste plus ou moins fixe n'étaient, malgré tout, que des émanations de celui de Paris, et des émanations qui n'avaient pas leur pleine autonomie.

On peut conjecturer qu'à la longue la Champagne eut aussi son tribunal. C'est ce que semble annoncer le titre porté, en 1419, par Pierre Floure, vicaire de l'inquisiteur de Paris, qui se dit inquisiteur de Reims [5]. En Normandie, le diocèse de Rouen constitua une lieutenance, dont l'un des titulaires, Jean Lemaître, délégué en 1424 par Jean Graverant, inquisiteur de France, fut, quoi qu'il en eût, mêlé au procès de Jeanne d'Arc [6]. En 1431 (13 juillet), un mois et demi après le supplice de la Pucelle, Jean Graverant lui-même se vit confirmé, par le pape Eugène IV, dans la charge d'inquisiteur de Rouen. Son successeur y fut confirmé de même, sept ans plus tard (1438) [7]. La teneur des rescrits pontificaux semblerait indiquer que le tribunal rouennais avait acquis son autonomie.

En revanche, les religieux dominicains qui mènent des procédures, en 1432 et 1453, dans le diocèse d'Évreux, sont toujours des vicaires généraux de l'inquisiteur de France [8].

Dans l'Orléanais, nulle Inquisition locale n'existe lorsque Pierre Floure, lieutenant du magistrat parisien, y instrumente contre les hérétiques, vers 1415 [9].

1. Pierre Floure, vicaire de l'inquisiteur de Paris, fit des procès à des hérétiques de Lille et de Tournai, en 1411, 1416, 1417. Fredericq, *op. cit.*, t. I, p. 280-281.

2. Fredericq, *op. cit.*, t. I, p. 394, 411.

3. Quétif et Échard, *op. cit.*, t. I, p. 754-755.

4. Fredericq, *op. cit.*, t. I, p. 346, 353, 362, 374, 397 ; t. II, p. 266.

5. *Ibid.*, t. I, p. 298.

6. Quicherat, *Procès de Jeanne d'Arc*, t. I, p. 33, 35, 122-124, etc.

7. Ripoll, *op. cit.*, t. III, p. 8, 22.

8. Hansen, *op. cit.*, p. 470 ; Lea, *Hist. de l'Inquis.*, t. II, p. 160.

9. Denifle, *Chartul.*, t. IV, n. 2065.

Des pays d'au-dessous de la Loire : Nivernais, Berry, Bourbonnais, Auvergne, on n'a nulle nouvelle. Peut-être le Limousin était-il, au xve siècle, rattaché à l'Inquisition toulousaine. On voit que Jean Dupuy, « inquisiteur dans la province de Toulouse, » intenta, vers 1417, un procès à des clercs limousins qui avaient négligé de se faire absoudre d'une sentence d'excommunication. L'affaire vint en appel au tribunal apostolique et Martin V nomma l'archevêque de Toulouse pour en connaître [1]. Ce fait peut ne rien prouver, s'il s'agit de clercs étrangers, par exemple d'étudiants, résidant à Toulouse. Mais ce détail n'est pas marqué dans la pièce. En définitive, le Limousin a pu appartenir à Toulouse, comme à Poitiers ou à Paris.

Cette revue géographique nous a permis de constater que le xive siècle ne fit que développer les institutions ébauchées par le xiiie. L'Inquisition s'installa dans de nouveaux sièges : à la fin du siècle, le territoire qu'embrasse la France actuelle se trouva partagé en sept ou huit districts qu'une tendance très marquée portait à subdiviser et démembrer encore. On en arriva, en certains endroits, à créer des inquisiteurs diocésains. L'esprit particulariste y poussait, aussi bien que la préoccupation, chez les évêques, de tenir bien en main le rouage inquisitorial et, qui sait ? d'amoindrir, en la partageant, la puissance des inquisiteurs interprovinciaux ou interdiocésains.

Une autre remarque à ne pas oublier, c'est l'imprécision que paraissent avoir eue les confins de certaines circonscriptions. Mais il ne faut peut-être s'en prendre qu'à la disette d'informations vraiment déplorable où nous nous trouvons par rapport à trois des principaux tribunaux de la foi.

II. — LE PERSONNEL DES TRIBUNAUX

1° *Les juges.*

Dans les tribunaux d'Inquisition du xive siècle, au moins pour les actes essentiels de la procédure, les juges sont deux d'office : l'inquisiteur monastique et l'évêque diocésain.

1. Ripoll, *op. cit.*, t. II, p. 533.

Tel est le droit établi par le concile de Vienne (décret *Multorum* [1]), et l'on peut dire que c'est la réforme capitale du siècle, en matière d'Inquisition. Nous n'avons pas à y insister ici. La chose est trop connue. On sait aussi à quels conflits et à quels abus de pouvoir le législateur prétendit couper court en obligeant les inquisiteurs à reprendre contact avec les prélats, à l'œuvre desquels ils ne faisaient, somme toute, que collaborer, et en invitant ces derniers à ne pas se désintéresser de la défense de la foi, non plus que de la manière dont leurs diocésains étaient traités par les inquisiteurs.

Cette idée si simple de la collaboration du juge monastique, spécialisé dans la répression de l'erreur, et du juge diocésain, qui avait sur ce même point des droits intangibles, il avait fallu près d'un siècle pour qu'on se décidât à la mettre partout en pratique [2]. Lorsque le concile en eut fait un article fondamental de la procédure d'Inquisition, les faits démontrèrent, sauf de rares exceptions, que sa réalisation ne souffrait aucune difficulté. S'il est une conclusion qui ressort nettement et solidement établie de l'étude de nos documents, c'est bien celle-là. Les exceptions faites à cette règle universellement et pacifiquement appliquée, ce sont, en dehors des incidents de Montpellier déjà racontés, quelques commissions générales d'inquisiteurs concédées à des évêques ou à d'autres personnages d'un mérite distingué : ainsi Guillaume Lombard, inquisiteur *in Curia* (n. 153), Bernard du Bosquet, légat apostolique (n. 241), et peut-être Antoine de Riparia, évêque de Massa, inquisiteur dans le Dauphiné (n. 290 sq. [3]).

Tous les autres personnages, moines, prélats ou dignitaires du clergé séculier, qui reçoivent un mandat d'inquisiteur, sont invités à se conformer à la règle ; et ceux dont les textes nous disent qu'ils se sont mêlés de poursuivre l'hérésie, nous sont présentés de

1. *Clementin.*, lib. V, tit. III, cap. 1.

2. Voir un aperçu des rapports entre évêques et inquisiteurs au XIIIe siècle, dans Lea, *op. cit.*, t. I, p. 375-383 ; voir aussi n. 5 de ce recueil et note 3.

3. Nous ne parlons pas des commissions données par le pape à des cardinaux, à des prélats, ou à d'autres personnages, pour l'examen d'affaires venues en appel. Elles ne sauraient rentrer dans la catégorie des procès dont il s'agit ici et qui sont tous de première instance. Excluons aussi les enquêtes prescrites directement par le pape à propos de crimes dont il entreprend lui-même la répression.

même comme n'ayant pas manqué de s'y tenir; ou bien ils sont blâmés de ne l'avoir pas fait [1].

Il y a mieux. Lorsque l'ordinaire d'un inculpé demeure inconnu, ou s'il est empêché de prendre part au procès, ou même s'il est suspect de partialité, le pape désigne d'office un ou plusieurs prélats pour tenir sa place auprès de l'inquisiteur. Ainsi fit Jean XXII pour le procès de Jean l'Archevêque, sire de Parthenay (n. 46, 47, 52), et celui d'Adhémar de Mosset (n. 132, 135, 136, 139). Le pape rappela même au juge de Jean l'Archevêque quels étaient les actes auxquels, sous peine de nullité, devaient prendre part les évêques délégués. Le décret *Multorum* exigeait la participation de l'ordinaire pour l'application de la torture, pour la garde et l'administration des prisons et, il va de soi, pour l'édiction des sentences [2]. Jean XXII précise que l'inquisiteur devra communiquer aux prélats les dossiers déjà constitués et ceux qui seront formés dans la suite, *tam circa proferendam sententiam quam omnes alios actus etiam ante prolationem ejusdem sententiae* (n. 46, 55, 56).

Des magistrats épiscopaux, nous avons peu de chose à dire. Notons seulement ceux qui paraissent avoir pris le plus à cœur leur rôle de gardiens de l'orthodoxie. J'ai nommé Bernard de Castanet, à Albi; j'ajoute, pour ce même siège, Bertrand Desbordes (n. 7) et Géraud de Farges (n. 11). A Pamiers, je remarque Jacques Fournier (Benoît XII) et Dominique Grima (n. 82, 116). Ce dernier, moins actif que son prédécesseur, mérita un rappel à l'ordre du pape Jean XXII (n. 124). A Narbonne, notons Bernard de Farges (n. 14); à Maguelonne et à Béziers, André et Guillaume Frédol, qui, tous deux, font des procès aux béguines de leurs diocèses (n. 18, 18 *bis*); à Mirepoix, Raymond d'Athon, qui construit une prison pour les hérétiques (n. 62); à Elne, le célèbre Gui de Terrena, que ses biographes nomment le *marteau des hérétiques* (n. 125 sq.); à Carcassonne, Jean Fabre, qui procède

1. Je me borne à des renvois : n. 22, 30 *bis*, 31, 33, 76, 87, 88, 89, 92, 96, 97, 127, 148, 193, 211, 230 (à remarquer le rappel à l'ordre adressé par le pape aux inquisiteurs), 236, 248, 254, 257, 273, 281, 308, 329, 338. Voir peut-être une exception, n. 14 : la curie de Narbonne paraît avoir procédé seule à l'examen d'un suspect. Mais le pape appelle la cause à son tribunal. On sait par ailleurs que Bernard de Farges, archevêque de Narbonne, eut recours à l'inquisiteur de Carcassonne pour l'exercice ordinaire de l'Inquisition. Douais, *op. cit.*, t. I, p. LXXIII.

2. *Clement.*, lib. V, tit. III, cap. 1.

contre quelques capitaines des grandes Compagnies (n. 236); à Embrun, deux archevêques, qui se consacrent à l'extermination des vaudois : Guillaume Desbordes et Pierre Amelii (n. 211, 222, 260); à Paris enfin, Hugues Michel de Besançon, mêlé au procès du fraticelle Conrad (n. 92), Etienne de Paris, qui réprima les béghards (n. 257), et Aymeric de Maignac, un des juges de Hugues Aubriot (n. 319).

Les religieux qui furent les auxiliaires de ces prélats retiendront plus longtemps notre attention. Voici, d'abord, par circonscriptions, les listes de ceux dont nous avons retrouvé la trace. Quelques-unes de ces listes présentent beaucoup plus de lacunes que de places occupées dans l'échelle chronologique. On nous pardonnera de n'en savoir pas plus que les documents. Si fragmentaires soient-elles, ces nomenclatures ont pourtant le mérite d'être un premier essai, et c'est aussi leur excuse. Les trois grandes Inquisitions méridionales sont les plus favorisées; nous avons pu établir presque sans discontinuité la série de leurs chefs. Ce travail n'avait, pour aucune d'elles, jamais été poussé aussi loin que nous avons essayé de le faire [1].

2° *Inquisiteurs généraux de France ou de Paris* (*ord. praed.*).

1285, 1300 (?). — Jean d'Aubigné. Quétif et Échard, *Script. ord. praed.*, t. I, p. 464; *Histoire littér. de la France*, t. XXVI, p. 445-446.

1303 (?), 1307, 1310. — Guillaume de Paris. Michelet, *Procès des Templiers* (*Documents inédits*), Paris, 1841-1851, t. II, *passim*; Fredericq, *Corpus*, t. I, p. 156-160 ; t. II, p. 53-57, 63-65; *Hist. littér. de la France*, t. XXVII, p. 140-152.

1330, 1332. — Aubert de Châlons (n. 89, note 2).

[... 1355 ... — Lininus de Saint-Pierre, vicaire de l'inquisiteur dans le diocèse de Tournai. Fredericq, *op. cit.*, t. II, p. 143.]

[1362. — Nicolas de Wassy, « inquisiteur sous-délégué dans le diocèse de Châlons. » Denifle, *Chartul.*, t. III, p. 99, n. 1272.]

...1364... — Guillaume *Rochini*, ou Rouchin. Denifle, *op. cit.*, t. III, p. 122.

1. Percin, pour l'Inquisition de Toulouse, Bouges et Mahul, pour celle de Carcassonne, Mgr Douais, pour les deux, ont donné des listes d'inquisiteurs du XIV[e] siècle. Nous ajoutons beaucoup de noms à ceux qu'ils connaissent. Surtout, nos documents nous apportent mainte précision chronologique. En revanche, nous faisons figurer dans nos catalogues des noms de personnages sur lesquels nous n'avons d'autres références que les ouvrages de ces érudits.

1368-1386. — Jacques de Morey, ou de Moray = de *Moreyo* (n. 274, note 1).

1382... — Jean *Textoris* = Tissier (?) (n. 316).

1386 ... — Frère Vital (n. 274, note 1). Denifle, *op. cit.*, t. III, p. 303, note 1.

[1389... — Jean Thomas, vicaire de l'inquisiteur Vital. Quétif et Échard, *op. cit.*, t. I, p. 694 ; Denifle, *op. cit.*, t. III, p. 187, n. 1355.]

1411, 1413, 1416, 1419, 1420. — Pierre Floure, vicaire général de l'inquisiteur de France (Fredericq, *op. cit.*, t. I, p. 280, 281 ; Denifle, *op. cit*, t. IV, n. 2000, 2001, 2065); puis (1417) « inquisiteur député pour tout le royaume de France» (Fredericq, *op.cit.*, t. II, p. 200-202); « inquisiteur de la province de Reims » (Fredericq, *op. cit.*, t. I, p. 298); enfin (1420), inquisiteur de Saint-Omer. Quétif et Échard, *op. cit.*, t. I, p. 754-755.

1413, † 1414. — Jean *Poleti* = Paulet (?), inquisiteur général. Quétif et Échard, *op. cit.*, t. I, p. 754; Denifle, *op. cit.*, t. III, p. 554, n. 1594.

Inquisiteurs de Cambrai.

...1403... — Nicolas de Péronne, vicaire de l'inquisiteur de France dans le diocèse de Cambrai, puis (1403) inquisiteur titulaire dans ce ressort (n. 330).

Vers 1410. — Henri Selle, de Herenthals et Laurent Girons (*Geruntii*), dominicains, inquisiteurs. Fredericq, *op. cit.*, t. I, p. 266-267.

1411...— Le prieur des dominicains de Saint-Quentin, inquisiteur. Fredericq, *op. cit.*, t. I, p. 271.

3º *Inquisiteurs de Toulouse* (*ord. praed.*).

1290-1300. — Foulques de Saint-Georges. Ms. lat. *4270* de la Bibl. nat.; Bern. Gui, dans Martène, *Vet. script.*, t. VI, col. 510 sq.

1302, † 1304. — Guillaume de Morières. Cf. n. 4, note 1; Martène, *Vet. script.*, t. VI, col. 510-511.

1304, 1306. — Arnaud Duprat de Condom. Martène, *op. cit.*, col. 463; Percin, *Monum. convent. Tolosani ord. FF. praed. : Inquisitio*, Toulouse, 1693, p. 110; Douais, *Les frères prêcheurs en Gascogne*, Paris-Auch, 1885, p. 365.

1306-1323. — Bernard Gui (n. 44, note 1).

1320. — Étienne Barrau, de Toulouse, sans doute lieutenant de l'inquisiteur. Percin, *loc. cit.*]

[1320. — Raymond de Junac, lieutenant de l'inquisiteur. *Liber sententiarum*, publié par Limborch, p. 178, 274 ; J.-M. Vidal, *L'émeute des Pastoureaux*, dans *Annales de Saint-Louis-des-Français*, janvier 1899, p. 156.]

1320. — Dominique Grima, lieutenant de Bernard Gui. *Liber sententiarum*, p. 274.]

1324-1340 (?). — Pierre Brun (n. 59 et note).

1340. — H. Nigri. Douais, *Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition*, p. CXXXIII, CXXXVII.

1342-1344. — Pierre Gui (n. 183).

1344-1347, ou 1348. — Jean Desmoulins = *de Molinis*, *de Molendino* (n. 195).

[1346. — Gasbert d'Orgueil, lieutenant de l'inquisiteur : n. 203.]

1348, 1357. — Pierre de Salgues (n. 207).

1350-1352 (?). — Pierre *de Maricalmo* = de Mercalm [1].

[1348, 1349. — Pierre Sicard, lieutenant de l'inquisiteur (n. 208 et note). Douais, *Documents*, p. XCVIII.]

...1372-1386. — Hugues de Verdun (n. 273).

1386-1404. — Bernard Bosquarel (n. 321).

1404-1407. — Jacques Gilbert (n. 331).

1407 (?)-1411. — Étienne de Lacombe = *de Cumba* (n. 334).

1411... — Jean de Podio (n. 344).

4° *Inquisiteurs de Carcassonne* (*ord. praed.*).

1299-1303 (?). — Nicolas d'Abbeville ; — 1292-1304. — Bertrand de Clermont. Ms. lat. *11847*, Bibl. nat.; cf. Douais, *Documents*, t. I, p. CXCI-CXCVII.

1303-1310. — Geoffroi d'Ablis = *de Ablusiis* (n. 4, note 2).

[1303. — Sicard Faure, lieutenant de Geoffroi d'Ablis. Douais, *op. cit*, p. CXXXIIII-CXXXVII.]

[1308. — Géraud de Blumac, lieutenant de Geoffroi d'Ablis. Douais, *op. cit.*, p. CXXXIII, CXCVIII-CCIII.]

1. Originaire du Rouergue, profès du couvent de Rodez, fut fait maître en théologie par le pape. Denifle, *Quellen zur Gelehrtengeschichte des Predigerordens*, dans *Archiv für Litteratur*, t. II, p. 224. Le chapitre de Rieux, en 1350, l'élut provincial de Toulouse. Le continuateur de Bernard Gui (Martène, *op. cit.*, col. 433) dit qu'il occupa cette charge quatorze ans et qu'il cumula celle d'inquisiteur deux ans durant. Il cessa ses fonctions de provincial en 1363 et mourut cette même année. Cf. Percin, *op. cit.*, p. 78.

[1303. — Jean *de Falgosio,* lieutenant de Geoffroi d'Ablis. Douais, *loc. cit.*]

1316-1324. — Jean de Beaune (n. 21, note 2).

[1318, 1329. — Gaillard de Pomiès, lieutenant de l'inquisiteur de Carcassonne dans le diocèse de Pamiers. J.-M. Vidal, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers,* Toulouse, 1906, extrait des *Annales de Saint-Louis-des-Français,* 1904-1905, p. 72-75, 84-85.]

[1317, 1320. — Pierre d'Arzens et Arnaud de Floure, lieutenants (?) de l'inquisiteur de Carcassonne. D'après Mahul, *Cartulaire... du diocèse de Carcassonne,* Carcassonne-Paris, 1857-1882, t. v, p. 693.]

1324-1328. — Jean Duprat = *de Prato* (n. 74).

[1325. — Bernard Brice, lieutenant de Jean Duprat. Douais, *loc. cit.*]

[1326. — Arnaud de Bellevue, délégué par J.Duprat à Montpellier. Quétif et Échard, *op. cit.,* t. I, p. 583.]

1328-1336. — Henri de Chamay = *Chamayo* (n. 84, note 1).

[1325,1340. — Menet de Robécourt, chanoine de Montréal, commissaire de l'inquisiteur à Albi, à Carcassonne et à Montpellier : n. 28, note 2.]

[1325-1329. — Raymond Pelat, *ord. praed.,* commissaire de l'inquisiteur à Montpellier : n. 28, note 2, et 88, note 4.]

1337-1348. — Aymon de Caumont (n. 162, note 1).

1350. — Imbert de Sens, ou de Serres. P. Bouges, *Histoire de Carcassonne,* Paris, 1741, p. 470-471; Mahul, *Cartul.,* t. v. p. 693.

1351 (?)-1354 ... — Amédée de Langres = *de Lingonis* (n. 216).

1357... — Étienne *de Ecclesia* = de l'Église, Gleizes (?) (n. 223, note).

[1357... — Arnaud Delher, lieutenant d'Étienne *de Ecclesia* à Montpellier (n. 28, note 2). Germain, *Une consultation inquisitoriale au* XIVe *siècle,* Montpellier, 1857, p. 330-341.]

...1364-1369. — Guillaume Chevalier = *Militis* (n. 236, note 1).

[1364. — N...., lieutenant de l'inquisiteur : n. 248, 254.]

1371, 1387. — Durand Salvan (n. 206, note 3). Doat, t. XXXV, fol. 136-161 ; Bouges, Mahul, *op. c t.*

1376. — Arnaud Grossi, ou Crossi. Mahul, *loc. cit.*

1380. — Paul de Nîmes. Mahul, *loc. cit.*

1383. — Matthieu d'Olmières. Mahul, *loc. cit.*

138... 1391. — Pierre de *Bancheyo* (n. 323).

[...1391... — Bernard de Gaillac, vicaire de l'inquisiteur à Mont-

pellier. *Thalamus Parvus* de Montpellier. *Société archéologique de Montpellier*, 1841, p. 417.]

1391, 1396. — Bonitus Litel (n. 324).

1407. — Pierre de *Matriolis* (n. 333).

1407, 1411, 1422. — Pierre de *Maralogio* = *Marvejols* (n. 341, note 3).

[1417... — Raymond Cabassa, vicaire de l'inquisiteur à Montpellier. *Thalamus Parvus* de Montpellier, p. 465.]

1422, 1424. — Raymond *de Tilio*. Ripoll, *op. cit.*, t. II, p. 610, 637.

5° *Inquisiteurs de Majorque, ou de Perpignan* (*ord. praed.*).

1313. — Création d'un ressort spécial d'Inquisition pour le royaume de Majorque (n. 12).

...1315... Bernard Aguile. Finke, *Acta Aragonensia*, Berlin, 1908, t. II, n. 532, p. 851.

1329 (?). — P. *Firmacii* (n. 96, note 2). *Procès d'Inquisition contre Adhémar de Mosset*, dans *Revue d'hist. de l'Égl. de France*, 1910, t. I, p. 720.

1332-1343. — Raymond de Durfort [1].

[1331. — François Sala, lieutenant de l'inquisiteur dans le diocèse de Majorque : n. 108.]

1333. — Raymond Dur (n. 96, note 2). Douais, *L'Inquisition en Roussillon*, dans *Annales du Midi*, 1892, p. 537.

1332... — Gui de Terrena, évêque d'Elne, de l'ordre des carmes, inquisiteur extraordinaire dans le royaume (n. 125 *bis*, 127).

[1333. — Jean Cerda, lieutenant de l'inquisiteur. *Procès d'Inquisition contre Adhémar de Mosset.*, *loc. cit.*, p. 577.]

...1357. — Jacques *Dominici*, inquisiteur général dans le royaume. Quétif et Échard, *op. cit.*, t. I, p. 662.

1395... — Pierre Riba = *Ripae* (n. 327).

1413. — Division du royaume en deux circonscriptions inquisitoriales (n. 335).

1413. — Bernard Pagès, inquisiteur des comtés de Roussillon et de Cerdagne. *Ibid.*

1. Maître en théologie, né à Villasavary (Aude), inquisiteur de Majorque, puis, durant cinq ans, provincial de Toulouse (1343-1348), prieur de Prouille. Bernard Gui, dans Martène, *op. cit.*, t. VI, col. 432.

1413. — Guillem Segarra, inquisiteur des îles Baléares (n. 335)

1417. — François Sala, inquisiteur d'Aragon et du comté de Roussillon (n. 337).

... — Bernard Moyl, inquisiteur de Roussillon (n. 335).

...1420... — Antoine Murta, maintenu par Martin V (n. 335) à l'Inquisition de Roussillon.

6° *Inquisiteurs de Poitiers, de Tours et de Bretagne* (*ord. praed.*).

1317, 1325. — Maurice de Saint-Paul (n. 13, 31, 32, 46, note 5).

...1335-1343. — Jean Aufroid, ou Aufred = *Aufredi* (n. 143, note 6).

... 1335... — Alain Thomas, vicaire de Jean Aufroid : n. 143,158.]

1343, 1344. — Arnaud Mandavin (n. 187, 194).

7° *Inquisiteurs dans le Lyonnais, la Franche-Comté, la Bourgogne et la Lorraine* (*ord. praed.*).

1298... — Gui de Reims, inquisiteur de Bourgogne (n. 26, note 2) avant 1310. —N..., inquisiteur de Lorraine. Fredericq, *op. cit.*, t. I, p. 156, 159.

1310 (?), 1312. — Géraud d'Auxonne, inquisiteur des provinces de Lyon et de Besançon (n. 8, 9, 10).

1322, † 1323. — Pierre Candelari, inquisiteur dans les diocèses de Lyon, Mâcon et Clermont, nommé par le provincial de France. *Année dominicaine*, Lyon, 1900, septembre, p. 89.

...1326... — Garin de Bar, inquisiteur dans les diocèses de Besançon, Genève, Lausanne, Sion, Toul, Metz et Verdun (n. 65).

† 1345. — Réginald de Rucesses, inquisiteur de Lorraine. *Année dominicaine*, Lyon, 1893, juin, p. 116.

... — 1356. — Jean de *Fonte*, inquisiteur de Lorraine, relevé de ses fonctions par le provincial de France. Reichert, *Acta capit. general. ord. praedic.*, t. II, p. 374.

...1364... — Jean Lemoine = *Monachi*, inquisiteur dans la province de Besançon (n. 244).

...— 1381. — Martin d'Amance, inquisiteur de Lorraine (n. 316).

1398. —N..., inquisiteur dans la province de Besançon (n. 329).

Avant 1420. — Jean *Brucelli*, inquisiteur dans les diocèses de Besançon, Genève, Lausanne, Sion, Toul, Metz, Verdun. Ripoll, *op. cit.*, t. II, p. 644 ; Hansen, *op. cit.*, p. 455.

1420, 1424. — Ulrich de Torrente, inquisiteur comme le précédent. Ripoll, Hansen, *loc. cit.*

8° *Inquisiteurs d'Avignon, de Provence, du Dauphiné et de Savoie* (*ord. min.*).

1303. — Guillaume de Saint-Marcel (Wadding, *Annal. min.*, ad ann. 1303, n. 27), puis (1309) inquisiteur dans le royaume de Naples (*ibid.*, ad ann. 1309, n. 4), et (1310) pénitencier apostolique (ad ann. 1310, n. 10).

...1305, 9 août. — Fr. Fortis. Archiv. Vatic., *Instrum.*, caps. VII, ann. 1305, n. 9, 10.

...1312... — Jean *de Verunis. Reg. Clem. V*, édit. Cassin., n. 8851; Eubel, *Bullarium franciscan.*, t. v, n. 203.

1312-1328... — Michel Lemoine (n. 15, note 2).

...1321... — Jacques Bernard (n. 33).

[...1321. — Catala Faure et Pierre Pascal *de Saliente*, commissaires de l'inquisiteur de Provence dans le diocèse de Valence, massacrés par les hérétiques : n. 33-35, 40.]

1322-1332. — Guillaume Astre (n. 49, note 3).

1330, 1338. — Jean *de Badis*, d'abord inquisiteur pour le diocèse de Marseille (n. 91, 120), puis inquisiteur de Provence (n. 171 *bis*).

1333, 1342. — Guillaume de Montrond = *Monterotundo* (n. 129).

1336... — Guillaume Lombard, official d'Avignon, reçoit un mandat spécial d'inquisiteur *in Curia* (n. 150).

...1352,1355. — Pierre de *Montibus* = Desmonts (n. 211, note 2).

...1359... — Bernard de *Podio* = Dupuy, ou Delpech (n. 224).

...1363, 1365. — Hugues de Cardillon (n. 232).

1363... — Jean Richard, spécialement chargé du diocèse d'Embrun (n. 233).

1364... — Bernard *de Bosqueto* = du Bosquet, del Bosquet, Delbousquet, auditeur du sacré palais, légat apostolique, inquisiteur extraordinaire en Provence, Savoie, Franche-Comté (n. 241-244).

1365. — N..., inquisiteur dans la province d'Arles, et N..., son vicaire (n. 252).

1366... — Étienne de Tegula, inquisiteur (peut-être occasionnel) *in Curia* (n. 261).

1371-1393. — François *Borrelli* (ou *Borrilli*) = Borrel, Bourret (n. 286, note 1).

porter même sur le provincial de Toulouse, s'il y avait avantage à le préférer à tout autre religieux (n. 184-185).

Au début du xve siècle il semble que la pratique ait changé. C'est le vicaire du provincial de Toulouse qui nomme Jean Dupuy, dont Jean XXIII ratifie le choix en 1414 (n. 344). La bulle remarque *propriis terminis* que c'est au provincial de Toulouse que, « selon les privilèges concédés à l'ordre des frères prêcheurs et à ce provincial, reviennent l'institution et la destitution de l'inquisiteur dans cette province [1]. »

On trouvera d'autres exemples de nominations faites par les provinciaux. Celles de Jacques de Morey, inquisiteur de Paris (n. 312), de Guillem Astre et d'Antoine Alhaudi, inquisiteurs franciscains de Provence (n. 71, 325); de François Sala, inquisiteur d'Aragon et de Roussillon (n. 337). Les inquisiteurs de l'ordre des carmes étaient eux-mêmes élus de cette manière (n. 268).

Et pourtant, la plupart des magistrats dont il est question dans nos documents doivent leur brevet à une autre autorité. Quelques-uns le tiennent de leur général. Aux termes de la concession de Clément V (n. 12), les inquisiteurs de Majorque devront être désignés par le maître général des dominicains; et cette pratique se maintient durant tout le siècle (n. 197, 198, 327, 335). Les inquisiteurs franciscains des îles de Corse et de Sardaigne sont choisis par leur ministre général (n. 309); enfin, Jean Tissier (*Textoris*), inquisiteur de France, doit sa charge à son supérieur général (n. 317).

D'autres, et c'est le grand nombre, la doivent directement au pape. En matière d'Inquisition, comme en matière de bénéfices, l'initiative pontificale prévient souvent celle des collateurs ordinaires. Il est vrai, le pape reprend l'exercice d'un droit qu'il n'a fait que déléguer. Pierre Brun (n. 59), Pierre Gui (n. 183), Pierre de Salgues (n. 207), Bernard Bosquarel (n. 321), Jacques Gilbert (n. 331), inquisiteurs de Toulouse; Aymon de Caumont (n. 162), Bonit Litel (n. 324), inquisiteurs de Carcassonne; Arnaud Mandavin (n. 187-188), inquisiteur de Tours; l'évêque de Mariana, inqui-

1. Ripoll, *op. cit.*, t. II, p. 522. Même note dans la bulle de Martin V, ratifiant, en 1422, le choix de Raymond *de Tilio* comme inquisiteur de Carcassonne. Il est dit que ce religieux a été choisi par le provincial de Toulouse, *habens ad hoc, ut dicebat, a prefata Sede (apostolica) potestatem*. Ripoll, *op. cit.*, t. II, p. 610 Ainsi le provincial de Toulouse avait conquis le droit de nommer aux deux Inquisitions de son ressort.

siteur en Corse (n. 268); Guillem Segarra, inquisiteur des îles Baléares (n. 335), reçoivent leur délégation directement du Saint-Siège. Il est à remarquer que la plupart de ces brevets concernent des inquisiteurs languedociens. N'était-ce pas, de la part des supérieurs provinciaux du Midi, une façon élégante d'évincer leur confrère parisien?

Si le pontife ne fait pas lui-même la nomination, il arrive que l'élu présente cet acte à sa ratification. Cela advient pour Jean Tissier, élu du général (n. 317), pour Pierre Rive, que ce haut dignitaire a choisi, sur l'ordre de Benoît XIII (n. 327), pour François Sala, créature du provincial d'Aragon (n. 337), et pour Jean Dupuy, élu de celui de Toulouse (n. 340).

Le brevet ordinaire délivré par le Saint-Siège ne conférait d'ailleurs aucun privilège nouveau : ni inamovibilité, ni exemption par rapport aux supérieurs monastiques. Les provinciaux et les généraux des deux ordres mendiants pouvaient destituer même les créatures de la Curie [1]. Mais il y avait des exceptions à ces règles susceptibles de devenir gênantes. Le pape conférait parfois l'inamovibilité à ses élus ou aux élus des supérieurs monastiques. Cela advint surtout pour les inquisiteurs franciscains, auxquels la coutume de leur ordre ne concédait qu'un mandat qui durait ordinairement cinq ans [2] (n. 71). Il n'était pas rare que le pape, sollicité par les intéressés, leur accordât de ne pouvoir être révoqués par leurs supérieurs, *sine licentià Sedis apostolicae*, ou au moins sans motif grave. Notre Bullaire présente trois concessions de ce genre [3] (n. 71, 312, 327), dont la deuxième (n. 312) est en faveur de Jacques de Morey, dominicain, que ses supérieurs ont promu depuis onze ans et auquel Clément VII donne, en 1379, de nouveaux pouvoirs, avec le privilège de l'inamovibilité [4].

1. Bulles d'Innocent IV (1246) : Doat, t. xxxi, fol. 73-74; d'Alexandre IV (1256) : Doat, t. xxxi, fol. 193; surtout Reichert, *Acta capit. gen.*, t. ii, p. 295 (chap. du Puy, en 1344).

2. L'évêque de Mariana reçoit de Grégoire XI un mandat qui est limité également à cinq ans (n. 268).

3. On en trouve d'autres dans Wadding, *op. cit.*, t. vii, p. 8, ad ann. 1323, n. 17; p. 225, ad ann. 1339, n. 1; p. 320, ad ann. 1375, n. 30.

4. En revanche, Clément VI restreint à deux ans le mandat d'inquisiteur qu'il donne à Michele Lapo, en Toscane. Wadding, *op. cit.*, t. viii, p. 5, ad ann. 1347, n. 10.

Dans tout ce qui ne concerne pas l'exercice de leur magistrature, les inquisiteurs sont soumis à leurs supérieurs locaux, provinciaux ou généraux, comme les autres religieux. Ce n'est pas qu'ils n'aient conquis peu à peu quelques privilèges. Ils avaient surtout une tendance à s'émanciper du joug des prieurs conventuels. Le chapitre du Puy, en 1344, rappelle les juges dominicains au devoir de l'obéissance monastique. Il leur défend de choisir leur *soc us* sans en référer au provincial et au prieur de leur couvent; il les avertit que leurs supérieurs ont le droit de les corriger et même de les destituer [1]. Le chapitre de Bordeaux (1324), voulant prévenir tout danger de prodigalité et de cupidité de leur part, exige qu'ils présentent, tous les ans, leurs comptes aux provinciaux. Ceux-ci révoqueront ceux d'entre eux qui seront reconnus coupables de l'une de ces fautes [2]. Le chapitre de Bourges de 1376 prescrit aux inquisiteurs de résider dans les chefs-lieux de leurs ressorts. Le pape s'étant plaint de leur inertie, leurs supérieurs veilleront à ce qu'ils remplissent leurs devoirs sans négligence [3].

Divers autres chapitres avaient expressément défendu aux inquisiteurs de se rendre auprès de la Curie sans l'autorisation de leur général [4]. Mais ils finirent par obtenir de Grégoire XI une bulle qui levait cette défense et qui leur permettait par surcroît de choisir, parmi les frères de leur province, tel *socius* qui leur agréerait [5]. Cette concession fut faite aussi aux moines de l'ordre franciscain (n. 275). Ainsi la règle monastique fléchissait en faveur de ceux que les papes protégeaient avec un soin particulier [6].

11° *Personnel subalterne.* — Du personnel subalterne des tribunaux d'Inquisition, notre recueil ne nous fournit pas l'occasion

1. Douais, *Les frères prêcheurs en Gascogne*, Paris-Auch, 1885, p. 55-56; Reichert, *Acta cap. gen.*, t. II, p. 295.

2. Reichert, *op. cit.*, t. II, p. 153.

3. *Op. cit.*, p. 431. Le chapitre de Florence (1321) avait chargé les provinciaux de punir les abus de pouvoir et les exactions dont se rendraient coupables les inquisiteurs (p. 134).

4. Chap. de 1329, 1330, 1331, etc.; *op. cit.*, p. 192, 210, 219, etc.

5. Voir les règlements des chapitres provinciaux de la province dominicaine de Provence au XIIIe siècle, relativement à l'Inquisition dans le Midi de la France, dans Douais, *Les frères prêcheurs en Gascogne*, p. 63-65.

6. Les papes marquaient souvent leur satisfaction aux inquisiteurs en les élevant à l'épiscopat. Ce fut le cas pour Bernard Gui (n. 44), Jean Duprat (n. 74), Pierre Brun (n. 59) et Guillaume Astre (n. 119).

de parler longuement. On aura relevé, sur les listes données plus haut, quelques noms de vicaires ou lieutenants des inquisiteurs. Ce sont, dans la plupart des cas, des religieux appartenant au même ordre que ceux-ci. Ils sont délégués, soit pour toute la circonscription, soit pour une partie, et l'inquisiteur leur donne les pouvoirs qu'il lui plaît. Ils peuvent être députés *ad universas causas*. Mais il en est dont les pouvoirs sont plus restreints et qui prennent ordinairement le nom de commissaires. Ainsi, Menet de Robécourt, délégué à Montpellier, n'a que le droit, en l'absence de l'inquisiteur et de son lieutenant, d'entendre et d'écrire, par manière d'information provisoire, les dépositions et les aveux en matière de foi. Dans la suite, il exerça les mêmes fonctions à Albi et les ridicules tracasseries qu'il fit subir aux citoyens de cette ville, ses « oppressions » et ses « corruptions » lui valurent d'être poursuivi devant le tribunal de Benoît XII. Il fut condamné, et le pape blâma nettement celui qui lui avait donné un mandat qu'il était incapable de remplir. Le cardinal Fournier avait déjà réprouvé, comme abusive, la pratique qui consistait à confier des enquêtes à un simple notaire (n. 176). Les documents ayant rapport à cet officier sont parmi les plus intéressants du recueil (n. 28, 154, 176, 186).

Relevons la mention d'autres notaires (n. 19, 142, 180, 201, 204, 205, 215, 221, 223, 256, 326); de jurés et de familiers du Saint-Office(n. 176, 200); de geôliers de prisons (n. 219) et de sergents (n. 171 *bis*, 205,206), auquels le pape accorde des bénéfices ou confie des missions. Notons aussi un assesseur, ou juge adjoint, et des conseillers du tribunal de Carcassonne (n. 205-20[illegible]). Enfin une bulle de 1414 révèle l'existence, auprès de l'Inquisition de Provence, de deux promoteurs de la foi, l'un pour l'évêque, l'autre pour l'inquisiteur (n. 343 et note 3) : et c'est là une nouveauté, qui ira, peu à peu, s'établissant partout.

12° *Exemptions.* — Les officiers de l'Inquisition étaient exempts de la juridiction séculière. Ils prétendirent quelquefois l'être aussi des impositions et des taxes levées par ordre du roi ou des magistrats municipaux. Un conflit s'éleva à ce propos vers le milieu du XIVe siècle, entre les consuls de Carcassonne et quelques conseillers, notaires et jurés de l'Inquisition. Munis de l'autorisation du roi de France, les consuls avaient compris dans la répartition des tailles et impôts plusieurs subalternes du tribunal alors pré-

sidé par Aymon de Caumont. Ceux-ci refusèrent de s'exécuter, prétextant l'immunité du Saint-Office. Les consuls passèrent outre et procédèrent à une saisie de gages, en attendant le règlement du différend. L'inquisiteur prit fait et cause pour ses subordonnés et invoqua les privilèges conférés à son tribunal, soit par le Saint-Siège, soit par le roi de France. Il fit sommation aux magistrats municipaux de restituer les gages saisis de force et, comme les consuls n'avaient cure d'obéir, il les excommunia.

L'affaire fut portée au tribunal de Clément VI, qui, afin d'éviter aux parties les désagréments et les longueurs d'un procès, leur proposa d'être pour elles un compositeur amiable. Étienne Aubert, cardinal du titre des Saints-Jean-et-Paul, présida aux pourparlers et parvint à établir par compromis que l'exemption de tailles, impôts et gabelles ne serait, à l'avenir, concédée qu'à trois conseillers, officiers, ou jurés et à un notaire de l'Inquisition. Les autres agents du tribunal rentreraient dans le droit commun. L'exemption des quatre privilégiés serait entièrement à la disposition de l'inquisiteur, qui pourrait en faire bénéficier qui bon lui semblerait, pour le temps qu'il lui plairait, la faveur étant transmissible d'un officier à l'autre à volonté. En outre, on convint que chacun des membres de l'Inquisition observerait les statuts municipaux existants et à venir, sous peine des sanctions portées contre les infracteurs (n. 205-206).

Cette convention équitable ne parvint pas à empêcher que les difficultés recommençassent quelques années plus tard, à propos des droits de fouage et des contributions extraordinaires levées pour la réfection des murailles du bourg. On discuta encore; l'excommunication fut fulminée, et on revint devant le pape. Cette fois aussi un compromis termina le litige. Les quatre officiers exempts durent payer les taxes pour l'entretien des murs de la ville (18 mai 1372 [1]).

13° *Gages et frais.* — L'exemption des impôts n'était pas le seul avantage que procurât aux officiers de l'Inquisition leur collaboration à la défense de la foi. Chacun d'eux, depuis l'inquisiteur jusqu'au simple familier, percevait des gages, qui, le plus souvent, étaient payés par les caisses du roi. Glanons dans notre recueil quelques renseignements sur cette matière.

1. Doat, t. xxxv, fol. 136 v°, 161.

On admettait partout, au moins en principe, que les frais de l'Inquisition devaient être à la charge de quiconque — roi, seigneurs, prélats — bénéficiait des biens confisqués. Mais, en pratique, les intéressés se faisaient souvent prier pour s'exécuter. Les papes n'ayant établi aucune règle précise, on tâtonna longtemps, au désespoir des inquisiteurs [1].

En France néanmoins, la question était réglée depuis saint Louis, pour les territoires de la couronne. Les caisses des *Encours*, ou produits des confiscations, devaient subvenir aux gages du personnel et aux dépenses de l'Inquisition. Pour son compte, l'inquisiteur de Carcassonne percevait dix sols par jour [2] (1246). En 1322, Arnaud Assalhit, procureur des *encours*, payait tous les frais de l'Inquisition de Carcassonne; il servait à l'inquisiteur un traitement de 150 livres par an [3]. En 1337, le fisc des *encours* soldait toujours les dépenses du Saint-Office toulousain [4].

Mais alors survinrent la guerre d'Angleterre et les incursions des compagnies de routiers; survint aussi la disette d'hérétiques. Les confiscations ne donnant que d'insuffisantes ressources, l'Inquisition eut de la peine à vivre. En 1364, pour faire face aux dépens du procès des routiers, inculpés de propos malsonnants, et à ceux de leur entretien dans les prisons, le pape Urbain V imposa les évêques de la région narbonnaise. Les contributions permirent de couvrir les dépenses de l'inquisiteur et de son notaire (n. 246, 255).

Quelques années plus tard, le trésorier royal, ne pouvant même plus solder le traitement du juge principal, ordonna la levée d'un impôt de 26 livres tournois dans la ville de Carcassonne [5].

Dans le sud-est la situation n'était pas plus brillante. La campagne engagée par Grégoire XI contre les vaudois du Dauphiné

1. Voir, sur ce chapitre, Lea, *Hist. de l'Inquis.*, t. I, p. 592 sq. On n'a pas oublié que l'Inquisition avait dû être suspendue en Bourgogne, au milieu du XIIIe siècle, parce que les ressources y manquaient.

2. Dom Vaissete, *Histoire de Languedoc*, éd. Privat, t. VIII, col. 1206. Saint Louis avait décidé que les seigneurs qui percevaient les droits d'*encours* contribueraient à l'entretien des prisonniers. *Op. cit.*, t. VIII, col. 1435-1436.

3. Mahul, *Cartulaire*, t. V, p. 672.

4. *Hist. de Languedoc*, t. X, Preuves, col. 791-792, 802. Cette année-là, l'inquisiteur Pierre Brun reçoit 140 livres, 10 sols (n. 802).

5. Chronique de Bardin, ad ann. 1368; *Hist. de Languedoc*, t. X, Preuves col. 50.

et de Provence faillit être compromise par l'insuffisance des ressources, autant que par l'hostilité des seigneurs, le mauvais vouloir des officiers royaux et l'indolence des prélats. Nul ne voulait contribuer aux frais. Le pape commença par demander au roi de France de faire observer dans toutes les provinces de son royaume l'usage languedocien des pensions servies par l'État ou, si cette pratique ne lui agréait pas, de décider que les officiers royaux abandonneraient aux inquisiteurs la part qui leur revenait de droit sur les confiscations (27 mars 1373; n. 277).

Il écrivit aux évêques de France pour les engager à se faire, auprès du souverain, les avocats des désirs pontificaux. Il leur laissait clairement entendre qu'à défaut du roi, il leur appartiendrait à eux-mêmes, pour qui, somme toute, les inquisiteurs travaillaient, de payer les frais du tribunal (n. 278).

Ce furent les prélats qui durent s'exécuter, à la place du roi et des seigneurs. Le 17 juin 1375, le pape imposa aux évêques des provinces d'Aix, Arles, Embrun, Vienne et Tarentaise une contribution extraordinaire payable en six annuités : la première était de 4 000 florins, les cinq autres chacune de 800 florins [1]. A cet effet, les revenus provenant des restitutions et des legs incertains demeuraient, dans chaque diocèse, frappés d'une sorte d'hypothèque pour l'équivalent de la quote-part épiscopale. Les sommes réalisées de la sorte devaient servir à la construction de prisons inquisitoriales à Embrun, Vienne et Avignon, à l'entretien des prisonniers, aux gages des juges et de leurs agents (n. 296). L'évêque d'Avignon et l'inquisiteur François Borrel, chargés de percevoir le subside, eurent pouvoir d'user des censures ecclésiastiques contre les contribuables mal disposés (n. 297).

Deux mois plus tard, Grégoire XI mettait encore à la charge de l'épiscopat et du clergé des cinq provinces les dépenses et l'entretien d'un inquisiteur spécial qu'il venait de nommer :

1. Clément VI et Innocent VI avaient déjà usé du même moyen à l'égard des évêques d'Allemagne, à la prière de l'inquisiteur Jean Scadelant. La contribution imposée aux prélats des provinces de Mayence, Cologne, Trèves, Salzbourg, Magdebourg et Brême, était de 580 florins d'or. Mais les contribuables ne mirent aucun empressement à s'exécuter. Les papes avaient envoyé lettres sur lettres, en 1349, 1353, 1355. L'inquisiteur se plaignait, en novembre 1357, de n'avoir encore rien reçu. Archiv. Vatic., *Supplicat.*, t. XXVII, fol. 271 v°; Sauerland, *Urkunden und Regesten zur Geschichte der Rheinland, aus den Vatikanischen Archiven*, Bonn. 1907, t. III, n. 777; t. IV, n, 66, 67, 253.

l'évêque de Massa. La provision journalière de ce personnage était fixée à 4 florins (13 août 1375; n. 301).

En octobre de la même année, le pape expliqua que l'entretien des prisonniers devait être à la charge des prélats dont ces prisonniers étaient les sujets, sauf à répartir les dépenses des évêques qui seraient, de ce chef, trop lourdement obérés, entre ceux qui auraient moins de frais (n. 302). Mais les exacteurs de la contribution paraissent s'être heurtés à une mauvaise volonté, ou à une indifférence déconcertantes; si bien que le pape, obligé de revenir au premier expédient, pressa encore le gouverneur du Dauphiné et son conseil de faire l'abandon d'une part des confiscations (18 mai 1376; n. 305). Puis il sollicita la charité des fidèles pour l'entretien des hérétiques dans les prisons (n. 308).

Il fallait tirer, au plus tôt, le tribunal de la foi de l'embarras où le jetait l'abstention de tout le monde. Enfin, après de vifs débats, le roi consentit, en 1378, au paiement de 190 livres tournois par an pour l'Inquisition dauphinoise.

Cette ordonnance tomba en désuétude durant le Grand Schisme, car, lorsqu'Alexandre V voulut subvenir aux frais de Pons Feugeyron, qu'il nommait inquisiteur dans ces contrées (1409), il prit le parti de taxer les juifs d'Avignon; sauf, si les juifs ne rendaient pas, à solliciter de nouveau la générosité des évêques (n. 339). Mais les évêques du XVe siècle ne furent pas mieux disposés que leurs prédécesseurs. L'archevêque d'Embrun laissait l'inquisiteur Pierre Faure dans un tel dénuement que ce religieux déclare, en 1432, que son extrême pauvreté ne lui permet pas de se rendre au concile de Bâle. Il n'a pas reçu un denier de l'Église de Dieu; on ne lui sert point de gages, et pourtant il a déployé durant deux ans une grande activité contre les hérétiques de l'Embrunois[1]. Il était, heureusement, en bon fils de saint François, habitué aux privations. Au reste, il n'y avait pas que des religieux mendiants qui travaillassent à la défense de la foi pour la seule gloire de Dieu. Un des prédécesseurs de Pierre Faure à l'Inquisition de Provence recommanda (1394) à Benoît XIII, pour une expectance de bénéfice, un notaire de son tribunal, qui avait, durant dix ans, exercé ses fonctions sans recevoir le moindre honoraire, car « cet office ne rapportait rien » (n. 326).

1 Martène, *Veterum scriptorum ampliss. collect.*, Paris, 1733, t. VIII, col. 151.

14° *Maisons et prisons.* — Dans les villes d'Inquisition, le tribunal est établi soit dans un hôtel spécial, soit dans le couvent qu'habite le juge, soit dans un des appartements de l'évêché. A Toulouse, à Auch [1], l'Inquisition est logée chez elle. A Avignon, un logis attenant au couvent des franciscains a été aménagé en prétoire et on y conserve les archives du greffe. Il n'est point inhabitable, puisque, en 1331, durant une absence de l'inquisiteur Guillaume Astre, des prélats et des religieux franciscains s'y installent, si bien qu'il faut recourir au pape pour les en déloger. A Vienne, l'Inquisition a son hôtel, à partir de 1376. Grégoire XI l'installe dans une maison du chapitre métropolitain, près de l'hôpital de la ville (n. 307). A Perpignan, le Saint-Office n'a pas d'autre résidence que le couvent des frères prêcheurs (n. 327). A Carcassonne, à Angoulême (n. 194), de même.

Quant aux prisons, nous n'en parlons ici que pour signaler celles que l'évêque de Mirepoix fait construire dans sa ville épiscopale, ce dont Jean XXII le félicite en 1325 (n. 62); celles que Grégoire XI ordonna de bâtir à Arles, Embrun et Avignon (n. 295-296); celle qu'il fit établir à Vienne dans un local de la maison archiépiscopale appelé *Palais vieux* (n. 306).

Le concile de Vienne (décret *Multorum*) avait établi le régime de surveillance en partie double qui était appliqué dans ces prisons. L'évêque et l'inquisiteur y entretenaient chacun leur geôlier; toutes les portes des cellules avaient deux clés, une pour chaque geôlier, et l'un et l'autre de ces officiers prêtaient serment devant l'évêque et devant l'inquisiteur. Or ces dispositions étaient, paraît-il, violées par Guillaume Chevalier, inquisiteur de Carcassonne au temps de l'évêque Pierre de Cros. Celui-ci se plaignit à Urbain V de ce que ce religieux lui contestât le droit d'avoir un geôlier auprès d'un des cachots de la *Mure* de Carcassonne, et de tenir une des clés de ce cachot. De plus, l'inquisiteur prétendait l'empêcher de recevoir le serment des notaires et des autres subalternes du tribunal. C'était un relief des vieilles disputes. La rivalité des deux juridictions persistait en dépit des lois conciliatrices. Le pape chargea (1364) l'évêque de Saint-Papoul de faire respecter ces lois, si elles avaient été violées par l'inquisiteur (n. 251).

1. Ainsi qu'il résulte d'une note du Registre 32 des *Collectoriae* (archives du Vatican), fol. 74 v° : *Hospitium novum quod vocatur Inquisitionis* (ad ann. 1370-1371).

III. — LES JUSTICIABLES DE L'INQUISITION FRANÇAISE AU XIVe SIÈCLE

Ceux que l'Inquisition recherche et punit au xive siècle, ce sont les adeptes de l'hérésie, quelle qu'elle soit et quels qu'ils soient : partisans des vieilles erreurs : albigeoise et vaudoise; d'erreurs plus récentes : fraticelles, béguins, béghards; apostats judaïsants ou islamisants; inculpés de schisme ou de tendances schismatiques; fervents de pratiques superstitieuses et de sciences occultes; enfin blasphémateurs, excommuniés et, exceptionnellement, concubinaires. Trois espèces de criminels provoquèrent particulièrement l'intervention des papes du xive siècle : les vaudois du Dauphiné, les fraticelles du Midi et les sorciers d'un peu partout. Les autres ne tiennent que peu de place dans ce recueil. Aussi nous bornerons-nous, sur leur compte, à de brèves remarques.

1° *L'albigéisme*, la grande hérésie du xiiie siècle, est presque éteint au xive, et des derniers efforts faits par l'Inquisition languedocienne pour en achever l'extirpation, au début du siècle : des travaux de Bernard Gui, à Toulouse, de Geoffroi d'Ablis et de Jean de Beaune, à Carcassonne, de Bernard de Castanet, à Albi, et de Jacques Fournier, à Pamiers, il n'est dit mot dans ce recueil. Un seul document ordonnant l'extradition de quatre justiciables de ce dernier prélat réfugiés en Aragon intéresse l'albigéisme du pays de Foix (n. 53). Et puis, il y a les bulles qui se rapportent à la liquidation de procédures traînant depuis des années dans les greffes languedociens (n. 17, 21, 106, 166) ou à la correction des abus (n. 3-7, 176, 181, 186, 189) reprochés à certains juges; mais elles n'ont qu'une relation indirecte avec l'erreur; et, d'ailleurs, il en sera question plus loin.

2° *Les juifs et les païens* étant tolérés par l'Église, ses tribunaux n'ont à connaître de leurs croyances religieuses que si, après s'être convertis au catholicisme, ils reviennent au judaïsme ou à l'infidélité, *ut canes ad vomitum.* On les traite alors en apostats. Grégoire XI signale, en 1372, aux inquisiteurs, afin qu'ils les recherchent, les chrétiens apostats qui ont renié le Christ pour aller à Mahomet et les Maures qui sont revenus à Mahomet après s'être convertis au Christ (n. 272). — Quant aux chrétiens qui nouent des relations avec les fils de l'Islam, qui leur rendent des services,

font le commerce avec eux, aident à leur ravitaillement en navires, en vivres et en denrées, toutes choses défendues par les conciles et les papes, ne peut-on pas les assimiler à des fauteurs du paganisme? Cela paraît ne faire aucun doute pour Jean XXII [1], qui livre à l'Inquisition jusqu'aux doctrinaires qui enseignent que tout cela est licite (n. 66 *bis*). C'est une première extension de la compétence des inquisiteurs.

Les mêmes rigueurs atteignent les convertis d'Israël retournés à la loi de Moïse et leurs fauteurs. Divers papes du XIIIe siècle avaient placé cette nouvelle espèce dans les attributions de l'Inquisition [2]. Ceux du XIVe provoquèrent ou facilitèrent, à cet égard, l'action des tribunaux. Benoît XII (1338) pourvoit de sa recommandation les émissaires de l'inquisiteur de Provence, chargés de débusquer un apostat judaïsant, en Savoie et en Dauphiné (n. 171 *bis*). Innocent VI (1359) donne des lettres du même genre à un inquisiteur qui va rechercher des coupables de cette espèce jusque dans l'Aragon et la Castille (n. 224-229). Urbain V (1364) invoque la coopération du sénéchal de Provence, du comte de Savoie et des seigneurs de ces pays pour la capture de juifs hérétiques, désirée par Hugues de Cardillon (n. 235). Enfin, Clément VII, en 1387, et Alexandre V, en 1409, s'emploient à faciliter ou à provoquer l'intervention des inquisiteurs soit contre ces apostats et leurs partisans, soit contre les juifs qui font du prosélytisme parmi les chrétiens (n. 322, 338).

Tout en ordonnant la répression de ce crime d'apostasie, les papes veillaient à ce que les tribunaux observassent, à l'égard de tels prévenus, les règles ordinaires de la procédure. Certains inquisiteurs, suivant en cela les préjugés communs au moyen âge, avaient quelque tendance à supprimer, dans les causes des juifs, les dispositions du code inquisitorial favorables aux accusés. Innocent VI (1360) rappelle à l'observation intégrale de ces règles les inquisiteurs de Provence, auxquels les juifs de leur ressort reprochaient de ne permettre à ceux d'entre eux qu'ils poursuivaient ni de présenter leur défense, ni d'avoir copie des témoignages. Au surplus, ces juges se dispensaient de recourir aux évêques diocésains pour procéder aux actes importants, tels que l'emprisonnement, la torture et la sentence (n. 230).

1. Bulle du 5 septembre 1324. Raynaldi, *Annales*, ad ann. 1324, n. XLIV.
2. Voir n. 230, note 1. *Sext.*, lib. V, tit. II, cap. 13.

Grégoire XI (1372) dut aussi, à la requête des juifs de Provence, d'Avignon et du Comtat, rééditer les dispositions d'une bulle de Boniface VIII, se rapportant à un autre détail de procédure. Ce pontife avait décrété par lettre spéciale que la règle selon laquelle la révélation à l'accusé des noms de ses accusateurs devait toujours se faire, sauf le cas d'un danger possible pour ceux-ci, s'étendrait aussi aux prévenus israélites. Or, les inquisiteurs de Provence n'avaient cure d'observer cette règle, sous prétexte que les accusés étaient puissants et riches (n. 269-271).

Quelques années plus tard, Clément VII prit à l'égard des juifs des provinces de Sens, Reims, Rouen et Lyon, une mesure autrement radicale. Les inquisiteurs faisaient subir à certains de ces malheureux de si injustes traitements que le pape leur enleva le droit de connaître des causes des israélites et le transféra aux curies diocésaines (n. 318). « Si la perfidie des juifs est condamnable, il est pourtant utile aux chrétiens de conserver ceux qui ont gardé les figures du Christ. » C'est la raison traditionnelle pour laquelle les papes ont toujours protégé les fils d'Israël.

3º Parmi les justiciables de l'Inquisition prévenus de tendances *schismatiques*, il faut probablement s'abstenir de placer le dominicain Thomas Walleis, incarcéré par l'inquisiteur d'Avignon, au temps de la dispute sur la vision béatifique. Le bruit courut qu'il avait été appréhendé pour son hostilité à l'opinion personnelle de Jean XXII et à cause d'un sermon dans lequel il avait anathématisé les négateurs de la vision béatifique immédiate. La suite du procès démontra qu'il s'agissait d'autre chose, et Jean XXII protesta, auprès du roi de France, qu'il n'avait aucune part dans cette arrestation (n. 129 et notes). Quand bien même le pape n'aurait pas été étranger à cette mesure, ni non plus le motif répandu dans la foule, Walleis ne pourrait être tenu pour schismatique. Tout au plus a-t-il manifesté trop vivement qu'il rejetait l'opinion du pontife. On sait que Benoît XII fit du sentiment qu'il soutenait un dogme de foi.

Il ne faut pas non plus prendre au tragique le cas de ces routiers que l'Inquisition de Carcassonne, avec l'aide de la foule ameutée, fit passer, en 1364, des prisons séculières dans les cachots du Saint-Office, sous prétexte de propos contre la foi et spécialement contre l'autorité du pape qu'on les avait entendus proférer. Il s'agissait plutôt de gens chargés de crimes de droit commun, — dont l'In-

quisition connut d'ailleurs par faveur spéciale (n. 249), — de soldats pillards, homicides, incendiaires, coupables de viols, de sacrilèges, de pillages d'églises. Ils ont dû ajouter à ce bagage des pratiques de sorcellerie, des blasphèmes, des grossièretés théologiques et des insultes à l'adresse du pape. Tout cela leur valut d'être condamnés. Mais il semble que ce ne fut pas à la peine capitale. L'un des principaux fut délivré de ses chaînes au bout de quelques années (n. 234, 236 et notes).

Des schismatiques à peine plus authentiques que les précédents, ce sont les partisans des diverses obédiences du Grand Schisme, par rapport à leurs adversaires. L'histoire impartiale ne voit, durant cette douloureuse période, de schismatiques dans aucun camp. Mais les deux et trois camps s'anathématisaient mutuellement et usaient les uns contre les autres de toutes les armes à leur portée. L'Inquisition ne fut pas oubliée. Signalons la lettre d'Alexandre V, traçant à Pons Feugeyron (1409) les limites de sa compétence. Les adversaires du concile de Pise et de la papauté qui en est issue s'y trouvent compris (n. 338). Un de ces adversaires, l'inquisiteur toulousain Étienne Lacombe, avait mis en mouvement son tribunal contre des moines dominicains et franciscains qui avaient fait adhésion au pape pisan. Lui-même était resté fidèle à Benoît XIII. Il dut s'en expliquer devant l'archevêque de Toulouse, délégué par Jean XXIII (n. 340). L'Inquisition, elle aussi, se trouva divisée durant la crise générale [1].

4° *Les blasphémateurs et surtout les excommuniés*, contempteurs de la censure, étaient assimilés à des hérétiques, lorsque leur fait n'était pas imputable à la négligence ou à la légèreté. Le blasphème simple demeurait réservé aux curies diocésaines. Urbain V rappela cette règle à Guillaume Chevalier, inquisiteur de Carcassonne (1366), qui dépassait souvent les bornes de sa compétence (n. 259). Le successeur de ce juge, Pierre *de Matriolis*, ayant la même propension, fit un jour un procès à un bon chrétien de Caunes en Minervois, ancien consul et marguillier de sa paroisse, qui avait proféré par inadvertance quelques blasphèmes contre Dieu et contre la

1. Des prévenus authentiquement schismatiques, c'étaient les fraticelles et les béguins, ceux surtout qui faisaient adhésion à Louis de Bavière et à l'antipape Nicolas V. Nous allons les retrouver sans tarder. Signalons cependant, dès ici, le médecin Félicien d'Assise, sous-diacre, familier de Louis de Bavière, qui ne paraît pas avoir fait partie de l'ordre des frères mineurs (n. 118).

Madone. Benoît XIII députa deux chanoines pour lui faire rendre justice (n. 333). Pierre de Marvejols, successeur de P. *de Matriolis*, tracassa encore plus grièvement un autre blasphémateur, dont Jean XXIII reçut les plaintes (n. 341).

Le fait de tenir bon sous l'excommunication encourue pour un manquement disciplinaire ne constitua sûrement un crime contre la foi qu'à partir du concile de Trente [1]. Mais, bien avant ce concile, la tendance générale était de considérer comme suspects d'hérésie les excommuniés contumaces. On n'avait aucun doute qu'ils le fussent en effet, s'ils avaient encouru cette censure pour un délit de doctrine et s'ils avaient négligé de s'amender. Quant aux autres, saint Louis avait tracé une ligne de conduite pour leur punition, en Languedoc. Au bout d'un an, s'ils ne s'étaient point soumis, on confisquait leurs biens [2].

Papes et inquisiteurs sévirent aussi, au nom de la foi outragée, contre de tels obstinés. Boniface VIII pressait, en 1294, l'inquisiteur de Carcassonne de poursuivre les magistrats de Béziers, qui ne faisaient aucun cas des foudres de l'Église [3]. Geoffroy d'Ablis traita en hérétique Jean de Pecquigny, commissaire royal, excommunié pour obstruction au Saint-Office, sous prétexte qu'ayant fait appel de cette censure au tribunal du pape, il était resté plus d'un an sans se faire absoudre (n. 4).

En 1301 et en 1303, des conciles de Reims ordonnèrent la punition des excommuniés, comme hérétiques, après deux années de contumace [4]. En 1398, Benoît XIII prit l'initiative de mesures répressives de ce genre contre certains paroissiens de Morteau, au diocèse de Besançon, qui se trouvaient depuis fort longtemps sous le coup de censures dont ils refusaient de solliciter l'absolution (n. 329). On se souvient que l'inquisiteur de Toulouse Jean Dupuy fit un procès à certains clercs limousins coupables d'une semblable négligence [5]. Enfin Nicolas Eymerich, inquisiteur d'Aragon, trouvait tout naturel que l'Inquisition connût des délits de ce genre; et elle en connaissait, effectivement, dans le pays où vécut l'auteur du *Directorium* [6].

1. Session xxv, *De reform.*, cap. 3.
2. *Ordonnances des rois de France*, Paris, 1723, t. i, p. 52.
3. *Histoire de Languedoc*, t. ix, p. 199-200.
4. Fredericq, *Corpus...*, t. i, p. 150.
5. Ripoll, *op. cit.*, t. ii, p. 533.
6. *Director. inquisit.*, éd. Pegna, Rome, 1587, IIe part., quest. xlvii, p. 360-361.

5° Les gens de Morteau, dont l'obstination provoquait l'intervention de Benoît XIII, s'étaient en outre rendus coupables de *crimes de droit commun* : adultère, inceste, concubinage, stupre, pour lesquels ils se vantaient d'avoir l'impunité. Le pontife voulut que l'inquisiteur et l'official réprimassent ces désordres. Le premier fut ainsi amené à s'occuper de délits qui n'étaient pas de sa compétence ordinaire (n. 329). Grégoire XI (1375) avait aussi donné pouvoir à l'inquisiteur François Borrel et à l'évêque de Massa contre les clercs et les religieux concubinaires des provinces de Vienne, Embrun et Tarentaise, que leurs prélats, dûment requis, auraient négligé de punir (n. 300). Enfin, Pons Feugeyron reçut d'Alexandre V un surcroît de facultés débordant la compétence ordinaire de l'Inquisition contre des criminels de droit commun, notamment contre les usuriers (n. 338). Au reste, Nicolas V remettra plus tard à Hugues Nègre (*Nigri*), inquisiteur en Languedoc et en Gascogne, le droit de punir non seulement le blasphème et la sorcellerie, mais encore les actes sacrilèges et les crimes contre nature [1]. Les vrais hérétiques manquant, l'Inquisition se rabattait sur les criminels qui pouvaient leur être assimilés.

6° Une des espèces qui se prêtaient le plus fréquemment à cette assimilation, c'était le crime de *sorcellerie*, sous ses formes diverses : divination, magie, sortilège, alchimie, surtout culte des démons et pactes démoniaques. C'était la plaie du temps. La cure médicinale qui en fut faite occupa, durant de longues années, aussi bien les cours civiles que les officialités diocésaines, les tribunaux d'Inquisition et la justice personnelle des papes. Notre recueil contient des pièces se référant à l'œuvre de ces trois dernières juridictions.

La distinction entre les pratiques simplement superstitieuses et la sorcellerie et l'occultisme ayant saveur d'hérésie avait été posée par Alexandre IV, en 1260. Devins et sorciers de marque commune devaient être abandonnés aux curies diocésaines ; seuls les cas compliqués de théories et d'actes hérétiques étaient de la compétence du tribunal de la foi [2]. On s'en tint jusqu'à nouvel ordre à cette distinction, sauf à se disputer dans la pratique sur la réalité de la *saveur hérétique*.

1. Ripoll, *op. cit.*, t. III, p. 301.
2. Ripoll, *op. cit.*, t. I, p. 388 ; *Sext.*, lib. V, tit. II, cap. 8, § 4.

Jean XXII contribua à accentuer la répression de ces crimes. A deux reprises, en 1320, par l'entremise du cardinal Guillaume Goudin, et en 1330, par lui-même, il pressa les inquisiteurs et les prélats des provinces de Toulouse et de Narbonne de punir les individus reconnus coupables de ces pratiques criminelles : invocateurs des démons et ceux qui concluaient avec eux des pactes impies; fabricateurs et baptiseurs d'images de cire; envoûteurs et sorciers; profanateurs des sacrements de l'Église, en particulier de l'eucharistie. Le pontife ne distinguait plus entre superstitions simples et superstitions mêlées d'hérésie. Tous les cas énoncés dans ses lettres étaient considérés comme des attentats contre la foi (n. 30 *bis*, 103). D'ailleurs, les fidèles furent avertis que quiconque s'adonnerait à ces pratiques condamnées et, après avoir reçu sommation de les cesser, persisterait dans son erreur, serait traité comme hérétique. Le même sort attendait les détenteurs de livres de magie qui n'en feraient pas livraison dans les huit jours (n. 72 *bis*). L'insistance du pape prouve que cette affaire lui tenait à cœur. Lui et ses successeurs s'occupèrent de plusieurs cas, soit en les recevant en appel, soit en les faisant juger pour leur compte.

En 1319, Jean XXII commande à Jacques Fournier, évêque de Pamiers, de procéder contre trois sorciers, envoûteurs et invocateurs de démons détenus dans les prisons épiscopales (n. 24). En 1323, il charge trois commissaires de faire justice d'un moine de Figeac, inculpé d'alchimie, de nécromancie, de divination, d'envoûtement et de fabrication de fausse monnaie (n. 50). En 1326, un cardinal est député pour juger un chanoine de Saint-Caprais d'Agen, captif dans les prisons pontificales, sous l'inculpation d'occultisme démoniaque et de magie (n. 67). La même année, trois autres cardinaux s'occupent des gestes d'un groupe d'envoûteurs et d'invocateurs du démon, que la curie diocésaine de Toulouse a interrogés, puis remis aux mains des officiers royaux, qui les ont conduits à Paris et, de là, à Avignon (n. 72, 72 *bis*). L'année suivante, c'est un moine de Valmagne, au diocèse d'Agde, que le pape enlève au tribunal de l'évêque et fait conduire à Avignon (n. 77). En 1331, c'est l'appel de deux justiciables de l'Inquisition de Paris, qui se prétendent indûment chargés du crime d'hérésie et de sorcellerie (n. 109-111 [1]).

Le défilé des cas de sorcellerie continue sous Benoît XII,

1. Voir encore n. 29, 30.

avec le noble Hervé de Trévalloet qui se dit faussement inculpé d'envoûtement (n. 143); le clerc Guérin de l'Hay, récidiviste du sortilège (n. 146); le nécromancien anglais Guillaume Altafex (n. 150, 152); trois Béarnais et un Arlésien, magiciens, sorciers et devins (n. 159-161); deux sorcières du Vivarais, qui s'étaient, disait-on, données au diable et lui payaient un cens annuel de blé (n. 171); trois autres sorcières du diocèse de Maguelonne, que la curie diocésaine et l'autorité séculière avaient condamnées sans attendre l'inquisiteur (n. 172); enfin, plusieurs moines de Boulbonne (diocèse de Mirepoix), envoûteurs et chercheurs de trésors, dont le pape remit la punition à leur abbé (n. 175, 179). A l'exception de celui-ci, tous les autres cas furent jugés à Avignon.

Les successeurs de Benoît XII eurent peu d'occasions d'intervenir dans des affaires de cette nature. Clément VI fait pourtant terminer, en 1343, le procès d'un clerc narbonnais détenu dans ses prisons (n. 192). Innocent VI donne (1354) à l'évêque de Rodez et à l'abbé de Gaillac le pouvoir de procéder contre plusieurs religieux du Rouergue suspects de ces sortes de crimes (n. 218, 220).

En 1374, à la prière de Jacques de Morey, inquisiteur de Paris, Grégoire XI dut établir, à l'encontre de certains lettrés, que la compétence des juges de la foi s'étendait bien aux invocateurs des démons. En conséquence, l'inquisiteur pouvait sévir contre les coupables de cette espèce, nombreux dans son ressort (n. 285). On n'a pas oublié la commission temporaire délivrée, en 1405, par Benoît XIII, à l'inquisiteur de Carcassonne, contre les devins, sorciers et magiciens du diocèse du Puy (n. 332). Terminons par la curieuse affaire que Jean XXIII donna à examiner, en 1411, à l'abbé de Saint-Gilles. Trois bourgeois de Narbonne étaient inculpés d'avoir voulu, par des passes de magie et des opérations démoniaques, détourner le cours de l'Aude, dans le but bienfaisant d'éviter à la ville des inondations trop fréquentes. Aussitôt l'officialité se met en mouvement et fait une enquête. Survient l'inquisiteur, qui instrumente de son côté, non sans molester gravement les inculpés. C'est ce conflit qui est soumis au pape (n. 342).

Bien que la sorcellerie soit alors à la mode et qu'il existe une propension générale à y croire, le pape ne se laisse pas prendre aux calomnies et aux machinations des faux témoins, quand elles

visent des personnes de qualité. Ainsi Benoît XII fit faire un procès à des clercs et à des laïques biterrois qui avaient accusé leur évêque, Guillaume Frédol, d'avoir tenté d'envoûter Jean XXII (n. 164, 168). Les justiciables des tribunaux d'Inquisition qui se prétendaient injustement poursuivis avaient la ressource de recourir au pape, qui faisait procéder à un examen approfondi de leur cause par les dignitaires de sa cour. Ainsi advint-il pour Hervé de Trévalloet, Anselme de Gênes et Réginald de Cravant (n. 143, 109-111) [1].

7° On n'a pas été sans remarquer que, parmi les amateurs d'occultisme et de sciences prohibées, il y avait nombre de clercs, de moines et de prêtres. Ce ne furent pas les seuls ecclésiastiques qui eurent à répondre de leurs croyances devant les tribunaux du Saint-Office. L'ordre de saint François vit une foule de ses membres y paraître sous l'inculpation d'hérésie et de schisme. C'étaient les idéalistes du groupe des *spirituels*, et leurs adeptes du tiers ordre séculier, les *béguins*; les fervents de la pauvreté absolue et de la mendicité effective, qui rêvaient de l'imposer comme régime à l'universalité des chrétiens. Ces religieux pensaient, à la suite de l'*Évangile éternel* et de leur docteur français, Pierre de Jean d'Olive, que l'ère allait venir de l'ascétisme monacal et du règne de l'Esprit-Saint. L'ère du Christ finirait et l'Église corrompue des clercs, des évêques et du pape aurait le sort de Babylone.

On connaît le détail de ces théories [2]. En pratique, elles s'étaient

1. Voir plus bas, p. LXXII, 2°

2. Sur l'origine, les erreurs, le développement des *spirituels*, la vie et les écrits de Joachim de Flore, leur précurseur et leur source lointaine, les œuvres de Pierre de Jean d'Olive, leur porte-drapeau en France, voir, dans *Archiv für Litteratur und Kirchengeschichte*, 1885, t. I, p. 49-140, l'étude du P. Denifle sur l'*Évangile éternel et la commission d'Anagni*; *ibid.*, t. I, p. 509; 1887, t. III, p. 553-623; 1888, t. IV, p. 1, celle du P. Fr. Ehrle sur *Les spirituels*; *ibid.*, 1886, t. II, p. 106-164, 249-336, l'*Historia septem tribulationum*; *ibid.*, t. III, p. 409-552, le mémoire du P. Ehrle sur *Pierre de Jean d'Olive et ses écrits*; dans Baluze, *Miscellanea*, Lucques, 1761, t. III, p. 258-271, soixante articles tirés du *Commentaire* d'Olive sur l'Apocalypse. Cf. Lea, *Hist. de l'Inquis.*, trad. fr., t. III, p. 1-108; Gebhart, *L'Italie mystique*, Paris, Hachette; Tocco, *L'eresia nel medio evo*, Florence, 1884, p. 261-562; du même, *Studii francescani*, Naples, 1909, p. 191-222, 227-310; J.-M. Vidal, *Procès d'Inquisition contre Adhémar de Mosset*, dans *Revue d'histoire de l'Église de France*, t. I, p. 557-566; Callaey, *L'idéalisme franciscain spirituel au* XIV[e] *siècle. Étude sur Ubertin de Casal*, Louvain, 1911.

traduites, durant tout le XIII[e] siècle et les premières années du XIV[e], par d'âpres et tenaces revendications touchant la stricte observance de la règle de saint François, en particulier en ce qui concernait la forme des frocs, qui devaient être étriqués et grossiers, et la propriété des denrées d'alimentation et des provisions de vivres, qui était considérée comme illicite.

L'autorité ayant toujours refusé d'accorder à ces rigoristes l'autonomie qu'ils réclamaient, c'était, dans un grand nombre de couvents, la guerre allumée entre cette minorité et la majorité des frères. Les zélateurs s'étaient développés en Italie et dans le Midi de la France, surtout à Narbonne et à Béziers, où le saint et le théoricien du groupe, Pierre de Jean d'Olive, avait vécu. Dès qu'ils se sentirent en nombre, ils chassèrent des couvents de ces deux villes les frères de la communauté et essayèrent de former une agrégation indépendante.

A la demande des supérieurs franciscains, Jean XXII essaya de couper court aux désordres. Il dut recourir à la contrainte pour avoir raison de la plupart. Le 17 février 1317, il ordonna aux inquisiteurs de Languedoc de traiter désormais comme hérétiques tous les dissidents, quelque nom qu'ils se donnassent : *fraticelles*, *frères de la pauvre vie*, *bizoches*, ou *béguins* [1]. Le 7 octobre suivant, la bulle *Quorumdam exigit* (n. 14 *bis*) condamna les costumes singuliers des spirituels et porta un grave coup au principe de la pauvreté absolue [2]. Mais, dès le 27 avril, les officiaux de Narbonne et de Béziers avaient reçu un ordre de citation générale des récalcitrants au tribunal du pape [3]. Soixante-quatre d'entre ceux-ci prirent le chemin d'Avignon, conduits par l'agitateur Bernard Délicieux. Jean XXII les somma, en plein consistoire, de revenir à résipiscence. Ses instances réussirent à en décider une quarantaine. Les vingt-cinq autres et Bernard Délicieux furent irréductibles [4].

Aussitôt l'Inquisition s'empara de leurs personnes. Le 8 novembre, Jean XXII ordonna à Michel le Moine, inquisiteur de Pro-

1. Doat, t. XXXIV, fol. 147, cité par Lea, *Hist. de l'Inquis.*, t. III, p. 85, et par Tanon, *Histoire des tribunaux de l'Inquisition en France*, Paris, 1893, p. 77.

2. *Extrav. Joan. XXII*, tit. XIV, c. I.

3. Voir n. 13 *bis* et Wadding, *Annal. min.*, t. VI, p. 268, ad ann. 1317, n. XI-XII; Eubel, *Bullarium franciscan.*, t. V, n. 266.

4. *Historia septem tribulationum*, dans *Archiv für Litteratur und Kirchengeschichte*, 1886, p. 142-149.

vence, de faire le procès aux vingt-cinq compagnons de Bernard (n. 15). Quatre d'entre eux, s'étant montrés obstinés jusqu'au bout, furent livrés au bras séculier et brûlés, le 7 mai 1318, à Marseille. Un autre fut condamné à la prison perpétuelle, et les vingt derniers, à des pénitences légères [1].

Quant à Bernard Délicieux, le pape remit le soin de le juger à une commission spéciale, composée de trois évêques, qui, sur des imputations étrangères à l'erreur des spirituels, le condamna, en 1319, à la dégradation ecclésiastique et à la prison perpétuelle [2].

La déroute des spirituels du premier ordre fut suivie de celle de leurs adhérents, les frères et sœurs du tiers-ordre : *béguins* et *béguines*. Le 30 décembre 1317, Jean XXII supprima leur prétendue congrégation, avec celle des adeptes d'Angelo Clareno, et en excommunia les membres qui demeureraient insoumis [3] (n. 16). L'Inquisition en condamna un grand nombre, à Narbonne, à Lunel, à Lodève, à Béziers, à Capestang, à Pézenas, à Carcassonne et à Toulouse (n. 16, note 1). Jean XXII suivit de près ces opérations judiciaires. Le 18 septembre 1318, il se faisait transmettre par les évêques de Maguelonne et de Béziers les dossiers de certaines causes qu'il voulait sans doute faire juger sous ses yeux (n. 18, 18 *bis*).

Le contrôle pontifical n'était pas inutile. Beaucoup d'erreurs étaient commises au préjudice des béguins et des béguines. Tout n'était pas à rejeter dans ce groupe. Il y avait d'excellent grain à côté de la paille. L'Église avait encouragé le tiers-ordre et les groupements de béguines. Il ne fallait pas qu'il y eût sur ce point d'équivoque possible [4]. C'est pourquoi le pape ordonna qu'on s'enquît soigneusement des croyances des membres du tiers-ordre

1. Baluze-Mansi, *Miscellanea*, t. II, p. 248-250; *Chron. de J. de Saint Victor*, dans *Historiens de la France*, t. XXI, p. 664; *Flores chron. Bern. Guidonis*, *ibid.* p. 734; *Histoire de Languedoc*, t. IX, p. 198-199, 390, 396-397.

2. Voir n. 22 et note 4.

3. Le 23 janvier 1318, nouvelle condamnation, portée, cette fois, contre les spirituels toscans, émigrés en Sicile, sous la conduite d'Henri de Ceva. Bulle *Gloriosam Ecclesiam*, Eubel, *op. cit.*, t. v, n. 302.

4. *Clement.*, lib. V, tit. III, cap. 2 : condamnation des béghards et béguines hérétiques et protection accordée aux béguines fidèles et continentes. Cf. *Extrav. com.*, lib. III, tit. IX, et Baluze, *Vitae pap. Aven.*, Paris, 1693, t. II, p. 436. Défense de molester les béguines non suspectes d'hérésie (Jean XXII, 1321).

et qu'on ne cherchât querelle qu'à ceux dont l'orthodoxie paraîtrait suspecte (26 février 1322; n. 37 [1]). Par ailleurs, comme il se produisait déjà quelque relâchement dans la répression de ces derniers, Jean XXII rappela les évêques et les inquisiteurs à l'observation de la bulle du 30 décembre 1317 contre les béguins (1er août 1322; n. 39).

Or, à la date de cette dernière bulle, le conflit franciscain avait pris une tournure et acquis une portée nouvelles. A une querelle d'ordre tout pratique, à propos de frocs et de greniers, avait succédé une dispute sur le terrain de la doctrine pure; à une question de discipline monastique, une question de dogme. Cela était inévitable. Les frocs et les greniers n'étaient que les symboles d'une irréductible divergence en matière de foi. Les spirituels avaient toujours proclamé qu'en exigeant l'application stricte de la règle séraphique, ils ne faisaient que demander la mise en usage de la pauvreté absolue pratiquée, disaient-ils, par le Christ et les apôtres. Et c'était là leur position dogmatique : le Christ et les apôtres n'ont rien possédé en commun ni individuellement; donc la pauvreté rigoureuse est une loi d'Évangile.

Ce qui était bien plus grave, c'est que cette position doctrinale était tenue non seulement par les partisans de sa réalisation immédiate, moyennant l'adoption d'un costume grossier et l'abandon des biens terrestres, même d'usage quotidien, mais aussi par la majorité des « opportunistes » de la communauté, qui pensaient que c'était là le principe fondamental, la raison d'être de leur ordre. Ceux mêmes qui avaient contribué à la punition des zélateurs, quelques hauts dignitaires franciscains, le général en tête, se trouvaient conduits par la logique des faits et des idées, soit à renier leur père saint François, soit à passer à l'ennemi, si l'autorité suprême de l'Église, engagée à fond dans la répression des spirituels, songeait à vider une fois pour toutes le débat théologique qui dominait la querelle.

Or, en 1321, le débat théologique s'ouvrit, à Narbonne d'abord [2], au cours d'un procès de béguinisme, à Avignon ensuite, devant le

1. Autres lettres dans ce sens à l'archevêque de Reims, aux évêques de Noyon et d'Amiens (13 juin 1325). Mollat, *Jean XXII*, *Lettres communes*, Paris, 1909 sq., t. v, n. 22537, 22538, 22548.

2. *Nicolaus Minorita*, dans Baluze, *Miscellanea*, t. III, p. 207; *Chron. de Glassberger*, ad ann. 1321, dans *Analecta franciscana*, Quaracchi, 1887, t. II, p. 128-129.

pape. Les franciscains se référaient à la bulle de Nicolas III *Exit qui seminat* (1279 [1]), qui avait décrété que la règle de saint François était inspirée du Saint-Esprit, et qu'en ordonnant la pratique de la pauvreté, elle n'avait fait que se conformer à l'exemple du Christ et des apôtres. Cette bulle avait reçu une interprétation officielle dans le canon *Exivi de paradiso* du concile de Vienne [2], qui accordait quelque satisfaction aux rigoristes.

Jean XXII coupa court à ces objections en levant les censures portées dans ces documents contre ceux qui rouvriraient les discussions [3]. Une commission de théologiens, saisie de la question de doctrine, se prononça en majorité pour la condamnation de la thèse franciscaine [4]. Entre temps, le chapitre général des frères mineurs, réuni à Pérouse (1322), à l'instigation de Michel de Césène, général de l'ordre, de Guillaume Ockam et de Bonagrazia de Bergame, s'était inscrit solennellement en faveur de l'opinion contraire [5].

Jean XXII répondit, un an plus tard, par la constitution dogmatique *Cum inter nonnullos* (12 novembre 1323). Il y condamnait comme hérétique la doctrine qui soutenait que le Sauveur et les siens n'avaient rien possédé, en commun ni en particulier [6].

L'apparition de cette bulle déchaîna une violente tempête qui faillit même compromettre l'unité de l'Église. La guerre de famille devint une guerre de toute la société chrétienne. Tandis qu'un grand nombre de frères mineurs faisaient leur soumission, les révoltés continuèrent à défendre la thèse hérétique. Michel, Bonagrazia et Guillaume, mis en état d'arrestation à Avignon, s'enfuirent sans attendre la décision du pape à leur endroit (25 mai 1328; cf. n. 80). Ils allèrent grossir le troupeau des adversaires

1. *Sext.*, lib. V, tit. XII, cap. 3; Wadding, *op. cit.*, t. V, p. 73-74, ad ann. 1279 n. X, XI.

2. *Clement.*, lib. V, tit. XI, cap. 1.

3. Wadding, *op. cit.*, t. VI, p. 395, ad ann. 1322, n. 50; bulle *Quia nonnunquam*.

4. Baluze, *Vitae pap. Avenion.*, t. I, col. 598; Raynaldi, *Annal. Eccl.*, ad ann. 1322, n. 53; *Chronique de Glassberger*, dans *Analecta franciscana*, t. II, p. 128, 129; surtout, F. Tocco, *La quistione della povertà nel secolo* XVI, *secondo nuov. documenti*, Naples, 1910, c. I, p. 1-173.

5. Baluze, *Miscell.*, t. II, p. 207-208.

6. *Extravag. Joan. XXII*, tit. XVI, c. IV. Cf. Göller, *Die Publikation der Extravagante Cum inter nonnullos Johanns XXII*, dans *Römische Quartalschrift*, 1908, t. XXII, p. 143-146.

de la papauté, alors groupés autour de Louis de Bavière, et ils adhérèrent à l'antipape impérial, Pierre de Corvara [1].

Dès lors, à côté des spirituels purs, parurent à la barre des Inquisitions ceux de leurs frères qui ajoutaient à l'erreur fondamentale une opposition schismatique à la personne de Jean XXII.

Nous connaissons certains de ces prévenus par les pièces de notre collection : Guillaume Nègre, franciscain roussillonnais, que Jean XXII fait examiner par l'évêque d'Elne, en 1326 (n. 70); un groupe de religieux, très probablement des fraticelles, que l'évêque de Pamiers est invité à punir, en 1328 (n. 82); surtout Barthélemy Bruguière, adversaire et détracteur du pape, dont le procès provoque un conflit aigu entre l'inquisiteur et les franciscains de Carcassonne (n. 84, 102, 145); et puis Géraud Rostang, de Gênes, fauteur de Michel de Césène, qui avait été jusqu'à afficher un factum aux portes de Notre-Dame de Paris (n. 85); le fraticelle allemand Conrad, calomniateur du pape, poursuivi en 1320 par l'Inquisition de Paris (n. 92, 100) et finalement acquitté, à la prière de la reine de France (n. 104-105); le Catalan Bernard Fustier, justiciable de l'évêque et de l'Inquisition de Majorque (n. 108); le médecin Félicien d'Assise, familier et chapelain de Louis de Bavière, partisan de Pierre de Corvara (n. 118); le noble roussillonnais Adhémar de Mosset, inculpé de béguinisme (n. 130 *bis*, 130 *ter*). Sous Benoît XII, le moine provençal Raymond Richard, réfugié à Naples,auteur d'un libelle qui avait fait scandale (n. 151); Guillaume de Castiglione, fraticelle toscan, hérétique et schismatique (n. 157, 170); l'Italien André de Galiano, chapelain des clarisses de la reine Sancia à Naples, accusé d'avoir prêché contre le pape et ses décisions (n. 163); le Rouergois Pierre Calvet (n. 174). Sous Clément VI, le béguin converti Pierre de Tournemire (n. 189); le cordonnier narbonnais Blaise Boyer, partisan des spirituels (n. 209); un groupe de fraticelles et de béguins, italiens ou français, poursuivis en 1358 *in Curia*, par l'inquisiteur de Provence (n. 211, note 2). Sous Innocent VI, le prédicateur Guillaume Bernard du Puy (*Podio*), auteur d'opuscules sur la pauvreté du Christ (n. 214 *bis*); enfin, deux autres religieux que le pape réclama à l'inquisiteur de Carcassonne (n. 215-216).

La répression se relâchait avec la disparition progressive des

1. Sur ces événements, voir Baluze, *Miscell.*, t. III, p. 206 358; Wadding, *op. cit.* t. VII, ad ann. 1326 sq.; Raynaldi, *op. cit.*, ad ann. 1323 sq.

hérétiques. La négligence des juges était aussi pour quelque chose dans l'inaction de certains tribunaux. Clément VI se plaignit au ministre général et aux provinciaux franciscains de celle des inquisiteurs de leur ordre et leur ordonna de stimuler les endormis et de punir les coupables (24 avril 1346; n. 202). En dépit des rigueurs du Saint-Office, les pousses du franciscanisme dissident se maintinrent jusque vers la fin du siècle suivant [1].

Une secte qui a eu, en France, quelques rapports avec celles des béguins provençaux, fut celle des béghards [2], auxquels le pape Urbain V ordonne aux évêques de France de faire la guerre (3 septembre 1365; n. 257). Nous voyons que le roi lui-même s'occupa de faciliter leur mission aux juges d'Inquisition (n. 276). D'autres sectes voisines de celles-ci prirent le nom de *turlupins* et de *lollards* et virent plusieurs de leurs adeptes aux prises avec l'Inquisition, notamment dans le nord. En 1373, turlupins et lollards de Paris demandent en nombre à être réconciliés avec l'Église. Grégoire XI accorde à l'inquisiteur de France tout pouvoir pour les absoudre, moyennant une pénitence, pourvu que leur conversion paraisse sincère (n. 274).

Bien que la guerre menée contre ces sectes ait duré longtemps et qu'on en connaisse maint épisode, nous n'avons pas à en parler plus longuement ici. Les documents pontificaux s'y rapportant et intéressant la France se réduisent à ceux que nous venons de signaler [3].

8° Comme la secte cathare, celle des *vaudois* était un legs du siècle précédent que l'Inquisition du XIVe siècle s'appliqua à liquider. Mais tandis qu'elle réussit à avoir raison de l'albigéisme, elle ne put venir à bout de la *vaudoisie*. Les raisons en furent la diffusion de la secte en dehors des pays où, dès les commencements, fonctionna l'Inquisition, et surtout les solides retranchements qu'elle sut se créer dans les vallées reculées et les villages inaccessibles des Alpes. Son apparition et son enracinement dans le Dauphiné, l'Embrunois et la Bourgogne datent des premiers temps

1. Lea, *Hist. de l'Inquisition*, t. III, p. 200-215.

2. Le concile de Vienne avait condamné les béghards et les béguines, et confié leur punition aux inquisiteurs et aux évêques. *Clément.*, lib. V, tit. III cap. 3.

3. Sur ces sectes, voir une bibliographie, n. 257, note 1.

de son existence. Ses adeptes vécurent là et s'y organisèrent en paix, tandis que leurs frères du Quercy, du Toulousain et du Languedoc partageaient le sort des cathares. J'ai dit que Bernard Gui travaillait encore, de 1316 à 1322, à débusquer quelques groupes de ces hérétiques, émigrés de Bourgogne, des retraites d'occasion qu'ils avaient trouvées dans le Rouergue et la Gascogne [1].

Ces expatriations avaient été provoquées par la répression systématique de l'hérésie entreprise en Bourgogne, vers la fin du XIIIe siècle. Malheureusement, on n'a point de détails sur les résultats de cette campagne. Dans le Dauphiné et en Provence, l'Inquisition franciscaine paraît n'avoir pas inquiété les communautés vaudoises avant l'ordre formel qu'elle reçut de Nicolas IV, en 1288, de traiter ces populations en hérétiques [2]. Le pape voulut qu'on leur appliquât les édits de Frédéric II; et il écrivit dans ce sens aux magistrats et aux seigneurs du pays. Qu'advint-il de ces ordres? Il m'est impossible de le dire. On sait qu'une exécution de vaudois eut lieu à Avignon, en 1315, et qu'à cette date la vallée de Cluson (dans le pays d'Embrun) était visitée par les inquisiteurs [3]; et c'est tout.

Nous arrivons ainsi au pontificat de Jean XXII et à l'action des Inquisitions languedociennes contre les vaudois : aux travaux de Bernard Gui, à Toulouse, à ceux de Jacques Fournier, à Pamiers. Précisément, deux pièces de notre série se réfèrent à ces travaux. C'est, d'abord, un sauf-conduit donné par Jean XXII, le 26 août 1319, à un émissaire de l'évêque de Pamiers, qui avait conduit à Avignon quatre vaudois, dont un diacre de la secte, que le pape renvoyait à leur juge naturel (n. 25). Ces hérétiques étaient des émigrés dauphinois qui avaient trouvé refuge à Pamiers et y avaient fait de rares prosélytes. Ils furent livrés au bras séculier, en 1320 et 1321 [4].

L'autre pièce se rapporte à Jean Philibert, prêtre bourguignon, une première fois condamné comme vaudois par l'inquisiteur

1. Limborch, *Liber sentent. inquis. Tolosanae*, de Bernard Gui, p. 200-201, 207-208, 216-243, 252-254, 262-265, 289-290, 340-347, 352, 355, 364-366.

2. Wadding, *op. cit.*, t. v, p. 177-180, ad ann. 1288, n. 14-21; p. 292, ad ann. 1292, n. 3; Raynaldi, *op. cit.*, ad ann. 1288, n. 27-28.

3. *Liber. sent.* de Bernard Gui, p. 340, 345, Muston, *Histoire des vaudois. Israël des Alpes, première histoire complète des vaudois, etc.*, Paris, 1851, 1879, t. III, p. 341.

4. J.-M. Vidal, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers*, tir. à part, p. 129, 212, 215.

de Bourgogne, puis devenu émissaire de cet inquisiteur, émigré en Gascogne, retombé dans l'erreur et condamné une deuxième fois par Bernard Gui. Le pape ordonne à l'archevêque de Toulouse de procéder à sa dégradation canonique (6 février 1320; n. 26).

Jean XXII, absorbé par sa lutte contre les fraticelles et les sorciers, prit moins garde à l'hérésie vaudoise. Nous n'avons de lui, en dehors de ces deux lettres, qu'un ordre donné à Jean *de Badis*, inquisiteur de Marseille, relativement à la remise d'un fugitif piémontais que l'inquisiteur de ce pays poursuivait pour *vaudoisie*, et qui avait été capturé à Marseille (8 juillet 1332; n. 120).

Il est probable cependant qu'il faut imputer à des vaudois le meurtre de deux commissaires de l'Inquisition, dans le diocèse de Valence, qui se nommaient Catala Faure et Pierre Pascal de Saliente (1321). Le pape ordonna qu'une enquête fût faite pour établir les responsabilités et punir les coupables [1] (n. 33-35, 40).

Benoît XII eut une action plus résolue contre ces hérétiques. L'Inquisition de Toulouse en avait,durant les années 1328 et 1329, traqué et saisi quelques-uns, tandis que d'autres avaient cherché un asile plus sûr jusque dans le Béarn. Le pape engagea le comte de Foix, souverain de ce pays, à les y faire rechercher activement et à aider à leur punition (29 mars 1335; n. 144). Peu après il adressait la même prière au dauphin de Viennois, touchant les sectaires cachés dans son État (n. 147). En même temps, l'évêque de Valence et Die recevait l'ordre de seconder sans négligence le travail de l'Inquisition sur ses terres (n. 148).

L'année suivante, le même pape sommait les prélats, les inquisiteurs, les nobles et les officiers séculiers de Lombardie de s'employer à la capture de plusieurs Embrunois qui avaient passé les Alpes pour échapper aux recherches de l'inquisiteur de Provence (13 avril 1336; n. 149). Nous savions par ailleurs [2] qu'une tournée inquisitoriale avait été faite, précisément cette année-là, dans les montagnes d'Embrun; que plusieurs condamnations furent

1. Les deux hérétiques que le bailli de Briançonnais et le châtelain de Queyras refusaient de livrer à l'Inquisition, en 1331, étaient probablement aussi des vaudois (n. 114).

2. Valbonnais, *Mémoires pour servir à l'histoire du Dauphiné*, Paris, 1711, p. 346.

prononcées dans la Valpute (Vallouise), les années suivantes, et qu'on y exhuma même des cadavres d'hérétiques [1].

A partir de ce moment, l'Inquisition dauphinoise ne cessa d'être sur la brèche. Plusieurs archevêques d'Embrun combattirent vaillamment à ses côtés. Pasteur de *Serrescuderio* « fit aux vaudois une guerre implacable, » aidé en cela par les officiers du dauphin Humbert [2]. Ils brûlèrent douze habitants de la Valpute, en face de la cathédrale [3].

Son successeur Guillaume des Bordes (1351-1361), aidé de Pierre des Monts, inquisiteur, ne resta pas inactif [4]. Par une lettre du 7 mars 1352, Clément VI s'efforça d'intéresser les archevêques, évêques, membres du clergé, moines, seigneurs et officiers civils de toute la contrée aux efforts de ces deux hommes (n. 211). Mais, si zélés qu'ils fussent, les justiciers ne pouvaient se mettre à la poursuite de leurs justiciables qui fuyaient de tous côtés. Certains de ces hérétiques cherchèrent refuge jusqu'au fond de la Calabre. Innocent VI les signala au roi et aux inquisiteurs du royaume de Naples (8 janvier 1353; n. 213).

En 1363, un nouvel appel est lancé par Urbain V à l'épiscopat des quatre provinces de Provence et du Dauphiné. Frère Hugues Cardillon se prépare à entrer en campagne; il sollicite le concours des ordinaires (n. 232) et celui du dauphin (n. 232 *bis*). Jean Richard, son collègue, qui va instrumenter dans les vallées du diocèse d'Embrun, réclame les mêmes appuis (n. 233) et, en outre, celui du comte de Savoie et du sénéchal de Provence (n. 237-238).

Un troisième inquisiteur — inquisiteur d'occasion — fut le nonce Bernard du Bosquet (*de Bosqueto*), que le pape envoya (1364) dans les provinces de Lyon, Vienne, Embrun, Tarentaise et Besançon. Il lui donna une commission lui permettant de procéder contre les hérétiques qu'il rencontrerait sur sa route, et des lettres le recommandant aux ecclésiastiques et aux séculiers (n. 241-244).

1. J. Chevalier, *Mémoire historique sur les hérésies en Dauphiné*, Valence, 1890, p. 17 sq.

2. *Gallia christiana*, t. III, col. 1087; Valbonnais, *op. cit.*, p. 191-192, 221.

3. Muston, *op. cit.*, t. I, p. 52.

4. En 1353, cent cinquante vaudois furent réconciliés avec l'Église et condamnés à porter des croix. En 1354, dix-huit autres hérétiques de Largentière firent leur abjuration. Chevalier, *op. ci.*, p. 160

Pendant que l'Inquisition déployait contre les montagnards alpins toutes les ressources de son zèle, l'archevêque d'Embrun, Pierre *Amelii* (1365-1378), avait l'idée d'essayer d'un autre moyen pour ramener ces égarés. Il songeait à donner aux populations délaissées, en particulier à celles de la Valpute, des pasteurs dignes et instruits, capables de les catéchiser et de corriger leurs erreurs. Mais il était un obstacle à la réalisation de ce projet : c'était l'appauvrissement des bénéfices ruraux, par suite de la rapacité des décimateurs étrangers. Quand ces prélats ou ces moines avaient prélevé leur dîme, il ne restait plus que des revenus si maigres qu'on ne pouvait les proposer décemment à des ecclésiastiques lettrés, ayant fait de sérieuses études. L'archevêque demanda au pape de permettre que ce régime peu équitable fût réformé, de façon que les titulaires des paroisses eussent de quoi subsister, sans être contraints de se livrer à des travaux manuels. En attendant la réalisation de cette réforme, l'archevêque songeait à faire prêcher des missions dans la contrée et il suppliait le pape d'attacher à ce service quatre moines mendiants, qui seraient provisoirement exempts de l'obédience de leurs supérieurs. Enfin, il demandait que l'on prît des mesures de rigueur contre les seigneurs du pays qui, sous main, mettaient des entraves à l'œuvre de l'Inquisition. Urbain V accéda aux requêtes de l'archevêque, le 3 août 1366 (n. 260). Plusieurs franciscains furent mis à la disposition du prélat, qui se félicita du zèle déployé et des succès obtenus par deux d'entre eux, dont l'un, François Borrel, devint ensuite inquisiteur. Voir les documents publiés en appendice. L'idée d'une propagande pacifique par la prédication et la polémique devait être reprise et réalisée avec bonheur, trente-cinq ans plus tard, par saint Vincent Ferrier [1].

Pour le moment, la première manière non seulement ne fut pas abandonnée, mais au contraire elle fut intensifiée, surtout lorsque Grégoire XI devint pape. Jusqu'alors il semble qu'on s'en fût tenu à des entreprises timides, plutôt pénibles. Les inquisiteurs n'avançaient qu'à grand'peine. Les prélats, sauf quelques exceptions, les accueillaient avec indifférence et froideur. Les fonctionnaires royaux et les seigneurs ne se faisaient pas scrupule d'entraver leur action. Le pays n'était pas sûr. Pour y pénétrer,

1. Boucher, *Histoire chronologique de Provence*, Aix, 1664, t. II, p. 427 Douais, *Les frères prêcheurs de Limoges*, Toulouse 1892, p. 64-66.

il fallait organiser de vraies expéditions armées. La garde des prisonniers y était presque impossible. Les officiers et hommes d'armes, protégeant ouvertement ou sournoisement les hérétiques, n'accueillaient dans leurs prisons ceux qui leur étaient remis que pour les rendre à la liberté aussitôt après.

Grégoire XI consacra ses efforts à remédier à ce triste état de choses. Il adressa, dès le 27 mars 1372, un premier appel au comte Amédée de Savoie, à Aymar VI, comte de Valentinois, au gouverneur du Dauphiné, à l'archevêque d'Embrun et à l'évêque de Valence, les exhortant à remplir, à l'endroit des ennemis de la foi, leurs devoirs de seigneurs et de prélats catholiques (n.263-267). L'année suivante (27 mars 1373), tout en complimentant le roi de France de son zèle contre les béghards et les turlupins, il lui reprocha le peu d'intérêt qu'il témoignait à la poursuite des hérétiques dauphinois et sa coupable tolérance à l'endroit de fonctionnaires qui semblaient être au service des sectaires plutôt qu'à celui d'un prince chrétien (n. 276). Charles V enjoignit au gouverneur du Dauphiné de faciliter la tâche des inquisiteurs. Grégoire lui-même insista dans ce sens, le 11 octobre 1373, auprès de cet officier et des évêques de Valence et de Genève (n. 281-288).

Mais les intentions et les ordres du pape restèrent incompris. Le principal obstacle résidait dans la mauvaise volonté du gouverneur, Charles de Bouville, et de certains seigneurs dauphinois et savoyards. En 1375, le roi Charles fut invité à sévir contre les officiers négligents (n. 287); Amédée de Savoie, à faire cesser les difficultés soulevées par les nobles de ses États (n. 289). Ceux-ci et les Dauphinois récalcitrants se virent rappeler le sort fait jadis au comte Raymond de Toulouse, dont ils semblaient partager les sentiments à l'égard de l'erreur (n. 290). Charles de Bouville reçut un avertissement salutaire (n. 291); les prélats des trois provinces de Vienne, de Tarentaise et d'Embrun, les évêques de Valence, Viviers, Grenoble et Genève furent sommés de mettre fin à leur coupable indifférence, de prendre la défense des inquisiteurs et de recevoir dans leurs cachots les coupables qui leur seraient remis (n. 292). Chacun d'eux dut, en outre, faire promulguer, une année durant, les dimanches et fêtes, dans les églises de son diocèse, les anathèmes lancés contre les hérétiques (n.293). A tous le pape annonçait l'envoi d'un légat spécial, chargé, avec l'inquisiteur François Borrel (n. 286, note 1), de diriger la lutte

C'était Antoine, évêque de Massa, dont la mission commença dans les premiers jours de mai 1375. Le 6 de ce mois, Grégoire XI étendit la juridiction des inquisiteurs à la province de Tarentaise, où nul n'avait jusqu'alors inquiété les hérétiques (n. 286). Puis il donna à François Borrel la liberté d'organiser dans les provinces infestées une campagne de missions dont on pourrait charger les dominicains, les augustins, les carmes et les frères mineurs (n. 294).

Les efforts de l'évêque de Massa et de l'inquisiteur François Borrel furent couronnés d'un plein succès. Ils découvrirent tant d'hérétiques que toutes les prisons du pays en regorgèrent bientôt. Il devint urgent de songer à les loger, à pourvoir à leur entretien et à celui des inquisiteurs et de leurs officiers. Le pape décréta la construction de « murs » à Arles, Vienne, Embrun et Avignon, et, le 11 juin, accorda cent jours d'indulgences à ceux qui contribueraient à cette œuvre pressante (n. 295). Par ailleurs, il taxait les archevêques et évêques des provinces d'Arles, Aix, Embrun, Vienne et Tarentaise, pour une contribution immédiate de 4 000 florins et pour cinq annuités de 800 florins chacune, destinées à fournir l'entretien des prisonniers, la pension des inquisiteurs et le salaire de leurs officiers. Ces sommes seraient prélevées sur les fonds des œuvres pies et les restitutions des biens mal acquis. Chacun des prélats remettrait sa quote-part à l'évêque d'Avignon et à l'inquisiteur François Borrel, qui, en même temps qu'ils étaient chargés de fulminer l'excommunication contre les réfractaires (n. 296-297), devaient centraliser les fonds, en garder les trois quarts pour être employés par eux-mêmes et remettre le quatrième au franciscain Bertrand de Saint-Guillem, inquisiteur occupé sur un autre champ de la Provence (n. 298).

Beaucoup d'hérétiques, fuyant la répression, s'étaient réfugiés en pays non soumis à la juridiction des inquisiteurs. Grégoire voulut qu'on allât les débusquer, en quelque lieu qu'ils fussent (n. 299). Il exigea aussi qu'à défaut des évêques, les inquisiteurs punissent les clercs et les religieux concubinaires, dont le nombre était considérable dans ces contrées (9 août 1375; n. 300).

Les prélats ne mettaient point de hâte à apporter leur contribution pécuniaire. Il fallait cependant pourvoir à la subsistance de l'évêque de Massa. Grégoire fixa à quatre florins par jour les émoluments qui devaient lui être assurés par les

évêchés, les monastères, les églises, les chapitres et les autres communautés (n. 301). Le 7 octobre, en réponse aux questions anxieuses des inquisiteurs sur l'entretien des prisonniers, il fit un devoir à chaque évêque de pourvoir à celui de ses diocésains, sous peine d'y être contraint à coups de censures et par la force séculière (n. 302).

Le 28 décembre 1375, nouvelles plaintes du pontife; reproches sévères adressés à Charles de Bouville et au conseil delphinal. Mécontent de l'attitude qu'ils s'obstinent à garder, le pape va en référer au roi, dont ils méprisent les volontés. Il les requiert de veiller à la sûreté des inquisiteurs et de leurs gens (n. 303). Le 18 mai 1376, Grégoire insiste encore, mais c'est pour demander qu'une partie du produit des biens confisqués revienne à l'inquisiteur. selon la coutume (n. 305). On se rappelle qu'en 1373 il avait pressé le roi (n. 277) d'en user à l'égard de tous les inquisiteurs de son royaume, comme avec ceux de Languedoc, à qui, en échange de leur part sur les confiscations, il assurait une pension fixe. Charles V finit par accepter (1378) cette combinaison pour ceux du Dauphiné [1].

La mission de l'évêque de Massa était finie en juillet 1376. Avant son retour à Avignon, le nonce avait choisi, dans la ville de Vienne, un local dépendant de la mense archiépiscopale, pour y construire les prisons de l'Inquisition. Le pape ratifia ce choix, le 22 juillet, et établit, ce même jour, l'hôtel de l'Office dans une maison du chapitre sise près de l'hôpital de la ville (n. 306, 307).

Une détente semble s'être produite dans la répression après le départ de l'évêque de Massa. Néanmoins l'entretien des prisonniers constituait toujours la difficulté capitale, que les taxes imposées aux prélats avec menaces n'avaient pu résoudre. A la prière de François Borrel, de plus en plus embarrassé, Grégoire XI fit appel à la piété et à la charité des fidèles pour susciter des contributions généreuses (15 août 1376; n. 308).

Le pape étant mort, la période agitée du Grand Schisme permit aux vaudois de reprendre des forces. François Borrel continua néanmoins à les harceler jusqu'en 1393 [2] (n. 286, note 1). Mais la

1. Lea, *Histoire de l'Inquisition,* t. I, p. 598; t. II, p. 182.

2. Chevalier, *op. cit.*, p. 23-25. Le 1er juillet 1380, il prononça la sentence de 108 habitants de Valpute, de 32 de Largentière et de 29 de Fressinières. *Op. cit.*, p. 129-131.

procédure inquisitoriale ne reprit avec quelque intensité qu'après le Grand Schisme, sous l'inquisiteur Pierre Faure [1]. Elle fut continuée durant tout le xv[e] siècle. En 1488, une sorte de croisade fut même organisée pour l'extermination des montagnards irréductibles. Ils furent traqués jusque sur les sommets des Alpes et massacrés. Ceux qui survécurent à cette battue se fondirent plus tard avec les réformés [2].

IV. — DÉTAILS DE LA PROCÉDURE INQUISITORIALE

La réforme essentielle apportée à l'ordre traditionnel de la procédure inquisitoriale, au cours du xiv[e] siècle, c'est l'établissement des tribunaux mixtes, dont il a été déjà question (p. xxiii-xxiv). Il était donc entendu que, si l'évêque et l'inquisiteur pouvaient l'un sans l'autre procéder à la capture et à l'incarcération des suspects, conduire l'instruction des procès, interroger prévenus et témoins, il leur était défendu, sous peine de caducité de leurs actes, soit d'émettre une ordonnance de torture, soit de prononcer des sentences sans s'être concertés ou sans s'être délégué leurs pouvoirs [3].

Il est bon de rappeler que ces précautions avaient été prises à la suite d'une enquête faite, sur l'ordre du pape Clément V, dans les ressorts inquisitoriaux de Toulouse et de Carcassonne, par les cardinaux Taillefer de la Chapelle et Bérenger Frédol (1306-1310). Elles s'opposaient comme des remèdes aux irrégularités et aux abus constatés; elles prétendaient en prévenir, dans la mesure du possible, le triste retour. Plusieurs pièces du dossier de Clément V, toutes déjà connues, il est vrai, se rapportent à ces événements (n. 3-7, 11; voir les notes), et nous avons déjà dit que l'entente des deux juges avait été la grande loi mise en pratique par tous les tribunaux au xiv[e] siècle.

Sur les particularités juridiques du code inquisitorial, rien

1. Martène, *Veter. script.*, t. viii, col. 161.

2. Sur ces événements, voir Léger, *Histoire des Églises évangéliques des vallées de Piémont ou vaudoises*, Leyde, 1669, l. II, c. iii, p. 21, 23-25 ; Perrin, *Histoire des vaudois*, Genève, 1618, c. iii, viii; Raynaldi, ad ann. 1487, n. 25; J. Chevalier, *op. cit.*, p. 27-127.

3. *Clement*, lib. V, tit. iii, cap. 1 : décret *Multorum querela*. Cf. le présent recueil, n. 5, note 3.

de bien nouveau dans le bullaire : des rééditions de prescriptions anciennes; quelques détails curieux touchant l'application de certaines règles.

1° A deux reprises, 3 juillet 1322 (n. 38) et 25 mai 1328 (n. 79), Jean XXII rappela ce que Martin IV avait statué (1281 [1]), sur le droit d'asile, dénié aux hérétiques et aux suspects. Les agents de l'Inquisition et même les agents de la force séculière pouvaient arracher ces sortes de prévenus des enceintes sacrées où ils cherchaient refuge. Le roi de France lui-même insistait pour que cette loi fût observée. Il n'y avait qu'une précaution à prendre, c'était d'avoir l'agrément de l'évêque et de l'inquisiteur (n. 79).

2° Une autre règle du droit, fixée dès le XIIIe siècle et ayant pour but de faciliter la défense des prévenus, c'était la communication qui devait leur être faite du dossier des charges reçues contre eux [2]. Boniface VIII avait établi une importante précision concernant la publication des noms des accusateurs. Il ne fallait pas que l'exception de droit touchant la réticence de ces noms à faire par mesure de précaution fût une règle absolue. On devait d'abord s'assurer que le danger était réel, qui menaçait les témoins dont les noms auraient été divulgués. Si nul danger n'était à prévoir, on devait en user comme dans la procédure ordinaire [3]. J'ai dit qu'Urbain V, d'abord, Grégoire XI, ensuite, durent rappeler les inquisiteurs provençaux, le premier à l'observation de l'ancienne règle touchant la communication des charges, le deuxième à l'application de la décrétale de Boniface VIII, sur la divulgation des noms; et cela, à propos des juifs qui se plaignaient d'être soumis sur ces points à un traitement d'exception (n. 230, 269, 270).

3° Ces juifs se plaignaient d'ailleurs d'autres procédés arbitraires, en particulier de n'être jugés que par les seuls inquisiteurs. L'évêque diocésain n'était jamais appelé à leurs procès. On les mettait à la torture, on les condamnait à la prison étroite sans lui en référer. Violation manifeste du décret de Vienne !

L'allusion à la torture est à souligner. Elle n'est pas la seule qui

1. Ripoll, *op. cit.*, t. II, p. 1.
2. Voir n. 230, note 2.
3. *Sext.*, lib. V, tit. II, *De haereticis*, cap. 20.

se présente dans le recueil. D'abord Clément V, dans sa lettre aux cardinaux de la Chapelle et Frédol, signale ce moyen de contrainte comme étant un des actes du procès qu'il faut le plus entourer de précautions. Il prescrit par avance celles que le décret *Multorum* promulguera plus tard : notamment la présence de l'ordinaire au jugement interlocutoire de torture (n. 3).

L'emploi de la torture par les Inquisitions languedociennes sert d'exemple à un official de Poitiers, qui tourmente une femme, prévenue de sorcellerie, en lui appliquant des charbons ardents à la plante des pieds (n. 23). Bernard de Puigcertos, inquisiteur d'Aragon, aurait menacé un de ses justiciables des tourments de la question, pour avoir de lui des aveux (n. 53, note 2). Les inquisiteurs de Tours, Jean Aufroid et Alain Thomas, usent de la torture pour ouvrir la bouche aux domestiques d'Hervé de Trévalloet, leur prévenu (n. 143) ; Menet de Robécourt, commissaire de l'Inquisition de Carcassonne, est accusé d'avoir fait subir un traitement identique à certains témoins albigeois et castrais, qui avaient chargé un juif converti (n. 186) ; enfin, Jean de Corneilla, damoiseau du diocèse de Saint-Pons, inculpé de blasphèmes, aurait été appliqué au chevalet par l'inquisiteur de Carcassonne, Pierre *de Maralogio* [1] (n. 341).

4° Plusieurs lettres pontificales portent concession de dispense en faveur de clercs, de religieux, ou même de simples laïques, entachés d'irrégularité parce qu'ils sont fils ou petits-fils d'hérétiques. Telle était la rigueur des sanctions. La tare paternelle se transmettait jusqu'à la deuxième génération, tandis que la tare maternelle n'atteignait que la première [2]. L'État, aussi bien que l'Église, excluait de ses faveurs les descendants d'hérétiques. Mais les papes levaient miséricordieusement l'obstacle. Guillem Garric et Guillem Peyre, de Carcassonne, tous deux profès de l'ordre des frères prêcheurs (n. 68, 86), Isarn d'Aragon, chanoine de Carcassonne (n. 93, 191), Bernard, Nicolas et Barthélemy Embrin, trinitaires de Limoux (n. 107), Bertrand Boyer, dominicain de la province de Toulouse (n. 115), dont les pères ou les grands-pères sont morts dans l'hérésie ou ont été condamnés pour ce crime

1. Voir J.-M. Vidal, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers*, p. 170-184 ; Tanon, *Histoire des tribunaux de l'Inquisition en France*, Paris, 1893, p. 375-384.

2. Voir bulle n. 68, note 2.

depuis vingt, quarante et même soixante-dix ans, sont rendus aptes aux charges de leur ordre et aux divers ministères monastiques. Le laïque Raymond de Tornesan, de Limoux, dont le grand-père a été condamné pour hérésie après sa mort, est déclaré capable d'exercer les magistratures publiques (n. 212).

5° Quelques rares documents se réfèrent précisément aux procédures posthumes de l'Inquisition. On notera la bulle du 15 mars 1319 exonérant les frères mineurs de Carcassonne de toute responsabilité à l'endroit des restes de Castel Faure, dont la mémoire a été condamnée. Ces restes étaient recherchés dans le cimetière conventuel pour être exhumés et brûlés, mais ils étaient si bien mêlés à ceux d'autres morts qu'il avait été impossible de les reconnaître (n. 21).

Des procès furent faits aussi au père de Guillaume Peyre, près de quarante ans après sa mort (n. 86); à Pierre d'Aragon (qu'une enquête datant de vingt ans avant sa mort avait reconnu innocent), quinze ou seize ans après son décès (n. 93); à Bernard Arnaud Embrin, soixante-quinze ans après sa mort (n. 107). à Guillem Fenasse d'Albi, trente ans après sa mort (n. 166). Enfin on trouvera aux n. 106 et 166 une pièce ayant rapport à des procédures engagées contre des défunts, après trente et quarante ans. Mais ces comptes très anciens que l'inquisiteur de Carcassonne tenait à régler avec ces disparus, les héritiers de ceux-ci les firent épurer en cour d'Avignon, et l'examen des dossiers ne donna pas raison à l'inquisiteur (voir n. 106, note 3).

6° L'exécration et l'ignominie n'atteignaient pas que la mémoire et les restes mortels des hérétiques; elles s'attachaient aux demeures qu'ils avaient habitées. La destruction de ces maisons fut d'abord ordonnée par les empereurs d'Allemagne Otton IV [1] (1210), Frédéric II [2] (1232), puis par le concile de Toulouse [3] (1229); enfin, par Innocent IV [4] (1252) et Alexandre IV [5] (1257).

1. Muratori, *Antiquitates Ital.*, t. v, p. 90.
2. Huillard-Bréholles, *Historia diplomatica Friderici secundi*, etc., Paris, 1852-1861, t. II, p. 299.
3. Conc. de Toulouse, 1229, can. 6 : Labbe-Cossart, t. XI, part. 1, col. 422.
4. Ripoll, *op. cit.*, t. I, p. 210.
5. *Ibid.*, p. 330.

Les prescriptions pontificales visaient les demeures des hérétiques, de leurs fauteurs, de leurs recéleurs et celles où ils avaient célébré leurs rites. Ces bâtiments ne pouvaient être relevés. Leur emplacement devenait un dépotoir infect. Bernard Gui précise[1] que cet endroit devait rester à jamais inculte et sans clôture, pour servir de dépôt d'ordures (*sordium*). On a un vivant commentaire de ces prescriptions dans la supplique d'Aymon de Caumont au pape Clément VI, publiée sous le n. 190. On y voit qu'un de ces endroits maudits, situé dans le plus beau quartier de Carcassonne, était devenu, à cause de l'infecte puanteur des immondices qui s'y accumulaient depuis des années, un tel foyer d'épidémies que les riches bourgeois du voisinage étaient contraints de déserter leurs hôtels. Afin de parer à ce danger permanent pour la santé publique, afin de pouvoir dresser autour de ce cloaque une clôture, non pas de pierres, mais de piquets de bois, il fallut l'agrément du pape.

A plus forte raison fallait-il l'agrément du pontife pour faire cesser complètement l'interdit et la malédiction. Bernard Versavin, secrétaire du duc d'Anjou, se munit d'une autorisation en bonne forme pour entrer en possession de certaines propriétés de ce genre, qu'il désirait acheter ou espérait obtenir gratuitement de la munificence de son maître. Il put y bâtir ou y organiser la culture (n. 284). Certains jurisconsultes italiens prétendaient qu'il suffisait à un catholique d'avoir possédé pacifiquement un terrain de cette nature pendant quarante ans, pour avoir le droit d'y construire une maison. D'autres tenaient pour la perpétuité de l'interdit inquisitorial. Dans ce pays, les autorisations de bâtir sur les terrains maudits finirent par être délivrées par les inquisiteurs eux-mêmes[2]. En France, nous savons qu'à la suite d'une discussion entre les officiers royaux et les inquisiteurs du Dauphiné, Charles V abolit la pratique de l'exécration des maisons pour cette province; et le pape Grégoire XI acquiesça à sa décision[3].

1. *Practica Inquisitionis heretice pravitatis*, éd. Douais, Paris, 1886, p. 59-159.

2. Zanchini, *Tractatus de haereticis*, Rome, 1579, p. 241-244.

3. Isambert, *Anciennes loix françaises*, Paris, 1822-1833, t. v, p. 491.

V. — L'INQUISITION FRANÇAISE ET SES JUDICIABLES EN RELATION AVEC LA CURIE. — ACTION PERSONNELLE DES PAPES

Ce recueil est le dossier des rapports du pape avec l'Inquisition de France. Que ces rapports aient été fréquents, il n'est rien qui soit plus compréhensible. Les tribunaux d'Inquisition participaient à la juridiction éminente et privilégiée du pontife; leurs chefs étaient « députés par l'autorité apostolique »; ils travaillaient à la défense de l'orthodoxie, dont le pape était le régulateur; les détails de leur code de procédure avaient été fixés ou approuvés par Rome. Il était naturel que le pape suivît leurs travaux d'assez près, qu'eux-mêmes eussent recours aux directions du Saint-Siège et qu'ils sollicitassent de lui, quand il était nécessaire, un surcroît de facultés ou un concours éminemment efficace.

D'autre part, l'Inquisition se trouvait mise en contact avec la Curie, à l'occasion des appels interjetés, au tribunal suprême de l'Église, par des justiciables mécontents de la procédure ou des sentences. On constatera que l'occasion d'intervenir dans les affaires d'Inquisition a été fournie au pape par les accusés plus fréquemment que par les juges; ce qui signifiera sans doute que ceux-ci eurent moins besoin de directions et de lumières que de correction et de réforme.

Enfin, en dehors des cas où l'intervention pontificale fut sollicitée par les juges ou par les prévenus, elle se produisit en mainte circonstance, directe, spontanée, soit pour provoquer la répression d'une hérésie et procurer aux inquisiteurs la bienveillance et la collaboration des pouvoirs séculiers, soit pour une action judiciaire à entreprendre au nom du pape, par-dessus toute autre juridiction.

Voyons les cas les plus saillants, qui ont trait à chacune de ces formes d'intervention.

1° *Intervention sollicitée par les inquisiteurs.* — A la demande des intéressés ou de leurs supérieurs monastiques, le pape accorde, confirme, proroge des brevets d'inquisiteurs; il modifie les circonscriptions; il concède des grâces, des bénéfices, des privilèges, des exemptions aux juges et aux officiers des tribunaux; il étend la compétence des magistrats à des espèces nouvelles; il apporte

des précisions ou des dérogations aux règles juridiques. Les chapitres qui précèdent sont remplis d'exemples rentrant dans l'une ou l'autre de ces catégories.

Certains inquisiteurs sollicitent des éclaircissements sur la conduite à tenir dans les cas embarrassants. Pierre Brun, envoyant au pape un rapport sur ses travaux, lui soumet l'affaire d'un prêtre inculpé d'hérésie sur la dénonciaton d'accusateurs dont certains étaient suspects de faux témoignage. Le pape voulut qu'on s'en remît aux lumières d'une assemblée consultative (n. 63, 69). Henry de Chamay, engagé dans une procédure contre Barthélemy Bruguière, fraticelle, que ses frères en religion ont tenté d'arracher des mains de l'inquisiteur, ne sait comment se tirer de cette épineuse affaire. Le pape lui ordonne d'aller de l'avant (n. 84). Des réponses du même genre sont faites à d'autres inquisiteurs ou évêques hésitants (n. 24, 90, 92, 112).

Le pape est l'intermédiaire et l'arbitre naturel entre les tribunaux d'Inquisition, soit pour trancher les conflits de compétence, soit pour faciliter la transmission des prisonniers et de leurs dossiers, soit pour provoquer des échanges de bons services entre magistrats travaillant à la même œuvre. Jean XXII ordonne l'extradition d'un groupe d'hérétiques, sujets de l'Inquisition de Pamiers, capturés en Aragon. La raison qui motive cet acte, c'est que ces individus peuvent fournir de précieuses indications au juge appaméen sur leurs complices. D'ailleurs, leur arrestation était l'œuvre d'un limier de Jacques Fournier (n. 53). D'autres cas d'extradition se présentent aux n. 74 et 120. L'inquisiteur de Carcassonne réclame deux de ses prisonniers fugitifs à son collègue de Provence qui les a arrêtés; et l'inquisiteur de Piémont veut ravoir un vaudois de ses terres capturé à Marseille.

Les expatriations d'hérétiques étant chose fréquente, l'œuvre des inquisiteurs aurait été compromise s'ils ne s'étaient entr'aidés pour capturer leurs justiciables fugitifs. Benoît XII ordonne aux prélats et aux inquisiteurs de Piémont de rechercher et d'appréhender les vaudois provençaux qui ont trouvé un refuge sur l'autre versant des Alpes. L'inquisiteur de Provence envoie des émissaires pour diriger les opérations (n. 149). Même réquisition aux prélats, au clergé, aux seigneurs et aux officiers, et jusqu'au roi d'Aragon, pour la capture d'hérétiques recherchés dans ce pays par l'inquisiteur de Toulouse (n. 195-196). Bernard Dupuy, inquisiteur

de Provence, procéda en personne à la recherche de ses sujets fugitifs; et, comme il comptait pousser aussi jusque dans l'Aragon, la Castille et le royaume de Léon, Innocent VI invita les rois de ces pays à lui faciliter son œuvre (n. 224). Il lui donna des lettres pour le légat Gui de Boulogne, pour les prélats, les inquisiteurs, les nobles, les membres du clergé, les officiers de la force publique, et, faveur plus rare, lui concéda la faculté de procéder sommairement contre ces fugitifs, en quelque lieu que ce fût (n. 225-229).

La communication des dossiers d'une Inquisition à l'autre était quelquefois ordonnée par le pape, à la prière des inquisiteurs. Les documents du greffe suivaient le suspect extradé; ou bien ils étaient transmis pour information à un juge qui espérait y saisir les preuves de la culpabilité d'autres hérétiques. Enfin, les pièces de la procédure de première instance étaient toujours réclamées par le juge d'appel. (Voir n. 30, 65, 75, 82, 94, 109-111, 140, 146, 158, 172, 176.)

2° *Intervention du pape provoquée par les justiciables de l'Inquisition.* — Il est de mode, dans les ouvrages modernes traitant de la procédure d'Inquisition, d'affirmer que l'appel des inculpés au Saint-Siège constituait une rareté. Il était, dit-on, rendu difficile par les inquisiteurs qui refusaient presque toujours les lettres *apostoli*, sans lesquelles un appelant ne pouvait aller en deuxième instance. Et l'on ajoute, en tout cas, que l'appel au Saint-Siège n'était admis que d'une sentence interlocutoire. « Les sentences définitives, et particulièrement les sentences de mort, n'étaient susceptibles d'aucun recours [1]. » Et, de vrai, les canons exigeaient cette exclusion, en haine de l'erreur [2]. Pourtant la rigueur des canons fléchissait quelquefois ; et le Saint-Siège n'était inaccessible ni aux simples prévenus ni même, quoique plus rarement, aux condamnés. Quelques pièces de notre recueil établissent ce fait pour les deux catégories de justiciables.

Laissant de côté les cas où le pape refuse d'entendre un recours qui ne lui paraît pas se présenter de façon normale et renvoie les plaideurs à leurs premiers juges (n. 31, 100), parlons des appels qu'il

1. Lea, *Hist. de l'Inquisition*, t. I, p. 508 ; Tanon, *Hist. des tribunaux de l'Inquisition*, p. 436, 438-440.

2. *Sext.*, lib. V, tit. I, cap. 18.

consent à faire discuter sous ses yeux, ou bien ailleurs en son nom.

Il s'agit quelquefois moins d'un appel en forme présenté par un accusé que d'une information extrajudiciaire que celui-ci adresse ou fait adresser au pape pour lui signaler ce dont il a à se plaindre. Si la chose en vaut la peine, le pape peut, soit évoquer la cause à son tribunal, soit exiger communication du dossier, et suspendre provisoirement le cours des débats (n. 13, 14, 100). Ainsi Jean XXII, ayant ouï dire que des procès étaient intentés, à Toulouse et à Carcassonne, contre des défunts qui n'avaient pas été convaincus d'hérésie de leur vivant, défend aux inquisiteurs d'aller plus avant sans lui avoir communiqué les dossiers à lui-même (n. 106).

L'évocation d'une affaire au tribunal papal peut avoir lieu, à plus forte raison, lorsque l'appel a été présenté selon toutes les règles. Ainsi, dans la cause de Jean de Parthenay, le pape décide que l'on ne tiendra compte, en appel, des dossiers de la première instance que pour simple information, et qu'on recommencera toutes choses comme s'il n'avait été rien entrepris par l'inquisiteur de Tours (n. 66). Benoît XII fait reprendre de même tout le procès engagé par Menet de Robécourt contre les bourgeois d'Albi (n. 176).

Enfin, le motif de l'évocation d'une affaire au tribunal papal peut être simplement l'intérêt particulier qui s'attache soit au délit, soit au prévenu, et dont le pape a saisi l'importance. Mais il s'agit alors de procès engagés sur l'initiative même du pontife. Nous les retrouverons bientôt [1]. Sollicitée ou non, la préoccupation de la cause par le tribunal apostolique suspend l'action du juge inférieur. L'affaire est entreprise, ou reprise *ab ovo*.

L'appel proprement dit des justiciables de l'Inquisition au tribunal du pape fut relativement fréquent au XIVe siècle. D'abord, celui des condamnés, dont je puis signaler trois cas bien certains. Les deux premiers furent soumis à Jean XXII, qui, malgré sa sévérité pour les hérétiques ou les suspects d'hérésie, en admit la recevabilité.

L'évêque de Paris Michel de Besançon et l'inquisiteur Aubert de Châlons ont fait un procès, pour hérésie et sorcellerie, au chirurgien Jean Anselme de Gênes et au clerc auxerrois Réginald de Cravant. Les débats ont abouti à une condamnation. La sentence

1. Voir p. LXXX, 3°.

a édicté le bannissement et une amende de cent livres, que chaque condamné a dû payer avant d'être délivré de sa prison. De plus, ils ont reçu, comme pénitence, des jeûnes et un pèlerinage à accomplir, le premier à Saint-Jacques de Compostelle, le second à Saint-Nicolas de Bari. Enfin, les juges leur ont extorqué, *per vim et metum*, le serment de ne pas interjeter appel de cette sentence.

Mais les condamnés,ne s'estimant pas liés par une telle promesse, s'empressèrent, dès qu'ils furent libres, de solliciter du pape la revision de leur cause.L'accusation portée contre eux était fausse; nulle diffamation préalable ne la motivait; l'*ordo juris* n'avait point été observé; les juges avaient prononcé la condamnation contre l'avis de leur conseil; ils avaient soumis leurs prévenus à un régime cellulaire des plus cruels, et cela, pour leur extorquer de l'argent; enfin, il y avait ce serment indûment arraché à la faiblesse des patients. Le recours était hors des usages, les intéressés le savaient bien : *Non obstante quod hujusmodi causae non sint de sui natura in dicta Curia* (*romana*) *pertractandae.*

Malgré cela, le pape consentit à le recevoir. Il ordonna aux juges de faire la remise des documents afférents aux deux causes, dans les deux mois, et de se présenter eux-mêmes à sa barre, s'ils y avaient intérêt. Les magistrats livrèrent les documents, dont le pape leur accusa réception, le 14 juin 1331 (n. 109-111). Nous ignorons l'issue du procès.

Grégoire XI, qui partageait, à l'endroit des hérétiques, les sentiments de Jean XXII, reçut aussi et fit discuter le recours d'un clerc de Cahors qui se prétendait favorisé de visions, dont un certain nombre de prêtres et de docteurs avaient proclamé l'origine divine, mais que l'inquisiteur Hugues de Verdun qualifia, après enquête, de suggestions du Malin.Le visionnaire fut déclaré excommunié et, après qu'il eut demandé et obtenu d'être relevé de cette censure, reconnaissant ainsi qu'il était coupable, l'inquisiteur le condamna à une amende, en punition, disait-il, de sa crédulité.

Mais le condamné en référa au pape. Il n'avait cru à l'origine divine de ses révélations que sur l'avis de personnes autorisées, prêtres et maîtres ès sciences théologiques, en particulier sur celui d'un dominicain nommé Raymond, lequel avait soigneusement examiné l'écrit contenant le récit des visions et n'y avait rien relevé qui ne fût orthodoxe. Dans la suite, ce confident l'avait trahi, dénoncé à l'inquisiteur et conduit en sa présence. Nulle

citation régulière; l'*ordo juris* avait été négligé. Après interrogatoire, l'inquisiteur avait exigé du suspect une déclaration écrite contenant l'exposé de son sentiment à l'endroit des fameuses visions. La déclaration avait été rédigée; l'inculpé y exprimait des doutes formels sur l'origine et la valeur des révélations; il ne croyait pas à leur authenticité, il en doutait. Mais le dominicain Raymond ayant raturé une simple négation dans l'écrit, l'expression de doute s'était transformée en déclaration de croyance. La condamnation s'en était suivie. Le pape ordonna à l'évêque de Couserans de reprendre l'enquête sur le fait des visions, d'entendre les deux parties et de punir le visionnaire, s'il était un imposteur ou une victime d'illusions diaboliques, d'infliger une pénitence à l'inquisiteur et à son *socius*, s'ils étaient reconnus coupables d'injustice (1377; n. 310).

Ainsi, même en matière d'appel après condamnation, la règle canonique souffrait des exceptions.

Le recours d'un prévenu, au cours de l'instruction, n'était pas une exception; la loi l'autorisait. Il fut plus fréquent que d'aucuns ne pensent. C'était tantôt la récusation du juge pour raison d'incompétence ou suspicion d'inimitié, tantôt la protestation contre des vices de forme et des abus de pouvoir, qui le motivaient. Le sire de Parthenay récuse l'inquisiteur Maurice de Saint-Paul, parce que suspect de partialité, et l'évêque de Paris, pour incompétence (n. 46, 66). Hervé de Trévalloet récuse ses deux juges, parce que parents ou amis de ses accusateurs, les Guergolle (n. 143). L'abbé et les moines de Gaillac invoquent l'exception d'inimitié pour récuser l'official de Rodez, dans le procès de certains de leurs frères inculpés d'hérésie (n. 220). On doit en dire autant de Guillem Fenasse d'Albi, par rapport à un inquisiteur de Carcassonne, à propos d'un procès intenté à la mémoire de Guillem Fenasse, le Vieux (n. 166). Enfin, il faut voir une sorte de récusation de l'inquisiteur dans la pétition de ce prévenu de Carpentras qui se morfond depuis longtemps dans un cachot en attendant que son juge absent vienne reprendre l'instruction de sa cause. Le malheureux voudrait payer à l'inquisiteur ses frais de voyage, mais il n'en a pas les moyens. Il supplie le pape de remettre son sort à un magistrat plus facilement accessible. Urbain V désigne l'official de Carpentras (n. 239).

Les abus de pouvoir, les fantaisies juridiques des inquisiteurs, leurs sentences interlocutoires provoquent de fréquents recours. Guillaume de Pecquigny, fils du célèbre vidame d'Amiens, réformateur royal en Languedoc, demande au pape Clément V la révocation de la sentence d'excommunication portée par Geoffroi d'Ablis contre son père prévenu d'obstruction au Saint-Office. Le pape accueille le recours et députe, pour le discuter, trois cardinaux qui annulent la censure (n. 4 et note 1).

On objectera peut-être que Pecquigny était un fonctionnaire de Philippe le Bel et que le pape qui le fit acquitter manquait de tendresse pour l'Inquisition. Voici Jean XXII et Benoît XII qui imitent l'exemple de Clément V.

Jean de Parthenay et Hervé de Trévalloet se plaignent à eux des entraves mises à leur droit de défense. Le premier ne peut se concerter avec ses parents ou ses conseillers; nul notaire ne veut rédiger son acte d'appel, sous prétexte que l'inquisiteur a fulminé l'excommunication contre tout scribe qui aurait prêté ses services. C'est du moins ce que l'on raconte (n. 46). Le second affirme que ses juges ont sciemment reçu le témoignage de gens subornés et payés; qu'ils ont prononcé la saisie de ses biens et de ceux de sa femme et de ses frères, emprisonné et excommunié ses défenseurs, torturé ses domestiques et, comme ceux-ci n'étaient pas disposés à accuser leur maître, qu'ils les ont tenus pour hérétiques et livrés au bras séculier. La manière dont Benoît XII parle de ces accusations prouve qu'il les croit fondées; et il n'y a aucun doute que certaines le fussent : ainsi la confiscation des biens de toute la famille Trévalloet et les injustes traitements infligés aux témoins (n. 143, 158, 167, 169).

L'arbitraire juridique de Menet de Robécourt est dénoncé à trois reprises au Saint-Siège : une première fois, par un groupe de bourgeois d'Albi, qui, soupçonnant ce magistrat d'avoir instrumenté sans mandat, l'accusent de leur avoir imputé à crime une protestation présentée par eux au cardinal Fournier contre les faits et gestes de certains subalternes de l'Inquisition. Une deuxième fois, ce sont des témoins castrais et albigeois qui l'accusent de s'être laissé corrompre à prix d'argent par un juif prévenu d'hérésie. Ils se plaignent d'avoir été mis au secret, torturés et sollicités de toutes manières pour qu'ils consentissent à retirer leurs dépositions contre ce juif; et, comme ils se montraient

fermes dans leurs dires, ils affirment que Menet en avait fait interpoler la relation écrite. Enfin, on les rendit à la liberté. Mais alors on craignit qu'ils ne dénonçassent les énormités dont ils auraient été témoins ou victimes, et l'inquisiteur en personne leur fit réintégrer leurs cachots (n. 186). Une troisième plainte dénonça le refus persistant des inquisiteurs de Carcassonne de remettre aux héritiers de Pierre de Tournemire une copie des *novissima verba* de ce prêtre, recueillies par Menet de Robécourt, quelques instants avant la mort du malheureux. Ainsi la défense était rendue impossible (n. 189). Au surplus, l'arbitraire de Menet avait trouvé moyen de se produire lors de cette déposition *in extremis*. Deux religieux figuraient comme témoins dans le procès-verbal, alors qu'ils n'étaient survenus que lorsque tout était terminé (n. 28, note 3). Je dois remarquer que tous les griefs articulés contre Menet de Robécourt, dans le premier et le troisième de ces recours, furent reconnus exacts; les jugements donnèrent raison aux appelants. Pour ceux de la deuxième catégorie, nous devons nous en tenir au rapport des intéressés; mais il est à croire qu'ils n'ont pas créé cette histoire de toutes pièces : en particulier, le fait de leur incarcération ne peut être révoqué en doute.

D'autres appelants dénoncent les procédés fiscaux de leurs juges [1]. Alain Bourret d'Exideuil se plaint d'une extorsion d'argent compliquée de pacte frauduleux, perpétrée par l'inquisiteur de Tours, Arnaud Mandavin, à l'occasion d'un procès intenté au père du plaignant. Cet inquisiteur prétendit ne mettre son prévenu en liberté que sur une caution de cent marks d'argent que quatre fidéjusseurs s'engageraient à payer, s'ils ne pouvaient « présenter » leur client à toute réquisition. Il avait fallu en passer par là. Maintenant encore, bien que le libéré fût mort depuis sept ans, l'inquisiteur prétendait obliger ses fidéjusseurs à le « présenter ». Il les avait sommés de s'exécuter, et, comme ils ne le pouvaient, il les avait excommuniés, eux et leurs femmes. Puis il avait fixé à soixante livres tournois la somme à payer pour obtenir l'abso-

1. Les chapitres généraux de l'ordre des frères prêcheurs (Florence, 1321; Vienne, 1322) avaient chargé les provinciaux de punir les abus des inquisiteurs en matière d'exactions pécuniaires. Reichert, *op. cit.*, t. II, p. 134, 141 : *de inquisitoribus heretice pravitatis, quod non extorqueant pecuniam.*

lution de cette censure. Alors fut décidé le recours au pape, qui, (le 24 juin 1344), chargea l'évêque de Périgueux de faire rendre justice au plaignant et de citer l'inquisiteur au tribunal du Saint-Siège, si les faits allégués étaient exacts (n. 194).

Étienne de Lacombe, inquisiteur de Toulouse et partisan de Benoît XIII, avait cherché querelle à sept dominicains ou franciscains de cette ville, connus pour leur adhésion au concile et au pape de Pise. Il avait instruit leur procès et les avait jetés en prison. Ils en appelèrent à Jean XXIII, qui fit juger le litige par l'archevêque de Toulouse. Ils furent acquittés (n. 340).

Arnaud Pastou, de Caunes en Minervois, inculpé de blasphème mais qui se prétend d'absolue bonne foi et de religion très pure, dénonce de même l'inquisiteur de Carcassonne Pierre *de Matriolis*, qui, à la suggestion des ennemis du plaignant, l'a mis en état d'arrestation et a tenté de lui porter préjudice dans sa bonne renommée et dans ses biens (en 1407; n. 333).

Un autre blasphémateur, du diocèse de Saint-Pons, que Pierre de Marvejols, successeur du précédent inquisiteur à Carcassonne, a inculpé d'hérésie pour quelques jurements proférés dans un mouvement de colère, qu'il a mis à la torture, dépouillé de ses biens, droits, cens et revenus, à qui il a refusé de statuer sur son sort et qu'il a laissé longtemps languir dans de rudes cachots, demande justice à Jean XXIII; et le pape veut que, si son innocence ressort de l'enquête qu'il prescrit de faire, ce malheureux soit réhabilité et indemnisé, et que, s'il est reconnu coupable, on le relève tout de même de son excommunication et on le renvoie en paix (en 1411; n. 341).

L'année suivante, des bourgeois narbonnais se plaignirent du même inquisiteur. Il avait tenté de leur extorquer de l'argent, sous prétexte d'écritures et de frais divers, au cours d'une enquête, commencée contre eux alors que déjà l'official était saisi de l'affaire. Et, d'ailleurs, l'accusation de sorcellerie qui avait motivé l'un et l'autre procès était, d'après eux, pure calomnie (n. 342).

Tels sont les cas d'appel au Saint-Siège que nous relevons dans nos documents. Ils sont — en comptant les recours pour récusation et les évocations des causes provoquées par des recours — au nombre de dix-huit, dont trois ont suivi la sentence de condamnation. Je souligne encore l'importance de cette constatation, au nom des droits dus à la vérité.

Quand il avait accueilli un appel, le pape nommait un ou plusieurs commissaires pour en connaître [1]. L'instruction se faisait tantôt *in Curia* (n. 4, 66, 106, 109, 111, 143, 158, 173, 176), tantôt *extra Curiam* (n. 166, 186, 194, 220, 239, 280, 310, 333, 341, 342). Quelquefois le pape se réservait la décision après instruction close (n. 106-176) et il lui arrivait, soit de recevoir les rapports des commissaires (n. 140, 158, 169, 176), soit de rendre son jugement en plein consistoire (affaire Menet de Robécourt, n. 176). Les commissaires étaient des cardinaux (n. 4, 106, 140, 158, 176 etc.), ou des évêques (n. 68, 166, 186, 194, 310, 340, 341), ou d'autres dignitaires ecclésiastiques (n. 220-239, 329, 342).

Les documents ne permettent pas toujours de se rendre compte du résultat final de l'appel. Pour une dizaine des cas mentionnés l'on a de suffisants renseignements. Guillaume de Pecquigny, Jean de Parthenay, les bourgeois d'Albi, victimes de Menet de Robécourt, gagnent leurs procès ; les héritiers de Pierre de Tournemire obtiennent que la revision de la cause de leur parent soit entreprise et elle aboutit, à la longue, à la réhabilitation du défunt. Hervé de Trévalloet fait révoquer plusieurs manœuvres odieuses décrétées par les inquisiteurs, et il obtient que ceux-ci soient sommés de justifier leurs actes. Très probablement il eut gain de cause. Guillaume Fenasse, l'abbé et les moines de Gaillac, qui récusent leurs juges, s'en voient attribuer d'autres plus impartiaux. Le prisonnier pauvre de Carpentras obtient d'être jugé par un magistrat dont le déplacement sera plus économique. Les religieux toulousains persécutés pour adhésion à l'obédience de Pise sont acquittés en appel. Enfin, les plaintes des héritiers du groupe de défunts dont les Inquisitions languedociennes avaient repris les procès aboutirent à une mise au rebut totale ou presque totale des dossiers reconnus inoffensifs.

Quant aux appels dont nous ne connaissons pas la conclusion, il n'est pas téméraire de conjecturer qu'ils furent tous, ou peu s'en faut, terminés favorablement pour ceux qui les avaient interjetés. Les abus dénoncés étaient trop criants, les dénis de justice trop exorbitants pour n'avoir pas provoqué, sinon toujours la puni-

1. Il nommait aussi des commissions rogatoires pour procéder sur place à des interrogatoires de témoins, à des citations, etc. Ex. : n. 143, 151, 158, 174, 176, 178, 180.

tion des juges [1], du moins l'acquittement et la réhabilitation des accusés.

Somme toute, la juridiction d'appel en matière d'Inquisition fut un bienfait pour les inculpés. Les injustices, la cupidité, la légèreté, l'ignorance de certains inquisiteurs ou commissaires d'Inquisition trouvèrent auprès de la Curie un bienfaisant contrepoids. Ces magistrats privilégiés, les plus puissants de l'Église, éprouvèrent que leur fantaisie et leur zèle excessif ne pouvaient tenir lieu de loi. La procédure de l'Inquisition était assez exceptionnelle pour qu'on se gardât de la rendre odieuse en la réduisant encore ou en la compliquant de procédés vexatoires. Le contrôle pontifical devint d'autant plus nécessaire que,les hérétiques venant à manquer dans la plupart des tribunaux français, les juges eurent une naturelle tendance à ergoter sur des vétilles et à chercher noise à d'inoffensifs pécheurs ou à de pauvres gens superstitieux. Il fallait surveiller le rouage délicat de l'Inquisition pour qu'il ne fonctionnât pas à tort et à travers. C'est ce qu'il semble que les papes ont fait durant la période que nous étudions.

3° *Intervention spontanée et action personnelle des papes en matière d'hérésie.*—L'heureuse influence de la Curie romaine sur l'Inquisition française ressort également de diverses interventions et mesures de clémence décidées en dehors de toute procédure d'appel. Clément V rend le plus grand service aux justiciables du Saint-Office en écoutant les plaintes des populations du Languedoc et en organisant l'enquête cardinalice qui prépare les voies aux réformes du concile de Vienne (n. 3 et notes). Jean XXII se aisse fléchir par les instances de la reine Jeanne de France et fait grâce au fraticelle Conrad, son ennemi (n. 104, 105). Il rappelle en termes sévères, au roi de Majorque et à l'évêque d'Elne, que leurs sentiments personnels à l'endroit du prévenu Adhémar de Mosset ne doivent pas les entraîner à commettre des injustices. D'ailleurs, afin de faire contrepoids à l'influence de cet évêque et de l'inquisiteur, le pape leur adjoint l'évêque de Maguelonne, pour juger cette cause (n. 131, 135, 136).

Benoît XII fait réintégrer dans l'ordre franciscain le fraticelle Barthélemy Bruguière (n. 145) et Grégoire XI rend la liberté à

1. Cependant, aux n. 194 et 310, le pape prévoit, le cas échéant, la punition de l'inquisiteur.

Bidon de Puyguillem, capitaine de routiers, après six ans de prison (n. 262). Clément VI, ayant ouï dire que les inquisiteurs de Majorque, de Roussillon et de Cerdagne manquaient d'impartialité dans leur procédure, ordonne au général des dominicains de les remplacer par des religieux non suspects (n. 197, 198). On n'a pas oublié les lettres d'Innocent VI et de Grégoire XI rappelant que les juifs prévenus d'hérésie doivent être soumis au régime juridique habituel, surtout en ce qui concerne l'exercice du droit de défense (n. 230, 269, 271). On se rappelle Clément VII remettant aux ordinaires la connaissance des délits d'hérésie commis par les juifs de diverses provinces françaises, et cela, afin d'empêcher ces prévenus d'être molestés par les inquisiteurs (n. 318). On se souvient enfin qu'Urbain V invita l'inquisiteur de Toulouse à ne pas empiéter sur les droits des ordinaires dans la répression du crime de blasphème (n. 259). Dans toutes ces décisions[1] on perçoit le souci très effectif de protéger les faibles contre l'injustice et l'arbitraire et d'user de clémence envers les coupables venus à résipiscence.

Il faut relever aussi, au compte de l'indulgence et de la charité apostolique, les essais d'évangélisation tentés auprès des populations que l'ignorance de la vérité, plutôt que l'obstination dans l'erreur, tenait éloignées de l'orthodoxie. Ces essais sont rares, à la vérité; du moins, nous n'en connaissons qu'un petit nombre, mais ils ont leur mérite et leur signification. Rappelons l'envoi de missionnaires dans les vallées du Briançonnais, sollicité par l'archevêque d'Embrun accordé par Urbain V (n. 260); la mission que Grégoire XI organisa, en 1375, dans les provinces d'Arles, d'Aix, d'Embrun, de Vienne et de Tarentaise, et qui dut avoir quelque ampleur, puisque des religieux de quatre ordres y furent employés : augustins, carmes, franciscains et dominicains (n. 294); enfin, les missions de Corse confiées aux frères mineurs à diverses reprises (cf. ci-dessus, p. XIII-XIV et n. 280).

A côté de l'indulgence et de la douceur, la sévérité et la force. Presque toutes les pièces de ce bullaire témoignent de l'importance que les papes attachaient à l'action de l'Inquisition. Elles ont pour but, soit d'organiser la répression de telle catégorie

1. Cf. n. 274 : lettre de Grégoire XI pour la réconciliation des Lollards pénitents; n. 319 : l'acte de clémence en faveur d'Hugues Aubriot; n. 343 : la ratification de l'acquittement de Dominique Bens.

de délits, soit d'introduire ou d'intensifier l'Inquisition dans les pays contaminés. Nous les avons notées au cours des trois premiers paragraphes. Ce sont des actes d'initiative qui tiennent à l'exercice du ministère et du magistère apostoliques.

A la défense de la foi tous doivent contribuer, non seulement les juges monastiques et diocésains, les prélats, les clercs et les religieux, mais aussi les rois, les princes, les seigneurs, les fonctionnaires, les magistrats, les hommes de guerre, les gens de police et jusqu'aux bourgeois et aux manants. Le pape ne manque pas d'écrire lettres sur lettres, pour rappeler à tous leur devoir. On remarquera celles qui sont adressées aux rois de France : à propos de la discussion sur la vision béatifique et de l'incarcération de Thomas Walleis, qui combattait le sentiment du pape (n. 129, 133-134, 138, 141); de la suspension des procédures contre les morts, en Languedoc, et du tarissement des encours qui en résultait (n. 140), et de l'incarcération des capitaines de routiers par les agents de l'Inquisition (n. 245); les félicitations que vaut à Charles V son zèle contre les béghards, zèle qui aurait dû aussi se déployer contre les vaudois du Dauphiné (n. 276); les plaintes provoquées par la mauvaise volonté des fonctionnaires royaux dans ce même pays (n. 287), etc. Les rois d'Aragon (n. 195, 224), de Majorque (n. 124 *bis*, 127 *ter*, 130 *bis*, 130 *ter*, 135), de Naples (n. 213), le dauphin de Viennois (n. 147, 232 *bis*), le comte de Savoie (n. 235-237, 263, 289), le comte de Foix (n. 144, 156, 159, 160), divers seigneurs (n. 196, 227, 235, 240, 242, 244, 253, 264, 290, etc.), ou fonctionnaires (n. 29, 49, 114, 160, 196, 227, 235, 237, 265, 283, 291, 303, 305) sont invités de même à prêter le concours de leur influence et de leur force à l'œuvre catholique.

Non contents de ces interventions de portée générale, les papes firent parfois procéder à la punition de quelques individus, en leur propre nom. Ils furent eux-mêmes inquisiteurs, tout en étant juges d'appel. S'ils prirent certaines affaires à leur compte, cela ne signifie pas qu'ils en avaient toujours directement connaissance. Leur intervention a pu être sollicitée par une pétition extrajudiciaire. L'essentiel est de ne pas confondre ce mode de procédure avec celui des appellations. Un cas des plus notoires est celui de Bernard Délicieux, dont le procès fut instruit et jugé par une commission pontificale. La citation elle-même avait été faite par commission rogatoire au nom de Jean XXII (*supra*, p. LIII). Le même pape se fait remettre par les autorités civiles

et religieuses de Carcassonne un prêtre envoûteur (n. 29, 30); par l'évêque de Béziers, un moine cistercien, prévenu de démonomanie (n. 77); par l'évêque et l'inquisiteur de Paris, l'hérétique François de Todi (n. 94), qu'il veut faire juger sous ses yeux. Il désigne deux cardinaux pour conduire le procès d'un chanoine de Saint-Caprais d'Agen que l'évêque diocésain a fait conduire à Avignon et qui est détenu dans les prisons pontificales sous l'inculpation de sorcellerie et de magie (n. 67). D'autres prisonniers incarcérés pour le même motif, et dont plusieurs ont déjà été l'objet d'enquêtes judiciaires à Toulouse et à Paris, sont remis au jugement de trois cardinaux (n. 72). Un autre prince de l'Église est saisi de la cause d'Yves de Kérinou, prêtre du diocèse de Léon; et, comme il ne peut conclure les débats, trois autres dignitaires ecclésiastiques sont délégués à sa place (n. 128). L'affaire de Thomas Walleis est remise également à deux membres du Sacré-Collège (n. 129, note 1).

Benoît XII, on ne l'a pas oublié, institua un inquisiteur spécial pour la Curie. C'était Guillaume Lombard, qui était en même temps official d'Avignon (n. 153). Le tribunal de ce juge ne manqua pas d'occupations. Le pape lui-même s'appliqua à lui en procurer : procès de Guérin de l'Hay (n. 146), de Guillaume Altafex (n. 150, 152), tous deux sorciers; d'un groupe de Béarnais que le pape fit arrêter par le comte de Foix et qu'il envoya chercher sur place (n. 156, 159, 160); du franciscain Guillaume de Castiglione pour le procès duquel Lombard fut adjoint d'abord à un cardinal (n. 157), puis à l'inquisiteur de Provence (n. 170); procès de deux autres Béarnais, prévenus de sorcellerie (n. 66); d'André de Galiano, fraticelle, qui fut acquitté (n. 163); de Jean Christophe, procureur *in Curia* (n. 165); enfin de deux sorcières du Vivarais (n. 171). Entre temps le même pape faisait instruire la cause du franciscain Pierre Calvet, de Millau, par le cardinal Guillaume *Curti* (n. 174), et remettait à l'abbé de Boulbonne le soin de punir certains de ses moines adonnés à l'alchimie (n. 175, 179). Enfin, il faisait citer à son tribunal deux bourgeois d'Albi et un notaire de l'Inquisition de Carcassonne (n. 178, 190).

D'autres procédures furent engagées au nom des successeurs de Benoît XII : contre Raymond Gilles, clerc de Narbonne, prévenu de sorcellerie (n. 192); contre Blaise Boyer, autre Narbonnais, dont l'affaire, négligée par l'Inquisition, fut confiée à l'archevêque de cette ville (n. 209); contre le franciscain Guillaume

Bernard du Puy, poursuivi à la demande de l'inquisiteur de Toulouse (n. 214, 214 *bis*), et deux autres fraticelles déjà interrogés par cet inquisiteur (n. 215-217); contre un groupe de religieux du diocèse de Rodez, adonnés à des pratiques superstitieuses (n. 218); enfin, contre des routiers suspects d'hérésie (n. 234, 236, etc. [1]).

Tous les pontifes d'Avignon n'eurent pas l'occasion d'entrer personnellement en lice contre l'hérésie. Jean XXII et Benoît XII y parurent souvent, surtout le second, qui était, si on peut ainsi parler, un inquisiteur de carrière. Il avait créé et présidé un tribunal de la foi, dans son diocèse de Pamiers. Évêque de Mirepoix, il avait continué à faire la guerre aux hérétiques. Cardinal, c'était à lui que Jean XXII confiait de préférence les dossiers d'appel, ou ceux des causes directement instruites par la Curie. Monté sur la chaire de saint Pierre, son zèle contre l'erreur s'exerça sur un champ plus vaste (n. 24, note 1).

Jean XXII, comme d'ailleurs les successeurs de Benoît XII, préférèrent mettre en mouvement les rouages inquisitoriaux des provinces. Leur correspondance est surtout faite d'exhortations et de mandats adressés aux magistrats, pour les faire agir. En revanche, l'Inquisition fut redevable à Jean XXII de nouvelles espèces ajoutées à sa compétence : spirituels, béguins, fraticelles et toutes les variétés de sorciers. Or, la bonne moitié des procès dont il est question dans les bulles de ce pape et de ses successeurs — Urbain V et Grégoire XI exceptés — ont pour objet des prévenus de ces catégories. Ces crimes — notamment ceux de sorcellerie — devinrent d'ailleurs, avec les péchés de blasphème, les seuls aliments dont durent se contenter, à partir du milieu du XIVe siècle, la plupart des tribunaux de France. L'Inquisition de Provence connut seule des jours de grand labeur sous Urbain V et Grégoire XI. Elle trouvait encore, dans les vaudois, des adversaires nombreux et dignes d'elle. Elle fut aussi la seule à conserver une pleine raison d'exister, même au siècle suivant; car les reliefs de la grande hérésie mirent longtemps à disparaître.

Délimitation plus précise des divers lots de l'Inquisition sur la terre de France; établissement de la succession des inquisiteurs à la tête de chacun de ces lots; maints détails relevés sur

1. Voir d'autres exemples : n. 240, 252, 261, 273, 314, 315, 329.

l'organisation et le fonctionnement des tribunaux; contribution documentaire à l'histoire des hérésies; innovations importantes signalées dans le code de procédure; enfin, et surtout, constatation faite d'un usage fréquent du recours au Saint-Siège et de l'influence modératrice et correctrice du pape sur les juges répréhensibles : tel est le bilan des bénéfices que nous a valus le glanage de ces 350 documents dans le vaste champ des Registres pontificaux. Il n'est point négligeable et nous espérons qu'il sera apprécié de ceux qu'intéresse le moindre fait touchant à l'Inquisition.

BULLAIRE

DE

L'INQUISITION FRANÇAISE

BENOIT XI

(1303-1304)

BENOIT XI

(1303-1304)

— 1 —

Benoît XI confère à Guillem Sicre, de Carcassonne, « assesseur » du tribunal de l'Inquisition depuis de longues années, un canonicat « sub exspectatione praebendae » dans la cathédrale d'Albi. — Rome, Latran, 10 mars 1304.

Regestum Vaticanum, t. LI, fol. 140 v°, n. 611; Grandjean, *Registre de Benoît XI*, n. 746 (anal.).

Guillelmo Sicredi, de Carcassona, canonico Albien. — Sedis apostolice providentia ... — Datum Laterani, VI idus martii, anno primo.

— 2 —

Benoît XI donne ordre au provincial des frères mineurs d'Aquitaine [1] *de se saisir de Bernard Délicieux, accusé d'avoir fomenté une rébellion contre les inquisiteurs de la foi et tenté d'empêcher la poursuite des hérétiques; il devra le faire conduire sous escorte auprès de la Curie* [2]. — Viterbe, 16 avril 1304.

Doat, t. XXXIV, fol. 14; Hauréau, *Bernard Délicieux et l'Inquisition albigeoise*, Paris, 1877, p. 190; Eubel, *Bullar. franciscanum* n. 34 (*in ext.*).

Benedictus episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio ministro fratrum minorum in provincia Aquitanie, vel ejus vices

gerenti, salutem et apostolicam benedictionem. — Ea nobis de fratre Bernardo Delitiosi, tui ordinis, referuntur que non intendimus, prout etiam nec debemus, saltem propter exempli perniciem, si veritate nitantur, aliquatenus relinquere incorrecta. Ipse namque, ut accepimus, contra officium inquisitorum heretice pravitatis illarum partium, tanquam eadem forsitam pravitate respersus, vel contra inquisitores predictos livoris ardore succensus, non est veritus publice predicare et eorum pro suo posse officium impedire, concitando fidelium populos contra eos, ipsos tam in curia carissimi in Christo filii nostri regis Francie illustris quam alibi nequiter diffamando et se opponendo processibus eorumdem. Nos autem, predicto tuo in hac parte ordini deferentes, ac nolentes propterea hujusmodi negotium cuiquam extra illum committere, discretioni tue, in virtute sancte obedientie, et sub excommunicationis et privationis officii tibi commissi et inhabilitatis ad omnia alia officia et administrationes obtinenda in ordine supradicto penis, quas te incurrere volumus ipso facto, si mandatum hujusmodi non duxeris adimplendum, districte precipiendo mandamus quatinus prefatum Bernardum caute, ut ipse id presentire non possit, comprehendere et sub fida custodia, quantum id fieri commode poterit, ad nostram presentiam destinare procures, ita quod nobis vel camerario nostro personaliter presentetur; mandatum nostrum in hac parte taliter impleturus quod non solum penas predictas evites, sed de obedientia commendari potius merearis. — Datum Viterbii, decimo sexto kalendas maii, pontificatus nostri anno primo.

1. Frère Pierre-Raymond de Saint-Romain, élu provincial d'Aquitaine, en 1304, succédait dans cette charge à frère Raymond Rigaud. La bulle de Benoît XI fut présentée à l'un ou à l'autre de ces religieux. Othon de Pavie, *L'Aquitaine séraphique*, Auch, 1900, t. I, p. 141, 248.

2. Bernard Délicieux, né à Montpellier, entra en 1288 chez les frères mineurs et ne tarda pas à devenir l'un des membres les plus en vue de l'ordre. Doué d'une éloquence fougueuse, il exerça une influence profonde sur les masses. On le vit à la tête de plusieurs mouvements populaires en Languedoc. Il eut maille à partir avec trois papes : Benoît XI, Clément V et Jean XXII; il conspira contre le roi de France, et surtout fit une guerre acharnée à l'Inquisition.

Plusieurs incidents avaient provoqué l'envoi du présent mandat d'arrêt. D'abord, le procès intenté, en 1300, par Nicolas d'Abbeville, inquisiteur de Carcassonne, à la mémoire d'un riche bourgeois de cette ville, Castel Faure (n. 21, note 1). Les franciscains, dont le cimetière gardait les restes du défunt, prirent parti pour lui et choisirent Bernard Délicieux, leur lecteur, pour défendre

les droits du couvent. Le chapitre provincial de Marseille ratifia ce choix. Mais lorsque Bernard vint protester à la barre de l'Inquisition, Nicolas d'Abbeville refusa de l'entendre. Une deuxième tentative n'eut pas plus de succès. Les notaires ne voulaient pas rédiger d'acte d'appel au pape, par peur de l'inquisiteur. Il fut même très difficile de notifier à celui-ci le texte de ce document. On se borna à en clouer une copie sur la porte de l'hôtel inquisitorial. Il semble que l'affaire n'eut pas de suite immédiate (n. 21). Toujours est-il qu'il faut y voir l'entrée en lice de Bernard contre l'Inquisition et que ce fut un des griefs mis à sa charge dans le procès de 1319. Voir Hauréau, *Bernard Délicieux*, etc., p. 1-11, 167-175, d'après Doat, t. XXVII, fol. 178; t. XXXIV, fol. 123, 189; ms., Bibl. nat., lat. *4270*, fol. 14-30, 35, 120, 148.

Une deuxième tentative plus grave, plus vaste et qui faillit être couronnée de succès, fut celle de tous les mécontents d'Albi, de Carcassonne et d'ailleurs, Bernard Délicieux à leur tête, lors de l'envoi de réformateurs royaux en Languedoc (1301). Vingt-cinq honorables citoyens d'Albi, catholiques pratiquants ou passant pour tels, avaient été emprisonnés, en 1299, par Bernard de Castanet, leur évêque, et Nicolas d'Abbeville, inquisiteur. Une procédure sommaire et, disait-on, barbare avait fait de ces gens paisibles autant d'hérétiques, convaincus par leurs propres aveux. D'aucuns avaient été punis de prison à perpétuité; d'autres attendaient dans les cachots depuis deux années que l'on voulût bien fixer leur sort (voir n. 3, note 1). Les plaintes de ces malheureux et de leurs familles provoquèrent l'envoi de deux officiers royaux, Richard Neveu et Jean de Pecquigny, qui entendirent les doléances des victimes et la défense des inquisiteurs. Bernard Délicieux ne cessait de proclamer l'inutilité de ces essais de réforme partielle et de prédire la persistance des abus tant que subsisterait l'Inquisition dominicaine. Il consentit cependant à aller devant le roi plaider, avec Pecquigny et une délégation de citoyens d'Albi, la cause des prisonniers délaissés. Ils obtinrent la révocation de l'inquisiteur de Toulouse, Foulques de Saint-Georges, et la promulgation d'une ordonnance tendant à contre-balancer par l'intervention des ordinaires l'influence exclusive des inquisiteurs (1302). Une nouvelle instance, faite cette même année, ne réussit pas à provoquer une réforme plus radicale. Geoffroi d'Ablis remplaça Nicolas d'Abbeville à l'Inquisition de Carcassonne, et ce fut tout. Au mois d'août 1303, Pecquigny se rendit à Carcassonne. Alors, par ses prédications enflammées, Bernard Délicieux contribua à provoquer une émeute populaire, qui força les portes des prisons et contraignit Geoffroi d'Ablis à une capitulation momentanée. Nous reprendrons ailleurs (n. 4, note 1) le récit des démêlés entre l'inquisiteur et Pecquigny. Lorsque le vidame, excommunié par son adversaire, se fut décidé à en appeler au pape, Bernard prit sur lui de trouver des ressources pour parer aux frais de la procédure. Les villes d'Albi, de Carcassonne et de Cordes avaient souscrit 3000 livres; mais elles oublièrent leurs promesses, et Bernard dut s'endetter pour y faire honneur à leur place.

Tandis qu'il travaillait à seconder le vidame, arriva le mandat d'arrestation. Le provincial d'Aquitaine le fit exécuter par frère Jean Rigaud (juillet 1304). Il fallut recourir à l'excommunication pour avoir raison de Bernard. Toutefois l'affaire en resta là. Le pape dominicain Benoît XI étant mort sur ces entrefaites, Bernard fut absous de la censure et reçut même les félicitations du chapitre d'Albi. Hauréau, *op. cit*, p. 12-70, 116-118.

Mais alors Délicieux eut à répondre au tribunal du roi du crime de lèse-majesté, pour avoir inspiré le complot antifrançais des bourgeois de Carcassonne, en 1304. Mécontents des dispositions peu bienveillantes manifestées à leur endroit par Philippe le Bel, lors de son passage à Carcassonne, des consuls et des bourgeois de la ville, entre autres Élie Patrice et Aymeric Castel, prirent la folle résolution de se donner un autre suzerain. Délicieux leur indiqua Ferrand, fils du roi de Majorque, qui n'était étranger qu'à demi. Il porta lui-même leur message à l'infant, qui se trouvait à Montpellier, où le roi, son père, recevait alors Philippe le Bel. Ce fut le roi de Majorque qui éventa la mèche et révéla le complot à son hôte. Philippe sévit avec rigueur, n'écoutant aucune excuse. Les conjurés, Aymeric Castel excepté (voir n. 6, note 2), furent pendus; la ville fut privée de son consulat et de ses franchises et grevée d'une amende de 60000 livres (29 septembre 1305). A la prière du roi, Clément V fit arrêter Bernard et le fit conduire à Lyon. Mais il n'y eut point de procès engagé contre lui. La cour pontificale le traîna à sa suite dans sa vie errante, à Lyon, à Bordeaux, à Poitiers, à Limoges, et le ramena à Avignon. Le roi parut l'oublier jusqu'en 1310, où il lui fit grâce. Rendu à la liberté, l'agitateur rentra dans sa cellule et y vécut en paix pendant plusieurs années. Nous ferons ailleurs le récit de ses dernières luttes et de sa fin (voir n. 22, note 4).

Sur ces événements, lire Hauréau, *Bernard Délicieux*, etc., p. 102-142; *Hist. de Languedoc*, t. IX, p. 277-279 et notes, p. 391, note 1.

CLÉMENT V

(1305-1314)

CLÉMENT V

(1305-1314)

— 3 —

Clément V, ému des plaintes de nombre de personnes d'Albi et de Carcassonne, injustement poursuivies pour hérésie et incarcérées par ordre de Bernard de Castanet, évêque d'Albi, et des inquisiteurs [1], *ordonne aux cardinaux Taillefer de la Chapelle* [2] *et Bérenger Frédol* [3], *de délivrer des lettres de sauvegarde à Bernard Blanc* [4] *et à François Aymeric* [5], *dominicains, ainsi qu'aux gens de Carcassonne, d'Albi et de Cordes, chargés de poursuivre cette affaire. En attendant la conclusion du procès, les commissaires devront visiter les cachots de l'Inquisition, surseoir à toute affaire d'hérésie et veiller à ce que nul prévenu ne soit condamné à la prison ou soumis à la torture, ni même appelé en jugement devant l'inquisiteur sans le concours de l'évêque diocésain. Pour le cas présent, l'évêque d'Albi étant intéressé dans la cause, le pape lui substitue l'abbé de Fontfroide* [6]. *En outre, les commissaires auront à s'informer des interpolations ou changements pratiqués, disait-on, au préjudice des imputés, dans les livres de l'Inquisition.* — Charolles, 13 mars 1306.

Archives com. d'Albi, *GG* [1]; Doat, t. XXXIV, fol. 46; Compayré, *Études historiques... sur l'Albigeois*, Albi, 1841, p. 241; Mahul, *Cartulaire... de l'ancien diocèse de Carcassonne*, etc., Carcassonne-Paris, 1857-1882, t. v, p. 656; Douais, *Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc*, Paris, 1900, t. II, p. 306 (*in ext.*).

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis P[etro] tituli sancti Vitalis et Berengario tituli sanctorum Nerei et Achillei presbyteris cardinalibus, salutem et apostolicam benedictionem. — Lacrimosa [querimonia] quorumdam hominum de partibus Carcassonensibus et Albiensibus et Cordue nostrum mul-

totiens propulsavit auditum, quod multi homines illarum partium per venerabilem fratrem nostrum B[ernardum], episcopum Albiensem, et dilectos filios inquisitorem seu inquisitores, qui sunt aut fuerunt pro tempore in partibus illis heretice pravitatis, perpetuo muro adjudicati fuerunt et privati omnibus bonis suis contra Deum et justitiam et inique, cum illi homines catholici essent et veri ac boni christiani communiter usque tunc in illis partibus haberentur, prout dicti proponentes se offerunt probaturos et de iniquis processibus episcopi ac inquisitorum multorum qui in partibus illis fuerunt, se sufficienter docturos. Verum, quia, pendente hujusmodi questione, dubitant, ut asserunt, de personis prosequentium dictum negotium, quod graventur ab inquisitoribus supradictis, quodque nulli ad ferendum testimonium contra inquisitores ipsos audeant conparere, qui si conparuerint quod inquisitores seviant contra eos, et quod contra illos de quorum agitur condempnatione injusta, qui in dictorum episcopi et inquisitorum muris seu carceribus detinentur et adeo gravantur et hactenus sunt gravati carceris angustia, lectorum inedia et victualium penuria et sevicia tormentorum quod reddere spiritum sunt coacti, adhuc amplius agraventur, nos providere illis de oportuno remedio curaremus... Licet autem causam seu questionem de dictorum episcopi et inquisitorum processibus in nostra curia coram venerabilibus fratribus nostris Ecclesie romane cardinalibus deputatis ad hoc tam a nobis quam a felicis recordacionis Benedicto papa XI, predecessore nostro, agitari velimus; quia tamen de premissis articulis incidentibus vos, qui de personis et negociis illarum partium pre ceteris cardinalibus notitiam obtinetis et per partes illas transire habetis, ex aliquibus justis causis facilius poteritis providere, circumspectioni vestre committimus et mandamus quatinus fratribus Bernardo Blanchi et Francisco Aymerici, de ordine predicatorum, necnon et aliis tribus vel quatuor de quolibet predictorum locorum, Carcassonnensi scilicet et Albiensi et Cordue, qui dictum negotium prosequantur, auctoritate nostra securitatem prestetis, negotio supradicto pendente; quodque interim predictis incarceratis et immuratis, si eos videritis indigere, taliter providere velitis quod contra justiciam non graventur. Et quia publice utile est scire veritatem an inquisitores bene processerint, ut optamus, an perperam egerint et inique, quod absit, ut quilibet testes venire possint ad testimonium perhibendum, volumus et mandamus quod, dictorum

processuum inquisitione pendente, vel saltem donec Sedes apostolica aliter duxerit ordinandum, inquisitores heretice pravitatis in illis partibus, aut episcopus Albiensis predictus aliquem pro heresis facto captum vel capiendum duro carceri sive arto non tradant, nec tormentis exponant, nec ad inquisitionem procedant nisi cum diocesano episcopo vel alio bono viro deputato ab eo. Loco vero dicti episcopi Albiensis, quoniam de ipsius processu agitur, quantum ad hec, dilectum filium abbatem Fontisfrigidi, cisterciensis ordinis, Narbonensis diocesis, vel alium bonum virum, de quo vobis expedire videatur, per vos volumus subrogari, stilo inquisitionis in ceteris salvo et libero permanente; presertim quod quicumque de heresi suspecti habeantur per inquisitores predictos capi possint. Sane cum de cancellatione, aut suspensione, mutationeque aliquorum librorum inquisitionis factis apud Carcassonam aliquando fuit propositum coram nobis, vobis mandamus, quatinus super premissis vos informetis, informationem ipsam, cum ad nos redieritis, relaturi, ne inquisitorem ipsum ad presentiam nostram deferre oporteat dictos libros. Porro in premissis omnibus et in aliis, si qua circa premissa occurrerint incidenter, auctoritate nostra, non obstantibus quibuscumque privilegiis que contra premissa nulli volumus suffragari, appellatione postposita, solum Deum habentes pre oculis procedatis, facientes quod decreveritis seu ordinaveritis in premissis per censuram ecclesiasticam firmiter observari, procuratoribus seu procuratori dicti episcopi Albiensis ac inquisitoribus sepe dictis, necnon et dictis fratribus B[ernardo] et Francisco, et aliis impugnatoribus processuum predictorum certum terminum peremptorie prefigentes, quo Burdegalis compareant coram nobis vel coram cardinalibus antedictis, quibus dictum negotium est commissum, in ipso prout justum fuerit processuri. — Datum Carriole, III idus martii, pontificatus nostri anno primo.

1. Bernard de Castanet, de Montpellier, auditeur du palais apostolique, évêque d'Albi (mars 1275-juillet 1308), puis du Puy (1308-1316), fut créé cardinal-évêque de Porto, le 18 décembre 1316, et mourut le 17 août 1317. Eubel, *Hierarchia* p. 14, 80, 91. Il réprima vivement l'hérésie. Mgr Douais a fait le compte des audiences présidées par lui à l'Inquisition, en 1285-1286 et 1299-1300 : cent vingt-neuf pour quarante-sept accusés. *Documents*, p. XCII, CLXXXIII-CLXXXVI, CXCIII-CXCV.

Les poursuites auxquelles il est fait allusion dans la présente bulle remontaient aux années 1286 et 1299-1300. Elles avaient été entamées par l'évêque d'Albi et par les inquisiteurs Jean Galand et Nicolas d'Abbeville. Sur ces inquisiteurs,

leurs travaux et les manuscrits contenant les procès intentés aux bourgeois d'Albi, voir Douais, *Documents*, etc., p. XCII-XCVI, CLXXXII-CXCVII; J.-M. Vidal, *Un inquisiteur jugé par ses victimes. Jean Galand et les Carcassonnais*, Paris, 1903. Bien que l'orthodoxie de ces gens ne parût pas douteuse, ils avaient été incarcérés, jugés et condamnés rapidement. D'aucuns n'avaient même pas reçu leur sentence. Le populaire, ne s'expliquant pas pourquoi on les avait traités de la sorte, accusait les inquisiteurs de leur avoir extorqué des aveux à force de tortures, d'avoir falsifié leurs dépositions; tout cela par cupidité: ils convoitaient le patrimoine de leurs victimes. Des appels adressés au roi, au pape, au prieur des dominicains de Paris, à l'autorité diocésaine (cf. *Jean Galand*, p. 6 sq., 39-43) formulèrent les griefs des villes mécontentes. Le roi envoya deux réformateurs; il prit certaines mesures partielles, comme la révocation des inquisiteurs (n. 2, note 2), porta des ordonnances qui tendaient à diminuer la puissance des juges monastiques en leur imposant le contrôle des ordinaires. Il ordonna aussi d'améliorer le régime des cachots, mais refusa d'accorder la liberté aux prisonniers. *Hist. de Lang.*, t. x, col. 379-386, 428-431. Las des refus du roi, les citoyens d'Albi s'adressèrent au pape. Clément V, passant à Toulouse, avait entendu les doléances des femmes des prisonniers. Il reçut à Lyon les deux dominicains Bernard Blanc et François Aymeric qui apportaient une nouvelle instance. Il se laissa apitoyer et, le 13 mars 1306, il expédia la présente commission. Les deux cardinaux visitèrent les murs de Carcassonne et d'Albi. Dans celui de Carcassonne languissaient quarante prisonniers jadis justiciables de Bernard de Castanet, évêque d'Albi. D'aucuns étaient vieux et malades et ils se plaignaient de leurs geôliers. Ceux-ci furent destitués. On créa deux surveillants généraux, l'un au compte de l'évêque, l'autre à celui de l'inquisiteur. Chacun fut muni d'une clef des cellules, et chaque porte de cellule eut une double serrure. On fit réparer les cachots; on accorda plus de latitude aux détenus. A Albi, des mesures semblables furent prises. Voir les procès-verbaux de ces visites dans Douais, *Documents...*, t. II, p. 302-333. Mais bientôt de sérieuses difficultés vinrent entraver l'action des commissaires. Le pape, circonvenu sans doute par les influences des gens intéressés, désavoua ses légats (le 12 août 1308), déclarant qu'ils avaient outrepassé ses instructions en exigeant la participation de l'évêque diocésain aux travaux de l'Inquisition (n. 5). Les cardinaux avaient terminé leurs travaux en 1310. Les prisonniers languissaient toujours dans leurs cachots. En vain, sur les instances de dix d'entre eux, Clément V invita-t-il (8 février 1310) Bertrand Desbordes, évêque d'Albi, et l'inquisiteur à statuer sur leur sort (n. 7), ce fut en pure perte. Un nouvel appel présenté trois ans plus tard, une nouvelle exhortation du pape aux deux juges (19 avril 1313 : n. 11) n'eurent pas plus de succès. Les protestations s'éteignirent avec la vie de ces malheureux. Voir le sort de quelques survivants dans Douais, *op. cit.*, p. XCIV-XCVI, CXCIV-CXCVI, CCXXX-CCXXXII; *La formule Communicato*, p. 35, 62; dans Doat, t. XXXIII et XXXIV, on trouve les comptes des biens de ces condamnés confisqués pour hérésie; cf. Lea, *Hist. de l'Inquis.*, t. II, p. 110; Molinier, *L'Inquisition dans le Midi*, p. 101-104. On trouvera au n. 166 une lettre de Benoît XII (1er juin 1337) intéressant l'un d'eux. Sur toute cette histoire, voir encore Hauréau, *op. cit.*, p. 127-142; Molinier, *op. cit.*, p. 88-105; *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 86, 227, 334-337 et notes; Lea, *op. cit.*, t. I, p. 472-473; t. II, p. 83, 89-96, 100-102, 105-110.

2. Pierre de la Chapelle-Taillefer, évêque de Carcassonne, le 15 mai 1291; évêque de Toulouse, le 25 octobre 1298; cardinal du titre de Saint-Vital, le 15 décembre 1305; évêque de Palestrina, en décembre 1306; mort le 16 mai 1312. Baluze, *Vitae pap. Avenion.*, t. I, col. 626; *Gall. christ.*, t. VI, col. 892, t. XIII, col. 35; *Hist. de Lang.*, t. IX, Table, p. 1364; *Hist. littéraire de la France*, t. XXVII, p. 423; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 13, 172, 515.

3. Bérenger Frédol, neveu de Clément V, d'abord évêque de Béziers (1294); promu au cardinalat le même jour que le précédent, reçoit le titre des Saints-Nérée-et-Achillée, et, le 10 août 1309, celui de Tusculum; meurt le 11 juin 1323. Baluze, *op. cit.*, t. I, col. 631; *Gallia christ.*, t. VI, col. 341-344; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 13, 141.

4. Ce religieux étudia la philosophie au couvent des dominicains de Narbonne (1289), la théologie dans ceux de Carcassonne (1290) et de Toulouse (1293), fut sous-lecteur dans celui de Béziers, en 1296, lecteur dans ceux de Nîmes (1299) et de Rieux (1301); poursuivit ses études à Paris, en 1302. Douais, *Acta capitul. provinc. ord. praed.*, p. 326, 334, 375, 404, 436, 458, 479.

5. François Aymerie fut nommé, en 1301, lecteur de la Bible au couvent de Toulouse. Douais, *op. cit.*, p. 459.

6. Fontfroide (Aude), près Narbonne. Abbaye cistercienne. Arnaud Novelli, de Saverdun (Ariège), abbé de Fontfroide, dès l'an 1297; vice-chancelier de l'Église romaine, en 1308; cardinal du titre de Sainte-Prisque, le 18 décembre 1310; légat en Angleterre, en 1312; mourut le 14 août 1317. Baluze, *op. cit.*, t. I, col. 660; *Hist. de Languedoc*, t. IX, p. 333-334; t. X, notes, p. 69-71; *Gall. christ.*, t. VI, p. 209; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 13; *Hist. littéraire de la France*, t. XXXI, p. 205-213.

— 4 —

Clément V commet trois cardinaux pour dirimer le litige existant entre Guillaume, fils de Jean de Pecquigny, vidame d'Amiens [1], *et l'inquisiteur de Toulouse, Geoffroi d'Ablis* [2], *au sujet de l'excommunication lancée par ce dernier contre le vidame.* — Poitiers, 15 juillet 1308.

Reg. Vat., t. LV, fol. 227, n. 25; *Regist. Clem. V* (édit. Vat.), n. 3569 (*in extenso*).

Venerabili fratri Petro, episcopo Penestrino [3], et dilectis filiis Berengario, tituli sanctorum Nerei et Achillei [4], ac Stephano, tituli sancti Ciriaci in Termis [5], presbyteris cardinalibus. — Causam que vertebatur et vertitur seu verti poterat inter dilectos filios Guillelmum, natum quondam Johannis, domini de Pinquenio, militis, vicedomini Ambianensis, clericum, et suos ex una parte,

et fratrem Gaufridum de Ablusiis, ordinis predicatorum, inquisitorem heretice pravitatis in regno Francie per Sedem apostolicam deputatum, ex altera, super eo videlicet, quod idem inquisitor olim pretendens, dictum vicedominum tamquam fautorem hereticorum seu hereticalium personarum et impeditorem officii pravitatis ejusdem, in excommunicationis sententias latas a canone incidisse, ipsum denunciavit et fecit excommunicatum publice nuntiari, vobis audiendam ac diffiniendam de plano sine strepitu et figura judicii, non obstantibus quibuscumque commissionibus alias de causa ipsa in romana Curia factis, commisimus oraculo vive vocis. Comparentibus siquidem, prout ex tenore vestre insinuationis accepimus, dictis partibus in judicio coram vobis, dictus Guillelmus, ad justificandum et anullandum hujusmodi denuntiationem seu denuntiationes inquisitoris ejusdem, nonnullas rationes, idemque inquisitor, ad justificandum denuntiationes easdem rationes alias et articulos etiam producere curaverunt; ac nichilominus super hiis nonnullis allegationibus et disputationibus coram vobis factis et habitis per advocatos partium earumdem, demum per utramque ipsarum partium nonnulla instrumenta, littere, acta, jura et munimenta exhibita et producta in causa hujusmodi extiterunt. Verum, quia, prout nobis exponere curavistis, causa eadem tam longum habet de sui qualitate progressum, quod, si in ea secundum juris ordinem procedatur, ad totalem cognitionem seu decisionem ipsius sine gravibus et magnis expensis ac laboribus aliisque dispendiis ipsarum partium non poterat perveniri, nos, qui finem litibus libenter imponimus, premissis omnibus benigna meditatione pensatis, volentes utriusque partium earumdem quieti paterna diligentia providere, dictisque laboribus, expensis et dispendiis obviare, discretioni vestre, de quorum experta prudentia et fidei circumspectione confidimus, per apostolica scripta mandamus, quatinus vos in hiis solum Deum habendo pre oculis in dicta denuntiationis seu denuntiationum causa et ipsam contingentibus, ac dependentibus ab eisdem auctoritate nostra simpliciter et de plano sine strepitu et figura judicii servato vel omisso juris ordine procedentes, causam, negotium, contingentia et dependentia hujusmodi totaliter terminare, prout vestre discretioni videbitur, procuretis. Proviso tamen quod per hoc nichil in favorem hereticorum aut pravitatis

heretice quomodolibet faciatis. — Datum Pictavis, idus julii, anno tertio.

1. La cause de ce conflit, nous l'avons déjà exposée p. 4, note 2. Ce fut le coup de force contre les prisons inquisitoriales de Carcassonne, perpétré en août 1303. Aussitôt Geoffroi d'Ablis engagea la lutte contre le vidame. Il lui fit un procès pour obstruction au Saint-Office. Pecquigny négligeant de comparaître, Geoffroi l'excommunia (29 septembre 1303). Cette sentence fut promulguée à Paris et dans le Languedoc, malgré les efforts tentés pour étouffer l'affaire. Le vidame en appela au pape et partit pour l'Italie. Geoffroi se fit représenter par Guillaume de Morières, inquisiteur de Toulouse. Mais Benoît XI, favorable aux dominicains, mourut le 7 juillet 1304, et Morières et Pecquigny le suivirent de près dans la tombe. L'affaire était à peine engagée. Geoffroi, fort contre son adversaire, décédé le 29 septembre 1304, c'est-à-dire exactement une année après son excommunication, le traita désormais en hérétique contumax et demanda que ses restes fussent exhumés et brûlés. Mais Guillaume de Pecquigny s'était chargé de poursuivre la réhabilitation de son père. L'expédition de la présente bulle marque son premier succès. Le 23 juillet suivant, justice était faite. Les cardinaux annulèrent l'anathème de l'inquisiteur. C'est en vain que celui-ci en référa au pape. *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 257-260; Hauréau, *Bernard Délicieux* p. 48 sq.

2. Geoffroi d'Ablis, ou d'Abluses, originaire du pays chartrain, fit ses premières études dans le couvent des dominicains de Chartres, où il prononça ses vœux. On lui confia dans divers couvents la mission d'enseigner la théologie. En 1303, il fut appelé à la charge d'inquisiteur de Carcassonne, à la place de Nicolas d'Abbeville. Il exerça des poursuites et prononça des sentences à Carcassonne, à Albi, à Pamiers, à Cordes et ailleurs. Il mourut à Lyon, le 10 septembre 1316. Voir, sur ses travaux et les manuscrits contenant le texte des procès ou des sentences qui lui appartiennent : Quétif et Échard, *Scriptores ord. praed.*, Paris, 1719, p. 532-533; Molinier, *L'Inquisition dans le Midi*, Toulouse, 1880, p. 126-127 et notes ; *Hist. littér. de la France*, t. XXX, p. 416-421; Douais, *Documents*, p. CXCVIII-CCIII.

3. Pierre de la Chapelle-Taillefer; voir p. 13, note 2.

4. Bérenger Frédol; voir p. 13, note 3.

5. Étienne de Suisy, vice-chancelier de Philippe le Bel, archidiacre de Bruges; fait cardinal du titre de Saint-Cyriaque, le 15 décembre 1305 ; mort le 10 décembre 1311. Baluze, *Vitae*, t. I, col. 638; Ciacconius, *Vitae... pontif rom.*, etc., Rome, 1677, t. II, col. 376; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 13.

— 5 —

Le pape révoque la mesure par laquelle les cardinaux Taillefer de la Chapelle et Bérenger Frédol, commissaires réformateurs en matière inquisitoriale[1], *à Carcassonne, Albi et Cordes*[2], *avaient restreint l'initiative des inquisiteurs, en leur imposant l'obligation de n'intenter des procès que de concert avec les ordinaires*[3]. — Poitiers, 12 août 1308.

Reg. Vat., t. LV, n. 568, fol. 110 v° ; Doat, t. XXXIV, fol. 112 ; *Reg. Clem. V* (éd. Vat.), n. 2923 (anal.) ; Percin, *De Inquisitione*, part. III, c. III, p. 100 ; Ripoll, *Bullarium ord. praedicatorum* Rome, 1730, t. II, p. 112 (*in ext.*).

Ad perpetuam rei memoriam. — Dudum venerabili fratri nostro Petro, episcopo Penestrino, tunc tituli sancti Vitalis, et dilectis filiis nostris Berengario, tituli sanctorum Nerei et Achillei, presbiteris cardinalibus, per nostras sub certa forma litteras duximus committendum ut ipsi circa negotium inquisitionis heretice pravitatis in partibus Carcassonen., Albien. et Cordue super certis articulis seu dependentibus ab eisdem diligenter inquirerent et nonnulla etiam ordinarent; qui, auctoritate litterarum hujusmodi quedam circa dictum officium ordinasse noscuntur. Quia vero nostre intentionis non extitit nec existit ut, occasione dicte commissionis seu alicuius mandati nostri super hiis cardinalibus ipsis facti, inquisitoribus pravitatis predicte inquirendi conjunctim vel divisim cum episcopo vel episcopis ordinariis aut sine ipsis, prout eis licet secundum canonicas xanctiones, facultas aliquatenus restringatur, nos ordinationem per quam dicti cardinales facultatem inquirendi per se divisim inquisitoribus ipsis restrinsisse dicuntur, utpote intentioni nostre et juri contrariam viribus carere decernimus et nullatenus observandam, ordinatione ipsorum cardinalium circa ceteros alios articulos in omnibus et per omnia in suo robore duratura. Nulli, etc., nostre constitutionis, etc. — Datum Pictavis, II idus augusti, anno tertio.

1. Sur ces personnages et leur mission, voir n. 3, et notes.
2. Cordes (Tarn), chef-lieu de cant., arr. de Gaillac.

3. Dans plusieurs diocèses, bien avant qu'elle fût érigée en règle, l'entente du juge ordinaire et du juge délégué avait été réalisée. Je ne citerai que le cas de Bernard de Castanet, instrumentant à Albi de concert avec les inquisiteurs de Carcassonne (n. 3, note 1). Benoît XI la recommanda, le 2 mars 1304, aux inquisiteurs de Lombardie. Grandjean, *Registres de Benoît XI,* Paris, 1883, n. 420. Philippe le Bel, dans ses édits de 1302 et 1304 (*Hist. de Lang.,* t. x, Preuves, col. 379-386, 428-431), la prescrivit pour la surveillance des prisons, l'arrestation et la mise en liberté sous caution des hérétiques, et la conduite générale du procès. Clément V avait donné ordre aux cardinaux Taillefer de la Chapelle et Bérenger Frédol (n. 3; Douais, *Documents,* t. II, p. 308) de l'imposer aux évêques et aux inquisiteurs des provinces méridionales. Quels motifs eut le pape de revenir sur cette mesure et de la révoquer purement et simplement ? Il est probable que la présente bulle fut expédiée par surprise et sur les vives instances des inquisiteurs. Néanmoins le principe de l'entente était posé et le concile de Vienne, en 1312, l'introduisit dans le droit.

Ce fut le célèbre décret *Multorum* (*Clement.,* l. V, tit. III, c. 1) qui donnait à l'évêque les mêmes pouvoirs qu'à l'inquisiteur. Ils pouvaient l'un sans l'autre citer et incarcérer les coupables. Ils ne devaient les enfermer au mur étroit, les soumettre à la torture et prononcer leur sentence que de conserve. La surveillance des murs leur appartiendrait à tous deux et ils l'exerceraient chacun par un gardien assermenté. La promulgation de cette constitution souleva les protestations des inquisiteurs de Toulouse et de Carcassonne, qui prétendirent que les procédures subiraient, si on l'appliquait à la lettre, des retards préjudiciables à la défense de la foi. *Hist. de Lang.,* t. IX, p. 334-337. Bernard Gui émit l'espoir de voir révoquer cette décrétale gênante. *Practica,* éd. Douais, p. 188. Ces réclamations furent vaines, et les documents nous montrent les inquisiteurs n'agissant jamais qu'avec le concours du juge diocésain ou de ses délégués. Voir Douais, *Documents...,* p. CVIII-CXXVIII; J.-M. Vidal, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers,* dans *Annales de Saint-Louis-des-Français,* 1904-1905, tirage à part, p. 72-74, et, dans le présent recueil, de nombreuses applications de cette règle : n. 30, 33, 39, 46-48, 52, 55, 87-88, 96-97, 100, 109, 110, 132, 139, 148, 149, 193, 230, etc.

— 6 —

A la suite de plaintes adressées au pape par des habitants de Carcassonne et de son ressort inquisitorial, au sujet des vexations et des procès injustes que ces gens avaient dû subir de la part des inquisiteurs, Clément V a chargé les cardinaux Taillefer de la Chapelle et Bérenger Frédol de procéder à une enquête. Il leur a donné le pouvoir de placer sous sa propre sauvegarde les personnes chargées de soutenir la cause des mécontents [1]. *Le pape somme les inquisiteurs de respecter un privilège de cette sorte concédé par les commissaires,*

sous l'approbation du pontife lui-même, à Aymeric Castel [2], *bourgeois de Carcassonne, un des principaux intéressés dans l'affaire.* — Avignon, 6 septembre 1309.

Reg. Vat., t. LVI, n. 950, fol. 194 v°; *Reg. Clem. V*, n. 4754 (anal.); Douais, *Les manuscrits du château de Merville*, p. 71, note 1 (*in ext.*); Mahul [3], *Cartulaire du diocèse de Carcassonne*, t. v, p. 628.

Dilectis filiis inquisitoribus heretice pravitatis in partibus Carcassonen. constitutis. — Olim nobis ex parte quorumdam hominum de partibus Carcassonen. gravi fuit et lacrimosa conquestione monstratum quod per inquisitores pravitatis heretice illarum partium qui tunc erant et pro tempore fuerant multa fuerant illis injurie et gravamina irrogata et iniqui processus contra Deum et justiciam habiti contra eos. Quare suppliciter postularunt ut sibi super hiis dignaremus de oportuno remedio providere. Nos vero eorum clamosis et frequentibus supplicationibus inclinati, venerabili fratri Petro, episcopo Penestrino, tunc tituli sancti Vitalis, et dilectis filiis nostris Berengario, tituli sanctorum Nerei et Achillei presbiteris cardinalibus, qui preceteris cardinalibus personarum et negociorum illarum partium noticiam obtinent pleniorem, duximus committendum, ut cum per partes illas transitum facere tunc haberent, se de premissis propositis et aliis incidentibus plenius informarent et quicquid super hiis invenirent nobis fideliter referre curarent : eisdem nichilominus committentes ut personis prosequentibus hujusmodi negocium auctoritate nostra de securitate ydonea, pendente dicto negocio, providerent ne per inquisitores predictos possent gravari, aut per maliciam molestari, prout hec et alia in nostris litteris super hoc sibi directis plenius continentur. Prefati vero cardinales in commisso negocio procedentes, Aymerico de Castro, burgensi Carcassonen., qui de prosequentibus prefatum negocium extitit et existit et quibusdam aliis tunc negocium prefatum prosequentibus securitatem hujusmodi pendente negocio auctoritate apostolica prestiterunt, illos recipientes sub protectione Sedis apostolice atque sua. Nos autem dictam securitatem sic prestitam et receptionem sub protectione predicta ratas et gratas habentes, ipsas quoad dictum Aymericum, qui nunc dicti negocii prosecutor existit, volumus et precipimus inviolabiliter observari. Quia vero prefatus Aymericus per vos gravamina et vio-

lentias sibi timet inferri, vobis et cuilibet vestrum districtius inhibemus ne dicto Aymerico molestiam aliquam inferre, aut inferri facere, aut contra eum pretextu officii vobis commissi procedere modo quolibet presumatis, donec negocium hujusmodi per Sedem apostolicam fuerit terminatum, vel ab ipsa Sede aliud receperitis in mandatis, cum nos illius expeditioni celeri et felici dante Domino intendamus. — Datum Avinioni, VIII idus septembris, anno quarto.

1. Voir la bulle n. 3 et la note 1.

2. Tandis que Nicolas d'Abbeville préparait contre Castel Faure un dossier d'où devait sortir sa condamnation (n. 21, note 1), Aymeric, fils du défunt, plaidait la cause de sa famille et de ses concitoyens auprès du pape Boniface VIII. Mais il ne réussit à rien, sinon à irriter le pape. Lea, *op. cit.*, t. II, p. 80. Nous le retrouvons plus tard compromis dans le complot des Carcassonnais (n. 2, note 2). Il eut la chance d'échapper au châtiment qui frappa Elie Patrice et les consuls de la ville. Arrêté enfin à Pierre-Buffière, en Limousin, il sortit de prison en payant une somme énorme. *Hist. de Languedoc*, t. IX, p. 278, note. Il représenta encore ses concitoyens devant la commission cardinalice (n. 3), mission dangereuse, qui dut être couverte de la sauvegarde pontificale (n. 6). Aymeric était particulièrement suspect aux inquisiteurs. Jean XXII, qui, en matière d'Inquisition, avait d'autres sentiments que son prédécesseur, lui retira plus tard (n. 17) une faveur qui n'avait plus de raison d'être, les travaux de la commission cardinalice étant définitivement interrompus. Aymeric Castel, l'un des chefs des mécontents, fut sans doute compris dans les procédures menées par l'Inquisition contre ceux dont elle avait eu à se plaindre, au cours des dernières luttes. Voir *Hist. de Languedoc*, t. IX, p. 278; Douais, *Documents...* p. 305, 313-317, 328, 329-330.

3. Mahul, *loc. cit.*, attribue cette lettre à Clément IV, et il la date du VIII des ides de décembre 1268.

— 7 —

Clément V enjoint à l'évêque et aux inquisiteurs d'Albi de prononcer la sentence qui doit terminer le procès de plusieurs citoyens d'Albi, dont la prison préventive a duré plus de huit ans. Ces bourgeois ont jadis été poursuivis par Bernard de Castanet, évêque d'Albi, qui a négligé de fixer leur sort. Les juges pourront se servir utilement des actes du procès commencé devant divers commissaires apostoliques, cardinaux ou autres [1]. — Avignon, 8 février 1310.

Reg. Vat., t. LVII, n. 125, fol. 33 v°; Doat, t. XXXII, fol. 60; *Reg. Clem. V*, n. 5238; Hauréau, *Bernard Délicieux et l'Inquisition albigeoise*, p. 194 (*in ext.*).

Venerabili fratri.. episcopo Albiensi [2] et dilectis filiis inquisitoribus heretice pravitatis in partibus Albiensibus. — Significarunt nobis Isarnus Colli, Petrus Fransa, Johannes Delport, Johannes Paish, Petrus de Rayschaco, Bernardus Casas, Guillelmus Salavert, Guillelmus de Landas, Isarnus de Cardalhaco et Guillelmus Borrelli, cives Albienses, quod ipsi olim, de mandato venerabilis fratris nostri Bernardi, Aniciensis, tunc Albiensis episcopi, et inquisitoris seu inquisitorum qui erant tunc in partibus illis, occasione criminis hereseos, fuerunt carceri mancipati, et jam per octo annos et amplius, tam Albie quam Carcassone diri carceris angustias substulerunt sicut adhuc sustinent, quamvis nulla super hoc facta fuerit condempnatio de eisdem. Cum autem ex parte dictorum civium pluries fuerimus cum instantia requisiti ut ad condempnationem vel absolutionem eorumdem prout jus exigit faceremus procedi, nos volentes quod circa illos vestri officii debitum exequamini sicut decet, discretioni vestre mandamus quatinus apud Albiam tu, frater episcope, per te, vel per alium, seu alios ad hoc ydoneos, vos vero, inquisitor vel inquisitores prefati, personaliter predictos cives ubicumque detineantur adduci ad vestram presentiam sub fida custodia facientes, in eodem negotio, quibuscumque processibus factis seu inchoatis per venerabiles fratres Leonardum, Albanensem, Petrum, nunc Penestrinum, tunc tituli sancti Vitalis, et Berengarium, Tusculanum episcopos, tunc tituli sanctorum Nerei et Achillei, et dilectos filios nostros Johannem, tituli sanctorum Marcellini et Petri, presbyteros, ac Richardum, sancti Eustachii diaconum cardinales, seu per dilectum filium Arnaldum, abbatem monasterii Fontisfrigidi, cisterciensis ordinis, Narbonensis diocesis, nunc sancte romane Ecclesie vicecancellarium, seu alios quoscumque, vigore commissionis seu commissionum per nos vel per felicis recordationis Benedictum papam XI predecessorem nostrum super facto heresis dictos cives tangente factarum, ac subrogatione prefati abbatis in locum predicti olim Albiensis episcopi facta nequaquam obstantibus, in eodem negotio, solum Deum habentes pre oculis, ad inquirendum contra illos contra quos inquisitum non est et contra illos etiam contra quos inquisitum extitit, sed

non plene diligenter ac plenarie secundum formam que debet et consuevit in talibus observari ; contra illos vero, contra quos plene inquisitum est, et contra predictos alios, cum plene fuerit inquisitum, ad sententiam ratione previa procedatis, et alias contra illos vestri officii debitum exequamini prout fuerit rationis, comunicato tamen primitus processu et inquisitione predictis prefatis Penestrino et Tusculano episcopis, eorum consiliis inherentes. Per hoc tamen quo ad alios ordinationi facte dudum de mandato nostro tam Carcassone quam Albie per dictos Penestrinum et Tusculanum episcopos, tunc, ut predicitur, presbyteros cardinales, et commissioni seu commissionibus tam per nos quam per dictum predecessorem nostrum factis, predictis et quibuscumque aliis cardinalibus, et processibus habitis per eosdem super facto illorum hominum de Albia et de diocesi Albiensi contra quos per dictum Bernardum, Aniciensem, tunc Albiensem episcopum et inquisitorem seu inquisitores predictos condempnationis sententia lata fuit, nullum volumus prejudicium generari. — Datum Avinioni, vi idus februarii, anno quinto.

1. Voir la bulle n. 3, note 1.

2. Bertrand Desbordes, chapelain et camérier du pape, succéda à Bernard de Castanet sur le siège d'Albi, le 30 juillet 1308 ; il fut promu au cardinalat, le 18 décembre 1310, et reçut le titre des Saints-Jean-et-Paul. Il mourut le 12 septembre 1311. Baluze, *op. cit.*, col. 659; *Gall. christ.*, t. I, p. 22-23 ; Eubel, *Hier*, t. I, p. 13, 80. Sur ses débuts à l'évêché d'Albi, voir *Hist. de Languedoc*, t. IX, p. 336, note; voir aussi p. 308.

— 8 —

Clément V exhorte l'inquisiteur de Lyon à se rendre dans la ville et le diocèse de Langres et à travailler à l'extirpation de l'hérésie qui, au rapport de l'évêque, y recrute de nombreux adeptes. A son défaut, le pape désigne d'autres commissaires. — Prieuré de Groseau (Vaucluse), 3 septembre 1310.

Reg. Vat., t. LVII, n. 665, fol. 169; *Reg. Clem. V*, n. 5813 (anal.).

Dilecto filio .. inquisitori heretice pravitatis in Lingonen. provincia [1], per Sedem apostolicam constituto [2]. — Cupientes ut

vinea Domini Sabahot ad cuius curam et custodiam sumus, disponente Domino, licet immeriti, constituti, debitum reddat suis temporibus fructum, culture ipsius intendimus et ad ea operarios transmictimus et sollicitamus etiam otiosos, per quorum sollicitudinem diligentem et sollicitam diligentiam omni sorde mundatam in conspectu regis eterni se gaudeat devictis hostibus feliciter triumphasse. Cum itaque, sicut ex parte ven. fratris nostri Guillermi, episcopi Lingonen. [3], fuit expositum coram nobis, in civitate ac diocesi Lingonen. heretica pravitas adeo pullulaverit, ac plura reptilia venenosa que occultis conventiculis concepte iniquitatis sue virus ad captivandas insipientium animas parientes vineam ipsam tanquam vulpecule parvule demolliri pro viribus anxiantur et crevisse noscantur, quod nisi per Sedem apostolicam succurratur maturius, fidei orthodosse dispendium ibi poterit non immerito formidari; Nos de circumspectione tua plenius confidentes discretioni tue... mandamus quatinus in nomine Domini ad partes illas accedens, sic prudenter contra dictos hereticos juxta officii tui debitum diligens studium adhibere procures quod possis exinde non immerito commendari. Alioquin dilectis filiis .. priori de Sarconio, Lingonen. diocesis, et fratri Johanni Rufi, lectori fratrum conventus domus ordinis predicatorum Lingonen., nostris damus litteris in mandatis ut in defectum tuum id auctoritate nostra sine dilatione aliqua exequantur. — Datum ut supra [in prioratu de Grausello, III nonas septembris, anno quinto].

In eundem modum dilectis filiis.. priori de Marconio (*sic*), Lingonen. diocesis, et fratri Johanni Rufi, lectori fratrum conventus domus ordinis predicatorum, Lingonen. Cupientes, etc., ut supra, usque commendari. Quocirca mandamus quatinus si dictus inquisitor mandatum nostrum in hac parte neglexerit adimplere, vos in defectum suum id auctoritate nostra sine dilatione aliqua exequi studeatis. — Datum ut supra.

1. Une rubricelle, placée au sommet du folio 169, permet de corriger cette suscription: « Dilecto filio inquisitori heretice pravitatis in *Lugdunensi* provincia. » Le diocèse de Langres était soumis à la métropole de Lyon. Voir Introduction, p. XIV-XVIII.

2. Cet inquisiteur était peut-être Géraud d'Auxonne, à qui, moins de deux ans après, fut adressé le document suivant.

3. Guillaume de Durfort, promu à l'évêché de Langres, le 15 novembre 1306; transféré à Rouen, en janvier 1319; mort le 24 novembre 1330. *Gall. christ.*,

t. IV, col. 616-617; t. XI, col. 77 ; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 320, 447; E. Albe, *Autour de Jean XXII, Évêques quercynois en France*, dans *Annales de Saint-Louis-des-Français*, 1906, tir. à part, p. 229.

— 9 —

Clément V ordonne à Géraud d'Auxonne[1], *inquisiteur dans les provinces de Lyon et de Besançon, de réprimer l'hérésie et de signaler au pape ceux qui s'opposeraient au libre exercice de sa mission, ou qui, le devant, refuseraient d'y concourir.* — Vienne, 15 mars 1312.

Reg. Vat., t. LIX, fol. 229, n. 15, *de Curia*; *Reg. Clem. V*, n. 8766 (*in extenso*).

Dilecto filio fratri Geraldo de Aussona, ordinis predicatorum, inquisitori pravitatis heretice in Lugdunen. et Bisuntin. provinciis per Sedem apostolicam deputato. — Pervenit ad audientiam ... — Datum Vienne, idus martii, anno septimo.

1. Auxonne (Côte-d'Or), chef-lieu de cant., arr. de Dijon.

— 10 —

Clément V exhorte les seigneurs et barons des provinces de Lyon et de Besançon à prêter leur concours à l'inquisiteur dans la répression de l'hérésie. — Vienne, 15 mars 1312.

Reg. Vat., t. LIX, fol. 229 v°, n. 16, *de Curia*; *Reg. Clem. V*, n. 8767 (anal.).

Dilectis filiis universis ducibus, comitibus, baronibus et ceteris aliis nobilibus temporale dominium in Lugdunen. et Bisuntin. provinciis habentibus. — Sicut ad audientiam nostram relatio fidedigna perduxit, in terris vestre temporali jurisdictioni subjectis, hereses inaudite sunt orte et periculose nimis, que multorum simplicium animos infecerunt : quocirca nobilitatem vestram mo-

nemus et hortamur in Domino nichilominus per apostolica vobis scripta mandantes quatinus fratri Gerardo de Aussona, ordinis predicatorum, in Lugdunen. et Bisuntin. provinciis in quibus eedem terre vestre consistunt inquisitori pravitatis heretice per Sedem apostolicam deputato, ad extirpandas huiusmodi hereses sic ad requisitionem ipsius favoribus et oportunis auxiliis sicut catholici viri et zelatores orthodoxe fidei assistatis, quod impedimentum nullum ei circa suum exequendum officium possit inferri et debitum inquisitio hujusmodi sortiatur effectum; scientes quod nos inquisitori eidem damus nostris litteris in mandatis quod suum impedientes officium et in executione illius non prebentes ab eis possibile requisitum auxilium nominatim nobis intimare procuret, ut nos contra eos juxta censuram canonum nostri officii debitum exequamur. — Datum ut supra [idus martii, anno septimo].

— 11 —

C'est en vain que le pape a insisté auprès de Bertrand Desbordes, ancien évêque d'Albi, puis cardinal [1], *et auprès des inquisiteurs pour qu'ils terminassent les procès d'un certain nombre de bourgeois d'Albi poursuivis, il y a plus de douze années, par Bernard de Castanet et par les inquisiteurs, et, depuis ce temps, prisonniers et attendant leur sentence* [2] *; rien n'a été décidé à l'endroit de ces malheureux. Le pape invite l'évêque Géraud* [3] *et les inquisiteurs à s'en occuper enfin.* — Avignon, 19 avril 1313.

Reg. Vat., t. LX, fol. 78 v°, n. 242; *Reg. Clem. V*, n. 9163 (*in ext.*).

Venerabili fratri Geraldo, episcopo Albien. — Dudum exponentibus nobis Ysarno Colli, Petro Fransa, Johanne Delport, Petro de Raysaco, Guillelmo Salevert, Guillelmo de Landas, Ysarno de Cardalhaco et quondam Johanne Payhs et quondam Guillelmo Borrelli et quondam Bernardo Casas, civibus Albien., quod ipsi de mandato venerabilis fratris nostri Bernardi, Anicien., tunc Albien. episcopi, necnon inquisitoris seu inquisitorum, qui tunc erant in partibus illis occasione criminis hereseos quo respersi fore dicebantur capti fuerunt et carceri mancipati et per duo-

decim annos et amplius tam Albie, quam Carcassone carceris angustias sustinuerunt, sicut aliqui eorum superstites adpresens sustinere noscuntur, licet nulla super hoc facta fuerit condempnatio de eisdem, nos ad eorum instantiam bone memorie Bertrando, tituli sanctorum Johannis et Pauli presbitero cardinali, tunc episcopo Albien., ac inquisitori, seu inquisitoribus predictis per nostras sub certa forma dedimus litteras in mandatis, inter alia continentes ut ipsi erga dictos cives eorum officii debitum adimplerent prout ordo exigeret rationis. Sed Bertrandus, dum vixit, et inquisitores predicti, presentatis sibi hujusmodi nostris litteris, in hujusmodi negocio pro ipsorum voluntatis libito procedere distulerunt, in ipsorum civium prejudicium non modicum et gravamen, licet fuissent super hoc pluries legitimis temporibus humiliter requisiti. Nos igitur, qui sumus omnibus in justicia debitores, volentes civibus ipsis super hoc exhiberi et reddi justicie complementum, ac nolentes ut hujusmodi inquisitionis negocium erga ipsos ulterius protrahatur, [fraternitati tue] mandamus quatinus una cum dictis inquisitoribus quibus super hoc etiam litteras nostras dirigimus exerceas officii tui debitum sicut decet, ad inquirendum contra illos contra quos inquisitum non est et adversus illos contra quos inquisitum existit, sed non plene diligenter ac plenarie secundum formam que debet et consuevit in talibus observari; contra illos vero contra quos plene inquisitum est ad sententiam previa ratione procedas, et alias contra reliquos officii tui debitum exequaris prout ordo exegerit rationis. Sic ergo in hujusmodi executionis mandato te solerter gerere studeas quod iidem cives qui longis temporibus carceris angustias sunt perpessi et cupiunt quod meruerunt rationabiliter in hac parte consequi non cogantur propter hoc habere recursum ad Sedem apostolicam iterato. — Datum Avinioni, XIII kalendas maii, anno octavo.

In eundem modum dilectis filiis .. inquisitori, seu inquisitoribus heretice pravitatis in Carcassonen. et Albien. partibus a Sede apostolica deputatis. — Dudum, etc., ut supra proximo, nil addito vel mutato usque: protrahatur. Discretioni vestre in virtute sancte obedientie per apostolica scripta districte precipiendo mandamus quatinus una cum venerabili fratre nostro Geraldo, episcopo Albien., cui super hoc etiam litteras nostras dirigimus, cum super hoc ab eo fueritis requisiti, exercentes vestri officii debitum sicut decet, ad inquirendum contra illos con-

tra quos [*etc., comme ci-dessus, jusqu'à*] observari; contra predictos omnes postquam de ipsis plene fuerit inquisitum, necnon et contra illos contra quos jam plene inquisitum est, ad sententiam [*etc., comme ci-dessus, jusqu'à la fin, mutatis mutandis*]. — Datum ut supra.

1. Voir n. 7, note 2.
2. Voir n. 3 (note 1) et 7.
3. Géraud de Farges, transféré de Lectoure à Albi, le 12 janvier 1311; mort l'année suivante. *Gall. christ.*, t. I, col. 23; *Hist. de Languedoc*, t. IX, p. 347; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 80, 311.

— 12 —

Clément V ordonne au maître général des frères prêcheurs d'instituer des inquisiteurs de la foi dans les domaines soumis au roi de Majorque [1], *excepté dans ceux de ces domaines qui se trouvent en France* [2]. — Prieuré de Groseau, 7 juillet 1313.

Reg. Vat., t. LX, fol. 153, n. 474; *Reg. Clem. V*, n. 9484 (*in ext.*).

Dilecto filio.. magistro ordinis predicatorum [3]. — Ab exordio nascentis Ecclesie... — Datum in prioratu de Grausello, etc., nonis julii, anno octavo.

1. Autres documents se rapportant à la nomination d'inquisiteurs dans le royaume de Majorque : n. 96-97, 125 *bis*, 127, 197-198, 327, 335, 336. Ces deux derniers documents, émanés de Benoît XIII (1413), ont trait à la division du royaume de Majorque en deux ressorts inquisitoriaux.
2. C'étaient la seigneurie de Montpellier, la baronnie d'Aumelas et la vicomté de Carladès, pour lesquelles les rois de Majorque prêtaient hommage au roi de France. Voir *Histoire de Languedoc*, t. IX, *passim*; Lecoy de la Marche, *Les relations politiques de la France avec le royaume de Majorque*, Paris, 1892, t. I, p. 128, 144-147.
3. Bérenger de Landorre, né à Rodez en 1262; prend l'habit dominicain, à Toulouse, en 1282; fait ses études à Montpellier et à Paris et devient lecteur à Toulouse, en 1301. Il est désigné comme définiteur pour le chapitre provincial de Carcassonne en 1302. Le chapitre général de Gênes le désigne, en 1304, pour lire les Sentences à Paris. En 1306, il est fait provincial de Toulouse. Il dirige

deux ans cette province, dont le chapitre le réélit en 1310. Entre temps, il avait reçu le titre de maître en théologie. Enfin le chapitre de Carcassonne, en 1312, le nomma maître général, charge qu'il occupa jusqu'en 1317. Le 15 juillet de cette année, il fut promu à l'archevêché de Compostelle. Il mourut le 1er septembre 1325. Mortier, *Histoire des maîtres généraux de l'ordre des frères prêcheurs*, Paris, 1905, t. II, p. 475-529; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 207.

JEAN XXII

(1316-1334)

JEAN XXII

(1316-1334)

— 13 —

Le pape réclame à Maurice de Saint-Paul, inquisiteur de Touraine, les actes du procès par lui intenté à Raoul Pincelot, clerc du diocèse de Tréguier, avec les renseignements qu'il croira devoir y joindre. Jusqu'à nouvel ordre, il ne devra plus se mêler de cette affaire. — Avignon, 11 avril [1317-1320].

Reg. Vat., t. cx, fol. lvi, n. 269; Coulon, *Lettres secrètes et curiales de Jean XXII*, n. 1019 (anal.).

Dilecto filio fratri Mauricio de Villa [sancti] Pauli [1], de ordine fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in provincia Turonen. per Sedem apostolicam deputato. — Certa suadente causa volentes habere processum per te contra dilectum filium Radulphum Pinzeloti, clericum diocesis Trecoren., super quibusdam criminibus eidem impositis habitum, discrecioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus totum processum ipsum sub tuo sigillo fideliter inclusum nobis per fidum mittere nuncium, nosque de singulis processum ipsum contingentibus per litteras tuas distincte ac particulariter informare absque more dispendio non omittas, non processurus ulterius contra clericum antedictum donec a nobis vel apostolica Sede aliud inde receperis in mandatis. — Datum iii idus aprilis...

1. Les antécédents de ce religieux nous sont inconnus. Il prononça une sentence de privation contre un moine de Marmoutier, convaincu d'hérésie (cf. n. 31, 32, 36, 36 *bis*), et se rendit célèbre par le procès qu'il osa intenter au sire de Parthenay, Jean l'Archevêque. Voir n. 42 sq. Le *Continuateur de G. de Nangis*, édit. Géraud, t. ii, p. 50, nous apprend qu'il était breton.

— 13 bis —

Ordre est donné aux officiaux de Narbonne et de Béziers de citer au tribunal du pape un certain nombre de frères mineurs rebelles aux constitutions du Saint-Siège relatives à leur ordre. — Avignon, 27 avril 1317.

Reg. Aven., t. II, fol. 97; *Reg. Vat.*, t. LXIII, n. 117, 118, *de Curia*; Wadding, *Annal. min.*, ad ann. 1317, n. XI; Riezler, *Vatikanische Akten*, Innsbrück, 1891, n. 52; Coulon, *op. cit.*, n. 190, rubr.; Eubel, *Bullar. francisc.*, t. V, n. 266, texte; Mollat, *Jean XXII, Lettres comm.*, n. 5227-5228, rubr.

Dilecto filio.. officiali Narbonensi. — Pridem ad nostri apostolatus perducta notitia quod humani hostis procurante nequitia inter dilectos filios nonnullos ex fratribus ordinis minorum super quampluribus articulis gravium erat dissensionum et discordiarum materia suscitata, nos qui ad hoc libenter intenta sollicitudine vigilamus, ut cunctos Ecclesie filios in pacis pulcritudine preservemus, quasdam circa premissa ultra ea que per felicis recordationis Clementem papam V, predecessorem nostrum, ordinata fuerant ordinationes duximus faciendas, per quas hujusmodi dissensiones et discordias amputasse credimus et super illis fratribus ipsis bonum pacis et concordie provenisse. Verum quia, sicut noviter fuit expositum coram nobis, quidam ex dictis fratribus, videlicet Guillelmus de Sancto Amantio, Raimundus Crivelerii, Cervianus (*a*) de ..., Bernardus Parasolis, Berengarius Tortelli, Jacobus de Portali, Guillelmus Laurentii, Jacobus de Rivo, Laurentius de Salsis, Raimundus Carlati, Bertrandus (*b*) Durandi, Petrus Fabri, Bernardus Francisci, Guillelmus Sautons (*c*), Johannes Barravi, Guillelmus Rogerii, Raymundus Bordici, Arnaldus Raymundi, Bernardus de Alzona, Franciscus Sysini, Pontius Roca, Johannes Raserii, Bernardus Autrinhaci (*d*), Guillelmus Arnaudi, Raymundus Bels, Berengarius de Ferralibus (*e*), Guillelmus Tholosani, Bernardus [de] Boneti, Bernardus,

(*a*) Eubel : *Germanus*; Riezler : *omittit.*
(*b*) Eubel : *Bernardus.*
(*c*) Eubel : *Santonis*; Riezler: *Sautoris.*
(*d*) Eubel : *Antinihaci*; Riezler: *Autunhaci* (?).
(*e*) Eubel : *Ferrantibus.*

Tornerii, Bertrandus Grancarota (*a*), Johannes Corvi, Petrus Austensii, Guillelmus Porcelli, Johannes Ecclesie, Raymundus Ferrerii Johannes Pruni (*b*), Raymundus Borditi, Gentilis de Marchia, Bernardus de Savarduno, Raymundus Johannis, Raymundus Magistri, Guillelmus Rosseti, Guiraudus Martini, Petrus Vitalis, Guillelmus Vesiani et Jacobus de Monteesquino quasdam appellationes interposuerunt et protestationes fecerunt, ex quibus non solum statui dicti ordinis detrahitur, immo inter fratres predictos ulterioris dissencionis et scandali, sicut verisimiliter creditur, inducitur incentivum, et etiam honori Sedis apostolice derogatur. Nos intendentes super hiis remedium apponere (*c*) salutare, discretioni tue per apostolica scripta in virtute obedientie districte precipiendo mandamus quatinus per te vel alium seu alios, fratres eosdem superius nominatos ex parte nostra peremptorie et sub excommunicationis pena, quam eos, si contra fecerint, incurrere volumus ipso facto, citare procures, ut decimo die post citationem hujusmodi apostolico se conspectui personaliter representent, facturi et recepturi super premissis quod ordo dictaverit rationis. Diem vero hujusmodi citationis et formam et quicquid inde duxeris faciendum nobis per tuas litteras harum seriem continentes fideliter intimare procures. — Datum Avinioni, v kalendas maii, anno primo.

Dilecto filio.. officiali Biterrensi. — Pridem ad nostri apostolatus ... (*etc., ut supra proxime*). Verum quia, sicut noviter fuit expositum coram nobis, quidam ex dictis fratribus, videlicet Bernardus Martini, Petrus Dominici, Vincentius Guiraudi, Berengarius Julioli, Petrus Bayssi, Petrus Raymundi Gontardi, Petrus Raymundi de Mayraco, Bernardus Andree, Bernardus Pelherii (*d*), Bernardus Guille, Berengarius Cofi, Deodatus Michaelis, Jacobus Seguini, Pontius Portanove, Johannes Fabri et Guillelmus Radulphi, quasdam appellationes (*etc., ut in eadem usque in finem*). — Datum ut supra.

(*a*) Riezler : *Graricarota* (?).
(*b*) Riezler : *Primi.*
(*c*) Eubel : *opponere.*
(*d*) Eubel : *Polherii.*

— 14 —

Jean Ferrier, clerc de Narbonne, reconnu innocent du crime d'hérésie dans un premier procès, a été récemment incarcéré par la curie archiépiscopale, sans que le motif de cette mesure soit bien clair. Le pape appelle cette cause à son tribunal et ordonne à l'archevêque de citer son prisonnier et de le délivrer de ses chaînes, s'il n'y a aucun obstacle, sinon de le faire conduire à Avignon sous bonne escorte. — Avignon, 21 juin [1317-1320].

Reg. Vat., t. CIX, fol. 146 v°, n. 594; t. CX, part. 2, fol. 56, n. 270; Coulon, *op. cit.*, n. 1108 (anal.).

Venerabili fratri B.. [1], archiepiscopo Narbonen. — Ad nostrum pervenit auditum quod licet dilectus filius Johannes Ferrerii, clericus tue diocesis, pridem super quibusdam negocium tangentibus fidei per tuam curiam inquisitus, innocens, fidelis et catholicus repertus extiterit, nuper tamen per eandem curiam ex eadem causa vel forsitan alia captus fuit et adhuc in carcere detinetur. Nos igitur certa de causa prefatum clericum habere presentem necnon de articulis super quibus interrogatus ut premictitur per tuam curiam extitit, ac de responsione data per eum ad illos, necnon de causa nove detentionis plenarie informari volentes, fraternitati tue... mandamus quatinus clericum iipsum, si non subsit causa quare debeat detineri, statim restitu facias pristine libertati, injuncturus eidem ut certo competenti termino per te sibi super hoc prefigendo compareat personaliter coram nobis. Alioquin si causa detentionis aliud exigat, ipsum sub honesta et non indecenti custodia ad presentiam nostram indilate transmittas; informaturus nos per tuas litteras harum seriem continentes de omnibus et singulis antedictis, ac missurus officialem tuum qui causam dicte captionis et detentionis in nostro auditorio prout justum fuerit prosequatur. — Datum Avinioni, XI kalendas julii.

1. Bernard de Farges, neveu de Clément V; évêque d'Agen, le 25 février 1306; archevêque de Rouen, le 4 juin de la même année; transféré à Narbonne, le 15 mai 1311; meurt en juillet 1341. *Gallia christ.*, t. II, col. 923-924; t. VI, col. 87-90; t. XI, col.75; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 76, 373, 447. Bernard de Farges participa l'œuvre à inquisitoriale soit personnellement, soit par ses délégués Bertrand,

Dauriac, Hugues de Badefol et Germain d'Alanh. Il tint lui-même, le 11 décembre 1328, un *sermon* solennel dans le cimetière de Saint-Félix de Narbonne. Douais, *Documents...*, t. I, p. LXXIII-LXXIV.

— 14 bis —

Jean XXII explique quelques articles obscurs de la règle des frères mineurs. Il condamne l'usage des frocs courts, étroits et grossiers, adoptés par les spirituels, et ordonne à ceux-ci d'adopter le costume prescrit par les supérieurs de la communauté. Ils devront de même se soumettre à la règle de la communauté, touchant l'usage des greniers et des provisions alimentaires. — Avignon, 7 octobre 1317.

Reg. Vat., t. LXVII, n. 57; *Extravag. Joan. XXII*, tit. XIV; Wadding, ad ann. 1317, n. 18; Eubel, *Bull. franc.*, t. V, n. 289, p. 128 (*in ext.*).

Ad perpetuam rei memoriam. — Quorumdam exigit... — Datum Avinioni, nonis octobris, anno secundo (*Wadding :* idibus aprilis, an. secundo).

— 15 —

Jean XXII ordonne à l'inquisiteur de Provence, Michel Le Moine, franciscain, de poursuivre certains spirituels désignés nominativement dans la bulle [1]. — Avignon, 8 novembre 1317.

Reg. Aven, t. XI, fol. 541; *Reg. Vat.*, t. LXIX, n. 142, *de Curia*; Wadding, ad ann. 1317, n. XIV; Baluze (Mansi), *Miscellanea* t. II, p. 247; Riezler, *Vatikanische Akten*, n. 135 (fragm.); Eubel, *Bullar. franciscanum*, t. V, n. 293 (*in ext.*); Mollat, *Jean XXII, Lettres communes*, n. 8133 (anal.).

Dilecto filio fratri Michaeli Monachi [2], ordinis fratrum minorum, inquisitori heretice pravitatis in Provincie ac Forcalquerii comi-

tatibus, necnon et in civitatibus, terris et locis infra Arelatensem, Aquensem, Ebredunensem et Viennensem provincias consistentibus auctoritate apostolica deputato. — Super omnia desiderabilia... — Nuper siquidem non absque multa mentis turbatione percepto quod nonnulli pseudo minorum ordinis fratres solo nomine professores ad eam mentis inopiam et cecitatem devenerant quod heretica labe respersi adversus saluberrimam christiane fidei veritatem impie sentiebant et alios verbis mendacibus sub mentite palio sanctitatis in errorum suorum devium trahere ipsosque errores defendere pro viribus conabantur, nos qui solicitudine vigili contra talium dolosam astutiam oportunum remedium libenter ubilibet adhibemus, ne virus hujusmodi in eodem ordine sub specie sanctitatis hujusmodi subintraret, tibi mandasse recolimus oraculo vive vocis, ut adversus eosdem pseudo fratres procederes juxta canonicas xanctiones et de illis faceres justitie complementum. Verum intendentes, ut eo tutius ad hujusmodi pestis omnimodam exterminationem procedas quo per nos certiori fueris auctoritate munitus, discretioni tue de qua fiduciam obtinemus in Domino specialem per apostolica scripta commictimus et mandamus quatinus contra fratres Johannem Barravi, Guillelmum Santoni, Deodatum Michaelis, Pontium Rocha, Bernardum Aspa, Berengarium Tortelli, Petrum Fabri, Vincentium Geraudi, Bernardum Antiniaci, Guiraudum Martini, Bernardum Francisci, Guillelmum Arnaudi, Jacobum Seguini, Johannem Raserii, Raymundum Bordini (*a*), Arnardum Raymundi, Franciscum Sadictii (*b*), Guillelmum de Sancto Amantio, Franciscum de Badonis, Serviatium (*c*), Philippum Ferrarii, Arnaudum Maurini, Jacobum de Rivo, Arnaudum de Felginio, Guillelmum Giraudi et Bernardum Boneti pseudo dicti ordinis professores, eadem labe respersos, quorum aliqui a quibusdam mandatis auctoritate nostra factis eisdem, certas appellationes et protestationes interposuisse noscuntur, et omnes et singulos ipsis adherentes sic efficaciter et solerter juxta statuta canonica procedere studeas quod per tue solicitudinis circumspectam prudentiam dicti ordinis sacra plantatio, exterminatis vulpeculis, que illum venenosis morsibus demoliri presumunt, fructus afferat catholice puritatis. Nos

(*a*) Eubel : *Borditi.*
(*b*) Eubel : *Sanctii.*
(*c*) Eubel : *Serinanum.*

enim super premissis (*a*) contra eos juxta statuta hujusmodi procedendi et alia omnia et singula que circa premissa oportuna fuerint faciendi et etiam exercendi : non obstantibus quibuscumque privilegiis, indulgentiis et litteris apostolicis generalibus vel specialibus eidem ordini aut ipsius (*b*) ordinis fratribus vel eorum aliquibus sub quavis verborum forma concessis, que pseudo fratribus et adherentibus supradictis contra premissa vel aliquod premissorum in nullo volumus suffragari; et tam de duabus dictis in concilio generali quam felicis recordationis Bonifatii pape VIII predecessoris nostri [auctoritate] editis, per quas judices a Sede deputati predicta extra civitatem et diocesim in quibus deputati fuerint aut aliquos ultra unam dietam a fine sue (*c*) diocesis trahere prohibentur, et aliis contrariis constitutionibus quibuscumque; sive si aliquibus communiter vel divisim a dicta sit Sede indultum quod interdici, suspendi, vel excommunicari aut extra vel ultra certa loca trahi vel ad judicium evocari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi et eorum personis ac locis et nominibus propriis vel ordinibus mentionem; et qualibet alia dicte Sedis indulgentia generali vel speciali, cujuscumque tenoris existat per quam tue jurisdictionis explicatio (*d*) valeat in hac parte quomodolibet impediri, et de qua cujusque (*e*) toto tenore habenda sit in nostris litteris mentio specialis, plenam tibi concedimus tenore presentium potestatem. Volumus insuper et apostolica auctoritate decernimus quod a data presentium tibi sit in premissis omnibus et singulis presentibus et futuris perpetuata potestas et jurisdictio attributa ut eo vigore illaque firmitate possis in premissis omnibus et singulis ceptis et non ceptis, presentibus et futuris procedere, ac si jurisdictio tua in dictis (*f*) omnibus et singulis per citationem vel alium modum perpetuata legitimum extitisset. — Datum Avinioni, VIII idus novembris, anno secundo.

(*a*) Eubel : *praemissa.*
(*b*) Eubel : *ipsis.*
(*c*) Eubel : *finibus.*
(*d*) Eubel : *executio.*
(*e*) Eubel : *ejusque.*
(*f*) Eubel : *praedictis.*

1. Sur les spirituels et l'histoire de leur poursuite en justice, voir l'Introduction, p. LI LVII.

2. Michel Lemoine est surtout célèbre par les poursuites qu'il exerça contre ce groupe de religieux. Il s'était d'ailleurs toujours montré sévère pour les spirituels. Le 13 juillet 1312, il fut cité par Clément V avec Jean *de Verunis*, inquisiteur de Provence, le provincial et d'autres frères mineurs de la province, pour répondre des mauvais traitements qu'ils avaient fait subir à certains de ces fraticelles. Le pape les gourmanda en plein consistoire et ordonna que les deux inquisiteurs fussent révoqués. *Regest. Clem. V* (éd. Vatic.), n. 8851; Eubel, *Bullar. franc.*, t. v, n. 203 et note 8. Il est probable que cette mesure n'eut pas de suites, ou qu'elle fut peu après retirée, puisque, en 1317, Michel Lemoine est appelé à punir les fraticelles dont il est question dans la présente lettre. L'inquisiteur s'acquitta d'abord de sa mission à l'égard des principaux coupables qu'il jugea et condamna en 1318 (voir Introduction, *loc. cit.*), puis il se mit à rechercher leurs partisans et leurs défenseurs, dans les diverses provinces de l'ordre. Voici la lettre qu'il adressa au provincial de Toscane, le 3 décembre 1319. Rome, biblioth. Casanaten., ms. *1730*, folio 234 v° (273 v°) -235 v° (274 v°).

« Reverendo in Christo Patri, fratri.. ministro Thus[cie] et ejus vicario, frater Michael Monachi, ordinis fratrum minorum, inquisitor heretice pravitatis auctoritate apostolica constitutus et ex speciali commissione sanctissimi patris et domini Domini Johannis divina providentia pape XXII inquisitor et judex contra quosdam pseudofratres heretica labe respersos eisque adherentes ubilibet per totum ordinem deputatos (*sic*), ac etiam Reverendi patris fratris Michaelis, generalis ministri prefati ordinis commissarius in hac parte, salutem in domino Jhesu Christo. Noveritis me dudum recepisse litteras prefati domini pape ejus vera bulla in filo canapis pendente bullatas, non abolitas, nec rasas, nec viciatas, nec cancellatas nec suspectas in aliqua sui parte, quorum transcriptum ex ipsis originalibus litteris sumptum et autentico munimine roboratum vobis transmitto presentibus litteris colligatum. Volens igitur commissionem michi factam ac mandatum apostolicum in ea contentum, prout teneor, exequi reverenter; cum ad audientiam meam sit fide digna et certa relatione deductum multos ex pseudo fratribus in dicto rescripto apostolico nominatis et eisdem adherentibus, qui coram me in judicio quosdam abjuraverunt errores et se propria sponte eorum juramento vallata ad penitentias eis datas observandas inviolabiliter astrinxerunt, contra ipsorum promissionem et juramentum crimen apostasie dampnabiliter incurrisse et per diversas mundi partes latenter discurrere in animarum suarum et aliorum prejudicium et discrimen et scandalum non modicum ordinis memorati, auctoritate apostolica qua fungor in hac parte pro primo, secundo et tertio et peremptorio termino vos moneo vobisque in virtute obedientie sancte et sub excommunicationis pena districte precipio et injungo quatinus per vos et alios cum exacta diligentia de predictis apostatis inquiratis, si infra vestram provinciam alicubi latitent vel discurrant. Et si quos de hujusmodi pestiferis viris in predicta vestra provincia poteritis reperire eos capiatis vel capi faciatis et in disciplinam ordinis sub fida custodia detineri invocato ad hoc si opus fuerit auxilio brachii secularis. Si autem aliquos vel aliquem de prenominatorum speudo (*sic*) fratrum adherentia et secta notatos probabili suspicione, vel fautores, aut defensores eorum in prefata vestra provincia habeatis, procedatis contra eos et eorum quemlibet juxta canonicas sanctiones, sub quibus quantum michi licet et possum auctoritate apostolica michi concessa,

committo vobis plenarie vices meas, donec ipsas duxero revocandas. Nomina vero omnium illorum apostatarum et defensorum et fautorum ipsorum, eisque adherentium, ac suspectorum de ipsorum secta et adherentia, quos in sepe dicta vestra provincia vos contigerit reperire cum probationibus quas inveneritis sub sigillo officii vestri volo quod teneamini michi fideliter et celeriter intimare. Attendentes tam sollicite quam prudenter ne aliquibus per malitiam vel invidiam aut odium vel vindictam, vel alias indebite dicti criminis nota aliqualiter imponatur; sub ejusdem etiam districtione precepti vobis injungens quod in singulis notabilibus conventibus vestre provincie predictam commissionem michi a prefato domino papa factam cum presentibus litteris legi coram fratribus publice faciatis et in actis sive libris vestre provincie ad cautelam futurorum et in rei perpetuam memoriam registrari sic quod tam penes vos quam successores vestros remaneant perpetuo et fideliter conserventur. Quicquid autem super premissis feceritis michi quam cito comode poteritis per vestras litteras sigillo officii vestri munimine roboratas studeatis fideliter et plenarie demandare. — Datum Massilie, anno Domini M° CCC° XIX, die III^a^ decembris. »

Le 21 mars 1327, Michel Lemoine reçut avis de remettre à l'inquisiteur de Carcassonne un béguin, Pierre Trencavel, et sa fille Andrée, évadés du mur de Carcassonne. Le 1er juin 1328, Jean XXII le chargea de recueillir, au nom de la Chambre apostolique, les objets, livres, hardes, ayant appartenu à Michel de Césène et à Bonagrazia de Bergame (n. 80). Il eut pour collègues dans la charge d'inquisiteur de Provence, en dehors de Jean *de Verunis*, les franciscains Jacques Bernard (cf. n. 33, 40) et Guillaume Astre (cf. n. 49, note 3, 71, etc.). Voir une courte notice sur cet inquisiteur dans *Hist. litt. de la France*, t. XXXII, p. 582.

— 16 —

Jean XXII excommunie et supprime la secte des fraticelles, frères de la pauvre vie, bizoches ou béguins, qui, prétextant une autorisation du pape Célestin V[1], *s'étaient établis et multipliés en Italie, en Sicile, en Provence, à Narbonne et à Toulouse.* — Avignon, 30 décembre 1317.

Reg. Aven., t. X, fol. 452 v°; *Reg. Vat.*, t. LXVII, n. 68, *de Curia*; Doat, t. XXXIV, fol. 147; Mahul, *Cartul.*, t. V, p. 660; *Corpus juris : Extrav. Joan. XXII*, tit. VII; Eubel, *Bullar. franc.*, t. V, p. 134, n. 297; Mollat, *Jean XXII*, n. 8147.

Ad perpetuam rei memoriam. — Sancta romana atque universalis Ecclesia... — Datum Avinioni, III kalendas januarii, anno secundo.

1. Il s'agit des frères de la pauvre vie, ou ermites célestins (appelés aussi quelquefois fraticelles), approuvés par Célestin V. Ils prétendaient mener une vie strictement érémitique, basée sur la pratique de la pauvreté absolue. Leurs chefs furent Fra Liberato et Fra Angelo Clareno, contemporain de Jean XXII. Angelo a raconté, dans son *Historia septem tribulationum* (*Archiv für Litteratur und Kirchengeschichte*, t. II), les persécutions auxquelles ils furent en butte, d'abord de la part de leurs frères du grand ordre franciscain, et puis de celle des successeurs de Célestin V sur la chaire de saint Pierre. Leurs prières et leurs instances ne purent jamais obtenir du Saint-Siège la reconnaissance canonique de leur agrégation. Les béguins ou bizoches étaient les membres du tiers-ordre franciscain, affiliés aux spirituels et partageant leurs erreurs (voir Introduction). Il ne faut pas les confondre avec les béguins orthodoxes, que l'Église a toujours reconnus. En février 1322 (n. 37), Jean XXII ordonna précisément, dans le mid. de la France et le nord de l'Espagne, une enquête destinée à distinguer les bons des mauvais. Par suite, un grand nombre de ceux-ci furent brûlés à Narbonne, Lunel, Lodève, Béziers, Capestang, Pézenas, Carcassonne et Toulouse (années 1319, 1320, 1321 et 1322). Voir *Liber sententiarum*, p. 313; Lea, *Hist. de l'Inquis* (trad. fr.), t. III, p. 89-95; Tanon, *Hist. des trib. de l'Inquis.*, p. 83-86; Mahul, *Cartul.*, t. V, p. 660-661, 672-683, d'après Doat, t. XXVII et XXVIII, *passim*; Bernard Gui, *Practica*, p. 264. Sur les béguins en général, voir Mosheim, *De beghardis et beguinabus commentarius*, Leipzig, 1790; Tocco, *Studii francescani*, Naples, 1909, p. 227-310; Tanon, *op. cit.*, p. 79-83; J.-M. Vidal, *Procès d'Inquisition contre Adhémar de Mosset*, dans *Revue d'histoire de l'Église de France*, 1910, t. I, p. 555-589, 682-699.

— 16 bis —

Jean XXII condamne les spirituels qui ont émigré de la Toscane en Sicile, ayant pour chef Henri de Ceva, apostat franciscain, et qui y ont constitué une sorte de congrégation indépendante [1]. *Il ordonne aux prélats de punir ces rebelles.* — Avignon, 23 janvier 1318.

Reg. Aven., t. VIII fol. 238; *Reg. Vat.*, t. LXVII, n. 381; *Bullar. rom.* (ed. Taurin, 1859), t. IV, p. 261; Raynaldi, ad ann. 1318, n. 45-52; Wadding, ad ann. 1318, n. 10-23 (*in ext.*); Eubel, t. V, n. 302, p. 137-142 (*in ext.*); Mollat, *op. cit.*, n. 6216.

Venerabilibus fratribus patriarchis, archiepiscopis et episcopis, ac dilectis filiis electis, ad quos littere iste pervenerint. — Gloriosam Ecclesiam... — Datum Avinioni, x kal. februarii, pontificatus nostri anno secundo.

1. Voir Tocco, *Studii francescani*, p. 395-421.

— 17 —

Jean XXII révoque les lettres de sauvegarde concédées jadis par Clément V à Aymeric Castel, de Carcassonne, et à d'autres. — Avignon, 30 mars 1318.

Reg. Aven., t. VIII, fol. 405; *Reg. Vat.*, t. LXVII, n. 728; Doat, t. XXXIV, fol. 138-140; Mahul, *Cartul.*, t. V, p. 660 (anal.); Mollat *op. cit.*, n. 6776 (anal.).

Dilectis filiis inquisitoribus heretice pravitatis in partibus Carcassonen. constitutis, salutem. — Ut commissum vobis negotium catholice fidei auctore Domino in vestris manibus prosperetur, libenter apostolice sollicitudinis partes apponimus et queque obstantia submovemus. Olim siquidem felicis recordationis Clementi pape V predecessori nostro pro parte quorumdam hominum de partibus Carcassonen. suggesto quod inquisitores pravitatis heretice illarum partium qui tunc erant et pro tempore fuerant multa illis gravamina et injurias irrogarant, iniquos contra eos et alios illarum partium processus contra justitiam facientes [1], idem predecessor hujusmodi suggestionibus aurem accomodans, bone memorie Petro, episcopo Penestrino, tunc tituli sancti Vitalis [2], et venerabili fratri nostro Berengario, episcopo Tusculano, tunc tituli sanctorum Nerei et Achillei [3] presbiteris cardinalibus, qui partium illarum notitiam obtinebant et per partes illas transitum facere tunc habebant suis dedit litteris in mandatis ut de premissis suggestionibus et aliis incidentibus se plenius informarent et nichilominus interim personis prosequentibus negotium memoratum de securitate ydonea pendente dicto negotio auctoritate apostolica providerent, nec permitterent eos per inquisitores eosdem aliquatenus molestari; prefati quoque cardinales hujusmodi commissionis pretextu Aymerico de Castro, burgensi Carcassonen., et quibusdam aliis tunc negotium prosequentibus supradictam securitatem hujusmodi pendente dicto negotio apostolica auctoritate prestantes, illos sub sua protectione et Sedis apostolice receperunt; quam receptionem idem predecessor ratam habens et gratam mandavit illam inviolabiliter observari, eisdem inquisitoribus districtius inhibendo ne contra prefatum Aymericum et alios officii

eorum pretextu procederent quoquomodo donec prefatum negotium esset per Sedem apostolicam terminatum et a Sede ipsa aliud reciperent in mandatis. Quia vero prefati Aymericus et alii circa proposita et objecta per eos ulterius coram predecessore prefato ac etiam coram nobis negotium ipsum prosequi neglexerunt et quasi negligunt, prefata protectione securi, nos nolentes sicut etiam nec debemus propterea vestrum officium impediri, securitatem ipsam penitus revocantes, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus contra eumdem Aymericum et alios in decreta vobis provincia Deum et justitiam habendo pre oculis procedentes, non obstantibus securitate predicta et aliis securitatibus, protectionibus, confirmationibus, ordinationibus et inhibitionibus quibuscumque dicti predecessoris, aut aliorum quorumlibet juxta formam vobis traditam ac canonicas sanctiones et de peritorum consilio officii vestri debitum curetis exequi diligenter. — Datum Avinioni, III kalendas aprilis, anno secundo.

1. Sur les allusions contenues dans cette bulle, voir les documents n. 3, note 1, et 6, note 2.

2. Pierre de la Chapelle, p. 13, note 2.

3. Bérenger Frédol, p. 13, note 3.

— 18 —

Le pape réclame à l'évêque de Maguelonne [1] *les dossiers de l'enquête faite par lui dans son diocèse contre des béguins et d'autres hérétiques.* — Avignon, 18 septembre 1318.

> *Reg. Vat.*, t. CIX, fol. 159 v°, n. 655 ; t. CX, part. 2, fol. 61, n. 287; Eubel, *Bull.*, n. 340 (*in ext.*); Coulon, n. 725 (anal.).

Venerabili.. fratri episcopo Magalonen. — Cum sicut audivimus... — Datum Avinioni, XIIII kalendas octobris, anno tercio.

1. André Frédol, O. S. A., évêque d'Uzès, le 20 mars 1314; transféré à Maguelonne, le 18 février 1318; meurt le 29 février 1328. *Gallia christ.*, t. VI, col. 633, 780-781; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 334, 539.

— 18 bis —

Même lettre adressée à l'évêque de Béziers [1]. — Avignon, 18 septembre 1318.

Reg. Vat., t. cx, part. 2, fol. 61, n. 287; Coulon, n. 726.

In e. m. episcopo Biterrensi.

1. Guillaume Frédol, d'abord abbé de Saint-Tibéry, promu à Béziers, le 5 ma 1313; mort en 1349. Eubel, *Hier.*, p. 141.

— 19 —

Sur les instances de Bernard Gui, inquisiteur de Toulouse, Jean XXII confère des bénéfices vacants à deux neveux et à deux notaires de cet inquisiteur. — Avignon, 21 septembre 1318.

Reg. Aven., t. xi, fol. 32 v°, 36, 39, 78; *Reg. Vat.*, t. lxix, n. 96, 100, 114, 115; Mollat, *Jean XXII*, n. 8434-8437 (anal.).

1° Parochia de Turagello [1], Pictaven. dioecesis, per dimissionem Joannis de Estapo vacans, confertur Aymerico Hugonis, nepoti fratris Bernardi Guidonis, inquisitoris Tolosani. — Litterarum scientia. — In eundem modum abbati Monasterii novi, et subdecano S. Hilarii Pictaven., ac Guidoni de Velletro, canonico Belvacen.

2° Canonicatus sub exspect. praebendae ecclesiae Montisregalis [2], Carcassonen. dioecesis, confertur Petro Boerii, ipsius inquisitoris in inquisitionis officio notario. — Laudabilibus tue probitatis meritis. — In eund. mod. praeposito Tolosano, et Guidoni de Velletro, Belvacen., ac Raymundo Costa, Ruthenen. canonicis.

3° Canonicatus sub exspect. praeb. et dignitatis seu officii ecclesiae S. Pauli de Fenolhedesio [3], Electen. dioec., confertur Guidoni Guidonis, dicti inquisitoris nepoti. — Tuam sinceram devotionem. — In eund. mod. archidiacono Carcassonen., et duobus supra proxime dictis canonicis.

4° Canonicatus sub exspect, praeb. ecclesiae S. Felicis Tolo-

sanae dioecesis, confertur Jacobo Manivesii [Marquesii ?], in officio inquisitionis notario, rectori eccl. de Davitz [5], Castren. dioec.. — Virtutum studiis. — In eundem modum archidiacono Albien., et cancellario Tolosan., ac Guidoni de Velletro.

Pro omnibus : Datum Avinioni, xi kal. octobris, pontificatus nostri anno tertio.

1. Thurageau (Vienne), arrond. de Poitiers.
2. Montréal (Aude), arrond. de Carcassonne.
3. Saint-Paul-de-Fenouillet (Pyrénées-Orientales), arrond. de Perpignan.
4. Saint-Félix-de-Caraman (Haute-Garonne), cant. de Revel, arrond. de Villefranche.
5. Avits, commune de Castres (Tarn).

— 20 —

Le pape recommande aux inquisiteurs de la foi présents et à venir de s'abstenir de toute molestation à l'endroit des consuls et des bourgeois de Montpellier, dont la fidélité séculaire à l'Église catholique, jadis remarquée par plusieurs papes, mérite encore d'être vivement louée. — Avignon, 2 novembre 1318.

Reg. Vat., t. cx, n. 960; Coulon, n. 756 A (*in ext.*).

Dilectis filiis inquisitoribus heretice pravitatis in regno Francie per Sedem apostolicam deputatis et in posterum deputandis. — Etsi zelo fidei [1] ... — Datum Avinioni, iiii nonas novembris, anno tercio.

1. Voir plus bas, n. 231, la confirmation de cette bulle par Urbain V; et dans Coulon, n. 756 B, 756 C, 756 D, 756 E, des lettres d'Honorius III et d'Alexandre IV en faveur de Montpellier. Voir plus loin, les n. 78, 87, 88, 98, 172, 311.

— 21 —

Le corps de Castel Faure, bourgeois de Carcassonne décédé depuis plus de quarante ans, a été enseveli dans le couvent des frères mineurs de cette ville [1]. Naguère, une sentence de l'inquisi-

teur Jean de Beaune [2], exécrant la mémoire du défunt, convaincu d'hérésie, ordonnait l'exhumation et la crémation de ses restes, si toutefois il était possible de les reconnaître parmi ceux des autres morts. Les frères mineurs, faussement accusés d'avoir mêlé les ossements de l'hérétique à ceux des autres, afin d'empêcher l'exécution de la sentence, sont reconnus innocents de ce crime à la suite d'une information entreprise par ordre du pape. — Avignon, 15 mars 1319.

Reg. Aven., t. XI, fol. 251 v° ; *Reg. Vat.*, t. LXIX, fol. 124 v°, n. 389; Eubel, *Bull.*, n. 357 (*in ext.*); Mollat, n. 9059 (anal.).

Dilectis filiis Petro Vitalis, guardiano, Arnaldo Gheminarii et Petro de Montelongo, ordinis fratrum minorum Carcassonen. etc. — Officii nostri debitum exigit ut que justicie convenire percipimus exequantur. Sane in nostra et fratrum nostrorum presentia propositum extitit quod corpus quondam Castelli Fabri civis Carcassonen. in loco fratrum vestri ordinis Carcassonen. sepultum fuit quadraginta annis et amplius jam elapsis; sed comperto pridem quod dictus Castellus heretica fuerat labe respersus, dilectus filius Johannes de Belna, ordinis fratrum predicatorum, in illis partibus inquisitor hereticorum per Sedem apostolicam deputatus, pronunciavit sententialiter ossa que dicti corporis fuerant exhumanda fore ac incendio, si discerni possent ab aliis fidelium ossibus, concremanda. Cumque perlatum ad nostram audientiam extitisset quod vos ne in eisdem ossibus ipsius Castelli talis executio fieri posset illa commiscueratis cum aliis ossibus fidelium eorundem et alias impedimentum prebueratis ne dicti inquisitoris pronunciatio hujusmodi exequtioni debite mandaretur, nos scire volentes an predicta per vos fuissent operibus adimpleta et in vos animavertere (*sic*) si vos super hujusmodi invenissemus culpabiles extitisse, hujusmodi negotium examinavimus diligenter, et quia per hujusmodi examinationem invenerimus quod tam fidelium quam Castelli prefatorum ossa eadem diu ante pronunciationem hujusmodi simul fuerant diversis temporibus et locis absque culpa vestra commista, vosque in executione predicta facienda impedimentum aliquod nullatenus prestitisse, sicut nobis minus veridica fuerat insinuatione suggestum, vos in hac parte de fratrum nostrorum predictorum consilio omnino inculpabiles reputamus, vosque decernimus nulla propter hoc nota infamie maculatos.

Nulli ergo, etc., nostre reputationis et constitutionis infringere, etc. — Datum Avinioni, idus martii, anno tercio.

1. Ce riche bienfaiteur des franciscains de Carcassonne était mort en 1278, assisté de six de ces religieux et son corps avait été inhumé dans le cimetière du couvent. Une enquête secrète, entreprise vingt-deux ans après, par Nicolas d'Abbeville et au cours de laquelle des témoins réputés sérieux furent interrogés, vint ternir la réputation d'orthodoxie attachée à la mémoire du défunt. L'inquisiteur acquit la conviction que Faure avait été reçu dans la secte cathare à son lit de mort. Il fit proclamer, en l'an 1300, dans toutes les églises de Carcassonne, un avis aux parents ou amis du mort, les invitant à défendre sa mémoire. On sait déjà le rôle joué dans cette affaire par les frères mineurs et surtout par Bernard Délicieux (n. 2, note 2). Ils essayèrent d'opposer aux témoignages des ennemis de Castel Faure les dépositions des frères qui avaient reçu son dernier soupir. L'inquisiteur affecta de ne rien entendre. Un appel au pape, rédigé à grand'peine par un homme de loi qui tremblait de peur et voulut rester inconnu, écrit par un notaire étranger, fut notifié à l'inquisiteur par surprise, au moyen d'un placard cloué à la porte de son hôtel. Pour le moment, toute procédure fut suspendue. Puis Nicolas d'Abbeville fut destitué de sa charge (1302). Le pontificat de Clément V amena une détente. Le fils de Castel Faure, Aymeric, avait résolument pris la défense de ses concitoyens mécontents (n. 6, note 2). On n'osa probablement plus parler de son père. Le dossier compilé par Nicolas d'Abbeville ne fut rerpis que par Jean de Beaune, dès que l'élection de Jean XXII eut inauguré une ère nouvelle. La bulle du 15 mars 1319 nous apprend que cet inquisiteur venait de prononcer la sentence si longtemps attendue. Les ossements du défunt devaient être exhumés et jetés au feu, si toutefois il était possible d'en faire le triage dans l'ossuaire du couvent. Le bruit courut que les frères mineurs, désireux de préserver coûte que coûte les restes de leur bienfaiteur de cette suprême exécution, les avaient mêlés à ceux d'autres défunts pour rendre inapplicable la sentence. Si ce bruit était fondé, les franciscains couraient le risque d'être punis pour avoir mis obstacle à l'exercice de l'Inquisition. Mais le pape n'écouta les insinuations de leurs ennemis que pour ordonner une enquête. Celle-ci leur fut favorable et Jean XXII les reconnut innocents par la présente bulle.

Si les ossements de Castel Faure continuèrent à reposer en terre bénite, la sentence de Jean de Beaune reçut, pour le reste, une rigoureuse application. Les biens du défunt furent confisqués. Le trésor royal en percevait encore les revenus en 1323. Doat, t. xxxiv, fol. 189, 215; Mahul, *Cart.*, t. v, p. 670, 671. En 1338, l'hôtel de Castel Faure à Carcassonne fut l'objet d'une contestation entre le fisc et Pierre de Manse, qui prétendait le tenir en légitime propriété de la reine, celle-ci l'ayant reçu en don du roi Philippe le Bel. Pierre finit par l'obtenir de la libéralité de Philippe de Valois. *Hist. de Lang.*, t. x, p. 831-833.

La femme de Castel Faure, Rixende, convaincue d'hérésie, comme son mari, longtemps après sa mort, fut condamnée en 1329. L'assemblée consultative du 8 septembre 1329 prononça l'exhumation de ses os (Douais, *La formule Com-*

municato, etc., p. 58) et cette sentence fut exécutée. Doat, t. xxvii, fol. 235 v° sq.; Mahul, *Cartul.*, t. v, p. 688.

Il a été question ailleurs d'Aymeric Castel (n. 6, note 2). Sur l'affaire de Castel Faure, voir encore Hauréau, *Bernard Délicieux, etc.*, p. 1-11, 167-175; d'après Doat, t. xxxiv, fol. 123-130.

2. Jean de Beaune, originaire de la ville de ce nom, en Bourgogne, fit ses études et sa profession religieuse dans le couvent des frères prêcheurs de Dijon. En 1316, il fut nommé à l'Inquisition de Carcassonne, en remplacement de Geoffroi d'Ablis, décédé. Outre le procès de Castel Faure repris par lui, en 1318 ou 1319, il poursuivit ou recommença ceux de Guillaume Salavert et d'Isarn Coll, d'Albi (1319; Biblioth. nat., ms. lat. *11847*, fol. 43 sq.), et celui de Guillem Garric, de Carcassonne (1320-1321; Douais, *Guillaume Garric et le tribunal de l'Inquisition*, p. 9). Il se prêta à la fondation d'une succursale du tribunal de l'Inquisition à Pamiers (n. 24, note 1) et délégua le dominicain Gaillard de Pomiès (10 décembre 1318) pour le remplacer auprès de l'évêque Jacques Fournier. Ms. Vatican lat. *4030*, fol. 69. La part qu'il prit personnellement aux travaux de ce tribunal se borne à une intervention tardive pour la conclusion des procès. Le 1er mai 1320, il prononça, avec l'évêque, la peine de mort contre deux vaudois obstinés et différentes pénitences contre d'autres hérétiques. Ms. *4030*, fol. 15, 18, 21, 22. Le 8 mars et le 2 août 1321, le 4 et le 5 juillet 1322, le 19 juin 1323, il assista à des actes de foi célébrés à Pamiers. Limborch, *Lib. sent.*, p. 286-289, 291-298, 393; ms. Vat. *4030, passim*. D'autres cérémonies de ce genre furent présidées par lui, à Toulouse (30 septembre 1319; Limborch, *op. cit.*, p. 209) avec Bernard Gui, et à Lodève (3 juillet 1323; Doat, t. xxviii, fol. 8-37) avec les vicaires généraux de l'évêque. S'il faut en croire dom Vaissete, *Hist. de Lang.*, t. ix, p. 398, il aurait tenu, en avril 1324, à Carcassonne, une assemblée consultative précédant le jugement de divers hérétiques. Il est avéré que l'*auto da fé* de Lodève fut préparé par une réunion semblable convoquée par lui, le 2 juillet 1323, dans la salle du chapitre. Douais, *La formule Communicato*, p. 16-19.

Le 29 juin 1321, il procéda à la réconciliation du bourg de Cordes (Limborch, *op. cit.*, p. 277-282) et, la même année, se rendit à Narbonne pour juger un béguin. Ce fut à l'occasion de l'assemblée convoquée pour examiner la culpabilité de ce prévenu qu'éclata la fameuse dispute sur la pauvreté du Christ et des apôtres, dont les suites furent si désastreuses (n. 37, note 1). *Hist. de Lang.*, t. ix, p. 397. Signalons encore quelques actes émanés de Jean de Beaune ou auxquels il eut part : le 14 janvier 1322, il délivra, de concert avec J. Fournier et B. Gui, des lettres de félicitations à Arnaud Sicre, espion de l'Inquisition. Ms. Vat. lat. *4030*, fol. 132 C; cf. n. 53. On verra ailleurs (n. 41) qu'il fut choisi, par l'évêque Pierre de Roquefort, comme exécuteur de ses dernières volontés.

Il résulte de divers passages du Registre de l'Inquisition de Pamiers (ms. *4030*, fol. 180, 301, 304, 311) qu'il était mort en août 1324. Le 7 de ce mois, l'audience du tribunal est présidée par Jean Duprat, son successeur. On attribue à Jean de Beaune une critique des erreurs de Pierre de Jean d'Olive, entreprise par ordre de Jean XXII et que Baluze a publiée. *Miscell.*, édit. Mansi, t. ii, p. 274-276. Sur cet inquisiteur, voir Quétif et Échard, *Scriptores ord. praed.*, t. i, col. 585-586; J.-M. Vidal, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers*, p. 86-88.

— 22 —

Le pape délègue l'archevêque de Toulouse [1], *les évêques de Pamiers* [2] *et de Saint-Papoul* [3], *pour connaître des crimes imputés à Bernard Délicieux, de l'ordre des frères mineurs* [4]. — Avignon, 16 juillet 1319.

Reg. Aven., t. xii, fol. 10 v°; *Reg. Vat.*, t. lxix, n. 866; t. cx, part. 2, fol. 3; Wadding, ad ann. 1318, n. xxiv; Baluze, *Vitae*, t. ii, col. 341; Eubel, *Bull.*, n. 372 (*in ext.*); Mollat, *Jean XXII* n. 9799.

Venerabilibus fratribus.. archiepiscopo Tolosano et. Appamiarum ac. Sancti Papuli episcopis. — Etsi cunctorum nequitia redundans in proximi lesionem merito cunctis bonis mentibus esse debeat odiosa, illorum tamen actus nepharios acrius prosequi debet censura judicii, qui voto regularis professionis astricti sub agni specie gestant lupum et sanctimonie habitum et pietatis opera exterius pretendentes per machinationes detestabiles proximorum exterminia moliuntur. Sane ad audientiam nostram fama, immo verius, infamia publica deferente pervenit, quod (*a*) Bernardus Deliciosi, ordinis minorum, in profunda malorum opera obstinans vota sua in illum prorupit horribilis factionis excessum ut, conspirans in mortem felicis recordationis Benedicti XI predecessoris nostri, operam dederit ut idem predecessor veneni poculo necaretur; et quod ad nephanda alia applicans actus pravos molitus est cum quibusdam hominibus Carcassonen. (*b*) necnon cum syndicis Albiensibus et castri de Cordua, Albiensis diocesis, ut a fidelitate clare memorie [Philippi] regis Francie recederent et quendam potentem in dominum sibi assumerent, ac Carcassonensem cum burgo, et Albiensem sibi traderent civitates et castrum predictum ; litterasque huiusmodi proditionis habite et tractate scripsit et sigillatas sigillo consulatus Carcassonen. detulit et assignavit dicto potenti, ipsumque rogavit et sibi consuluit quantum potuit et induxit, ut civitatum, burgi et castri predictorum dominationem reciperet, cum ex hoc posset toti patrie dominari : cuius quidem proditionis Petrus Probi, de Castris, et

(*a*) Wadding, Eubel : quod *frater.*
(*b*) Wadding, Eubel : hominibus *burgi.*

Arnaldus Garsie, de Albia, clerici, conscii et participes fuisse dicuntur. Dictusque Bernardus populum Carcassonen. subdolis predicationibus ac suasionibus deceptivis (*a*), adversus inquisitores heretice pravitatis et ordinem fratrum predicatorum sic studuit concitare quod prefatus populus ad domum et ecclesiam dictorum predicatorum in multitudine gravi et armorum impetu concurrentes ipsorum domum et ecclesiam expugnarunt. Idemque Bernardus carceres dictorum inquisitorum fecit seu procuravit frangi et aperiri, et inde plures dampnatos de heresi abstrahi et liberari, et quamplures domos hominum burgi Carcassonen. amicorum dictorum predicatorum penitus demoliri, prede ipsorum bonis ac viridariis et prediis expositis vastitati. Et alias (*b*) plures sermones, tam in ecclesiis, quam extra publice fecisse dicitur adversus inquisitores et predicatores predictos, ex quibus eos graviter infamavit, et in fidelium cordibus reddidit odiosos; eorumque processus corruptus pecunia coram quibusdam predecessoribus nostris romanis pontificibus et dicto rege Francie studuit impugnare, hereticis seu credentibus et receptatoribus eorumdem prebendo auxilium consilium et favorem; prefatis clericis eidem in proditione (*c*) et predicationibus et aliis commissis contra officium inquisitorum predictorum consentientibus, participantibus et alias sibi prestantibus auxilium, consilium et favorem. Preter hec, idem Bernardus nonnulla alia detestabilia presumpsisse et commisisse dicitur, que non possent presentibus absque diffusa recitationis serie enarrari. Licet igitur super premissorum aliquibus et aliis detestabilibus commissis per eum contra dictum Bernardum de mandato Sedis apostolice fuerit hactenus inquisitum, quam inquisitionem vobis duximus remittendam : volentes tamen, ut super premissis et nonnullis aliis articulis, quos vobis sub bulla nostra mittimus interclusos, super quibus etiam dictus Bernardus publica infamia noscitur laborare, per vos diligentius inquiratur, fraternitati vestre presentium tenore committimus et mandamus, quatinus, vos, vel duo vestrum, in civitate Tholosana (*d*) vel alibi, ubi expedire videritis, de predictis omnibus et aliis singulis in articulis predictis contentis contra Bernardum et clericos supradictos, quos iam captos

(*a*) Wadding, Eubel : *decipiens*.
(*b*) Wadding, Eubel : *aliter*.
(*c*) *Reg. Aven.* et *Vat.* : *predicatione*.
(*d*) Wadding, Eubel : *Tolosae*.

et sub custodia fida detentos ad vos mitti volumus et mandamus, et quoscumque alios clericos, de quibus vobis videbitur, summarie et de plano, ac sine strepitu et figura iudicii inquiratis diligentius veritatem; et, si per inquisitionem iam factam, vel per vos faciendam, seu per confessionem eorum aut alias (*a*) vobis legitime constiterit de premissis vel eorum aliquibus, contra eos ad penas debitas, etiam degradationem, quam per vos aut duos ex vobis fieri volumus, nullis episcopis seu prelatis aliis, si haberi non possint commode, convocatis, et penas alias graviores, si enormitatum ipsarum exegerit qualitas, auctoritate nostra iuxta sanctiones canonicas, appellatione seu provocatione remota, procedatis : constitutione aliqua non obstante, seu indulgentiis apostolicis ordini predicto concessis, quod fratres dicti ordinis per litteras apostolicas nequeant conveniri, vel contra ipsos quoquo modo procedi non possit, nisi in dictis litteris de indultis (*b*) huiusmodi eorumque toto tenore de verbo ad verbum plena et expressa mentio habeatur ; contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo. Testes autem qui fuerint nominati, si se gratia, odio vel timore (*c*) subtraxerint, censura simili appellatione cessante compellatis veritati testimonium perhibere. — Datum Avinioni, XVII kal. augusti, anno tertio.

(*a*) Wadding, Eubel : *aliter*.
(*b*) Wadding, Eubel : *indulgentiis*.
(*c*) Wadding, Eubel : *amore*.

1. Jean Raymond de Comminges, évêque de Maguelonne, le 29 juillet 1309; transféré à Toulouse, dont il est le premier archevêque, le 13 novembre 1317; créé cardinal du titre de Saint-Vital, le 18 décembre 1327; évêque de Porto, en 1329; mort le 20 novembre 1344. Baluze, *Vitae*, col. 753; *Gall. christ.*, t. VI, col. 779; t. XIII, col. 38-39; *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 444-445; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 15, 334, 515.

2. Jacques Fournier; voir n. 24, note 1.

3. Raymond de Mostuéjouls, abbé de Saint-Tibéry, puis évêque de Saint-Flour (31 juillet 1317); transféré à Saint-Papoul, le 16 avril 1319; et promu au cardinalat, le 18 décembre 1327. Il mourut le 13 novembre 1335. *Gallia christ.*, t. VI, col. 714; t. II, col. 422-423; t. XIII, col. 301-302; *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 368; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 15, 261, 409.

4. Sur les débuts de Bernard Délicieux, voir n. 2, note 2. Bernard se mit, en 1317, à la tête des spirituels de Narbonne et de Béziers (n. 15) et tenta de prendre leur défense devant le pape. Il fut jeté sur-le-champ en prison et soumis à une enquête dont le pape confia la direction à Guillaume Méchin, évêque de Troyes, et à Pierre Letessier, abbé de Saint-Sernin. Trois

chefs d'accusation pesaient sur lui : 1° envoûtement ayant causé la mort du pape Benoît XI; 2° conspiration contre le roi de France, dans le but de livrer Carcassonne, Albi et Cordes à l'infant de Majorque; 3° obstruction au libre exercice de l'Inquisition. Le dossier fut constitué au bout de deux ans; et, le 16 juillet 1319, par la présente bulle, le pape délégua les juges de Bernard. Tous trois se réunirent d'abord à Castelnaudary; puis, l'archevêque de Toulouse s'étant retiré, les deux évêques se fixèrent à Carcassonne, où le prévenu avait été transféré. L'inquisiteur Jean de Beaune s'assit à côté d'eux, à l'audience, ainsi que le sénéchal de Carcassonne et les réformateurs royaux, Raoul, évêque de Troyes, et Jean, comte de Forez.

Devant cette cour imposante comparurent d'abord d'anciens complices de Bernard dans les affaires d'Albi et de Carcassonne, qui se firent ses accusateurs. Il subit lui-même de nombreux interrogatoires, avoua sans difficulté la part qu'il avait eue dans les troubles suscités contre l'Inquisition, mais refusa de se reconnaître coupable de trahison. La torture ne vint pas à bout de son obstination, sur ce point pas plus que sur le chef d'envoûtement. Le procès, commencé en septembre, fut clos le 8 décembre. Retenu coupable d'obstruction à l'Inquisition sous diverses formes, de trahison contre le roi de France et de nécromancie, mais reconnu innocent de tout complot contre Benoît XI, l'accusé fut condamné à la dégradation ecclésiastique et à l'emprisonnement perpétuel, au pain et à l'eau, dans le « mur » de Carcassonne. On procéda sur-le-champ à sa dégradation. Voir la sentence dans Limborch, *Liber sentent. Inquisitionis Tholosanae*, p. 268-273. Les procureurs royaux, Raymond Foucault et Raymond Lecourt, protestèrent, le lendemain, contre cette sentence, à leur avis trop clémente, et firent appel au pape. Par contre, les juges de Bernard, pris de pitié pour sa faiblesse et ses infirmités, le dispensèrent des fers et du jeûne. Ils lui laissaient même le froc de son ordre; mais le pape ordonna de le lui arracher, le 25 février 1320 (voir n. 27). Hauréau, *Bernard Délicieux*, p. 143-165, 198-218; *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 390-393 et notes. Voir aussi *Fragmenta ord. praed.* de B. Gui, dans *Hist. des Gaules et de la France*, t. XXI, p. 743-744, 748-749; Baluze, *Vitae*, t. I, col. 116, 648 sq., 672, 676, 681, 691, 696, 753, 758.

— 23 —

Le pape Jean XXII relève un juge ecclésiastique de l'irrégularité qu'il a pu contracter en appliquant à la torture une femme accusée de sortilège et d'hérésie et en causant la mort de la malheureuse. — Avignon, 28 juillet 1319.

Reg. Aven., t. XII, fol. 482 v°; *Reg. Vat.*, t. LXIX, fol. 452, n. 1437; Mollat, *Jean XXII*, n. 9843 (anal.).

Dilecto filio Seguino de Belegneyo, canonico Eduen., etc. — Petitio tua nobis exhibita continebat quod cum tu olim venerabilis fratris nostri Fortii [1], episcopi Pictavien., judicis ecclesiastici officium exerceres, et quedam mulier super criminibus sortilegii et heretice pravitatis publice diffamata coram te super criminibus ipsis accusata fuisset nichilque confiteri voluisset de criminibus antedictis, tu, de consilio quorumdam proborum qui se asserebant vidisse penis examinari hereticos in partibus Tholosanis [2], fecisti plantas pedum eiusdem mulieris iuxta carbones accensos apponi, que ipsorum calorem sentiens et ardorem quamplurima erronea et orrenda contra catholicam fidem fuit confessa et multos in dictis erroribus sibi consocios et complices revelavit, qui exigentibus eorum demeritis fuerunt postmodum juxta iuris exigentiam condempnati; que omnia sic inventa, ut communiter creditur, nunquam revelata fuissent nisi mediantibus tormentis eiusdem (*sic*) predicta mulier revelasset. In quibus quidem sic revelatis et confessis dicta mulier perseverans, dum deliberaretur que pena propter premissa imponenda fuisset eidem, in carcere eiusdem episcopi diu post confessionem predictam debitum nature persolvit. Verum quia dubitatur ne propter predicta tormenta citius decesserit quam alias decessisset mulier supradicta si tormentata minime extitisset; propter quod, quamvis propter defensionem et zelum catholice fidei consensisses, dubitas irregularitatis maculam incurrisse, nobis humiliter supplicasti ut tecum super irregularitate si quam ob hoc incurristi dispensare misericorditer dignaremur. Nos itaque tuis in hac parte supplicationibus inclinati benignius annuentes ac tibi de salubri remedio providere volentes, tecum super irregularitate huiusmodi, si quam propterea forsitan contraxisti, quod, ea non obstante posses ad omnes ordines promoveri et ecclesiasticum beneficium obtinere, etiam si dignitas fuerit, auctoritate apostolica dispensamus. Nulli ergo, etc., nostre dispensationis infringere, etc. — Datum Avinioni, v kalendas augusti, anno tercio.

1. *Fortius* d'Auch, ou Daux, chanoine de Poitiers, devient évêque de cette église, le 29 mars 1314; il meurt le 8 mars 1357. *Gallia christ.*, t. II, 1190-1191; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 419.

2. L'usage de la torture dans les tribunaux d'Inquisition fut autorisé par des bulles d'Innocent IV, 15 mai 1252 (Potthast, n. 14592), d'Alexandre IV,

30 novembre 1259 (Potthast, n. 17714) et de Clément IV, 3 novembre 1265 (Potthast, n. 19433). Nous avons relevé (*Jean Galand*, p. 18-20; *Tribunal d'Inquisition de Pamiers*, p. 170-177) un certain nombre d'allusions à cet usage dans les tribunaux du Midi. Le présent recueil en offre quelques autres (n. 53 note, 143, 186, 341).

— 24 —

Ordre est donné par Jean XXII à l'évêque de Pamiers de procéder contre trois individus voués aux pratiques de la magie et au culte des démons. — Avignon, 28 juillet 1319.

Reg. Vat., t. LXIX, n. 963; Mollat, *Jean XXII*, n. 9842 (anal.).

Venerabili fratri .. [1] episcopo Appamiarum. — Ad audientiam nostram non sine dolore cordis pervenit quod filii Belial Petrus Ademarii, presbitero (*sic*), et Petrus Ricardi [2], ordinis carmelitarum, et Galharda Enquede, de Monte Galhardo [3], mulier, per devia vitiorum vagantes factionibus ymaginum, incantationibus et consultationibus demonum, fascinationibus, maleficiis et aliis diversis adinventionibus superstitiosis intendunt [4], sicque non solum seipsos precipitant in gehennam, sed et multos trahunt verbis, perit... et exemplis. Nos autem viam precludere huiusmodi et aliis erroribus ingenti desiderio affectantes, ac confisi de zelo quem ad iustitiam geris ut criminosi et crimina compescantur, fraternitatem tuam hortamur attente per apostolica nichilominus tibi scripta mandantes quatinus contra presbiterum, Petrum Ricardi et mulierem predictos, quos tuus carcer dicitur retinere inclusos, et alios si qui sunt principales in illis partibus errorum huiusmodi sectatores inquiras per te, vel alium, seu alios, summarie, de plano, sine strepitu et figura iudicii, auctoritate nostra ubi tua non suffecerit plenarie veritatem; et si presbiterum, Petrum et mulierem et alios supradictos huiusmodi scelerum inveneris fore reos, cum dignum sit rigorose procedere ubi sic graviter deliratur, de hiis que contra tales iuris sancit auctoritas nil omittas, ita quod dum suos actores debita pena tenuerit, cessent crimina, proscribantur delicta, catholica fides ex erroribus predictis turbata clarescat, status eius in tranquillo rema-

neat, puniantur sui sceleritate malefici et ceteri perversa presumere terreantur. — Datum Avinioni, v kal. augusti, anno tercio.

1. Jacques Fournier, de Saverdun (Ariège), d'abord profès dans le monastère cistercien de Boulbonne, puis abbé de Fontfroide, au diocèse de Narbonne, fut promu à l'évêché de Pamiers, le 19 mars 1317. Transféré à Mirepoix le 3 mars 1326, il fut créé cardinal (du titre de Sainte-Prisque) le 19 décembre 1327, et fut élu pape (Benoît XII) le 16 décembre 1334. *Gallia christiana*, t. vi, col. 199, 210-211; t. xiii, 160-161, 268-269; Eubel, *Hier.*, p. 15, 16, 94, 360; X. Le Bachelet, *Benoît XII*, dans *Dictionnaire de théologie catholique* de Vacant-Mangenot, t. ii, col. 653-704; J.-M. Vidal, *Notice sur les œuvres du pape Benoît XII*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique*, 1905, t. vi, n. 3, 4.

Étant évêque de Pamiers, il déploya une grande activité dans la répression de l'hérésie. Il créa une succursale de l'Inquisition de Carcassonne, et, avec l'aide de Gaillard de Pomiès, lieutenant de l'inquisiteur, il fit des procès à plus de cent hérétiques, ses diocésains. Les actes de la plupart de ces procès sont contenus, les sentences exceptées, dans un volumineux manuscrit conservé à la bibliothèque Vaticane sous la cote : Vat. lat. *4030*. La description de ce volume a été faite par Mgr Douais, *Documents, etc.*, p. ciii-cvii; par Ch. Molinier *Études sur quelques manuscrits des bibliothèques d'Italie concernant l'Inquisition et les croyances hérétiques du* xiie *au* xviie *siècle*, dans *Archives des missions scientifiques et littéraires*, t. xiii, et par nous-même, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers*. Il est heureusement complété par le *Liber sententiarum Inquisitionis Tholosanae*, publié par Limborch, et par les tomes xxvii et xxviii de Doat, où l'on trouve la conclusion d'un bon nombre de procès présidés par Jacques Fournier. Douais, *Documents, etc.*, p. cviii-cx.

Le ms. *4030* ne contient pas les interrogatoires des trois sorciers dont il est question dans le présent document. Nous savons néanmoins que le moine Pierre Record, convaincu de sorcellerie, fut condamné à la dégradation et à la prison perpétuelle, le 17 janvier 1329, par le successeur de Jacques Fournier, Dominique Grima, et par les inquisiteurs Henri de Chamay et Pierre Brun. Doat t. xxvii, fol. 150-156. Notre recueil compte plusieurs documents se référant à l'action de Jacques Fournier contre l'hérésie, à Pamiers : n. 22, 25 (note 4), 27, 53 (note 6), 64; à Mirepoix : n. 73; durant son cardinalat : n. 100, 128, 140, 141, 176; durant son pontificat : n. 142-181.

2. Il faut probablement lire *Petrus Recordi*. Un carme de ce nom fut condamné pour sorcellerie, à Pamiers, le 17 janvier 1329. Voir note précédente et Lea, *Hist. de l'Inquisition*, trad. fr., t. iii, p. 550-551.

3. Montgailhard (Ariège), cant. et arrond. de Foix.

4. Sur les pratiques de sorcellerie et leur répression, voir n. 30 *bis*, 67, 103, et Introduction, p. xlviii-li.

— 25 —

Sauf-conduit pour Bertrand Barrau, chapelain de l'évêque de Pamiers, chargé de ramener à ce dernier les hérétiques Raymond de la Côte et Jean de Vienne et deux femmes que l'évêque avait cru devoir envoyer à la cour d'Avignon. — Avignon, 26 août 1319.

Reg. Aven., t. XI, fol. 547; *Reg. Vat.*, t. LXIX, n. 151, *de Curia*; Mollat, *Jean XXII*, n. 10236 (anal.).

Universis ad quos presentes littere pervenerint, salutem. — Cum ven. frater noster ..[1] episcopus Appamiarum, Raymundum de Costa[2] et Johannem de Viana[3] cum duabus mulieribus, quos pro certis eorum criminibus[4] ceperat, nobis captos transmiserit, nosque illos per Bertrandum Barravi[5], prefati episcopi capellanum, ex certis causis ligatos ad prefatum episcopum renunciamus, Universitatem vestram requirimus et attente rogamus per apostolica vobis scripta mandantes quatinus prefatum capellanum, cum per partes vestras transitum fecerit, libere permittatis abire cum carceratis eisdem; ita quod eos secure et libere reducere valeat ad episcopum memoratum, nullam sibi et eis molestiam seu violentiam inferentes, taliter quod vos propterea de prompta obeditione commendare merito valeamus. — Datum Avinioni, VII kalendas septembris, anno tertio.

1. Jacques Fournier ; voir n. 24, note 1.
2. La Côte-Saint-André (Isère), arrond. de Vienne.
3. Vienne, sous-préfecture du départ. de l'Isère.
4. Les deux femmes avaient nom Agnès Franc et Huguette, et, comme le diacre Raymond de Sainte-Foi et Jean Fustier, mari de la deuxième, elles appartenaient à la secte vaudoise. Leurs procès sont contenus dans le ms. *4030*, lat. Vatican.(n. 24, note 1); celui de Raymond, du fol. 1 ou fol. 17 v°; celui d'Agnès, du fol. 17 v° au fol. 18 v°; celui de Jean, du fol. 107 au fol. 109 v°; celui d'Huguette, du fol. 109 v° au fol. suivant (non folioté). Le texte en est plein d'intérêt à cause des nombreux renseignements qu'il offre sur les doctrines de la secte. Ces quatre individus étaient venus du Dauphiné, où sans doute ils n'étaient pas en sûreté, s'établir à Pamiers. Groupés autour de leur diacre, ils menaient une vie simple et laborieuse. Saisis par ordre de Jacques Fournier, en 1319, ils furent d'abord interrogés par lui et envoyés à Avignon. Mais le pape les fit reconduire immédiatement à Pamiers (n. 25). Leurs procès se poursuivirent en 1320 et 1321. Raymond de la Côte et Agnès Franc furent livrés au bras séculier le 1er mai 1320 (ms. *4030*, fol. 27 v°, 32 v°, 33, 35); Jean de Vienne et

Huguette, sa femme, subirent le même sort le 2 août 1321. Leur sentence a été publiée par Limborch, *Liber sent.*, p. 289-291. Voir Vidal, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers*, p. 15, 30, 129-135, 212, 215.

5. Ce Bertrand Barrau prend part comme témoin d'office à plusieurs séances du tribunal de l'Inquisition de Pamiers. Ms. *4030*, fol. 106, 109, 112 v°, 151 v°, 156, etc.

— 26 —

Le pape ordonne à l'archevêque de Toulouse [1] *de procéder, selon les règles canoniques, à la dégradation de Jean Philibert* [2], *prêtre du diocèse de Besançon, habitant dans le diocèse d'Auch et inculpé d'hérésie vaudoise.* — Avignon, 6 février 1320.

Reg. Vat., t. LXX, fol. 11 v°, n. 41, *de Curia*; Limborch, *Liber sentent. Inquisitionis Tholosanae*, p. 274; Douais, *Practica Inquisitionis heretice pravitatis*, p. 120; Guérard, *Documents pontificaux sur la Gascogne*, t. I, p. 172, n. 113 (*in ext. in omnibus loc. cit.*); Coulon, n. 998 (anal.) ; Mollat, *op. cit.*, n. 12061 (anal.).

Venerabili fratri .. archiepiscopo Tholosano. — Nuper fide digna relatione... — Datum Avinioni, VIII idus februarii, anno quarto.

1. Jean Raymond de Comminges ; voir n. 22, note 1.

2. Cet hérétique était originaire de la Chapelle-Saint-Sauveur (Saône-et-Loire). Ayant reçu, vers l'an 1293, mission de l'inquisiteur de Bourgogne de rechercher et de capturer certains vaudois fugitifs, il poussa jusque dans le diocèse d'Auch, où il se trouva en contact avec des communautés d'hérétiques. Il se fixa au milieu d'elles et se laissa gagner à leurs doctrines et à leurs pratiques. De retour dans son pays natal, en 1298, il fut traduit devant l'inquisiteur Gui de Reims, interrogé et emprisonné à Saint-Laurent-la-Roche (Jura). On ne put lui arracher ni le serment de dire la vérité, ni les noms des hérétiques fréquentés par lui en Gascogne. On en tira cependant quelques détails sur les doctrines de la secte. Il finit par abjurer, et, sous condition qu'il s'appliquerait désormais à la poursuite des hérétiques, on le mit en liberté. Il reprit aussitôt le chemin de la Gascogne et revint à ses anciennes erreurs. En octobre 1311, il fut arrêté, conduit à Toulouse et interrogé par Bernard Gui. Il rejeta de nouveau l'erreur vaudoise, mais sans conviction, puisque, de sa prison même, il continuait à correspondre avec un des chefs de la secte, qui lui envoyait des vêtements. Son procès dura jusqu'en 1319. Le 30 septembre de cette année, dans la cathédrale de Toulouse, Philibert fut condamné comme relaps à être livré au bras

séculier, après avoir subi la dégradation canonique. Comme on le voit par le présent document, cette opération n'avait point été encore accomplie le 6 février 1320. L'archevêque reçut la bulle du pape le 5 mars suivant, à Miélan (Gers). Il ne l'exécuta que le 15 juin, non sans avoir pris connaissance du dossier de l'Inquisition. La dégradation eut lieu dans la cathédrale toulousaine, en présence de plusieurs abbés, prélats, docteurs, des représentants de l'inquisiteur et d'une foule nombreuse. Philibert, successivement dépouillé des insignes de chaque ordre, fut remis, la tête rasée, aux officiers civils, qui l'exécutèrent sur-le-champ. *Liber sententiarum Inquis. Tholosanae*, publié par Limborch, p. 252-255, 274-276; Douais, *Practica Inquisitionis her. prav.*, p. 120.

— 27 —

Le pape ordonne aux évêques de Pamiers et de Saint-Papoul, juges de Bernard Délicieux, d'aggraver la sentence portée contre lui, en lui arrachant le froc religieux [1]. — Avignon, 25 février 1320.

Baluze, *Vitae*, t. II, col. 365; Eubel, *Bull.*, n. 388 (*in ext.*).

Johannes episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus Appamiensi et Sancti Papuli episcopis salutem et apostolicam benedictionem. — Cum nimis indecens videatur quod frater Bernardus Delitiosi, ordinis minorum, pro tam enormibus criminibus condemnatus, religionis adeo venerabilis habitum extra dictum ordinem in carcere deferat, presertim cum si pro levioribus culpis esset ad ipsius ordinis carcerem deputatus, hujusmodi habitum in eodem ordine non deferret, fraternitati vestre de fratrum nostrorum consilio per apostolica scripta precipiendo mandamus quatinus eidem fratri Bernardo, sublato cujusvis tarditatis obstaculo, dictum habitum auferatis, ab omni mitigatione penitentie per vos eidem imposite, quam nobis et apostolice Sedi reservamus specialiter abstinendo, nisi a nobis super hoc aliud receperitis in mandatis. — Datum Avinioni, v kalendas martii, pontificatus nostri anno quarto.

1. Voir n. 22, note 4.

— 28 —

En considération de Jean de Beaune[1], *inquisiteur de Carcassonne, Jean XXII accorde à Menet de Robécourt*[2], *clerc de Toul, notaire, l'expectative d'un bénéfice avec ou sans charge d'âmes, dont la collation revient à l'archevêque de Narbonne dans son propre diocèse.* — Avignon, 11 mars 1320.

Reg. Aven., t. XIII, fol. 502; *Reg. Vat.*, t. LXX, n. 1105; Mollat, *op. cit.*, n. 11109.

Dilecto filio Menneto de Roberticuria, clerico Tullen. diocesis, notario, salutem, etc. — Datum Avinioni, quinto idus martii, anno quarto.

1. Voir p. 47, n. 2.

2. Robécourt (Vosges), cant. de Lamarche, arrond. de Neufchâteau. Menet, clerc du diocèse de Toul, notaire de par l'empereur et le roi, attaché à l'Inquisition, devint notaire apostolique le 29 octobre 1323. *Regest. Vatic.*, t. LXXV, n. 1723. Un document du 14 février 1335 nous apprend qu'il était chanoine de Bourges (*Regest. Vatic.*, t. CXX ep. 577; Vidal, *Lettres communes de Benoît XII*, n. 1256) ; un autre, du 18 février 1340, le qualifie de chanoine de Montréal, au diocèse de Carcassonne (n. 176). Le contenu même de cette dernière pièce laisse supposer qu'il ne monta pas plus haut dans l'échelle des dignités ecclésiastiques. Son nom figure au bas des actes de l'Inquisition de Carcassonne, dès l'an 1321. Il est présent à la réconciliation de la ville de Cordes (21 juin 1321). Limborch, *op. cit.*, p. 281. Les 30, 31 juillet et 1er août de la même année, il dresse le procès-verbal des aveux de plusieurs hérétiques de Pamiers. Ms. Vat., lat. *4030*, fol. 87, 89, 93, 100-103, 109, etc.

Il instrumente dans un grand nombre d'actes présidés par Jean Duprat et Henri de Chamay, de 1323 à 1330. Il assiste aux consultations juridiques provoquées dans diverses villes du Midi par ces deux inquisiteurs. Douais, *La formule Communicato*, p. 16-62. Le 5 octobre 1325, en vertu de la délégation reçue de l'inquisiteur, « d'entendre et d'écrire, en son absence et en l'absence de ses lieutenants, par manière d'information provisoire, les dépositions et les aveux en matière de foi, » il fait saisir et interroge le prêtre Pierre de Tournemire, de Montpellier. Ce malheureux s'était fait affilier, dès l'âge de douze ans, à la secte des béguins, et, bien qu'il se fût repenti au bout de six mois et eût fait pénitence de sa faute, on n'hésitait pas à y revenir. Sans égard pour son état, qui était désespéré, sans consentir à recevoir une forte caution offerte par ses amis, Menet de Robécourt et Raymond Pelat, son collègue, l'avaient fait hisser sur un cheval et traîner demi-mort jusqu'à Béziers. Plusieurs chutes avaient encore aggravé son mal et les médecins déclaraient qu'il fallait renoncer à passer outre. Malgré leurs protestations et celles des amis du malade, celui-ci fut conduit à Carcas-

sonne, où, à la hâte, il fut interrogé par Menet et put, avant d'expirer, protester de son orthodoxie. Le procès-verbal de ces déclarations suprêmes fut plus tard attaqué pour avoir été dressé contre toutes les règles du droit. Menet y avait mentionné, comme s'ils eussent été témoins de la scène, deux religieux qui n'avaient presque rien entendu. Voir leur déposition, faite le 28 octobre, dans Doat, t. xxxv, fol. 11 ; Mahul, *Cart.*, t. v, p. 675. Ce n'avait pas été sans grande peine que les amis du défunt s'étaient fait livrer copie de cet acte et des autres dépositions. Ni l'inquisiteur Jean Duprat ni ses successeurs n'avaient consenti à leur rendre justice. Aymon de Caumont fut sommé par Clément VI d'écouter les plaignants (n. 189). Mais quatorze années s'écoulèrent encore avant qu'une assemblée de jurisconsultes fût appelée à statuer sur le cas de Pierre de Tournemire, mort depuis trente-deux ans. Le 21 décembre 1357, vingt-sept conseillers, réunis à Montpellier, sous la présidence de l'évêque de Maguelonne et de frère Arnaud Delher, prieur du couvent des dominicains de Montpellier et lieutenant de l'inquisiteur de Carcassonne, Étienne de l'Église, donnèrent gain de cause aux héritiers du défunt, dont la mémoire fut réhabilitée. Voir n. 189 et Germain, *Une consultation inquisitoriale au* XIVe *siècle*, dans *Mém. de la Société archéol. de Montpellier*, t. III, p. 330-341 ; dans Mahul, *Cartul.*, t. v, p. 675, la déposition d'un des religieux, témoins de la mort de P. de Tournemire.

Pierre de Tournemire ne fut pas le seul à pâtir des durs procédés dont il semble que Menet de Robécourt ait eu l'habitude. On lira plus loin (n. 176) la sentence prononcée contre ce notaire par Benoît XII à la suite de poursuites abusives entreprises contre quelques bourgeois d'Albi, qui, outrés des excès de certains inquisiteurs, les avaient dénoncés au pape. Non seulement cette procédure fut annulée, mais son auteur fut condamné aux dépens et au paiement d'une amende, destitué de ses charges auprès de l'Inquisition et rendu inapte à en tenir d'autres à l'avenir (18 février 1340 ; cf. n. 154-155, 176, 181).

Quelques habitants d'Albi et de Castres dénoncèrent à Clément VI la conduite scandaleuse de Menet dans l'affaire du juif converti et relaps, Jean de Lombers. Pour réduire à néant les accusations dont ces bourgeois l'avaient accablé, celui-ci ne trouva rien de mieux que de corrompre à prix d'argent le commissaire inquisitorial, qui devint tout à coup son plus ardent défenseur. Mais les témoins, trop véridiques, gênaient fort la manœuvre de celui-ci. Ne pouvant obtenir d'eux qu'ils rétractassent leurs dépositions, il en fit interpoler le texte et se promit bien de tirer vengeance de cette obstination. Et de fait, les malheureux furent saisis par ordre de l'inquisiteur, le 25 décembre 1342, et jetés dans d'obscurs cachots, d'où leurs plaintes réussirent cependant à s'élever jusqu'au pape. Clément VI commit l'évêque de Carcassonne pour examiner leurs griefs (31 janvier 1343). Cf. n. 186 et J.-M. Vidal, *Menet de Robécourt, commissaire de l'Inquisition de Carcassonne*, dans le *Moyen âge*, 1903, p. 425-449.

— 29 —

Jean XXII exige du sénéchal de Carcassonne, Aimeri du Cros [1], *la remise d'un prêtre inculpé de sorcellerie et de ses complices incarcérés à Carcassonne. Deux familiers du pape, Gaillard de Mazeroles et Pierre de Lapenne, sont chargés de conduire les coupables à Avignon.* — Avignon, 22 juin 1320.

Reg. Vat., t. cx, part. 1, fol. 57 v°, n. 190 ; Coulon, n. 1109 (*in ext.*).

Dilecto filio nobili viro Aymerico de Cros, senescallo Carcassonensi. — Operosum studium quod... — Datum Avinioni, x kal. julii, anno quarto.

1. Aimeri du Cros, sénéchal de Carcassonne et de Béziers, de 1311 à 1321. Léopold Delisle, dans *Historiens des Gaules*, t. xxiv, Préface, p. 257-258 ; *Histoire de Languedoc*, t. ix, p. 404.

— 30 —

A l'évêque et à l'inquisiteur de Carcassonne, touchant l'exécution du mandat qui précède. Ils remettront aux envoyés apostoliques, avec les coupables, les actes des procès qui leur ont été intentés. — Avignon, [22 juin 1320].

Reg. Vat., t. cx, part. 1, fol. 57 v°, n. 191 ; Coulon, n. 1110 (*in ext.*).

Ven. fratri P[etro] [1], Carcassonen. episcopo, et dil. filio inquisitori [2] her. prav. in partibus Tholosan. et Carcassonen. a Sede apostolica deputato. — Presbiterum illum de... — Datum ut supra.

1. Pierre de Roquefort; cf. n. 41, note 1.
2. Jean de Beaune ; cf. n. 21, note 2.

— 30 bis —

Par ordre du pape Jean XXII, le cardinal Guillaume Goudin écrit aux inquisiteurs de Toulouse et de Carcassonne pour leur recommander de sévir contre les invocateurs des démons, ceux qui les adorent et font des pactes avec eux, qui fabriquent des images de cire ou de toute autre matière, les baptisent ou les confirment; contre les sorciers et ceux qui abusent de l'eucharistie et des autres sacrements pour produire des maléfices. Les inquisiteurs devront procéder de concert avec les évêques diocésains. Ainsi la compétence des inquisiteurs se trouve étendue à de nouveaux cas [1]. — Avignon, 22 août 1320.

Reg. Vat., t. xcviii, n. 2, *de Curia* : document inséré dans une bulle de Jean XXII du 4 novembre 1330; Doat, t. xxxiv, fol. 181; Raynaldi, *Annal.*, ad ann. 1320, n. 31; Hansen, *Quellen und Untersuchungen zur Geschichte des Hexenwahns im Mittelalter*, Bonn, 1901, p. 4, n. 4 (*in ext.*).

Frater Guillelmus miseratione divina episcopus Sabinen. [2] religioso viro .. inquisitori heretice pravitatis in partibus Carcassonen. [3], salutem in Domino sempiternam. — Sanctissimus pater noster et dominus Dominus Johannes divina providentia papa XXII optans ferventer maleficos, infectores gregis dominici, effugare de medio domus Dei, vult, ordinat vobisque committit quod auctoritate sua contra eos qui demonibus immolant vel ipsos adorant aut homagium ipsis faciunt dando eis in signum cartam scriptam seu aliud quodcumque, vel qui expressa pacta obligatoria faciunt cum eisdem, aut qui operantur vel operari procurant quamcunque ymaginem, vel quodcumque aliud ad demonem alligandum, seu cum demonum invocatione ad quodcumque maleficium perpetrandum, aut qui sacramento babtismatis (*sic*) abutendo ymaginem de cera seu de re alia factam babtizant, sive faciunt babtizari, seu alias cum invocatione demonum ipsam fabricant quomodolibet aut faciunt fabricari, aut si scienter babtismus, seu ordo, vel confirmatio iterantur; item de sortilegis et maleficis qui sacramento eucharistie seu ostia consacrata necnon et aliis sacramentis Ecclesie seu ipsorum aliquo, quoad eorum formam vel materiam utendo eis in suis sortilegiis seu maleficiis abutuntur, possitis inquirere et alias procedere contra ipsos, modis tamen servatis qui de procedendo

cum prelatis in facto heresis vobis a canonibus sunt prefixi. Ipse namque dominus noster prefatus potestatem inquisitoribus datam a jure quoad inquisitionis officium contra hereticos necnon et privilegia ad pretactos casus omnes et singulos ex certa scientia ampliat et extendit quoad usque duxerit revocandum. Nos ita premissa omnia vobis significamus per has nostras patentes litteras de prefati domini nostri pape speciali mandato facto nobis ab ipso oraculo vive vocis. — Datum Avinioni, die XXII mensis augusti, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo, pontificatus predicti domini pape anno quarto.

1. En 1330, le pape Jean XXII rappela les archevêques et évêques des provinces de Narbonne et de Toulouse, ainsi que les inquisiteurs de Toulouse et de Carcassonne, à l'observation de la lettre de Guillaume Goudin. Voir n. 103. Sur la répression de la sorcellerie, voir au même n. 103, note 3, et l'Introduction, § p. XLVIII-LI.

2. Guillaume Goudin ; voir n. 72, note 1.

3. Jean de Beaune (p. 47, note 2).

— 31 —

Jean XXII ordonne aux destinataires de recueillir et de conserver au nom du Saint-Siège les biens meubles appartenant jadis à Othon de Randeis ou Berardois, moine de Marmoutier, prieur de Saint-Martin-au-Val, à Chartres, poursuivi, pour hérésie, par l'inquisiteur de France et les commissaires de l'archevêque de Tours, incarcéré par ordre du pape et privé par sentence de son prieuré et de ses biens. — Avignon, 31 août 1321.

Reg. Aven., t. XIV, fol. 516; *Reg. Vat.*, t. LXXI, fol. 68 v°, n. 197, *de Curia*; Coulon, n. 1283 ; Mollat, n. 14324 (anal.).

Dilectis filiis magistris Bertrando Cariti, archidiacono Vauren., et Raymundo de Parisius, canonico Turonen. — Cum olim dilecti filii Martinus (*sic*) de Sancto Paulo [1], ordinis predicatorum, inquisitor heretice pravitatis in regno Francie per Sedem apostolicam constitutus, et Guillermus, decanus ecclesie sancti Johannis Andegaven., ac Draconus, officialis et canonicus Turonen.,

ad hoc per ven. fratrem nostrum ..[2] Turonen. archiepiscopum deputati, Odonem de Randeis [3], monachum Maioris monasterii [4] Turonen., tunc priorem prioratus sancti Martini in Valle Carnoten. [5], ad monasterium ipsum spectantis, citari fecissent ut certo peremptorio termino compareret personaliter coram eis super crimine heresis et receptione, defensione et fautoria hereticorum, super quibus delatus extiterat, mandatis eorum plene pariturus, idem Odo coram inquisitore, decano et officiali predictis comparere contempnens ad apostolicam Sedem accessit. Nos vero adventu ipsius Odonis audito eum capi fecimus et carcerali custodie mancipari ; ac deinde ipsum ad dictum inquisitorem puniendum iuxta canonicas sanctiones remictentes, prioratum ipsum antequam ad privationem procederetur ipsius collationi et dispositioni nostre et apostolice Sedis ex certis causis duximus reservandum. Cumque postmodum Odo prefatus per inquisitorem ac decanum et officialem eosdem dicto prioratu omnique peculio et proprio quolibet habitis in ordine suo privatus fuisset, nos peculium et proprium supradicta, [ac] omnia bona sua mobilia que tempore dicte privationis habebat, in quibuscumque consisterent, ut de illis iuxta nostrum beneplacitum secundum Deum videremus expediens disponere et ordinare possemus, mandavimus custodiri. Quocirca [*dictis executoribus mandat ut de peculio ac proprio et bonis predictis se informent et eadem, sive in pecunia « aut vasis argenteis, libris, supellectilibus, depositis et nominibus vivis, victualibus, equis et aliis quibuscumque animalibus et bonis consistant » a detentoribus recipiant*]. — Datum Avinioni, II kalendas septembris, anno quinto.

1. Maurice de Saint-Paul, inquisiteur; voir n. 13, note 1.

2. Geoffroy de la Haye, chanoine de Tours ; promu à l'archevêché de cette ville, le 20 février 1313; mort le 6 avril 1323. *Gall. christ.*, t. XIV, col. 116-117; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 531.

3. Dans le docum. n. 36, on lit Oddonem *Berardois*.

4. Marmoutier (Indre-et-Loire), commune de Sainte-Radegonde, arrond. de Tours.

5. Saint-Martin-au-Val, à Chartres, abbaye bénédictine.

— 32 —

Les exécuteurs apostoliques chargés de recueillir les biens d'Othon de Randeis devront remettre à l'inquisiteur Maurice de Saint-Paul la somme de 240 livres de petits tournois, en dédommagement des dépenses occasionnées par la capture et le procès du moine hérétique. — Avignon, 1er septembre 1321.

Reg. Aven., t. XIV, fol. 532 v°; *Reg. Vat.*, t. LXXI, fol. 68 v°, n. 198, *de Curia*; Coulon, *op. cit.*, n° 1284; Mollat, *op. cit.*, n. 14325 (anal.).

Eisdem. — Cum nos vobis et vestrum cuilibet per alias nostras demus litteras in mandatis ut omnia peculium et proprium ac quelibet bona mobilia que ad Odonem de Randeis, monachum Majoris monasterii Turonen., olim priorem prioratus sancti Martini de Valle Carnoten. ad monasterium ipsum spectantis ... mandaverimus custodiri, vobis nostro et Ecclesie romane nomine a quibuscumque detentoribus eorumdem faciatis integraliter assignari... Volumus... quatinus ducentas quadraginta libras turonensium parvorum dilecto filio Mauritio de Sancto Paulo, ordinis predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in regno Francie per Sedem apostolicam constituto, quos pro captione et insecutione dicti Odonis et aliis contingentibus eundem expendit de peculio proprio et bonis predictis restituere indilate curetis... — Datum Avinione, kalendis septembris, anno quinto.

— 33 —

Une conspiration a été tramée par les hérétiques du diocèse de Valence contre Catala Faure et Pierre Pascal de Saliente, franciscains, commissaires de l'inquisiteur de Provence, chargés de poursuivre l'hérésie dans ces contrées. Aidés de quelques hérétiques convertis, ces hommes ont organisé un guet-apens, d'abord au château de Chabeuil [1], puis dans celui de Montélier [2], localités visitées par les deux religieux; et tandis que ces derniers se reposaient dans le prieuré de Montélier, les conjurés, brisant à coups de hache les portes de la maison et de la chambre où ils dormaient, les assaillirent et

les massacrèrent [3]. *Le pape ordonne aux évêques de Valence et de Viviers et à l'inquisiteur de procéder à une enquête rigoureuse sur ces faits et de faire prompte et impitoyable justice des coupables.* — Avignon, 30 novembre 1321.

Reg. Aven., t. XVII, fol. 381 v°; *Reg. Vat.*, t. LXXII, n. 41, *de Curia*; Wadding, ad ann. 1321, n. XXII; Eubel, *Bull.*, n. 453 (*in ext.*); Mollat, *op. cit.*, n. 16122 (anal.).

Venerabilibus fratribus.. Valentin.[4] et.. Vivarien.[5] episcopis, et dilecto filio fratri Jacobo Bernardi [6], ordinis minorum, inquisitori heretice pravitatis in Arelaten., Aquen., Viennen. et Ebredunen. provinciis per Sedem apostolicam deputato. — Vox sanguinis innocentis... — Datum Avinioni, II kalendas decembris, anno sexto [7].

1. Chabeuil (Drôme), chef-lieu de cant., arrond. de Valence.
2. Montélier, commune du cant. de Chabeuil.
3. Ces deux religieux étaient les vicaires de Jacques Bernard dans tout le diocèse de Valence. Voir *Chronica XXIV general. ord. min.*, dans *Analecta franciscana*, Quaracchi, 1897, p. 479-480, et *Chronica fr. Nicolai Glassberger*, *ibid.*, 1887, p. 128.
4. Guillaume de Roussillon, évêque de Valence, en 1298; mort en 1331. *Gallia christ.*, t. XVI, col. 321-323; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 542.
5. Guillaume de Flavacourt, archidiacre de Rouen; promu à Viviers, le 9 juillet 1319; transféré à Carcassonne, le 16 juin 1322; à Auch, le 26 août 1323; et à Rouen, le 18 janvier 1357; il mourut en 1359. *Gall. christ.*, t. I, col. 994-995; t. VI, col. 895; t. XI, col. 81; t. XVI, col. 572; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 123, 172, 447, 565. Sur les précédents de ce personnage, qui avait été chancelier de Charles, comte de la Marche (Charles IV le Bel), voir Guérard, *Documents pontificaux sur la Gascogne*, n. 58, 76, 87, 88, 89, 99. Sur les missions qu'il reçut du roi de France en Languedoc, voir *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 523-525, 604-605, 614.
6. Jacques Bernard partageait alors le titre d'inquisiteur de Provence avec Michel Lemoine (cf. n. 15, note 2) et, en 1322, avec Guillaume Astre (cf. n. 49, note 3, n. 71, etc.).
7. Les meurtriers des deux religieux furent arrêtés par les gens du comte de Valentinois, Aymar de Poitiers, à qui l'inquisiteur Jacques Bernard les réclama pour les juger. Mais le comte refusa de les lui livrer et il les fit conduire à Avignon. J. Chevalier, *Mémoire historique sur les hérésies en Dauphiné avant le* XVI[e] *siècle*, Valence, 1890, p. 12-15.

— 34 —

Lettre aux seigneurs et aux villes sur le même sujet. — Même date.

Reg. Aven., t. xvii, fol. 382; *Reg. Vat.*, t. lxxiii, n. 42, *de Curia*; Wadding, *loc. cit.*, n. xxiii; Coulon, *op. cit.*, n. 1335 (anal.); Mollat, *op. cit.*, n. 16123 (anal.).

Dilectis filiis nob. viris comitibus, baronibus, ceterisque nobilibus, necnon universitatibus civitatum, castrorum et villarum ad quos presentes pervenerint, salutem. — Vox sanguinis innocentis [*etc., comme ci-dessus, mutatis mutandis*]. — Datum Avinioni, ii kalendas decembris, anno sexto.

— 35 —

Le pape charge l'évêque de Valence de faire une enquête sur la vie des religieux massacrés, sur leur martyre et la profession de foi qui l'a précédé, et les miracles qui se produisent à leur tombeau, dans l'église des frères mineurs de Valence [1]. — Avignon, 30 novembre 1321.

Reg. Vat., t. lxxiii, n. 43, *de Cur.*; *Reg. Aven.*, t. xvii, fol. 382 v°; Wadding, *loc. cit.*, n. xxiv (*in ext.*); Raynaldi, *Annales*, ad ann. 1321, n. xvii; Eubel, *Bull.*, n. 454 (*in ext.*); Coulon, n. 1336 (anal.); Mollat, n. 16124 (anal.).

Venerabili fratri .. episcopo Valentin. — Vox sanguinis innocentis... — Datum ut supra.

1. Un ancien *provincial* des frères mineurs dit en parlant de cette église : *Ubi frater Petrus et frater Cathalanus ab haereticis martirizati requiescunt, qui in hora mortis suae apparuerunt cuidam sanctimoniali infirmae, primo sanguinolenti transeuntes ante illam, postea totaliter gloriosi, innuentes ei quod in crastino iret obviam corporibus eorum pro recuperanda salute ; quo facto perfecte curata est.* Eubel, *Bull.*, p. 588, note 96; cf. *Chron. XXIV gener.*, p. 479-480. Ce dernier chroniqueur suppose que le procès de canonisation de ces deux frères fut arrêté à cause des troubles suscités dans l'ordre par les fraticelles.

— 36 —

Le pape confère à Réginald Grosbois, procureur de l'abbaye de Marmoutier auprès de la curie, le prieuré de Saint-Martin-au-Val à Chartres, vacant par la sentence de privation prononcée contre Othon de Randeis, ou Berardois, hérétique et parjure. — Avignon, 14 décembre 1321 [1].

Reg. Aven., t. xvi, fol. 260 v°, n. 333; Mollat, *op. cit.*, n. 14864 (anal.).

Dilecto filio Reginaldo Grosbois, monacho Maioris monasterii Turonen. ad romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti, priori prioratus sancti Martini in Valle Carnoten. dicti ordinis, eidem monasterio immediate subiecti, salutem, etc. — Religionis zelus, morum honestas.. . — Sane dilectus filius ..[2] abbas Majoris monasterii Turonen. ad romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti, nobis significare curavit quod frater Mauricius, ordinis predicatorum, inquisitor in regno Francie heretice pravitatis auctoritate apostolica deputatus una cum dilecto filio .. officiali Turonen. et Guillelmo de Brion, canonico ecclesie sancti Johannis Andegaven., quos venerabilis frater noster .. [3] archiepiscopus Turonen. ad hoc duxerat specialiter deputandos contra Oddonem Berardois [4], monachum dicti Majoris monasterii, tunc priorem prioratus sancti Martini in Valle Carnoten. ad dictum monasterium immediate spectantis, ordinis memorati, super crimine credentie, receptationis, defensionis et favoris hereticorum et pravitatis heretice inquisivit; in qua inquisitione dictum Oddonem super premissis culpabilem reperit manifeste. Et quia super certis articulis iuratus coram eis dicere veritatem et post iuramentum huiusmodi in dictis articulis contenta negavit, ac deinde que negaverat in iudicio coram eis fore vera libere fuit confessus, reatum propter hoc periurii incurrendo, administratione et cura tam spirituali quam temporali et qualibet presidentia per eorum sententiam exigente iustitia privaverunt. Quibus omnibus ad notitiam nostram deductis, nos intendentes de prioratu predicto hac vice persone ydonee providere, ipsum collationi et dispositioni nostre specialiter duximus reservandum. — [*Dicto Reginaldo Grosbois, ejusdem monasterii procuratori in curia, confertur dictus prioratus.*] Datum Avinioni, xviiii kalendas januarii, anno sexto.

1. Voir, sur cette bulle, les n. 31, 32, 36 *bis*.

2. Jean de Mauléon, abbé de Marmoutier de 1312 à 1330. *Gall. christ.*, t. XIV, col. 230.

3. Geoffroy de la Haye ; voir n. 31, note 2.

4. Aux n. 31 et 32, on lit Odonem *de Randeis*.

— 36 bis —

Le pape mande à Bertrand Cariti et à Raymond de Paris de vendre certains biens (blé, vin, animaux et mobilier), qui ont été confisqués à Othon de Randeis pour crime d'hérésie [1]. *Le prix devra en être versé à la Chambre apostolique* [2]. — Avignon, 28 décembre 1321.

Reg. Vat., t. CXI, fol. 4 v°; Coulon, *op. cit.*, n. 1346 (anal.).

Bertrando Cariti, archidiacono Vaurensi, et Raymundo de Parisius, canonico Turonensi. — Dudum Odone de Randeis... — Datum Avinioni, v kalendas januarii, anno sexto.

1. Voir n. 31, 32, 36.

2. Le 5 juillet 1322, quittance fut donnée à Bertrand et à Raymond de 3 542 florins et 79 deniers d'or *ad cathedram* provenant des biens d'Othon et des revenus du prieuré de Saint-Martin-au-Val, à Chartres. Coulon, *op. cit.*, n. 1466; Göller, *Die Einnahmen der Apostolische Kammer unter Johann XXII*, Paderborn, 1910, p. 476. Autre versement de 70 florins, le 18 novembre 1329. Göller, *ibid.*

— 37 —

Jean XXII ordonne à plusieurs archevêques de faire une enquête sur la vie, les mœurs, les croyances et les prétentions de certains frères et sœurs du tiers-ordre de Saint-François dont l'orthodoxie est douteuse et les intentions suspectes; il décide que ceux dont les croyances seront entachées d'hérésie devront être remis à l'Inquisition [1]. — Avignon, 26 février 1322.

Reg. Aven., t. xvii, fol. 409, 410; *Reg. Vat.*, t. lxxiii, n. 52, *de Curia*; t. cxi, n. 392; Wadding, *Reg. Joan. XXII*, n. cxi; Raynaldi, *Annal.*, ann. 1322, n. li; Eubel, *Bull.*, n. 462 (*in ext.*); Coulon, n. 1381 (anal.); Mollat, n. 16131 (anal.).

Ven. fratribus universis archiepiscopis et episcopis per Narbonen., Tolosan., Auxitan., Burdegalen., Terraconen., Arelaten., Aquen., Viennen. et Ebredunen. provinciis constitutis. — Si ea que... — Datum Avinioni, iv kalendas martii, anno sexto.

1. Voir, n. 16, la condamnation des béguins hérétiques.

— 38 —

Jean XXII statue que les hérétiques et les personnes seulement soupçonnées d'hérésie ou d'apostasie pourront être poursuivies jusque dans les églises où, d'ordinaire, ils ne cherchent asile que pour échapper à l'Inquisition. — Avignon, 3 juillet 1322 [1].

Reg. Aven., t. xvi, fol. 488 v°; *Reg. Vat.*, t. lxxiii, n. 853; Wadding, ad ann. 1322, n. lxviii (*in ext.*); Ripoll, *Bull. præd.*, t. ii, p. 155 (*in ext.*); Mollat, n. 15711.

Dilectis filiis inquisitoribus heretice pravitatis per regnum Francie constitutis, salutem, etc. — Ex parte vestra fuit nuper propositum coram nobis quod nonnulli de heretica pravitate culpabiles vel suspecti aut accusati seu conversi de judaica cecitate ad fidem catholicam, postmodum appostatantes ab ipsa, ad ecclesias confugiunt non ad salutis remedium sed ut vestras manus effugiant et suorum scelerum vitent judicium ultionis, super quo apostolice Sedis providentiam humiliter implorastis. Nos igitur ad extirpandos orthodoxe fidei inimicos et herbam tam noxiam tamque pestiferam de orto dominico radicitus evellendam sollicitis studiis intendentes, discretioni vestre, ad instar felicis record. Martini pape IIII predecessoris nostri, qui per apostolicas litteras inquisitoribus heretice pravitatis per regnum Francie constitutis idem mandavit, per apostolica scripta mandamus qua-

tinus contra illos quos de hujusmodi heretica pravitate fore culpabiles vel de illa notabiliter suspectos esse vobis constiterit, accusatos etiam de labe predicta, conversos quoque judeos et postmodum patenter vel verisimilibus indiciis appostatantes a fide, juxta qualitatem delicti exequamini libere officii vestri debitum, ac si ad ecclesias et loca predicta minime confugissent : contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo. Et ut nullum in hac parte possit obstaculum vobis poni, venerabilibus fratribus nostris archiepiscopis et episcopis per regnum Francie constitutis per alias nostras litteras injungimus ut vos non impediant quominus hujusmodi mandatum nostrum implere libere valeatis, sed potius ad requisitionem vestram in hiis vobis assistant, sicut extiterit oportunum. — Datum Avinioni, v nonas julii, anno sexto.

1. Dans le *Bull. rom.*, éd. Cocquelines, t. III, part. 2, p. 154, cette bulle porte la date du 13 août 1317. A la demande du roi de France, le pape en renouvela les dispositions, le 25 mai 1328. Toutefois la force séculière ne put pénétrer dans les églises, pour en chasser les hérétiques, qu'avec le consentement de l'évêque et de l'inquisiteur (cf. n. 79). Martin IV avait déjà, en 1281, supprimé le droit d'asile pour les hérétiques et les juifs relaps. Ripoll, *op. cit.*, t. II, p. 1.

— 39 —

Jean XXII ordonne aux archevêques et évêques, ainsi qu'aux inquisiteurs franciscains et dominicains de Sicile, d'Italie, de Provence, de Narbonne et de Toulouse, de veiller à l'observation stricte de la bulle Sancta romana [1], *condamnant les fraticelles et autres pseudo-franciscains.* — Avignon, 1er août 1322.

Reg. Vat., t. LXXIII, fol. 407, n. 1189; Wadding, *Reg. Joan. XXII*, n. CXVIII; Eubel, *Bull.*, n. 474 (*in ext.*).

Ven. fratribus archiepiscopis et episcopis et dilectis filiis fratribus predicatorum et minorum ordinum, inquisitoribus heretice pravitatis ad quos presentes littere pervenerint. — Dudum fidedigna relatio ad apostolatus nostri pervenit audi-

tum quod nonnulli viri pestiferi qui vulgariter fraticelli, seu fratres de paupere vita, aut Bizoki sive Bichini vel aliis privatis nominibus nuncupantur, in diversis Italie partibus ac insula Sicilie, comitatu Provincie, Narbonen. et Tholosan. civitatibus et diocesibus atque provinciis aliisque diversis cismarinis et ultramarinis partibus contra sacros canones habitum nove religionis assumere, congregationes et conventiculas facere et superiores sibi ipsis eligere quos ministros, seu custodes, vel guardianos aut aliis nominibus appellabant, plurimos ad eorum sectam recipere, loca etiam de novo construere et ab aliis constructa recipere et communiter habitare et publice mendicare et alia facere quasi eorum secta foret una de religionibus per Sedem apostolicam approbatis temeritate dampnabili presumebant; et ut error ipsorum veritas et impietas religio putaretur, plurimi eorum regulam ordinis fratrum minorum quam sanctus Franciscus instituit se profiteri et observare ad litteram confingebant quamquam sub obedientia.. generalis vel provincialium ministrorum ipsius ordinis minime morarentur, pretendentes a sancte memorie Petro confessore tunc Celestino papa V predecessore nostro, hujusmodi vite seu status privilegium habuisse, quod tamen si etiam ostendissent caruisset et careret roboris firmitate, cum pie memorie Bonifacius papa VIII predecessor noster ex certis causis rationabilibus omnia privilegia ab ipso Celestino concessa que per ipsum Bonifatium non contingeret approbari viribus penitus vacuasset, dictumque vite privilegium non reperiatur per eundem Bonifacium approbatum; et quod quidam eorum dictum habitum et vivendi ritum a quibusdam episcopis seu eorum superioribus vel aliis ecclesiarum prelatis se recepisse dicebant, quos nec eis recipere nec dictis episcopis seu eorum superioribus vel aliis ecclesiarum prelatis concedere licuerat contra formam concilii generalis. Nonnulli etiam ex ipsis asserentes se esse de tertio ordine beati Francisci penitentum nuncupato, dictum statum et ritum eorum satagebant sub velamine talis nominis palliare, cum tamen in regula dicti tertii ordinis talis vivendi ritus nullatenus esset concessus; quodque quidam eorum a veritate catholice fidei deviantes ecclesiastica sacramenta spernebant et errores alios studebant multipliciter seminare : nos attendentes quod talium dampnanda temeritas in ejusdem fidei detrimentum, fidelium scandalum, prefati minorum et aliorum ordinum opprobrium et etiam suarum et aliarum ani-

marum multarum pernitiem redundabat, sectam, ritum et statum hujusmodi de fratrum nostrorum consilio auctoritate apostolica nullius fuisse et esse decernimus firmitatis, et quatenus de facto processerant de consilio et auctoritate premissis revocantes omnino perpetue prohibitioni subjecimus eosque ab Ecclesia Dei penitus duximus abolendos : eisdem personis et aliis quibuscumque sub pena excommunicationis quam eas si secus facerent incurrere voluimus ipso facto injungentes expresse ne statum sive sectam et ritum hujusmodi ab ipsis assumptum ulterius sectarentur vel de novo ipsum assumere presumerent quoquomodo, prout in constitutione nostra super hoc edita que incipit *Sancta romana atque universalis Ecclesia* plenius continetur. Quia igitur, sicut accepimus, in nonnullis cismarinis et ultramarinis partibus prenominati pestifere secte viri contra predictos processus venire et facere moliuntur, nos, attendentes quod parum esset prohibuisse premissa nisi sit qui eadem tueatur et puniat transgressores, discretioni vestre in virtute obedientie districte precipiendo mandamus quatinus vos et singuli nostrum ad requisitionem rectorum et vicariorum seu procuratorum et nunciorum dicti ordinis minorum et cujuscumque eorum dictam constitutionem seu prohibitionem nostram quoad omnia ejus capitula prout jacent auctoritate nostra faciatis per censuram ecclesiasticam et alia juris remedia prout expedire videritis appellatione remota inviolabiliter observari : contra quoscumque qui adversus contenta in ea vel eorum aliquod facere presumpserint cujuscumque status aut conditionis extiterint ad penas debitas procedentes juxta canonicas sanctiones : contradictores per censuram eandem apellatione postposita compescendo, invocato ad hoc si opus fuerit auxilio brachii secularis. Non obstantibus [etc.]. Volumus insuper quod a data presentium sit vobis et unicuique vestrum in premissis omnibus et eorum singulis perpetuata potestas et jurisdictio attributa ut eo vigore eaque firmitate possitis in premissis omnibus procedere ac si predicta omnia et singula coram vobis cepta fuissent et jurisdictio vestra et cujuslibet vestrum in premissis omnibus et singulis per citationem vel modum alium perpetuata legitimum extitisset constitutione qualibet contraria non obstante. — Datum Avinioni, kalendis augusti, anno sexto.

1. Cette bulle est du 30 décembre 1317. *Reg. Vat.*, t. LXVII, fol. 322, n. 68, *de Curia*; Eubel, *Bull.*, n. 297. Voir n. 16.

— 40 —

Jean XXII renouvelle la commission donnée le 30 novembre 1321 (voir n. 33) *aux évêques de Valence et de Viviers et à l'inquisiteur de Provence, pour la punition des assassins de deux frères mineurs, commissaires de l'Inquisition.* — Avignon, 17 novembre 1322.

Reg. Aven., t. XVIII, fol. 148 v°; *Reg. Vat.*, t. LXXIV, n. 186; Eubel, *Bull.*, n. 485 (anal.); Mollat, n. 16598 (anal.).

Ven. fratribus.. Valentin. et .. Vivarien. episcopis, ac dilecto filio..ordinis minorum, inquisitori heretice pravitatis in Arelaten., Aquen., Viennen. et Ebredunen. provinciis per Sedem apostolicam deputato. — Vox sanguinis innocentis... — Datum Avinioni, xv kalendas decembris, anno septimo.

— 41 —

Jean XXII ordonne à Jean de Beaune, inquisiteur de Carcassonne, et à Bertrand d'Auriac, exécuteurs testamentaires de Pierre de Roquefort [1], *évêque de Carcassonne, de remplir les dernières volontés du prélat.* — Avignon, 15 juin 1323.

Reg. Aven., t. XVI, fol. 590, n. 991.

Dilecto filio Johanni de Belna [2], ordinis fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in regno Francie per Sedem apostolicam deputato, et Bertrando de Auriacho [3], canonico ecclesie S. Vincentii de Monteregali [4], Carcassonen. diocesis, executoribus testamenti, seu ultime voluntatis bone memorie Petri, episcopi Carcassonen., salutem. — Exposuistis nobis... — Datum Avinioni, XVII kalendas julii, anno septimo [5].

1. Pierre de Rochefort ou Roquefort, élu évêque de Carcassonne, le 17 septembre 1300; mourut le 31 mars 1322. *Gallia christ.*, t. VI, col. 893-895; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 172; Mahul, *Cartulaire... du diocèse de Carcassonne*, t. V, p. 441-445.

2. Voir p. 47, note 2.

3. Bertrand d'Auriac fut d'abord commissaire de l'archevêque Bernard de Farges, dans la ville et le diocèse de Narbonne, pour les causes d'hérésie ; puis il devint vicaire général de l'évêque de Carcassonne et inquisiteur épiscopal (1318-1329 ?). Il prononça, avec Bernard Gui et Jean de Beaune, la sentence de Guillem Garric, de Carcassonne, le 14 juillet 1321. *Liber sentent.*, p. 282. Il participa à nombre de procès, de consultations inquisitoriales et d'*actes de foi*. Douais, *La formule Communicato, etc.*, p. 30, 34, 56; *Documents pour servir à l'hist. de l'Inquisition*, p. LXXIII, CXXII sq.

4. Montréal (Aude), arrond. de Carcassonne.

5. Des contestations s'étaient élevées entre le chapitre de Carcassonne et les exécuteurs testamentaires de P. de Roquefort. Jean XXII décida, le 30 octobre 1322, que les volontés du défunt seraient exécutées à la lettre. Le nouvel évêque eut les ornements et les vases sacrés et le chapitre se contenta des legs faits par le défunt à l'église cathédrale. Mahul, *Cartulaire*, t. V, p. 443-445, 569. Sur le règlement de cette succession, voir d'autres lettres de Jean XXII : Coulon, *op. cit.*, n. 1363-1365, 1382-1386, 1420, 1440-1442, 1471, 1473-1474, 1510, 1525-1526, 1574, 1583, 1665.

— 42 —

Jean XXII donne à l'inquisiteur de Tours, Maurice de Saint-Paul, le pouvoir de connaître des crimes qui relèvent de son tribunal, même en dehors des limites de sa circonscription inquisitoriale. — Avignon, 9 juillet 1323.

> *Reg. Vat.*, t. CXI, n. 876, 878; J.-M. Vidal, *Le sire de Parthenay et l'Inquisition (1323-1325)*, dans *Bulletin historique et philologique*, 1903, p. 422; Coulon, n. 1754 (anal.).

Mauricio [1], de ordine fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in provincia Turonen. — Cum de criminibus ad iurisdictionem [tuam], ratione officii inquisitionis tibi commissi spectantibus infra provinciam tibi decretam commissis, te plerumque cognoscere suadente utilitate, sicut accepimus, ex certis causis expediat extra illam, nos ad extirpanda dicta crimina intensis desideriis inspirantes, super huiusmodi criminibus procedendi et diffiniendi, ac exequendi quod canonicum fuerit ubilibet extra dictam provinciam eo modo quo tibi existenti infra ipsam com-

petere, prout et quotiens videris expedire, plenam tibi concedimus auctoritate presentium facultatem. Per hoc autem prelatis eiusdem provincie seu aliis in quorum diocesibus te contigerit extra tuam provinciam exercere predicta vel aliqua de predictis nullum intendimus preiudicium generari. — Datum ut supra proxime. [Avinioni, VII idus julii, anno VII°.]

1. Maurice de Saint-Paul, n. 13 et note 1.

— 43 —

Réponse du pape au roi de France, au sujet des crimes imputés à un seigneur français. Des instructions ont été données à ce sujet à l'inquisiteur de Tours, Maurice de Saint-Paul. — Avignon, 9 juillet 1323.

Reg. Vat., t. CXI, n. 879; Vidal, *Le sire de Parthenay*, p. 423; Coulon, *op. cit.*, n. 1755 (*in ext.*); Mollat, dans *Annales de Saint-Louis-des-Français*, janvier 1904, p. 90 (*in ext.*).

Regi[1] Francie. — Regalis excellencie litteras horribilia quedam per nobilem illum[2], de quo in ipsis mentio habebatur, sicut asseritur, in fidei catholice derogationem commissa recepimus, inter cetera continentes. Quarum tenore diligenter inspecto, super hiis que per eas regia providentia postulabat dilecto filio Mauricio, de ordine fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in provincia Turonen. auctoritate apostolica deputato, prout considerata qualitate negotii Deo gratum existere, tue magnificentie nostreque decentie convenire vidimus, nostras patentes litteras destinamus. Nec super mora expeditionis huiusmodi miretur, sed nos potius excusatos habeat, quesumus, regia celsitudo. Nam litteras predictas scriptas in vulgari gallico minus plene legere scivimus nec legendas alii libenter committere volebamus; quod tandem facere et eas transferri de gallico in latinum oportuit, ut eorum valeremus percipere plenius intellectum. Quare velit amodo nobis regia serenitas scribere litteraliter ut communicare secreta regia aliis nisi videremus expediens non sit opus, sed per nos litteris lectis regiis et faciliter intellectis possimus citius quod super

illis expedire secundum Deum videbimus respondere. — Datum Avinioni, VII idus julii, anno VII°.

1. M. Coulon imprime *Reginae*, ce qui est une erreur.
2. Jean l'Archevêque, sire de Parthenay. Voir n. 46, note 5.

— 44 —

Malgré sa récente promotion à l'évêché de Tuy, Bernard Gui pourra continuer jusqu'à nouvel ordre à exercer les fonctions d'inquisiteur de Toulouse. — Avignon, 1er septembre 1323.

Reg. Vat., t. CXI, n. 895; Coulon, *op. cit.*, n. 1778 (anal.).

Bernardo, electo Tuden. [1]. — Licet de te inquisitore heretice pravitatis in partibus Tholosanis auctoritate apostolica deputato, nuper ecclesie Tuden. tunc pastoris solatio destitute meritis tuis exigentibus, intendentes potius providere ecclesie quam persone, duxerimus providendum, te preficiendo illi in episcopum et pastorem; volumus tamen et nostre intentionis existit quod officium Inquisitionis predicte geras et prosequaris diligenter ac fideliter donec aliud ordinaverimus super hoc [2], sicut prius. — Datum Avinioni, kalendis septembris, anno VII°.

1. Bernard Gui, dominicain, inquisiteur à Toulouse, de 1307 à 1324; promu à l'évêché de Tuy, en Galice, le 26 août 1323; transféré à Lodève, le 20 juillet 1324; mort le 30 décembre 1331. Personnage très connu, sur lequel il nous paraît inutile d'insister. Voir, sur sa vie, ses œuvres et son rôle comme inquisiteur : Quétif et Échard, *Script. ord. praed.*, t. I, p. 576-580; *Gallia christ.*, t. VI, col. 554-555; *Hist. de Languedoc*, t. IX, p. 395 et note 4; L. Delisle, *Notice sur les manuscrits de B. Gui*, 1879, p. 170-188; Molinier, *L'Inquisition dans le Midi*, p. 206-210; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 323, 529; Haupt, dans *Realencyclopädie* de Hauck, t. VII, p. 230, art. *Guidonis*; Hurter, *Nomenclator litterarius theologiae catholicae*, éd. 1906, t. II, col. 574-579.

2. Il est probable que Bernard Gui conserva le titre et les fonctions d'inquisiteur de Toulouse jusqu'à la nomination de Pierre Brun, qui eut lieu le 27 juillet 1324 (n. 59). Entre temps, le sénéchal de Toulouse, Jean de Trie, demanda à Jean XXII de pourvoir à la charge d'inquisiteur dans la province d'Auch. Le pape répondit, le 20 décembre 1323, que la nomination du titulaire ne pourrait beaucoup tarder (n. 57 *bis*).

— 45 —

Le pape communique au roi de France sa décision touchant l'appel porté à son tribunal par le sire de Parthenay et les membres de sa famille contre l'inquisiteur Maurice de Saint-Paul. — Avignon, septembre 1323.

Reg. Vat., t. CXII, fol. 1 v°, n. 493; Vidal, *Le sire de Parthenay*, p. 424.

Eidem regi [Francie]. — Excellentiam regiam volumus non latere quod cum nonnulli hiis diebus preteritis ad Sedem apostolicam pervenissent, asserentes pro parte nobilis viri Johannis de Pertiniaco [1] ac eius consortis et nonnullorum sibi sanguinem (*sic*) coniunctorum propter plura gravamina que dicto nobili per dilectum filium Mauricium de Sancto Paulo, inquisitorem heretice pravitatis in provincia Turonen. auctoritate apostolica deputato, dicebantur illata, ad sedem fuisse appellatum eandem que nostro volebant apostolatui intimare; tandem intellectis que volebant proponere plenius, ac super ipsis cum fratribus nostris deliberatione prehabita diligenti, que Deo grata, nostro et tuo honori convenientia, ac oportuna iusticie vidimus de fratrum ipsorum consilio duximus ordinanda; que utique scriptura interclusa presentibus circumspectioni tue poterit seriosius reserare. — Datum Avinioni, nonis septembris, anno octavo.

1. Parthenay (Deux-Sèvres), chef-lieu d'arrond. Le château, datant des premiers temps de la féodalité, devint un fief important. Les seigneurs se prétendaient issus de Lusignan. Ils portèrent, dès la fin du XIe siècle, le nom de l'*Archevêque*. Le château actuel est du XIIIe et du XIVe siècle.

— 46 —

Le sire de Parthenay, Jean l'Archevêque, et sa famille sont en butte aux persécutions de l'inquisiteur Maurice de Saint-Paul. Le noble personnage a été arrêté et incarcéré à Paris par ordre

de ce juge. Personne, pas même sa femme et un conseiller quelconque, ne peut pénétrer dans son cachot. Il n'est tenu aucun compte de l'appel au Saint-Siège interjeté par lui. Le pape défend à l'inquisiteur de poursuivre cette cause sans s'être concerté avec l'évêque diocésain et, à son défaut, avec les évêques d'Arras et de Viviers. — Avignon, 5 septembre 1323.

Reg. Vat., t. CXII, fol. II, n. 494; Vidal, *op. cit.*, p. 424.

Fratri Mauricio de Sancto Paulo, inquisitori heretice pravitatis in provincia Turonen. auctoritate apostolica deputato. — Ad nostram fratrumque nostrorum sancte romane Ecclesie cardinalium audientiam, pro parte viri nobilis Johannis Archiepiscopi, domini de Pertiniaco, militis, eiusque consortis ac nonnullorum coniunctorum eidem nobili linea parentele, insinuatio hiis diebus flebilis et clamosa perduxit quod tu ex odii fomite contra eundem nobilem, sicut antea verbis satis expresseras, provocatus, quedam imponens eidem pro libito voluntatis que sapere pravitatem hereticam asserebas, ipsum capi et adduci Parisius et diro mancipari carceri [1] procurasti ; ad cuius presentiam consortem eius predictam, seu aliquem de eiusdem nobilis genere, prelatum etiam et adhuc consiliarium aliquem, cum [quo] posset deliberare super hiis que sibi imposueras seu imponere intendebas, licet velut juris ignarus seu inscius et in simplicitate militari nutritus dirigi super premissis sano peritorum consilio plurimum indigeret, introire, licet instanter et humiliter requisitus super hiis sepius, non sinisti. Propter quod et multa alia habentes te suspectum merito tam pro parte procuratoris eiusdem nobilis, quam eius consortis et nonnullorum aliorum de ipsius nobilis genere, te velut suspectum dicto nobili ex premissis et aliis causis suspicionis pluribus legitime recusarunt. Cumque tu causas huiusmodi admittere indebite recusasses, ex hoc necnon et quia notariis publicis requisitis quod de propositis et petitis publica conficerent instrumenta expresse sub pena excommunicationis quam in ipsos si contra facerent promulgasti, ne ipsa conficerent, precipere presumpsisti, sencientes dictum nobilem ac se multipliciter indebite pregravari, pro parte dicti nobilis, consortis et aliorum nobilium predictorum fuit canonice in scriptis ad Sedem apostolicam appellatum. Cui seu quibus appellationibus tu deferre indebite renuens in dicti nobilis et aliorum premissorum preiudicium et apostolice Sedis contemptum severius solito

contra dictum nobilem procedere exarsisti. Quocirca pro parte dicti nobilis et aliorum premissorum nobis fuit instanter et humiliter supplicatum ut dicto nobili ac premissis aliis curaremus super premissis de oportuno remedio providere. Nos autem cum fratribus nostris predictis super premissis deliberatione prehabita diligenti, multis hinc inde in examen recte considerationis adductis, cupientes ne splendorem negotii fidei contingat per inordinationem aliquam offuscari, nec prefatum nobilem indebite pregravari, tibi de fratrum nostrorum premissorum consilio, sub virtute sancte obedientie precipimus et mandamus quatinus sic iuste, sic mature, sic provide cures in premissis procedere quod ipsi nobili seu aliis supradictis iusta de te materia conquerendi de te (*sic*) non sumpserit, nec nos oporteat super hiis aliud remedium adhibere; tibi nichilominus de eorumdem fratrum nostrorum consilio districtius inhibentes ne ad sententiam contra prefatum nobilem, nisi vocato diocesano ad quem eorumdem criminum [2] propositorum seu proponendorum contra dictum nobilem spectat cognitio, seu ipso diocesano nolente vel non valente premissis intendere, cui procedere in dicto negotio extra suam diocesim auctoritatem et licentiam absque alicuius ordinarii preiudicio impertimur, vocatis venerabilibus fratribus P. Atrabaten. [3] et P. Vivarien. [4] episcopis, quos unius loco haberi volumus, et eorum quemlibet, ubi ambo nequirent interesse vel nollent, in ipsius diocesani locum in casu predicto quoad premissa omnia subrogamus, quibusque et eorum singulis iuxta ordinationem predictam communicare processum contra prefatum militem habitum et habendum tenearis ex integro aliquatenus non procedas; attentius provisurus quod si forsan inter te et diocesanum predictum seu subrogatos eidem circa processum seu proferendam sententiam dubietatem, vel contrarietatem contingeret suboriri, nequaquam nobis inconsultis ad sententiam procedere presumatis. Decernentes irritum et inane si secus a te vel ipsis contingeret attemptari. Diocesanum autem dicti nobilis certum exprimere nequivimus quia qui ille sit propter diversa domicilia et delicta que habere et commisisse dicitur ignoramus. — Datum Avinioni, nonis septembris, anno octavo [5].

1. La prison du Temple, s'il faut en croire les *Continuateurs de Guillaume de*

Nangis, éd. Géraud, t. II, p. 50, et de *J. de Saint-Victor*, dans *Hist. des Gaules et de France*, t. XXI, p. 681.

2. Reg. : *terminum*.

3. Pierre de Chappes, chancelier de France; évêque d'Arras, le 29 octobre 1320; évêque de Chartres, le 21 mai 1326; cardinal du titre de Saint-Martin-aux-Monts, le 18 décembre 1327; mort le 24 mars 1336. Baluze, col. 764; *Gall. christ.*, t. III, col. 335; t. VIII, col. 1172; Eubel, *Hierarchia catholica*, t. I, p. 15, 117, 173.

4. Pierre de Mortemart, évêque de Viviers, le 16 juin 1322; transféré à Auxerre, le 7 octobre 1325; créé cardinal du titre de Saint-Étienne *in Coeliomonte*, le 18 décembre 1327; mort le 14 avril 1335. *Gallia christ.*, t. XVI, col. 572-573; t. XII, col. 315-316; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 15, 122, 565.

5. *Affaire du sire de Parthenay* (n. 42-43, 45-48, 51-52, 54-58, 60, 66). Voir J.-M. Vidal, *Le sire de Parthenay et l'Inquisition* (*1323-1325*), dans *Bulletin historique et philologique*, 1903, p. 414-434. Le motif qui valut à Jean l'Archevêque, sire de Parthenay, d'être poursuivi par l'inquisiteur de Tours, motif que les chroniqueurs ont passé sous silence, c'est bien le crime de sorcellerie auquel fait allusion le document n. 46. Il est clairement exprimé dans la consultation que le juriste Oldrado da Ponte, de Lodi, fut appelé à donner, précisément au sujet de cette affaire, aux commissaires pontificaux chargés de la juger. Voir le texte dans Hansen, *Quellen und Untersuchungen zur Geschichte des Hexenwahns*, Bonn, 1901, p. 55-59, d'après l'incunable *Consilia seu questiones domini Oldradi de Laude, utr. iur. doct. eximii*, Rome, 1472. Hansen n'a pas vu que cette intéressante pièce appartenait au dossier de l'affaire Parthenay; d'ailleurs, le nom de l'inculpé est défiguré par lui en *Partimacho*. Jean de Parthenay fut donc prévenu de pratiques de sorcellerie, de fabrication d'images de cire, d'incantations démoniaques perpétrées dans le but de se procurer les faveurs d'une femme qu'il aimait. Oldrado da Ponte laisse entendre (*loc. cit.*, p. 58) que la jalousie d'une autre femme et d'un ennemi de Jean l'Archevêque, nommé Jean, ne fut pas étrangère à la diffamation du noble Poitevin. Il affirme expressément que les inquisiteurs avaient eux-mêmes une inimitié personnelle à l'égard de ce dernier (p. 58). Les parents et les autres défenseurs de Parthenay ne manquèrent pas d'insister là-dessus (n. 46). Toujours est-il que l'inculpé fut, au dire du *Continuateur de Guillaume de Nangis*, dénoncé au roi de France, qui le fit saisir en 1323, conduire à Paris et enfermer dans les cachots du Temple. Ses biens furent séquestrés et son procès commença. Tout aussitôt se posa la question de compétence. Maurice de Saint-Paul tenait évidemment à mener lui-même la procédure; mais il n'avait point de juridiction sur Paris. Le roi de France demanda au pape d'étendre le rayon de sa compétence territoriale pour qu'il lui fût possible de connaître, hors de sa province, des délits d'hérésie perpétrés dans les limites de cette province. Le pape accorda la faveur, le 9 juillet 1323, en ayant soin de réserver les droits des ordinaires dans les diocèses desquels l'inquisiteur exercerait ses fonctions (n. 42). En terminant sa lettre (n. 43), il s'excusait d'avoir tardé à l'expédier, ce qui prouverait qu'à la date du 9 juillet Jean l'Archevêque était, depuis déjà longtemps, en prison.

Rien ne s'opposait plus à ce que Maurice de Saint-Paul conduisît en personne le procès. Par ailleurs, l'évêque de Paris (alors Étienne de Bourret : n. 66, note 3)

était désigné par le pape pour y prendre part en tant qu'ordinaire du diocèse. Mais, dès les premiers interrogatoires, Parthenay et ses parents récusèrent formellement leurs juges : l'inquisiteur comme étant suspect de partialité (n. 46) ; l'évêque comme n'ayant aucune juridiction sur l'accusé et, partant, aucun droit de siéger au tribunal (n. 66). La défense n'était rien moins qu'aisée; ni sa femme ni ses parents ni aucun conseiller ne pouvaient pénétrer jusqu'au prisonnier, pour en arrêter les détails. Lorsqu'ils voulurent faire rédiger l'acte de récusation et, plus tard, un appel au Saint-Siège, ils ne purent trouver des notaires qui voulussent s'en charger, par crainte de l'excommunication dont Maurice de Saint-Paul les avait, disaient-ils, menacés (n. 46). Un recours au pape fut cependant libellé et apporté à Avignon par des parents ou des amis du détenu (n. 45). On y dénonçait les procédés de l'inquisiteur; on le récusait formellement, ainsi du reste que l'évêque de Paris. Ce fut un motif pour les juges de redoubler de sévérité et de presser l'instruction Le *Continuateur de Nangis* prétend qu'une assemblée de prélats et de jurisconsultes fut convoquée, peut-être afin d'intimider l'accusé; mais il refusa de répondre aux injonctions de ses juges et, obstinément, les récusa. Il semble néanmoins qu'au cours des interrogatoires il ait un moment faibli et fait des aveux dont l'inquisiteur se servit contre lui devant la commission pontificale (n. 66, et Hansen *op. cit.*, p. 57). Cependant, sur de nouvelles instances de la partie lésée, le pape prenait une mesure importante. Le 5 septembre 1323, il écrivait à Maurice de Saint-Paul pour lui recommander la justice et la modération à l'égard du prévenu qui, désormais, devrait n'avoir plus à se plaindre de lui; puis, excluant la coopération de l'évêque de Paris, il exigeait qu'on s'assurât celle de l'ordinaire dont Parthenay était le sujet. A défaut de cet évêque, qui pouvait demeurer inconnu, ou bien ne pas vouloir prêter son concours, le pape désignait Pierre de Chappes, évêque d'Arras, et Pierre de Mortemart, évêque de Viviers. Ces prélats recevraient communication des actes du procès et assisteraient à toute l'instruction. En cas de divergence entre les juges, on recourrait au Saint-Siège. Le pape informa aussitôt le roi de cette mesure (n. 46-48). Mais rien n'était moins aisé que de trouver l'ordinaire compétent, Jean l'Archevêque ayant des domiciles en plusieurs endroits. Le pape résolut (5 novembre) de passer outre, avec le concours des évêques d'Arras et de Viviers (n. 51, 52, 54). Un doute subsistait encore au sujet de la part que devaient prendre ces prélats à la procédure d'instruction. L'existence de ce doute témoigne peut-être de la mauvaise volonté de Maurice de Saint-Paul à l'égard de ses collègues. Jean XXII déclara (1er décembre) que les deux prélats devaient être présents à tous les actes du procès, comme l'inquisiteur, et avoir communication des documents du dossier (n. 55, 56). Maurice de Saint-Paul reçut à Avignon la réponse pontificale. Il avait cru devoir aller présenter personnellement des observations au pape. Il était d'ailleurs très attaqué en cour par les amis de Parthenay et par d'autres qui eussent voulu régler avec lui leurs différends. Mais le pape lui ordonna de se rendre à Paris pour y continuer le procès (n. 57). Un temps précieux s'était écoulé en discussions de compétence. On en perdit encore beaucoup. Six mois de l'année 1324 se passèrent sans que les juges procédassent à autre chose qu'à la citation de l'inculpé (n. 66). Qu'advint-il pendant ce laps de temps ? Jean l'Archevêque avait des amis en cour. Leur influence ne fut pas étrangère au brusque changement qui s'opéra dans les sentiments du roi et dans la marche du procès. Le roi consentit d'abord à restituer les biens confisqués; puis il fit

conduire le prisonnier à Avignon, où l'affaire devait désormais se poursuivre. Jean l'Archevêque était arrivé *in Curia,* le 7 juillet 1324. Le pape l'annonce au roi (n. 58).

Le transfert de sa cause en cour d'Avignon constituait un succès pour l'inculpé. A bon droit, il pouvait espérer trouver là plus de justice qu'à Paris. On évinçait Maurice de Saint-Paul; de juge qu'il était, il devenait partie, et il était obligé de prouver ses dires. Jean XXII n'eut pas l'initiative d'une pareille transformation. Ici encore il est nécessaire de faire intervenir des influences de famille ou d'amitié. Un manuscrit de la Chronique de Saint-Victor (Continuateur) nous les montre s'exerçant en cour d'Avignon par l'entremise de l'évêque de Noyon, Foulques de Rochechouart, et obtenant du pontife la remise de l'affaire à de nouveaux juges.

Ceux-ci étaient au nombre de quatre : Pierre de Chappes, devenu évêque de Chartres, Pierre de Mortemart, devenu évêque d'Auxerre, Bertrand de Daux archevêque d'Embrun, et Raymond de Moustuéjouls, évêque de Saint-Papoul. Jean XXII était résolu à procéder avec la plus grande maturité et d'aller au fond. On ferait table rase des procédures entreprises à Paris; on n'en tiendrait compte qu'à titre d'information; le prévenu serait soumis à de nouveaux interrogatoires (n. 66). C'était annuler l'œuvre de l'inquisiteur.

Parthenay jura devant le pape de dire la vérité, puis il fut remis à ses nouveaux juges, qui tinrent audience dans le palais apostolique. Une première séance fut consacrée à son examen au sujet des aveux faits par lui devant l'inquisiteur. On l'interrogea aussi sur d'autres délits dont il était accusé, bien qu'il se fût défendu de les avoir commis. Ses réponses furent claires et précises. Il les confirma dans une deuxième séance, devant Bertrand de Daux et Raymond de Moustuéjouls, qui obtinrent de lui de nouveaux éclaircissements. Puis il fallut citer des témoins à charge dont l'avis paraissait bon à recueillir. Ils avaient été désignés par l'inquisiteur. C'était d'abord un dominicain, Jean de *Bourdinaria.* Maître Oldrado da Ponte (Hansen, *op. cit.*, p. 58) le tient pour un traître qui a flatté Jean de Parthenay, en lui écrivant des lettres d'amitié dont l'instruction a eu connaissance, et qui, ensuite, l'a trahi. C'était un juif converti, Jean de Forez, ennemi de l'accusé, dont le même jurisconsulte juge qu'il faut tenir le témoignage pour suspect, à cause de l'indignité du personnage. Hansen, *op. cit.*, p. 58. C'étaient Alain Breton, de Parthenay, ancien serviteur du sire, et un noble du voisinage, Hugues Bisto (*ibid.*), dont la déposition fut plutôt favorable à l'accusé. Enfin deux dominicains vinrent aussi, qui firent au savant jurisconsulte l'effet de deux compères récitant une leçon apprise par cœur, trop subtils et trop astucieux, d'ailleurs se contredisant souvent, et ayant plus l'air de juges que de témoins. *Ibid.*, p. 58.

Jean XXII avait prié le roi d'user de son autorité pour que ces personnes répondissent sans tarder à leur citation (13 septembre 1324, n. 60). Leurs dépositions reçues en présence des défenseurs de l'accusé parurent insuffisantes; et Maurice de Saint-Paul fut requis de présenter d'autres témoins pour étayer ses dires. Mais il ne put en désigner un seul, tandis que la partie adverse opposait de nombreuses exceptions, présentait des cédules et des documents qui parurent finalement devoir suffire à éclairer la religion des juges. L'instruction fut close et l'on en référa au pape. Le 23 juillet 1325, celui-ci délégua l'archevêque d'Embrun et l'évêque de Saint-Papoul pour prononcer la sentence. Ils devaient,

au préalable, s'éclairer des conseils d'une assemblée de jurisconsultes (n. 66). Un de ces jurisconsultes fut probablement maître Oldrado da Ponte, dont nous avons la consultation écrite. Hansen, *op. cit.*, p. 55-59. Les ennemis de Parthenay, et en particulier les inquisiteurs, avaient prétendu établir que les pratiques superstitieuses imputées à ce dernier étaient entachées d'hérésie. Oldrado s'attacha à prouver qu'il ne s'agissait que de simples sortilèges et philtres d'amour. La passion violente excusait le chevalier, non moins que son ignorance et sa rusticité toute militaire. On ne voyait pas qu'il eût rendu au démon un vrai culte d'adoration. Au surplus, la preuve testimoniale de ces crimes était loin d'être faite. En ce qui le concernait, Oldrado récusait tous les témoins parce que suspects, partiaux ou indignes, et il se prononçait pour l'acquittement. Parthenay fut en effet acquitté. Hansen, *op. cit.*, p. 59. Le *Continuateur de Jean de Saint-Victor* le note en ces termes : « Dont la cause fut estaignie ; quar le dit seigneur avoit en le court pluseurs qui le deportoient (favorisaient). Et bien apparut en la fin ; car il s'en vint puis franc et délivré et absous par le pape, si com l'on dit, de ce qui li étoit opposé. » Voir *Contin. Chron. Joan. a S. Victore*, dans *Hist. des Gaules et de la France*, t. XXI, p. 681 et note 1 ; *Contin. Chron. G. de Nangiaco*, édit. Géraud, t. II, p. 50-51.

— 47 —

A défaut de l'évêque diocésain, le pape désigne les évêques de Viviers et d'Arras pour poursuivre, de concert avec l'inquisiteur Maurice de Saint-Paul, l'affaire du sire de Parthenay. — Même date.

Reg. Vat., t. CXII, n. 495 ; Vidal, *op. cit.*, p. 426.

Atrabaten. et Vivarien. episcopis. — Pro parte viri nobilis Johannis Archiepiscopi, domini de Pertiniaco, militis, eiusque consortis ac nonnullorum dicto nobili coniunctorum linea parentele ad apostolatus nostri ac fratrum nostrorum sancte romane Ecclesie cardinalium, insinuatio hiis diebus flebilis et clamosa perduxit auditum quod dilectus filius frater Mauricius de Sancto Paulo, ordinis predicatorum, inquisitor heretice pravitatis in provincia Turonen. auctoritate apostolica deputatus, ex odii fomite (*etc., comme dans la précédente, mutatis mutandis, jusqu'à*) commisisse in diversis diocesibus dicitur ignoramus. Quocirca fraternitati vestre in virtute sancte obedientie districte precipiendo mandamus quatinus in eo casu ubi diocesanus eiusdem

nobilis non potuerit vel noluerit cum inquisitore predicto super premissorum executione personaliter interesse, vos vel alter vestrum loco diocesani predicti et extra civitates et dioceses vestras quacumque constitutione contraria non obstante cum inquisitore prefato illa exequi procuretis : quod si non ambo hiis exequendis potueritis vel nolueritis interesse, alter vestrum cum inquisitore predicto ea nichilominus exequatur : ita tamen quod si vos ambo simul processeritis cum eodem loco unius censeamini non duorum. — Datum ut supra.

— 48 —

Ordre de remettre aux destinataires les deux lettres qui précèdent — Avignon, 13 septembre 1323.

Reg. Vat., t. CXII, n. 496, 498; Vidal, *op. cit.*, p. 427.

Johanni de Arpadella [1], decano Xantonen. — Cum super negotio nobilis viri Johannis dicti Archiepiscopi, domini de Pertiniaco, quod coram dilecto filio Mauricio de Sancto Paulo, ordinis fratrum predicatorum, inquisitore heretice pravitatis in provincia Turonen. auctoritate apostolica deputato, vertitur tam venerabilibus fratribus nostris Petro, Atrabathen., et Petro, Vivarien. episcopis, quam eidem inquisitori certas litteras apostolicas destinemus, nos volentes eis et ipsorum cuilibet sicut tibi diriguntur litteras huiusmodi fideliter presentari, discretioni tue... mandamus quatinus dictas litteras eisdem episcopis singulas quas duplicatas mittimus singulis videlicet et inquisitori ex parte nostra presentare procures. — Datum Avinioni, idus septembris, anno VIII°.

Eidem. — Cum certas litteras (*etc.*). Volumus et... mandamus quatinus circa presentationem litterarum huiusmodi diligentiam adhibeas oportunam; [et] de illa fieri facias curialiter et prudenter publicum instrumentum, quod nobis destinare quantocius non omittas. — Datum Avinioni, ut supra.

1. Jean d'Arpadelle, docteur ès lois, chapelain du pape, d'abord chanoine de Paris; doyen de Saintes, le 23 mai 1323; prévôt de Sussey dans le diocèse

d'Autun, le 1er août 1328; archidiacre de Brie dans le chapitre de Paris, le 12 mars 1331; devint évêque de Fréjus, le 6 novembre 1340. Il mourut en 1343. Denifle, *Chartular.*, t. II, n. 834, note 1; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 262; Albanès, *Gall. christ. novis.*, t. I, col. 363-364; Daumet, *Benoît XII*, n. 514, 587, 623, 887; Albe, *Autour de Jean XXII, Évêques quercynois en France*, extr. des *Annales de Saint-Louis-des-Français*, 1906, p. 175-176.

— 49 —

Jean XXII ordonne à Henri Dauphin, gouverneur du Dauphiné, sous la menace des peines canoniques, de remettre sans retard à l'inquisiteur de la foi les hérétiques à qui il accorde protection et faveur; il l'invite à seconder avec zèle l'œuvre de cet inquisiteur dans ses terres. — Avignon, 15 octobre 1323.

> *Reg. Vat.*, t. CXII, n. 957; Sauerland, *Vatikanische Urkunden und Regesten zur Geschichte Lothringens*, t. I, dans *Quellen zur Lothringischen Geschichte*, Metz, Scriba, 1901, n. 399 (anal.).

Henrico [1], electo Methen., gubernatori Dalfinatus Viennen. — Auditui nostri apostolatus infausti rumoris assertio pertulit hiis diebus quod in terris dilecti filii nobilis viri Guigonis [2], dalfini Viennen., nepotis tui, quarum gubernator existis, nonnullis personis repertis de heretica pravitate reprehensis, tu ac ministri et officiales tui et eiusdem dalfini dictas personas dilecto filio G. [3], ordinis fratrum minorum, eiusdem pravitatis inquisitori in illis partibus auctoritate apostolica deputato, licet requisiti cum instancia sepius, remittere recusastis, ex quo splendor negocii fidei non absque periculis multipliciter super hiis dicitur in eisdem partibus obfuscari. Quocirca discretionem tuam rogandam duximus et hortandam, tibi nichilominus districtius iniungentes quatinus attente considerans quantis favoribus iura canonica et civilia dictum Inquisitionis negotium prosecuntur, quantisque penis et periculis gravibus domini temporales et alii negotium impedientes huiusmodi vel ei suum denegantes favorem cum requiruntur super hoc subiacere noscuntur, quodque tu qui persona ecclesiastica ad honorem status pontificalis electa esse dinosceris, si circa id possis reperiri quod absit reprehensibilis, penis gravioribus esses dignus, omnes et singulos de dicto crimine

heresis culpabiles et suspectos de quibus capiendis et eidem inquisitori remittendis per ipsum fueris requisitus huiusmodi requisitionibus cessante difficultate qualibet obtemperando, et per eosdem ministros et officiales obtemperari faciendo remittere non postponas : ita quod vitatis quibusvis tuis et eiusdem dalfini ac terrarum suarum periculis, inde valeas merito commendari; alias non poterimus preterire quominus contra te dictosque dalfinum, ministros et officiales ac terras, prout suadebit iusticia et expedire videbimus, procedemus. — Datum Avinioni, idus octobris, anno octavo.

1. Henri Dauphin, d'abord destiné au siège de Passau, fut choisi pour celui de Metz le 4 mai 1319. Ayant résigné son évêché (1325), il prit le nom de baron de Montauban. Il administrait le Dauphiné pour son neveu, Guigues VIII, depuis l'an 1319. *Gallia christ.*, t. XIII, p. 770; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 354; Vidal, *Intervention du pape Jean XXII dans le conflit entre la Savoie et le Dauphiné*, dans *Revue des quest. hist.*, octobre 1900, tir. à part, p. 7.

2. Guigues VIII, fils de Jean II et de Béatrix de Hongrie, né en 1310, succède à son père, le 5 mars 1319, sous la tutelle de son oncle, Henri Dauphin; il meurt le 23 juillet 1333. U. Chevalier, *Répertoire, etc. Biobibl.*, col. 945; Vidal, *op. cit.*

3. Guillaume Astre, dont on trouve le nom parmi ceux des frères mineurs qui prirent part aux discussions engagées, à l'époque de Clément V, au sujet des spirituels, fut un des champions des conventuels. Étant gardien du couvent de Béziers, il fit, de concert avec le gardien du couvent de Montpellier, un procès aux spirituels de son obédience et les déclara hérétiques, schismatiques et apostats de l'ordre. Ils se défendirent à la cour du pape et Astre dut justifier ses actes. Ehrle, *Die Spiritualien*, dans *Archiv für Litteratur*, 1888, t. IV, p. 37, 61, 63. Il aurait été nommé à l'Inquisition de Provence par les supérieurs de l'ordre, vers 1322. A cette date, deux autres frères mineurs, Michel Lemoine (n. 15, note 2) et Jacques Bernard (n. 33), s'occupaient déjà de la poursuite de l'hérésie dans la province. Les statuts provinciaux des frères mineurs approuvés par le général fixaient à cinq années la durée du mandat inquisitorial pour les membres de l'ordre, lesquels étaient d'ailleurs, pour l'institution et la révocation, à la merci de leurs provinciaux. Mais Guillaume Astre, dont le zèle plaisait à Jean XXII, obtint, le 27 octobre 1326, d'être confirmé dans cette charge, *usque ad beneplacitum sanctae Sedis* (n. 71). Le 21 mars suivant, il reçut l'ordre de transmettre à l'inquisiteur de Carcassonne copie authentique des aveux d'un prêtre relaps, Bernard Marty ou Maury, de Narbonne (n. 75). Le 9 octobre 1331, il obtint d'être remis en possession, à Avignon, des maisons et des logis de l'Inquisition dans lesquels des prélats et des moines de l'ordre s'étaient indûment installés (n. 113). Dès l'année 1328, Béatrix de Lévis l'avait recommandé au pape pour un évêché. Jean XXII prit bonne note de ce désir (*Reg. Vat.*, t. CXIV, fol. 195 v°) et promut l'inquisiteur au siège d'Apt, le 12 juin 1332 (n. 119). Guillaume s'occupa encore quelque temps des affaires du tribunal, notamment du partage, entre le fisc apostolique et un certain Pierre de Gigondas, de Car-

pentras, des biens de ce dernier, confisqués pour hérésie (n. 121-123). Il mourut, à Apt, le 8 octobre 1336. Baluze, à tort, le fait vivre jusqu'en 1350. Albanès, *Gall. christ. novissima*, col. 246-247; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 95.

— 50 —

Le pape désigne les commissaires qui devront faire justice de Guillaume Robert, moine de Figeac, voué aux pratiques de la magie et de la nécromancie, faux monnayeur et convaincu d'autres crimes. — Avignon, 1er novembre 1323.

Reg. Aven., t. XX, fol. 160 v°, n. 228; *Reg. Vat.*, t. LXXVI, n. 178; Mollat, *op. cit.*, n. 18426 (anal.).

Dilectis filiis ..[1] monasterii Casedei [2], Claromonten. diocesis, et ..[3] Claromonten. ac.. Secureti [4] Anicien. ecclesiarum abbatibus, salutem. — Nuper dilectus filius Guillelmus [5], abbas monasterii Figiacen., Cluniacen. ordinis, Caturcen. diocesis, nostro apostolatui intimavit quod dudum Guillermus Roberti, monachus ipsius monasterii, in eodem monasterio receptus extitit in monachum et in fratrem; et quod postquam ibidem tanquam monachus ipsius monasterii, per plurium annorum curricula moram traxerat et pro monacho ipsius monasterii ab omnibus publice habebatur, dans in commotionem dampnabilem pedes suos, cepit tam a professionis proprie regula quam a fide catholica deviare, sacrilegiis alquimie, nigromantie, auguriis et aliis prophanis et prohibitis artibus se in proprie salutis interitum et perniciem immiscendo. Preter hec alia scelera premissis accumulans false monete fore dicitur fabricator ac ymaginum et votorum cereorum confictor, per ymagines atque vota huiusmodi impia sortilegia exercendo, pluribus etiam aliis criminibus et sceleribus fore dicitur irretitus; propter que per curiam carissimi in Christo filii nostri Caroli, regis Francie illustris, captus extitit et carcerali custodie mancipatus. Et tandem ad requisitionem eiusdem abbatis eundem monachum sui monasterii repetentis idem monachus sibi per dictam curiam extitit restitutus iuxta sanxiones canonicas puniendus. Verum dictus monachus ut debitam pro dictis sceleribus effugere valeat ultionem ad premeditatam malitiam

se convertens falso et malitiose pretendit se esse monachum monasterii Userchien.[6], ordinis sancti Benedicti, Lemovicen. diocesis, seque fore ad abbatem dicti monasterii propterea remittendum et per eum etiam puniendum; ac nichilominus ne per dictum abbatem Figiacen. monasterii puniatur pro parte dicti abbatis Userchien. seu prefati monachi ad Sedem apostolicam fuisse dicitur appellatum. Quare prefatus abbas Figiacen. nobis humiliter supplicavit ut ne tali pretextu eiusdem monachi scelera remaneant impunita providere sibi super hoc de oportuno remedio curaremus. Quocirca [mandat iudicibus ut iustitiae exhibeant complementum]. — Datum Avinioni, kalendis novembris, anno octavo.

1. Jean de Champdorat, élu le 7 mai 1318, abbé de la Chaise-Dieu; évêque du Puy, le 25 septembre 1342; mort en 1356. *Hist. de Languedoc,* t. IX, p. 563; *Gall. christ.*, t. II, col. 342-343, 725; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 91.

2. La Chaise-Dieu (Haute-Loire), arrond. de Brioude.

3. Étienne, abbé de l'église de Clermont dès 1302. *Gall. christ.*, t. II, col. 309.

4. Saint-Michel de l'Aiguille, ancienne abbaye dans le voisinage du Puy, dignité du chapitre.

5. Guillaume de Ventadour, abbé de Figeac en 1315. *Gall. christ.*, t. I, col. 175.

6. Uzerche (Corrèze), chef-lieu de cant., arrond. de Tulle.

— 51 —

Lettre au roi pour lui communiquer les mesures prises dans le document suivant. — Avignon, [5] novembre 1323.

Reg. Vat., t. CXII, part. 2, fol. IV v°, n. 506; Vidal, *Le sire de Parthenay*, p. 428.

Ipsi regi [Francie]. — Serenitatis regie litteris super negocio domini de Pertiniaco per nos, licet tarde, receptis, verentes quod inquisitor ante provisionem a nobis super hoc faciendam requisivisset ordinarium nobilis antedicti, idcirco eidem inquisitori et eius in hac parte collegis sub certa forma per nostras patentes litteras scribendum providimus in forma quam continet cedula

presentibus interclusa. — Datum Avinioni, novembris (*sic*), anno octavo.

— 52 —

L'ordinaire dont le sire de Parthenay est le sujet ne pouvant être clairement déterminé, à cause de la multiplicité des domiciles de ce seigneur, le pape décide que les évêques d'Arras et de Viviers prendront sa place au tribunal d'Inquisition, auprès de l'inquisiteur Maurice de Saint-Paul. — Avignon, 5 novembre 1323.

Reg. Vat., t. CXII, n. 507; Vidal, *loc. cit.*, p. 428.

Venerabilibus fratribus Petro, Atrabaten., et Petro, Vivarien. episcopis, et dilecto filio Mauricio de Sancto Paulo, inquisitori heretice pravitatis in provincia Turonen. auctoritate apostolica deputato. — Pridem pro parte viri nobilis Johannis, dicti Archiepiscopi, domini de Pertiniaco [*etc., voir aux n. 46, 47 le détail des parties narrative et dispositive, jusqu'à la fin du n. 47*]. Cum autem propter diversa domicilia que dictus nobilis in diversis locis habere dicitur, quis eius sit diocesanus hesitari probabiliter et negotium posset huiusmodi non absque periculis retardari, nos super hiis et ne dictus nobilis longa detentione carceris contra iusticiam pregravetur diucius, providere salubriter cupientes, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus, vos, dicti episcopi, vel alter vestrum una tecum, inquisitore predicto, prefati nobilis irrequisito diocesano, nisi ante presentationem presentium vobis faciendam extitisset super hiis (cui in tali casu preiudicare non intendimus) forcitan requisitus, mature procedere super eodem negocio studeatis; aliarum litterarum nostrarum tenoribus plene super omnibus aliis observatis. — Datum Avinioni, nonis novembris, anno octavo.

— 53 —

Jean XXII ordonne à l'évêque de Lérida et à l'inquisiteur d'Aragon de remettre aux mains de Jean de Beaune, inquisiteur de Carcassonne, ou de ses gens, Pierre et Jean Maury, de Montaillou, Esperte, et Mathea, de Tarascon, au diocèse de Pamiers, hérétiques fugitifs réfugiés en Aragon. — Avignon, 8 novembre 1323.

Reg. Vat., t. LXXVI, fol. 2, n. 4, *de Curia*; t. CXII, n. 822; Mollat, *op. cit.*, n. 20315 (anal.).

Venerabili fratri ..[1] episcopo Ilerden., et dilecto filio..[2] inquisitori heretice pravitatis in partibus regni Aragonum auctoritate apostolica deputato. — Significavit nobis dilectus filius Johannes de Belna [3], ordinis fratrum predicatorum, inquisitor heretice pravitatis in partibus Carcassone auctoritate apostolica deputatus, quod cum legitime constitisset eidem Petrum et Johannem Maurini, de Montealionis [4], laycos, et Spertam et Matheam, ipsius Sperte filiam, de Tarascone [5], diocesis Appamiarum, detestabile crimen heresis infra terminos Inquisitionis dicte pravitatis partium predictarum Carcassone horribiliter commisisse, predictus inquisitor prefatos hereticos fugitivos [6] et in partibus regni Aragonum latitantes capi per certum suum ad hoc deputatum nuncium [7], non absque multis periculis et expensis variis procuravit, dictusque nuncius dictosque (*sic*) Johannem Maurini, et Espertam, ac Matheam tibi, frater episcope, dictumque Petrum Maurini tibi, fili inquisitor, tradidit custodiendos fideliter donec predictus inquisitor Carcassonen. ipsos duceret repetendos. Cum autem, sicut habet eiusdem inquisitoris Carcassonen. assertio, dictorum hereticorum presentia in partibus Carcassonen. predictis esse speretur orthodoxe fidei plurimum fructuosa, pro eo quod si contingat eos vel eorum aliquos operante gratia divina redire ad ipsius fidei unitatem per ipsos multorum qui sunt in eisdem partibus pravitatis predicte fermento respersi procurari forsan ad fidem catholicam poterit conversio salutaris et Inquisitionis officium propter hoc utiliter informari : Nos qui ad huiusmodi fidei negotium ex apostolice debito servitutis afficimur et ut procedat prospere desiderabiliter affectamus, discretioni vestre... mandamus quatinus predictos Johannem et Petrum, qui in eisdem partibus Carcassonen. multa horribilia contra fidem

catholicam commisisse dicuntur, necnon et dictas Espertam et Matheam predictas, nisi forsan mulieres ipse in eisdem partibus regni Aragonum talia contra fidem commisissent eandem ex quibus essent per vos merito retinende et de eis in ipsis partibus iusticia ministranda, prefato inquisitori Carcassonen. per suum certum nuncium ad vos propter hoc specialiter destinandum suis sumptibus vos et vestrum quilibet sub fida custodia transmittatis; prius tamen ab eisdem hereticis vel illis quos prefato inquisitori duxeritis transmittendos diligentius inquisitis que ad utilitatem eiusdem fidei et utiliorem executionem officii memorati videritis inquirenda. — Datum Avinioni, vi idus novembris, anno octavo,

1. Pons de Villemur, archidiacre de Lérida et chapelain du pape, fut promu à Lérida, le 26 février 1322; il mourut en 1324. Eubel, *Hier.*, t. i, p. 294.

2. Bernard de Puigcertos, dominicain. Dès l'an 1314, il recherche et condamne des hérétiques de la secte des spirituels. Lea, *Histoire de l'Inquis.*, t. iii, p. 101. Le 5 septembre 1328, Jean XXII lui mande de suspendre l'enquête faite par lui contre certains frères mineurs de son pays. Eubel, *Bullarium franciscanum*, t. v, n. 729. Le prieur provincial des dominicains de Saragosse reçoit la même sommation, le 29 décembre suivant. Il s'agissait d'un groupe de fraticelles particulièrement remuants. Eubel, n. 748. Voir aussi Llorente, *Hist. critique de l'Inquisition d'Espagne*, Paris, 1818, t. i, p. 81, n. 9. Des actes de cet inquisiteur rien ne reste, croyons-nous, que les interrogatoires qu'il fit subir aux quatre hérétiques dont il est question dans la bulle. Nous publions un document qui permettra de se rendre compte des procédés employés par lui contre les gens suspects d'hérésie. Il se rapporte probablement à l'un des fraticelles dont Jean XXII eut à s'occuper et prouve, en tout cas, que Bernard de Puigcertos resta en charge pendant près de trente années. Il n'était cependant plus inquisiteur en 1345, lorsque Clément VI expédia la bulle qui suit (*Reg. Vat.*, t. ccxviii, fol. 104 v°, n. cxxxi) :

« Ven. fratri [Arnaldo], archiepiscopo Terraconen., salutem. — Debitum officii nostri... Petitio siquidem dilecti filii Bernardi de Camporotondo, de tercio ordine beati Francisci, clerici coniugati tue diocesis, nobis nuper exhibita continebat quod dudum, licet ipse verus catholicus et firmus in fide christiana existeret et existat, tamen dilectus filius Bernardus de Podiocertoso, ordinis fratrum predicatorum, tunc inquisitor heretice pravitatis in regno Aragonie per Sedem apostolicam deputatus, contra eundem Bernardum voluntarie et alias indebite, odii rancore concepto, inquisivit de fide catholica contra ipsum, et aliquos testes corruptos et inimicos capitales dicti Bernardi contra ipsum recepit de facto; et quod cum ipse Bernardus de predictis se vellet iuste defendere coram inquisitore predicto, idem inquisitor advocato ipsius Bernardi prohibuit quod sibi in causa illa patrocinium non prestaret, ac omnes defensiones super hiis sibi necessarias denegavit eidem, ac eum fecit carceris custodie mancipari et captum etiam detineri; et nichilominus quendam suum advocatum, qui ei patrocinium prestiterat, per blanditias et persuasiones induxit ut eidem Bernardo consuleret quod ipse Bernardus aliquos certos confiteretur errores, promittens

idem inquisitor in manibus eiusdem advocati se cum eodem Bernardo cum facili penitentia per eundem inquisitorem ad cognitionem dicti advocati imponenda eidem super hiis dispensare, si predictos confiteretur errores; alioquin, sicut idem inquisitor comminatus fuit, dictus Bernardus nunquam liberaretur a carcere, sed ipse inquisitor eum tociens exponeret questionibus et tormentis, quod ipse inquisitor, vellet aut nollet dictus Bernardus, extorqueret quantum vellet ex ore ipsius Bernardi; necnon prefatus inquisitor eundem Bernardum sic eum detinendo captivum publice proclamando per ecclesias in sermonibus fecit in illis partibus super dictis erroribus indebite diffamari. Propter que dictus Bernardus sentiens ab eodem inquisitore procedente contra ipsum inique et injuste ac ex odio indebite se gravari ad Nos et Sedem apostolicam appellavit. Quocirca fraternitati tue... committimus et mandamus quatinus vocatis qui fuerint evocandi et auditis hinc inde propositis, quod iustum fuerit appellatione remota decernas, faciens quod decreveris per censuram ecclesiasticam firmiter observari... — Datum Avinioni, x kalendas septembris, anno quarto. »

3. Jean de Beaune; voir p. 47, note 2.

4. Montaillou (Ariège), cant. d'Ax-les-Thermes, arrond. de Foix.

5. Tarascon (Ariège), chef-lieu de cant., arrond. de Foix.

6. Les frères Jean et Pierre Maury, Mathea, femme, et Esperte, belle-mère du premier, avaient quitté le pays de Foix et fui en Catalogne à la suite de la capture des principaux ministres cathares par Bernard Gui. C'étaient de pauvres bergers qui, dans l'exil, continuèrent à exercer leur humble profession, comme aussi à pratiquer la religion cathare, sous la conduite d'un *parfait*, fugitif comme eux, Guillem Belibaste. Ils furent découverts par Arnaud Sicre, espion de l'Inquisition. Belibaste fut saisi d'abord; puis ce fut le tour de Pierre Maury, pris à Flix (prov. de Tarragone), des deux femmes et de Jean Maury appréhendés à Casteldazens (prov. de Lérida), en mai 1323. Les quatre derniers furent remis à l'inquisiteur d'Aragon et incarcérés à Lérida. Guillaume Costa, lieutenant de l'inquisiteur, les interrogea, les 14 et 15 mai. Bernard de Puigcertos les examina lui-même, ainsi que l'évêque de Lérida, en juillet, août, septembre et décembre suivants. Les dossiers de ces audiences furent plus tard transmis à l'évêque de Pamiers, qui les fit transcrire en tête des procès de Jean et de Pierre Maury. Ms. Vat., lat. *4030*, fol. 209 v°-213 v°, 247-248 v°. A la prière de Jean de Beaune, inquisiteur de Carcassonne, le pape lança l'ordre ci-dessus, le 8 novembre 1323. Il visait surtout les deux frères Maury, susceptibles de faire des révélations importantes, et d'ailleurs particulièrement compromis dans l'hérésie. Esperte et Mathea pouvaient à la rigueur être jugées en Catalogne, où il semblait qu'elles eussent commis leurs fautes les plus graves. Effectivement, l'extradition paraît n'avoir eu lieu que pour Jean et Pierre Maury. Remis à Jacques Fournier, ces deux hérétiques comparurent devant lui durant les mois de février, juin et août 1324.

La déposition de Pierre Maury est particulièrement longue et curieuse, en ce qui concerne la doctrine et la vie des derniers ministres cathares. Elle s'étend du fol. 249 au fol. 274 v°, du ms. *4030* Vatic. latin, et se termine par une série de soixante-deux propositions erronées professées par l'accusé ou par les chefs de la secte. La *confession* de Jean Maury tient, dans le même registre, du fol. 213 v° au fol. 224. Les deux frères furent condamnés, le 12 août 1324, à la prison perpétuelle. Doat, t. XXVIII, fol. 66. Leur cas avait été soumis au préalable à

une assemblée de juristes et de théologiens réunie, le 9 août, à l'évêché de Pamiers. Douais, *La formule Communicato, etc.*, p. 23. Voir J.-M. Vidal, *Les derniers ministres de l'albigéisme en Languedoc*, dans la *Revue des questions historiques*, janvier 1906, § III; *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers*, tir. à part, p. 45-46, 50-51, 217.

7. Arnaud Sicre; voir note précédente et nos deux opuscules cités.

— 54 —

Ordre de présenter la lettre du 5 novembre, ci-dessus (n. 52). — Avignon, 10 novembre 1323.

Reg. Vat., t. CXII, n. 513; Vidal, *Le sire de Parthenay*, p. 429.

Magistro Johanni de Arpadella [1], decano ecclesie Xantonen., capellano nostro. — Super negotio, etc. [Mandatur ei ut litteras praedictis episcopis et inquisitori directas praesentet et de praesentatione papam certiorem faciat]. Datum ut supra [Avinioni, IIII idus novembris, anno octavo].

1. Cf. n. 48, note 1.

— 55 —

Le pape déclare que l'inquisiteur devra, avant le prononcé de la sentence, donner aux évêques d'Arras et de Viviers communication des actes du dossier de Jean l'Archevêque. — Avignon, 1er décembre 1323.

Reg. Vat., t. CXII, part. 2, fol. 7, n. 528; Vidal, *op. cit.*, p. 429.

Petro, Atrabaten., et Petro, Vivarien. episcopis. — Dudum ex parte nobilis viri Johannis dicti Archiepiscopi [*etc. Voir le détail des parties narrative et dispositive, ci-dessus, n. 46, 47 et 52, jusqu'à la fin de cette dernière lettre*]. Verum, sicut accepimus, quidam in dubium utrum iuxta tenorem litterarum nostrarum vobis et vestrum cuilibet in prolatione sententie tantum processus habitos et habendos communicare predictus inquisitor, seu vobiscum vel

cum altero vestrum deberet super omnibus procedere, revocare nitantur; nos dubitationem huiusmodi, ne per eam dictum posset negotium impediri, amputare volentes, quamvis per earumdem litterarum tenores evidenter pateret, auctoritate presentium declaramus nostre intentionis existere ac etiam extitisse quod vos, vel alter vestrum, una cum eodem inquisitore procedatis in prelibato negotio, ipseque vobis et vestrum cuilibet processus habitos et habendos communicare, tam circa proferendam sententiam, quam omnes alios actus etiam ante prolationem eiusdem sententie teneatur. Quocirca fraternitati vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos et cuilibet (*sic*) vestrum una cum eodem inquisitore iuxta tenores litterarum nostrarum vobis directarum super hoc ac declarationem nostram huiusmodi in dicto negotio procedatis. Cui quidem inquisitori per alias nostras litteras mandavimus et etiam auctoritate presentium inhibemus ut sine vobis aut vestrum altero super memorato negotio ad actum aliquem non procedat. — Datum Avinioni, kalendis decembris, anno octavo.

— 56 —

Notification de la mesure qui précède à l'inquisiteur Maurice de Saint-Paul. — Avignon, 1er décembre 1323.

Reg. Vat., t. CXII, fol. 7 v°, n. 529; Vidal, *op. cit.*, p. 430.

Mauricio de Sancto Paulo, ordinis predicatorum, inquisitor heretice pravitatis in provincia Turonen. — Dudum ex parte... (*comme ci-dessus, mutatis mutandis*). Quocirca discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus sine predictis episcopis vel eorum altero super dicto negotio ad actum aliquem non procedas, sed iuxta intentionem et declarationem nostras huiusmodi prudenter super hiis sic te geras quod inde debeas merito commendari. — Datum Avinioni, kalendis decembris, anno octavo.

— 57 —

Le pape annonce au roi de France qu'il a donné congé à l'inquisiteur Maurice de Saint-Paul, malgré les instances de certains de ses ennemis qui eussent voulu le retenir. — Avignon, 5 décembre 1323.

Reg. Vat., t. CXII, fol. 6 v°, n. 522; Vidal, *op. cit.*, p. 430.

Eidem [regi Francie]. — Venientem nuper ad nostram presentiam dilectum filium Mauricium de Sancto Paulo, ordinis fratrum predicatorum, inquisitorem heretice pravitatis in provincia Turonen... benigne recepimus; et super hiis que nobis exposuit pacienter audivimus et intelleximus diligenter. Et ecce quod eundem, non obstante quod aliqui eum super nonnullis objectis nunc et alias contra ipsum de quibus offerebant fidem se sufficienter facturos instanter peterent in curia retineri, pro sui executione officii duximus remittendum. Volumus tamen quod in negotio domini de Pertiniaco sine venerabilibus fratribus nostris Atrabaten. et Vivarien. episcopis vel altero ipsorum, ut vitetur omnis suspicionis materia, non procedat. — Datum ut supra [Avinioni, nonis decembris, anno octavo].

— 57 bis —

Jean XXII annonce à Jean de Trie, sénéchal de Toulouse, qu'il a l'intention de nommer un inquisiteur de la foi dans la province d'Auch. Il espère que l'archevêque d'Auch désignera de son côté celui qu'il entend lui donner comme collaborateur. — Avignon, 20 décembre 1323.

Reg. Vat., t. CXII, n. 527; L. Guérard, *Documents pontificaux sur la Gascogne*, Paris-Auch, 1903, t. II, p. 109-110, n. 267 (*in ext.*).

Dilecto filio nobili viro Johanni de Tria [1], domino de Mouchiaco castro [2], senescallo Tholosano et Albiensi. — Dilectum filium Philippum, thesaurarium ecclesie Baiocensis, fratrem tuum, ac

tue nobilitatis litteras nobis per ipsum presentatas affectu benigno recepimus, et que ipse nobis explicare curavit verbotenus et littere continebant predicte, pleno collegimus intellectu. Sane super eo quod de inquisitore heretice pravitatis in provincia Auxitana deputando litterarum habebat series predictarum, tue prudentie respondemus quod, quantum Sedem tangit apostolicam, intendimus breviter de persona ydonea super hoc providere [3]; ven. fratrem nostrum Guillelmum, episcopum olim Carcassonen., electum Auxitan. [4], idem facturum, quantum ad ipsum pertinere dinoscitur, supponentes [5]. Ceterum ad ea que de quibusdam dubiis, sub verbo sibi commisse per easdem litteras credentie dictus thesaurarius explicavit, respondimus, prout ipse tibi referre poterit oraculo vive vocis, quem tui consideratione et sue probitatis obtentu recomendatum habere proponimus, loco et tempore congruis et gratiis et favoribus oportunis. — Datum Avinioni, XIII kalendas ianuarii, anno octavo.

1. Jean de Trie, seigneur de Mouchy-le-Châtel, sénéchal de Toulouse et d'Albi, de 1323 à 1325. Léopold Delisle, *Chronologie des baillis et des sénéchaux*, dans *Recueil des hist. des Gaules*, t. XXIV, Préface, p. 265-266.

2. Mouchy-le-Châtel (?), Oise, arrond. de Beauvais.

3. Bernard Gui venait de quitter l'Inquisition de Toulouse pour monter sur le siège épiscopal de Tuy (1er septembre 1323 : n. 44). Pierre Brun, son successeur, fut nommé par le pape, le 27 juillet 1324 (n. 59).

4. Guillaume de Flavacourt; cf. p. 56, note 5.

5. M. Guérard, *Documents*, t. II, p. 109, n. 267, résumant cette pièce, écrit que c'est le trésorier de Bayeux lui-même que le pape va nommer inquisiteur d'Auch. Le pape se borne à parler d'une personne idoine. M. Léopold Delisle, *op. cit.*, p. 265, ne se trompe pas moins lorsqu'il découvre dans la lettre que c'est l'archevêque d'Auch que Jean XXII va choisir.

— 58 —

Le pape informe le roi de l'arrivée de Jean l'Archevêque amené en cour d'Avignon par deux officiers royaux. — Avignon, 7 juillet 1324.

Reg. Vat., t. CXII, fol. 30 v°, n. 664; Vidal, *op. cit.*, p. 430.

Prefato regi Francie. — Celsitudinem regiam volumus non latere quod dilecti filii nobiles viri Petrus de Macheriaco, miles, et Antonius, serviens armorum tui, ad nostram presentiam venientes, nobilem virum Johannem Archiepiscopi, militem, dominum de Pertiniaco, nobis ex parte regia die date presentium presentarunt. — Datum Avinioni, nonis iulii, anno octavo.

— 58 bis —

Le pape atteste que Jean l'Archevêque a comparu devant lui ce même jour. — Avignon, 7 juillet 1324.

Reg. Aven., t. xxi, fol. 170 v°; *Reg. Vat.*, t. lxxvii, n. 1454; Mollat, *op. cit.*, n. 19901 (anal.).

Universis presentes litteras inspecturis, salutem. — Noscat universitas vestra quod nobilis vir Johannes Archiepiscopi, dominus Parteniaci, miles Pictaven. diocesis, die septimo presentis mensis iulii, apud Avinionem, in consistorio personaliter representavit se et comparuit coram nobis; in cuius rey (*sic*) testimonium presentes litteras eidem nobili duximus concedendas. — Datum Avinioni, nonis iulii, anno octavo.

— 59 —

Jean XXII nomme Pierre Brun, dominicain, à l'office d'inquisiteur de Toulouse. — Avignon, 27 juillet 1324.

Reg. Vat., t. cxii, fol. 88, n. 407.

Dilecto filio Petro Bruni [1], ordinis fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in partibus Tholosanis per Sedem apostolicam deputato. — Inter curas assiduas et solicitudines varias que ministerio apostolice servitutis incumbunt illa nos angit potissime ut negocium fidei ad Dei gloriam et honorem ubique per personas salubriter dirigatur ydoneas et nostris temporibus prosperetur. Hinc est quod nos attendentes quod divina Providentia

thesaurum tibi scientie contulit teque multis virtutibus edotavit, ita quod cis (*sic*) tibi per vite meritum et aliis proficere per exemplum, officium inquisitionis heretice pravitatis in Tholosan. et aliis partibus in quibus inquisitor eiusdem pravitatis in dictis partibus qui fuit pro tempore auctoritate apostolica deputatus, illud consuevit actenus exercere auctoritate tibi presentium duximus usque ad apostolice Sedis beneplacitum committendum, faciendi, gerendi et exercendi in partibus antedictis omnia que ad officium pertinent huiusmodi facultatem plenariam concedentes. Quocirca discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus prefatum officium sic solerter et fideliter exequaris quod exinde divinam et apostolice Sedis gratiam valeas uberius promereri. Per hoc tamen non intendimus alias ei cui ex Sedis predicte [voluntate] deputare inquisitorem pravitatis eiusdem in dictis partibus competit aut ordini tuo imposterum super predictis quomodolibet derogare. — Datum Avinioni, VI kalendas augusti, anno octavo.

1. Les débuts de Pierre Brun nous sont inconnus. Mgr Douais, *Documents, etc.*, p. CXXIII, CXXXIII, le fait entrer en charge, à l'Inquisition de Toulouse, dès l'année 1318. Le document ci-dessus prouve qu'il n'y fut nommé que le 27 juillet 1324. Bernard Gui venait d'être promu à l'évêché de Tuy (n. 44). Son successeur continua si bien son œuvre que, dès l'année suivante (20 septembre 1325), il mérita d'être loué par le pape pour son zèle (n. 63). Son tribunal examinait alors le cas d'un prêtre accusé d'hérésie; mais l'on soupçonnait fort ses dénonciateurs de l'avoir chargé à faux. L'inquisiteur ayant consulté le pape sur la conduite à tenir, Jean XXII proposa la convocation d'une assemblée consultative (n. 69). En décembre 1325, P. Brun, assisté d'Henri de Chamay, inquisiteur de Carcassonne, et du commissaire de l'évêque de Béziers, prononça la sentence de six hérétiques. Doat, t. XXVII, fol. 89-91. Le 1er mars 1327 (n. st.), il assista, avec l'évêque d'Alet et Jean Duprat, à un *acte de foi* célébré à Carcassonne. Doat, t. XXVIII, fol. 178-186. Durant les années 1328-1329, on le trouve, à Carcassonne, à Narbonne, à Pamiers, à Béziers, présidant, avec Henri de Chamay et les évêques du Languedoc ou leurs délégués, à des abjurations d'hérétiques, à des consultations de théologiens et de canonistes, à des *actes de foi*, à des prononcés de sentence. Douais, *Documents, etc.*, p. CXI-CXII, CXXIV-CXXVIII; *La formule Communicato*, p. 41-49. Le 24 novembre 1328, il jugea Barthélemy Adalbert, notaire de l'Inquisition de Carcassonne, coupable de graves délits dans l'exercice de ses fonctions. Il termina ainsi un conflit de juridiction qui s'était élevé entre l'évêque de Carcassonne, Pierre Rodier, et l'inquisiteur Jean Duprat, au sujet de la punition de ce subalterne. Évêque et inquisiteur s'étaient, du reste, entendus pour lui remettre cette cause. Douais, *Docum.*, p. LXXXIII-LXXXVII. Bardin raconte dans sa *Chronique* (*Hist. de Lang.*, t. X, Preuv., col. 37) que l'inquisiteur eut, en 1329 et 1330, à défendre les privilèges de son tribunal contre Guillaume de Villars, juge d'appeaux de Toulouse, chargé par le roi de couper court aux empiétements des cours ecclésiastiques sur la justice royale.

Dès qu'il eut revisé les livres des tribunaux ecclésiastiques, le réformateur réclama les siens à l'inquisiteur; et, sur le refus catégorique de ce dernier, il fit forcer les portes de la salle où ils étaient conservés. Pierre Brun en appela au Parlement de Paris, qui, le 17 mai 1331, lui donna raison, avec le curieux considérant que l'Inquisition était moins un tribunal ecclésiastique qu'une cour royale. Percin, *Inquisitio*, p. 101, dans *Monum. convent. Tholos.*; *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 458-459. Le 22 février 1329, la juridiction de l'inquisiteur de Toulouse fut étendue à la ville et aux environs de Bordeaux (n. 83). En 1330 et 1332, Pierre Brun assista à des condamnations d'hérétiques prononcées à Carcassonne par l'inquisiteur et l'official de cette ville. *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 401; Douais, *La procédure inquisitoriale en Languedoc au* XIVe *siècle*, Paris, Picard, 1900, p. 39. En juin 1337, il tint lui-même, à Toulouse, un acte de foi auquel fut convié Aymon de Caumont, inquisiteur de Carcassonne. Douais, *La procédure, etc.*, p. 23, 38. Son activité dans la chasse à l'hérétique ressort du livre de comptes de la sénéchaussée de Toulouse pour l'an 1337. Le procureur royal préposé à la gestion des biens confisqués perçoit les revenus de trente hérétiques; il additionne les frais d'un « sermon » public — peut-être celui dont il vient d'être question — qu'il paya lui-même; enfin il constate que les prisons de l'Inquisition renferment quatre-vingt-deux condamnés. *Hist. de Lang.*, t. X, Preuves, col. 782, 792, 813-815. En 1338, Brun était encore en charge. Le 19 mai, il fut choisi comme exécuteur testamentaire par Eléonore de Montfort, contesse de Vendôme. *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 579. Percin, *Monum. conv. Tolos.*, p. 71, affirme qu'il figura comme définiteur au chapitre de son ordre tenu à Condom en 1340 et qu'il occupait encore à cette date la charge d'inquisiteur de Toulouse. Il est probable qu'il la conserva jusqu'à sa promotion à l'évêché de Couserans (26 juin 1342) ou à la nomination de son successeur, l'inquisiteur Pierre Gui (24 juillet 1342). Il succédait, sur le siège de Couserans, à Pierre de la Palud, patriarche de Jérusalem. Il y mourut en 1345. Eubel, *Hier.*, t. I, p. 211.

— 60 —

Le pape prie le roi de France de faire venir sans retard en cour d'Avignon certains religieux et laïcs dont le témoignage est utile à l'instruction du procès du sire de Parthenay. —Avignon, 13 septembre 1324.

Reg. Vat., t. CXIII, n. 1; Vidal, *op. cit.*, p. 431.

Regi Francie. — Cum in negotio inquisitionis contra nobilem virum Johannem Archiepiscopi, dominum de Pertiniaco, super crimine heresis apud Sedem apostolicam inchoato, dilecti filii Johannes de Bourdinaria [1], ordinis fratrum predicatorum, Johannes de Foresio [2], conversus, qui ante conversionem suam Abraam

de Perpiniano vocabatur, et Alanus Brito, morans Pertiniaci, dudum familiaris dicti nobilis, pro testibus credebantur multipliciter oportuni, celsitudinem regiam attentius deprecamur quatinus prenominatas personas et alias, si quas dilectus filius inquisitor heretice pravitatis eidem celsitudini duxerit super hoc nominandas, ad eandem Sedem celeriter et secrete sicut ipsius qualitas exigit negotii mittere non postponat. — Datum Avinioni, idus septembris, anno nono.

1. « Adulator et dicti domini Johannis de Partiniacho proditor, ut apparet ex litteris quas ipse misit domino Johanni de Partiniacho et que producte sunt in iudicio. » Oldrado da Ponte, dans Hansen, *op. cit.*, p. 58; cf. ci-dessus, n. 46, note 5.

2. « Unus quondam judeus, nunc christianus factus, cuius testimonio in quantum pro eo dicit utitur dominus Johannes de Partiniacho, in quantum vero contra eum dicit in aliquo non, obstante ratione vilitatis sue et facinorum suorum tam ante baptismum quam post, et quia unicus est cuius etiam in causa civili dicto non staretur... et quia inimicus... » *Ibid.*

— 61 —

La province dominicaine de Toulouse ayant été récemment distraite de l'ancienne province de Provence, le pape décide que désormais la présentation des candidats aux fonctions d'inquisiteur de Toulouse appartiendra au provincial de Toulouse. Le provincial de France, à qui Nicolas IV a concédé le droit de nommer les inquisiteurs en France, devra choisir parmi les personnes qui lui auront été désignées de la sorte. — Avignon, 1er novembre 1324.

Reg. Aven., t. XXII, fol. 359 v°, n. 542; *Reg. Vat.*, t. LXXVIII, n. 542; Mollat, *Jean XXII*, n. 20943 (anal.).

Dilecto filio [1].. priori provinciali fratrum ordinis predicatorum in Francia, salutem. — Dudum felicis recordationis Nicolaus papa IIII predecessor noster desiderans per apostolice Sedis diligentiam contra hereticorum dolosam astuciam, ne morbus huiusmodi diffusius serperet locorum ubilibet et maxime in christianissimo regno Francorum in quo precipue fides catholica vigere dinoscitur, oportunum remedium adhiberi ut negocium fidei iugi profectu, elisis quibuslibet prorsus erroribus, posset fortiter prosperari, priori provinciali fratrum ordinis predicatorum in

Francia qui tunc erat, eius proprio nomine non expresso, suis dedit litteris in mandatis ut de consilio aliquorum discretorum fratrum eiusdem ordinis eligeret sex de fratribus dicti ordinis provinciarum Francie et Provincie ydoneos ad huiusmodi opus dominicum exequendum, prout in litteris predecessoris eiusdem plenius continetur [2]; quarum litterarum vigore extunc extitit observatum quod per priorem provincialem dicti ordinis provincie Provincie de discretorum consilio priori provinciali dicti ordinis in Francia, quotiens erat expediens, alique persone ydonee nominate fuerunt, quarum unam dictus prior provincialis Francie ad exequendum huiusmodi officium in dicta provincia Provincie deputabat. Cum autem postmodum sicut accepimus in generali capitulo dicti ordinis aput Bisuntium celebrato per magistrum generalem eiusdem ordinis et diffinitores eiusdem capituli dicta provincia Provincie [3] in duas provincias sit divisa [4], quarum altera iuxta ordinationem dicti capituli denominatur provincia Tholosana, in qua quidem provincia, secundum ordinationem dicti capituli, Carcassona etiam continetur, ac duo inquisitores ex illis sex, unus videlicet Tholose, et alius Carcassone specialem habent et faciunt mansionem, habentes ibidem domos suosque processus ac libros et carceres ad personarum custodiam que sunt pravitatis heretice labe resperse specialiter deputatos : nos attendentes equitati consonum et etiam rationi quod, sicut ante divisionem provincie memorate factam in predicto capitulo, per priorem provincialem eiusdem provincie Provincie eidem priori provinciali Francie aliqui fratres ydonei nominabantur de consilio discretorum, quorum unus dictus prior provincialis Francie ad exercendum in civitate Tholosana et dicto regno huiusmodi inquisitionis officium deputabatur, sic deinceps huiusmodi fratrum nominatio per priorem provincialem dicti ordinis qui est et erit pro tempore in provincia Tholosana de discretorum consilio fieri debeat, et unus illorum ad nominationem huiusmodi in eisdem Tholosana provincia atque regno ad exercendum predictum officium deputari, discretioni tue per apostolica scripta in virtute obedientie districte precipiendo mandamus quatinus de cetero, quotiens expedierit per cessionem vel decessum seu amotionem vel privationem inquisitoris pravitatis eiusdem in dicta provincia Tholosana inquisitorem alium inibi ordinare, tu et successores tui priores provinciales dicti ordinis in Francia unam de personis quas prior provincialis dicti ordinis in dicta provincia Tholosana qui

est et erit pro tempore, tibi vel dictis tuis successoribus duxerit nominandas ad predictum officium exercendum in dictis Tholosana provincia atque regno teneamini deputare, statuto quocumque contrario non obstante. — Datum Avinioni, kalendis novembris, anno nono [5].

1. Hugues de Vaucemain, d'Auxerre, maître en théologie en 1323; provincial de France, de 1324 à 1333; général de l'ordre, le 22 mai 1333; mort le 6 août 1341 Quétif et Échard, *Script. ord. praed.*, t. I, p. 580-581; Reichert, *Acta capit. gener. ord. praed.*, t. II, p. 118, 125; Mortier, *Histoire des maîtres généraux*, t. III, p. 87 166; Denifle, *Chartul.*, t. II, p. 230, 238, 270, 275, 402; *Année dominicaine*, Lyon 1886, t. III, 28 mars.

2. Voir Potthast, n. 23297, et E. Langlois, *Les registres de Nicolas IV*, n. 2776-2777 : lettres des 22 et 27 juin 1290. Nicolas IV ne faisait que suivre l'exemple de ses prédécesseurs. Dès 1233 (20 avril), Grégoire IX donnait au provincial des dominicains de Provence commission de désigner les religieux qui devaient entreprendre une prédication contre l'hérésie. Ripoll, *op. cit.*, t. I, p. 47. Innocent IV renouvelait ce privilège, le 20 juillet 1243; Doat, t. XXXI, fol. 97. Dix ans plus tard (24 octobre 1253), il ordonnait au prieur des dominicains de Paris de déléguer des inquisiteurs dans les domaines du comte de Poitiers et de Toulouse. Doat, t. XXXI, fol. 90. Le 7 juillet 1246, il avait concédé au général des frères prêcheurs le pouvoir de révoquer les inquisiteurs nommés par le Saint-Siège et de les remplacer par d'autres. Doat, t. XXXI, fol. 73. Le 20 octobre 1248, le provincial d'Aragon et S. Raymond de Pennafort recevaient commission d'en désigner pour les diocèses de la province de Narbonne mouvant de l'Aragon. Berger, *Reg. d'Innocent IV*, n. 4156; Potthast, n. 13057. Alexandre IV enfin confirma et renouvela, en faveur du général et des provinciaux dominicains, le pouvoir de donner et de révoquer le brevet d'inquisiteur (13 mai 1256). Doat, t. XXXI, fol. 193. Les supérieurs généraux et provinciaux de l'ordre des frères mineurs jouissaient d'ailleurs du même privilège (n. 71).

3. L'ancienne province de Provence comprenait, à peu de chose près, les pays situés entre les Alpes, le Rhône, les Pyrénées et une ligne traversant la France de l'est à l'ouest, à la hauteur de Limoges.

4. Cette mesure avait été décidée dans le chapitre général tenu à Cologne, en 1301, et confirmée dans celui de Bologne, en 1302. Reichert, *Acta capit. general. ord. praed.*, t. I, p. 302-303, 312. Le chapitre de Besançon, en 1303, ne fit que la renouveler en ces termes : « Confirmamus has constitutiones : primo hanc quod provincia Provincie dividatur et dividimus eam in duas, ita quod conventus Tholosanus, Carcassonensis, Appamiensis, Castrensis cum ceteris conventibus versus Lemovicam, Burdigalam et Baionam cum monasteriis sororum interclusis sint una provincia et vocetur provincia Tholosana; et teneat primum locum in choro sinistro. Conventus vero Montispessulani cum conventibus Narbonensi, Bitterensi, et tribus conventibus de dominio regis Majoricarum, et conventibus Amiliani, Podiensi, Albenacii, Marologii, Alestensi, Nemausensi; et conventibus qui sunt ultra Rhodanum cum monasteriis sororum interclusis sint alia provincia, et provincia Provincie nominetur, et teneat locum in choro dextro post provinciam Aragonie. » Reichert, *op. cit.*, p. 317.

5. Clément VI, à la requête de l'inquisiteur de Toulouse, Pierre Gui, renouvela, le 7 septembre 1342, les dispositions de la présente bulle, en spécifiant que le choix du provincial de France pourrait se porter sur le provincial de Toulouse (cf. n. 184-185).

— 62 —

Jean XXII loue l'évêque de Mirepoix d'avoir fait construire des prisons pour les hérétiques dans sa ville épiscopale. Il l'exhorte à remplir avec zèle son rôle d'inquisiteur. Il lui promet une réponse prochaine aux doutes par lui soumis au Saint-Siège. — Avignon, 21 mars 1325.

Reg. Vat., t. CXIII, n. 81.

Venerabili fratri Raymundo [1], episcopo Mirapiscensi. — Fraternitatis tue litteris solita benignitate receptis et earum pagina seriose perlecta, placet nobis provisa per te carceribus muri constructio pro perfidis hereticis carcerandis. Ceterum, ex petitionibus pro parte tua nobis exhibitis, quibusdam, prout potuimus, per nos benigniter exauditis, quia nobis et sancte romane Ecclesie infestissima noscitur ipsorum hereticorum invida rabies, que inconsutilem Dei tunicam seva dentium pravitate discindit, dilectionem tuam solicita excitatione requirimus et hortamur attente quatinus incumbenti tibi officio Inquisitionis hereticorum huiusmodi sic te, prout ardua materia exigit, diligenter et efficaciter habeas, quod preter divine retributionis premium consequaris inde apud nos et apostolicam Sedem favoris et gratie incrementum. Super dubiis autem super quibus nos consultare curasti, consilium cum fratribus nostris habebimus [et] quod visum extiterit tibi per alias nostras litteras rescribemus. — Datum XII kal. aprilis, anno nono.

1. Raymond d'Athon, augustin, abbé de Saint-Sernin de Toulouse, en 1301; premier évêque de Mirepoix, promu le 17 février 1318; mort en 1325. *Gall. christ.*, t. XIII, col. 96, 267; *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 370; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 360. Il assista, le 8 décembre 1319, à la condamnation de Bernard Délicieux. Limborch, *op. cit.*, p. 268-273. Le 20 février 1325 (n. st.), il s'excusa auprès de Jean Duprat, inquisiteur de Carcassonne, de ne pouvoir participer à l'*acte de foi* du dimanche suivant, à Carcassonne, et délégua à sa place Bertrand de Roumen-

goux. Doat, t. xxviii, fol. 141 v°. Le *Liber sententiarum* publié par Limborch nous le montre (p. 330-333) avec Bernard Gui et Jean de Beaune, condamnant, en 1322, plusieurs béguins au *mur*. Voir abbé F. Robert, *Histoire des évêques de Mirepoix,* dans *Bulletin historique du diocèse de Pamiers,* 1912, t. i, p. 39-46.

— 63 —

Le pape répond à Pierre Brun, inquisiteur de Toulouse, en le félicitant du zèle qu'il déploie contre l'hérésie et en l'engageant à procéder en justice contre un prêtre inculpé de ce crime. — Avignon, 20 septembre 1325.

Reg. Vat., t. cxiii, n. 1115.

Petro Bruni [1], de ordine predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in partibus Tholosanis auctoritate apostolica deputato. — Missis nobis litteris tuis quibus quedam que super negotio Inquisitionis tibi commisso acta fuerant intimans a nobis quid super quibusdam aliis dictum negotium tangentibus agere debeas edoceri petiisti, benigne receptis, earumque serie plenius intellecta, tuam super predictis adhibitam diligentiam commendantes, negotio huiusmodi credimus expedire quod contra illum capellanum, seu rectorem [2], de labe heresis vehementer ut predicte littere continebant suspectum, iuste procedere non postponas, aliis quousque de pace Vasconie certiores rumores receperis sub taciturnitate seu dissimulatione dimissis. — Datum Avinioni, xii kalendas octobris, anno decimo.

1. Voir n. 59, note 1.
2. Voir, au n. 69, la réponse du pape à une question posée par P. Brun au sujet de ce prêtre.

— 64 —

En récompense des services rendus par Jacques Fournier, évêque de Pamiers, dans la poursuite des hérétiques, Jean XXII lui concède le bénéfice des faveurs spirituelles accordées ordinairement aux inquisiteurs de la foi. — Avignon, 22 février 1326.

Reg. Aven., t. xxiv, fol. 411; *Reg. Vat.*, t. lxxx, n. 749; Mollat, *op. cit.*, n. 24466 (anal.).

Venerabili fratri Jacobo, episcopo Appamiarum [1], salutem... — Cum sicut accepimus tu zelo pie devotionis accensus iuxta pastoralis officii debitum multos labores in Inquisitione pravitatis heretice quam in locis tibi subiectis exercuisti hactenus pertulisse noscaris et perferre speres, pro favore fidei, in futurum, ut predictis laboribus fructus non desit per quem tibi eterna premia repensentur, tuis supplicationibus inclinati, fraternitati tue pro huiusmodi Inquisitionis negocio laboranti illam plenam tuorum peccatorum veniam indulgemus que inquisitoribus pravitatis eiusdem per privilegia Sedis apostolice est concessa [2]. Nulli, etc., nostre concessionis, etc. — Datum Avinioni, viii kal. martii, anno decimo.

1. Jacques Fournier (n. 24, note 1); cf. n. 73.
2. Durant leur vie, les inquisiteurs bénéficiaient des grâces attachées à la visite des sanctuaires de Palestine. Ils avaient droit à l'indulgence *in articulo mortis*. Lea, *Hist. de l'Inquisition* (trad. franc.), t. i, p. 271; Tanon, *Histoire des tribunaux de l'Inquisition en France*, p. 202.

— 65 —

Le pape donne à Garin de Bar, inquisiteur dans les diocèses de Besançon, Genève, Lausanne, Sion, Toul, Metz et Verdun, le pouvoir de continuer, même en cour d'Avignon, le procès de Guiot Lefollet, retenu pour hérésie dans les prisons pontificales. Il pourra reprendre la procédure déjà commencée par lui-même, par l'archevêque d'Aix et l'inquisiteur de Carcassonne, au nom du pape. — Avignon, 6 mai 1326.

Reg. Vat., t. cxiii, n. 1447; Sauerland, *Vatikanische Urkunden und Regesten zur Geschichte Lothringens*, Metz, 1901, n. 493 (anal.).

Dilecto filio Garino [1] de Barro [2], ordinis fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in Bisuntin., Gebennen., Lausanen., Sedunen., Tullen., Meten., et Virdunen. civitatibus et diocesibus, auctoritate apostolica deputato. — Cum Guiotus Lefolet, de Fra-

xino [3], laicus Bisuntin. diocesis, qui de crimine heresis vehementer suspectus et culpabilis sicut accepimus reputatur, apud Sedem apostolicam detineatur carceribus mancipatus, nos cupientes ubique labem huiusmodi criminis extirpari, ut apud Sedem eandem contra dictum Guiotum super predictis inquirere ac procedere, tuique officii debitum in hac parte libere valeas exercere, processum alias per te ac venerabilem fratrem nostrum Jacobum, archiepiscopum Aquen. [4], et dilectum filium [5].. inquisitorem heretice pravitatis in partibus Carcassonen. auctoritate apostolica deputatum, de mandato nostro vive vocis oraculo vobis facto, habitum contra ipsum, si oportunum fuerit et expedire videris, nichilominus resumendo. — Datum Avinioni, II nonas maii, anno decimo.

1. Nous n'avons pas recueilli de renseignements sur ce religieux.
2. Bar-le-Duc (Meuse).
3. Frasne (Doubs), cant. de Levier, arrond. de Pontarlier.
4. Jacques de Concos, dominicain, évêque de Lodève, le 14 février 1318; archevêque d'Aix, le 9 juillet 1322; mort en 1329. *Gallia christ.*, t. I, col. 321-322; t. VI, col. 553; Albanès, *Gallia chr. novis.*, t. I, col. 82-83; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 96, 323; Doat, t. XXVIII, fol. 11 v°, 13, 15, 21 v°; A. Albe, *Autour de Jean XXII : Évêques quercynois en France*, dans *Annales de Saint-Louis-des-Français*, 1906, tir. à part, p. 155-157. Ses vicaires généraux, à Lodève, condamnèrent plusieurs béguins.
5. Jean Duprat; voir n. 74, note 2.

— 66 —

Après avoir fait le récit détaillé de la procédure suivie jusqu'à ce jour contre le sire de Parthenay, tant au tribunal de l'Inquisition de Paris qu'en cour d'Avignon, le pape donne ordre à ses commissaires, l'archevêque d'Embrun et l'évêque de Saint-Papoul, de terminer le procès par le prononcé de la sentence. — Avignon, 23 juillet 1326.

Reg. Aven., t. XXV, fol. 466; *Reg. Vat.*, t. LXXXI, fol. 380 v°, n. 2528; Vidal, *op. cit.*, p. 431.

Venerabilibus fratribus Bertrando, archiepiscopo Ebredunen. [1], et Raymundo, episcopo Sancti Papuli [2], salutem. — Cum olim

dilectus filius Mauricius de Sancto Paulo, ordinis predicatorum, inquisitor heretice pravitatis in regno Francie auctoritate apostolica deputatus, contra nobilem virum Johannem Archiepiscopi, dominum de Partiniaco, Pictaven. diocesis, super certis articulis sapientibus, ut ipse inquisitor dicebat, pravitatem eandem, ex officio suo inquirere incepisset et vellet ulterius in negotio inquisitionis huiusmodi procedere contra eum; tam ipse nobilis, qui occasione huiusmodi captus ductus Parisius fuerat, et inibi detentus in custodia carcerali, quam nonnulli consanguinei ipsius nobilis eundem inquisitorem ex certis causis suspectum habentes, ipsumque propterea recusantes, ab eo ad Sedem appellarunt eandem. Ac ven. frater noster [3].. episcopus Parisien. post appellationem huiusmodi, quandoque per se, ac interdum per alios ex potestate ordinaria, quam in ipsum nobilem tunc Parisius ut prefertur detentum se super hiis habere dicebat, contra eum cepit cum dicto inquisitore procedere super articulis prelibatis. Et tam predicto nobili dum sic detineretur quam eisdem consanguineis proponentibus certas causas propter quas asserebant eundem episcopum id de iure non posse facere nec debere; ac per eosdem nobilem et consanguineos quibusdam appellationibus proinde ad Sedem ipsam emissis, quibus dictus inquisitor non duxerat deferendum, sed contra eundem nobilem nichilominus procedebat; nos de fratrum nostrorum consilio eidem inquisitori per nostras inter cetera litteras duximus iniungendum ut super predictis nisi vocato diocesano nequaquam procederet, et eo interesse nolente vel non valente, ut super eisdem una cum ven. fratribus nostris Petro, Carnoten. [4], tunc Atrebaten., et Petro, Autisiodoren. [5], tunc Vivarien. episcopis, quos ... in locum ipsius diocesani subrogavimus... procedere procuraret [6]. Verum quia propter diversa domicilia que ipse nobilis in diversis locis noscebatur prout noscitur obtinere quis eius diocesanus foret poterat hesitari probabiliter et negotium huiusmodi non absque more periculo retardari, nos postmodum tam Carnoten. et Autisiodoren. episcopis quam inquisitori prefatis per alias nostras dedimus litteras in mandatis ut ipsi Carnoten. et Autisiodoren. episcopi, vel eorum alter una cum eodem inquisitore, dicti nobilis irrequisito diocesano, nisi ante presentationem litterarum ipsarum eisdem Carnoten. et Autisiodoren. episcopis ac inquisitori directarum tunc faciendam fuisset idem diocesanus super hiis forsitan requisitus, iuste ac mature in negotio ipso procederent, aliarum litterarum no-

strarum supradictarum tenoribus observatis [7]. Quarum quidem litterarum ad dictos Carnoten. et Autisiodoren. episcopos et inquisitorem ut prefertur directarum auctoritate, cum ipse diocesanus nondum requisitus fuisset, ad citationem duntaxat processum extitit contra nobilem memoratum. Deinde vero inquisitore ac nobili prefatis ad dictam Sedem accedentibus et constitutis etiam apud ipsam, nos volentes iuxta exigentiam premissi negotii ad examinationem veritatis et diffinitionem etiam ipsius negotii cum debita maturitate procedere, non obstantibus premissis seu quibusdam aliis processibus tam ante quam post recusationem et appellationes huiusmodi per dictos inquisitorem et episcopum Parisien., seu alios quoscumque quomolibet habitis contra nobilem antedictum, totum huiusmodi negotium ac omnia emergentia et dependentia ex eodem super articulis omnibus antedictis heresim, ydolatriam et sortilegia tam simplicia, quam heresim sapientia manifeste quoquomodo tangentibus ad nos et examen apostolicum de eorumdem fratrum consilio et apostolice potestatis plenitudine duximus revocandum; et voluimus, dictis processibus nequaquam obstantibus, examinari de novo eundem nobilem super articulis supradictis. Ipsoque nobili propter hoc ad nostram presentiam evocato, ab eo super sancta Dei evangelia corporaliter a se tacta iuramentum recepimus de mera et plena veritate dicenda super omnibus et singulis articulis memoratis. Postmodum autem vobis et predictis Carnoten. et Autisiodoren. episcopis in nostra presentia constitutis cognitionem predicti negotii commisimus oraculo vive vocis; ita quod omnes, aut tres, aut duo de vobis et apud Sedem predictam de negotio cognosceretis eodem; et quotienscumque aliquem vel aliquos ex vobis abesse contigeret alii possent per se in negotio ipso procedere, et iidem se taliter absentantes illud resumere et in illo ac si nunquam absentes fuissent procedere quociens existeret oportunum. Voluimus insuper et expresse vobis dictisque Carnoten. et Autisiodoren. episcopis iniunximus ut ante omnia examinaretis diligenter prefatum nobilem et responsiones audiretis ipsius super dictis articulis super quibus iuravit, ut premittitur, coram nobis dicere veritatem. Sane predicto nobili coram vobis et ipsis Carnoten. et Autisiodoren. episcopis in nostro consistoriali Palatio in iudicio constituto et a vobis et supra proxime nominatis episcopis interrogato cum diligentia, et respondente distincte et singulariter super articulis memoratis, quo-

rum quidam fundantur super hiis que ipse nobilis coram dicto inquisitore ut coram suo iudice dicitur iudicialiter fuisse confessus, reliqui vero super hiis que dictus nobilis ultra contenta in predictis aliis articulis asseritur commisisse eaque in sua confessione huiusmodi subpressisse; dictoque nobili postea a vobis, eisdem Carnoten. et Autisiodoren. episcopis tunc absentibus, interrogato per idem iuramentum ab eo ut supra dicitur prestitum si perseverabat in huiusmodi responsionibus suis, aut si volebat aliquid addere vel detrahere aut mutare in illis; et respondente quod perseverabat in eis nil addendo, vel detrahendo, aut etiam mutando. Et subsequenter per ipsum nobilem coram vobis et dicto episcopo Carnoten., eodem episcopo Autisiodoren. tunc absente, prestito de mera et plena veritate dicenda, super sancta Dei evangelia a se tacta corporaliter iuramento, vos et ipse Carnoten. episcopus interrogastis eundem nobilem super veritate factorum in certis eisdem articulis contentorum, que coram dicto inquisitore fuisse confessus exprimitur in eisdem, ac super hiis factis responsionibus per nobilem antedictum; receptis quoque ac examinatis diligenter quibusdam testibus per quos verisimiliter credebatis veritatem in dicto negotio posse melius inveniri super articulis memoratis, a testibus ipsis, presente parte nobilis antedicti, primitus solito de veritate dicenda iuramento recepto, ac eadem etiam parte presente ipsorum attestationibus publicatis; cum idem inquisitor nollet nominare aliquem vel aliquos testes ad instructionem vestri officii super negotio memorato; et contra attestationes easdem datis quibusdam exceptionibus et nonnullis scripturis in dicto negocio productis pro parte nobilis prelibati; et in eodem negotio ad informationem vestram ex parte ipsius nobilis quibusdam allegationibus factis et datis; ac demum facta nobis per vos super premissis omnibus et singulis relatione plenaria et fideli, nos intendentes, prout officii nostri debitum exigit, ut premissum negotium suadente iusticia sententialiter terminetur, fraternitati vestre de eorundem fratrum consilio per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus in ipso negotio ad ulteriora apud eandem Sedem, ut expedire videbitis, procedentes et habentes pre oculis solum Deum; ac omnibus in negotio predicto actitatis, habitis, et productis et attestationibus antedictis diligenti examinatione discussis, et prout tanti negocii qualitas exigit, et communicato super eis consilio peritorum, et super illis digesta deliberatione secuta,

sepedictum negotium curetis auctoritate nostra per diffinitivam sententiam terminare; facientes quod decreveritis per censuram ecclesiasticam, appellatione remota, firmiter observari. — Datum Avinioni, x kalendas augusti, anno decimo [8].

1. Bertrand de Daux, promu à l'archevêché d'Embrun, le 26 août 1323; cardinal du titre de Saint-Marc, le 18 décembre 1338; évêque de Sabine, le 4 novembre 1348; mort le 21 octobre 1355. Baluze, *op. cit.*, col. 812; *Gall. christ.*, t. III, col. 1085-1086; dom Vaissete, *Histoire de Languedoc*, t. IX, p. 478; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 243.

2. Raymond de Moustuéjouls, abbé de Saint-Tibéry, puis évêque de Saint-Flour (31 juillet 1317); fut transféré à Saint-Papoul, le 16 avril 1319; et promu au cardinalat, le 18 décembre 1327. Il mourut le 13 novembre 1335. *Gall. christ.*, t. II, col. 422-423; t. VI, col. 714; t. XIII, col. 301-302; *Histoire de Languedoc*, t. IX, p. 368; Eubel, *Hierarchia*, t. I, p. 15, 261, 409.

3. Étienne de Bourret, évêque de Paris, le 20 août 1320; mourut le 24 novembre 1325. *Gallia christ.*, t. VII, col. 125-127; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 410.

4. Voir n. 46, note 3.

5. Voir n. 46, note 4.

6. N. 46, 47.

7. N. 52.

8. Voir, n. 46, note 5, un résumé de toute cette affaire

— 66 bis —

Jean XXII ordonne aux inquisiteurs de poursuivre les personnes qui se permettent d'affirmer et d'enseigner qu'il est licite de porter ou d'envoyer à Alexandrie et dans les autres localités de l'Égypte au pouvoir des Sarrasins des vivres et toutes autres marchandises, sous prétexte que la défense portée par les conciles, et en particulier par celui de Lyon, ne vise que le commerce des armes, les navires, les bois de construction pour navires et le service prêté par des chrétiens sur les flottes des infidèles. La défense a été étendue par des bulles de Clément V et de Jean XXII aux denrées alimentaires et à toutes les autres marchandises destinées aux villes égyptiennes. Jean XXII a même décidé que les infracteurs de cette défense seraient poursuivis comme hérétiques. — Avignon, 1er juillet 1326.

Reg. Vat., t. CXIII, fol. 247.

Dilectis filiis inquisitoribus heretice pravitatis. — Olim in

generali [1] et Lugdunen. [2] consiliis ac subsequenter per fel. record. Nicolaum quartum [3] et Bonifacium VIII [4] romanos pontifices, predecessores nostros, contra illos falsos et impios christianos qui adversus Deum Redemptoren nostrum et populum christianum Sarracenis ferrum, arma quibus christianos impugnant, ac lignamina galearum et aliorum vasorum navigabilium deferunt, et in eos qui eis galeas vendunt aut naves, quique in piraticis Sarracenorum navibus curam gubernationis exercent, vel in machinis aut quibuslibet aliis aliquod eis impendunt auxilium vel consilium in christianorum dispendium et specialiter Terre Sancte, fuerunt tam excommunicationis quam alie diverse spirituales et temporales pene et sententie promulgate. Necnon pie memorie Clemens papa V [5] predecessor noster dicti Nicolai vestigiis inherendo, duxit auctoritate apostolica statuendum ut nullus arma, equos, ferrum, lignamina, victualia et alia quecumque mercimonia in Alexandriam vel alia loca Sarracenorum terre Egipti deferre, mittere seu de portibus eorum ut eisdem deferantur extrahere, seu extrahi permittere [*répétition :* seu de portibus eorum ut eisdem deferantur extrahere, seu extrahi permittere], aut eis alias auxilium vel favorem prestare quoquomodo presumat; decernentes eos qui contra huiusmodi constitutionem suam temerario ausu venire presumerent, eo ipso excommunicationis sententie subiacere, aliis nichilominus penis diversis contra illos inflictis. Nos quoque dudum percepto quod nonnulli solo duntaxat nomine christiani presumpserant in illum errorem ausu dampnabili prorumpere ac etiam presumebant, ut pertinaciter assererent ab illarum rerum commercio et negotiorum exercitio fore solummodo abstinendum, que duntaxat in prefatis consiliis prohibentur, mendaciter quinimo dampnabiliter astruentes contra constitutiones predictas victualia et alia quecunque mercimonia preter dicta in eisdem consiliis prohibita in Alexandriam vel alia loca Sarracenorum terre Egipti deferre vel mittere non esse peccatum, se et alios per affirmationem erroris huiusmodi pertinacem in peccatorem (*sic*) fecem et labem pravitatis heretice inmergendo : que per eosdem nichilominus Bonifacium et Clementem facta fuerunt super hiis rata et grata habentes, illa duximus auctoritate apostolica approbanda et etiam innovanda, illorum errorem qui astruere vel affirmare pertinaciter contendebant victualia et alia quecumque mercimonia preter predicta in eisdem consiliis prohibita in

Alexandriam vel alia loca Sarracenorum terre Egipti deferre vel mittere non esse peccatum dampnantes et expressius reprobantes, ac decernentes eosdem tanquam hereticos puniendos [6]. Et licet approbatio, innovatio et declaratio nostre predicte fuerint in diversis partibus solenniter publicate, aliqui tamen, qui eorum nequeunt ignorantiam allegare, labem vitare criminis huiusmodi non curantes, sed se ipsos in profundum malorum et dampnationis precipicium potius immergentes, asserere ac affirmare pertinaciter et quod est detestabilius astruere ac dogmatizare verbo et scriptis quod deferre vel mittere Sarracenis in Alexandriam vel aliam terram eorum victualia et alia quecumque mercimonia preter predicta in eisdem consiliis prohibita non est peccatum presumpserunt, sicut infesta multorum insinuatione percepimus, dampnabiliter et presumunt in huiusmodi dampnosam heresim incidendo. Nos autem animarum periculis aliisque malis innumeris fidei et fidelibus imminentibus ex premissis obviari salubriter et celeriter cupientes, discretioni vestre in virtute obedientie per apostolica scripta districtius precipiendo mandamus quatinus adversus eos qui premissa pertinaciter asserere, affirmare, seu astruere, vel dogmatizare post publicationem dictarum approbationis, innovationis, et declarationis presumpserunt, vel presument in posterum, procedere, prout vobis ex iniuncto Inquisitionis officio competit, iuxta formam canonum taliter exacta diligentia studeatis quod preter mercedis eterne premium valeatis nostram et apostolice Sedis gratiam uberius promereri; nos reddituri nichilominus de processibus quos inde feceri[ti]s certiores. — Datum Avinioni, kalendis iulii, anno decimo.

1. Conc. de Latran. *Decret.*, lib. V, tit. VI, cap. 6, 11, 12, 17.
2. Conc. de Lyon, 1245. Labbe-Cossart, *Concil.*, t. XI, part. 1, col. 656.
3. Bulle de 1291. Raynaldi, ad ann. 1291, n. XXVI.
4. Constitution *Fuit olim*, 1299, in die Coenae Domini. *Bullarium roman. pontif.*, éd. Cocquelines, t. III, part. 2, p. 92-93.
5. *Extravag. com.*, lib. V, tit. II.
6. Bulle du 5 septembre 1324. Raynaldi, ad ann. 1324, n. XLIV.

— 67 —

Jean XXII donne commission au cardinal Bertrand de Montfavès, à l'effet de terminer le procès de Bertrand d'Andiran, chanoine de Saint-Caprais d'Agen, accusé de s'être livré aux pratiques de la magie, de l'alchimie et à autres superstitions. — Avignon, 23 août 1326.

Reg. Vat., t. CXIII, n. 1096.

Dilecto filio Bertrando, sancte Marie in Aquiro diacono cardinali [1]. — Dudum ad venerabilis fratris Amaneri [2], episcopi Agennensis, notitiam fama publica deferente perducto quod Bertrandus de Andirano [3], canonicus ecclesie sancti Caprasii Agennensis, et quidam sui familiares et complices eo presente, sciente et permittente fierique faciente, ac postmodum ratum habente, nedum in domo quam idem Bertrandus in civitate Agennensi inhabitabat, sed aliis locis pluribus et diversis dampnatis scientiis et artibus non absque transgressione fidei catholice iurisque canonici et civilis usus seu abusus fuerat in sue perniciem anime diutius et frequenter contra bonos mores, et in detrimentum plurium utebatur, quodque ipse ad usum, seu abusum scientiarum seu artium prohibitarum huiusmodi, diversos libros, scripturas ac vasa vitrea, terrea et lignea et alia instrumenta diversa cum quibus varios pulveres et liquores tam fetidos, quam alios, et alia quamplura dampnata et illicita composuerat ac etiam componebat. Et insuper quod idem Bertrandus, dictis utendo seu abutendo scientiis et artibus, demum temptare demones et malignos spiritus invocare, coniuria et alia illicita et dampnata ad illum finem committere satagebat quod exinde tremenda tonitrua, coruscationes, fulgura, tempestates, grandines, demoniorum percussiones, invasiones ac mortes hominum et alia dampna innumera sequerentur [4]. Item quod eodem Bertrando mandante ac fieri faciente, Petrus de Auriaco [5], laicus, et Johannes de Ponte, clericus de Limosio [6], familiares dicti Bertrandi, de furchis patibularibus civitatis predicte duo capita et unum brachium hominum suspensorum in furchis eisdem de nocte ceperant et apportaverant ad civitatem eamdem; qui capti cum eisdem capitibus et brachio extiterunt per custodes seu vigiles civitatis eiusdem, eodem Petro ex sua confessione flammarum incendiis iusto iudicio tradito et prefato Johanne in carceribus memorati episcopi mancipato. Et preterea

quod dictus Bertrandus in domo sua receptaverat multociens, ac etiam receptabat plures personas que dictis scientiis et artibus utebantur conversando publice cum eisdem; quodque de predictis omnibus erat et fuerat prefatus Bertrandus apud civitatem eamdem multipliciter diffamatus. Prefatus episcopus nolens premissa sic enormia incorrecta conniventibus oculis pertransire contra dictum Bertrandum propter hoc suis carceribus mancipatum incepit inquirere diligenter. Et tandem propter criminum enormitatem huiusmodi et ut exhiberetur plenius super hiis iusticie complementum, ipsum Bertrandum ad Sedem apostolicam sub fida custodia transmittere procuravit. Nos autem super predictis et ea tangentibus volentes plenius informari tibi ac bone memorie Petro, tituli sancti Stephani in Celiomonte [7], presbitero cardinali, ut veritatem solerter inquirere nobisque refferre quod repereritis in hac parte fideliter curaretis commisimus viva voce. Cuius quidem commissionis auctoritate ad actus non nullos dum adhuc dictus Petrus cardinalis vitam in humanis ageret in predicto negotio procedere curavistis. Et subsequenter eodem cardinali sicut Domino placuit vita functo, tu de mandato nostro vive vocis oraculo tibi facto, super premissis ad actus alios, prout eiusdem exigebat qualitas negocii, processisti. Volentes itaque negocium huiusmodi exigente iusticia fine debito terminari, ac de tue circumspectionis exquisite providentia plenam in Domino fiduciam obtinentes, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus resumptis omnibus processibus tam per te ac eundem cardinalem simul, quam per te solum et quosvis alios super predictis habitis eisque completis et perfectis, si perfecti forsitan non fuerint et completi, habendo pre oculis solum Deum, prefatum Bertrandum, qui propter predicta nostris detinetur mancipatus carceribus, absolvendo vel condempnando, prout de iure fuerit et secundum Deum tibi videbitur, studeas dictum negocium finaliter terminare [8]. — Datum Avinioni, x kalendas septembris, anno decimo.

1. Bertrand de Montfavès, chanoine de Châlons, de Cahors et de Lyon, promu au cardinalat le 18 décembre 1316; mourut le 1er décembre 1342. Ciacconius, col. 411-412; Baluze, *Vitae*, col. 728-731; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 14; Albe, *Autour de Jean XXII. Le cardinal de Montfavès*, Cahors, 1904.

2. Amanieu de Farges, promu à Agen en 1314; mort en 1357. *Gallia chr.*, t. II, col. 924; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 76.

3. Andiran (Lot-et-Garonne), arrond. et cant. de Nérac.

4. C'étaient là des griefs dirigés assez souvent contre ceux qui avaient une réputation de magiciens (voir un exemple dans Lamothe-Langon, *Histoire de l'Inquisition en France*, t. III, p. 233 sq., cité par Hansen, *Quellen und Untersuchungen zur Geschichte des Hexenwahns und der Hexenverfolgung in Mittelalter*, p. 450-453). En certains lieux, au lieu de punir ces hommes, on prenait le parti de se les attacher, moyennant rétribution. Moissac, par exemple, avait son *tempestarius*, chargé de faire la pluie et le beau temps dans la région ou, au moins, de conjurer l'orage : *vira la malino*, comme on dit dans le patois local. Lagrèze-Fossat, *Études historiques sur Moissac*, t. II, p. 297.

5. Auriac (Lot-et-Garonne), cant. de Duras, arrond. de Marmande.

6. Limoux ? (Aude).

7. Pierre Tissier, de Saint-Antonin, vice-chancelier de l'Église romaine; créé cardinal, le 19 décembre 1320; mort en juin 1325. Baluze, *op. cit.*, t. I, col. 749; Ciacconius, t. II, col. 416-417; Eubel, *Hier.*, p. 15.

8. Autres documents sur la sorcellerie et les pratiques superstitieuses, n. 24, 30 *bis*, 50, 72, 77, 103 (note 3); cf. Introduction, p. XLVIII sq.

— 68 —

Jean XXII déclare le dominicain Guillem Garric, de Carcassonne apte à exercer les fonctions du ministère sacré et à accomplir, dans son ordre, les actes requis d'un bon religieux, bien que la mémoire, de son grand-père et de sa grand'mère ait été exécrée pour cause d'hérésie. — Avignon, 25 août 1326.

Reg. Aven., t. XXV, fol. 441, n. 2480.

Dilecto filio Guillelmo Garrici [1] de Carcassona, fratrum predicatorum ordinis professori, salutem, etc. — Solet plerumque... Ex tenore siquidem pro parte tua nobis exhibite petitionis accepimus quod avus et avia tui paterni multis annis post obitum eorum elapsis fuerunt de heresi condempnati. Quare pro parte tua nobis extitit humiliter supplicatum ut tibi ac statui tuo in hac parte benigne consulere et de oportuno providere remedio misericorditer dignaremur. Nos igitur... tecum... ut legendi ac predicandi et confessiones audiendi officiis... uti, necnon et ad electiones quascumque... admitti omnesque actus legittimos sicut alii fratres ipsius ordinis habiles et ydonei exequi et exercere [*etc.*] valeas... dispensamus [2]. — Datum Avinioni, VIII kalendas septembris, anno decimo.

1. Il était peut-être apparenté à Guillem Garric, professeur de droit, de Carcassonne, hérétique fervent qui participa à plusieurs complots contre l'Inquisition et fut deux fois condamné par elle (1300, 1321). Voir Douais, *Guillaume Garric de Carcassonne, professeur de droit, et le tribunal d'Inquisition (1285-1329)*, p. 6-10, extrait des *Annales du Midi*, 1898.

2. Le statut *Cupientes* de saint Louis (1228; *Ordonnances des rois de France*, Paris, 1723, t. I, p. 50-53) excluait des charges publiques les héritiers des condamnés *ad murum*. Alexandre IV décida que ni les hérétiques, ni leurs fils, ni leurs petits-fils ne pourraient être pourvus d'un bénéfice ou office ecclésiastique. *Sext.*, lib. V, tit. *De haereticis*, cap. 2; Potthast, n. 18115.

Boniface VIII déclara que, dans la ligne maternelle, l'exclusion s'arrêtait à la première génération. Les petits-fils d'une femme hérétique n'étaient donc pas atteints par elle. *Sext.*, lib. V, tit. *De haeret.*, cap. 15; voir Introduction, p. LXVII.

— 69 —

En réponse à une question à lui posée par l'inquisiteur de Toulouse au sujet d'un prêtre accusé d'hérésie par des témoins en partie suspects, le pape conseille la réunion d'une assemblée consultative. — Sans date. [Avignon, 1325-1326.]

Reg. Vat., t. CXIII, n. 2211.

Inquisitori heretice pravitatis in provincia Tholosana auctoritate apostolica deputato [1]. — Super consultatione quam per tuas litteras de tribus monachis et uno clerico seculari quendam presbiterum [2] de crimine heresis accusantibus et testes nominantibus, quorum aliqui sunt de falsitate convicti, ac aliis contentis in eisdem litteris facere curavisti, breviter respondemus : quod cum facti noticiam plenius habeas, et in loco ubi copia peritorum reperitur existas, volumus et expediens reputamus quod peritorum ipsorum adhibito consilio [3], et debita maturitate servata quod iuris et equitatis fuerit super premissis omnibus exequaris.

1. Pierre Brun; voir n. 59, note 1.

2. Sur ce prêtre, voir n. 63.

3. Sur les consultations inquisitoriales, voir Douais, *La formule Communicato bonorum virorum consilio des sentences inquisitoriales*, dans *Moyen âge*, 1898, p. 157-192.

— 70 —

Jean XXII ordonne à l'évêque d'Elne [1] *de faire une enquête sur les erreurs professées par le franciscain Guillaume Nègre, de Villefranche* [2], *au sujet de la pauvreté absolue du Christ et des apôtres* [3]. — Avignon, 10 octobre 1326.

Reg. Vat., t. LXXXII, fol. 1, n. 3, *de Curia*; *Reg. Aven.*, t. XXVI, fol. 1, n. 3, *de Cur.*; Eubel, *Bull.*, n. 633 (*in ext.*).

Ven. fratri.. episcopo Elnen. — Apostolice servitutis studium... — Datum Avinioni, VI idus octobris, anno undecimo.

1. Bérenger Batlle, chanoine, puis, le 3 septembre 1320, évêque d'Elne (*Regesta Vat.*, t. LXX, n. 1490; Mollat, *op. cit.*, 11991); transféré à Majorque, le 27 juillet 1332; il y meurt le 1er novembre 1349. *Gall. christ.*, t. VI, col. 1056; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 248, 337. Le 24 avril 1330, il reçut du pape Jean XXII l'ordre de poursuivre, de concert avec l'inquisiteur, les hérétiques de son diocèse (n. 96).
2. Villefranche-de-Conflent (Pyrénées-Orientales), arrond. et cant. de Prades.
3. Sur la discussion touchant la pauvreté évangélique, voir l'Introduction, p. LI sq..

— 71 —

Le pape confirme l'inquisiteur Guillem Astre [1] *dans sa charge; nonobstant les décisions du ministre général et des chapitres provinciaux de l'ordre des frères mineurs, d'après lesquelles nul membre de cet ordre ne peut exercer la charge d'inquisiteur au delà de cinq années; nonobstant le droit concédé par le Saint-Siège aux provinciaux du même ordre d'instituer et de révoquer les religieux choisis par eux* [2]. *Le pape loue le zèle de Guillem Astre.* —Avignon, 27 octobre 1326.

Reg. Aven., t. XXIX, fol. 300; *Reg. Vat.*, t. LXXXVI, n. 1686; Wadding, *Annales*, ad ann. 1327, n. V; Eubel, *Bull.*, n. 684 (*in ext.*).

Dilecto filio Guillelmo Astre, ordinis fratrum minorum, inquisitori heretice pravitatis in Venaysino, necnon Provincie et For-

calquerii comitatibus, et civitate Avenionen. omnibusque terris et locis infra Arelaten., Aquen., Ebredunen. et Viennen. provinciarum terminos constitutis auctoritate apostolica deputato. — — In Inquisitionis officio... — Datum Avinioni, VI kalendas novembris, anno undecimo.

1. Voir n. 49, note 3.
2. Voir n. 61, note 2. Cf. Introduction, p. XXXII sq.

— 72 —

Jean XXII confie aux trois cardinaux Guillaume Goudin, Pierre d'Arrablay et Bertrand de Montfavès le procès de plusieurs clercs et laïcs des diocèses de Toulouse et de Cahors, en particulier celui du prieur de Saint-Sulpice (Tarn), accusés d'avoir fabriqué des images de cire et de pierre destinées à l'envoûtement, à l'invocation des démons et à d'autres pratiques condamnables. — Avignon, 14 novembre 1326.

Reg. Vat., t. CXIV, fol. 72, n. 459.

Venerabili fratri Guillermo, episcopo Sabinen. [1], et dilectis filiis Petro, tituli sancte Susanne[2], presbitero ac Bertrando, sancte Marie in Aquiro[3], diacono cardinalibus.— Ad nostram dudum audientiam multorum relatio non contempnenda perduxit quod nonnulli perditionis filii et iniquitatis alumpni detestande factionis nefariis operationibus dampnabiliter intendentes, quasdam sub figura seu typario regio conflatiles ymagines plumbeas, vel etiam lapideas fabricarunt seu fabricari fecerunt, ut magicis artibus horrenda maleficia, incantationes et invocationes demonum aliaque nefanda et prohibita opera exercerent. Sane quia occasione nefandi sceleris huiusmodi, per curiam venerabilis fratris nostri [4].. archiepiscopi Tholosani, Petrus Raymundi Esparverii et Petrus Engilberti, Tholosan., ac Johannes Ferrerii, Caturcen. diocesum clerici, et nonnulli alii capti et ipsius archiepiscopi carceri mancipati aliquali processu ibidem habito contra eos [5] et subsequenter per

officiales regios Tholosan. ducti Parisius extiterunt; ac demum prefati clerici per carissimum in Christo filium nostrum Carolum, regem Francie et Navarre illustrem, ad nos transmissi fuerunt. Et nichilominus Geraldus Barasci, prior prioratus sancti Sulpitii, ordinis sancti Benedicti, Tholosane diocesis, super premissis delatus, contra quem in romana Curia processus aliqui sunt occasione huiusmodi habiti nostris detinetur carceribus mancipatus. Nos volentes de tam excessu detestabili scire plenius veritatem, vobis de quorum probata fide et experientia fiduciam in Domino gerimus specialem, committimus per presentes quatinus vos duo aut unus vestrum, resumptis in eo statu quo sunt processibus in eadem romana Curia premissorum occasione habitis, super statu et conditione dictorum clericorum, ac de predictis omnibus et singulis, tam contra ipsos et priorem prefatum quam quoscumque alios cuiuscumque gradus, dignitatis, status, ordinis vel conditionis existant summarie, simpliciter et de plano ac sine strepitu iudicii et figura, non obstantibus quibuscumque processibus super predictis extra curiam habitis inquiratis cum diligentia plenius veritatem; nobis que circa premissa feceritis referre fideliter procurantes ut super eis ulterius procedere, sicut tanti criminis piaculum exigit ac honori Dei et iusticie convenire videbimus, valeamus [6]. Volumus autem vobisque vestrum cuilibet presentium tenore concedimus ut tam in prefata Curia quam extra citare possitis etiam personaliter eos de quibus pro premissis vobis videbitur expedire. — Datum Avinioni, XVIII kalendas decembris.

1. Guillaume Goudin, de Bayonne, dominicain, lecteur en théologie à la cour pontificale, en 1306; fait cardinal du titre de Sainte-Cécile, le 23 décembre 1312; puis évêque de Sabine, le 12 septembre 1317; meurt le 4 juin 1336. Baluze, *Vitae*, col. 671; Ciacconius, t. II, col. 384-385; Denifle, *Arch. für Litteratur*, t. II, p. 212, n. 53; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 14; *Année dominicaine*, Lyon, 1893, juin, p. 87-92; voir un acte de lui, n. 30 *bis* et 103.

2. Pierre d'Arablay, chancelier du roi de France, le 22 juillet 1316; créé cardinal du titre de Sainte-Suzanne, le 18 décembre 1316; promu à l'évêché de Porto, en 1328; meurt en 1329. Baluze, *Vitae*, col. 731, 796; Ciacconius, t. II, col. 411; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 14.

3. Bertrand de Montfavès : voir n. 67, note 1.

4. Jean Raymond de Comminges; voir n. 22, note 1.

5. Voici, d'après un *vidimus* de l'official de Toulouse, le texte des aveux faits en 1323, par Pierre Raymond Esparvier et Pierre Engilbert, devant le procureur de l'archevêque. Archiv. Vatic., *Instr. miscell*, 1323, 27 juin. Original, avec

double queue de parch. sans sceau; Hansen, *Quellen und Untersuchungen zur Geschichte des Hexenwahns*, p. 447, n. 4.

« Noverint universi quod nos officialis Tholosanus vidimus, legimus, tenuimus et inspeximus diligenter quasdam confessiones factas per Petrum Raymundi Sparverii et Petrum Engilberti, clericos, una cum quibusdam superscriptione et subscriptione earumdem contentas in quodam libro curie criminum domini nostri domini archiepiscopi Tolosani* coperto pelle vituli, scriptas manu magistri Stephani Brossardi notarii dicte curie criminum; quas quidem confessiones, superscriptionem et subscriptionem earundem per Petrum Cellararii publicum Tholose notarium abstrahi de dicto libro fecimus et in formam publicam redigi; quarum quidem confessionum, superscriptionis et subscriptionis earundem tenor sequitur sub hiis verbis :

« Confessiones facte per Petrum Raymundi Sparverii et Petrum Engilberti clericos, in curia archiepiscopali Tholose.

« Anno Domini M°CCC°XXIII°, die lune post festum Nativitatis beati Johannis Baptiste, Petrus Raymundi Sparverii, clericus, iuratus et interrogatus super facto ymaginum repertarum per curiam secularem in domo in qua inhabitat Tholose, dixit et confessus fuit quod hoc anno quadam die de qua dixit se non recordari, ex quo venit de curia romana dominus prior sancti Supplicii**, qui in domo ipsius deponentis morabatur, in camera superiori secrete cum Petro Engilberti, magistro Petro Fabri et quondam scutifero suo quodam vocato Bertrando loquebatur. Et cum per pausam ita secrete loquuti fuissent, finitis ipsis verbis seu consilio inter ipsos, et descendissent inferius, ipse deponens interrogavit ipsum dominum priorem cuiusmodi consilium sic secrete inter se habuerant. Qui dominus prior respondit et dixit : Nichil ad te, quia tu es ita loquax quod nichil potes secrete tenere. Tamen si tu velles esse fidelis et tenere secrete ego bene dicerem tibi. Et tunc ipse deponens, promisso quod nemini revelaret, ymmo secrete teneret quicquid sibi diceret, dictus dominus prior dixit sibi ostendendo quandam peciam pargameni in qua erat depicta quedam ymago ad effigiem hominis : Ego loquebar Petro Engilberti quod perquireret michi unum hominem qui secrete talliaret michi unum molle ad similitudinem istius ymaginis in lapide; et ymago de plumbo quam in ipso molle faciemus loqueretur, ut dicit Petrus Fabri, semel in mense dicendo veritatem de hiis que petentur ab ea : ita quod dicet nobis veritatem alquimie in qua tantum laboravimus. Item et dicet etiam nobis veritatem, si filie vicecomitis Bruniquelli *** fuerunt potionate (Hansen : *patronate* !); nam dictus vicecomes credit quod fuerunt potionate et rogavit me instanter quod modis omnibus scirem sibi veritatem. Item dixit quod dictus Petrus Engilberti fecit fieri dictum molle Petro Calhavelli; in quo molle fuerunt facte tres ymagines tantum de plumbo pro assagio; quas ymagines ipse dominus prior posuit in archa, cuius clavem sibi tradiderat mater ipsius deponentis, ut dixit.

« Petrus Engilberti, clericus Tholose, iuratus et interrogatus super predictis dicere veritatem, dixit in effectu idem quod dictus Petrus Raymundi; et quod ipse loquens fecit fieri dictum molle ad preces dicti domini prioris dicto Petro Calhavelli; et quod dictus Petrus Fabri dixit, ipso deponente audiente et ipso domino priore, quod ipse habebat artem cum qua loqui faceret ymagines in ipso molle factas, dum tamen fierent sub debita constellatione; et quod ymagines ipse dicerent et revelarent eis thesaurum absconditum in partibus istis. Dixit

etiam quod in ipso molle fuerunt per ipsum dominum priorem ipso présente et dicto Petro Fabri facte tres ymagines de plumbo pro assagio; non tamen cum ipsis aliquid operati fuerunt, quia nullum viguorem habebant pro eo quod non erant facte sub constellatione debita. Dixit etiam quod supra dictam ymaginem erat sculpta effigies scorpionis et a parte retro erant sculpte littere que non bene legi poterant; verumptamen videtur sibi, ut dixit, quod esset ibi scriptum : « Rex Salamonis. »

« Predicte confessiones facte fuerunt in presentia magistri Raymundi Johannis de Molinis, procuratoris domini nostri archiepiscopi Tholosani, qui dictos clericos super predictis audivit et examinavit; et domini Pontii Malafossa, thesaurarii dicti domini nostri archiepiscopi; et Bernardi Deyde, carcerarii (Hansen : *cartararii* !) et mei Stephani Brossardi, clerici, notarii curie criminum archiepiscopalis Tholose, qui etiam omnibus et singulis per dictos clericos dictis, depositis et confessatis presens interfui, una cum procuratore, thesaurario, et carcerario predictis, videlicet dum predicta clerici predicti deponebant et confitebantur; et eorum confessiones in libro dicte curie scripsi et registravi.

« Que quidem omnia et singula superius scripta, ego Petrus Cellararii, notarius Tholose predictus de mandato et ad requisitionem prefati domini officialis de libro dicte curie, fideliter et de verbo ad verbum, prout in dicto libro continebantur abstraxi et in hanc formam publicam redegi, die tercia mensis marcii regnante domino Karolo Franchorum et Navarre rege, et domino Johanne archiepiscopo Tholosano. Anno ab incarnatione Domini millesimo CCC° XXVI°, in presentia et testimonio domini Bartholomei de Albia, rectoris ecclesie Bellipodii Garnesii****, Tholosane dyocesis, et magistri Alberti Fabri, Tholose notarii; et mei Petri Cellararii, publici Tholose notarii predicti, qui cartam istam scripsi et signo meo consueto signavi. (*Signum.*)

« Et nos officialis Tholosanus in testimonium premissorum et ad maiorem firmitatem habendam huic presenti publico instrumento sigillum autenticum curie archiepiscopalis Tholosane apponi fecimus et appendi. »

*Jean Raymond de Comminges; voir n. 22, note 1. — **Saint-Sulpice (Tarn), cant. et arrond. de Lavaur. —***Bruniquel (Tarn-et-Garonne), cant. de Monclar, arrond. de Montauban. Chef-lieu d'une vicomté au moyen âge. Voir *Grande encyclopédie.* — ****Beaupuy (Tarn-et-Garonne), cant. de Beaumont, arrond. de Castelsarrasin.

6. Voir au n. 78 *bis* un autre document se rapportant à cette même affaire.

— 72 bis —

Jean XXII défend rigoureusement, sous peine d'excommunication, à tous les chrétiens de s'adonner au culte des démons, à la fabrication d'images de cire et à l'usage de tous autres objets destinés à enchaîner le démon à merci, et à pratiquer des maléfices. Ceux qui,

dûment avertis d'avoir à s'abstenir de ces pratiques, ne se seront pas soumis dans les huit jours, seront poursuivis comme hérétiques. Même menace contre les détenteurs de livres de magie qui n'en auront pas fait remise dans la huitaine. — Avignon, 1326 ou 1327.

Raynaldi, *Ann.,* ad ann. 1327, n. 45; *Magn. Bull. roman.*, éd. Cocquelines, t. III, part. 2, p. 194; Hansen, *Quellen und Untersuchungen zur Geschichte des Hexenwahns,* p. 5 n. 5.

Super illius specula. — Datum Avinioni, etc.

— 73 —

Jean XXII confirme pour Jacques Fournier, évêque de Mirepoix, la concession d'indulgences à lui faite tandis qu'il était évêque de Pamiers, en récompense de son zèle contre l'hérésie. — Avignon, 12 janvier 1327.

Reg. Vat., t. LXXXII, ep. 633; *Reg. Aven.,* t. XXVI, fol. 413.

Venerabili fratri Jacobo [1], episcopo Miraspiscen., salutem. — Dudum te ecclesie Appamiarum regimini presidente ac per te nobis exposito quod tu zelo pie devotionis accensus iuxta pastoralis officii debitum multos labores in Inquisitione pravitatis heretice quam in locis tunc tibi subiectis exercueras pro favore fidei pertuleras et sperabas in antea perferre; nos, ut predictis laboribus fructus per quem eterna tibi recompensarentur premia non deesset, tibi, pro huiusmodi negotio laboranti, illam plenam tuorum peccatorum veniam duximus indulgendam que inquisitoribus pravitatis eiusdem per apostolice Sedis privilegia est concessa [2]; nos igitur [nolentes] ex eo quod postmodum te a vinculo quo eidem Appamiarum ecclesie tenebaris auctoritate apostolica penitus absolventes, ad Mirapiscensem ecclesiam duximus transferendum [3] a predicta indulgencia sentias te exclusum, qui etiam sicut accepimus in Inquisitionem huiusmodi devote laborare non cessas; nos tuis supplicationibus inclinati, tibi pro huiusmodi Inquisitionis negocio laboranti, eandem indulgenciam auctoritate predicta de speciali gratia duximus concedendam. Nulli ergo,

etc., nostre concessionis infringere, etc. — Datum Avinioni, II idus ianuarii, anno undecimo.

1. Jacques Fournier : voir, n. 24, note 1.
2. Voir n. 64.
3. Fournier avait été transféré à Mirepoix, le 3 mars 1326.

— 74 —

Jean XXII ordonne à Michel Lemoine[1]*, inquisiteur de Provence, de remettre aux mains de Jean Duprat*[2]*, inquisiteur de Carcassonne, Pierre Trencavel*[3]*, du diocèse de Béziers, condamné pour hérésie, et Andrée, sa fille, suspecte du même crime, tous deux évadés de la prison inquisitoriale de Carcassonne, et présentement détenus dans celle de l'Inquisition de Provence.* — Avignon, 21 mars 1327.

Reg. Vat., t. cxiv, fol. 74 v°, n. 469; Doat, t. xxxv, fol. 18; Eubel, *Bull.*, n. 654 (*in ext.*).

Michaeli Monachi de ordine fratrum minorum, inquisitori heretice pravitatis in partibus Provincie auctoritate apostolica deputato. — Ex insinuatione dilecti filii Johannis de Prato, ordinis fratrum predicatorum, inquisitoris heretice pravitatis in partibus Carcassonen. auctoritate apostolica deputati, nuper accepimus quod Petrus Trencavelli, Biterren. diocesis, de crimine heresis olim Carcassone in sermone publico condempnatus et muro carcerali quem fregisse temerariis ausibus postmodum et inde aufugisse dicitur, deputatus, necnon et Andrea, eiusdem Petri filia, de crimine huiusmodi vehementer suspecta et etiam fugitiva, tuis mancipati carceribus detinentur. Cum autem negotio fidei expediat quod prefati Petrus et Andrea, ut de aliis per ipsos, ut fertur, infectis ipsorumque fautoribus in eis partibus possit haberi certitudo plenior, inquisitori restituantur predicto, nos qui negotium huiusmodi ubique cupimus cooperante Domino prosperari prefati inquisitoris in hac parte supplicationibus inclinati, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus eidem inquisitori, vel eius certo nuntio predictos Petrum Trencavelli et Andream filiam eius restituere cessante difficultatis obstaculo

non postponas. — Datum Avinioni, XII kalendas aprilis, anno undecimo.

1. Voir n. 15, note 2.

2. Jean Duprat, normand, d'Évreux ou de Rouen, étudiait, en 1301, la théologie dans le couvent des dominicains de Condom. Douais, *Acta capit. provinc. ord. praed.*, p. 460. En mai 1311 et 1312, les chapitres généraux de Naples et de Carcassonne le désignèrent pour l'enseignement du livre des Sentences à Paris. Denifle, *Chartul.*, t. II, p. 148, n. 690; p. 156, n. 696; Reichert, *Acta capit. gener. ord. praed.*, t. II, p. 62. Il fut fait maître en théologie en 1318; le 13 novembre de cette année, il prêta le serment de garder les privilèges de l'Université de Paris. Denifle, *op. cit.*, p. 227, n. 776. Il assista au chapitre général de Bordeaux, en juin 1324. Denifle, *op. cit.*, p. 275, n. 830. Il était, à cette date, inquisiteur de Carcassonne. Quétif et Échard, *Script.*, t. I, p. 593-594, commettent une grande erreur quand ils retardent sa promotion à cette charge jusqu'en 1334. Ces auteurs sont, du reste, peu renseignés sur son compte. Le 11 avril 1328, Duprat fut promu à l'évêché d'Évreux, vacant par la mort d'Adam de l'Isle. *Regest. Vat.*, t. LXXXVI, ep. 1437. Le chapitre général tenu cette même année à Toulouse imposa aux frères la célébration d'une messe aux intentions du nouvel élu et de son successeur à l'Inquisition de Carcassonne. Reichert, *Acta capit. gen.*, t. II, p. 184. Duprat se démit de son siège, en juin 1333. Le 30 juillet, le pape nomma à sa place Guilllaume des Essarts. *Reg. Vat.*, t. CIV, ep. 618. Le 27 septembre, il concéda à l'évêque démissionnaire, pour le reste de ses jours, la jouissance du manoir du *Sac*, détaché provisoirement de la mense d'Évreux, et une rente annuelle de 800 livres tournois. *Reg. Vat.*, t. CVII, ep. 154. Jean Duprat était mort en octobre 1335, ainsi qu'il résulte d'un document daté du 9 de ce mois. *Reg. Vat.*, t. CXIX, ep. 849. Quétif et Échard le font mourir en 1338.

J'ai dit qu'il succéda à Jean de Beaune, à l'Inquisition de Carcassonne (n. 21, note 2). En août 1324, il assista à plusieurs audiences de l'Inquisition de Pamiers, consacrées à terminer divers procès pendants. Les 9, 10 et 11 août, il réunit, avec l'évêque Jacques Fournier, un grand nombre de conseillers auxquels furent soumis les cas des hérétiques qui allaient être jugés. Douais, *La formule Communicato*, p. 20-29. Les 12 et 13 août, il prononça, dans deux « sermons » solennels tenus dans le cimetière Saint-Jean et dans l'église de Notre Dame-du-Camp, la sentence de ces accusés et la grâce de nombreux pénitents. Doat, t. XXVIII, fol. 56-93. Le 24 février 1325 (n. st.), par son initiative, fut tenu à Carcassonne, en présence des évêques de cette ville et de Pamiers, un autre acte de foi qu'avaient précédé, le 22 et le 23, des assemblées de jurisconsultes. Doat, t. XXVIII, fol. 96-107; Mahul, *Cartul.* t. V, p. 672-674; Douais, *La formule, etc.*, p. 29-36. Le lendemain, 25 février, Duprat interrogea Guillem d'Aire, de Quié, dont le procès était pendant devant le tribunal de Pamiers Ms. Vat., lat. *4030*, fol. 310-312. Le 1er mars, il délivra des lettres d'absolution à Jean d'Avignon, de Narbonne, et lui imposa des pèlerinages. Doat, t. XXVIII, fol. 171-174; Mahul, *op. cit.*, t. V, p. 675. En 1325 ou 1326, il entreprit, par ordre du pape, avec l'archevêque d'Aix et l'inquisiteur de Besançon, un procès contre Guyot Lefollet, de Frasne, hérétique prisonnier à Avignon (cf. n. 65). Le 1er mars 1327 (n. st.), de concert avec les évêques de Carcassonne et d'Alet, l'inquisiteur Pierre Brun, de Toulouse, et divers commissaires épiscopaux, il célébra un *auto*

da fé dans le marché couvert de Carcassonne. Doat, t. xxviii, fol. 178 sq.; Mahul, *op. cit.*, t. v, p. 676-683. Le 21 mars, Jean XXII lui annonçait la remise, par Michel Lemoine, inquisiteur de Provence, de deux hérétiques fugitifs, Pierre Trencavel et Andrée, sa fille, ainsi que des actes du procès d'un prêtre relaps, Bernard Martin, dont le contenu pouvait lui être utile. Tout en le félicitant de son zèle contre l'hérésie, il l'exhortait à terminer par une entente amicale un différend qu'il avait avec les gens de Carcassonne. L'évêque Pierre Rodier pouvait servir d'arbitre (n. 74, 75, 76). Mais une discussion de compétence existait déjà entre ce prélat et l'inquisiteur, à propos de la punition de Barthélemy Adalbert (n. 180, note 2), notaire de l'Inquisition, coupable d'exactions. Chacun d'eux revendiquait pour lui-même le droit de juger le coupable, dont la détention se prolongeait outre mesure. Ils finirent par s'entendre et déléguèrent à l'inquisiteur Pierre Brun leurs pouvoirs respectifs, le 4 mars 1328. Douais, *Documents*, t. i, p. lxxxv-lxxxvii. En 1326 ou 1327, Jean Duprat se disposait à juger, à Montpellier, une femme convaincue d'hérésie. Le pape lui ordonna de prononcer la sentence à Carcassonne (n. 78), sans doute, par égard pour la fidélité traditionnelle des habitants de Montpellier (n. 20, 231).

En dehors des actes inquisitoriaux de Jean Duprat, on lui attribue un *Commentaire sur les IV livres des Sentences* et plusieurs *Sermons*. Quétif et Échard, *Script.*, t. i, p. 593-594; Vidal, *Le trib. d'Inq. de Pamiers* (tir. à part), p. 88-91.

3. Pierre Trincavel ou Trencavel, de Lieuran-Cabrières (Hérault), était l'un des chefs de la secte des béguins. Il avait recueilli une somme d'argent destinée, dans sa pensée, à payer les frais d'émigration de ses frères et de lui-même en Grèce et à Jérusalem, où, pensait-il, ils trouveraient quelque sûreté. Saisi avec sa fille Andrée, il fut jugé et condamné au mur. Mais ils réussirent tous deux à s'évader. *Hist. de Languedoc*, t. ix, p. 396, 399, note 2; Lea, *Hist. de l'Inquis.*, éd. fr., t. iii, p. 90-91; Mahul, *Cartul.*, t. v, p. 680-681. Les registres de Doat contiennent les procès de plusieurs partisans de Trencavel, Étienne Gramat de Béziers (t. xxvii, fol. 9), Blaise Boyer, tailleur de Narbonne (fol. 84), le prêtre Jean Roger (fol. 171), Bernard Maurin, prêtre de Narbonne (t. xxxv, fol. 21-47), dont il est aussi question au n. 75.

— 75 —

Le pape ordonne à l'inquisiteur de Provence, Guillaume Astre [1], *de remettre à Jean Duprat* [2], *inquisiteur de Carcassonne, copie authentique des aveux du prêtre Bernard Martin* [*ou Maury*], *de Narbonne, d'abord condamné aux croix pour hérésie, puis relaps et livré au bras séculier à la suite d'un procès fait en cour d'Avignon* [3]. *On espère que cette pièce aidera à découvrir ses fauteurs et complices.* — Avignon, 21 mars 1327.

Reg. Vat., t. cxiv, fol. 75, n. 470; Doat, t. xxxv, fol. 46; Eubel, *Bull.*, n. 655 (*in ext.*).

Guillelmo Astre, ordinis fratrum minorum, inquisitori heretice pravitatis in partibus Provincie, auctoritate apostolica deputato. — Dilecti filii Johannis de Prato, ordinis fratrum predicatorum, inquisitoris heretice pravitatis in partibus Carcassone auctoritate apostolica deputati, supplicationibus inclinati, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus transsumptum confessionis coram te facte per quondam Bernardum Martini, presbiterum Narbonen., olim sicut accepimus in eisdem partibus super crimine heresis convictum et ad cruces deferendas publice condempnatum, ac postea relapsum et etiam fugitivum, qui per te nuper apud Sedem apostolicam de mandato nostro super hiis procedente relictus extitit, exigente iustitia, curie seculari, eidem inquisitori vel eius certo nuncio sub manu publica, ut per illam informari de fautoribus et complicibus dicti heretici plenius valeat, cessante difficultatis obstaculo studeas assignare. — Datum ut supra [XII kalendas aprilis, anno undecimo].

1. N. 49, note 3.
2. N. 74, note 2.
3. Dans le t. XXXV, de Doat, fol. 21-47, on trouve une copie de ce procès. On y voit que Maury était un fraticelle disciple de Pierre Trencavel (n.74), et qu'il se réclamait de Pierre de Jean d'Olive comme de son docteur préféré. Le procès occupa l'inquisiteur durant deux mois; et l'accusé, obstiné, fut livré au bras séculier.

— 76 —

Le pape notifie à Jean Duprat, inquisiteur de Carcassonne, les mesures prises dans les deux bulles qui précèdent. Il lui recommande d'user de prudence afin d'arriver à un accommodement avec les bourgeois de Carcassonne ; l'évêque de cette ville devrait être, en tout cas, consulté. — Avignon, 21 mars 1327.

Reg. Vat., t. CXIV, n. 649, fol. XIV.

Dilecto filio Johanni Petro de Prato [1], ordinis fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in partibus Carcassonen. auctoritate apostolica deputato. — Litteras tuas benigne recepimus et que continebantur in eis sano collegimus intellectu

operosam diligentiam quam adhibere non cessas super negotio fidei purimum in Domino commendantes. Et ecce quod dilectis filiis Michaeli Monachi [2], et Guillelmo Astre [3], de ordine fratrum minorum, inquisitoribus heretice pravitatis in partibus Provincie auctoritate apostolica deputatis, super restituendo Petrum Trencunelli (*sic*) [4] dampnatum et Andream eius filiam suspectam de heresi et confessionem Bernardi Martini dudum relapsi et curie seculari apud Avinionem relicti tibi vel tuo certo nuncio iuxta tue petitionis instantiam assignanda litteras dirigimus oportunas. Ceterum super compositione facienda cum Carcassonensibus [5] de qua tue predicte faciebant littere mentionem te sic prudenter et consulte procedere volumus quod nulla possit exinde suspicio probabiliter exoriri; circa quod expediens crederemus quod venerabilis frater noster [6].. episcopus Carcassonen. super tractatu compositionis huiusmodi vocaretur. — Datum Avinioni, XII kalendas aprilis, anno undecimo.

1. N. 74, note 2.
2. N. 15, note 2.
3. N. 49, note 3.
4. N. 74, note 3.
5. Je n'ai pu savoir quel était l'objet de cette entente.
6. Pierre Rodier, limousin, chancelier de France, sous le roi Charles IV promu à Carcassonne, le 19 novembre 1323; mort en janvier 1330. *Gall. christ.*, t. VI, col. 896; Mahul, *Cartul.*, t. V, p. 445-446; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 172. Il présida avec l'inquisiteur Jean Duprat les assemblées consultatives des 22 et 23 février 1325 (n. st.), à Carcassonne (Douais, *La formule Communicato*, p. 29-36), et le 24 février célébra avec le même inquisiteur un acte de foi dans cette ville. Il présida aussi celui du 1er mars 1327 (n. st.), avec l'évêque d'Alet, Jean Duprat et P. Brun. Doat, t. XXVIII, fol. 178-186. Le 8 septembre 1329, il reçut le serment d'obéissance aux ordres de l'Inquisition prononcé par le sénéchal et les officiers civils de la ville. Doat, t. XXVII, fol. 188-190. J'ai dit (n. 59, note 1) qu'à l'occasion d'un conflit de compétence surgi en 1328, entre lui et l'inquisiteur Henry de Chamay, ils avaient, d'un commun accord, remis leurs droits respectifs à l'inquisiteur P. Brun. Douais, *Documents*, p. LXXXIV-LXXXVII.

— 77 —

Le pape ordonne à l'évêque de Béziers de faire conduire sous bonne garde, auprès de la Curie, Raymond Michel, moine de Valmagne, au diocèse de Béziers, accusé de pratiques superstitieu-

ses, telles que l'invocation des démons. — Avignon, 29 mai 1327.

Reg. Av., t. XXVII, fol. 266, n. 1764.

Ven. fratri .. [1] episcopo Biterren., salutem. — Nuper ad apostolatus nostri quorumdam relatione pervenit auditum quod quidam servientes tui Raymundum Michaelis, monachum monasterii Vallis Nigre [2] (*sic*), Cistercien. ordinis, Agathen. diocesis, pro eo quod dicebatur ipsum quedam experimenta demonum invocationes continentia penes se habere, et apud eum inventa fore ceperunt, arrestarunt et carceribus tuis etiam manciparunt prout adhuc idem monachus ibidem teneri dicitur mancipatus. Nos igitur volentes de predictis cum eodem monacho scire veritatem, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus eundem monachum sub fida custodia necnon informationem et processus si quos super predictis habuisti forsitan contra eum nobis mittere non postponas. — Datum Avinioni, IIII kalendas iunii, anno undecimo.

1. Guillaume Frédol, abbé de Saint-Tibéry au diocèse d'Agde; promu à Béziers, le 5 mars 1313; mourut en 1349. *Gall. christ.*, t. VI, col. 347-348; *Hist. de Languedoc*, t. IX, p. 456-457; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 141. Certains clercs de son diocèse l'accusèrent d'avoir tenté de faire mourir Jean XXII à l'aide de pratiques de sorcellerie. Benoît XII ordonna une enquête (n. 164, 168) qui, sans doute, conclut à son innocence.

2. Abbaye de Valmagne, aujourd'hui dans la commune de Villeveyrac (Hérault), cant. de Mèze, arrond. de Montpellier.

— 78 —

Le pape ordonne à Jean Duprat, inquisiteur de Carcassonne, de prononcer la sentence d'une femme hérétique à Carcassonne et non à Montpellier. — Avignon, 1326-1327.

Reg. Vat., t. CXIV, n. 1795.

Johanni de Prato [1], ordinis fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in partibus Carcassonen. — Nuper fidedigna relatione percepimus quod super inquisitione contra quandam

mulierem [ ] Bonete, ratione criminis heresis cuius[?] fore culpabilis dicitur per te factam, intendis [apud] Montempessullanum, Magalonen. diocesis, [diffinitivam] sententiam proferendam. Sane cum cer[tis causis] rationabilibus melius et expedientius [videatur quod] apud Carcassonam locum utique ad ta[le opus] accomodum sententia huiusmodi proferatur, [discretioni tue] presentium tenore mandamus [quatinus] apud Carcassonam et non in Montepessulano [dictam] sententiam prout et quando tibi ex[pedierit proferre] te disponas. — Datum Avinioni, idibus [ ], anno duodecimo [2].

1. Voir n. 74, note 2.
2. La marge du registre étant à demi détruite par l'humidité, nous avons, de notre mieux, suppléé, en les plaçant entre des crochets, les mots effacés ou illisibles.

— 78 bis —

Le pape écrit aux trois cardinaux commissaires qu'il avait chargés, le 14 novembre 1324, d'instruire un procès de sorcellerie (cf. n. 72), *d'avoir à terminer ce procès.* — Avignon, 8 novembre 1327.

Reg. Vat., t. CXIV, part. 2, fol. 179, n. 1735; Hansen, *Quellen, etc.*, p. 671.

Venerabili fratri Guillelmo, episcopo Sabinen., et dilectis filiis Petro tit. Sancte Susanne, presbitero, ac Bertrando S. Marie in Aquiro diacono cardinalibus [1]. — Dudum ad nostri apostolatus auditum [*etc., comme au n. 72, avec de légères variantes de forme, jusqu'à : videremus conveniens valeremus*]. Sane cum vos ad inquirendum super predictis iuxta tenorem litterarum processeritis predictarum nobisque referenda fideliter duxeritis que per vos facta et reperta in hac parte fuerunt, nos, qui ex iniuncto desuper apostolatus officio sumus omnibus tam sapientibus quam insipientibus in iustitia debitores, volentes super premissis exhiberi iustitie complementum, ac de vestre et cuiuslibet vestrum exquisite circumspectionis prudentia plenam in Domino fiduciam obtinentes, vobis presentium tenore committimus et mandamus quatinus vos, vel duo aut unus vestrum per vos, vel alium, seu

alios prefatum negotium quoad dictos clericos et priorem diffinire ac decidere prout iustitia exegerit studeatis. — Datum Avinioni, vi idus novembris, anno duodecimo.

1. Sur ces personnages, voir n. 72, notes.

Avignon, 17 septembre, 6 octobre, 9 novembre 1327.

Introit. et exit., t. cxlii, fol. 60; Göller, *Die Einnahmen der apostolischen Kammer unter Johann XXII*, p. 575.

« Anno a Nativitate Domini M° CCC° XXVII°, dominus noster papa fecit nobis tradi per manus domini fratris Guillelmi Astre, ordinis fratrum minorum, inquisitoris heretice pravitatis et Johannis Banaldi, canonici Cavallicen., die xvii° septembris : xxx milia flor. auri.

« Item, die vi^a octobris, per eosdem : iii^m flor. auri. Item, die ix novembris, per eosdem et executores [testamenti] domini Vitalis, bo. me. episcopi Albanen. [1] : m flor. auri.

« Que summe florenorum fuerunt misse domino Bertrando, cardinali legato in partibus Lumbardie [2], cum aliis quantitatibus florenorum per nos traditorum per discretos viros dominos Heliam Manhani et Guillermum Truelli, quibus tradite fuerunt dicte summe florenorum ad portandum dicto dom. legato. »

1. Vital du Four, *ord. minorum*, cardinal du titre de Saint-Martin-aux-Monts, le 23 ou 24 décembre 1312; évêque d'Albano, en juin 1321; mort le 16 août 1327.

2. Bertrand du Poujet, cardinal du titre de Saint-Marcel, le 18 ou 19 décembre 1316; évêque d'Ostie, le 18 décembre 1327; mort le 3 février 1352.

— 79 —

Sur la demande du roi de France, le pape décide que les apostats et les hérétiques seront désormais privés du droit d'asile et que même la force séculière pourra les saisir dans les églises où ils auraient

cherché refuge, pourvu que l'évêque ou l'inquisiteur y consentent. — Avignon, 25 mai 1328 [1].

Reg. Aven., t. xxx, fol. 439 v°.

Carissimo in Christo filio Philippo regi Francorum illustri salutem. — Celsitudinis tue sincera devotio promeretur ut votis tuis hiis maxime que favorem fidei respicere dinoscuntur favorabiliter annuamus. Hinc est quod nos tuis supplicationibus inclinati ut in regno tuo apostatantes a fide catholica vel heretici ad ecclesias confugientes ut per unitatem (*sic*) earum in apostasia vel heresi defendantur nullam tutelam propterea ab eisdem ecclesiis consequantur, sed locorum episcopis, vel inquisitoribus heretice pravitatis illarum partium super hoc requisitis, si dictorum episcoporum vel inquisitorum seu alterius eorundem accedat assensus, de dictis ecclesiis libere abstrahi valeant etiam per brachium seculare serenitati tue ob favorem eiusdem catholice fidei auctoritate presentium indulgemus. Nulli ergo, etc., nostre concessionis infringere, etc. — Datum Avinioni, viii kalendas iunii, anno duodecimo.

1. Voir une bulle identique adressée, le 3 juillet 1322, aux inquisiteurs de France, au n. 38.

— 80 —

Jean XXII ordonne à Michel Le Moine, inquisiteur de Provence, de recueillir les biens et les objets ayant appartenu à Michel de Césène et à Buonagrazia de Bergame, inculpés d'hérésie et fugitifs; ils devront interroger les personnes qui pourraient être instruites de l'endroit où ils se trouvent. Quand ils les auront recueillis, ils les remettront aux envoyés du pape. — Avignon, 1er juin 1327 [1].

Reg. Vat., t. cxiv, n. 1546, fol. clii; Eubel, *Bull.*, n. 713 (*in ext.*).

Michaeli Monachi [2], de ordine fratrum minorum, inquisitori heretice pravitatis in partibus Provincie auctoritate apostolica deputato. — Cum Michael de Cesena [3], olim ordinis fratrum mino-

rum generalis minister, cui delato super diversis articulis fautoriam et defensionem hereticorum ac heresim tangentibus de quibus asserebatur esse culpabilis per nos sub excommunicationis, depositionis ab officio ac inhabilitationis ad quecumque dignitates et beneficia ecclesiastica penis et sententiis quas ipsum si mandato et inhibitioni nostris contraire presumeret incurrere voluimus ipso facto, ne de civitate Avinion. absque nostra licentia recedere presumeret, dudum duximus districtius inhibendum; et Bonagratia [4] de ordine ipso, qui post inhibitionem ne de curia romana recederet per nos eidem, delato etiam super nonnullis criminibus et excessibus, factam, ad sancta Dei Evangelia [iurave]rat se sine nostra licentia de [dicta civitate non] recessurum, tanquam male sibi [super istis impo]sitis conscii, furtive ac de nocte [de civitate pre]dicta et curia nostra recesserint fugitivi, [ac per con]sequens de premissis eisdem ut prefertur impositis [?], vehementer suspectos seu [convictos ?] se reddentes, et sicut accepimus [nonnulla bona] ipsorum quorum aliqua nos et romanam Ecclesiam [dicun]tur contingere, tam penes te quam penes dilectos [filios] conventum fratrum dicti ordinis Massilien. ac nonnullas alias eiusdem conventus [singulares perso]nas esse dicantur, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus predictis conventu et singularibus eiusdem personis ad [tuam present]iam evocatis, per teque sibi premissis expositis, [ipsis] et eorum singulis sub excommunicationis ac depositionis [a] quibuscumque officiis et inhabilitatis [ad quas]cumque dignitates et beneficia ecclesiastica [penis et] sententiis, quas ipsos et eorum singulos effectualiter non parentes incurrere [volumus ipso] facto, precipias ex parte nostra districtius [et eisdem iniun]gas ut bona predicta, que ipsi, vel aliquis [ipsorum] habuerint aut sciverint, quecumque [sint et in] quibuscumque rebus, sive plicatis aut [displicatis?], consistant, tibi revelent integraliter et [assignent]; tuque ipsa ad manum nostram recipiens [tam ista quam] illa que tecum fuerint, venerabili fratri [nostro.. [5] Vigin]timilien. episcopo et dilecto filio Gasberto de Monte [?] Lauduno, canonico Turonen., et eorum cuilibet [quos] illuc propterea destinamus specialiter studeas [assigna]re, similes penas et sentencias eo [ipso nisi pre]missa compleveris incursurus. Volu[mus tamen] quod assignatis bonis predictis episcopo et [canonico] memoratis vel eorum alteri, cum ipsis [ad nostram] te conferas incunctanter presentiam, nobis [cum illud ?] mandabimus assignaturus una cum eisdem [bona

pre]dicta et nos informaturus nichilominus super [illis] et aliis de quibus tecum voluerimus in[formari]. — Datum Avinioni, kalendis iunii, anno duodecimo.

1. Nous donnons, de cette bulle, le texte *in extenso*, le P. Eubel n'ayant pas, selon nous, toujours interprété avec exactitude les lacunes nombreuses que présente le registre, par suite de la détérioration de sa marge à cet endroit.

2. Michel Lemoine : voir n. 15, note 2.

3. Michel de Césène, franciscain, maître en théologie, élu ministre général de l'ordre à Naples, en 1316. Le chapitre général présidé par lui à Pérouse, en 1322, et où fut proclamée comme vraie la doctrine de l'absolue pauvreté du Christ et des apôtres, est le point de départ du schisme qui désola l'ordre de Saint-François et, bientôt, l'Église elle-même. Michel en demeure particulièrement responsable.

Le 8 juin 1327, il fut cité à la cour d'Avignon où une enquête fut faite par ordre du pape. Mais l'année suivante, le 25 mai, en compagnie de Guillaume Ockam et de Buonagrazia de Bergame, il s'enfuit d'Avignon et se réfugia auprès du roi de Bavière. Jean XXII le frappa des censures ecclésiastiques et le déposa de sa charge de général, le 6 juin de la même année. Il mourut à Munich, le 29 novembre 1343. Raynaldi, ad ann. 1322, n. LIII-LIV; 1327, n. XLVII; 1328, n. LXII-LXVII; 1329, n. XXII-LXVIII; 1331, n. VIII-XVII; Denifle, *Chart.*, t. II, p. 290; Lea, *Hist. de l'Inquis.*, trad. fr., t. III, p. 158-185.

4. Buonagrazia de Bergame, procureur général de l'ordre des franciscains, suivit Michel de Césène dans le schisme; il mourut à Munich, le 29 juin 1347. U. Chevalier, *Répertoire*, art. *Buonagrazia.*

5. Raymond, de l'ordre des frères mineurs; évêque de Vintimille, le 26 novembre 1320; transféré à Vence, le 6 septembre 1328; à Nice, le 10 janvier 1334; mort l'année suivante. *Gall. christ.*, t. III, col. 1222, 1286; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 381, 550, 560.

— 81 —

Le pape prie le roi de France de permettre que les inquisiteurs fassent justice des fauteurs de Louis de Bavière réfugiés dans son royaume. Il lui envoie les actes du procès de Pochin Esburre et l'engage à ne pas contrecarrer l'action de l'inquisiteur de Provence. — Avignon, 30 juillet 1328.

Reg. Vat., t. CXIV, n. 1885, fol. CCI v°[1].

Eidem regi [Francie]. — [Nuper] fili carissime multi Tusci amici [?] et servitores hereticorum Bava[rorum qui...]

in regno tuo moram trahunt [ ] ut contra fautores ipsorum in ge[ ] rogamus celsitudinem regiam de [ ] contra illosut.. Inquisitores permittat procedere et de [?] ipsis.. iustitiam ministrare [ ] Altissimo et Ecclesie sancte [sue] multa comoda temporalia reportare. Processum autem per inquisitorem Provincie [2] contra Pochinum Esbure factum excellentie regie mittimus, de quo dilectus filius Johannes Aufune, cantor Constantien., circumspectionem poterit regiam informare; super quo ordinet taliter providentia regia quod inquisitoris processus in ministranda iustitia per gentem regiam nequeat impediri. Datum ut supra. —[Avinioni, III kalendas augusti, anno XII.]

1. Nous n'avons pu combler les lacunes qui résultent de la détérioration du fol. 201.

2. Michel Lemoine (n. 15, note 2) ou Guillaume Astre (n. 49, note 3).

— 82 —

Le pape accuse réception des dossiers d'un procès intenté à des religieux. Il loue le zèle de l'évêque de Pamiers et l'engage à continuer. — Avignon, 8 août 1328.

Reg. Vat., t. CXIV, n. 1893.

Dominico [1], episcopo Appamiensi. — Missos nobis processus per te contra religiosos illos pestiferos habitos litterasque fraternitatis tue recepimus tuam in hac parte diligenciam in Domino commendantes, eamque attentius exhortantes quatinus ad perfectionem eorum que restant de illis agenda fideliter et solerter procedens que inde repereris nobis quantocius mittere non postponas. — Datum Avinioni, VI idus augusti, anno XII°.

1. Dominique Grima, de l'ordre des frères prêcheurs; étudiant en théologie dans les couvents de Toulouse et de Carcassonne (1291-1292); sous-lecteur du couvent de Toulouse, en 1301; licencié en théologie, à Paris; lieutenant de l'inquisiteur de Toulouse, Bernard Gui, en 1320; docteur et lecteur du Palais apostolique à Avignon (1321-1326); nonce du pape auprès du roi de France, en 1322 et 1323; promu à l'évêché de Pamiers, le 3 mars 1326; mort en 1348. *Gall·*

chr., t. XIII, col. 161; Percin, *Monum. conv. Tolos. ord. praed.*, p. 75-76; Quétif et Échard, *Script. ord. praed.*, t. I, p. 612-613; *Année dominicaine*, nouv. éd., Lyon, 1883, janvier, p. 917-919; Limborch, *Liber sententiarum*, p. 274; Douais, *Acta capit. provinc. ord. praed.*, p. 351, 362, 459; Denifle, *Chartul.*, t. II, n. 834, note 1; Denifle, *Archiv für Litteratur*, t. II, p. 219, n. 79; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 94. Dominique Grima continua à Pamiers l'œuvre de Jacques Fournier (n. 24, note 1). Mais il y mit moins de zèle. On ne peut signaler qu'un seul *acte de foi* célébré dans cette ville durant son épiscopat (du 17 au 22 janvier 1329, n. st.) et dans lequel vingt-cinq hérétiques seulement furent condamnés, tandis que cinquante pénitents jugés par Jacques Fournier bénéficiaient de diverses remises de peines. Doat, t. XXVII, fol. 140-156. Cet acte de foi avait été précédé d'une consultation inquisitoriale (13-14 janvier) dans laquelle on avait discuté le cas de dix-huit prévenus. Douais, *La formule Communicato*, p. 41-45. Le 24 octobre 1331, Jean XXII demanda à Dominique Grima de lui adresser un rapport sur les travaux de l'Inquisition dans son diocèse depuis les débuts de son épiscopat (n. 116). Ce rapport trahissant évidemment la négligence du prélat à accomplir les devoirs de sa charge, le pape le lui reprocha en des termes peu flatteurs, le 6 octobre 1332, et l'engagea à remplir scrupuleusement ses obligations (n. 124). Vidal, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers*, p. 81-83.

Avignon, 14 novembre 1328.

Introit. et exit., t. C, fol. 34; Göller, *Die Einnahmen, etc.*, p. 344.

« Die XIIII mensis novembris [1328] frater Henricus de Samayo (*sic*) inquisitor heretice pravitatis Carcassonensis, assignavit Camere per manus fratris Johannis Taurini, domini pape penitentiarii peccuniam per ipsum receptam a quadam persona quam non nominavit ex commutatione voti emissi de visitando limina S. Jacobi, videlicet XXX flor. auri. »

— 83 —

Le pape déclare que la juridiction de l'inquisiteur de Toulouse doit s'étendre sur la ville de Bordeaux et ses alentours, sans préjudice pour l'action des juges ordinaires ou délégués. — Avignon, 22 février 1329.

Reg. Vat., t. CXV, fol. 133, n. 599

Petro Bruni[1], de ordine predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in partibus Tholosanis auctoritate apostolica deputato. — Dudum tibi de cuius circumspectione plenam in Domino fiduciam gerimus inquisitionis heretice pravitatis officium in Tholosanis et aliis partibus in quibus illud tui predecessores in eodem officio consueverunt hactenus gerere per nostras certi tenoris litteras commisimus exercendum. Sane quia nunc per aliquos dicitur in dubium revocari an iidem predecessores in civitate Burdegalen. et circumvicinis partibus soliti fuerint et tibi per consequens dictum ibidem competat officium exercere, nos qui negotium fidei ubique sublatis impedimentis quibuslibet cupimus prosperari, volentes periculis que circa dictum negotium ex dubiis huiusmodi possent contingere salubriter obviari, te posse in eisdem civitate ac partibus officium exercere predictum tenore presentium declaramus. Per hoc tamen intentionis nostre nequaquam extitit nec existit alicui alii cui forsan iure ordinario vel ex delegatione Sedis apostolice contra hereticos aut credentes, fautores vel receptatores illorum in eisdem civitate ac partibus ius procedendi competeret quin ipse una tecum vel per se uti iure suo valeat iuxta sanctiones derogare. — Datum Avinioni VIII kalendas marcii, anno tertiodecimo.

1. Voir n. 59, note 1.

— 84 —

Le pape mande à l'inquisiteur de Carcassonne, Henri de Chamay[1], d'entreprendre le procès de Barthélemy Brugère[2], frère mineur. La supplique de l'inquisiteur contient le détail des charges qui pèsent sur ce religieux. Il a, dans ses paroles, manifesté des doutes sur la légitimité de Jean XXII. Deux dominicains le dénoncent à l'inquisiteur qui procède à une enquête et conclut à sa culpabilité entière. Un conflit s'élève entre les inquisiteurs et les supérieurs de Barthélemy au sujet de la punition du coupable. L'inquisiteur le cite en vain à plusieurs reprises ; l'inculpé refuse de comparaître et le gardien des franciscains de Carcassonne de le livrer. On recourt à la force et on l'arrête. L'inquisiteur l'interroge et lui arrache des

aveux d'où il résulte qu'il partage quelques-unes des idées des fraticelles. Henri de Chamay recourt au pape pour savoir quelle conduite il doit tenir à l'endroit du coupable et de ses supérieurs qui ont, il est vrai, fait leur soumission (25 février 1329). — Le pape approuve la conduite de l'inquisiteur et lui ordonne de procéder. — Avignon, 5 avril 1329.

Reg. Vat., t. CXV, fol. 147 v°, n. 706; Eubel, *Bull.*, n. 785 (*in ext.*).

Henrico de Chamayo, ordinis fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in partibus Carcassone auctoritate apostolica deputato. — Nuper tuas litteras... — Datum nonis aprilis, anno tertiodecimo.

1. Henri de Chamay succéda, dans la charge d'inquisiteur de Carcassonne à Jean Duprat, promu à l'évêché d'Évreux, le 11 avril 1328. Il était entré en fonctions lorsque, le 24 novembre 1328, Pierre Brun rendit la sentence de Barthélemy Adalbert, notaire de l'Inquisition. Douais, *Docum.*, p. LXXXVII. Il déploya contre l'hérésie une grande activité. Voir dans Douais, *op. cit.*, p. CXI-CXII, CXXIV, CXXV, CXXVII-CXXVIII, la mention des principaux actes de la procédure auxquels il présida en compagnie des évêques diocésains ou de leurs commissaires. Cf. Mahul, *Cartul.*, t. V, p. 684-689; *Hist. de Languedoc*, t. IX, p. 399-401; Lea, *Hist. de l'Inquisition*, t. II, p. 146. Mgr Douais a publié (*La formule Communicato*, p. 37-62) le texte de cinq consultations provoquées par lui, en 1328 et 1329, à Narbonne, Pamiers, Béziers et Carcassonne. Ses actes remplissent les tomes XXVII et XXVIII de la collection Doat.

Le 25 février1329, il adressa au pape la supplique touchant l'affaire de Barthélemy Brugère. (Voir la note suivante.) A sa requête, le roi Philippe VI de Valois confirma, en novembre de cette même année, plusieurs privilèges concédés par les rois de France à l'Inquisition, en particulier le statut *Cupientes* de saint Louis : 1° Les maisons d'hérétiques devront être détruites ; 2° Les fils et petits-fils d'hérétiques seront exclus des charges publiques ; 3° Les prisons de l'Inquisition seront, en temps opportun, réparées aux frais du roi et de ceux qui bénéficient des confiscations; 4° Tous, nobles, officiers, sergents d'armes, fonctionnaires civils, seconderont l'Inquisition dans la capture, la garde et l'exécution des coupables, dès qu'ils seront requis pour cela; 5° Le roi n'empêchera pas le libre exercice du tribunal. *Ordonnances des rois de France*, t. II, p. 40 sq.; Paul Frédericq, *Corpus document. Inquisit. her. prav. Neerlandiae*, t. II, p. 90-92, n. 56. L'ordonnance de Saint-Germain-en-Laye eut pour complément la lettre de 1334, adressée aux sénéchaux de Nîmes, de Toulouse et de Carcassonne pour leur recommander de respecter les privilèges du tribunal. *Hist. de Languedoc*, t. X, Preuves, col. 37-38. Le 28 octobre 1329, Henri de Chamay et Raymond Pelat, son lieutenant à Montpellier, se virent rappeler par le pape à l'observation du décret *Multorum* touchant l'action commune de l'évêque et de l'inqui-

siteur dans cette ville (n. 87-88). Six mois après (27 avril 1330), afin d'éviter les complications et les retards causés par le recours à l'évêque de Maguelonne, l'inquisiteur et son commissaire furent autorisés à passer outre (n. 98). Le 6 février 1330, Jean XXII félicita Henri de Chamay de l'arrestation de deux hérétiques italiens et l'engagea à commencer leurs procès sans retard (n. 90). Henri fut impliqué, cette même année et les suivantes (1330-1335), dans l'affaire des procédures intentées à des défunts (n. 106, note 3, et 140). Nous savons, par une bulle de Benoît XII (n. 166), qu'il fit ou continua le procès de Guillaume Fenasse d'Albi. L'affaire fut portée devant le pape Jean XXII, puis devant Benoît XII. Le fils du défunt finit par obtenir qu'elle fût confiée à un juge moins partial (n. 166). Une lettre d'Aymon de Caumont, successeur d'Henri de Chamay, nous fournit la date d'une sentence prononcée, par les inquisiteurs de Toulouse et de Carcassonne, contre l'hérétique Raymond Sicred, de Cavanac au diocèse de Carcassonne : c'est le 27 septembre 1332. Douais, *La procédure inquisitoriale*, p. 39. Henri de Chamay cessa ses fonctions d'inquisiteur, à la fin de l'année 1336. Aymon de Caumont fut nommé à sa place, le 20 janvier 1337 (n. 162).

2. Barthélemy Brugère fut dénoncé, en février 1329, par deux frères prêcheurs pour avoir tenu des propos suspects à Albi, le jour de la fête de saint Antoine (13 février, fête de la translation des reliques). Parvenu, disaient-ils, à cet endroit du canon de la messe où il est prescrit de prononcer le nom du pape régnant, il avait hésité, ce jour-là, entre Jean XXII et l'antipape Nicolas V. On rapprochait ce fait d'autres paroles qui lui avaient échappé et l'on doutait fort de sa fidélité au pape légitime. L'inquisiteur convoque d'urgence une assemblée de juristes pour savoir s'il y a lieu d'engager un procès. Tous sont d'avis que le cas est grave. Un notaire est expédié, porteur d'un mandat d'amener. Barthélemy et le gardien du couvent d'Albi le suivent volontiers vers Carcassonne. Arrivés près de la ville, le notaire et le gardien font prier l'inquisiteur de permettre aux deux religieux de prendre logement dans le couvent des frères mineurs. Henri de Chamay condescend, *propter ordinis reverentiam.* Les deux frères prêtent serment de se présenter devant le juge, dans la soirée ou le lendemain matin. Mais, après le dîner, le custode, le gardien et le lecteur du couvent vont prier l'inquisiteur de s'en remettre à eux pour la punition de leur frère. Henri de Chamay ne peut abdiquer ses droits; mais il assure les religieux que l'honneur de leur ordre sera sauf. On convient que le coupable sera livré dès le lendemain matin : or, à l'heure dite, nul ne se présente. Deux commissaires et un notaire vont alors sommer les frères mineurs de tenir leurs engagements. Le custode réplique qu'il n'en a pris aucun. Une citation en bonne forme est rédigée, et comme Barthélemy refuse toujours de se rendre, il est déclaré contumax, sauf ses explications. A la prière d'Henri de Chamay, l'official de Carcassonne s'entremet pour venir à bout de cette obstination. Il échoue. Un conseil inquisitorial réuni d'urgence décide alors que, l'évasion du coupable étant à craindre, il y a lieu de procéder à son arrestation de force et sans tarder. Un notaire et six personnes du « conseil secret » se présentent donc à la porte du couvent des franciscains et font une dernière sommation. Le custode et le gardien se déclarent exempts. Ordre leur est intimé d'exhiber leur privilège. Nouveau refus. Enfin sur la menace de l'intervention de la force publique, les supérieurs livrent le coupable. Un interrogatoire sommaire auquel il le soumet suffit à l'inquisiteur

pour se convaincre de la vérité des dénonciations. Il obtient en outre de précieuses révélations sur les sentiments de rancune et de haine voués à Jean XXII par certains frères mineurs d'Albi, qui ne pardonnent pas au pape d'avoir condamné les fraticelles et Michel de Césène. Barthélemy se repent de ses fautes et abjure; le gardien et le custode font amende honorable.

Le pape approuva fort la conduite d'Henri de Chamay et l'engagea à faire au moine rebelle un procès en règle. L'enquête était terminée à la fin du mois d'août 1329. Le 9 septembre suivant, le cas de Barthélemy Brugère fut soumis à l'examen de vingt-deux conseillers assemblés, à Carcassonne, *in aula domus Inquisitionis*.

Ils se prononcèrent tous pour l'emprisonnement et la plupart d'entre eux furent d'avis que cette sentence devait être lue en « sermon public » et que, par égard pour le pape, contre l'autorité duquel Barthélemy avait dogmatisé, celui-ci devrait rétracter ses erreurs en présence de la foule. Douais, *La formule Communicato*, p. 61. J'ignore si le prononcé du jugement eut la publicité réclamée par ces jurisconsultes. Toujours est-il que Barthélemy fut condamné à la prison (n. 145) et que le général de l'ordre, Gérard Othon, le chassa de la famille franciscaine. Le froc religieux porté par Barthélemy devant faire retour à ses frères, Jean XXII ordonna, le 16 décembre 1330, que restitution en fût faite au procureur de l'ordre ou au gardien de Carcassonne (n. 102). Le coupable accomplit sa pénitence avec un grand esprit de componction, si bien qu'il mérita bientôt d'être mis en liberté. Ce fut toutefois à la condition de continuer dans le monde l'expiation de ses fautes en récitant des psaumes et en accomplissant des jeûnes. Dès qu'il aurait recouvré l'usage de son sacerdoce, il devrait, en outre, célébrer, trois ans durant et chaque semaine, deux messes aux intentions du pape, l'une du Saint-Esprit, l'autre de la sainte Vierge. Il supplia bientôt Benoît XII de le réintégrer dans l'exercice de ses ordres. Le pape le soumit à une probation de deux années, mais ordonna au général des frères mineurs de le réadmettre, en attendant, au nombre de ses enfants (11 avril 1335; n. 145).

— 85 —

Jean XXII ordonne au chantre de Paris de faire rechercher et arrêter le frère mineur Géraud Rostang, de Gênes, fauteur de Michel de Césène, dont il a favorisé la fuite. — Avignon, 13 juillet 1329.

Reg. Vat., t. cxv, fol. 151 v°, n. 732.

Geraldo de Capmulo [1], cantori ecclesie Parisien. — Cum clause littere venerabili fratri nostro . . [2] episcopo Parisien. et dilectis filiis universitati magistrorum et scolarium studii Parisien. directe ianuis Parisien. affixe ecclesie hiis diebus, quas sic clausas nobis

dicti episcopus et Universitas una cum suis aliis clausis similiter litteris transmiserunt, essent cuiusdam fratris minoris fatui sequacis et fautoris illius prophani Michaelis de Cesena, heretici et scismatici, qui se facit Geraldum Rostagni de Janua [3] nominari, quique dicto Michaeli in fuga quam fecit de loco curie nostre affuit consiliis et auxiliis, ut ipse in eisdem litteris attestatur, volumus et tue discretioni mandamus quatinus an dictus Geraldus sit in partibus Francie investigare solerter et fideliter et ut capiatur si reperiri valeat operosum adhibere studium non postponas, nobis quicquid inde repereris et egeris rescripturus. — Datum ut supra [Avinioni, III idus iulii, anno terciodecimo] [4].

1. Gérard de *Campinulo* (ou *Capinulo,* ou *Campomuli*), docteur ès lois, archidiacre de Sarlat, vicaire général d'Avignon, le 5 juillet 1318 (Coulon, *Lettres... de Jean XXII,* n. 644, 645); chanoine et chantre de Paris, le 11 mars 1326, chanoine de Cahors en 1322. Il est chargé par le pape, en février 1329, de se saisir de l'hérétique Cecco d'Ascoli (*Reg. Vat.,* t. CXV, n. 700, 702), et, en mai, de publier, à Paris, les sentences prononcées contre Jean de Jandun, Marsile de Padoue, Louis de Bavière et Pierre de Corbière. *Reg. Vat.,* t. CXV, n. 744. Le 13 juillet, Gérard reçoit le présent mandat du pape. Le 11 décembre, Jean XXII lui envoie son propre mémoire sur les erreurs de Michel de Césène, en le chargeant de le communiquer à l'évêque et à l'Université. *Reg. Vat.,* t. CXV, n. 1621. Voir une autre lettre adressée au même personnage, n. 101. Denifle, *Chartul.,* t. II, p. 298, note 1, 320, 332.

2. Hugues Michel de Besançon; voir n. 92, note 1.

3. Cf. Raynaldi, ad ann. 1329, n. XXII.

4. Le même jour, Jean XXII écrit sur le même sujet à Hugues Michel de Besançon (n. 92, note 1), évêque de Paris, et à l'Université. *Reg. Vat.,* t. CXV, n. 731; Denifle, *Chart.,* t. II, n. 895.

— 86 —

Le pape donne ordre au cardinal-évêque de Sabine de déclarer le dominicain Guillaume Peyre, de Carcassonne, apte à exercer le ministère sacré et à participer aux chapitres de son ordre, nonobstant la sentence qui a frappé récemment la mémoire de son père, décédé depuis quarante ans. Il devra toutefois être exclu de la charge de prieur. — Avignon, 31 juillet 1329.

Reg. Aven., t. XXXIII, fol. 522, n. 2438.

Venerabili fratri Guillermo [1], episcopo Sabinen., salutem. — Significavit nobis dilectus filius Guillermus Petri, ordinis predicatorum, Carcassonen. diocesis, quod pater suus, qui sicut asserit fere sunt quadraginta anni elapsi de hac luce migravit, per inquisitores heretice pravitatis in illis partibus auctoritate apostolica deputatos fuit, non est diu, de heresi condempnatus; quare dictus Guillermus Petri nobis humiliter supplicavit ut cum ipso propterea a beneficiis et officiis publicis sic exclusus [2] providere sibi super premissis statui suo de benignitate Sedis apostolice misericorditer dignaremur. Nos itaque... fraternitati tue... dispensandi cum dicto Guillermo auctoritate nostra quod officium predicationis exercere ac confessiones audire licite sicut et ceteri fratres eiusdem ordinis, necnon et habere in tractatibus et electionibus vocem in capitulo ac etiam officia dicti ordinis citra prioratum conventualem duntaxat obtinere valeat, si ei alias huiusmodi officia legitime committantur... plenam et liberam si hoc expedire videris concedimus auctoritate presentium facultatem. — Datum Avinioni, II kalendas augusti, anno terciodecimo.

1. Guillaume-Pierre Goudin; voir n. 72, note 1.
2. Voir, sur cette exclusion, la bulle 68, note 2, et Introduction, p. LXVII.

— 87-88 —

Le pape ordonne à Henri de Chamay, inquisiteur de Carcassonne, et à Raymond Pelat, son commissaire à Montpellier, de n'intenter aucun procès d'hérésie dans cette ville sans en référer à l'évêque de Maguelonne ou à son vicaire. — Avignon, 28 octobre 1329.

***Reg. Vat.*, t. cxv, fol. 315 v°, n. 1612, 1613.**

Henrico de Chamaio [1], ordinis fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in partibus Carcassonen. auctoritate apostolica deputato. — Ex causis rationabilibus que ad hoc nos inducunt volumus tueque discretioni mandamus quatinus inquisitionis tibi commissum officium, cum ipsum in villa Montispessulani, Magalonen. diocesis, te contigerit per te vel alium exercere, venerabilem fratrem nostrum [2].. episcopum Magalonen. loci ordinarium

vel eius vicarium in hiis habeas evocare [3]. — Datum ut supra [Avinioni, v kalendas novembris, anno quartodecimo].

Raymundo Pelati [4], ordinis fratrum predicatorum. — In Inquisitionis negotio per dilectum filium Henricum de Chamayo, inquisitorem heretice pravitatis in partibus Carcassonen. auctoritate apostolica deputatum nuper tibi commisso in villa Montispessulani, Magalonen. diocesis, exercendo, volumus tibique mandamus ex causa quatinus ven. fratrem nostrum episcopum Magalonen. loci ordinarium vel eius vicarium habeas et debeas evocare, nec in eodem negotio prefato ordinario vel eius vicario non vocatis quovismodo procedas si tamen ipsi vel eorum aliquis in hiis voluerint interesse. — Datum ut supra.

1. Henri de Chamay; voir n. 84, note 1.

2. Jean de Vissec, prévôt, puis évêque de Maguelonne (14 mars 1328); mort le 28 août 1334. *Gall. christ.*, t. vi, col. 781-782, 827; Eubel, *Hier.*, t. i, p. 334.

3. A cause des complications présentées par le recours à l'évêque de Maguelonne, Jean XXII permit peu après (27 avril 1330) à l'inquisiteur de s'en passer (n. 98); mais Clément VII, à la prière des habitants de Montpellier, exigea de nouveau la présence de l'évêque (n. 311).

4. Raymond Pelat, dont nous apprenons ici qu'il faisait l'office de lieutenant de l'inquisiteur de Carcassonne dans la ville de Montpellier, participa à l'assemblée consultative chargée, le 4 juin 1329, d'examiner les fautes du franciscain Pierre Julien. Il fut d'avis que ce religieux, bien que relaps, ne devait être condamné qu'à la prison perpétuelle. Doat, t. xxvii, fol. 163-170; Douais, *La formule Communicato, etc.*, p. 51, 54. De concert avec Menet de Robécourt, commissaire de l'Inquisition (n. 28, note 2), il fit saisir dans son lit le prêtre Pierre de Tournemire, accusé d'avoir embrassé dans son jeune âge la secte des béguins, et le fit conduire demi-mort à Carcassonne, où il expira (n. 189).

— 89 —

Le pape ordonne à l'évêque d'Amiens et à l'inquisiteur de France d'intenter un procès d'hérésie au clerc François de Todi, inculpé d'avoir prêché nombre d'erreurs contre l'unité de l'Église, la résurrection de la chair et le sacrement de l'eucharistie. — Avignon, 9 janvier 1330.

Reg. Vat., t. cxv, fol. 304 v°, n. 1544; L. Fumi, *Eretici e ribelli nell' Umbria, etc.*, dans *Bollettino della regia deputazione di storia patria per l'Umbria*, an. v, p. 39 (*in ext.*).

Episcopo Ambianen. [1] et.. [2] inquisitori heretice pravitatis in regno Francie auctoritate apostolica deputato. — Pridem ad audientiam nostri apostolatus pervenit quod Franciscus de Tuderto, clericus, ad partes regni Francie, ubi inter cetera regna mundi clarere religio christiana noscitur, dudum se conferens, ibidem nonnullos errores et hereses pessimos presertim contra illos articulos in symbolo apostolorum contentos videlicet : *Unam sanctam Ecclesiam catholicam* ; et *Carnis resurrectionem*, necnon et contra venerandum et vivificum sacramentum altaris in locis diversis et pluribus nonnullis personis presentibus predicare ac dogmatizare in divine maiestatis contumeliam et offensam ac fidei et fidelium opprobrium et iacturam non sine magna temeritate presumpsit. Cum autem idem Franciscus propter hoc et alia nephanda per ipsum adversus fidem orthodoxam commissa vestris detineatur carceribus mancipatus, nos volentes super hiis iustitiam exhiberi, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus tu, frater episcope, apostolica auctoritate, et tu, fili inquisitor, ex officio Inquisitionis tibi eadem auctoritate commisso, super predictis et ea quomodolibet tangentibus ac aliis erroribus et heresibus quibus eundem Franciscum irretitum fore reperitis (*sic*) vel respersum, summarie, simpliciter et de plano, ac sine strepitu et figura iudicii iuxta xantiones (*sic*) canonicas et privilegia officio supradicto concessa tam cum ipso quam contra ipsum veritatem viis et modis quibus expedire videritis inquirentes, exequi quod iustitia in hac parte dictaverit studeatis, nobis quicquid super predictis feceritis fideliter rescripturi. — Datum v idus ianuarii, anno quartodecimo.

1. Jean de Cherchemont, évêque de Troyes, le 26 avril 1324; transféré à Amiens, le 18 février 1326; mourut le 26 janvier 1373. *Gall. christ.*, t. xii, col. 510-511; t. x, col. 1192-1193; Eubel, *Hier.*, t. i, p. 84, 521.

2. Aubert de Châlons déploya une certaine activité contre l'hérésie durant les années 1330, 1331 et 1332. Outre le procès de François de Todi (n. 94-95), il participa aux poursuites intentées par l'évêque de Paris et son officialité, contre le fraticelle allemand Conrad (n. 92 et note, 100-101, 104-105) et le clerc Guérin de l'Hay, accusé de sorcellerie et de magie (n. 146). Celles qu'ils entreprirent tous deux, je ne sais pour quel motif, contre maîtres Anselme de Gênes, chirurgien de Paris, et Réginald de Cravan, clerc du diocèse d'Auxerre, ne sont point à leur honneur (n. 109-111). Partant d'une fausse accusation d'hérésie et de

sorcellerie, ils jetèrent ces deux personnages en prison, leur intentèrent un procès injuste et, après avoir reçu de ces malheureux le serment qu'ils ne révéleraient à personne les procédés dont ils avaient été victimes, et surtout qu'ils n'appelleraient pas de leur sentence, ils les condamnèrent au bannissement, à des pèlerinages, à des jeûnes et à une amende de 100 livres parisis. Le pape, à qui les deux victimes avaient recours, exigea des deux juges la remise des actes de la procédure.

— 90 —

Le pape loue Henri de Chamay, inquisiteur de Carcassonne, de l'arrestation de deux hérétiques italiens ; il l'engage à leur faire justice. — Avignon, 6 février 1330.

Reg. Vat., t. cxv, fol. 318 v°, n. 1634.

Henrico de Chamayo[1], ordinis fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in partibus Carcassonen. auctoritate apostolica deputato. — Si diligenter intelleximus que super captione illorum duorum Italicorum ac confessione et incarceratione ipsorum misse nobis tue littere continebant, inde tuam circumspectam diligentiam multipliciter in Domino commendantes; et quia de hiis super quibus apud te delati sunt novisse te plenius credimus veritatem, volumus et placet nobis quod habens pre oculis solum Deum ordinare iusticia exigente quod expedire in hac parte cognoveris non postponas. — Datum Avinioni, VIII idus februarii, anno quartodecimo.

1. Voir n. 84, note 1.

— 91 —

Le pape ordonne à Jean de Badas, inquisiteur de Marseille, de s'informer si l'attentat commis par un notaire du diocèse d'Arles et sa femme contre la personne de Guillaume des Baux, seigneur de Berre, est de sa compétence. Si oui, il devra leur intenter un procès d'Inquisition. — Avignon, 19 février 1330.

Reg. Vat., t. cxv, fol. 410 v°, n. 2091; Eubel, n. 839 (anal.).

Johanni de Badas [1], ordinis fratrum minorum, inquisitori heretice pravitatis in partibus Massilien. auctoritate apostolica deputato. — Fidedigna relatione percepimus quod Gantalinus Gantalini, notarius, et Berengaria, eius uxor, Arelaten. diocesis, instigatione diabolica circumventi tanquam proprie salutis immemores contra dilectum filium nobilem virum Guillelmum de Baucio [2], dominum de Berra [3], prefate diocesis, quoddam nefandum facinoris crimen committere presumpserunt in atrocem Creatoris nostri offensam et scandalum plurimorum. Nos igitur cupientes quod delinquentium sic puniatur temeritas quod nec pena desit eisdem et ipsius metu a committendo similia alii arceantur, discretioni tue... mandamus quatinus super crimine huiusmodi, an videlicet eius punitio et correctio ad te, ratione tui officii, pertinere noscatur cum peritis te studeas quantocius informare, et, si ita esse compereris, contra eosdem Gantalinum et Berengariam ad inquisitionem, punitionem et correctionem super crimine prefato procedas iuxta canonicas sanctiones et privilegia eidem officio ab apostolica Sede concessa, quominus de ipsis per dictum nobilem, si alias ad eum pertineat, possit iustitia fieri ipsum non impedias quomodolibet nec molestes. — Datum XI kalendas martii, anno quartodecimo.

1. A cette date, la charge d'inquisiteur de Provence était excercée par Guillaume Astre (n. 49, note 3), et peut-être aussi par Michel Lemoine (n. 15, note 2). Jean de Badas était exclusivement délégué pour le diocèse de Marseille. Le 8 juillet 1332, le pape lui ordonna de remettre aux mains de l'inquisiteur de Piémont un vaudois fugitif, nommé Martin Pastre (n. 120). Plus tard Badas paraît dans les documents avec le titre d'inquisiteur de Provence. Ainsi, dans la lettre de recommandation que Benoît XII concéda, en 1338, à deux émissaires de l'Inquisition chargés de rechercher un juif rejudaïsant (n. 171 *bis*).

2. Guillaume II des Baux, fils de Bertrand II, seigneur de Berre, en 1309, mort sans postérité en 1344. Son frère Bertrand III, duc d'Andria, lui succéda. De Mas-Latrie, col. 1560.

3. Berre (Bouches-du-Rhône), chef-lieu de cant., arrond. d'Aix.

— 92 —

Le pape félicite l'évêque [1] *et l'official de Paris du zèle dont ils font preuve à l'occasion du procès de l'hérétique Conrad* [2]. *Il a reçu la cédule de défense de ce malheureux, jointe aux lettres qu'eux-mêmes*

lui ont écrites. Il leur ordonne de conduire cette affaire à bon terme, non sans s'assurer du concours de l'inquisiteur, si celui-ci veut le leur prêter. — Avignon, 28 février 1330.

Reg. Vat., t. cxv, fol. 319, n. 1638; Eubel, *Bullar.*, n. 842 (*in ext.*).

Episcopo et.. officiali Parisien. — Litteras vestras novissime recepimus cedulam illius Conradi presumptuosi heretici continentem, ex quarum serie zelum intensum quem ad exaltationem fidei Ecclesieque sancte Dei ac nostrum honorem geritis percepimus evidenter; super quo vestram diligentiam plurimum in Domino commendantes, ut ubi deliquit sic publice puniri debeat expedientius extimantes, ut super propositis per eum et aliis, si qua proposuerit, si in ipsis persistat pertinaciter, cum sint doctrine evangelice ac apostolice et sancte romane Ecclesie evidenter obvia, faciatis vos vel alter vestrum cum inquisitore seu eius locumtenente, si adesse voluerit, taliter iusticie, complementum quod cedat ceteris in exemplum. Super premissis nil scribimus aliud, scientes vestram doctam scientiam et approbatam experientiam ad hec sufficere et maiora; scimus etiam quod ad omnia et singula per ipsum proposita in libello quem nuper vobis misimus est sufficienter ac evidenter responsum. — Datum Avinioni, II kalendas marcii, anno quartodecimo.

1. Hugues Michel de Besançon, élu le 14 janvier 1326; mort le 29 juillet 1332. *Gall. christ.*, t. VII, col. 127-129; Gams, *op. cit.*, p. 596; Eubel, *Hier.*, p. 410.

2. Conrad était un fraticelle allemand opposé à Jean XXII, contre lequel il répandait toutes sortes de calomnies mêlées à des erreurs dogmatiques (n. 105). L'officialité de Paris le jeta en prison et commença à instruire son procès, qui se poursuivit avec le concours de l'inquisiteur Aubert de Châlons (n. 89, note 2). L'accusé présenta une défense écrite qui fut communiquée au pape avec les autres actes du procès. Les cardinaux Jacques Fournier et Pierre de Mortemart examinèrent ce dossier et formulèrent leur opinion. Le 30 juin 1330, en retournant à l'évêque et à l'inquisiteur les documents annotés par les deux cardinaux, le pape leur ordonnait de continuer le procès (n. 100). Géraud de Capmul, chantre de Paris, devait stimuler leur zèle (n. 101). Mais le fraticelle allemand avait réussi à capter les bonnes grâces de la reine Jeanne. Il eût mérité la prison perpétuelle; par égard pour la reine, le pape consentit, le 23 novembre, à sa mise en liberté à condition qu'il donnât des signes suffisants de repentir (n. 104-105).

— 93 —

Pierre d'Aragon, père d'Isarn d'Aragon, chanoine de Carcassonne, dénoncé de son vivant comme hérétique, mais reconnu innocent, et mort vingt ans après dans la pleine orthodoxie, a été récemment condamné par sentence de l'inquisiteur de Carcassonne. Isarn, son héritier, est déclaré apte à posséder tous bénéfices ecclésiastiques (dignités et personnats non exclus) en dehors cependant de la charge épiscopale. — Avignon, 19 mars 1330.

Reg. Aven., t. xxxv, fol. 352.

Dilecto filio Isarno de Aragone [1], canonico ecclesie Carcassonen. ordinis sancti Augustini, salutem. — Meritis tue probitatis... Sane petitio tua nobis exhibita continebat quod quondam Petrus de Aragone, pater tuus, dum viveret super crimine heresis delatus fuit [2] coram inquisitore pravitatis heretice auctoritate apostolica in illis partibus deputato et per eundem inquisitorem etiam arrestatus et nunquam illud confessus, ac demum fuit per inquisitorem eundem ab arresto huiusmodi relaxatus et dimissus in pace. Postque idem Petrus per viginti annos vel circa bene et laudabiliter vixit et in lecto sue ultime egritudinis constitutus receptis per eum ecclesiasticis sacramentis, dixit in fine suo in presentia multorum religiosorum et aliorum bonorum virorum ibidem astantium se mori in vera catholica fide quam tenebant romanus pontifex et sancte romane Ecclesie cardinales, eamque se tenere et in eadem velle mori fuit professus, et sic diem clausit extremum, et ut fidelis fuit traditus ecclesiastice sepulture; quodque quidam alius inquisitor [3] pravitatis eiusdem auctoritate predicta in eisdem partibus deputatus noviter inquisivit super dicto crimine contra prefatum defunctum, citatis super hiis dicto Isarno et aliis filiis dicti defuncti et ceteris possessoribus hereditatis ipsius, ac demum dictum defunctum dicto crimine fuisse respersum sententialiter declaravit. Quare nobis humiliter supplicasti, ut ne propter hoc tu a beneficiis ecclesiasticis repellaris [4], providere tibi... dignaremur Nos itaque... te... ad quecumque beneficia ecclesiastica regularia obtinenda, etiam si dignitates seu personatus existant, citra tamen episcopales dignitates... habilitamus et habilem reddimus [5].. Nulli ergo, etc. — Datum Avinioni, xiiii kalendas aprilis, anno quartodecimo.

1. Aragon (Aude), cant. d'Alzonne, arrond. de Carcassonne.

2. On trouve dans Doat, t. XXVI, fol. 148-151 v° (cf. Mahul, *Cartul.*, t. v, p. 649) l'acte de présentation d'une lettre de l'inquisiteur de la province romaine Adam de Côme, à l'inquisiteur de Carcassonne, Bertrand de Clermont. Cette lettre est du 18 mai 1293 et elle est remise à son destinataire, le 19 juin suivant. Elle donne à Pierre d'Aragon, damoiseau de Carcassonne, la permission de se présenter dans les trois mois à l'inquisiteur Bertrand, pour être examiné par lui. S'il ne peut s'accorder avec ce juge, l'accusé devra, dans les trois mois qui suivront, se représenter devant l'inquisiteur italien. Pierre d'Aragon fut interrogé par Bertrand de Clermont et son collègue, l'inquisiteur de Toulouse; mais il nia toute participation à l'hérésie. Finalement il fut reconnu innocent et il mourut vingt ans après, dans la pleine orthodoxie. Ce fut Henri de Chamay qui reprit le procès dont l'issue fut une condamnation. Les enfants du mort étaient frustrés de leur héritage et rendus inaptes à exercer aucune charge ecclésiastique ou civile et à obtenir un bénéfice. Une maison provenant de cette confiscation fut donnée, en mars 1330, par le roi Philippe VI, à Jacques de Boulay, son notaire. Elle se nommait la Bastide et était sise à une lieue de Carcassonne, entre les villages de Casilhac et de Cavanac. *Hist. de Languedoc*, t. x, Preuves, col. 705-706.

3. Henri de Chamay (n. 84, note 1), d'après une supplique présentée par le même Isarn d'Aragon, à Clément VI, en 1343 (n. 191).

4. Voir, sur cette exclusion, le n. 68, note 2, et Introduction, p. LXVII.

5. Isarn d'Aragon était prévôt de Capendu (Aude), en même temps que chanoine de Carcassonne, lorsque fut prononcée la sentence qui frappait la mémoire de son père. Jean XXII ne se borna pas à le rendre apte à conserver ces bénéfices et dignités, il lui conféra le prieuré de Trèbes (n. 191), non loin de Capendu. Mais le prieur de Trèbes ayant charge d'âmes, Isarn supplia, au bout de douze années, le pape Clément VI d'ajouter une clause spéciale, dans ce sens, à la dispense de Jean XXII (n. 191). Isarn d'Aragon était mort le 10 mai 1345. Son canonicat de Carcassonne fut conféré au Limousin Jean la Baillia. Mahul, *Cartul.*, t. v, p. 572-573.

— 94 - 95 —

Le pape ordonne à l'évêque d'Amiens et à l'inquisiteur de France de faire conduire sous bonne garde, à Avignon, l'hérétique François de Todi. Il écrit au roi de France sur le même objet. — Avignon, 7 avril 1330.

Reg. Vat., t. CXV, fol. 320 v°, n. 1655.

Episcopo Ambianen. [1] et dilecto filio.. [2] inquisitori heretice pravitatis in partibus regni Francie auctoritate apostolica depu-

tato. — Scripsisse pridem vobis meminimus ut de Francisco de Tuderto, qui heresis et scismatis vehementer suspectus criminibus vestris detinetur carceribus mancipatus exhibere iustitiam solum Deum pre oculis [habentes] curaretis. Sane quia certis causis emergentibus post modum nobis et quibusdam ex nostris fratribus videretur expediens quod idem Franciscus ad Sedem apostolicam mitteretur, volumus quatinus nisi iam ad ferendam sententiam contra eum processeritis vel existatis in promptu procedendi ad illam prefatum Franciscum sub fida tamen custodia una cum processu et inquisitione contra ipsum habitis nobis transmittere fideliter studeatis. Et ecce quod nos carissimum in Christo filium nostrum Philippum, regem Francie illustrem, per nostras litteras quas vobis mittimus cum presentibus exhortamur ut personas quas ad adducendum predictum Franciscum ad nostram presentiam deputaveritis de securo conductu faciat provideri, quas quidem litteras presentari sicut oportunum cognoveritis faciatis. — Datum Avinioni, VII idus aprilis, anno quartodecimo.

Ibid., n. 1656; L. Fumi, *Eretici e ribelli, etc.*, dans *Bollettino di storia patria per l'Umbria*, an. V, p. 40 (*in ext.*).

Eidem regi (Francie). — Cum nos venerabili, (etc. ut prædictis personis de securo conductu faciat provideri). — Datum Avinioni, VII idus aprilis, anno quartodecimo.

1. Jean de Cherchemont : voir n. 89, note 1
2. Aubert de Châlons : voir n. 89, note 2.

— 96 - 97 —

Lettres du pape à l'évêque d'Elne [1] *et à l'inquisiteur de Majorque* [2] *pour les exhorter à poursuivre de conserve les hérétiques du diocèse d'Elne* [3]. — Avignon, 24 avril 1330.

Reg. Vat., t. CXV, fol. 380 v°, 381, n. 1988, 1989; J.-M. Vidal, *Procès d'Inquisition contre Adhémar de Mosset, noble roussillonnais inculpé de béguinisme* (*1332-1334*), dans *Revue d'histoire de l'Église de France* (1910), t. I, p. 567.

Episcopo Elnen. — Cum nonnulle persone de fide suspecte catholica dicantur in tuis civitate et diocesi conversari, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus pastoris officium exequens diligenter, personas huiusmodi solerter et fideliter perquirere, ac contra eos, ne fideles suis erroribus inficere valeant, sed fides ipsa subductis erroribus huiusmodi pocius ibidem preclara prefulgeat, exacta diligentia procedere iuxta statuta canonum, solum Deum habens pre occulis, non postponas. Contradictores, etc. Non obstantibus quibuscumque privilegiis [etc.]. Volumus autem quod si te ac dilectum filium.. inquisitorem heretice pravitatis in terris carissimi in Christo filii nostri Jacobi, regis Maioricarum [4] illustris, auctoritate apostolica deputatum, cui etiam super hiis per alias litteras nostras scribimus, divisim super premissis contingat procedere, in proferenda sententia vobis invicem teneamini iuxta sanctiones canonicas, ut sine suspicione procedat negocium huiusmodi, communicare processus [5]. — Datum VIII kalendas maii, anno quartodecimo.

Eidem inquisitori. — Cum nonnulle persone [etc., *comme ci-dessus*, mutatis mutandis, *jusqu'à la fin*]. — Datum ut supra.

1. Bérenger Batle, voir n. 70, note 1.

2. En 1333, l'inquisiteur du royaume de Majorque était Raymond Dur, dominicain. Douais, *L'Inquisition en Roussillon,* dans *Annales du Midi,* 1892, p. 537. D'autre part, le procès d'Adhémar de Mosset signale une enquête faite après l'année 1329 par P. *Firmacii,* également qualifié d'inquisiteur. Il s'agit ici vraisemblablement de l'un de ces deux personnages.

3. Autres pièces concernant le diocèse d'Elne : n. 99, 124 *bis,* 125, 125 *bis,* 127, 127 *bis,* 127 *ter,* 130 *bis,* 130 *ter,* 132, 135-136, 139.

4. Jacques II, fils de Fernand, infant de Majorque, né en 1315, mort en 1349, avait succédé à son oncle Sanche, en 1324. Il fut le dernier roi de Majorque. C'est lui dont le nom revient à chaque instant dans le procès de l'évêque d'Elne contre Mosset, et qui est l'accusateur principal de ce noble. Voir Lecoy de la Marche, *Relations de la France avec le royaume de Majorque,* Paris, 1892, t. II, p. 4 sq.; de Mas-Latrie, *Trésor de chronologie,* col. 1736; U. Chevalier, *Répertoire des sources historiques du moyen âge. Bio-bibliographie,* 2e éd., col. 2320.

5. La collaboration de l'évêque diocésain et de l'inquisiteur avait été imposée par le concile de Vienne, au moins pour l'élaboration et l'édiction des sentences les plus graves. *Clementin.,* lib. V, cap. 1.

— 98 —

Le pape décide qu'Henri de Chamay[1]*, inquisiteur de Carcassonne, pourra exercer seul son office dans la ville de Montpellier, le recours à l'évêque diocésain*[2] *entraînant des retards et des complications*[3]. — Avignon, 27 avril 1330.

Doat, t. xxxv, fol. 85; Percin, *Monum. conv. Tholosani*, part. III, p. 100; Ripoll, *op. cit.*, t. II, p. 192.

Johannes episcopus servus servorum Dei, dilecto filio fratri Henrico de Chamayo, inquisitori Carcassonensi, ordinis fratrum predicatorum, in regno Francie per Sedem apostolicam deputato, salutem et apostolicam benedictionem. — Cum sicut nuper. — Datum Avinioni, II kal. maii, pontificatus nostri anno decimoquarto.

1. Voir n. 84, note 1.
2. Jean de Vissec, évêque de Maguelonne; voir n. 87, note 2.
3. Le 28 octobre précédent, le pape avait, au contraire, exigé le concours de l'évêque de Maguelonne (n. 87-88). Clément VII l'exigea aussi en 1379 (n. 311).

— 99 —

Le pape engage le roi de Majorque[1] *à seconder de tout son pouvoir l'action de l'évêque d'Elne et de l'inquisiteur de Majorque contre les hérétiques du diocèse d'Elne*[2]. — Avignon, 8 mai 1330.

Reg. Vat., t. cxv, fol. 398, n. 2025; Vidal, *Procès ... contre Adhémar de Mosset*, dans *Revue d'hist. de l'Égl. de France*, p. 568.

Regi Maioricarum. — Ad audientiam nostri apostolatus perducto quod in civitate ac diocesi Elnen. nonnulle persone de fide suspecte catholica conversantur, ven. fratri nostro.. episcopo Elnen. et dilecto filio.. inquisitori heretice pravitatis in eisdem partibus auctoritate apostolica deputato damus... in mandatis ut adversus personas huiusmodi, ne fideles partium earumdem suis erroribus inficere valeant, procedere studeant diligenter. Quocirca regiam excellentiam attentius deprecamur quatinus eidem episcopo et inquisitori, ac ipsorum cuilibet, in hac part

assistere consiliis, auxiliis et oportunis favoribus pro divina et apostolice Sedis reverentia zeloque dicte fidei regalis magnificentia non omittat. — Datum Avinioni, VIII idus maii, anno quartodecimo.

1. Jacques II, fils de l'infant Fernand de Majorque, né en 1315, mort en 1349, succéda à son oncle Sanche en 1324. Lecoy de la Marche, *Relations de la France avec le royaume de Majorque*, t. II, p. 4 sq. Bibliographie, dans Chevalier, *Répertoire des sources historiques du moyen âge, Bio-bibliographie*, 2[e] éd., col. 2320.

2. Voir n. 96-97, 124 *bis*, 125, 125 *bis*, 127, 127 *bis*, 127 *ter*, 130 *bis*, 130 *ter*, 132, 135-136, 139.

— 100 —

Le pape renvoie à l'évêque de Paris[1] *et à l'inquisiteur de France*[2] *le dossier du franciscain Conrad*[3], *ainsi que les opinions motivées des cardinaux de Sainte-Prisque*[4] *et de Saint-Étienne au mont Célius*[5], *qui en ont fait l'examen. L'évêque et l'inquisiteur devront continuer le procès.* — Avignon, 30 juin 1330.

Reg. Vat., t. CXV, fol. 325 v°, n. 1701; Eubel, *Bull.*, n. 857 (*in ext.*).

Episcopo Parisien. et.. inquisitori heretice pravitatis in partibus Francie auctoritate apostolica deputato. — Processum contra Conradum... — Datum Avinioni, II kalendas iulii, anno quartodecimo.

1. Hugues de Besançon, n. 92, note 1.
2. Aubert de Châlons, n. 89, note 2.
3. Voir n. 92, note 2.
4. Jacques Fournier, n. 24, note 1.
5. Pierre de Mortemart, n. 46, note 4.

— 101 —

A Géraud de Capmul, chantre de Paris, sur le même objet. — Avignon, 30 juin 1330.

Reg. Vat., t. CXV, fol. 325 v°, n. 1703.

Geraldo de Capmulo [1], cantori ecclesie Parisien. — Ecce venerabili fratri nostro .. episcopo Parisien. et dilecto filio .. inquisitori heretice pravitatis in partibus Francie auctoritate apostolica deputato scribimus iuxta formam quam cedula continet presentibus interclusa, volentes tueque discretioni presentium tenore mandantes quatinus ut prefati episcopus et inquisitor ea que sibi scribimus compleant solicitudinem adhibere studeas operosam; rescripturus nobis fideliter quicquid agi contigerit in hac parte. — Datum ut supra. [Avinioni, II kalendas iulii, anno quartodecimo.]

1. Voir n. 85, note 1.

— 102 —

Jean XXII donne ordre à l'inquisiteur de Carcassonne [1] *de restituer au procureur des franciscains Raymond de Lados, ou au gardien du couvent de Carcassonne, l'habit religieux porté par Barthélemy Brugère* [2], *condamné à l'emprisonnement pour hérésie et expulsé de son ordre par Géraud d'Othon* [3], *ministre général.* — Avignon 16 septembre 1330.

Reg. Vat., t. CXVI, fol. 29, n. 1; Doat, t. XXXV, fol. 87; Eubel, *Bull.*, n. 874. (*in ext.*).

Inquisitori heretice pravitatis in partibus Carcassonen. auctoritate apostolica deputato. — Exposuit nobis dilectus... — Datum Avinioni, XVI kalendas octobris, anno quintodecimo.

1. Henri de Chamay, n. 84, note 1.
2. Voir sur cette affaire, n. 84, note 2.
3. Géraud d'Othon, docteur en théologie, de la province d'Aquitaine; élu général de l'ordre, à Paris, en 1329, après la déposition de Michel de Césène; il devint patriarche d'Antioche et commendataire de l'église de Catane, le 27 novembre 1342. Il mourut vers 1363. Denifle, *Chartul.*, t. II, p. 424, note 5, p. 425; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 93, 183; Othon de Pavie, *L'Aquitaine séraphique*, t. I, p. 202-221 ; A. Albe, *Autour de Jean XXII, Les Quercynois en Italie* (*Annales de Saint-Louis-des-Français*, 1904), tir. à part, p. 143-146.

— 103 —

Jean XXII fait tenir aux archevêques de Toulouse et de Narbonne et à leurs suffragants, ainsi qu'aux inquisiteurs de Toulouse et de Carcassonne, la lettre écrite, le 22 août 1320 (n. 30 *bis*) *par le cardinal Guillaume Goudin, évêque de Sabine* [1], *aux inquisiteurs résidant à cette époque dans ces mêmes villes* [2]. *Par cette lettre, au nom du pape, la compétence des inquisiteurs était étendue aux cas suivants : invocation et adoration des démons; fabrication d'images de cire ou de toute autre matière ; baptême conféré à ces images; abus des sacrements et en particulier de l'eucharistie dans des maléfices. Le pape, ayant appris la persistance de pareils abus dans les diocèses du Midi, recommande aux prélats et aux inquisiteurs de terminer de conserve les procès intentés par eux pour ces motifs et d'en envoyer les actes au Saint-Siège qui avisera aux mesures à prendre. Nulle procédure de cette sorte ne devra être entreprise, jusqu'à nouvel ordre, sans l'avis du pape* [3]. — Avignon, 4 novembre 1330.

Reg. Aven., t. XXXVII (Jean XXII, t. XXXVI), fol. 135 v°, 136 ; *Reg. Vat.*, t. XCVIII, n. II, III, *De curia*; Percin, *Monum. convent. Tholosani*, part. III, p. 99; Ripoll, t. II, p. 192; Hansen, *Quellen*, etc., p. 6, n. 6. (*in ext.*).

Venerabilibus fratribus ..[4] archiepiscopo Narbonen. ejusque suffraganeis, et dilecto filio..[5] inquisitori heretice pravitatis in regno Francie per Sedem apostolicam deputato, Carcassone residenti, salutem. — Dudum venerabilis frater noster Guillermus episcopus Sabinen. scripsit tibi, fili inquisitor, de mandato nostro per suas litteras in hac forma. Frater Guillelmus (*etc., comme au n. 30* bis).

Sane noviter intellecto quod errores et abhominationes in eisdem litteris comprehensi in partibus illis de quibus in litteris ipsis habetur mentio adhuc vigent, nos cupientes super ipsis, ne deinceps pullulent plenius providere, discretioni vestre presentium tenore committimus et mandamus quatinus omnes inquisitiones quas auctoritate litterarum huiusmodi vos fratres archiepiscopi et suffraganei, prout quemlibet vestrum tangit, et tu, inquisitor prefate, cum singulis eorumdem insimul, vel tu, inquisitor solus per te ipsum hactenus inchoastis, si complete non fue-

rint, vos, archiepiscope et suffraganei, quilibet vestrum videlicet in sua diocesi per se vel alium quem ad hoc deputandum duxeritis, et tu, inquisitor predicte, insimul celeriter compleatis, quas postquam compleveritis una cum illis que iam per te solum, prefate inquisitor, forsitan sunt complete nobis sub vestris sigillis fideliter interclusas quantocius poteritis transmittatis, ut eis visis quid faciendum sit tam super illis de quibus fuerit inquisitum quam super omnibus ceteris de quibus nondum est inceptum inquiri plenius et certius auctore Domino disponamus. Tu vero, inquisitor predicte, super illis de quibus adhuc inquirere non cepisti, pretextu dictarum litterarum nisi forsan aliud a nobis reciperes in mandatis te nullatenus intromittas. Per hec autem non intendimus vobis vel vestrum alicui quantum ad illa que a iure vobis alias sunt permissa in aliquibus derogari. — Datum Avinioni, II nonas novembris, anno quintodecimo.

Venerabilibus fratribus ..[6] archiepiscopo Tholosano eiusque suffraganeis, et dilecto filio ..[7] inquisitori heretice pravitatis in regno Francie per Sedem apostolicam deputato Tholose residenti, salutem. — Dudum venerabilis frater... — Datum Avinioni, II nonas novembris anno XV°. (Doat, t. XXXIV, fol. 181.)

1. Guillaume Goudin, voir n. 72, note 1.

2. Bernard Gui (n. 44, note 1) et Jean de Beaune (n. 21, note 2).

3. Bien avant Jean XXII, la compétence des inquisiteurs avait été étendue à ces pratiques superstitieuses, mais pour le cas seulement où elles avaient une relation directe avec la foi. Voir à ce sujet une bulle d'Alexandre IV (10 janvier 1260). Ripoll, t. I, p. 388.

Jean XXII semble n'avoir mis aucune restriction, sinon momentanée, à action inquisitoriale contre ces délits, devenus, à cette époque, d'une fréquence menaçante (n. 30 *bis*). Au lieu des vieilles pratiques superstitieuses usitées de tout temps, on avait vu, dès le XIIIe siècle, se répandre en France l'art plus raffiné de l'Italie et de l'Espagne. L'effroi provoqué par l'occultisme s'accrut tout à coup. Le pape Jean XXII l'éprouva, semble-t-il, à un vif degré; il intervint maintes fois pour stimuler le zèle des inquisiteurs, et même fit poursuivre les suspects en son nom propre. Ses successeurs suivirent son exemple. On trouvera dans ce recueil plusieurs documents se référant à la répression de ces pratiques : n. 24, 30 *bis*, 50, 67, 72, 77, 91, 146, 150, 152, 156, 159-160, 161, 171, 172, 173, 175, 177, 179, 192, 220, 285, 338, 342; cf. Introduction, p. XLVIII.

L'ouvrage capital à étudier sur la matière est Hansen, *Zauberwahn, Inquisition und Hexenprocess im Mittelalter*, Bonn, 1900. Le même auteur a formé un précieux recueil de documents sur la sorcellerie et la répression de ce crime dans *Quellen und Untersuchungen zur Geschichte des Hexenwahns und der Hexen-*

verfolgung in Mittelalter, Bonn, 1901. Les principales bulles papales contre la sorcellerie sont reproduites en tête de ce volume. Voir encore Hatzfeld, Darmesteter et Thomas, *Dictionnaire général de la langue française*, art. *Bougre*; Lea, *Hist. de l'Inquisition*, t. III (trad.), p. 522-524, 547-548; Tanon, *Hist. des tribunaux d'Inquisition*, p. 246-251.

4. Bernard de Farges; voir n. 14, note 1.

5. Henri de Chamay : n. 84, note 1.

6. Guillaume de Laudun, dominicain, maître en théologie, le 13 juin 1314; lecteur du Palais apostolique en 1317; promu à l'archevêché de Vienne, le 27 février 1321; transféré à Toulouse, le 19 décembre 1327; se démet de son siège en 1345. *Gall. christ.*, t. XVI, col. 104-105; t. XIII, col. 39-40; Denifle, *Chart.*, t. II, p. 156, note 1; *Archiv für Litt.*, t. II, p. 215, n. 66; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 559; *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 613-614.

7. Pierre Brun : n. 59, note 1.

— 104 —

L'évêque de Paris et l'inquisiteur de France reçoivent du pape l'ordre de remettre à ses supérieurs, s'il donne des signes suffisants de repentir, le franciscain Conrad, fraticelle allemand, condamné par eux à la prison perpétuelle. Ils devront dresser un instrument public de cet acte de clémence. — Avignon, 23 novembre 1330 [1].

Reg. Vat., t. CXVI, fol. 32 v°, n. 17; Eubel, *Bull.*, n. 884 (*in ext.*).

Episcopo Parisien. et inquisitori heretice pravitatis in regno Francie auctoritate apostolica deputato. — Pridem intelleximus quod... — Datum IX kalendas decembris, anno quintodecimo.

1. Voir, sur cette bulle, le n. 92, note 2.

— 105 —

Le pape remontre à la reine Jeanne [1] de France que la faute du franciscain Conrad, qui a traité Jean XXII d'hérétique et a répandu sur son compte des relations calomnieuses, n'est point légère et que le châtiment qui lui a été infligé est loin d'être proportionné à la gravité de ses crimes. Néanmoins, par égard pour Sa Majesté, le pape consent à user de clémence ; il vient de donner à l'évêque de

Paris et à l'inquisiteur l'ordre de relâcher ce frère mineur, s'il donne des signes suffisants de repentir. — Avignon, 24 novembre 1330 [2].

Reg. Vat., t. CXVI, fol. 53, n. 103; Eubel, *Bull.*, n. 885 (*in ext.*).

Johanne, regine Francie. — Litteras regias super ... — Datum VIII kalendas decembris, anno quintodecimo.

1. Jeanne, fille de Robert II, duc de Bourgogne, épouse Philippe de Valois, en juillet 1313; reine de France en 1328; meurt en 1348. De Mas-Latrie, col. 1523.
2. Voir n. 92, note 2.

— 106 —

Le pape, ayant ouï dire que les prélats des provinces de Narbonne et de Toulouse et les inquisiteurs de Toulouse et de Carcassonne se préparent à condamner pour hérésie certains défunts qui n'en avaient pas été convaincus de leur vivant, leur ordonne de ne prononcer dorénavant de telles sentences qu'après avoir consulté le Saint-Siège. Le pape réclame les dossiers des procès de cette sorte actuellement en cours. — Avignon, 18 décembre 1330.

Reg. Aven., t. XXXVII, fol. 136; *Reg. Vat.*, t. XCVIII, fol. 3, n. 4, 5, *de Curia.*

Venerabilibus fratribus.. [1] archiepiscopo Narbonensi eiusque suffraganeis, et dilecto filio .. [2] inquisitori heretice pravitatis in regno Francie per Sedem apostolicam deputato, Carcassone residenti, salutem. — Etsi officium Inquisitionis heretice pravitatis magnis sit amplectandum favoribus et expeditis auxiliis et consiliis prosequendum, decet tamen et expedit, ymo necessarium est omnino ac debitum ut sic procedatur in illo quod favor non pariat odium, nec ex celeritate iudicii detrahatur iustitie nec conscientie puritati desit iudicium rationis. Cum igitur sicut accepimus vos seu aliqui vestrum intendatis et disponatis in brevi procedere ad condempnandum de heresi quosdam iam dudum defunctos, qui de illa confessi dum viverent non fuerunt, nos volentes ad hoc cum matura ac plena deliberatione procedi et ex presentibus vel instantibus ad sequentia formam dari, ex certis causis que ad

id nostrum et fratrum nostrorum animos rationabiliter induxerunt, vobis et vestrum cuilibet de consilio fratrum ipsorum auctoritate presentium inhibemus, ne ad condempnandum vel absolvendum aliquem mortuum de heresi de qua cum viveret confessus non fuerit per vos vel alios aliquatenus procedatis, nisi nobis prius consultis super hoc, et omnibus processibus originalibus factis circa defunctos huiusmodi, si iam completi sint, alioquin cum completi fuerint, per nuncios fideles integraliter nobis missis [3]; quod si secus feceritis nos id decrevimus irritum et inane. — Datum Avinioni, xv kalendas ianuarii, anno quinto-decimo.

Venerabilibus fratribus .. [4] archiepiscopo Tholosano eiusque suffraganeis et dilecto filio .. [5] inquisitori heretice pravitatis in regno Francie per Sedem apostolicam deputato Tholose residenti, salutem. — Etsi officium Inquisitionis, etc., *usque in finem*. — Datum *ut supra*.

1. Bernard de Farges; voir n. 14, note 1.
2. Henry de Chamay; voir n. 84, note 1.
3. Cette bulle a son origine dans les poursuites reprises, en 1330, par Henri de Chamay, inquisiteur de Carcassonne, contre dix-huit hérétiques des diocèses de Narbonne et de Carcassonne, décédés depuis longtemps. Les dépositions remontaient à quarante et quarante-six ans (1284-1290); les délits, à quarante-sept et même à soixante-deux ans. La procédure avait été commencée par les inquisiteurs Jean Galand et Guillaume de Saint-Seine et par l'évêque d'Albi, Bernard de Castanet; reprise en 1309, par Geoffroi d'Ablis, et, en 1320, par Jean de Beaune, et jamais conduite à terme. Henri de Chamay voulut en finir et fit inviter les héritiers des défunts à présenter leur défense à partir du 17 septembre 1330. Quelques jours après la Saint-Martin (11 novembre), l'instruction était terminée. Sur les dix-huit coupables il semblait prouvé que quinze avaient assisté à l'*hérétication* ou initiation d'autres croyants et *adoré* les hérétiques, et que trois avaient eux-mêmes été *hérétiqués* sur leur lit de mort. Sur ce nombre on comptait cinq prêtres, trois femmes et un officier royal du château de Cabaret. Voir leurs noms dans Mahul, *Cartul.*, t. v, p. 688, et Douais, *Docum.*, p. CCIX-CCX. Leurs héritiers, apprenant les intentions de l'inquisiteur, se plaignirent amèrement au pape et lui remontrèrent le dommage qui résulterait pour eux de ces poursuites injustes, disaient-ils, et abusives. Jean XXII désira s'informer et, par la bulle publiée ici, il ordonna de surseoir à toute poursuite contre les défunts non convaincus d'hérésie de leur vivant et de n'en entreprendre à l'avenir que sur l'avis favorable du Saint-Siège. En outre, il exigeait la remise intégrale des livres contenant les dépositions et la suite de l'instruction (18 décembre).

Henri de Chamay apporta lui-même ces documents à Avignon. C'était

une copie authentique des *livres dixième et onzième* de l'Inquisition de Carcassonne dont Clément V avait jadis demandé communication afin de s'assurer de la vérité des bruits qui couraient sur les procédures inquisitoriales. On y voyait le paraphe de ce pape à chaque feuillet. Doat, t. XXXII, fol. 168 v° ; Mahul, *Cartul.*, t. V, p. 689. Jean XXII en fit faire l'examen par une commission dont les membres restent anonymes dans le rapport rédigé par eux, mais qui furent les cardinaux Jacques Fournier et Raymond de Moustuéjouls. « Ayant tous deux exercé les fonctions épiscopales et inquisitoriales dans ces contrées, dit plus tard le pape au roi de France, ils pouvaient avoir sur les faits allégués une information plus rapide » (n. 140). Henri de Chamay n'avait point caché l'embarras que lui avaient causé les divergences existant dans les dépositions de plusieurs témoins. Les commissaires pontificaux conclurent que les témoignages se détruisaient si bien les uns les autres qu'il était impossible d'y trouver des preuves suffisantes de culpabilité. Ils se prononcèrent donc contre la reprise des poursuites. Il est probable que leur rapport fut prêt dans le courant de l'année 1331. Et lorsqu'ils le présentèrent au pape, l'inquisiteur Henri de Chamay se trouva d'accord avec eux au sujet de la confusion qui régnait dans le volume. Aux deux cardinaux Fournier et de Moustuéjouls, le pape adjoignit alors les cardinaux Pierre de Chappes et Pierre Tissier de Saint-Antonin et la commission ainsi composée continua la revision et la confrontation des témoignages. Elle n'en était point venue à bout en mars 1334. Il faut croire que le pape lui confia l'examen de nouveaux dossiers et qu'elle put ainsi, l'heure venue, se prononcer sur toutes les causes restées pendantes au tribunal de Carcassonne. Cependant le roi de France avait été informé par ses officiers de la cessation des poursuites contre les défunts. Et, sans doute, parce que son fisc souffrait de l'arrêt subit des confiscations, il se permit de faire des remontrances au pape, alléguant la tradition des tribunaux d'Inquisition à l'endroit des hérétiques défunts. Le pape expliqua sa conduite, le 10 mars 1334 (n. 140). Voir sur cette affaire *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 401 et note 1 ; Douais, *Docum.*, p. CCVII-CCX et notes ; J.-M. Vidal, *Jean Galand*, p. 27-29. Le rapport des cardinaux se trouve dans Doat, t. XXXII, fol. 164-240 ; une partie en a été imprimée par Mahul. *Cartul.*, t. V, p. 688-689 ; Douais, p. CCIX, note 1, en publie le début.

4. Guillaume de Laudun ; voir n. 103, note 6.

5. Pierre Brun : n. 59, note 1.

— 107 —

Jean XXII déclare que Bernard Embrin, prêtre, Nicolas, son frère, Barthélemy, son cousin, tous trois religieux trinitaires, sont aptes à recevoir des bénéfices et à exercer des charges publiques ; nonobstant la sentence de l'inquisiteur de Carcassonne qui a flétri la mémoire de leur grand-père paternel, Bernard-Arnaud Embrin,

de Limoux, condamné pour hérésie il y a soixante-quinze ans. — Avignon, 19 décembre 1330.

Reg. Aven., t. XXXIX, fol. 638.

Dilectis filiis Bernardo Embrini, presbitero, et Nicolao Embrini, germanis, ac Bartholomeo Embrini, eorum consanguineo, fratribus domus de Limoso [1], ordinis sancte Trinitatis et Captivorum, Narbonen. diocesis, salutem, etc. — Religionis zelus ... Sane petitio pro parte vestra nobis exhibita continebat quod ex eo quod condam Bernardus Arnaldi Embrini, laicus de Limoso, Narbonen. diocesis, avus paternus vester, post suum obitum iam sunt septuaginta quinque anni elapsi vel circa super heretica pravitate delatus per.. inquisitorem pravitatis predicte auctoritate apostolica tunc in illis partibus deputatum asserentem dictum Bernardum impenitentem et inconfessum de pravitate huiusmodi decessisse de labe pravitatis predicte sentencialiter extitit condempnatus [2], vos utpote nepotes ipsius per paternam lineam descendentes a beneficiis ecclesiasticis et publicis officiis propterea timentes excludi [3], nobis humiliter supplicastis ut vobiscum super premissis misericorditer agere dignaremur. Nos igitur attendentes quod, sicut dilecti filii.. ministri domus de Limoso, ordinis sancte Trinitatis et Captivorum, dicte diocesis, testimonio fidedigno percepimus, in ordine vestro laudabiliter vos geritis.. quod ... possitis admitti ad officia prelibata et administrationes vestri ordinis supradicti vobiscum... dispensamus. Nulli ergo, etc. — Datum Avinioni, XIIII kalendas ianuarii, anno quintodecimo.

1. Limoux (Aude), chef-lieu d'arrondissement.

2. Les Embrin de L'moux étaient une famille d'hérétiques. Un Bernard Embrin aurait, dès 1263, dû accomplir un voyage outre-mer par suite d'une condamnation de l'Inquisition de Carcassonne. Mais, déjà avancé en âge et malade, il n'avait pu s'acquitter personnellement de cette obligation. Ses frères, Arnaud et Bernard-Arnaud, pressés de payer la dette fraternelle, en référèrent au pape Urbain IV, qui, le 28 mars 1263, somma les inquisiteurs de ne plus les inquiéter à cet endroit. Doat, t. XXXI, fol. 283.

La bulle de Jean XXII nous apprend qu'un Bernard-Arnaud Embrin, grand-père des trois religieux trinitaires (et qui serait différent de celui dont il vient d'être question si, en 1330, soixante-quinze années séparaient ses petits-fils de l'époque de sa mort), avait été condamné comme hérétique impénitent après son décès. La sentence d'exhumation de ses restes fut-elle exécutée immédiatement ? Je ne sais. Toujours est-il que, le 3 décembre 1318, les inquisiteurs Jean de Beaune, Bertrand d'Auriac, Hugues de Badefol, les évêques de Castres, de Pamiers et d'Alet prononcèrent une peine semblable contre un autre Bernard-

Arnaud Embrin. Les termes de la bulle de Jean XXII ne permettent pas d'identifier ce dernier avec l'aïeul des moines de Limoux. Doat, t. xxxii, fol. 113, *Vidimus* de 1331.

Enfin un Arnaud Embrin, de Limoux, hérétique relaps, fut livré au bras séculier, le 18 décembre 1300, par sentence de l'inquisiteur Nicolas d'Abbeville, des évêques de Béziers, de Maguelonne, d'Elne et de Pamiers. *Loc. cit.*, et Mahul, *Cartul.*, t. v, p. 629, 641.

3. Voir sur cette exclusion n. 68, note 2.

— 107 bis —

Rétractation et abjuration de frère Véran Boyre, de Grasse, fraticelle, devant le pape Jean XXII et devant trois cardinaux commissaires. Sa réconciliation par Jacques Fournier, cardinal de Sainte-Prisque. — Avignon, 20 décembre 1330.

Diversorum Miscellan., armar. xxxiv, t. ii, fol. 17 v°.

Confessio et abjuratio fratris Verani. In nomine Domini, amen. Anno a Nativitate ejusdem millesimo CCC° XXX°, die xx mensis decembris, indictione xiii, pontificatus sanctissimi patris in Christo et domini nostri domini Iohannis divina providentia pape XXII, anno XV°, in mei publici notarii et testium subscriptorum presentia personaliter constitutus, Avinione, in papali palatio, coram reverendis patribus in Christo dominis cardinalibus infrascriptis, frater Veranus Boyre [1], ordinis fratrum minorum, non coactus, nec compulsus, sed gratis et sponte legit ibi quandam sedulam papiream manu sua propria ibidem scriptam, et contenta in dicta sedula dixit et asseruit die date presentis instrumenti coram prefato domino nostro summo pontifice dixisse iterum et se confessum fuisse.

Tenor vero dicte sedule dicitur esse talis : Ego, frater Veranus Boyre, constitutus in presentia sanctissimi in Christo patris et domini, domini Iohannis Dei gratia pape XXII, ad cor rediens confiteor quod tam ex diabolica sucgestione quam ex fatua ac dementi informatione in tanta rebellione contra sanctitatem predicti domini perstiti usque modo; nunc vero, ex informatione sollempnium dominorum tam cardinalium quam aliorum confiteor ipsum Ecclesie verum sanctum et catholicum papam, ac

sponsum legitimum, ac unicum Ecclesie sancte Dei, et vicarium Jeshu Christi; et constitutiones suas, quarum una incipit : *Ad conditorem canonum*, alia : *Cum inter nonnullos*, et alia : *Quia quorumdam*, confiteor sanctas, catholicas atque iustas et quod continetur in eisdem esse catholicum, credo et teneo catholicum; quod vero continetur in eisdem esse hereticum, credo et teneo hereticum : presertim quod sententiatur ibi de proprio et comuni Christi et apostolorum, et si quid dixi oppositum, in quantum dixi oppositum revoco, paratus etiam hec et alia abiurare que predictus dominus duxerit abiuranda, petens misericordiam ab eodem domino sicut ab illo qui est claviger regni celestis, a quo non dubito optinere veniam quodadmodum importune et cum lacrimis, sicut (*a*) Maria Magdalena a domino Jeshu Christo.

Postque ibidem dictus frater Veranus, de Grassa [2] oriundus, ordinem fratrum minorum professus, constitutus in iudicio personaliter coram reverendis patribus dominis Dei gratia Bertrando, episcopo Tusculano [3], Jacobo [4], tituli Sancte Prisce presbitero, et Bertrando [5], Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, quibus sanctissimus in Christo pater et dominus noster predictus super hoc comiserat vices suas, sponte, tactis per ipsum fratrem corporaliter sanctis IIII^or Dei euvangeliis coram eo positis, abiuravit hereses infrascriptas, quas dudum in iudicio et extra confessus fuit credidisse, docuisse, asseruisse, tenuisse et pertinaciter tanto tempore deffendisse : videlicet illam que asserit quod Redemptori nostro Domino Jeshu Christo eiusque apostolis in hiis que ipsos habuisse Scriptura sacra testatur nequaquam ius ipsis utendi aut consumendi competierit, nec illa vendendi seu donandi ius habuerunt, aut ex ipsis alia acquirendi, que tamen ipsos de premissis fecisse Scriptura sacra testatur, seu ipsos potuisse facere supponit aperte. Et etiam illam que asserit Dominum nostrum Jeshum Christum et apostolos eius nullum ius habuisse in rebus temporalibus quibus usi sunt vel usi fuisse leguntur, quo possent illas res iure suo consumare, dare, vendere, emere vel alias iuste alienare in quoscumque, nec in proprio nec in comuni nisi simplicem facti usum. Et illam que asserit quod constitutiones domini nostri pape supradicti, *Cum inter nonnullos*, *Quia quorumdam*, et *Ad conditorem canonum*, in quibus contrarium determinatur, sunt heretice quoad

(*a*) *Reg. : nec.*

predicta et quedam alia in eis contenta; et quod idem dominus noster papa ab illo tempore citra quo dictas constitutiones fecit fuit factus hereticus, et quod ex tunc quicquid constituit et instituit ut papa fuit nullum, irritum et inane; articulosque omnes alios contentos in sua confessione facta coram dictis dominis cardinalibus quos idem dominus noster papa iudicavit vel iudicabit hereticos esse, et erroneos, vel blasfemos, aut scismaticos contra fidem Domini nostri Jeshu Christi, vel contra illam quam tenet et docet sancta romana Ecclesia, quas hereses et articulos aliquo tempore, ut predictum est, tenuit pertinaciter et deffendit, et generaliter omnem heresim extollentem se adversus scientiam Dei et fidem Domini nostri Jeshu Christi et sancte romane Ecclesie; necnon etiam et omnem favorem, receptationem et deffensionem, ac participationem hereticorum, sub pena que de iure debetur relapsis in heresim in iudicio abiuratam. Item iuravit atque promisit pro posse suo persequi hereticos cuiuscumque secte dampnate, et specialiter secte illorum qui tenent dictos articulos in dicta sua confessione contentos, et credentes, fautores, receptatores, et defensores eorum, et etiam illos quos sciret vel crederet pro facto heresis fugitivos et quemlibet predictorum, eosque facere capi et reddi pro posse suo dicto domino nostro pape, vel episcopis et inquisitoribus heretice pravitatis, quandocumque et ubicumque sciverit esse predictos vel aliquem eorumdem. Item iuravit atque promisit se tenere et servare ac deffendere fidem catholicam quam sancta mater Ecclesia et idem dominus papa predicat et observat. Item iuravit et promisit obedire et parere mandatis Ecclesie et dicti domini nostri pape, episcoporum et inquisitorum, et venire ad diem et dies coram ipsis, vel eorum locatenentibus quandocumque et quocienscumque mandatus seu requisitus fuerit ab eis per nuncium, vel litteram, aut alias et numquam fugere, nec se scienter et contumaciter absentare, ac suscipere et complere pro posse suo penam seu penitentiam quam sibi duxerint iniungendam. Et ad hoc obligavit se ipsum. Qua abiuratione per eum facta petiit humiliter se absolvi a sententiis excommunicationum quas incurrerat propter credentiam et deffensionem pertinacem predictarum heresum, et fautoriam heretice pravitatis. Et ibidem fuit per dictum dominum Jacobum, de voluntate et assensu, ac in presentia aliorum dominorum cardinalium predictorum, qui eidem super hoc comiserant vices suas, a dictis sententiis excommunicationum absolutus

in forma Ecclesie in talibus observari consueta, et reincorporatus ecclesiastice unitati. Acta fuerunt hec anno, indictione, die, loco et pontificatu predictis, presentibus venerabili patre domino fratre Ramundo [6] episcopo Venciensi, domino Arnaldo Barte, canonico ecclesie Montisregalis[7], Carcassonensis diocesis, et Guillelmo de Bolaresio, hostiario domini pape, ad hec vocatis specialiter et rogatis.

Et ego Guillelmus de Petrilia, diocesis Caturcensis, Camere domini pape clericus, auctoritate apostolica publicus notarius, predictis confessioni, abiurationi, absolutioni, et omnibus aliis suprascriptis interfui et presens instrumentum de mandato dictorum dominorum cardinalium propria manu scripsi, et requisitus in publicam formam redegi meoque signo solito consignavi.

1. Le 21 octobre 1329, le pape avait donné ordre au gardien du couvent des frères mineurs de Grasse de faire conduire ce religieux à Avignon, sous bonne garde. Guy *Fulcosii*, prévôt du chapitre de Grasse et chapelain du pape, avait été chargé de veiller à la prompte exécution de cet ordre. Voici le texte des deux brefs de Jean XXII :

Reg. Vat., t. cxv, fol. 212, n. 2119.

Magistro Guillelmo Fulcosii, preposito ecclesie Grassensis, capellano nostro. — Que venerabili fratri nostro Amelio, episcopo Castrensi, scribere curavisti vidimus et intelleximus diligenter, sedulam itaque diligenciam per te super hiis adhibitam, ac fidelitatem quam ad nos et Ecclesiam ex hoc te gerere pretendisti plurimum in Domino commendantes, tuam prudentiam exhortamur, quatinus sic ordinare procures quod ille de quo scripsisti liberum volatum non habeat, sed ad nostram omnino presenciam adducatur; credimus siquidem quod iam illius superior illuc pro premissis miserit adimplendis; quod si forsan non fecerit, ecce dilecto filio.. Gardiano fratrum minorum Grassensium per nostras quas per te sibi presentari volumus litteras scribimus ut eum per se, vel alium, seu alios, sub secura custodia ducere ad dictam presenciam non omittat. Super quibus per eumdem Gardianum ut sibi scribimus exequendis curet tua prudencia operosam solicitudinem adhibere. — Datum Avinioni, xii kalendas novembris, anno XIV.

Reg. Vat., t. xcv, fol. 212, n. 2120.

Gardiano fratrum minorum Grassensium. — Cum Veranum Boyre, ordinis fratrum minorum, certis ex causis velimus nostro conspectui presentari, discretioni tue in virtute sancte obedientie ac sub excommunicationis pena, quam te incurrere volumus ipso facto, si te negligentem in hac parte vel remissum reddideris, districtius precipiendo mandamus quatinus eumdem Veranum per te, vel alium, seu alios, ad nostram adducere presenciam sub secura custodia non postponas, te taliter super hiis habiturus, quin pocius de diligencia et obediencia commendari valeas quam de negligencia reprehendi. — Datum Avinioni, xii kalendas novembris, anno XIV.

2. Grasse (Alpes-Maritimes).

3. Bertrand de la Tour, *ord. min.*, cardinal du titre de Saint-Vital, le 19 ou 20 décembre 1320; évêque de Tusculum en 1323, mort en 1332.

4. Jacques Fournier; voir n. 24, note 1.

5. Bertrand de Montfavès; voir n. 67, note 1.

6. Raimond, *ord. min.*, évêque de Vintimille, le 26 novembre 1320; transféré à Vence, le 6 septembre 1328. Eubel, *Hierarchia*, t. I, p. 550, 560.

7. Montréal (Aude), arrond. de Carcassonne.

— 108 —

Le pape absout ad cautelam *l'évêque de Majorque, qui a admis à sa table le franciscain Bernard Fustier, prévenu d'hérésie devant le tribunal d'Inquisition de Majorque, durant l'instruction du procès.* — Avignon, 16 février 1331.

Reg. Vat., t. XCVIII, fol. 404, n. 956.

Guidoni, episcopo Majoricensi [1]. Sincere devotionis affectus ... Sane petitio tua nobis exhibita continebat quod dudum cum coram te et dilecto filio Francisco Sale [2], ordinis fr. predicatorum, locumtenente dilecti filii .. [3] inquisitoris heretice pravitatis in terris carissimi in Christo filii nostri .. [4] regis Maioricarum illustris, Bernardus Fusterii, ordinis fratrum minorum, super facto fidei delatus fuisset et apud eum multe reperte fuissent littere multas et patentes hereses continentes quarum plures sibi miserat quidam civis Gerunden., tu et dictus Franciscus eisdem litteris habitis circa materiam litterarum ipsarum in generali triginta duo capitula et circa quamlibet litterarum ipsarum etiam in speciali certa capitula formavistis, prout materia et errores in eis contenti exigebant et prout vobis visum fuerit expedire. Et postmodum super predictis capitulis inquisivistis contra Bernardum predictum [5] recipiendo eius confessionem per notarium publicum coram pluribus religiosis et aliis personis honestis et peritis; sicque processu huiusmodi adhuc penes predictum notarium existente nec per vos habito nec aliter viso, cum propter brevitatem temporis non potuisset a notario transcribi, nec etiam copiari, necdum habita per vos collatione etiam de confessionibus dicti Bernardi que fuerunt plures, varie et prolixe, quadam die de consilio plu-

rium sapientum, tu et dictus locumtenens eundem Bernardum in tua episcopali domo detineri fecistis ne posset de eius fuga periculum imminere, et tunc illa die, semel duntaxat dictus Bernardus in publico palatio tuo episcopali publice et manifeste vobis et pluribus aliis etiam de familia tua presentibus et comedentibus in mensa tua comedit. Adhuc enim non constabat ex processus examinatione predicti nec ex dictarum confessionum collatione, cum nondum fecissetis eandem, nec etiam inquisitio tunc completa esset, sicut nec adhuc existit, an dictus Bernardus esset fautor hereticorum aut hereticus excommunicatus, licet suspectus super hiis haberetur. Deinde vero post aliquot dies de mandato vestro dictus Bernardus qui prius in quadam honesta camera detinebatur inclusus fuit carcerali custodie usque ad remissionem de eo postmodum ad nos factam detentus et etiam mancipatus. Quare tu nobis humiliter supplicasti ut cum dictus Bernardus ad palatium et mensam predicta non fuerit per vos in ipsius favorem admissus, nec circa inquisitionem huiusmodi fuerit aliquid de contingentibus pretermissum, ne tamen pretextu admissionis huiusmodi contra te possit de facto aliquid impingi per emulos malignantes providere tibi super hoc de oportuno remedio paterna diligentia dignaremur. Licet igitur pateat ex predictis quod nullus favor eidem Bernardo in heresi vel sicut heretico per predicta videtur impensus, et ob hoc non videaris super hoc aliquo remedio indigere, nos tamen ut contra te super hoc obloquentium ora claudantur, te ab omni reatu quod ex predictis incurrere potuisses de apostolice potestatis plenitudine ad cautelam absolvimus, tecumque supra hiis etiam dispensamus. Nulli ergo, etc., nostre absolutionis et dispensationis infringere, etc. — Datum Avinioni, XIIII kalendas martii, anno quintodecimo.

1. Gui de Terrena; voir n. 125 *bis*, note 1.

2. François Sala est au nombre des étudiants du couvent des frères prêcheurs de Majorque, mentionnés par les actes du chapitre de la province d'Espagne, tenu à Barcelone en 1299. Douais, *Acta capitulorum provincialium ord. praedic.*, Toulouse, 1892, p. 646.

3. Raymond Dur, qui était inquisiteur du royaume de Majorque en 1333, ou bien P. *Firmatii*, qui l'a été après 1329. Voir n. 96, note 2.

4. Jayme II; cf. n. 99, note 1.

5. Cette enquête remontait à plusieurs années. Le pape, informé du fait, voulut avoir communication des dossiers et on les lui remit. Mais il ne se pressait pas d'en faire l'examen et de statuer sur le sort de l'inculpé. Pendant ce temp

celui-ci languissait dans les cachots de l'Inquisition. Le roi d'Aragon Jayme II s'émut de ces lenteurs et écrivit au cardinal Napoléon Orsini pour qu'il attirât l'attention du pape sur cette affaire. Gui de Terrena, évêque de Majorque, lors d'un voyage à Avignon, se permit aussi d'insister pour que l'on se souvînt enfin de Bernard Fustier. Mais le pape remettait toujours à plus tard sa décision. Finke, *Acta Aragonensia*, Berlin, 1908, t. II, p. 796-797. Enfin, Bernard Fustier fut conduit à Avignon, vers la fin de 1326 ou au commencement de 1327. Le 5 décembre 1326, Jean XXII donna un sauf-conduit à ceux qui devaient l'accompagner. Eubel, *Bull.*, t. V, n. 639. On ignore l'issue du procès.

— 109 —

Le pape a reçu la plainte de maître Jean Anselme de Gênes, chirurgien, contre l'évêque de Paris et l'inquisiteur de France. Ceux-ci, l'ayant faussement accusé d'hérésie et de sortilège, l'ont détenu pendant longtemps dans leur prison, puis, au mépris des conseils de jurisconsultes éminents, l'ont condamné, comme parjure, à être banni et à faire le pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle, à jeuner, sept ans durant, tous les vendredis au pain et à l'eau, et à payer une amende de 100 livres parisis. Ils lui ont, au préalable, extorqué par la force le serment de ne point faire appel de leur sentence injuste. Mais le malheureux, délivré de ses chaînes, a recouru au pape. Celui-ci ordonne à l'évêque et à l'inquisiteur de faire exécuter par leurs notaires une copie authentique des actes de ce procès et de l'envoyer au Saint-Siège avant deux mois. — Avignon, 14 mars 1331.

Reg. Aven., t. XXXVIII, fol. 704; *Reg. Vat.*, t. C, n. 723.

Venerabili fratri.. [1] episcopo Parisien. et dilecto filio Auberto de Cathalauno [2], ordinis fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in regno Francie auctoritate apostolica deputato, salutem, etc. — Gravem dilecti filii magistri Johannis Anselmi de Janua, cyrurgici laici, olim Parisius commorantis, querelam recepimus continentem quod vos minus veraciter asserentes eundem in crimine sortilegii deliquisse sibique aliqua heretica, seu heresim sapientia imponentes ex arupto, nulla contra ipsum super premissis infamia precedente, nulloque iuris ordine observato, omnique deffensione legitima sibi penitus denegata contra ipsum inquisivistis et processum fecisti[s] super premissis et eorum

occasione perperam, indebite et iniuste eum que per multa tempora detinuistis carceri mancipatum; eoque ab excommunicationis sententia quam eum pretendebatis propterea incurrisse, primitus absoluto, contra ipsum, spreto consilio quamplurium magistrorum in sacra pagina et decretis universitatis Parisien. et aliorum iurisperitorum, quamvis ad hoc per vos fuisset eorum consilium requisitum, sententiam promulgastis iniquam,i psum per dictam sententiam declarando periurum, eumque a toto regno Francie baniendo, sibique imponendo quod ad sanctum Jacobum [3] peregre proficisci, et quod in pane et aqua singulis sextis feriis usque ad septem annos debeat ieiunare, ipsumque ad solvendum nobis (*sic*) centum libras bonorum Parisiensium condempnastis, sibique plura alia gravamina et iniurias multiplices inferendo; receptis postmodum ab eodem ante et post prefatam sententiam per vim et metum nichilominus iuramentis, quod de vobis querelam non deponeret, nec reclamaret, nec impugnaret sententiam memoratam; et de quibusdam aliis non faciendis vel non dicendis et aliquibus faciendis et dicendis per eum prout nobis (*sic*) illa libuit ab eodem quem tenebatis in durissimo carcere extorquere; postque relaxastis eundem a carcere prelibato. Quare prefatus magister Johannes super premissis ad apostolicam Sedem recurrens nobis humiliter supplicari (*sic*) ut cum huiusmodi inquisitio, sententia et processus perperam facti et lati fuerint contra eum et pro parte ipsius fuerit propterea ad nostram audientiam sicut asserit apellatum, dictaque iuramenta inique vi et metu extorta fuerint ab eodem ac Inquisitionis sententie ac processus predictorum copiam per eum petitam pro deffentione sua non potuerit nec possit habere, predicta iuramenta relaxare, si relaxatione indigeant ac causam seu causas nullitatis, iniquitatis, et iniustitie inquisitionis et sententie ac processus predictorum ac appellationis prefate ac etiam negotii principalis in romana curia audiendas et decidendas committere dignaremur; non obstante quod huiusmodi cause non sint de sui natura in dicta curia pertractande. Quocirca discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos vel alter vestrum cui presentes littere fuerint presentate huiusmodi inquisitionem et sententiam, omnesque processus per vos habitos super premissis fideliter per notarios publicos per vos in prefatis inquisitione et sententia ac processibus dudum adhibitos in scriptis redactos sub vestris

inclusos sigillis infra duorum mensium spatium a receptione presentium computandum nobis per proprium nuntium destinare curetis [4]. Et si forte volueritis vel vestra crederitis interesse aliquam vel aliquas personam seu personas super predictis instructas ad nostram presentiam destinetis; diem vero receptionis presentium et remissionis inquisitionis et sententie ac processus predictorum nobis per vestras litteras harum seriem continentes fideliter intimare curetis. — Datum Avinioni, II idus martii, anno quintodecimo.

1. Hugues Michel de Besançon; voir n. 92, note 1.
2. Voir n. 89, note 2.
3. Saint-Jacques de Galice, l'un des grands pèlerinages.
4. Le pape accuse réception de ces pièces le 14 juin (n. 111).

— 110 —

Le pape prescrit les mêmes mesures à l'endroit de Réginald de Cravant, clerc du diocèse d'Auxerre, faussement accusé d'hérésie et de maléfices et condamné par l'évêque de Paris et l'inquisiteur aux mêmes peines que le précédent. — Avignon, 14 mars 1331.

Reg. Aven., t. XXXVIII, fol. 704; *Reg. Vat.*, t. C, n. 725.

Venerabili fratri episcopo Parisien. et dilecto filio Auberto de Catalauno, ordinis fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in regno Francie auctoritate apostolica deputato, salutem, etc. — Gravem dilecti filii magistri Reginaldi de Crebanno [1], clerici Autissiodoren. dyocesis, querelam recepimus continentem quod vos imponentes eidem quod ipse retulerat cuidam nobili cuius tunc consiliarius existebat, eundem nobilem sic maleficiatum existeret, prout, ex assertione magistri Johannis Anselmi de Janua cirurgici tunc Parisius commorantis, habentis (?) a quodam tercio eidem magistro Reginaldo totaliter incognito perceperat, quod idem nobilis ad cognoscendum uxorem suam erat impotens nec poterat velle vel pati quod ille qui prefata maleficia fecerat puniretur; et quod etiam idem nobilis non poterat velle vel nolle contra formalem voluntatem cuiusdam

consiliarii sui; quodque idem magister Reginaldus commiserat sacrilegia expresse heresim sapientia : ex arupto, nulla contra ipsum super premissis infamia precedente, nulloque iuris ordine observato omnique deffentione legitima sibi penitus denegata; postquam ipsius bona omnia arestari fecistis, sicut et adhuc illa dilecti filii.. decanus et capitulum ecclesie Autisiodoren., et camerarius, ac maior de Crebanno, et Guillelmus Budini, armiger, eiusdem Autissiodoren. dyocesis, ac..[2] prepositus regius Parisien. pretextu quorumdam sententie et processuum per vos contra dictum magistrum Reginaldum habitorum de facto retinent arestata, eum per sex menses cum dimidio captivum in crudeli carcere terribili tenuistis, eoque ab excommunicationis sententia quam eum pretendebat propterea incurrisse primitus absoluto, sententiam contra eum, spreto consilio quamplurium magistrorum in sacra pagina et decretis Universitatis Parisien. et aliorum iurisperitorum, quamvis ad hoc fuisset per vos eorum consilium requisitum, promulgastis iniquam ipsum per dictam sententiam declarando periurum, eumque a toto regno Francie banniendo, sibique imponendo quod ad sanctum Nicholaum de Baro[3] peregre proficisci [*etc., comme ci-dessus jusqu'à*] inferendo. Quas quidem centum libras Parisiensium ab eo priusquam ipsum relaxaretis ad (*sic*) dicto carcere extorsistis; receptis ab eo ante et post prefatam sententiam [*etc., comme ci-dessus jusqu'à*] extorquere; postque eum a dicto carcere relaxastis. A quibus quidem sententia et processibus pro parte dicti magistri Reginaldi quamcito et prout fuit sibi tutum et possibile extitit ad Sedem apostolicam apellatum. Quare dictus magister Reginaldus nobis humiliter supplicavit ut causas appellationis huiusmodi et negotii principalis ac nullitatis seu iniusticie sententie huiusmodi et processum (*sic*) per vos in premissis habitorum in romana curia audiendas et decidendas, non obstante quod de sui natura non sint in dicta curia pertractande, comittere dignaremur. Quocirca [*etc., comme dans la précédente jusqu'à la fin*]. — Datum Avinioni, II idus marcii, anno quintodecimo.

1. Cravant (Yonne), arrond. d'Auxerre, cant. de Vermanton.

2. La prévôté de Paris eut pour titulaire Hugues de Crusy jusqu'au 19 novembre 1330, date à laquelle elle fut confiée à Jean Milon, qui la garda jusqu'au 13 avril 1334. De Mas-Latrie, *op. cit.*, col. 2186.

3. Saint-Nicolas de Bari, en Italie.

— 111 —

Le pape accuse réception des actes des procès de Réginald de Cravant et de Jean de Gênes qui lui ont été remis au nom de l'évêque de Paris et de l'inquisiteur de France. — Avignon, 14 juin 1331 [1].

Reg. Vat., t. cxvi, fol. 61 v°, n. 172.

Hugoni episcopo Parisien. et Arberto de Cathalauno, ordinis fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in regno Francie auctoritate apostolica deputato. — Cum pridem per diversas nostras litteras vobis ex certis causis ad hoc nos moventibus dederimus in mandatis ut inquisitionem et sententiam ac omnes processus per vos contra Reginaldum de Crebano et Johannem de Janua, cirurgicum, habitos nobis mittere curaretis, scire vos volumus quod dilectus filius Egidius de Ulcheyo, canonicus ecclesie sancti Martini de Campellis in Bria [2], Parisien. diocesis, nuncius vester, diversos rotulos continentes, ut in eis legebatur, inquisitionem et sententias et processus adversus predictos Reginaldum et Johannem per vos ut prefertur habitos pro parte vestra nostro Apostolatui presentavit. — Datum xviii kalendas iulii, anno XV.

1. Voir les deux bulles précédentes.
2. Champeaux (Seine-et-Marne), arrond. de Melun, cant. de Mornant.

— 111 bis —

Aveux et rétractation de Raphaël Suppa, fraticelle, devant le pape Jean XXII ; son absolution et sa réconciliation. — Avignon, 14 juin 1331.

Diversorum Miscell., armar. XXXIV, t. ii, fol. 33.

Instrumentum absolutionis fratris Raphaelis de Suppa. — In nomine Domini, amen. Anno a Nativitate eiusdem millesimo CCC° XXXI°, indictione xiiii, die mensis iunii xiiii, pontificatus sanctissimi patris et domini nostri domini Johannis divina providentia pape XXII, anno XV, in mei notarii et testium subscriptorum presentia, Avinione, in palatio apostolico in consisto-

rio publico coram prefato domino nostro summo pontifice et sacro collegio reverendorum patrum in Christo dominorum sancte romane Ecclesie cardinalium personaliter constitutus frater Raphael Suppa, de Janua, ordinis fratrum minorum, quamdam papiri cedulam legit coram domino nostro papa et collegio predictis, formam que sequitur continentem :

Pater beatissime, ego non sum litteratus multum, nec fui secutus studia, et ideo, licet credam firmiter et confitear simpliciter omnia que credit et confitetur sancta romana Ecclesia nescirem tamen ipsa omnia per sermonem explicare; quicquid tamen sit de omnibus, duos tamen articulos qui continentur in quadam decretali Sanctitatis Vestre que incipit : *Cum inter nonnullos*, ego corde credo firmiter et ore confiteor simpliciter esse veros, sanctos et catholicos, quorum primus dicit quod asserere pertinaciter Christum redemptorem nostrum eiusque apostolos non habuisse in hoc mundo in speciali nec etiam in comuni hereticum est sensendum, cum Scriptura sacra, que in omni parte sua veritatem continet et per quam veritatis catholice probantur articuli, oppositum astruat evidenter. Pater sanctissime, ego credo firmissime hereticam esse huiusmodi assersionem. Secundus articulus dicit quod asserere pertinaciter Christum redemptorem nostrum eiusque apostolos in rebus quibus utebantur in hoc mundo non habuisse aliquod ius utendi, vendendi, seu donandi, ac ex ipsis aliqua alia acquirendi, hereticum est sensendum; quia tunc sequeretur quod usus eorum fuisset iniustus, eo quod sine iure fuissent usi, quod specialiter de Christo nefas est sentire. Pater sanctissime, ego credo firmissime hereticam esse huiusmodi assertionem et ego oppositum teneo, et semper promitto me tenere. Pater beatissime, verum est quod ego adhesi Michaeli de Sezena, non tamen ex quo scivi eum fuisse depositum ab officio per Sanctitatem Vestram, et exhibui ei reverentiam sicut generali ministro; numquam tamen favi sibi in sua heresi. Adhesi etiam Bavaro heretico et per Sanctitatem Vestram de heresi dampnato, exhibuique ei reverentiam sicut imperatori; numquam tamen favi sibi in sua heresi, nec umquam credidi ipsum fuisse verum imperatorem, quia non erat confirmatus per Sanctitatem Vestram. Item adhesi Petro de Corvaria, sismatico et heresiarche, exhibuique ei reverentiam sicut pape; numquam tamen favi sibi in sua heresi, nec umquam credidi ipsum esse verum papam. Unde, Pater sanctissime, ego dampno omnium istorum hereses, et quia eis favi qui erant

heretici, quamvis ego non scirem eos esse hereticos, recognosco me esse culpabilem et peto veniam et misericordiam Vestre Sanctitatis et sum paratus iurare ad sancta Die euvangelia numquam alicui de istis me prestare consilium, auxilium vel favorem, donec redierint ad sancte romane Ecclesie unitatem.

Qua quidem cedula per eumdem fratrem Raphaelem integraliter lecta et per dominum nostrum papam benigne audita, idem frater ante pedes Sanctitatis eiusdem domini nostri pape humiliter prostratus flexis genibus iuravit capitula infrascripta. In primis iuravit ad sancta Dei euvangelia corporaliter libro tacto, se tenere fidem et tenuisse et credere et tenere quod docet et tenet sancta mater Ecclesia. Et credidit et credit quod non spectat ad imperatorem papam deponere et alium facere; sed hoc hereticum reputat et heresim per Ecclesiam dampnatam. Item iuravit stare et parere mandatis Ecclesie et domini nostri pape super illatis iniuriis, contumaciis, rebellionibus, fautoriis et aliis implicite vel explicite per eum confessatis et non confessatis, et ceteris sententiis quas incurrit ab homine vel a iure propter premissa vel ea tangentia. Item iuravit et promisit domino nostro summo pontifici et successoribus suis canonice intrantibus fidelitatem, obedientiam et reverentiam debitas. Item iuravit et promisit quod non erit cum Bavaro, nec cum Petro de Corvaria, nec cum aliis hereticis seu scismaticis, nec eorum sequacibus per Ecclesiam denotatis, vel denotandis, nec eis auxilium vel favorem dabit in futurum, directe vel indirecte, publice vel occulte, sed Ecclesie et domino nostro predicto et successoribus suis canonice intrantibus fidelis erit. Item quod nulli obediet nec adherebit ut imperatori, seu administratori imperii, nisi ille primitus per Sedem apostolicam fuerit aprobatus. Item iuravit et promisit obligationem, coniurationem, conspirationem, seu ligam non facere cum Bavaro dampnato, aut cum aliis dampnatis per dominum papam et sanctam matrem Ecclesiam, et factam si qua esset exnunc dimittit et abicit cum effectu.

Quibus articulis specifice ut premittitur iuratis, idem dominus noster papa more pii patris dictum fratrem Raphaelem misericordiam et non iudicium postulantem a confessatis dictis, et recognitis dumtaxat, et in dicta cedula contentis et ab excommunicationis sententia et aliis penis et sententiis, quas propter premissa et ea tangentia per processus generales vel speciales contra rebelles Ecclesie factos incurrit, presencialiter absolvit, ipsum-

que habilitavit et restituit ad famam et statum pristinum et honores, et ad bona que prius legitime obtinebat, dum tamen per dictum dominum nostrum papam aut per alium de mandato ipsius super hoc potestatem habentem de ipsis bonis interim non sit aliud ordinatum, seu in eisdem bonis alteri ius quesitum; necnon et super irregularitate contracta propter premissa vel aliquod premissorum, dum tamen non in contemptum clavium, divinis se immiscuerit secum misericorditer dispensavit; hoc expresse per ipsum dominum nostrum papam adiecto et rettento quod si idem frater Raphael contra premissa iurata et promissa, vel aliquod eorum per se vel alium aliquid faceret vel contraveniret, quod tunc in eisdem sententiis et penis quibus tenebatur antea, relabatur et reincidat eo ipso; et quod absolutio et habilitatio et dispensatio antedicte sint casse, irrite et nullius roboris vel momenti; habeanturque premissa in favorem ipsius fratris Raphaelis facta et gesta extunc penitus pro infectis.

Commisitque idem dominus noster papa reverendo patri in Christo domino Bertrando, episcopo Tusculano, ut eidem fratri Raphaeli pro premissis penas et penitencias imponeret salutares; de quibus omnibus et singulis, ut premittitur, actis et gestis prefatus dominus noster mandavit michi infrascripto notario ut inde facerem publicum instrumentum.

Acta fuerunt hec anno, indictione, die, mense, pontificatu et loco quibus supra, presentibus venerabilibus viris dominis Gasberto, archiepiscopo Arelatensi, camerario, Bernardo Stephani, notario, Francone de Bort, milite, Hugone Ademarii, domicello, magistris hostiariis domini nostri pape, et aliorum fidelium multitudine copiosa, testibus ad premissa vocatis. Et ego Guillelmus de Petrilia, Caturcensis diocesis, Camere domini pape clericus, auctoritate apostolica publicus notarius, dictis supplicationi, iuramentorum prestationi, absolutioni, dispensationi, commissioni et omnibus aliis supradictis una cum predictis testibus presens fui et huic publico instrumento, manu Johannis Palaysini, clerici dicte Caturcensis diocesis, auctoritate apostolica notarii publici, vice mea scripto, me supscripsi et ipsum meo signo solito signavi requisitus.

— 112 —

Jean XXII mande à Guillem Astre[1], *inquisiteur de Provence, de poursuivre l'affaire qu'il a entreprise et au sujet de laquelle il a consulté le pape.* — Avignon, 5 août 1331.

Reg. Vat., t. cxvi, fol. 215, n. 914 ; Eubel, *Bullar.*, n. 922 (*in ext.*).

Guillelmo Astre, ordinis fratrum minorum, inquisitori heretice pravitatis in provincia Provincie. — Negotium super quo... — Datum nonis augusti, anno quintodecimo.

1. N. 49, note 3.

— 113 —

Le pape ordonne de restituer à Guillem Astre[1], *inquisiteur d'Avignon et autres lieux, les maisons et logis construits à l'usage de l'Inquisition et de ses archives, dans les dépendances du couvent des franciscains d'Avignon, et dans lesquels certains prélats ou religieux du même ordre se sont indûment installés en l'absence des inquisiteurs.* — Avignon, 9 octobre 1331.

Reg. Aven., t. xlii, fol. 218 v°; *Reg. Vat.*, t. ciii, n. 1502 ; Eubel, *Bullar.*, n. 936 (*in ext.*).

Ven. fratri ..[2] episcopo Cavallicen., et dilectis filiis .. decano Engolismen., ac.. preposito Carpentoraten. ecclesiarum. — Significavit nobis dilectus. — Datum Avinioni, vii idus octobris, anno sextodecimo.

1. N. 49, note 3.
2. Geoffroy Isnard, prévôt du chapitre d'Aix et médecin de Jean XXII; promu à l'évêché de Cavaillon, le 19 avril 1322; transféré à Riez, le 17 août 1334; mort le 26 juillet 1348. *Gall. christ.*, t. i, col. 405, 946 ; Albanès, *Gallia christ. noviss.*, t. i, col. 607-608; Eubel, *Hier.*, t. i, p. 185.

— 114 —

Jean XXII blâme le bailli de Briançonnais et le châtelain de Queyras pour les obstacles qu'ils mettent à l'œuvre de la poursuite des hérétiques. Il les somme en particulier de livrer à l'inquisiteur ou à l'évêque du lieu deux hérétiques à qui ils accordent protection. — Avignon, 19 octobre 1331.

Reg. Vat., t. CXVI, fol. 310, n. 1461.

Trieto Boerii, bailivo Briansonesii[1], et Johanni de Bellacumba, castellano Cadracii[2], Ebredunen. diocesis. — Si attenderetis sedule et consideraretis attente penas quas canones irrogant hiis qui officium Inquisitionis impedire presumunt, credimus quod impedimenta vitaretis adhibere super hoc qualibet et impendere cum omni promptitudine auxilium, favorem et consilium curaretis. Sane quia sicut displicenter audivimus duos hereticos perfidos dicimini detinere captivos, eosque diocesano loci seu inquisitori eiusdem heretice pravitatis a Sede apostolica deputato, ne procedant contra ipsos, ut debent, recusatis tradere ab eis propterea requisiti, discretionem vestram requirimus et monemus attente vobis nichilominus salubri consilio suadentes quatinus diocesano vel inquisitori predicto ad requisitionem ipsius predictos captivos absque mora qualibet assignetis, eos in suum carcerem pro executione sui officii sub fida vestra custodia deducentes. In hiis taliter vos habentes quod sententias evitare possitis et penas huiusmodi, nec minus de zelo catholice fidei ac obedientie debito valeatis merito commendari. — Datum XIIII kalendas novembris, anno XVI°.

1. Le Briançonnais comprenait les cantons modernes de Briançon, du Monétier, d'Aiguilles et de l'Argentière (Hautes-Alpes). Voir Roman, *Dictionnaire topographique du dép. des Hautes-Alpes*, Paris, 1884, p. 21.

2. Mandement et châtellenie de Queyras dans le bailliage de Briançonnais; aujourd'hui, canton d'Aiguilles, arrond. de Briançon (Hautes-Alpes). Roman, *op. cit.*, p. 124.

— 115 —

Le pape ordonne au provincial des dominicains de Toulouse de déclarer que Bertrand Boyer, frère du même ordre, est apte à occuper les charges de son ordre et à produire les actes d'un bon religieux, nonobstant la condamnation pour hérésie qui a frappé son grand-père paternel, il y a environ soixante-dix ans, et trente ans avant la naissance de Bertrand. — Avignon, 20 octobre 1331.

Reg. Aven., t. XL, fol. 330 v°, n. 600.

Dilecto filio . .[1] priori provinciali fratrum ordinis predicatorum provincie Tholosane, salutem. — Petitio pro parte dilecti filii Bertrandi Boerii, ordinis fratrum predicatorum, nobis exhibita continebat quod . . quondam avus ipsius secundum paternam lineam propter contumaciam in causa fidei, elapsis iam septuaginta annis vel circa, extitit tanquam hereticus condempnatus, et quod prefatus Bertrandus qui post triginta annos vel circiter a tempore condempnationis huiusmodi natus et tandem eundem ordinem ingressus extitit publica officia ipsius ordinis eidem imposita et alios actus legitimos exercuit, ignorans tunc temporis penas in filios, nepotes et alios ab hereticis descendentes in iure generaliter promulgatas [2] et quod ex quo de dictis penis ad ipsius pervenit notitiam ab executione publicorum ordinum totaliter se subtraxit. Quare pro parte ipsius Bertrandi fuit nobis humiliter supplicatum ut ne ipse occasione huiusmodi eidem ordini reddatur onerosus vel quasi inutilis, cui prout etiam fidedignorum testimonio percepimus potest in multis propter ipsius sufficientiam existere fructuosus, iuris impedimento semoto quod ipsum apprehendere noscitur, in premissis providere sibi super hoc de benignitate apostolica dignaremur.

[Pontifex ergo dicto priori provinciali committit et mandat ut cum eodem Bertrando, qui per decem et septem annos et amplius in eodem ordine professus extitit, dispenset ut officia publica et alios actus legitimos exercere possit.]

Datum Avinioni, XIII kalendas novembris, anno sextodecimo.

1. Hélie de Ferrières de Salagnac. Voir une lettre de lui aux prieurs des couvents de sa province, dans Reichert, *Litterae encyclicae magistrorum generalium*

ordinis praed., p. 333. Cf. E. Albe, *Autour de Jean XXII*, dans *Annales de Saint-Louis-des-Français*, juillet 1902, p. 366, 396, note.

2. Voir, sur ces peines, n. 68, note 2; Introduction, p. LXVII.

— 116-117 —

Jean XXII demande aux évêques de Pamiers et de Mirepoix un rapport sur les progrès et les résultats de l'Inquisition dans leurs diocèses. — Avignon, 21 octobre 1331.

Reg. Vat., t. CXVI, n. 1071, 1072.

Dominico [1], episcopo Appamiarum. — De statu negotiorum fidei tuarum civitatis et diocesis volentes effici certiores, fraternitati tue presentium tenore mandamus quatinus in quo statu nunc sunt eadem negotia et que notabilia circa illa gesta sunt postquam regimini ecclesie prefuisti nobis quantocius intimare fideliter non postponas. — Datum VIIII kalendas novembris, anno XVI°.

Petro [2], episcopo Mirapiscen. — Volentes de statu negociorum fidei tam tuarum quam vicinarum civitatum et diocesum habere noticiam pleniorem, fraternitati tue presentium tenore mandamus quatinus de statu huiusmodi et eorum circumstantiis notabilibus nos efficere fideliter et celeriter studeas certiores. Ceterum super certis defectibus, quos in quibusdam processibus factis per predecessores tuos adversus aliquos hereticos reperis, nos quid agere debeas duxeris consulendos, volumus quod contra alios, illis omissis ad presens super quibus nondum plene deliberavimus, cures procedere iusticia mediante. — Datum ut supra.

1. Dominique Grima; voir n. 82, note 1.

2. Pierre de Lapeyrarède, dominicain, maître en théologie; succède à Jacques Fournier sur le siège de Mirepoix, le 19 décembre 1327; meurt le 19 août 1348. Raynaldi, an. 1327, n. 55; *Gall. christ.*, t. XIII, col. 269-70; Denifle, *Chart.*, t. II, n. 850; *Archiv für Litteratur*, p. 219, n. 81; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 360; E. Albe, *Autour de Jean XXII*, dans *Annales de Saint-Louis-des-Français*, janvier 1903, p. 188-189.

— 118 —

Jean XXII ordonne à l'évêque de Carpentras et à Pierre Danroche de poursuivre l'enquête et le procès commencés contre Félicien d'Assise, sous-diacre, médecin, accusé d'avoir proféré des paroles injurieuses à l'adresse du pape et des cardinaux, fauteur de Pierre de Corbière, défenseur, familier et chapelain de Louis de Bavière. — Avignon, 28 avril 1332.

Reg. Vat., t. CXVI, fol. 302 v°, n. 1434 ; Riezler, *Vatikanische Akten*, n. 1434 (anal.); Fumi, *Eretici eribelli*, etc., dans *Bollettino di storia patria per l'Umbria*, an. V, p. 265 (*in ext.*).

Hugoni, electo Carpentoracten. [1], et Petro Danrocha, preposito ecclesie Haenten. [2], Lemovicen. diocesis. — Dudum ad audientiam nostri apostolatus multorum insinuatione perlato quod Felicianus de Assisio, subdiaconus, phisicus, contra nos et sanctam romanam Ecclesiam cetumque venerabilium fratrum nostrorum eiusdem Ecclesie cardinalium et specialiter contra nonnullos ipsorum nefanda blasphemia et diffamatoria proferre temerariis non erubuerat ausibus, quorum nonnulla manifestius heresim sapiebant; nec hiis contentus ad suam perfidiam apertius propalandam Petrum de Corbario, dum se pro papa scismatice gereret eidem velut scismaticus et de heresi vehementer suspectus adherere dampnabiliter eiusque statum sepius presumpserat multipliciter commendare; Ludovico quoque de Bavaria heretico et scismatico manifesto ante et postquam etiam fuit per nos privatus sententialiter iure, si quod sibi ad regnum vel imperium Romanorum forsitan competebat, et subsequenter de heresi condempnatus adheserat et faverat multipliciter, et erat familiaris et capellanus eiusdem ac errores et hereses quos dictus Ludovicus defendit, dampnabiliter approbaverat, sustinuerat, et defenderat, aliaque horrenda varia commiserat et nefanda, nos scire volentes super hiis veritatem, tibi, fili electe, ut archidiacono Cantuarien., et tibi, fili preposite, nominibus propriis vestris expressis commisisse meminimus per nostras alias certi tenoris litteras et mandasse ut de predictis et ea tangentibus ac aliis, que in crimine scismatis vel heresis caderent, seu perque fautor seu defensor scismatum seu heresum aut scismaticorum vel hereticorum predictus Felicianus aliqualiter appareret, simpliciter et de plano,

iuxta formam canonum et privilegiorum Inquisitionis negocio concessorum, tam cum ipso quam cum aliis vos informare solerter et fideliter curaretis; inquestam per notarium scribi publicum et in formam redigi publicam faciendo et ad nostram audientiam quicquid per vos in hac parte reperiri contingerit referendo, sicut in litteris nostris predictis plenius continetur. Et licet vos tunc super premissis procedere ceperitis secundum traditam vobis formam, tuque fili electe per nos interim promotus fueris in episcopum Carpentoraten., aliis tamen occupati negotiis, inquisitionem ipsam perficere sicut accepimus nequivistis. Nos itaque volentes perfici negotium supradictum discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus super eodem negotio procedere iuxta litterarum predictarum tenorem et continentiam, prout ante promotionem potestatis huiusmodi exacta diligentia studeatis. — Datum IIII kalendas maii, anno XVI°.

1. Hugues d'Engolême, archidiacre de Cantorbéry, promu le 4 février 1332, mort en 1346. *Gall. christ.*, t. I, col. 906; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 174; E. Albe, *Autour de Jean XXII*, IVe partie, *Évêques quercynois en France*, extrait des *Annales de Saint-Louis-des-Français*, 1906, p. 195-197.

2. Eymoutiers (Haute-Vienne), arrond. de Limoges.

— 119 —

Guillem Astre [1], *de l'ordre des frères mineurs, inquisiteur de Provence, est promu à l'évêché d'Apt, vacant par la translation de Bertrand Acciajoli à l'évêché de Bologne.* — Avignon, 12 juin 1332.

Reg. Vat., t. CII, n. 1086; Wadding, *Reg. Joan. XXII*, n. CXLVI; Eubel, *Bull.*, n. 984 (*in ext.*); Albanès, *Gallia christ. novissima*, t. I *Instr.*, col. 148 (*in ext.*).

Guilelmo Astre, electo Apten. —Supreme dignitatis fastigio... — Datum Avinioni, II idus iunii, anno sextodecimo.

1. N. 49, note 3.

— 120 —

Jean XXII mande à l'inquisiteur de la ville et du diocèse de Marseille[1] *de remettre le vaudois Martin Pastre, fugitif pour cause d'hérésie, à Jean Aubert* de Castellario, *dominicain, inquisiteur de Piémont*[2]. — Avignon, 8 juillet 1332.

Reg. Aven., t. XL (Joan. XXII, n. XXXIX), fol. 608 v°; *Reg. Vat.*, t. CII, n. 1270; Wadding, ad ann. 1332, n. VI; Eubel, *Bull.*, n. 987 (*in ext.*).

Dilecto filio Joanni de Badis, ordinis fratrum minorum, inquisitori heretice pravitatis in civitate et diocesi Massilien. per Sedem apostolicam deputato vel etiam eius vicesgerenti. — Nuper ex relatione... — Datum Avinioni, VIII idus iulii, anno sextodecimo.

1. N. 91, note 1, 171 *bis*.
2. Les États de Philippe de Savoie, le Piémont et la haute Lombardie étaient alors infestés d'hérétiques vaudois dont l'audace était telle qu'ils n'hésitaient pas à s'y réunir en congrès au nombre parfois de plus de cinq cents. Ils tenaient en échec la puissance de l'inquisiteur, mettaient le siège devant les châteaux ou il trouvait asile et massacraient les prêtres qui montraient trop de zèle contre la secte : ainsi le recteur d'Engravia dans le diocèse de Turin. *Reg. Aven.*, t. XL, fol. 608 v°; Wadding, *loc. cit.* Martin Pastre, surnommé Pierre Martyr, ou Juziano, était l'un des chefs de ces communautés vaudoises. Il dogmatisait surtout contre l'incarnation du Christ et sa présence réelle dans le sacrement de l'eucharistie. Vingt années durant, il avait déjoué les recherches de l'Inquisition. Il fut finalement capturé par l'inquisiteur de Marseille. *Loc. cit.*

— 121 —

Le pape décide que Guillem Astre[1], *évêque élu d'Apt, inquisiteur dans le Comtat Venaysin, devra faire deux parts des biens de Pierre de Gigondas, bourgeois de Carpentras, confisqués pour hérésie : cinq mille florins seront versés à la Chambre apostolique, et le reste des dix mille florins d'or qui représentaient la fortune de Pierre sera consacré à l'entretien de ses enfants et à la restitution de sommes indûment acquises par usure*[2]. — Avignon, 22 août 1332.

Reg. Vat., t. CXVII, fol. 22, n. 298; Albanès, *Gallia christ. novissima*, t. I, *Instr.*, col. 149 (*in ext.*).

Guillelmo, electo Apten., inquisitori heretice pravitatis in comitatu Venaysini ceterisque aliis partibus vicinis per Sedem apostolicam deputato, salutem. — More celestis misericordiarum... — Datum Avinioni, XI kalendas septembris, anno sextodecimo.

1. N. 49, note 3.

2. Voir les deux bulles suivantes. Le trésorier de la Chambre apostolique perçut encore, en 1344, une somme de 1 900 florins provenant « de quadam compositione facta tempore dom. Guillermi de Granholiis, predecessoris sui cum Petro de Gigundasio, qui per inquisitorem heretice pravitatis fuerat condempnatus. » *Regest. Aven.*, t. LXXXV (Clem. VI, t. XXX), fol. 526.

— 122-123 —

Nouvelle lettre à l'évêque d'Apt sur le même objet et ordre au trésorier du Comtat Venaissin de percevoir les cinq mille florins destinés à la Chambre apostolique sans toucher au reste de la somme. — Avignon, 1er octobre 1332 [1].

Reg. Vat., t. CXVII, fol. LII, n. 298, 299.

Venerabili fratri Guillelmo, episcopo Apten. — Patris misericordiarum vicesgerens in terris romanus pontifex ad collapsas afflictasque personas pietatis sue libentius intuitum dirigit eis prout placere credit Altissimo miserando. Sane lecta coram nobis tua petitio continebat quod Petrus de Gigundassio [2], civis Carpentoraten., qui coram te, inquisitore heretice pravitatis in provincia et comitatu Venaissini auctoritate apostolica deputato, de crimine heresis per suam confessionem convictus usque ad valorem decem milium florenorum auri vel circa in bonis tam mobilibus quam immobilibus noscitur, sicut a fidedignis tibi datum est intelligi, obtinere : quorum quidem bonorum magnam partem acquisivisse dicitur per usurariam pravitatem. Cum autem ipse qui de commissis penitens pravitate heretica penitus abiurata per te absolutus iuxta Ecclesie formam ab excommunicationis sententia quam

propter premissa incurrerat extitit et restitutus eiusdem Ecclesie unitati, tam pro restitutionibus de usuris huiusmodi faciendis quam suis alendis liberis multipliciter oneratus lamentabiliter, ut dicta subnectebat petitio, supplicavit ut nos ad quos bona predicta ratione dicti criminis confiscata pertinent pleno iure occulos misericordie convertentes ad ipsum de bonis eisdem quinque milia florenorum auri pro Camera nostra facere recipi et residuum bonorum predictorum sibi pro predictis faciendis restitutionibus et alimentandis liberis dare ac concedere de benignitate apostolica dignaremur. Nos... fraternitati tue... faciendi per dilectum filium thesaurarium comitatus nostri Venaissini infra quem civitas Carpentoraten. consistere noscitur, quinquemilia florenorum auri de bonis predictis nomine nostro et dicte Camere recipi, solvendorum, prout eidem thesaurario per alias nostras litteras mandamus, residuumque dictorum bonorum prefato Petro tam pro dictis faciendis restitutionibus quam alimentandis suis liberis cum eidem thesaurario tantum super dictis quinque milibus florenorum fuerit [satisfactum] vice et auctoritate nostra donandi et concedendi de gratia speciali plenam et liberam concedimus tenore presentium facultatem. — Datum Avinioni, kalendis octobris, anno XVII°.

Guillelmo de Granholis, canonico Baiocen., comitatus Venayssini nostro et Ecclesie romane thesaurario. Venerabilis fratris nostri Guillelmi, episcopi Apten., inquisitoris heretice pravitatis in provincia et comitatu Venaissini auctoritate apostolica deputato, lecta coram nobis petitio continebat [*etc. ut supra usque in finem verbis competentibus mutatis*]. Quocirca discretioni tue... mandamus quatinus dictos quinque milia florenos (*sic*) auri modo qui sequitur solvendorum : statim medietatem videlicet, et aliam medietatem hinc ad unum annum datis tibi sufficientibus et idoneis super hoc fideiussoribus nostro et Camere nostre nomine recipere ac solventes tibi et assignantes dicta quinque milia florenorum auri absolvere de hiis que inde tibi soluta et assignata fuerint plenius studeas et quitare, in bonis predictis residuis, postquam de dictis quinque milibus flor. auri tibi nomine predicto satisfactum ut premittitur fuerit, dictum Petrum vel suos premissorum occasione nullatenus molestando. — Datum ut supra.

1. Voir la bulle qui précède.
2. Gigondas (Vaucluse), cant. de Beaumes, arrond. d'Orange.

— 124 —

Jean XXII reproche vivement à Dominique Grima, évêque de Pamiers, sa négligence coupable en ce qui concerne la répression de l'hérésie dans son diocèse. Il l'engage à secouer sa torpeur et à remplir son devoir. — Avignon, 6 octobre 1332.

Reg. Vat., t. CXVII, n. 402.

Dominico [1], episcopo Appamiarum. — Ad nostri apostolatus displicibili ad modum insinuatione pervenit quod pestis heresis in tua diocesi crebrius solito, cuius occasio esse pro magna parte prelati negligentia dicitur, invalescit. Cum autem ad pestem huiusmodi de tuis civitate et diocesi extirpandam adeo ex debito tui pastoralis officii sis astrictus quod si notabiliter circa hec te negligentem redderes ab eodem esses officio repellendus, fraternitatem tuam attentius exhortamur quatinus premissa necnon laudabilem diligenciam quam tui predecessores circa extirpationem adhibuerunt huiusmodi consideranter attendens, te a pigricie sompno nocivo plurimum excitans adversus hereticos, credentes, fautores et receptatores eorum solerti adhibita diligencia, iuxta sanxiones canonicas et privilegia officio Inquisitionis heretice pravitatis concessa procedere, sermonesque innovare ac facere sicut alii pastores vigiles non postponas; ita quod hac extirpata peste mortifera, fides ibidem catholica fulgeat curaque tua circa custodiam comissi tibi gregis dominici appareat, quamvis excussa negligentia, merito fructuosa. Ad creandos enim plures prelatos in illis partibus [2] principaliter hoc nos movit, ut per eorum vigilationem credulam (*sic*) hec pestis Deo odibilis nimium et infectiva catholici populi de partium ipsarum finibus fugaretur. — Datum Avinioni, II nonas octobris, anno XVII°.

1. Dominique Grima, voir n. 82, note 1.

2. Allusion à la création de nouveaux évêchés dans la province de Toulouse, faite en 1317-1318. L'évêché de Pamiers avait été fondé par Boniface VIII, en 1295. Vidal, *Les origines de la province ecclésiastique de Toulouse*, extrait des *Annales du Midi*, Toulouse, Privat, 1903.

— 124 bis —

Le pape félicite le roi Jacques II de Majorque du zèle qu'il déploie contre les ennemis de la foi dans son royaume, et il l'exhorte à continuer d'en faire preuve à l'avenir. — Avignon, 11 novembre 1332.

Reg. Vat., t. CXVII, n. 772; Raynaldi, *Annal. Eccl.*, ad ann. 1332, n. XXVIII; Vidal, *Procès... contre Adhémar de Mosset,* dans *Revue d'hist. de l'Égl. de France,* 1910, t. I, p. 685.

Jacobo [1], regi Maioricarum. — Quam laudabiliter zelo caritatis accensus ad tuendam veritatem catholice fidei eiusque prosequendum emulos, fili carissime, movearis, tam tue quam venerabilis fratris nostri Guidonis, episcopi Elnen., nobis littere nuntiarunt; quod utique Deo ad gloriam, adiungeres (*sic*) tibi meritum, angelis et bone voluntatis hominibus cedit ad gaudium et ceteris catholicis principibus ad exemplum. Hec, fili dilectissime, si in ipsis perstiteris, redent (*sic*) te Deo acceptabilem in presenti; per hec illam in futuro coronam recipies quam Dominus diligentibus se repromisit. Et quia nichil est quod lumine clariore prefulgeat quam recta fides in principe, que, cum veritatem respiciat luminis, et tenebras respuit et nescit deffectui subiacere, excellentiam regiam rogamus attente ut donum istud Illi a quo descendit omne datum obtimum (*sic*) et omne donum perfectum attribuens, de tam excellenti munere non omittas gratias iugiter exhibere. Nos autem divinam potentiam cernui exhoramus ut semina que in te iecit nutriat, et usque ad producendum fructum obtatum (*sic*) quibuscumque sublatis perducat obstaculis, teque in hoc ardore fidei, in hac devotione mentis, in hoc religionis studio sine deffectu in tempora longiora conservet. — Datum III idus novembris, anno XVII°.

1. Voir n. 99, note 1.

— 125 —

Annonçant à l'évêque d'Elne, Gui de Terrena, l'envoi de la lettre précédente, Jean XII l'engage à donner au roi de Majorque les renseignements nécessaires sur les intentions pontificales et à procé-

der lui-même avec soin à la poursuite des hérétiques. — Avignon, 13 novembre 1332.

Reg. Vat., t. CXVII, n. 771; Vidal, *Procès*, etc., p. 685.

Guidoni, episcopo Elnen [1]. — Receptis benigne fraternitatis tue litteris et que continebantur in eis plenius intellectis, devotionem tuam et providentiam super hiis plurimum in Domino commendantes, ecce quod carissimo in Christo filio nostro Jacobo, regi Maioricarum illustri, per nostras clausas scribimus litteras, quorum tenorem continet cedula presentibus interclusa. Per alias etiam patentes litteras tue predicte fraternitati certa committimus super extirpanda in eis partibus heretica pravitate, tuam eamdem providentiam attencius exhortantes, quatinus, tam circa instruendum et inducendum regem eundem ut nostris acquiescat salubribus exhortationibus, quam circa executionem providam commissionis predicte sic tue solicitudinis studium interponas quod divinam et nostram ex hoc benedictionis gratiam uberius merearis. — Datum, idibus novembris, anno decimo septimo.

Sequitur tenor cedule de qua in proxima precedenti nota habetur mentio. (Il s'agit de la lettre au roi qui précède.)

1. Voir n. 125 *bis*, note 1.

— 125 bis —

Le pape concède à Gui de Terrena, évêque d'Elne, le pouvoir d'exercer des poursuites contre les hérétiques de son diocèse, même en dehors des limites de ce dernier. — Avignon, 9 novembre 1332.

Reg. Vat., t. CXXVII, fol. 99, n. 490; Vidal, *Procès... contre Adhémar de Mosset*, p. 685.

Venerabili fratri Guidoni [1], episcopo Elnen. — Catholice fidei negocio, ut extirpata heresis peste de medio fidelium clarius ubique fides ipsa prefulgeat, favorem quem secundum Deum possumus impendere cupientes, fraternitati tue... ut contra quoscumque viros et mulieres tuarum civitatis et diocesis suspectos

vel diffamatos de heresi, cuiuscumque status vel conditionis existant, etiam episcopali dignitate prefulgeant, extra tuas predictas civitatem et diocesim procedere tuumque officium super hiis exercere plenarie, quibuscumque constitutionibus contrariis nequaquam obstantibus, valeas, licentiam et facultatem plenariam concedimus per presentes. Per hoc autem dilecto filio.. inquisitori eiusdem pravitatis in illis partibus auctoritate apostolica deputato non intendimus in aliquo preiudicium generari. — Datum Avinioni, v idus novembris, anno XVII°.

1. Gui de Terrena, provincial des carmes de Provence, puis général de l'ordre (1320), promu à l'évêché de Majorque, le 15 avril 1321; transféré à Elne, le 27 juillet 1332; mort le 21 août 1342. *Gallia christ.*, t. VI, col. 1056-1057; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 248, 337. Voir une notice plus détaillée dans Vidal, *op. cit.*, p. 682-684. Plusieurs documents de ce recueil se rapportent à son action inquisitoriale, en particulier au procès d'Adhémar de Mosset; voir n. 125, 127, 127 *bis*, 127 *ter*, 130 *bis*, 130 *ter*, 132, 135-136, 139.

— 126 —

Le pape ordonne à l'évêque de Carpentras et à Pierre Danroche, ses commissaires dans le procès de l'hérétique Félicien d'Assise, de prononcer la sentence [1]. — Avignon, 21 novembre 1332.

Reg. Vat., t. CXVII, fol. XXXV, n. 199.

Venerabili fratri Hugoni, episcopo Carpentoraten., et dilecto filio Petro Danrocha, preposito ecclesie Haemen., Lemovicen. diocesis. — Dudum ad audientiam [*etc.*, *comme ci-dessus*, *n. 118*, *jusqu'à*] plenius continetur. Cupientes igitur finem imponi Inquisitionis negotio supradicto, discretioni vestre tenore presentium committimus et mandamus quatinus ad sententiam in dicto negotio diffinitivam ferendam ratione previa iuxta datam vobis a Deo prudentiam non obstante quod super premissis nobis relatio facta non fuerit procedere studeatis. — Datum Avinioni, XI kalendas decembris, anno decimoseptimo.

1. Voir la bulle 118.

— 127 —

Le pape concède à Gui de Terrena, évêque d'Elne, le pouvoir de poursuivre dans tout le royaume de Majorque les hérétiques de quelque condition qu'ils soient, originaires ou non de son propre diocèse, sans préjudice d'ailleurs pour les droits des inquisiteurs et des évêques diocésains. — Avignon, 27 décembre 1332.

Reg. Vat., t. CXVII, fol. CL v°, n. 764; Vidal, *Procès... contre Adhémar de Mosset*, p. 686.

Guidoni, episcopo Elnen. — Cum vulpeculas demoliri vineam domini Sabaoth sicientes, que se ad regnum Maioricarum interdum sicut accepimus conferunt, de illarum desideremus partium finibus extirpari, fraternitati tue ... ut contra quascumque personas tuarum civitatis et diocesis, et etiam undecumque originem traxerint suspectas vel diffamatas de heresi cuiuscumque status, ordinis, dignitatis, vel conditionis existant, etiamsi pontificali prefulgeant dignitate, possis extra tuas predictas civitatem et diocesim in quacumque parte regni predicti Maioricarum secundum sanxiones canonicas et privilegia officio Inquisitionis heretice pravitatis concessa procedere tuumque plenarie officium, non obstantibus quibuscumque constitutionibus contrariis exercere licentiam et facultatem plenariam tenore presentium elargimus. Per hoc autem dilectis filiis inquisitoribus pravitatis ejusdem in illis partibus auctoritate apostolica deputatis vel diocesanis talium, seu in quorum diocesibus premissa commissa fuerint nolumus, nec intendimus in aliquo derogare. — Datum VI kal. ianuarii, anno decimoseptimo[1].

1. Voir n. 124 *bis*, 125 *bis*, 127 *bis*, 127 *ter*, 130 *bis*, 130 *ter*, 132, 135-136,139.

— 127 bis —

Le pape félicite l'évêque d'Elne de son zèle et lui annonce l'envoi de la commission inquisitoriale qui précède (n. 127). — Avignon, 28 décembre 1332.

Reg. Vat., t. cxvii, n. 777; Vidal, *Procès*, etc., p. 686.

Eidem episcopo Elnen. — Zelum purum quem ad dilatandum fidem catholicam ac errores et hereses extirpandos habere cum executione prompta dinosceris, multipliciter in Domino commendantes, fraternitatem tuam rogamus et hortamur attencius, quatinus, habens pre oculis solum Deum, quem (*sic*) incumbent tibi super hiis ad Dei laudem et honorem Ecclesie sancte sue studiosis operibus exequi non postponas. Et ecce, frater, quod commissionem tibi mittimus de qua carissimus in Christo filius noster Jacobus, rex Maioricarum illustris, super extirpandis heresibus de partium illarum finibus nobis scripsit. — Datum v kal. ianuarii, anno XVII°.

— 127 ter —

Félicitations au roi de Majorque pour son dévouement à la cause de la foi, avec notification de l'envoi d'une commission d'inquisiteur général pour l'évêque d'Elne. — Avignon, 28 décembre *1332.*

Reg. Vat., t. cxvii, n. 776; Vidal, *op. cit.*, p. 687.

Jacobo, regi Maioricarum. — Leta manu receptis magnificentie regie litteris nobis novissime presentatis, per quas devotionem sinceram quam ad nos et romanam geris Ecclesiam delectabiliter recensendo, ad extirpandum errores et hereses de finibus regni tui te pure ac recte intentionis zelum habere cum prompta executione operis descripsisti, exinde sublimitati regie gratiarum referimus uberes actiones, eam rogantes et in Domino exhortantes attente, quatinus in huiusmodi laudabili proposito stabiliter perseveret. Et ecce, fili carissime, quod comissionem venerabili fratri nostro Guidoni, episcopo Elnen., iuxta formam petitam mittimus, ac carissimo in Christo filio nostro Philippo, regi Francorum illustri, pro concedenda tibi dilatione affectuose scribimus, ut petisti. — Datum v kalendas ianuarii, anno XVII.

— 128 —

Le pape confie à trois commissaires la cause d'Yves de Kérinou, prêtre du diocèse de Léon, accusé d'avoir tenu des propos suspects d'hérésie. Ce prêtre, dénué de ressources, ne peut venir se défendre devant le cardinal Jacques Fournier, qui a été chargé de cette affaire. — Avignon, 25 janvier 1333.

Reg. Aven., t. XLIII, fol. 539 v°.

Dilectis filiis.. archidiacono de Kementyli[1] et magistro Guidomari, ac Guillelmo Evenok, canonicis ecclesie Leonen., salutem. — Sua nobis dilectus filius Yvo de Kerinou, rector parochialis ecclesie de Plebesizin[2], Leonen. diocesis, petitione monstravit quod nos olim ad eiusdem Yvonis instantiam causas tam super dicta ecclesia quam etiam super quibusdam verbis per nonnullos emulos sibi impositis, que quidem verba apud quosdam heresim sapere dicebantur, dilecto filio nostro Jacobo[3], tituli sancte Prisce, presbitero cardinali, apud Sedem apostolicam audiendam commisimus et fine debito terminandam; coram quo inter ven. fratrem nostrum Petrum[4], episcopum Leonen., et dilectos filios Guillelmum[5], abbatem monasterii beati Mathei in Finisbusterrarum[6], ordinis sancti Benedicti, ac magistrum Mauricium de Campoduro, rectorem ecclesie de Milifac[7], dicte diocesis, decretorum doctorem, et Prigentium de Castrosapientis, ordinis fratrum predicatorum, ipsius episcopi commissarios et Bernardum Cadiaci, presbiterum, qui se asserit ipsius ecclesie de Plebesizin rectorem, ex parte una, et dictum Yvonem de Kerrinou, ex altera, fuit in causis processum multipliciter memoratis. Cum autem cause ipse nondum sint decise dictusque Yvo de Kerrinou, sicut asserit, paupertate depressus nequeat amplius apud Sedem predictam prosequi causas ipsas, discretioni vestre... mandamus quatinus partibus convocatis causas easdem auctoritate nostra, servatis legitimis processibus coram dicto cardinali habitis, audiatis et appellatione remota, fine debito decidatis... — Datum Avinioni, VIII kalendas februarii, anno decimoseptimo.

1. L'archidiaconé de *Kemenet-Ili* s'étendait sur les cantons modernes de Lesneven, de Lannilis et de Landerneau, dans l'arrond. de Brest (Finistère).

2. Probablement *Sizun* (*Plebs Sizun*), chef-lieu de canton, arrond. de Morlaix.

3. Jacques Fournier; voir n. 24, note 1.

4. Pierre-Bernard de Gueméné, évêque de Léon, le 18 mai 1328; transféré à Saint-Malo, en 1349, et à Rennes, le 14 janvier 1359; mort en 1362. *Gall. christ.*, t. XIV, col. 757, 978, 1007; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 315, 333, 437.

5. Guillaume I[er]. *Gall. christ.*, t. XIV, col. 988.

6. Saint-Matthieu, ou Saint-Mahé, ancienne abbaye à la pointe de Saint-Matthieu, cant. de Saint-Renan, arrond. de Brest.

7. Probablement *Milizac* (Finistère), cant. de Plabennec, arrond. de Brest.

— 129 —

Jean XXII met en garde le roi de France contre les rapports malveillants de certaines personnes au sujet de l'attitude du pape dans la question de la vision béatifique [1]. *L'archevêque de Rouen, Pierre Roger* [2], *rétablira la vérité sur ce point, comme aussi sur le fait de l'arrestation d'un dominicain, Thomas Walleis* [3], *que les inquisiteurs d'Avignon* [4] *ont incarcéré, moins parce qu'il soutenait une opinion contraire à celle du pape que pour avoir proféré dans ses sermons des hérésies qualifiées.* — Avignon, 28 février 1333.

Reg. Vat., t. CXVII, n. 531; Denifle, *Chartular.*, t. II, p. 415, n. 971 (*in ext.*).

Regi Francie. — Quia sicut habet ... — Datum Avinioni, II kalendas martii, anno decimoseptimo.

1. Je rappelle que, dans la dispute soulevée, en 1331, à propos de la vision béatifique, Jean XXII soutint que les âmes des justes ne jouissent pas, avant le jugement dernier, de la vue intuitive de Dieu. Cette attitude ne laissa pas que d'étonner; car la majeure partie des théologiens, sans parler de la généralité des fidèles, tenaient pour la vision béatifique immédiate. L'Université de Paris s'émut et Philippe VI de Valois avec elle. L'opinion de Jean XXII fut vivement censurée et le roi se permit de faire des remontrances à Sa Sainteté. Voir les documents se rapportant à ces épisodes de la lutte dans Raynaldi, ad ann. 1331, 1333, 1334. On sait que Jean XXII, reconnaissant son erreur, la rétracta sur son lit de mort, et que son successeur Benoît XII définit le dogme de la vision béatifique immédiate. Raynaldi, ad ann. 1334, n. XXXV; ad ann. 1335, n. III.

2. Pierre Roger, O. S. B., maître en théologie, en 1323; moine de l'abbaye de la Chaise-Dieu; prieur de Saint-Pantaléon au diocèse de Limoges, puis (1324) de Saint-Baudile dans celui de Nîmes, et de Savigny dans celui de Lyon; abbé de Fécamp, le 23 juin 1326; promu à l'évêché d'Arras, le 3 décembre 1328;

transféré à Sens, le 24 novembre 1329; à Rouen, le 14 décembre 1330; cardinal du titre des Saints-Nérée-et-Achillée, le 18 décembre 1338; pape sous le nom de Clément VI, le 7 mai 1342; mort le 6 décembre 1352. Baluze, *Vitae*, t. I, col. 835, 836; *Gall. christ.*, t. III, col. 336; t. XI, col. 77-78; t. XII, col. 72-73; Eubel, *Hier.*, p. 17, 117, 447, 471; Denifle, *Chartul.*, t. II, p. 272, note 1.

3. Thomas Walleis, ou le Gallois, dominicain anglais, maître en théologie avait nettement pris parti contre les fraticelles, à Bologne et à Arezzo. Dans cette dernière ville, disait-il lui-même, il avait soutenu une discussion publique devant cinquante frères mineurs plus ou moins inféodés à la secte, et les avait démasqués. Il dira plus tard devant ses juges que ce fut là la cause principale de son arrestation. L'inquisiteur ne la lui avait point, du reste, cachée. Il se trouvait à Avignon quand s'ouvrit le débat sur la vision intuitive. Au dire de certains, il aurait commencé à prêcher le 27 décembre 1331. L'inquisiteur Guillaume de Montrond affirma que son premier sermon avait eu lieu le 3 janvier 1333. Le thème en était : *Implebit illum spiritu sapientiae et intellectus*. L'orateur y défendait la thèse de la vision immédiate et lançait l'anathème contre les partisans de l'opinion adverse. Le sermon fut suivi d'une déclaration écrite lue devant la foule. Peu de jours après, Thomas était arrêté par ordre de l'inquisiteur, comme suspect d'hérésie. Dans un procès-verbal, daté du 9 janvier 1333, Guillaume de Montrond déclare avoir relevé dans le sermon du dominicain six erreurs au moins. Mais aucune n'avait trait directement à la question controversée. Le motif de l'arrestation, d'après frère Thomas, j'ai déjà dit quel il était. Il ne cesse de protester contre l'inquisiteur qui lui est « hostile », et de dire qu'il trouverait plus de justice à la cour du khan des Tartares ou chez le sultan que chez un tel juge. Les livres de comptes de la Chambre relèvent les sommes d'argent payées à ce dernier, de février à octobre 1333, pour l'entretien de son prisonnier. *Introitus et exitus*, t. CXXXII, fol. 64-66.

La nouvelle de cette arrestation avait ému le roi; d'autant qu'à s'en tenir aux bruits qui couraient, le prédicateur n'avait été incarcéré que par ordre du pape dont il avait publiquement censuré l'opinion. On disait aussi que ce malheureux était soumis à de mauvais traitements. Jean XXII se hâta de rassurer le roi par ses lettres du 28 février et du 12 mars (n. 129-130). C'était l'inquisiteur qui avait ordonné l'arrestation. Le motif en était moins le fait d'avoir censuré l'avis du pape que d'avoir proféré des erreurs sur d'autres points de doctrine. Quant au prisonnier, ce n'est pas dans un cachot infect qu'il est enfermé, mais dans une cellule spacieuse, qui ne doit point lui faire regretter celle de son couvent. Enfin le pape mettait le roi en garde contre les rapports malveillants et les fausses nouvelles.

Cependant Thomas Walleis occupait les loisirs de sa détention à composer, sans livres ni références, une sorte de traité qui, dans sa pensée, devait être une défense. Il l'intitula : *De instantibus et momentis* et prit ce texte de l'Écriture pour thème : *Non est vestrum nosce tempora vel momenta.* Il écrivit aussi des *Réponses* à quelques articles qui lui furent objectés au cours de son procès. Le traité *De instantibus* tomba entre les mains de l'Inquisition qui en fit son profit. Les 6, 7, et 15 septembre 1333, une commission de prélats, de religieux et de docteurs de marque, au nombre de treize, se réunit, par ordre du pape, sous la présidence des cardinaux-évêques de Palestrina et de Tusculum, et de Gasbert de Laval, archevêque d'Arles, camerlingue, pour examiner dix-huit propositions

réputées erronées, tirées, les onze premières d'un opuscule de Durand de Saint-Pourçain, et les sept autres des écrits de Thomas Walleis. Denifle, *Chartul.*, t. II, n. 975. Des sept articles imputés à Thomas, trois provenaient de son sermon; les quatre autres, du traité *De instantibus*. L'auteur se plaignit plus tard qu'on lui eût faussement attribué vingt-quatre erreurs, disant que ses ennemis avaient peiné pour les extraire de ses ouvrages et en particulier d'un traité dont ils n'étaient pas sûrs qu'il fût l'auteur et que la plupart n'avaient jamais lu. Nul ne s'était enquis de lui s'il l'avait écrit ou non. Les pages sorties de sa plume n'étaient qu'une ébauche, semée de blancs et de lacunes, une sorte de brouillon à son usage personnel, fait à la hâte et sans un livre. Il s'en était dessaisi, dit-il, promptement, ne voulant point livrer ses écritures aux gens qui pénétraient à tout instant dans sa cellule. Or ses adversaires avaient tiré de là les articles incriminés. Jean XXII dira plus tard (n. 138) que cet écrit renfermait au moins seize erreurs. Dès le 15 septembre, le pape priait le roi et la reine (n. 133-134) d'écouter les explications que Pierre Roger, archevêque de Rouen, avait mission de leur apporter, de vive voix, au sujet de ces erreurs et de celles de Durand de Saint-Pourçain. Deux mois après (18 novembre 1333), c'était le traité même de Thomas Walleis que Jean XXII faisait remettre à Leurs Majestés, avec une défense, écrite par lui-même, de l'opinion qui lui tenait à cœur. Pierre Roger devait fournir les éclaircissements et, au besoin, apporter d'autres arguments (n. 137-138).

A cette date, cependant, la cause de Thomas Walleis avait été retirée à l'Inquisition, et lui-même transféré dans les cachots du pape (22 octobre 1333). Le geôlier reçut deux sols par jour pour son entretien. *Introitus et exitus*, t. CXXXVI, fol. 76, 78 v°. L'affaire fut confiée aux cardinaux Jacques Fournier et Raymond de Mostuéjouls, tous deux experts dans les choses d'Inquisition. A partir de ce moment, le religieux fut mieux traité. C'est l'assurance que le pape se plaît à donner au roi, le 20 mars 1334, en lui annonçant cette transformation (n. 141). Le 15 mars, Thomas comparut pour la première fois devant ses juges et se plaignit amèrement des procédés peu délicats dont on avait usé à l'égard de sa personne et de ses écrits. La suite de son procès nous est inconnue. Il était encore en prison sous le pontificat de Benoît XII (Jacques Fournier), et en vie, quoique libéré, sous celui de Clément VI (Pierre Roger). Le 21 février 1349, un de ses amis essaie d'apitoyer le pape sur le sort de ce religieux, âgé et malade. Voir, sur cette affaire, Quétif et Échard, *op. cit.*, t. I, p. 597-602; Denifle, *Chartular.*, t. II, p. 415, 424 et docum. n. 971, 975. Cet auteur a consulté le ms. *Ji. 3.10* de la bibliothèque de Cambrigde, qui contient en grande partie les actes du procès. Mortier, *Histoire des maîtres généraux*, t. III, p. 76-81.

4. L'un d'eux était Guillaume de Montrond, inquisiteur de Provence. A sa demande, le 13 avril 1336, le pape Benoît XII engagea les prélats, les inquisiteurs, les seigneurs et les villes de Lombardie à se prêter à la capture de certains vaudois originaires de Provence et réfugiés en Lombardie (n. 149). Les actes du procès d'André de Galiano font allusion à un des *socii* de cet inquisiteur, Pons Rebolh, qui assista, avec lui, le 29 juillet 1338, à l'acquittement de ce frère mineur, prononcé par le commissaire apostolique, Guillaume Lombard. *Regest. Avenion.*, t. LVII, fol. 475 sq.; cf. n. 163. Le livre de comptes des Claveries du Comtat Venaissin nous transmet le nom d'un hérétique de Malaucène (Vaucluse), maître Guillaume André, condamné par lui, et dont les biens, confisqués

au profit des caisses pontificales, figurent parmi les recettes de 1337-1338. *Regest. Avenion.*, t. LIII, fol. 327. Guillaume de Montrond était encore en charge en 1342. Le 11 juillet de cette année, Clément VI lui accorda, pour son neveu, Pons de Montrond, moine bénédictin de Psalmody (Gard), la collation d'un prieuré dans le diocèse de Nîmes (n. 182).

— 130 —

Jean XXII au roi de France. Il le met en garde de nouveau contre les rapports malveillants et l'assure que le religieux incarcéré à Avignon l'a été non par le pape, mais par les inquisiteurs, non pour avoir soutenu que les âmes des justes jouissent de la vue de l'essence divine avant le jugement, mais parce qu'il enseignait des hérésies dans ses discours. Il n'est pas détenu dans une prison étroite, mais bien dans une chambre convenable [1]. — Avignon, 12 mars 1333.

Reg. Vat., t. CXVII, fol. 109 v°, n. 541; Denifle, *Chartul.*, t. II p. 417, n. 973 (*in ext.*).

Eidem regi [Francie]. — Innotuimus nuper ... Sane quia, sicut intelleximus, viri mendaces non cessant mendaciis variis animum regium contra nos irritare, rogamus circumspectionem regiam ut nolit talibus fidem dare. Quicquid enim de fratre illo capto Avinioni exposuerunt, quantum ad hoc quod nos ipsum ceperimus aut captum teneamus, quodque captus est quia predicaverat sanctorum animas videre divinam essentiam, et quod in diro carcere detinetur, totum est veritati [contrarium]; quia non per nos, sed per inquisitores heretice pravitatis captus extitit et captus detinetur; nec ob hoc quod premissa predicaverat, cum nonnulli alii predicaverint et plures de hoc disputaverint, qui nequaquam fuerunt capti, sed quia in sermone suo dogmatizare hereses dicebatur, ideo ab inquisitoribus fuit captus et adhuc detinetur, non in diro carcere, sed in una honesta camera, de qua in suo ordine esset bene contentus... — Datum IIII idus marcii, anno XIIII°.

1. Voir la bulle précédente, note 3.

— 130 bis —

Le pape se réserve d'entretenir le roi de Majorque de l'affaire d'Adhémar de Mosset [1] *dans l'entrevue qu'il doit avoir avec lui, à bref délai, à Avignon.* — Avignon, le 31 mars 1333.

Reg. Vat., t. cxvii, n. 786; Vidal, *Procès*, etc., p. 691.

Regi Maioricarum. — Cessit nobis ad gaudium felix regius transitus, Illique pro eo referimus gratias qui ventis marique imperat et obediunt ei; cui utique gaudio adecit letitiam spes que habetur probabiliter quod via regia excellentie afferet regie honoris ac comodi incremento : quod Ille dignetur efficere cui cum voluerit subest posse. Sane presentia regia nobis cum aderit gaudia merito cumulabit. De facto Ademari de Mosseto ad presens nil scribimus, quia illud intendimus, dante Domino, auditui regio vive vocis oraculo latius explicare. Profecto, fili carissime, comparatio Habrae in litteris adiecta regiis apud nos impertinens admodum visa fuit, ideoque illam deinceps petimus a litteris regiis exulare. Gratia Domini cor regium in agendis dirigat et protegat ab adversis.— Datum ii kalendas aprilis, anno decimoseptimo.

1. Sur le procès d'Adhémar de Mosset, voir notre mémoire *Procès d'Inquisition contre Adhémar de Mosset, noble Roussillonnais, inculpé de béguinisme*, dans *Revue d'hist. de l'Église de France*, t. i, p. 555-589, 682-699, 911-724 ; et les n. 130 *ter*, 135-136, 139.

— 130 ter —

Le pape n'a pu encore s'occuper de l'affaire de Mosset, mais il ne tardera pas à prendre les dispositions nécessaires. — Avignon, 18 avril 1333.

Reg. Vat., t. cxvii, n. 787; Vidal, *op. cit.*, p. 692.

Eidem regi. — Scripturas illas de quibus sermo inter te, fili carissime, et nos habitus fuit transcribi mandavimus, quas cum scripte fuerint tue celsitudini transmittemus. De facto Ademari nondum ordinavimus, aliis arduis occupati; sed de illo cito dante

Domino curabimus ordinare. — Datum XIIII kalendas maii, anno decimoseptimo.

— 131 —

Le pape ordonne à Alain Gontier, évêque de Quimper, de faire justice de l'accusation d'hérésie portée par Yves de Boisboissel. ancien évêque le Quimper, devant le parlement de Bretagne, contre Yves de Gormon, abbé de Landevennec, et par suite de laquelle Jean III, duc de Bretagne, a confisqué les biens de l'abbaye. — Avignon, 13 août 1333.

Reg., t. XLIII, fol. 584 v°; *Gall. christ.*, t. XIV., col. 897-898 (anal.).

Venerabili fratri Alano [1], episcopo Corisopiten., salutem. — Cum simus omnibus... Ex tenore siquidem petitionis dilecti filii Yvonis[2], abbatis monasterii sancti Wingolai de Landegennoc [3], ordinis sancti Benedicti, tue diocesis, nobis porrecte collegimus quod olim ven. fratre nostro Yvone [4], Maclovien., tunc Corisopiten. episcopo, proximo predecessore tuo, dum ecclesie Corisopiten. regimini presidebat in personam dicti abbatis quem prefeceramus ipsi monasterio in abbatem, dictumque monasterium suum dura diutina et indebita indignatione concepta, ex indignatione huiusmodi coram dilecto filio nob. viro Johanne, duce Britannie [5], in Parlamento publico prelatorum et baronum ducatus eiusdem Britannie, in quo quidem ducatu ecclesia et monasterium prefata existere dinoscuntur, minus veraciter proponente quod eundem abbatem de heresi suspectum habebat, ac petente a prefato duce dictum abbatem sibi tradi per eum de huiusmodi crimine puniendum, predicto abbate ne traderetur dicto predecessor tuo ad sui defensionem in contrarium asserente, tandem prefatus dux iamdictum abbatem presentem et consentientem recepturum super huiusmodi propositis iusticie complementum ad nostrum et apostolice Sedis iudicium remisit, cum suarum testimonio litterarum : asserens pro suo libito quod temporalia dicti monasterii ad manum suam poneret et teneret, donec aliquam fidem de innocentia eiusdem abbatis haberetur; et quod asse-

ruit de dictis temporalibus ad manum suam ponendis et tenendis ut prefertur operis subsequentis executione complevit. Quare nobis idem abbas humiliter supplicavit, ut cum ipse propterea et alia personaliter ad dictam Sedem et ad presentiam nostram accesserit cum litteris prelibatis et per eundem predecessorem seu pro eius parte nichil contra eum super huiusmodi hereseos crimine propositum fuerit, vel obiectum, idemque dux adhuc ad manum suam temporalia teneat supradicta, ipseque abbas de tali crimine se reputet innocentem, preservare ipsum exinde ab infamia maculosa suoque providere statui ac indempnitati eius et ipsius monasterii precavere quoad temporalia prefata, de ipsius sedis clementia dignaremur. Quia igitur... Fraternitati tue... mandamus et committimus quatinus auctoritate nostra, vocatis dicto predecessore et aliis qui fuerint evocandi et auditis hinc inde propositis de huiusmodi per ipsum predecessorem contra dictum abbatem in eodem Parlamento ut supradicitur propositis inquiras summarie et de plano sine strepitu et figura iudicii cum diligentia veritatem, et de premissis facias iusticie complementum. Contradictores... Non obstantibus... — Datum Avinioni, idus augusti, anno decimoseptimo.

1. Alain Gontier (cf. n. 143), chanoine de Nantes, docteur en théologie, promu à l'évêché de Saint-Malo, le 2 mars 1317; transféré à Quimper, le 22 janvier 1333; mort vers 1335. *Gall. christ.*, t. XIV, col. 883, 1007; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 219, 333.

2. Yves de Gormon, abbé de Saint-Guénolé, le 17 août 1317, mort le 17 juin 1344. *Gall. christ.*, t. XIV, col. 897-898.

3. Landevennec (Finistère), cant. de Crozon, arrond. de Châteaulin.

4. Yves de Boisboissel, évêque de Tréguier (7 octobre 1327); promu à Quimper, le 31 août 1330; transféré à Saint-Malo, le 22 janvier 1333; mort en 1348. *Gall. christ.*, t. XIV, col. 883, 1007, 1125; Eubel, *Hier.*, t. I, p., 219, 333, 521.

5. Jean III *le Bon*, fils d'Arthur II et de Marie de Limoges, né le 8 mars 1286; duc de Bretagne de 1312 à 1341. De Mas-Latrie, *op. cit.*, col. 1573; *Art de vérifier les dates*, II[e] part., t. XIII, p. 218.

— 132 —

Le pape décide que l'évêque de Maguelonne [1] devra se joindre à celui d'Elne [2] et à l'inquisiteur pour conduire le procès d'Adhemar de Mosset [3], inculpé d'hérésie, qui refuse d'obtempérer à la

citation lancée contre lui par l'évêque d'Elne, sous prétexte qu'il échappe à la compétence de ce prélat. — Avignon, 13 septembre 1333.

Reg. Vat., t. CXVII, n. 919; Vidal, *Procès contre Adhémar*, p. 694.

Venerabilibus fratribus Guidoni, Elnen., et Johanni, Magalonen. episcopis. — Intelleximus nuper quod tu, frater, Elnen. episcope, contra nobilem virum Ademarium de Mosseto, tue diocesis, super certis capitulis heresim et errores tangentibus de quibus ipse suspectus dicebatur existere volens procedere ut debebas, eundem nobilem, tam vigore litterarum nostrarum, inde tibi directarum, quam iure potestatis ordinarie citari fecisti ut certo sibi prefixo termino coram te responsurus dictis capitulis compareret. Sed ipse moliendo declinare absque iusta et rationabili causa forum tuum parere citationi huiusmodi non curavit. Nos igitur, volentes quod super eodem negotio pure ac iuste, cessante suspitione qualibet, procedatur, te, frater, episcope Magalonen., in eodem negotio tenore presentium duximus adiungendum. Quocirca fraternitati vestre... committimus et mandamus quatinus, vocato dilecto filio.. inquisitore heretice pravitatis in eis partibus auctoritate apostolica deputato, vel eius vicesgerente, ac una cum ipso, in loco seu locis de quibus vobis videbitur non suspectis, etiam extra vestras vel alterius vestrum civitates et dioceses, super dicto negotio iuxta statuta canonum et privilegia concessa officio Inquisitionis pravitatis predicte solerter et fideliter procedere ac exhibere complementum iusticie solum Deum habendo pre oculis studeatis. — Datum Avinioni, idus septembris, anno decimo octavo.

1. Jean de Vissec; voir n. 87, note 2.
2. Gui de Terrena; voir n. 125 *bis*, note 1.
3. Voir n. 130 *bis*, 130 *ter*, 135-136, 139, et notre mémoire déjà cité.

— 133 —

Le pape annonce à la reine de France[1] *que l'archevêque de Rouen, Pierre Roger*[2], *lui fournira de vive voix toutes les explications désirables sur les erreurs professées, soit par Thomas Walleis, domi-*

nicain, arrêté à Avignon [3], *soit par Durand de Saint-Pourçain* [4], *évêque de Meaux, dans l'opuscule dont il est l'auteur* [5], *au sujet de la vision béatifique.* — Avignon, 15 septembre 1333.

Reg. Vat., t. CXVII, n. 929; Denifle, *Chartularium*, t. II, p. 425, n. 976.

Regine Francie. — Quod te filia... — Datum XVII kalendas octobris, anno decimo octavo.

1. Voir n. 105, note 1.
2. Voir n. 129, note 2.
3. Voir n. 129, note 3.
4. Durand de Saint-Pourçain, de l'ordre des frères prêcheurs; maître en théologie, en 1312; destiné d'abord (26 août 1317) au nouvel évêché de Limoux; transféré au Puy, le 14 février 1318, lorsque Jean XXII eut abandonné le projet d'un évêché à Limoux; évêque de Meaux, le 13 mars 1326; mort le 10 septembre 1334. Eubel, *Hier.*, p. 91, 319, 349; *Gall. christ.*, t. II, col. 723; t. VIII, col. 1634-1635; Quétif et Échard, *Script. ord. praed.*, t. I, p. 586-587; Denifle, *Chart.*, t. II, p. 218, note 11, p. 424. Voir U. Chevalier, *Répertoire*, etc.
5. Jean XXII avait demandé, sur la vision béatifique, leur avis aux théologiens les plus célèbres. Durand fut invité à formuler le sien par écrit. Il défendit l'opinion de la vision immédiate dans un opuscule qui déplut au pape et qui fut déféré à une commission de théologiens. Ceux-ci y relevèrent onze articles erronés, sur lesquels l'assemblée des 6, 7 et 15 septembre 1333 eut à se prononcer. Voir n. 129, note 3.

L'opuscule de Durand a été publié en partie et en partie analysé par Raynaldi, ad ann. 1333, n. XLIX-LVII, d'après le texte que le cardinal Jacques Fournier (Benoît XII) a fait joindre au traité dans lequel il prend lui-même la défense de l'évêque de Meaux. Ms. lat. Vat., *4006*, fol. 285 sq.; cf. J.-M. Vidal, *Notice sur les œuvres du pape Benoît XII*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique*, 1905, t. VI, p. 792-795.

— 134 —

Même lettre au roi de France. — Avignon, 15 septembre 1333.

Reg. Vat., t. CXVII, fol. CLXXXVIII, n. 931.

Eidem regi [Francie]. — In quot errores [1] in suo sermone heretice pravitatis, quotque etiam.. Melden. episcopus dogmatizaverit in quodam libello quem hiis diebus preteritis ordinasse dicitur et a quot magistris sint errores predicti dampnati ven.

frater noster P., Rothomagen. archiepiscopus, circumspectioni regie, si audire libuerit, lacius explicabit, cui placeat excellentie regie fidem indubiam adhibere. — Datum ut supra (xvii kalendas octobris, anno decimo octavo).

1. La lettre précédente adressée à la reine de France permet de combler ainsi la lacune qui existe à cet endroit : *in quot errores* (*predicator ille qui captus fuit Avinione ab inquisitoribus pravitatis heretice in suo sermone inciderit*) *quotque etiam.. Melden.*, etc.

— 135-136 —

Le pape notifie au roi de Majorque l'adjonction, faite par lui, de l'évêque de Maguelonne à l'évêque d'Elne et à l'inquisiteur pour la conduite du procès d'Adhémar de Mosset. Il insiste auprès du roi comme auprès de l'évêque d'Elne pour que nulle injustice ne soit commise à l'égard de ce seigneur [1]. — Avignon, 7 octobre 1333.

Reg. Vat., t. cxvii, fol. ccxlv v°, n. 1248, 1249; Vidal, *Procès*, etc., p. 695, 696.

Regi Maioricarum. — Ut inceptum per venerabilem fratrem nostrum Guidonem, episcopum Elnen., contra nobilem virum Ademarium de Mosseto inquisitionis negotium pure ac sine suspitione procedatur, ven. fratrem nostrum Johannem, episcopum Magalonen., eidem Elnen. episcopo ac inquisitori heretice pravitatis duximus adiungendum. Quocirca regiam excellentiam rogamus attente quatinus ipsum nobilem, ne inferatur sibi iniuria, sed potius, quantum sine preiudicio eiusdem Inquisitionis negocii fieri poterit, tractetur favorabiliter benivolentia regia habeat commendatum. Datum nonis octobris, anno XVIII.

Eidem episcopo Elnen. — Cum, sicut novit tua fraternitas, in negotio fidei puritas sit servanda, fraternitatem hortamur eandem quatinus, ne, super negotio inquisitionis per te contra nobilem virum Ademarium de Mosseto incepte, sibi aliqua inferatur per te, aut collegam tuum, vel inquisitorem iniuria sed pure procedatur et iuste studeas precavere. — Datum ut supra.

1. Voir, sur cette affaire, les n. 125 *bis*, 127, 130 *bis*, 130 *ter*, 132, 139.

— 137 —

Le pape envoie à Pierre Roger, archevêque de Rouen, l'opuscule écrit par Thomas Walleis, pour défendre ses erreurs. Il devra le remettre au roi et à la reine de France avec un mémoire écrit par le pape lui-même en faveur de l'opinion contraire à la vision béatifique immédiate. L'archevêque devra s'efforcer de faire accepter cette opinion par Leurs Majestés [1]. — Avignon, 18 novembre 1333.

Reg. Vat., t. CXVII, n. 979; Denifle, *Chartul.*, t. II, p. 427, n. 979 (*in ext.*).

Petro archiepiscopo Rothomagen. — Fraternitatem tuam volumus... — Datum Avinioni, XIIII kalendas decembris, anno XVIII.

1. Voir n. 129, notes.

— 138 —

Le pape écrit au roi de France sur le même sujet : le sermon de Thomas Walleis; son arrestation pour cause d'hérésie; l'opuscule qu'il a écrit dans sa prison pour sa défense et dans lequel sont contenues au moins seize hérésies. Le roi doit être en garde contre les intrigues des partisans de ce malheureux [1]. — Avignon, 18 novembre 1333.

Reg. Vat., t. CXVII, n. 173; Denifle, *Chartul.*, t. II, p. 428, n. 980 (*in ext.*).

Regi Francie. — Fili carissime, per plures... — Datum XIIII kalendas decembris, anno XVIII.

1. Voir n. 129, notes.

— 139 —

L'évêque de Maguelonne étant absent, sans espoir de retour prochain, le pape désigne Hugues Auger, chanoine de Narbonne, pour le remplacer dans l'affaire d'Adhémar de Mosset [1]. — Avignon, 13 janvier 1334.

Reg. Aven., t. CCCXXXVIII (Bened. XIII, t. LXI), fol. 100, *Bullae Joannis XXII*; *Regest. Vatic.*, t. CVII, n. 976; Vidal, *Procès*, etc., p. 696.

Ven. fratri Guidoni, episcopo Elnen., et dilecto filio Hugoni Augerii, canonico Narbonen., salutem, etc. — Dudum intellecto quod tu, frater episcope, contra nobilem virum Ademarium de Mosseto, Elnen. diocesis, super certis capitulis heresim et errores tangentibus de quibus idem Ademarius suspectus dicebatur existere, volens procedere, ut debebas, eundem nobilem tam vigore litterarum nostrarum inde tibi directarum quam iure potestatis ordinarie citari feceras ut certo sibi prefixo termino coram te responsurus [super] dictis capitulis compareret, et quod ipse Ademarius moliendo declinare absque iusta et rationabili causa forum tuum parere citationi huiusmodi non curarat, nos volentes quod super eodem negotio pure ac iuste, cessante suspicione qualibet, procederetur, ven. fratrem nostrum Johannem, episcopum Magalonen., in eodem negotio per nostras certi tenoris litteras duximus adiungendum, dantes tibi et eidem episcopo per easdem litteras in mandatis ut tu et ipse, vocato dilecto filio . . inquisitore heretice pravitatis in illis partibus auctoritate apostolica deputato, vel eius vices gerente, ac una cum ipso, in loco seu locis non suspectis de quibus tibi ac dicto Magalonen. episcopo videretur, etiam extra vestras vel alterius vestrum civitates et dioceses super dicto negotio, iuxta statuta canonum et privilegia concessa officio Inquisitionis pravitatis predicte solerter et fideliter procedere, ac habendo pre occulis solum Deum complementum exhibere iusticie studeretis, prout in nostris inde confectis litteris plenius continetur. Verum cum [*orig.* : tam] predictus Magalonen. episcopus absens et in remotis partibus esse dicatur, nec de eius vicino redditu speretur ad presens, Nos... te, fili Hugo, in huiusmodi negotio prefato Magalonensi episcopo tenore presentium subrogamus. Quocirca discretioni vestre per apostolica scripta manda-

mus quatinus, vocato dicto inquisitore, vel eius vices gerente, ac una cum ipso in premissis solerter et fideliter procedere ac complementum iusticie reddere studeatis... — Datum Avinioni, idus ianuarii, anno XVIII.

1. Voir sur cette affaire les n. 130 *bis*, 130 *ter*, 132, 135-136 et notre mémoire : *Procès d'Inquisition*, etc.

— 140 —

Le pape informe le roi de France des mesures prises jusqu à ce jour à l'endroit des poursuites exercées par certains inquisiteurs contre des défunts non convaincus d'hérésie de leur vivant. Le pape a défendu que l'on prononçât des sentences contre de telles gens avant d'avoir pris son propre avis. Il a confié l'examen de cette question d'abord à deux, puis à quatre cardinaux, devant lesquels a comparu l'inquisiteur de Carcassonne. Cette commission n'a point terminé ses travaux. — Avignon, 10 mars 1334.

Reg. Vat., t. CXVII, fol. CXCII v°, n. 965.

Regi Francie. — Ex serie quarumdam litterarum regiarum nobis presentatarum hiis diebus preteritis per dilectum filium magistrum Guidonem Baudeti, decanum ecclesie Parisien., clericum regium, percepimus excellentie fuisse regie intimatum quod gentes nostre dilectis filiis.. inquisitoribus heretice pravitatis Tholose et Carcassone inhibuerant ne de crimine heresis inquirendo se intromitterent specialiter contra illos qui mortui fuerant non confessi de crimine antedicto; ideoque circumspectio regia nos rogabat ut mandatum deberemus huiusmodi revocare, cum de hiis consueverint dicti inquisitores etiam contra mortuos inquirere a tanto tempore de quo memoria in contrarium non existit. Ad que providentie regie taliter respondemus quod verum est quod clamosa insinuatio ad nostrum fratrumque nostrorum perduxit auditum quod inquisitores ad proferendum sententias super dicto crimine contra mortuos, non servata iustitia, in grave heredum ipsorum preiudicium et totius ipsorum generis procedebant et procedere intendebant. Nos itaque cum fratribus

nostris super hiis deliberatione prehabita diligente volentes de hiis que contra inquisitores proposita fuerant informari plenius ac taliter providere quod nec crimen impunitum remaneat et mortuorum qui conqueri nequeunt iustitia illibata servetur, dictis inquisitoribus de fratrum eorumdem consilio scripsimus ne ad condempnandum vel absolvendum aliquem mortuum, qui de heresi de qua cum viveret non fuisset confessus, procederent nisi prius nobis consultis super hoc et omnibus processibus originalibus factis contra defunctos huiusmodi, si tunc essent completi, alioquin cum essent completi, per nuntios fideles integraliter nobis missis [1]. Postque .. [2] inquisitore Carcassonen. comparente personaliter coram nobis, nos de fratrum eorundem consilio examinationem dicti negotii, ut dictum negotium expeditionem (*sic*) consequeretur exitum, commisimus dilectis filiis Jacobo [3], sancte Prisce, et Raymundo [4], tituli sancti Eusebii, presbiteris cardinalibus, qui pro eo quod in partibus illis episcopi fuerant ac frequenter in negotiis Inquisitionis interfuerant habere poterant promptius noticiam de predictis. Qui tandem inquisitore presente relatione facta in consistorio nobis et dictis fratribus de predictis, cum inquisitor cum relatione predictorum cardinalium concordaret in omnibus, pluries ipsos audivimus hinc et inde. Tandem ut negotium posset promptius expediri duobus prefatis cardinalibus adiunximus dilectos filios nostros Petrum [5], tituli sancti Martini in Montibus, et Petrum [6], tituli sancti Stephani in Coeliomonte presbiteros cardinales, qui una cum duobus prefatis vel eorum altero procederent in negotio antedicto. Hec sunt que fecimus in predictis multorum clamoribus excitati qui multa conmita (*sic*) illicita per inquisitores contra mortuos specialiter asserebant. — Datum Avinioni, VI idus marcii, anno XVIII.

1. Voir cette bulle, n. 106.
2. Henri de Chamay, n. 84, note 1.
3. Jacques Fournier; n. 24, note 1.
4. Raymond de Mostuéjouls; n. 22, note 3.
5. Pierre de Chappes; n. 46, note 3.
6. Pierre Tissier de Saint-Antonin; n. 67, note 7.

— 141 —

Jean XXII annonce au roi que Thomas Walleis a été retiré des mains des inquisiteurs dont il avait à se plaindre et enfermé dans les prisons du pape [1]. *Sa cause a été confiée aux deux cardinaux Jacques Fournier* [2], *du titre de Sainte-Prisque, docteur en théologie, et Raymond de Mostuéjouls* [3], *du titre de Saint-Eusèbe, tous deux experts dans les choses d'Inquisition, pour y avoir été mêlés dans la province de Toulouse. On traite ce religieux aussi humainement que possible.* — Avignon, 20 mars 1334.

Reg. Vat., t. CXVII, n. 1007; Denifle, *Chartul.*, t. II, p. 440, n. 986 (*in ext.*).

Regi Francie. — Si nuncios primos... — Datum Avinioni, XIII kalendas aprilis, anno XVIII.

1. Voir n. 129, note 3.
2. N. 24, note 1.
3. N. 22, note 3.

BENOIT XII

(1334-1342)

BENOIT XII

(1334-1342)

— 142 —

Benoît XII ratifie la concession faite par l'évêque, approuvée par le chapitre de Pamiers, de l'office de notaire des causes civiles de l'officialité diocésaine en faveur d'Arnaud Raymond Falcou, familier du pape, en raison des services par lui rendus à Benoît XII tandis qu'il était évêque de Pamiers et à la tête du tribunal de l'Inquisition. — Avignon, 23 février 1335

Reg. Vat., t. cxx, n. 849; J.-M. Vidal, *Benoît XII, Lettres communes*, n. 2301; cf. novam confirm. postulatam ab Arnaldo Raymundo, *Supplicat Clem. VI*, t. ii, fol. 170.

Dilecto filio Arnaldo Ramundi Falconis [1], clerico Appamiarum, familiari nostro, salutem, etc. — Affectus benivolentie specialis quem ad personam tuam intuitu tue placide familiaritatis gerimus et habemus, et obsequiorum gratitudo continua que nobis ab olim fideliter impendisti et exhibere sedulis et devotis studiis non desistis [ ], nos excitant et inducunt ut personam tuam favore benivolo prosequentes votis tuis liberaliter annuamus. Sane oblata nobis tua petitio continebat quod nuper venerabilis frater noster Dominicus [2], episcopus Appamiarum, attendens et considerans gratum servitium per te ecclesie Appamiarum in officio Inquisitionis heretice pravitatis tempore quo dudum, antequam ad cardinalatus honorem et deinde ad apostolicam dignitatem et regimen universalis ecclesie, licet inmeriti, essemus assumpti, prefate ecclesie Appamiarum prefuimus, fideliter impensum; tam ob hoc quam ex aliis iustis et rationalibus causis in aliquo remunerare te volens, tabularium causarum civilium curie sue officialatus Appamiarum cum

medietate totius emolumenti ratione omnium scripturarum ad idem tabularium pertinentium exinde proventuri, tibique tanquam benemerito per suas litteras ad vitam tuam dedit et concessit pro se suisque successoribus ac etiam assignavit; volens et concedens nihilominus quod tu tabularium ipsum regere ac ei deservire valeres communibus expensis totius prefati emolumenti eiusdem tabularii per te vel per sufficientem et ydoneum sustitutum; quodque postmodum dilecti filii capitulum prefate ecclesie Appamiarum donationem seu concessionem huiusmodi tabularii predicti per dictum episcopum tibi ut premictitur factam gratam et acceptam habentes confessi fuerunt eandem de ipsorum assensu et consilio esse factam, ipsamque donationem et concessionem laudaverunt, ratificaverunt et etiam approbaverunt; necnon et ad maiorem roboris firmitatem in premissis omnibus et singulis ipsorum consensum et assensum dederunt expresse, prout in quibusdam super hoc confectis patentibus litteris ipsius episcopi et publico instrumento dictorum capituli sigillis munitis, quorum tenores de verbo ad verbum presentibus inseri fecimus, plenius continetur. Quare nobis humiliter supplicasti ut donationem, concessionem et assignationem huiusmodi ipsius episcopi ad vitam tuam, ut premictitur, factas, necnon laudationem, ratificationem et approbationem predictas eorumdem capituli confirmationis nostre fulcire munimine dignaremur. Nos itaque, premissorum premeritorum tuorum obtentu, tuis in hac parte supplicationibus inclinati, premissa omnia et singula in litteris et instrumento predictis contenta rata habentes et grata, illa auctoritate apostolica ex certa scientia confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus.

Tenores vero dictorum litterarum et instrumenti tales sunt :

Frater Dominicus, Dei et apostolice Sedis gratia Appamiarum episcopus, dilecto nobis in Christo magistro Arnaldo Ramundi Falconis, clerico ac notario Appamiarum, salutem in Domino Ihesu Christo. Quoniam dignum est et rationi consonum ut illi qui Ecclesie fideliter deservierunt ab ea reportent commodum et honorem et quod propter eorum sufficientiam ac fidelitatem ad regimen officiorum ecclesiasticorum gratiose assumantur, igitur attendentes et considerantes gratum servitium ecclesie Appamiarum in officio Inquisitionis heretice pravitatis et alias, prout ex fidedignorum testimonio percepimus, dudum per te fideliter impensum tempore quo sanctissimus ni

Christo pater et dominus, dominus Benedictus papa XII preerat ecclesie Appamiarum predicte, de quibus (!) erga nos laudabiliter commendaris; ideoque consideratione servitii antedicti, obque reverentiam dicti domini nostri pape, et ex aliis iustis causis et rationibus, te volentes in aliquo remunerare de presenti, tabularium causarum civilium curie nostre officialatus Appamiarum tibi tanquam benemerito tenore presentium pro nobis et successoribus nostris damus ad vitam tuam et concedimus ac etiam assignamus cum medietate totius emolumenti ratione omnium scripturarum ad idem tabularium pertinentium exinde proventuri; quod regere et deservire valeas communibus expensis totius emolumenti dicti tabularii per te vel per sufficientem et idoneum sustitutum. In cuius rei testimonium sigillum nostrum duximus presentibus appendendum. Datum et actum Avinioni, in hospicio habitationis nostre, die vicesima mensis ianuarii, anno Nativitatis Domini millesimo trecentesimo tricesimo quinto.

In nomine Domini. Amen. Noverint universi quod nos Jacobus Albenonis, sacrista et prior claustralis, Germanus de Castronovo, archidiaconus, Hugo Artaudi, operarius, Bertrandus de Marcafabba [3], precentor, Guillermus de Sancto Michaele [4], infirmarius, Petrus Durbanni, prior prioratus Sanctorum Baudilii [5] et Victoris [6], Arnaldus de Liphiaco, prior prioratus de Vallibus [7], et Bernardus de Combatorta, canonici ecclesie Appamiarum, ex certa scientia omnes unanimiter congregati in capitulo ecclesie memorate ad sonum campane, ut moris est, capitulum ibidem facientes et representantes, attententes et considerantes quam plurima grata servicia que magister Arnaldus Ramundi Falconis, clericus ac notarius curie officialatus Appamiarum, tempore quo Sanctissimus in Christo pater et dominus, dominus Benedictus papa XII preerat ecclesie Appamiarum predicte, fideliter eidem ecclesie impendit adhucque impendere non cessat, pro ea ac in officio Inquisitionis heretice pravitatis diligenter laborando, que cedunt ad honorem et utilitatem ecclesie Appamiarum predicte; ob quorum servitiorum remunerationem ac honorem dicti Domini pape reverendus in Christo pater dominus Dominicus, Dei gratia Appamiarum episcopus, eidem magistro Arnaldo Ramundi, tanquam sufficienti et ydoneo, tabularium causarum civilium curie officialatus Appamiarum dedit perpetuo et concessit gratiose, prout in patentibus

litteris ipsius domini episcopi suo sigillo impendenti nobis ostensis, presentatis, ac per notarium infrascriptum perlectis, sigillatis, plenius et latius continetur; idcirco nos capitulum ecclesie predicte donationem seu concessionem dicti tabularii eidem magistro Arnaldo Ramundi tanquam benemerito debite ac iuste factum, gratam et acceptam habentes, confitemus eandem donationem de nostro consilio et assensu factam esse, et easdem donationem et concessionem laudamus, ratificamus et approbamus, et nostrum consensum et assensum premissis omnibus et singulis impertimur ad maiorem roboris firmitatem, et ad premissorum omnium testimonium; et ad maiorem ac perpetuam roboris firmitatem de premissis habendam nos capitulum predictum huic presenti publico instrumento sigillum nostrum apponi iussimus et appendi. — Acta fuerunt hec in dicto capitulo prefate ecclesie Appamiarum, vicesima nona die mensis ianuarii, anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo tricesimo quinto, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri, dicti domini Benedicti pape XII, anno primo; domino Philippo, Dei gratia Francie rege regnante, et dicto domino Dominico, Appamiarum episcopo presidente; presentibus discretis viris dominis Arnaldo de Rivobuxa [8], Bernardo Galliri, Bernardo Guillermi, presbiteris prebendariis seu beneficiatis in dicta Appamiarum ecclesia, Petro de Beciaco, clerico de Appamiis, et Arnaldo Orfaudi, serviente curie terre Pariagii inhiti inter dominum nostrum Francie regem et dictam ecclesiam Appamiarum testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Et ego Bertrandus de Pulchro Stramine(?), de Appamiis, tabellio seu notarius auctoritate apostolica et regia publicus, qui ostensioni et presentationi dictarum litterarum, laudationi, ratificationi, approbationi donationis et concessionis predictarum tabularii memorati et aliis premissis omnibus una cum prenominatis testibus interfui, et easdem litteras coram dicto capitulo in latino de verbo ad verbum et coram eisdem testibus perlegi et cartam istam recepi, scripsi et mea manu propria in hanc publicam formam redegi, et signo meo consueto quo in aliis predicta auctoritate apostolica publicis utor instrumentis signavi, vocatus, rogatus et requisitus.

Nulli ergo, etc., nostre confirmationis..., etc.

Datum Avinioni, VII kalendas martii, anno primo.

1. Arnaud Raymond Falcou, « clerc de Pamiers, notaire du roi de France et de l'évêque, » est un membre subalterne du greffe de l'Inquisition de Pamiers. Il assiste et supplée les notaires attitrés en trois circonstances (ms. Vat. lat., *4030*). Son rôle est surtout d'enregistrer les actes dressés par d'autres (ex. : fol. 161 v°, 133, etc.). Il fut fait notaire apostolique le 5 août 1325. *Regesta Aven.*, Joan. XXII, t. XXI, fol. 154. Benoît XII le retint à son service comme « familier et commensal » *Regest. Vatic.*, t. CXLVII. n. 771. En l'an 1335, l'évêque Dominique Grima lui attribua la charge de notaire des causes civiles près l'officialité de Pamiers, avec la moitié seulement des émoluments. Cette concession, approuvée par le chapitre, fut confirmée par le pape (bulle ci-dessus). Comme Falcou, qui ne résidait pas, avait quelque peine à recueillir la part d'émoluments qui lui revenait, Clément VI désigna des exécuteurs chargés de lui faire rendre justice. *Reg. Vat.*, t. CXLVII, n. 771; Vidal, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers*, p. 103-104.

2. Dominique Grima; voir n. 82, note 1.

3. Marquefave (Haute-Garonne), cant. de Carbonne, arrond. de Muret.

4. Saint-Michel (Ariège), cant. et arrond. de Pamiers.

5. Saint-Bauzeil (Ariège), cant. de Varilhes, arrond. de Pamiers.

6. Saint-Victor-Rouzaud (Ariège), arrond. et cant. de Pamiers.

7. Vals (Ariège), com. et cant. de Varilhes, arrond. de Pamiers.

8. Ribouisse (Aude), cant. de Fanjeaux, arrond. de Castelnaudary.

— 143 —

Hervé de Trévalloet, victime de haines et de jalousies, a été accusé devant l'évêque de Quimper et les inquisiteurs de Tours d'avoir envoûté Pierre de Guergolle. Les juges, prévenus contre lui, ont fait procéder à la confiscation de ses biens et de ceux de sa famille, ont excommunié et emprisonné ses partisans, mis à la torture et livré au bras séculier ses domestiques. La cause est portée au tribunal de Jean XXII. L'un des inquisiteurs et le procureur des Guergolle, venus à Avignon pour se justifier, s'enfuient au moment critique. Pour en finir, à la requête de l'accusé, Benoît XII désigne trois commissaires qui citeront l'évêque de Quimper, les inquisiteurs et les autres intéressés. — Avignon, 15 mars 1335.

Reg. Vat. t. CXIX, n. 161; J.-M. Vidal, *Benoît XII, Lettres communes*, n. 2304 (analyse); *Affaire d'envoûtement au tribunal d'Inquisition de Tours*, dans *Annales de Bretagne*, juillet, 1903, p. 491 (*in ext.*).

Dilectis filiis .. [1] abbati monasterii de Calma [2], Nanneten. diocesis, et .. thesaurario Veneten., ac Henrico de Bellomonte,

canonico Nanneten. ecclesiarum, salutem, etc. — Officii nostri debitum exigit ut cuique poscenti iustitie plenitudinem impendamus. Nuper siquidem pro parte nobilis viri Hervei, domini de Trevalloet [3], Corisopiten. diocesis, tam suo quam sibi adherentium nomine fuit nobis expositum cum querela quod dudum nobilis vir Johannes, dominus de Guergolle [4], ac Johannes, patruus suus, domicellus dicte diocesis et quamplures alii sui emuli et inimici capitales ex odii preconcepto rancore et conficta conspirationis malicia secrete ac latenter detulerunt ipsum Herveum super sortilegio heresim sapiente, quod *invultuatio* in illis partibus vulgariter nuncupatur; denunciando eum quod invultuasset condam Petrum, dominum dicti loci de Guergolle, prefati Johannis, domini de Guergolle, patrem, ac sibi ob hoc mortis occasionem dedisset; hec exponentes coram bone memorie Alano [5], episcopo Corisopiten. et dilectis filiis Johanne Aufredi [6] et Alano Thome [7], ordinis fratrum predicatorum, inquisitoribus heretice pravitatis in illis partibus, affinibus et faventibus parti adverse, super predictis subornatis, et toto illicito conatu procedentibus. Quodque ipsi delatores et emuli occulte produxerunt adversus eumdem Herveum super premissis coram eisdem episcopo et inquisitoribus tres falsos testes, domesticos suos, pretio corruptos ac maligne instructos, et subornatos per eosdem delatores et emulos, vilissime quidem conditionis et infames; ad quorum simplicem et occultam depositionem prefati episcopus et inquisitores proinde suspecti mandaverunt et fecerunt predictum Herveum ignorantem et absentem, nec citatum, seu vocatum, super hiis suis bonis omnibus totaliter spoliari; et etiam dilectam in Christo filiam Catherinam de Ponte, uxorem, et fratres ipsius Hervei, non suspectos, nec delatos super predictis bonis eorum propriis exui contra ius et iusticiam et consuetudinem patrie per potentiam et curiam secularem. Et licet prefatus Herveus quamprimo hec ad suam notitiam pervenerunt recusasset dictum episcopum et inquisitores ut suspectos, et ab eis ad Sedem apostolicam supradicto nomine appellasset, et huiusmodi appellationem cum solemnitate iuris et ut debuerat insinuasset, iterque arripuisset ad dictam Sedem pro appellatione ipsa prosequenda et sua innocentia ostendenda; predicti tamen episcopus et inquisitores eum coram ipsis ad iudicium evocari fecerunt ad locum etiam sibi non tutum, neminem admittentes ad ipsius Hervei absentiam excusandum; ymo excom

municarunt et in arresto tenuerunt omnes pro eo comparentes, et eumdem Herveum contumacem reputarunt, quia non comparebat coram eis, licet minime teneretur; et tam in eum ob hoc, quam in omnes qui sibi darent consilium vel favorem excommunicationis sententiam fulminarunt. Et insuper fecerunt alios processus varios contra eum. Et tandem ipsi episcopus et inquisitores, ad instigationem dictorum delatorum et emulorum, confovendo et sequendo huiusmodi odium preconceptum, mandarunt quamplures domesticos ipsius Hervei capi et incarcerari diversisque tormentorum generibus lacerari; dictique domestici asperitate et gravedine tormentorum ipsorum compulsi, durantibus ipsi tormentis et propter eorum dolorem nimium, causa evitandi tale martirium, variabile testimonium protulerunt; quo emisso solum vi et metu tormentorum fuerunt etiam in odium dicti Hervei per ipsos episcopum et inquisitores ad certum ultimum supplicium condempnati, et ad illud postea deputati per iudicem secularem, quanquam eorum innocentiam super hoc ante et post huiusmodi sententiam et tunc et in deputatione huiusmodi publice promulgarent, celestem Curiam in testimonium evocantes.

Alter propterea dictorum inquisitorum quem dictus Herveus principalem asserit et procurator partis denunciantis venerunt ad romanam Curiam contra eum cum omnibus processibus et munimentis suis quibus eum aggravare valerent; intellecto quod felicis recordationis Johannes papa XXII predecessor noster de huiusmodi negocii meritis cognoscere intendebat, et cum sese ad recessum parassent, fuit ad instantiam ipsius Hervei per camerarium dicte Sedis, de mandato ipsius predecessoris, huiusmodi recessus prohibitus, ipsique fuerunt ad palatium apostolicum ad iudicium convocati; et demum etiam de dicti predecessoris mandato fuit iniunctum eisdem quod prosequerentur dictum negotium, ipsique suos processus defenderent, ac de illis predecessorem informarent eumdem; nec antea quam premissa efficerent de romana Curia predicta sub certa pena recederent. Quibus non obstantibus ipsi alter inquisitor et procurator se noctu de ipsa romana Curia contumaciter absentarunt, quamvis fuissent ex abundantia citati et diutius expectati.

Unde cum predictus Herveus ad presidium eiusdem Sedis iamdudum recursum habuerit pro iustitia super predictis obtinenda, sitque nudatus omnibus bonis suis et terrenorum neces-

sitati subiectus, ac dictus episcopus fuisset interim de rebus humanis exemptus, nobis devote ac humiliter supplicavit ut super premissis providere sibi sic nudato et bonis temporalibus egenti, cum hec, sicut asserit, adeo sint notoria quod nulla possunt tergiversatione celari, de ipsius Sedis clementia misericorditer dignaremur. Quia igitur iuris exigentia postulat ut quisquis patefacere volens suam innocentiam susceptricem inveniat iustitie ianuam, nec possit calumpnia prevalere, nos ob zelum ipsius iustitie, huiusmodi supplicationibus annuentes, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos, vel duo, aut unus vestrum, per vos, vel alium, seu alios, venerabilem fratrem nostrum Alanum [8], episcopum Corisopiten., supradicti Alani proximum successorem et inquisitores prefatos, necnon omnes alios qui sua crediderint interesse ex parte nostra peremptorie citare curetis, ut infra duorum mensium spatium post citationem huiusmodi Alanus episcopus, per se vel procuratorem ydoneum, si sua crediderit interesse, ac inquisitores predictos super omnibus et singulis supradictis sufficienter et plenarie informati, et cum prefatis processibus; necnon omnes alii, qui ut predicitur sua crediderint interesse, cum omnibus actis, iuribus, et munimentis suis ad dictum negotium facientibus personaliter conspectui apostolico se presentent; parti dicti Hervei super eis de iustitia responsuri, ac facturi et recepturi super illis quod iustitia suadebit. Diem vero citationis huiusmodi et formam et quicquid super predictis duxeritis faciendum, nobis per vestras litteras harum seriem continentes curetis quantocius fideliter intimare. — Datum Avinioni, idus martii, anno primo [9].

1. Michel de Tréal. *Gallia christ.*, t. XIV, col. 852.

2. La Chaume (Loire-Inférieure), comm. de Machecoul, chef-lieu de canton de l'arrond. de Nantes.

3. Trévalloet, localité que nous n'avons pu identifier. Les Trévalloet furent seigneurs de Pont-l'Abbé. *Supplic.*, t. XCII (Bened. XIII), fol. 160 v°.

4. Guergolle, ou mieux Quercorle (*castrum Cole*), dans l'archidiaconé de Poher (voir A. de Courson, *Cartulaire de l'abbaye de Redon*, Paris, 1863, p. 533), aujourd'hui *Corlay*, chef-lieu de canton du départ. des Côtes-du-Nord, arrond. de Loudéac; ou bien *Corlay-le-Haut*, localité voisine de la précédente.

5. Alain Gontier. Cf. n. 131, note 1.

6. Jean Aufred, ou Aufroid, frère prêcheur, de Poitiers, fut reçu maître en théologie, en 1327, par le chancelier de Paris, sur un ordre de Jean XXII (13 décembre 1327). Denifle, *Chartul.*, t. II, p. 304, n. 868; *Arch. für Litteratur,*

t. II, p. 220, n. 87. Il fut du nombre des théologiens qui, durant les mois de juillet et d'août 1335, discutèrent avec Benoît XII sur la question de la vision béatifique et sur le traité composé par le pape à ce sujet. Son nom : « Johanni *de Quolibet* (*sic*) inquisitori Pictavie, » figure dans le t. CXLVI, fol. 112 v°, des *Introitus et exitus*. Arch. Vaticanes; cf. Denifle, *Chartul.*, t. II, p. 453. Il eut pour successeur à l'Inquisition de Tours et de Poitiers frère Arnaud Mandavin, son commissaire, que le pape Clément VI nomma, e 28 février 1343, à la requête du procureur général des dominicains (n. 187, 188).

7. Religieux inconnu.

8. Alain Angall de Riec, évêque de Quimper avant 1335, mort avant 1353. Gams, *Series episcoporum*, p. 605; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 219; *Gall. christ.*, t. XIV, col. 883-884.

9. Dix ans après l'acquittement du sire de Parthenay, prononcé à Avignon en dépit de l'inquisiteur de Tours (n. 46, note 5), le tribunal chargé de veiller sur la foi des Bretons se trouvait engagé dans une affaire qui eut avec celle-là beaucoup de ressemblance.

Les Trévalloet et les Guergolle, hobereaux de Bretagne, se sont voué une haine mortelle. Pierre, châtelain de Guergolle, est, un jour, terrassé par un mal mystérieux, ou qui fut jugé tel. On prononce le mot d'envoûtement. Et on nomme les artisans du maléfice : Hervé de Trévalloet, Yvon Beseuc, son domestique, et, probablement, le prêtre Guillaume de Blemean, ou Blérachant, le baptiseur de la poupée de cire, plus tard mis au secret pour complicité. Il y a alors à la tête de l'Inquisition de Tours et du diocèse de Quimper deux religieux et un prélat parents ou amis des Guergolle. L'héritier du défunt, son oncle, damoiseau du pays, d'autres rivaux d'Hervé de Trévalloet s'en vont leur dénoncer le forfait et n'ont pas de peine à les gagner à leur cause. Ils ont la précaution, déclare l'accusé, de corrompre à prix d'argent trois de ses domestiques qui viennent, dans le plus grand secret, charger leur maître. Les inquisiteurs et l'évêque acceptent ces dépositions « viles et infâmes » et, à l'insu des intéressés, prononcent la saisie de leurs biens. Le duc de Bretagne, Jean III, exécute cette sentence.

A la nouvelle du désastre qui fond sur lui et sur les siens, Hervé de Trévalloet fait rédiger un acte de récusation et un recours au Saint-Siège, dont les juges reçoivent communication selon les règles. Puis il part pour Avignon, fort de son innocence.

C'est alors que Jean Aufroid, Alain Thomas et Alain Gontier lancent leur citation contre lui. Le lieu fixé pour la comparution n'est point sûr. Les amis ou parents de l'inculpé qui se présentent à sa place sont mis en état d'arrestation après avoir été excommuniés. A quoi bon d'ailleurs tenter d'excuser l'absent? Les juges n'admettent point d'excuses. Hervé est déclaré contumax et frappé d'excommunication; excommuniés sont ceux qui le conseillent ou le favorisent. La procédure se poursuit. Les juges sont talonnés par les délateurs qui leur communiquent leur haine.

Juges et dénonciateurs affichent cependant la préoccupation de baser solidement l'acte d'accusation. Ils feront parler les domestiques de leur victime. Déjà trois de ces subalternes leur ont rendu service. Mais ceux qu'ils interrogent maintenant se montrent durs à la détente. On les arrête, on les met au secret et à la question. Ils parlent sous le coup de la douleur; ils font des récits contra-

dictoires, qui ne satisfont personne. Ils deviennent gênants, non contents d'être inutiles. On s'en débarrasse en les livrant au bras séculier. Jusqu'au dernier moment, ils s'obstinent à crier leur innocence et à en appeler à la « Cour céleste » qui les entend.

Mais ces excès semblent effrayer ceux même qui les commettent. Et d'ailleurs la présence d'Hervé de Trévalloet auprès de la Curie commence à leur donner à penser. Jean Aufroid et le procureur de Jean de Guergolle estiment qu'il faut aller voir. Ils s'acheminent vers Avignon. munis de documents destinés à écraser leur adversaire. Mais, à Avignon, ils sentent le terrain glisser sous leurs pas. Jean XXII a résolu de traiter l'affaire à fond. Ils jugent prudent de s'en retourner en Bretagne. Hervé de Trévalloet a beau leur faire signifier par le camerlingue l'ordre de comparaître pour justifier leurs actes; en vain leur interdit-on de sortir de la ville avant la fin du procès, les deux Bretons s'en échappent à la faveur de la nuit.

Jean XXII meurt sur ces entrefaites. Alain Gontier, évêque de Quimper l'avait précédé ou le suivit dans la tombe. Hervé de Trévalloet expose alors au nouveau pontife, Benoît XII, l'état d'extrême dénûment où l'a jeté l'injuste spoliation et lui demande d'y porter remède. Le pape charge trois commissaires de procéder à la citation péremptoire des inquisiteurs et des autres intéressés; chacun desquels devra comparaître devant lui, avant quarante jours, porteur des actes du dossier et de tous autres documents qui pourront servir à le justifier. Ce mandat fut lancé le 15 mars 1335 (n. 143).

Les intéressés, obéissant à la réquisition pontificale, comparurent au jour marqué. Benoît XII confia d'abord leur cause à Raymond de Mostuéjouls, cardinal de Saint-Eusèbe, qui mourut le 13 novembre 1335, n'ayant pu que prendre contact avec eux. Annibal de Ceccano, évêque de Tusculum, assuma alors la direction des débats, qui furent longs. Hervé de Trévalloet et son domestique, Yvon Beseuc, protestaient vigoureusement de leur innocence. Ils faisaient surtout ressortir l'énormité de l'attentat commis, avant toute procédure, contre les membres de la famille de Trévalloet, dépouillés de leurs biens quoiqu'ils ne fussent point en cause. Jean Aufroid et son vicaire juraient que la spoliation n'avait été ni voulue ni ordonnée par eux. Le cardinal-commissaire se prononça d'abord sur ce point dont la solution devait aplanir bien des difficultés. Il ordonna la levée du séquestre et la restitution pure et simple des biens d'Hervé, d'Yvon et de la famille Trévalloet. Il décida aussi le transfert aux prisons apostoliques du prêtre Guillaume de Blemcan, compromis dans le prétendu complot et prisonnier de l'évêque de Quimper.

Benoît XII reprit pour son compte les dispositions de son commissaire et les compléta en consistoire public. Il voulut qu'avec le prêtre prisonnier on fît venir, aux frais des intéressés, tous les témoins jadis entendus et ceux dont la déposition paraîtrait utile à recevoir. Il exigea la remise des aveux extorqués aux domestiques d'Hervé morts sur le bûcher ou dans leurs cachots. Il ordonna la comparution des notaires de l'Inquisition qui devraient présenter leurs procès-verbaux dans leur expédition originale, non interpolés ni altérés. Il prescrivit la restitution intégrale des biens de la femme, de la mère, des frères et sœurs d'Hervé. Mais il voulut que celui-ci ne recouvrât, pour le moment, que ce qui lui serait nécessaire pour subsister lui-même et couvrir les dépenses du procès. Les évêques de Quimper et de Vannes furent chargés de présider, soit à la levée

du séquestre, soit à la réquisition des témoins (24 novembre 1336; cf. n. 158).

Sept mois s'écoulèrent sans que ces sages prescriptions reçussent un commencement d'exécution. Les prières d'Hervé et d'Yvon Beseuc ne purent venir à bout de la nonchalance des prélats Par ailleurs, le recrutement des témoins s'opérait à grand'peine. Hervé n'en pouvait trouver qui n'affichassent des prétentions exorbitantes. Sa fortune n'aurait pas suffi à payer leurs frais de déplacement. Benoît XII, informé, chapitra les prélats, en les chargeant de réduire ces exigences à de justes proportions (22 juin 1337; n. 167).

Ce nouveau mandat eut, à peu près, le sort du premier. L'évêque de Quimper se borna à expédier à Avignon le prisonnier réclamé par le pape. S'il essaya d'obtenir la levée du séquestre, il se heurta à l'opposition du duc de Bretagne. Troisième mandat, cette fois avec clauses comminatoires à l'adresse des prélats et du duc. On était au 13 décembre 1337 (n. 169).

Comment se termina le procès? Nous l'ignorons. Nos informations s'arrêtent avec ce dernier document, à la fin de 1337. Il n'est point douteux que Jean Aufroid ait mérité une punition. Mais il est à peu près certain qu'elle ne lui fut point infligée, sinon très légère. Il mourut à Avignon, vers 1342, étant encore en charge. Clément VI nomma son successeur, Arnaud Mandavin, le 28 février 1343. *Regest. Aven.*, t. LXVII, fol. 370. Peut-être le procès n'était-il point terminé à cette date.

— 144 —

Le pape exhorte Gaston [1], *comte de Foix, à faire rechercher activement et capturer dans ses domaines du Béarn les hérétiques vaudois qui s'y sont réfugiés, espérant y braver impunément l'inquisiteur de Toulouse* [2]. — Avignon, 29 mars 1335.

Reg. Vat., t. CXXX, n. 125, fol. 21 v°; Daumet, *Benoît XII*, n. 33 (*in ext.*).

Dilecto filio nobili viro Gastoni, comiti Fuxi. — Exponente nobis dilecto... — Datum Avinioni, IV kalendas aprilis, anno primo.

1. Gaston II, fils de Gaston Ier, comte de Foix en 1315; mort en septembre 1343. *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 353, 547, et Table des matières, au mot *Gaston II*, p. 1262-1263; de Mas-Latrie, *op. cit.*, col. 1603.

2. Pierre Brun : n. 59, note 1.

— 145 —

Le pape ordonne au ministre général des frères mineurs de recevoir dans son ordre Barthélemy Brugère, jadis fraticelle, partisan de l'antipape Pierre de Corbière, condamné par l'Inquisition, et récemment absous sous condition qu'il continuerait à expier son crime hors de sa prison. Après deux années, s'il persévère, il pourra être réadmis à la célébration des saints mystères[1]. — Avignon, 11 avril 1335.

Reg. Vat., t. cxix, n. 456; *Reg. Aven.*, t. i, fol. 248 v°; Riezler, *Vatikanische Akten*, n. 1722.

Dilecto filio ..[2] ministro generali ordinis fratrum minorum, salutem. — Compatiens et misericors in suis actibus sancta mater Ecclesia filiis excedentibus et deliris mavult mansuete ac modeste ignoscere quam in eos rigide ultionis iudicium exercere; tunc enim ad miserationis clementiam pronius inclinatur cum amplius de vera oris confessione presumit et de contritione cordis humili evidentius comprehendit et presertim peracta penitentia salutari. Porrecta siquidem nobis dilecti filii Bartholemei Brugerie, Albien. diocesis, presbiteri tui ordinis professoris, petitio continebat quod dudum, protho (*sic*) dolor ! tempore quo in abhominationem Dei et scandalum sancte matris Ecclesie Rome fuit erectum ab impiis et filiis Bellial simulacrum antipape, dictus Bartholomeus dilecto filio inquisitori heresis in Carcassonen. partibus extitit accusatus et per eum ad suum carcerem in penam ipsius Bartholomei per septennium condempnatus, pro eo quod in quadam ecclesia dicte diocesis in publica predicatione dixerat quod rumor erat quod duo erant pape, unus Avinioni et alius in dicta Roma quam imperator fecerat fieri et pro quo eorum ipse et eum tunc audientes orare deberent, an pro illo qui existebat Avinioni, vel pro eo qui erat in dicta Roma; ipsi audientes dictam suam predicationem viderent; sed cum fortiore ipse ac dicti audientes se tenere debebant. Et in festo beati Antonii[3] eiusdem ordinis ad quod fratres predicatores venerant idem Bartholomeus cum duobus ipsorum predicatorum in capitulo dixerat quod quando fuerat in illo passu misse in quo oratur pro domino papa, sibi acciderat cogitatio pro quo debebat orare, an pro verissimo Christi vicario romano

pontifice, vel pro antipapa iam dicto; ipsoque capto existente in dicto carcere per ministrum generalem dicti ordinis, qui tunc erat, habitu ipsius ordinis expoliatus et ad procurationem .. generalis procuratoris predicti ordinis in romana Curia de mandato felicis recordationis Johannis pape XXII, predecessoris nostri, habitus quem dictus Bartholomeus gestabat fratribus ipsius ordinis extitit assignatus; et postremo post longam per eum tolleratam penitentiam patienter per dictum inquisitorem pie consideratis patientia humili et conversatione devota idem inquisitor ipsum de prefato carcere misericorditer liberavit, certis sibi penitentiis iniunctis, utpote psalteriis et ieiuniis, et quod quam cito cum eo super executione ordinum et officii sacerdotalis existeret dispensatum, per triennium duas missas pro domino papa, unam de Sancto Spiritu et aliam de beata Virgine Maria celebrare teneretur, qualibet septimana. Quare nobis prefatus Bartholomeus supplicavit humiliter et devote quatinus secum ut huiusmodi penitentiam, sicut cupit, valeat adimplere, et alias commodius domino famulari super executione predicta dispensare ipsumque ad eam integre restituere misericorditer dignaremur. Quia igitur eadem sancta Ecclesia nulli claudit sue pietatis gremium ad eam humiliter redeunti, nos ad instar misericordiarum Patris et Domini miserentis ipsius Bartholomei piis et devotis in hac parte supplicationibus inclinati, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus eumdem Bartholomeum, nisi aliud canonicum obsistat, auctoritate nostra recipias et recipi facias in tuo et eius ordine supradicto, et si post duos annos post receptionem huiusmodi predictus Bartholomeus tibi emendatus bene videbitur cum eo eadem auctoritate dispenses ut in susceptis ordinibus secrete valeat celebrare ac etiam ministrare, iniuncto eidem quod salubriter conspexeris n iungendum. — Datum Avinioni, III idus aprilis, anno primo.

1. Voir sur cette affaire : n. 84, note 2.

2. Géraud d'Othon; n. 102, note 3.

3. Le 13 février, fête de la translation des reliques (n. 84, note 2).

— 146 —

Benoît XII invite Guillaume de Chanac, évêque de Paris, à rechercher et à se faire remettre les actes des procès intentés par son prédécesseur, Hugues de Besançon, et par l'inquisiteur de France au clerc Guérin, de L'Hay, accusé de maléfices et de sortilèges pratiqués contre diverses personnes de rang élevé. — Avignon, 24 avril 1335.

Reg. Vat., t. cxxx, fol. xxxii n. 161; Daumet *op. cit.*, n. 47 (anal.).

Venerabili fratri Guillelmo [1], episcopo Parisien. — Cum Guerinus, clericus, oriundus de villa De Lay [2], tue diocesis, qui super diversis horrendis sortilegiis, maleficiis et erroribus infamatus nostris carceribus detinetur, asserat quod ipse alias super nonnullis de dictis sortilegiis, maleficiis et erroribus tempore bone memorie Hugonis [3], episcopi Parisien., predecessoris tui, delatus et infamatus et propterea etiam carceri mancipatus, quedam de illis coram prefato predecessore tuo et dilecto filio . . [4] inquisitore heretice pravitatis in illis partibus auctoritate apostolica deputato confessus extitit et pro illis sibi fuit penitentia salutaris iniuncta, nichilominus subiungendo processus super predictis habitos existere penes dilectum filium Johannem de Sabaudia, notarium publicum in Viconovo, prope Parisien. ecclesiam, tunc temporis commorantem, nos de hiis et aliis quibusvis processibus habitis contra ipsum quomodolibet presertim quia contra certas excellentes personas machinatus suis dampnatis factionibus fuisse dicitur habere volentes certitudinem pleniorem, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus processus predictos, ubicumque vel apud quoscumque fuerint, perquiri faciens diligenter illos nobis in formam redactos publicam fideliter, integraliter, et celeriter mittere non postponas. — Datum Avinioni, viii kalendas maii, anno primo.

1. Guillaume de Chanac, docteur ès lois, archidiacre, puis (13 août 1332) évêque de Paris; patriarche d'Alexandrie, le 27 novembre 1342; mort en 1350. *Gall. christ.*, t. vii, col. 129-131; Eubel, *Hier.*, t. i, p. 81, 410.
2. L'Hay (Seine), canton de Villejuif, arrond. de Sceaux.
3. Hugues de Besançon; voir n. 92, note 1.
4. Aubert de Châlons; n. 89, note 2.

— 146 bis —

Dominique Grima, évêque de Pamiers, devra tenir la main à ce que son official n'empiète pas sur les droits et la juridiction du comte de Foix. Lui-même et ses officiers devront s'abstenir de molester les sujets de ce comte sous prétexte d'inquisition. — Avignon, 11 juin 1335.

Reg. Vat., t. cxxx, fol 56 r°, n. cccxxxvii; Daumet, *op. cit.*, n. 65, rubrique; Vidal, *Benoît XII, lettres secrètes*, n. 341 (*in ext.*).

Venerabili fratri Dominico [1], episcopo Appamiarum. — Ex conquestione dilecti filii nobilis viri Gastonis [2], comitis Fuxi, percepimus quod dilectus filius.. officialis tuus cognoscendo et diffiniendo de hiis que ad iurisdictionem ecclesiasticam de consuetudine vel de iure minime pertinent, iura et iurisdictionem dicti comitis de novo et indebite occupat et perturbat; quodque tu vel idem officialis, aut alii ministeriales tui sub pretextu Inquisitionis heretice pravitatis nonnullos prefati comitis subditos minus rationabiliter molestatis. Sane quia tuam decet solicitudinem sic prudenter et diligenter iura ecclesie tue manutenere ac defendere sicque pure fidei negotium, prout ad te spectat, prosequi catholice quod aliorum iura non usurpes vel turbes indebite, nec fermentum in eodem negotio quod sinceritatem eius inficiat misceatur, fraternitatem tuam attentius exhortamur in Domino eidem nihilominus iniungentes quatinus eundem officialem a novitatibus inferendis circa premissa vel attemptandis indebitis cohibeas et provideas nichilominus diligenter, quod sic pure sicque iuste per te tuosque ministros negotium fidei solerti adhibita diligentia pertractetur quod nullus nisi culpabilis, delatus, vel suspectus de fide ipsa fuerit per te vel ipsos contra sanxiones canonicas quomodolibet molestetur, nobis distincte ac seriose quicquid in premissis et eorum singulis egeris nichilominus rescripturus. — Datum Avinioni, III idus iunii, anno primo.

1. Voir n. 82, note 1.
2. Gaston II; voir n. 144 note 1.

— 147 —

Benoît XII exhorte le dauphin de Viennois Humbert[1] *à rechercher soigneusement les hérétiques vaudois réfugiés dans ses terres et à les livrer aux inquisiteurs.* — Avignon, 16 juin 1335.

Reg. Vat., t. cxxx, n. 345, fol. 58; Daumet, *op. cit.*, n. 69 (*in ext.*).

Dilecto filio nobili viro Humberto, Dalfino Viennensi. — Deducto nuper ad ... — Datum Avinioni, xvi kalendas iulii, anno primo.

1. Humbert II, fils de Jean II et de Béatrix de Hongrie, né en 1312; succède à son frère Guigue VIII, le 23 juillet 1333; vend l'État du Dauphiné à Jean, duc de Normandie, par un acte du 9 juin 1344; part pour la croisade en 1345; entre dans l'ordre des dominicains à Lyon, le 17 juillet 1349; devient prêtre à Avignon, le 25 décembre 1350; patriarche d'Alexandrie, le 1er janvier 1351; administrateur de l'église de Reims, le 30 avril 1352; meurt le 22 mai 1355. Guy Allard, *Histoire de Humbert II, dauphin de Viennois*, Grenoble, 1688; de Mas-Latrie, *op. cit.*, col. 1700; *Nouv. biogr. gén.* (Didot), art. *Humbert II*; U. Chevalier, *Répertoire*, etc.; Eubel, *Hier.*, t. i, p. 82, 440.

— 148 —

Le pape presse l'évêque de Valence de seconder de toutes ses forces l'œuvre de la répression des hérétiques vaudois entreprise dans son diocèse par les inquisiteurs de la foi. — Avignon, 16 juin 1335.

Reg. Vat., t. cxxx, fol. lviii, n. 344; Daumet, *op. cit.*, n. 68 (anal.).

Venerabili fratri ..[1] episcopo Valentin. — Ad nostri apostolatus pervenit auditum quod in terris tibi ratione Valentin. et Dien. ecclesiarum subiectis nonnulli latitant heretici presertim de secta dampnata Waldensium ibidem suis venenosis suggestionibus fideles inficere periculose nimium satagentes. Sane quia nisi predicti heretici extirparentur, ut expedit, magnum detrimentum fidei catholice ad cuius defensionem specialiter ex tui presulatus officio es astrictus et periculosa fidelium partium illarum scandala possent sequi, fraternitatem tuam attente requirimus tibique districtius iniungimus et mandamus quatinus consideranter attendens quod multum periculosa et reprehen-

sibilis tua si, quod absit, interveniret negligentia, existeret in hac parte tuum officium circa perquirendos diligenter et fideliter dictos hereticos, ac capiendos et puniendos exercere solerti adhibita diligentia non omittens, dilectis filiis inquisitoribus [2] heretice pravitatis auctoritate apostolica deputatis in illis partibus assistere super hiis prout ad ipsos pertinuerit studeas auxiliis, consiliis et favoribus oportunis. — Datum Avinioni, xvi kalendas iulii, anno primo.

1. Aymar de la Voulte prévôt de l'église d'Apt; évêque de Viviers, le 16 août 1326; transféré à Valence et Die, le 22 avril 1331; et, de nouveau, à Viviers, e 24 janvier 1337; mort en 1365. *Gall. christ.*, t. xvi, col. 323, 574-575; Albanès, *Gall. chr. noviss.*, t. i, col. 300 (23); Eubel, *Hier.*, t. i, p. 543, 565.
2. L'un de ces inquisiteurs était Guillaume de Montrond; n. 129, notes 3, 4.

— 149 —

A la demande de Guillaume de Montrond, inquisiteur de Provence, le pape ordonne aux prélats, aux inquisiteurs, aux seigneurs temporels et aux villes de Lombardie de se prêter à la capture de certains hérétiques de l'Embrunois et d'autres contrées de Provence, réfugiés au delà des Alpes. — Avignon, 13 avril 1336.

Reg. Vat., t. cxxxi, fol. xix, n. 65.

Venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis et dilectis filiis inquisitoribus heretice pravitatis, necnon nobilibus viris baronibus et dominis temporalibus quibuscumque ac communitatibus et universitatibus in partibus Lombardie constitutis. — Exposuit nobis dilectus filius Guillelmus de Monterotundo [1], ordinis fratrum minorum, inquisitor heretice pravitatis in provincia Provincie auctoritate apostolica deputatus, quod nonnulli heretici Ebredunen. et aliarum terrarum infra provinciam sibi decretam consistentium, ut manus eiusdem inquisitoris effugiant suosque diffundant lacius dampnatos errores et hereses, se ad partes vestras sepius transferunt ibique nituntur tanquam vulpecule demolientes vineam Domini Sabahot latitare. Cum autem expediat tales notos fieri et de medio fidelium, ne gregem Domini cum sua venenosa contagione inficiant, extirpari, vos

et vestrum singulos attente requirimus et in Domino exhortamur vobis nichilominus districtius iniungentes quatinus tanquam viri catholici et orthodoxe fidei zelatores, cum per prefatum inquisitorem vel certos ipsius nuncios requisiti fueritis, dictos hereticos capiatis et captos sub fida et tuta custodia eidem inquisitori ad expensas eiusdem Inquisitionis officii remittatis. — Datum Avinioni, idus aprilis, anno secundo.

1. Voir n. 129, notes 3, 4.

— 150 —

Le pape mande à l'évêque de Paris de faire conduire sous bonne garde, à Avignon, le nécromancien anglais Guillaume Altafex, accusé de maléfices. — Avignon, 13 avril 1336.

Reg. Vat., t. CXXXI, fol. XIX, n. 66; Daumet, *op. cit.*, n. 160 (anal.); Hansen, *Quellen und Unters. zur Gesch. des Hexenwahns*, p. 8, n. 8.

Venerabili fratri .. [1] episcopo Parisien. — Volentes Guillelmum Altafex [2], nigromanticum, de Anglia, qui pro quibusdam maleficiis seu factionibus ab eodem perpetratis ut asseritur tuis detinetur mancipatus carceribus, ad Sedem apostolicam certis ex causis adduci, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus eundem Guillelmum ad dictam Sedem quantocius mittere sub fida custodia non postpoñas. Et nichilominus quasdam laminas cum quibus operari dicebatur in eisdem maleficiis et factionibus componendis perquiri ac recuperari et transmitti nobis facias, prout dilectus filius magister Guillelmus Lombardi [3], canonicus Mirapiscen., officialis Avinionen., premissa designando clarius tibi scribit. — Datum ut supra.

1. Guillaume de Chanac; voir n. 146, note 1.

2. Guillaume Lombard, official d'Avignon, reçut, le 1er juin 1336, commission de lui faire un procès (n. 152).

3. Guillaume Lombard était probablement originaire du diocèse de Mirepoix ou de celui de Pamiers. Cela explique la faveur qu'il trouva auprès de Benoît XII. Quelques jours à peine après son élection, celui-ci lui conféra un canonicat dans l'église de Mirepoix, *sub exspectatione praebendae, dignitatis vel personatus, vel officii.* A cette date (9 février 1335), Guillaume, docteur ès lois, était professeur à l'Université de Toulouse. Arch. Vatic., *Regest. Aven.*, t. XLVIII,

fol. 40 v°; J.-M. Vidal, *Benoît XII*, n. 315. Le 28 mai suivant, il est nommé curé d'Antioque dans le diocèse de Mirepoix, mais il abandonne l'expectative d'une dignité ou d'un personnat dans le chapitre de Mirepoix. *Reg. Vatic.*, t. cxx n. 57; Vidal, *op. cit.*, n. 151.

Le 3 octobre, le pape lui confère une prébende dans ce même chapitre. *Reg. Vat.*, t. cxix, n. 806; Vidal *op. cit.*, n. 247. Le 3 décembre il le nomme official d'Avignon. *Reg. Vat.*, t. cxxx, fol. 136 v°, n. 701; Vidal, *op. cit.*, n. 43*a*. Guillaume devient alors « familier » du pape et réside *in curia*. Le 17 juin 1336, il reçoit un mandat d'inquisiteur pour Avignon et les localités où se trouvera le pape (n. 153). Il devenait urgent de purger la ville et la cour pontificale d'une quantité d'hérétiques, de schismatiques et de sorciers qui s'y croyaient en sûreté. Nombreux sont les coupables dont Guillaume Lombard reçoit mission de faire le procès : le nécromancien Guillaume Altafex (n. 150, 152), le fraticelle Guillaume de Castiglione (n. 157, 170); les sorciers Pierre Delcasse et Jean de Sauves (n. 161); le fraticelle André de Galiano (n. 162, et notes), Jean Christophe, avocat d'Avignon (n. 165); le moine Raymond Amélius, du monastère de Saint-Polycarpe, hérétique béguin (mai 1337-septembre 1338), dont le procès a été publié par Mgr Douais, *La procédure inquisitoriale en Languedoc au* xiv[e] *siècle d'après un procès inédit de l'année 1337*, Paris, 1900, p. 31-89; deux sorcières du diocèse de Viviers, Catherine Andrieu et Simone Guiot (n. 171), etc.

Le 13 septembre 1337, Benoît XII avait récompensé son ami en lui donnant la prévôté de Barjols, au diocèse de Fréjus, possédée par le défunt cardinal Arnaud de Vie. *Reg. Aven.*, t. li, fol. 211 v°; Vidal, *op. cit.*, n. 4323.

— 151 —

Citation lancée contre le franciscain Raymond Richard, auteur d'un opuscule contenant nombre d'erreurs qui ont fait scandale à Paris et à Montpellier. Ce moine, originaire de la province de Provence, est actuellement résidant à Naples. — Avignon, 7 mai 1336.

Reg. Aven., t. l, fol. 450 v°; *Reg. Vat.*, t. cxxii, n. 625, *de Curia*.

Venerabilibus fratribus .. [1] archiepiscopo Neapolitano, ac .. [2] Nolan. et .. [3] Suessan. episcopis, salutem, etc. — Vas electionis decor (*sic*) egregius et eximius predicator Paulus apostolus perversitatem eorum qui sanctorum Patrum doctrinis et eruditionibus non contenti dum nova exquirere dogmata satagunt in errores varios et pernitiosos plurimis et maxime simplicibus prolabuntur provide refrenare desiderans non plus sapere quam oportet sapere, sed sapere ad sobrietatem salutari doctrina

suggessit. Hanc igitur apostolicam disciplinam, sicut miranter audivimus, Raymundus Riccardi, de provincia Provincie oriundus, ordinis fratrum minorum, minime apprehendens ne quando irasceretur Dominus contra eum et de via iusta lapsus in devium deperiret, quoddam libellum, dum esset Parisius, de erronei cordis archivi dicitur fabricasse in quo multi et varii continentur errores; dictumque libellum una cum quibusdam litteris ad Montepessulanum, Magalonensis diocesis, sicut fertur, temere destinavit; ex cuius missione libelli propter dictos errores contentos in eo in dicto loco Montispessulani magnum, ut dicitur, scandalum est exortum. Quia igitur de veritate premissorum per eundem Raymundum volumus informari, fraternitati vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos vel duo aut unus vestrum per vos, vel per alium, seu alios eundem Raymundum, Neapoli sicut accepimus commorantem, quamprimum poteritis post receptionem presentium, peremptorie ex parte nostra citetis ut infra duorum mensium spatium post citationem vestram cum predicto libello personaliter apostolico se conspectui representet, nostris et apostolice Sedis super premissis mandatis et beneplacitis pariturus et alias super hiis facturus et accepturus quod eius super hiis merita vel demerita postulabunt. Diem vero huiusmodi citationis et formam et quidquid super hiis duxeritis faciendum nobis per vestras patentes litteras harum seriem continentes, quantotius intimare curetis. — Datum Avinioni, nonis maii, anno secundo.

1. Jean Orsini, chapelain du pape, promu le 23 décembre 1327; mort en 1358. Eubel, *Hier.*, p. 376.

2. Nicolas, évêque de Bisignano (2 avril 1319), puis de Nole (22 octobre 1331); mort en 1340. Eubel, *Hier.*, t. I, p. 140, 387.

3. Jean de Paolo, évêque de Sessa, depuis 1330. Gams, *Series episc.*, p. 921.

— 152 —

L'official d'Avignon, Guillaume Lombard, reçoit commission de faire justice des crimes imputés à Guillaume Altafex, nécromancien anglais, incarcéré dans les prisons papales. — Avignon, 1er juin 1336.

Reg. Vat., t. CXXXI, fol. XXXVII v°, n. 130; Daumet *op. cit.*, n. 185 (anal.).

Dilecto filio magistro Guillelmo Lombardi [1], canonico Mirapiscen. — Cum Guillelmus Altafex [2], clericus Londonien., pro maleficiis et factionibus aliisque detestandis excessibus ab eo commissis, ut asseritur, nostris detineatur carceribus mancipatus, nos volentes iustitiam super hiis exhiberi discretioni tue per apostolica [scripta] committimus et mandamus quatinus super premissis et ea quomodolibet tangentibus, tam cum eodem Guillelmo quam alias, prout rationis et iuris equitati videris convenire, solerti adhibita diligentia veritatem inquirens exhibere studeas iusticie complementum. — Datum ut supra [Avinioni, kalendis iunii, anno secundo].

1. N. 150, note 3.
2 Cf. n. 150.

— 153 —

Benoît XII commet Guillaume Lombard, official d'Avignon, pour procéder, selon les privilèges et les règles de l'Inquisition, contre les gens qui, en cour d'Avignon et dans les localités où se trouvera le pape, se rendront coupables de crimes d'hérésie, de schisme, de maléfice, de sortilège, et tenteront de corrompre la foi d'autrui. — Avignon, 17 juin 1336.

Reg. Vat., t. CXXXI, fol. XLIII, n. 153; Hansen, *Quellen*, etc., p. 8, n. 9 (anal.); Douais, *La procédure inquisitoriale en Languedoc au* XIV[e] *siècle*, p. 34.

Dilecto filio magistro Guillelmo Lombardi [1], canonico Mirapiscen., officiali Avinionen. — Inter multas solicitudines quas nobis officium apostolice servitutis indicit illa insidet potissimum cordi nobis ut splendor catholice fidei ubique resplendeat, errorum tenebris profugatis. Sane cum, sicut accepimus, apud romanam Curiam, ubi fidei eiusdem radius lucere debet clarius, sint et quandoque veniant persone iniquitatibus plene que suis heresibus et erroribus pessimis fidem ipsam quantum in eis est

corrumpere satagunt et alios in errores inducere non sine gravibus periculis moliuntur, nos obviari eisdem periculis ac faveri et observari sinceritatem ipsius fidei cupientes, de tue quoque fidelitatis et circumspectionis industria plenam in Domino fiduciam obtinentes, discretioni tue adversus quascumque personas ecclesiasticas vel mundanas, religiosas vel seculares de heresis, scismatis, maleficiorum, factionum, sortilegiorum vel aliis criminibus fidem predictam tangentibus suspectas, diffamatas, vel delatas, cuiuscumque status, ordinis, religionis, dignitatis vel conditionis existant, super hiis eorumque singulis vel ea quomodolibet tangentibus inquirendi et procedendi easque corrigendi et puniendi iuxta sanctiones canonicas et privilegia officio Inquisitionis heretice pravitatis concessa in eadem curia et ubi nos fuerimus, et alia faciendi et exercendi que circa hec fuerint quomodolibet oportuna; et insuper testes propterea necessarios coram te citandi per nuncios, vel litteras, tam in eadem curia quam extra eam; necnon eis de quibus tibi videbitur, qui propter premissa vel eorum aliqua fuerint excommunicationis vinculo innodati, absolutionis beneficium iuxta formam Ecclesie impendendi et invocandi, quotiens propter predicta opus extiterit, auxilium brachii secularis. Contradictores, etc. Non obstantibus quibusvis exemptionis vel aliis privilegiis, gratiis et litteris apostolicis sub quacumque forma vel expressione verborum quibuscumque personis vel locis religiosis vel secularibus ab apostolica Sede concessis, etiamsi de illis esset specialis et expressa de verbo ad verbum in presentibus mentio facienda, seu si aliquibus [*etc.*] plenam concedimus tenore presentium facultatem. — Datum Avinioni, xv kalendas iulii, anno secundo.

1. N. 150, note 3.

— 154 —

Citation lancée contre Menet de Robécourt, commissaire de l'inquisiteur de Carcassonne, à l'effet d'informer le pape au sujet de procès intentés à certains bourgeois d'Albi. — Pont-de-Sorgues, 31 juillet 1336.

Reg. Aven., t. XLIX, fol. 183 v°; *Reg. Vat.*, t. CXXI, n. 327; J.-M. Vidal, *Menet de Robécourt, commissaire de l'Inquisition de Carcassonne,* dans *Moyen âge,* 1903, p. 437.

Venerabili fratri..[1] episcopo Carcassonen., salutem. — Intendentes cum dilecto filio Memeto (*sic*) de Roberticuria[2], notario et commissario dilecti filii..[3] inquisitoris heretice pravitatis in senescallia Carcassonen. auctoritate apostolica deputati super nonnullis processibus contra dilectos filios Bernardum de Grava, licentiatum in legibus, Pontium Rogerii, Giraudum Colli[4], Bernardum Asturconis[5] et Durandum de Monteacuto, cives Albien., per eundem Memetum, ut dicitur, factis, certis ex causis plenius informari, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus per te vel alium seu alios eundem Memetum ex parte nostra peremptorie citare procures ut ipse infra unius mensis spatium a tempore citationis huiusmodi cum dictis processibus apostolico conspectui personaliter se presentet. Diem vero citationis huiusmodi et formam et quicquid inde feceris, nobis per tuas litteras seu instrumentum publicum harum seriem continentia nobis intimare fideliter quantotius non postponas. Datum apud Pontem Sorgie, Avinionensis diocesis, II kal. augusti, anno secundo[6].

1. Pierre Desprès, ou de Moussy, notaire du pape, archidiacre de Bayeux, puis successivement évêque de Meaux, 27 février 1321; de Viviers, 7 octobre 1325; de Bayeux, 16 août 1326; et de Carcassonne, 3 janvier 1330; il meurt vers 1338. *Gallia christ.*, VIII, col. 1634; t. XVI, col. 573; t. VI col. 897-898; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 127, 172, 349, 565.

2. Voir n. 28, note 2.

3. Henri de Chamay; cf. n. 84, note 1.

4. Un Giraud Coll avait été délégué, en 1306, par les consuls et la ville d'Albi pour obtenir justice de la Commission cardinalice. Douais *Documents*, etc., t. II, p. 319. Disons aussi qu'au nombre des prisonniers de l'Inquisition de Carcassonne, de 1300 à 1319, se trouvait Isarn Coll, d'Albi, condamné en 1319, *Regest. Clem. V*, n. 5238, 9163; cf. n. 3, 7, 11.

5. Un Bernard Astruc, bourgeois d'Albi, avait approuvé la délégation de Giraud Coll (cf. note précédente) en 1306. Douais, *op. cit.*, t. II, p. 318.

6. Autres documents se rapportant à cette affaire, n. 155, 176, 181; ayant trait à l'histoire de Menet de Robécourt, n. 28 (et note 2), 186 et 189.

— 155 —

Citation des bourgeois d'Albi molestés par Menet de Robécourt. — Pont-de-Sorgues, 1er août 1336.

Reg. Aven., t. XLIX, fol. 167 v°; *Reg. Vat.*, t. CXXI, n. 299; Vidal, *op. cit.*, p. 438.

Venerabili fratri .. [1] episcopo Albien. salutem, etc. — Intendentes super nonnullis certis negotiis cum dilectis filiis Bernardo de Grava, licentiato in legibus, Pontio Rogerii, Giraudo Colli, Bernardo Asturconis et Duranto de Monteacuto, civibus Albien., certis ex causis plenius informari, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus per te, vel alium, seu alios, Bernardum de Grava, Pontium, Giraudum, Bernardum Asturconis et Durandum predictos ex parte nostra peremptorie citare procures ut ipsi infra unius mensis spatium a tempore citationis huiusmodi apostolico conspectui se presentent. Diem vero citationis huiusmodi et formam et quicquid inde feceris nobis per tuas litteras, seu instrumentum publicum, harum seriem continentia nobis intimare fideliter non postponas. — Datum apud Pontem Sorgie, Avinionensis diocesis, kalendis augusti, anno secundo [2].

1. Pierre de Vie, petit-neveu de Jean XXII, archidiacre de Fenouilhet dans le chapitre de Narbonne, chapelain du pape, évêque d'Albi, le 15 juin 1334; mort vers 1337. *Gall. christ.*, t. I, col. 25-26; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 80; E. Albe, *Autour de Jean XXII*, dans *Annales de Saint-Louis-des-Français*, octobre 1902, p. 122-126.
2. Voir n. 154, 176, 181, 186, 189.

— 156 —

Benoît XII mande à Gaston II, comte de Foix, de faire arrêter et conduire à Avignon sous bonne escorte plusieurs individus, originaires de ses terres ou des environs, inculpés de maléfices et de pratiques démoniaques. — Avignon, 5 octobre 1336.

Reg. Vat., t. CXXXI, fol. 81 v°, n. 302; Daumet, *op. cit.*, n. 252 (anal.).

Dilecto filio nobili viro Gastoni [1], comiti Fuxi. — Cum Petrus de Coarasa [2], Nicolaus de Saintboys [3], ac dictus Lespaylier de Sola et Divinus de Salias [4], infra terras tue ditioni subditas seu tibi vicinas commorantes, de maleficiis et invocationibus demonum aliisque factionibus horrendis vehementer suspecti et diffamati publice ac culpabiles, sicut fidedigna relatio perduxit ad nostri apostolatus auditum, existant, nos volentes scire veritatem super premissis plenius cum eisdem, ut debite corrigi si veritas suffragetur relatibus valeant, et tales facinorose presumptiones vitentur, nobilitatem tuam rogamus, requirimus et in Domino attentius exhortamur quatinus supranominatos et eorum singulos capi solerter facias et ad nostram presentiam sub fida et secura custodia destinari [5], te taliter super hiis habiturus quod nos sinceram devotionem tuam quam ad Deum et Sedem apostolicam te habere indubie supponimus exinde commendare merito valeamus. — Datum Avinioni, III nonas octobris, anno secundo.

1. Gaston II; voir n. 144, note 1.
2. Coarraze (Basses-Pyrénées), canton de Nay-Est, arrond. de Pau.
3. Saint-Boès (Basses-Pyrénées), cant. et arrond. d'Orthez.
4. Salies, chef-lieu de cant., arrond. d'Orthez.
5. Le pape finit par envoyer, en décembre, des sergents d'armes quérir deux de ces coupables, Pierre de Coarraze et Devi de Salies (n. 159, 160). Ils furent conduits à Avignon et écroués à la prison papale, à la disposition de Guillaume Lombard, inquisiteur. Les registres des comptes de la Chambre témoignent de leur présence dans ces cachots en juin 1337. *Introitus et exitus*, t. CLXI, fol. 95. Leur entretien coûta 12 deniers par jour, soit 23 florins, du 14 janvier au 12 juin 1337.

— 157 —

Le pape désigne Guillaume Lombard pour poursuivre, en compagnie de Bertrand du Poujet, cardinal-évêque d'Ostie, et à la place de Bernard d'Albi, récemment promu à l'évêché de Rodez, le procès du franciscain Guillaume de Castiglione, inculpé d'hérésie et de schisme. — Avignon, 18 octobre 1336.

Reg. Vat., t. CXXXI, fol. XCIV, n. 348.

Dilecto filio magistro Guillelmo Lombardi[1], canonico Mirapiscen., iuris civilis professori. — Dudum ad audientiam nostram perducto quod Guillelmus de Castillione Piscaria, de Tuscia, ordinis fratrum minorum, romanam sequens curiam, erat de scismatis et heresis aliisque horrendis criminibus vehementer suspectus et etiam diffamatus, nos qui non solum in eadem curia sed ubique purgari crimina huiusmodi et extingi, ac puritatem et sinceritatem fidei orthodoxe prefulgere desideriis optamus intensis, venerabilibus fratribus nostris Bertrando[2], Ostien., et Bernardo[3], Ruthenen. episcopis, tunc decano ecclesie Belvacen., vive vocis oraculo duximus committendum ut super premissis et ea tangentibus, tam cum eodem Guillelmo quam alias, prout rationabiliter esset secundum sanctiones canonicas faciendum, veritatem diligenter inquirerent et exhibere iusticiam procurarent. Et licet ipsi ad aliquos actus ut intelleximus processerint iuxta tenorem commissionis per nos ut premittitur super hiis sibi facte; quia tamen dictus episcopus Ruthenen. de curia predicta recedens ad suam accessit ecclesiam Ruthenen., ulterius processum non extitit in negocio supradicto. Nos igitur nolentes negocium ipsum ulterius retardari, te super predictis loco prefati Ruthenen. episcopi tenore presentium surrogamus et adiungimus Ostien. episcopo memorato[4]; discrecioni tue per apostolica scripta mandantes quatinus sic solerter et fideliter te gerere una cum ipso studeas in hac parte quod inde valeas merito commendari. — Datum Avinioni, xv kalendas novembris, anno secundo.

1. Voir n. 150, note 3.

2. Bertrand du Poujet, cardinal du titre de Saint-Marcel, le 18 décembre 1316; évêque d'Ostie, le 18 décembre 1327; mort le 3 février 1352. Ciacconius, t. II, col. 409-410; Baluze, t. I, col. 725; Denifle, *Archiv für Litteratur*, t. II, p. 217-218; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 14; E. Albe, *Autour de Jean XXII*, dans *Annales de Saint-Louis-des-Français*, janv. 1903, p. 206-220.

3. Bernard d'Albi, né à Saverdun (Ariège), doyen de Beauvais, licencié en décret, chapelain de Benoît XII, fait par lui évêque de Rodez, le 31 janvier 1336, promu au cardinalat (titre de Saint-Cyriaque), le 18 décembre 1338; évêque de Porto, le 19 janvier 1349; mort le 23 novembre 1350. *Gall. christ.*, t. I, col. 217-218; Ciacconius, t. II, col. 477-478; Baluze, t. I, col. 820-822, 860-862; *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 479; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 17, 449.

4. Le procès fut terminé par Guillaume Lombard et par l'inquisiteur de Provence (n. 170).

— 158 —

La cause d'Hervé de Trevalloet a été d'abord débattue, en cour d'Avignon, devant le cardinal Raymond de Moustuéjouls, puis, pendant la maladie et après la mort de ce dernier, devant l'évêque de Tusculum, Annibal de Ceccano, qui, à la demande d'Hervé et de ses parents, prononça la levée du séquestre posé sur les biens de la famille. Il ordonna, en outre, que Guillaume de Blemcan, prêtre du diocèse de Léon, incarcéré par les inquisiteurs, fût conduit à Avignon. Le pape maintint cette dernière disposition et somma les intéressés de présenter leurs témoins, les dispositions des personnes, mortes ou vivantes, impliquées dans l'affaire, les actes authentiques des notaires, enfin tous les documents nécessaires à une information complète. De plus, il approuva la levée du séquestre de tous les biens des frères et de la femme d'Hervé, mais il la restreignit, pour ce dernier, à la part qui lui serait nécessaire pour se sustenter et subvenir aux frais du procès. Les évêques de Quimper et de Vannes sont chargés de présenter la citation aux parties et aux témoins. — Avignon, 24 novembre 1336.

Regest. Vatic., t. CXXII, n. 684; Vidal, *Affaire d'envoûtement*, etc., dans *Annales de Bretagne*, juillet 1903, p. 496 (*in ext.*).

Venerabilibus fratribus .. [1] Corisopiten. et .. [2] Veneten. episcopis, salutem, etc. — In causa que vertitur inter nobilem virum Herveum, dominum de Trevalloet, et Ivonem Beseuc, familiarem ipsius, Corisopiten. et Leonen. diocesum, ex parte una, et dilectos filios Johannem Aufredi, ordinis predicatorum, inquisitorem heretice pravitatis, et Alanum Thome, eiusdem ordinis, vicarium inquisitoris eiusdem in provincia Turonen., ex altera, super nonnullis criminibus et sortilegiis que in necem quondam Petri domini de Guergolle, eiusdem Corisopiten. diocesis, iidem Herveus et Ivo dicebantur nequiter perpetrasse, apud Sedem apostolicam de speciali commissione nostra, primo coram bone memorie Raymundo [3], tituli sancti Eusebii presbitero cardinali, tunc vivente, et deinde postquam ad nonnullos actus fuit per dictas partes coram eodem cardinali processum, eodem cardinali graviter egrotante et propterea in causa huiusmodi procedere non valente, coram venerabili fratre nostro Anibaldo [4], episcopo Tusculano, inter easdem partes diutius ventilata; ac demum dictis Herveo,

et Ivone offerentibus et exhibentibus nonnullis articulis super iure et innocentia eorumdem coram episcopo memorato, ac proponentibus etiam coram eo quod ipsi necnon fratres et sorores carnales dicti Hervei, ac nobilis mulier Caterina de Ponte uxor ipsius bonis suis omnibus mobilibus et immobilibus ante omnem actum iudicialem habitum contra eos de mandato dictorum inquisitoris et vicarii per secularem curiam fuerant spoliati; et petentibus ante omnia se restitui ad bona predicta, dictis inquisitore et vicario asserentibus quod bonorum predictorum spoliatio seu sequestratio facta non fuerat ad eorum instantiam vel mandatum; idem episcopus decrevit bona mobilia et immobilia ex causa predicta dictis Herveo et Ivoni ablata, arrestata, sequestrata seu quomodolibet accepta, fore eisdem reddenda et restituenda; et quod Caterine uxori eiusdem Hervei et Henrico fratri et aliis suis, quorum bona dicebantur propter predicta arrestata, ablata, sequestrata, seu alias accepta, restituerentur eisdem. Decrevit etiam quod Guillelmus de Blemcan, presbiter Leonen. diocesis, qui occasione premissorum per dictos inquisitorem et vicarium, seu de mandato ipsorum dicebatur carceri mancipatus, sub fida custodia ad romanam curiam mitteretur.

Quibus omnibus et nonnullis aliis premissa contingentibus relatis et propositis in Consistorio coram nobis super predicto negocio in dictarum partium presentia taliter duximus ordinandum: videlicet quod prefatus Guillelmus sacerdos, qui de dictorum inquisitoris et vicarii, ac etiam bone memorie Alani [5], episcopi Corisopiten., tunc viventis, mandato detentus fuerat et detinebatur adhuc in carcere venerabilis fratris nostri .. [6] episcopi Corisopiten., sucessoris eiusdem Alani episcopi, mancipatus, sub fida custodia, et alii testes qui fuerant alias super hiis examinati, si viverent, et generaliter omnes qui super hiis scire possunt quomodolibet veritatem et probabiliter deponere, et per utramlibet dictarum partium fuerint nominati, ad nostram presentiam sumptibus producentium personaliter evocentur. Attestationes quoque et confessiones illorum qui premissorum occasione dicuntur fuisse combusti vel in carceribus mortui, vel districti nobis etiam destinentur. Et quod etiam notarii publici, qui per dictos Herveum et Ivonem seu per eorum procuratores vel alterum eorumdem super dicto negotio dicuntur fecisse processus vel consignasse aliqua instrumenta, una cum dictis processibus seu instrumentis veris, perfectis, seu integris,

non truncatis, nec diminutis, nec alteratis ex nova fabrica, ad nostram presentiam similiter evocentur. Et quod in totum bona mobilia et immobilia eiusdem Caterine, uxoris dicti Hervei, matris et omnium fratrum et sororum ipsius, ob premissa vel eorum occasione arrestata seu detenta, dearrestentur et restituantur eisdem. Bona vero mobilia et immobilia dicti Hervei dearrestari et extra sequestrum poni modo volumus infrascripto; videlicet quoad omnem necessariarum suarum sufficientiam expensarum, et quoad omnes alias expensas litis huiusmodi pro advocatis, procuratoribus, notariis, testibus, nunciis et generaliter pro omnibus que in causa seu lite huiusmodi incunbunt vel incubuerunt facienda. Quocirca fraternitati vestre per apostolica scripta districte precipiendo mandamus quatinus vos, vel alter vestrum, per vos, vel alium, seu alios, predictos omnes ad nos, ut premittitur, evocandos peremptorie ex parte nostra citare ut infra duorum mensium spatium post citationem huiusmodi dicti notarii cum dictis processibus, seu instrumentis veris, perfectis et integris, ut prefertur, necnon alii testes expensis producentium, quas eis in veniendo ad presentiam nostram, stando in romana curia, et redeundo ab ea precipimus exhiberi, personaliter compareant coram nobis; ac nichilominus alia predicta omnia et singula per nos, ut premittitur, ordinata iuxta ordinationem huiusmodi executioni debite demandare curetis. Contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Non obstante [*etc.*] — Datum Avinioni, VIII kalendas decembris, anno secundo [7].

1. Alain Angall; voir n. 143.

2. Jean Le Parisy, évêque de Vannes en 1312, mort le 20 janvier 1339. Gams p. 650; *Gall. christ.*, t. XIV, col. 929; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 550.

3. Raymond de Moustuéjouls; voir n. 22 (note 3).

4. Annibal de Ceccano, chanoine de Beauvais (1303), de Paris et de Reims (1317), de Compostelle, de Braga, de Viseu, d'Autun, archidiacre de Beaune et d'Arras, chanoine de Saint-Pierre de Rome (16 septembre 1323), docteur en théologie, est fait archevêque de Naples, le 5 mai 1326; créé cardinal du titre de Saint-Laurent *in Lucina*, le 18 décembre 1327; évêque de Tusculum, en 1333; il meurt en 1350. Baluze, *Vitæ pap. Aven.*, col. 755; Ciacconius, t. II, col. 419-424; Denifle, *Chart.*, t. II, p. 281, note 4; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 15, 376.

5. Alain Gontier; voir n. 131.

6. Alain Angall; voir n. 143.

7. Voir sur cette affaire les n. 143 (note 9), 167, 169

— 159 —

Lettre de Benoît XII à Gaston de Foix, pour le féliciter de la capture de deux sorciers effectuée sur ses terres. Il lui envoie deux hommes d'armes chargés de conduire ces criminels à Avignon. — Avignon, 21 décembre 1336.

Reg. Vat., t. cxxxi, fol. ci v°, n. 372; Daumet, *op. cit.*, n. 253 (anal.); Hansen, *Quellen*, etc., p. 9, n. 12 (*in ext.*).

Dilecto filio nobili viro Gastoni[1], comiti Fuxi. — Nobilitatis tue insinuatione percepimus quod tu ferventem et purum ad Deum et fidem catholicam zelum habens, duos homines, videlicet Petrum de Coaraza, presbiterum, et dictum Devi de Solies, qui de sortilegiis, factionibus, maleficiis, magicis artibus et aliis detestandis criminibus diffamati publice vehementerque suspecti fore dicuntur, pridem in terris tuis Bearni capi fecisti eosque restituendos et assignandos Ecclesie, ut de predictis corrigi et puniri iusticia exigente valeant, tute facis in tuis carceribus custodiri. Cum autem eosdem homines ad Sedem apostolicam, ut de ipsis melius et plenius iusticia fieri valeat, velimus adduci, eamdem nobilitatem tuam requirimus et attentius in Domino exhortamur quatinus per dilectos filios nobiles viros Ramundum de Vonco, magistrum ostiarium, et Rogerium de Quinballo, servientem armorum nostros, quos propter ea specialiter destinamus, et alios de quibus pro tutiori custodia expedire videris per te super hoc deputandos et assignandos memoratos Petrum de Coaraza et dictum Devi ad Sedem predictam procures mittere fideliter et secure... — Datum Avinioni, xii kalendas ianuarii, anno secundo[2].

1. Gaston II; voir n. 144, note 1.
2. Voir n. 156.

— 160 —

Lettres à diverses personnes au sujet des deux sorciers capturés en Béarn. — Avignon, 21 décembre 1336.

Reg. Vat., t. cxxxi, fol. 101 v°-102, n. 373-376; Hansen *Quellen* etc., p. 10, n. 13-16; Daumet, *op. cit.*, n. 255, 256 (anal.)

Eidem comiti, qui captionem predictorum nequam hominum pontifici per magistrum Bartholomeum Marchi, iuris civilis professorem, nuntium suum, notam fecit, littera commendatoria. — Datum ut supra proxime.

Venerabili fratri episcopo Tarvien. [1]. — Ut processus et informationes per eum contra dictos Petrum et Devi habitos, sub suo sigillo pontifici mittat inclusos mandatum. — Datum ut supra.

Dilecto filio magistro Bartholomeo Marchi, clerico Caturcen. diocesis, iuris civilis professori. — Mandatur ei ut de excessibus et criminibus ac maleficiis dictorum Petri et Devi, ac nonnullorum aliorum eorundem complicium, se informet et referat, in partibus Bearni. — Datum ut supra.

Venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis, ac dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus, decanis [et aliis ecclesiasticis, secularibus et regularibus personis], littera super conductu et provisione necessariorum pro prefatis Raymundo de Vonco et Rogerium de Quimballo, qui dictos maleficos ad curiam romanam adducunt. — Datum Avinioni, xii kalendas ianuarii, anno secundo.

1. Guillaume de Lanta, abbé de Lézat, ord. Clun., promu à l'évêché de Tarbes, le 26 octobre 1316; transféré à Agde, le 24 novembre 1339; mort en 1342. *Gall. christ.*, t. i, col. 1234-1235; t. vi, col. 689; Eubel, t. i, p. 75, 500.

— 161 —

Ordre à Guillaume Lombard de procéder contre deux prisonniers, invocateurs des démons, sorciers et magiciens. — Avignon, 18 janvier 1337.

Reg. Vat., t. cxxxii, fo. iv v°, n. 10; Hansen, *Quellen*, etc., p. 10, n. 17 (*in ext.*).

Dilecto filio magistro Guillelmo Lombardi [1], canonico Mirapiscen., iuris civilis professori, familiari nostro. — Cum Petrus de Quercu, de Canarerio [2], presbiter Tarvien. diocesis, et Johannes de Salvis, laicus de Arelate, super invocationibus demonum, maleficiis, factionibus, artibus magicis et similibus criminibus detestandis vehementer diffamati, sicut accepimus, et suspecti, nostris propterea detineantur carceribus mancipati, nos inquiri veritatem super hiis volentes et iustitiam exhiberi, discretioni tue... committimus et mandamus quatinus tam cum ipsis quam alias, prout iuris et rationis equitati convenire videris, super premissis et ea tangentibus solerti et fideli adhibita diligentia veritatem inquirens exhibere iuxta merita vel demerita dictorum Petri et Johannis et cuiuslibet ipsorum studeas iusticie complementum. Contradictores, etc. Non obstante [*etc.*]. — Datum Avinioni, xv kalendas februarii, anno tercio.

1. N. 150, note 3.
2. Canarie (?), Hautes-Pyrénées, com. d'Argelès-de-Bigorre.

— 162 —

Le pape confie à Aymon de Caumont, de l'ordre des frères prêcheurs, la charge d'inquisiteur de Carcassonne.— Avignon, 20 janvier 1337.

Reg. Aven., t. LI, fol. 40; *Reg. Vat.*, t. CXXIV, n. 54.

Dilecto filio Aymoni de Calvomonte [1], ordinis fratrum predicatorum, salutem. — Licet ubilibet Sedis apostolice diligencia adversus heretice pravitatis labe respersos quorum nequitia serpit ut cancer, ne in aliorum pernitiem sua venena diffundant, remedium libenter adhibeat oportunum, in Carcassonen. tamen civitate et diocesi aliisque civitatibus et diocesibus, castris, villis, locis et terminis infra regnum Francie constitutis in quibus inquisitores pravitatis predicte Carcassone communiter residentes consueverunt seu potuerunt super pravitate predicta inquisitionis officium exercere, de specialis benignitatis affectu precipue cupimus ut negocium fidei iugi profectu elisis omnino et

eradicatis erroribus prosperetur, ac fides catholica fortius convalescat. Ad hec per nos et alios desiderantes attentius vigilare, talemque ad huiusmodi negotium fidei ibidem efficaciter promovendum deputare personam cuius honesta conversatio exemplum tribuat puritatis, eiusque labia erudita doctrinam fundant vere sapientie salutarem, ut eius sacro ministerio omne fermentum exinde labis huiusmodi expurgetur, ad personam igitur tuam quam sinceritate religionis et fidei maturitate, morum et litterarum scientia Dominus insignivit, nostre dirigentes considerationis intuitum, te inquisitorem eiusdem heretice pravitatis in Carcassonen. civitate et diocesi aliisque civitatibus et diocesibus, castris, villis, locis et terminis antedictis, auctoritate apostolica usque ad eiusdem Sedis beneplacitum deputamus; discretioni tue per apostolica scripta mandantes tibique in remissionem peccaminum iniungentes quatinus in caritate Dei, hominum timore postposito, virtutem spiritus induens ex alto, predictum Inquisitionis officium in eisdem Carcassonen. civitate et diocesi, aliisque civitatibus et diocesibus, castris, villis, locis et terminis, prout tanti negocii utilitas suadebit, sub spe mercedis eterne sic efficaciter prosequi et exequi studeas diligenter ut per solicitudinis tue prudentiam radix pravitatis eiusdem exinde penitus evellatur et vinea Domini, exterminatis vulpeculis que perversis morsibus demoliuntur eandem, fructus afferat catholice puritati; in huiusmodi negocio processurus tam secundum indulgentias et privilegia inquisitoribus pravitatis predicte in regno Francie auctoritate apostolica deputatis, seu officio Inquisitionis huiusmodi ab eadem Sede concessa, quam secundum canonicas sanctiones. Per huiusmodi autem deputationem de persona tua huiusmodi inquisitionis officio per nos factam, nullum eisdem vel quibuscumque aliis privilegiis dictis ordini, vel inquisitoribus, seu officio, si qua sint eis ab eadem Sede concessa, volumus preiudicium generari. — Datum Avinioni, XIII kalendas ebruarii, anno tercio.

1. Aymon de Caumont succédait à Henri de Chamay (n. 84, note 1). Ses actes comme inquisiteur sont peu connus. Il reprit le procès de Guillaume Fenasse, d'Albi, de son vivant réputé bon catholique, et contre qui Henri de Chamay avait entamé une information (n. 166). En juin 1337, il assista à un sermon public tenu à Toulouse. C'est pourquoi il ne put faire exécuter l'extrait des registres de l'Inquisition de Carcassonne demandé par l'inquisiteur de la Curie, Guillaume Lombard, pour s'assurer de l'existence de plusieurs hérétiques, dans

l'ascendance du moine Raymond Amélius. Aymon s'en excusa, le 4 juin 1337. Douais, *La procédure inquisitoriale*, etc., p. 38-39. En 1339, les juges laïques de Brissac (Hérault) avaient poursuivi et condamné, au nom des coseigneurs de ce château (l'église de Maguelonne et le sire d'Agoult), trois sorcières dont les fautes étaient de la compétence de l'inquisiteur de Carcassonne. Celui-ci ouvrit une enquête contre les magistrats usurpateurs. Le conflit s'aggrava si bien que le pape fut contraint d'appeler l'affaire à son tribunal. Il exigea des juges séculiers et de l'inquisiteur la remise des dossiers et la cessation de toute action judiciaire. Le 21 février 1340, ni les juges laïques, ni l'inquisiteur n'avaient livré leurs actes respectifs. L'évêque de Maguelonne fut chargé de faire exécuter l'ordre pontifical (n. 172, 173, 177). En 1339, Aymon de Caumont dénonça au pape un frère mineur de Milhau, Pierre Calvet, accusé d'avoir, en particulier ou en public, proféré des paroles suspectes d'hérésie. Guillaume Court, cardinal des Saints-Quatre-Couronnés examina l'affaire et fit procéder à un supplément d'enquête (n. 174). J'ai parlé ailleurs (n. 28, note) du procès du juif relaps Jean de Lombers. Aymon de Caumont était de connivence avec son commissaire et ce fut par son ordre que les témoins embarrassants furent jetés dans des cachots (n. 186; 31 janvier 1343). On lira plus loin (n. 190) sa requête tendant à obtenir du pape l'autorisation d'entourer d'une palissade en bois certain local du bourg de Carcassonne transformé en dépôt d'immondices après l'exécration de deux maisons d'hérétiques. Clément VI permit l'érection de la clôture. Le 11 avril 1344, le même pontife manda à Aymon de Caumont et à l'évêque de Maguelonne, Arnaud de Verdale, de reprendre l'information jadis commencée contre un notaire royal du diocèse de Mende, Jean Sauret, coupable d'avoir tenu des propos suspects d'hérésie (n. 193). Un *Sermon* public fut tenu par Aymon, à Carcassonne, le deuxième dimanche après Pâques de l'an 1346. Doat, t. XXXV, fol. 120; Mahul, *Cartul.*, t. V, p. 690 : convocation de l'official d'Albi, faite par l'inquisiteur.

Un conflit épineux avait surgi, sur ces entrefaites, entre les conseillers et les officiers de l'Inquisition et les consuls de Carcassonne, à propos des taxes et des tailles dont les premiers se prétendaient exempts. Les consuls s'étant assuré des gages sur les biens de leurs adversaires, l'inquisiteur, après sommation, fulmina l'anathème. L'affaire fut soumise au pape, qui, en attendant qu'elle fût conclue, ordonna (27 mars 1348) la restitution des gages et la suspension des censures (n. 205). Par son ordre, les parties se rendirent à Avignon, où Étienne Aubert, cardinal des Saints-Jean-et-Paul parvint à les mettre d'accord sans procès. Il fut convenu que l'exemption invoquée pour les subalternes du tribunal serait restreinte à trois conseillers, officiers ou jurés, et à un seul notaire, dont la désignation appartiendrait à l'inquisiteur; et que nul ne serait dispensé d'observer les divers règlements de police édictés par les consuls pour le bien de la communauté. Le pape ratifia ces conventions, le 22 juin 1348 (n. 206). Je ne sais si ce fut Amédée de Langres, dont le nom paraît pour la première fois le 30 mars 1354 (n. 216), qui succéda à Aymon de Caumont à la tête de l'Inquisition de Carcassonne. Voir encore, sur cet inquisiteur, dans le présent recueil, les n. 201 et 204.

— 163 —

Guillaume Lombard reçoit l'ordre d'instruire le procès du frère mineur André de Galiano, jadis révolté contre l'autorité de Jean XXII, partisan de Michel de Césène, hérétique et schismatique. — Avignon, 12 avril 1337.

Reg. Vat., t. CXXXII, fol. XXV, n. 75.

Dilecto filio magistro Guillelmo Lombardi[1], canonico Mirapiscen., iuris civilis professori, familiari nostro. — Ad audientiam nostri apostolatus pervenit quod Andreas de Galiano[2], ordinis fratrum minorum, Deum et Sedem apostolicam fidemque catholicam graviter offendere, eiusdem ordinis honestate calcata in sue detrimentum anime ac plurimorum scandalum, non formidans, olim adversus felicis recordationis Johannem papam XXII predecessorem nostrum eiusque auctoritatem et Sedem prefatam nonnulla falsa et detractoria que scismatis et heresis sapiebant crimina, dixit, asseruit, predicavit et docmatizavit perniciosis et temerariis ausibus tam publice quam occulte potestati et auctoritati predecessoris prefati, dum adhuc viveret, et Sedis eiusdem ori suo improvide laxata licencia diversimode detrahendo. Et ulterius tam Michaeli de Cesena[3], olim ministro fratrum ordinis minorum, de heresi et scismate condempnato, quam aliis diversis hereticis et scismaticis super multis heresibus, erroribus et scismatibus adhesit et favit ac rebelliones et inobedientias innumeras contra dictam Sedem et fidem catholicam aliosque diversos excessus detestandos et alias multipliciter patrare ac committere non expavit. Nos igitur volentes super hiis iusticie debitum exhiberi, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus tam cum eodem Andrea quam alias, sicut exigente iusticia fuerit oportunum, super predictis et ea quomodolibet tangentibus simpliciter et de plano sine strepitu et figura iudicii veritatem inquirens, exhibere iuxta ipsius Andree merita vel demerita studeas iusticie complementum. Non obstantibus exemptionis aut quibusvis aliis privilegiis, gratiis et indulgentiis [*etc.*]. — Datum Avinioni, II idus aprilis, anno tercio.

1. Voir n. 150, note 3.
2. André de Galiano embrassa l'ordre franciscain à Solmonne « par dévotion »,

ainsi qu'il le dit lui-même. Le provincial de Penne le prit d'abord pour *socius*; puis (1313-1314) l'envoya à l'Université de Naples et enfin à celle de Paris. Ses études terminées, André fut nommé lecteur dans divers couvents et successivement custode de la custodie de Chieti et provincial de Penne. En 1329, il cessa ces fonctions et, à la demande de l'évêque d'Aversa, avec l'autorisation de frère Luc de San Giorgio, vicaire provincial de Penne, il alla occuper à Naples la charge de chapelain du couvent royal des clarisses du *Corpus Domini*.

Fraticelle convaincu, il eut pour collègue dans la charge de chapelain le frère Pierre de Cadeneto, également partisan de la secte. Ils trouvèrent auprès du roi Robert et la reine Sancia, fondateurs du monastère, une protection efficace pour leurs personnes et leurs idées. Ils eurent l'audace (on les en accusa du moins) de prêcher publiquement contre les statuts de Jean XXII et en particulier contre la bulle *Cum inter nonnullos*. Ils essayèrent même de faire des prosélytes; mais leurs tentatives furent dénoncées à Jean XXII, qui, le 13 novembre 1331, ordonna au général des franciscains, Géraud d'Othon, de les citer à comparaître en cour d'Avignon et de les suspendre de leurs charges. Eubel, *Bull.*, t. v, n. 945. Le 13 mars 1332, le pape reprochait vivement au roi Robert de favoriser en la personne de ces moines les pires ennemis de l'Église. Raynaldi, *Annal.*, ad ann. 1332, n. xx. Cependant Géraud d'Othon n'avait pas attendu d'y être invité pour procéder contre ses deux sujets schismatiques. Le jeudi 31 octobre 1331, il avait fait recueillir, à Naples, les dépositions de onze frères mineurs. Un autre jour, sept autres furent entendus, parmi lesquels Bernard Quintrono (?), *socius* du prévenu. Voir le texte de ces dépositions dans *Archiv. Vatic.*, *Reg. Avenion.*, t. LVII, fol. 452-468. Mais le procès se poursuivit devant le tribunal du pape, qui, le 4 décembre 1332, annonçait au roi et à la reine de Naples ses intentions d'examiner lui-même l'affaire. Eubel, *Bull.*, n. 1001. Cependant les coupables, cités depuis plus d'un an, avaient fait fi de cette sommation. Ils se trouvaient de ce chef excommuniés. La reine Sancia prit fait et cause pour eux et demanda, en faveur du monastère du *Corpus Domini* et de ses chapelains, l'exemption totale de l'obédience du général de l'ordre et le transfert de toute juridiction entre les mains du provincial de la Terre de Labour. Elle exigeait que ce dernier eût pleine liberté de choisir dans l'ordre tout entier les frères destinés au monastère royal. Elle réclamait en outre la réhabilitation complète des deux excommuniés. Jean XXII proposa (18 avril 1333) une sorte d'arrangement. Il ne pouvait être question d'exempter le couvent et les chapelains de l'obédience généralice. Si la reine consentait à rendre ses bonnes grâces au général, Géraud d'Othon, le pape ferait absoudre et réhabiliter les deux frères, à la condition toutefois qu'ils jurassent sur l'Évangile n'avoir jamais dogmatisé contre la doctrine définie sur la pauvreté du Christ et des apôtres; n'avoir point cru les erreurs réprouvées par la bulle *Cum inter nonnullos*; n'avoir point adhéré au schisme de Louis de Bavière et de Michel de Césène. Eubel, *Bull.*, n. 1016, 1017. Les deux moines étaient sauvés, pour le moment du moins. Après la mort de Jean XXII, frère André de Galiano fut dénoncé une seconde fois pour les mêmes crimes. Benoît XII le cita *in curia*, le fit incarcérer et chargea Guillaume Lombard de la nouvelle instruction (voir bulle ci-dessus, 12 avril 1337). Des fragments considérables de ce procès se trouvent dans le *Registre d'Avignon*, t. LVII, fol. 470-523. L'accusé présenta trente et un « articles » de défense (fol. 478-485 v°). Environ trente-cinq témoins se portèrent garants de son or-

thodoxie. C'étaient des gens de condition : seigneurs, dignitaires de la cour de Naples, fonctionnaires royaux, membres éminents de l'ordre des frères mineurs (fol. 486-523). L'accusé reçut communication des charges qu'il réfuta au jour marqué: puis il fit plusieurs observations juridiques (fol. 470-474). Le 2 mai 1338, l'instruction était close (fol. 474). Le 30 juin, cinq auditeurs du Palais apostolique, appelés en consultation, opinèrent qu'il y avait lieu d'absoudre le prévenu, mais après une purgation canonique *de quinta manu*. André de Galiano et cinq frères mineurs exécutèrent cette formalité le 28 juillet. Le lendemain, l'acquittement fut prononcé. Rien n'avait été suffisamment établi à la charge d'André, qui par ailleurs jouissait d'une bonne renommée (fol. 475) Eubel a publié ce procès dans son *Bullar. francisc.*, t. vi, p. 597-627; Ehrle en avait donné une partie dans *Archiv für Litteratur*, etc., t. iv, p. 82-95.

3. N. 80, note 3.

— 164 —

Ordre de procéder à une enquête dans l'affaire de certains clercs et laïcs du diocèse de Béziers auteurs d'un complot de faux témoignage contre Guillaume Frédol, leur évêque, accusé d'avoir tenté un maléfice contre la personne du pape Jean XXII. — Avignon, 27 avril 1337.

Reg. Vat., t. cxxxii, fol. 27 v°, n. 85; Daumet, *op. cit.*, n. 286 (anal.); Hansen, *Quellen*, etc., p. 11, n. 20 (*in ext.*).

Dilectis filiis magistris Arnaldo de Verdala [1], decano sancti Pauli de Fenolhedesio [2], Electen. diocesis, et Petro de Montespertuli, archidiacono de Lunacio [3] Biterren. ecclesiarum. — Pervenit nuper ad nostri apostolatus auditum quod Franciscus Juliani et Michael de Parietibus [4], clerici Biterren. diocesis et alii nonnulli clerici et laici [*etc., comme ci-dessous, n. 168, jusqu'à*] circa illas. Cum autem prefati Franciscus et Michael quidamque alii clerici et laici, qui huiusmodi factionis ministri dicuntur existere, detineantur ad presens in civitate Biterren. carceribus mancipati, nos volentes ne tam execranda facinora remaneant, si veritas suffragetur relatibus, incorrecta et ut etiam indempnitati fame provideatur eiusdem episcopi veritatem inquiri super hiis et iusticiam exhiberi, discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus vos, vel alter vestrum, super predictis et ea quomodolibet tangentibus, tam cum eisdem captis quam cum aliis de quibus vobis expedire

videbitur, simpliciter et de plano sine strepitu et figura iudicii veritatem diligentius inquiratis facientes quos culpabiles vel suspectos de premissis repereritis custodiri diligenter et tute, donec nos aliter circa hec duxerimus ordinandum. Contradictores quoslibet et rebelles per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo. Inquestam vero et quicquid in hac parte feceritis et inveneritis nobis fideliter et celeriter transmittatis. — Datum Avinioni, v kalendas maii, anno tercio[5].

1. Arnaud de Verdale, chapelain de Benoît XII, promu par lui à l'évêché de Maguelonne, le 15 mars 1339, mort le 23 décembre 1352. *Gall. christ.*, t. vi, col. 783-786; Germain, *Arnaud de Verdale, évêque et chroniqueur* (*Société archéol. de Montpellier*), p. 2-40; *Hist. de Lang.*, t. ix, p. 632; Eubel, *Hier.*, t. i, p. 334.

2. Saint-Paul-de-Fenouillet (Pyrénées-Orientales), chef-lieu de cant., arrond. de Perpignan.

3. Lunas (Hérault), chef-lieu de cant., arrond. de Lodève.

4. Périeis (Hérault), hameau dans Nissan, cant. de Capestang, arrond. de Béziers.

5. Voir la suite de cette affaire au n. 168.

— 165 —

Guillaume Lombard reçoit commission de faire justice des crimes de faux, de rapt, de viol, d'hérésie et d'apostasie imputés à Jean Christophe, procureur auprès de la Curie. — Avignon, 6 mai 1337.

Reg. Vat., t. cxxxii (secr. Ben. XII, an. III), fol. xxx, n. 97.

Dilecto filio magistro Guillelmo Lombardi [1], canonico Mirapiscen., iuris civilis professori. — Cum Johannes Christofori, procurator romanam sequens Curiam, de falsitate instrumentorum publicorum, litterarum et sigillorum autenticorum, raptibus et deflorationibus virginum, necnon heresis, apostasie, aliisque diversis criminibus et delictis vehementer diffamatus et suspectus existere asseratur, nos volentes inquiri veritatem diligenter super hiis et iusticiam exhiberi, discrecioni tue... committimus et mandamus quatinus, si eundem Johannem infamatum repereris de premissis, super eis et ea tangentibus simpliciter et de

plano sine strepitu et figura iudicii solerti adhibita diligentia veritatem inquirens, exhibere studeas iusticie complementum. — Datum Avinioni, II nonas maii, anno tercio.

1. N. 150, note 3.

— 166 —

Benoît XII commet l'évêque de Castres pour trancher un différend entre Guillaume Fenasse, bourgeois d'Albi, et l'inquisiteur de Carcassonne. Ce dernier, à l'instigation de certaines personnes ennemies de la famille Fenasse, avait engagé une procédure secrète contre Guillaume Fenasse, père du plaignant, toujours réputé bon catholique. L'accusé, fort de son droit, comparut devant son juge, demandant la copie des dépositions reçues, afin de les réfuter. Il fit remarquer à l'inquisiteur l'inimitié qui existait entre lui et ses calomniateurs. Non content de refuser cette copie, le juge jeta le malheureux dans des cachots infects où il mourut. Son fils Guillaume a en vain tenté d'obtenir pour lui la sépulture ecclésiastique, de prendre sa défense et de venger sa mémoire. Il a fait appel au pape. Mais Jean XXII est mort sur ces entrefaites et justice n'a pu être encore rendue. Il a demandé à Benoît XII de lui donner des juges moins prévenus que l'inquisiteur et ses commissaires, qui ont reporté sur lui la haine qu'ils avaient pour son père. — Avignon, 1er juin 1337.

Reg. Aven., t. LI, fol. 143; *Reg. Vat.*, t. CXXIV, n. 230.

Venerabili fratri .. [1] episcopo Castren., salutem. — Instantia cotidiana deposcit apostolatus officium nobis superna dispositione commissum ut ad reddendum cuique iusticie debitum a Sedis apostolice auctoritate supprema suppliciter postulatum parati simus prout esse volumus et debemus. Ex tenore si quidem petitionis dilecti filii Guillelmi Fenasse, civis Albien., porrecte nobis accepimus quod quondam Guillelmus Fenasse senior [2], eius pater, civis Albien., semper catholice vixit, nec aliqua heresis infamia dum viveret laboravit, neque de heresi aliqua extitit condempnatus. Verum dilectus filius .. [3] inquisitor Carcassonen.

super heretica pravitate, ad denunciationem secretam quorumdam emulorum suorum contra quos idem Guillelmus defunctus per viam iuris super certis articulis in iudicio victor fuerat, eum coram se personaliter citari fecit, asserens se inquisivisse de fide contra eum licet absentem, idque penitus ignorantem, ac ipsum de sua puritate confisum comparentem et petentem copiam processus contra eumdem facti, ut de falso posset testes arguere, necnon asserentem quod ipsi emuli sibi fuerant publice comminati quod ipsum realiter et personaliter curarent penitus dissipari, huiusmodi copia denegata, fecit adeo diris carceribus mancipari quod infra breve tempus ibidem miserabiliter expiravit; post cuius obitum ipse Guillelmus eius filius ad purgandam famam dicti patris et suam ac generis utriusque humiliter petiit ab inquisitore predicto sibi concedi ut posset predictum patrem ecclesiastice tradere sepulture, sibique dictam copiam faceret ut memoriam ipsius patris tanquam veri et boni christiani posset defendere. Sed idem inquisitor hec prorsus facere denegavit, quamquam super hoc fuisset pluries humiliter coram personis autenticis requisitus; propter que idem Guillelmus filius, tempore felicis recordationis Johannis pape XXII predecessoris nostri, ad Sedem apostolicam appellavit, propositoque huiusmodi negocio in consistorio coram ipso predecessore, de mandato suo idem inquisitor tunc morans Avinione fuit ad iudicium evocatus, sed ob supervenientem dicti predecessoris obitum non fuit ultra processum in negocio prelibato. Quare nobis predictus Guillelmus filius humiliter supplicavit ut cum dictus inquisitor ac eius et officii sui commissarii propter appellationem huiusmodi graviter conceperint contra eum, sibique periculosum existat quoad famam et res suas si eiusdem patris vitam catholicam et memoriam minime defensaret et longe periculosius sit eidem in manus inquisitoris et commissariorum predictorum incidere, providere super premissis per opportuni remedii suffragium de apostolica clementia dignaremur. Quocirca fraternitati tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus, vocatis qui fuerint evocandi, causam ipsius appellationis et negocii principalis cum eam contingentibus, emergentibus et connexis, simpliciter ac de plano sine strepitu et figura iudicii audias et fine canonico terminare procures, faciens quod decreveris per censuram ecclesiasticam sublato appellationis obstaculo firmiter observari. Testes autem qui fuerint nominati, si se gratia, odio

vel timore subtraxerint, censura simili appellatione cessante compellas veritati testimonium perhibere. Non obstantibus tam de duabus dietis in concilio generali, quam felicis recordationis Bonifacii pape VIII predecessoris nostri qua inter cetera cavetur ne aliquis extra suam civitatem vel diocesim, nisi in certis exceptis casibus, et in illis extra unam dietam a fine sue diocesis ad iudicium evocetur; et quibuslibet aliis constitutionibus a predecessoribus nostris romanis pontificibus in contrarium editis, per quas tue iurisdictionis explicatio possit super predictis quomodolibet impediri. Seu si aliquibus communiter vel divisim a Sede sit indultum eadem quod excommunicari, suspendi vel interdici non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem. — Datum Avinioni, kalendis iunii, anno tercio.

1. Amiel de Lautrec, abbé de Saint-Sernin de Toulouse, O. S. A., élu évêque de Castres, le 5 décembre 1326; mort en 1337, entre juin et décembre. *Gall. christ*., t. I, col. 67-68; *Hist. de Lang*., t. IX, p. 372; Eubel, *Hier*., t. I, p. 179.

2. Probablement Guillem Fenasse, dit le Boiteux, dont le procès remonterait à l'an 1300. Douais, *Documents*, etc., p. XCV, CXCIV. Cf. n. 3, note 1.

3. Depuis l'an 1300, six inquisiteurs avaient passé à la tête du tribunal de Carcassonne : Nicolas d'Abbeville, Geoffroi d'Ablis, Jean de Beaune, Jean Duprat, Henri de Chamay et Aymon de Caumont. Il semble que ce soit de ces deux derniers que Guillaume Fenasse, le jeune, ait eu le plus à se plaindre.

— 167 —

Benoît XII presse les évêques de Quimper et de Vannes d'accomplir la commission reçue du pape dans l'affaire de Hervé de Trevalloet. Ils devront, en particulier, réduire à de justes proportions les indemnités exigées par les témoins pour se rendre auprès de la Curie. — Avignon, 22 juin 1337.

Reg. Vat., t. CXXIII, n. 362; Vidal, *Affaire d'envoûtement*, etc., dans *Annales de Bretagne*, juillet 1903, p. 499 (*in ext.*).

Venerabilibus fratribus .. Corisopiten. et .. Veneten. episcopis, salutem, et cetera. — Nuper nobilis viri Hervei, domini de Trevalloet, et Ivonis Boseuc, familiaris ipsius, Corisopiten. et Leonen. diocesum, conquestione percepimus quod super causa que inter eos, ex parte una, et dilectos filios Johannem Aufredi,

ordinis predicatorum, inquisitorem heretice pravitatis, et Alanum Thome, eiusdem ordinis, vicarium inquisitoris eiusdem in provincia Turonen., ex altera, super nonnullis criminibus et sortilegiis que in necem quondam Petri, domini de Guergolle, eiusdem Corisopiten. diocesis, iidem Herveus et Ivo dicebantur nequiter perpetrasse, apud Sedem apostolicam fuerat ventilata, sicut adhuc etiam ventilatur; nos inter alia in dictarum partium presentia taliter duximus ordinandum, videlicet quod Guillermus de Bemcant, presbiter eiusdem Leonen. diocesis, qui de dictorum inquisitoris et vicarii [*etc.*, *comme au n° 158*, *dans des termes à peu près identiques*, *jusqu'à*] incumberent facienda. Vobisque per litteras nostras dedimus in mandatis ut vos, vel alter vestrum [*etc.*, *comme au n° 158*, *dans des termes à peu près identiques*, *jusqu'à*] per nos ut premittitur ordinata curaretis executioni debite demandare. Et quod licet predicte littere vobis ex parte nostra fuerint presentate, et ut ad eorum executionem procederetis iuxta tenorem ipsarum per dictos Herveum et Ivonem seu procuratores ipsorum fueritis cum instantia humiliter requisiti, vos tamen ad premissorum executionem hucusque non curastis procedere, nec curatis, in non modicum dictorum Hervei et Ivonis et aliorum predictorum quorum interest preiudicium et gravamen. Iidem quoque Herveus et Ivo nobis exponere curaverunt quod prenominati testes, qui super veritate dicenda ad romanam curiam sunt vocandi, adeo immoderatas expensas exigunt ab eisdem, quod ad solutionem earumdem eiusdem Hervei non sufficerent facultates. Quocirca fraternitati vestre per apostolica scripta in virtute obedientie districte precipiendo mandamus quatinus vos... ad premissorum executionem procedere studeatis, iuxta predictarum nostrarum super premissis vobis directarum continentiam litterarum. Et ne dicti testes et alii ad eandem curiam propterea personaliter evocandi in exigendis expensis superfluis metam rationis excedant, easdem expensas refrenare, moderari et taxare provide studeatis, prout vobis, Deum habendo pre oculis, videbitur expedire. Sic vos in predictis habentes quod non possitis de inobedientia vel contemptu super premissis rationalibiter increpari. Datum Avinioni, x kalendas iulii, anno tercio [1].

1. Voir d'autres documents sur cette même affaire, n. 143, 158, 169.

— 168 —

Le pape désigne les juges qui devront absoudre ou punir les auteurs du complot de faux témoignage machiné contre l'évêque de Béziers, accusé d'avoir tenté d'envoûter Jean XXII. — Avignon, 29 octobre 1337.

Reg. Aven., t. LI, fol. 250; *Reg. Vat.*, t. CXXIV, n. 412 et 132, fol. 100 v°, n. 343; Daumet, *op. cit.*, n. 371 (analyse); Hansen, *Quellen*, etc., p. 12, n. 20 (*in ext.*).

Dilectis filiis Petro de Montespertuli, archidiacono de Lunacio Biterren., et Guidoni Guidonis, utriusque iuris professori, precentori Lodoven. ecclesiarum, salutem. — Ad ausus nefarios improborum et malignantium reprimendos et ne ab eis innocentes et probi gradientes per viam rectitudinis molestentur, admodum oportuna dinoscitur esse iusticia cuius lima excessus et crimina delinquentium corrigantur. Dudum siquidem perducto ad nostri apostolatus auditum quod Franciscus Juliani et Michael de Parietibus, clerici Biterren. diocesis, aliique nonnulli perditionis filii, clerici et layci, olim tempore felicis recordationis Johannis pape XXII predecessoris nostri, ad patrationem flagitiosi sceleris per quam innocentem moliebantur suis nefandis studiis perdere nequiter intendentes, per litteras seu scripturas falsas et proditorias quas ipsi composuerant seu componi fecerant, tam prefato predecessori quam quibusdam sibi assistentibus falso et mendaciter intimarunt venerabilem fratrem nostrum Guillelmum [1], episcopum Biterren., quasdam ymagines cereas baptizatas contra dictum predecessorem et eius vitam fabricasse seu fabricari fecisse ac commisisse maleficia circa illas. Nos ne tam execranda facinora remanerent, si veritas suffragaretur relatibus, incorrecta, et ut etiam indempnitati fame provideretur eiusdem episcopi veritatem inquiri et iusticiam exhiberi volentes, tibi, fili archidiacone, ac dilecto filio magistro Arnaldo de Verdala, decano ecclesie sancti Pauli de Fenolhadesio, Electen. diocesis, capellano nostro, per nostras certi tenoris litteras [2] commisisse meminimus ac mandasse, ut tu et ipse decanus vel alter vestrum super premissis et ea quomodolibet tangentibus, tam cum predictis Francisco et Michaele ac quibusdam aliis clericis et laicis, qui propterea detineri dicebantur

in civitate Biterren. carceribus mancipati, quam aliis de quibus nobis videretur expediens, simpliciter et de plano sine strepitu et figura iudicii veritatem diligenter inquirere, nobisque referre quicquid vos reperire super premissis contingeret fideliter curaretis, sicut in eisdem litteris plenius continetur. Cum autem inquestam per te ac eundem decanum super et de premissis factam nobisque iuxta litterarum ipsarum tenorem remissam videri diligenter fecerimus et relationem audiverimus plenariam super ea, nos super predictis exhiberi volentes iusticie complementum, discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus eandem inquestam quam vobis transmittimus videntes ac solerter et fideliter examinantes, necnon complentes et perficientes, si qua complenda et perficienda fuerint circa eam, tandem adhibitis vobiscum sapientibus hominibus de quibus vobis videbitur, tam absolvendo innocentes, si qui forsan iniuste delati vel accusati fuerint in hac parte, quam nocentibus et culpabilibus penas et penitentias debitas imponendo exhibere solenniter et publice ut ceteris in exemplum transeat iusticiam studeatis; contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo. Vos taliter super hiis exhibituri quod debito (*sic*) satisffiat circa premissa iusticie vestraque inde debeat prudentia merito commendari. — Datum Avinioni, IIII kalendas novembris, anno tercio.

1. Guillaume Frédol, n. 77, note 1.
2. Voir n. 164.

— 169 —

Benoît XII résume les actes de la procédure suivie jusqu'à ce jour dans l'affaire d'Hervé de Trévalloet[1]. *Puis il reproche aux évêques de Quimper et de Vannes de n'avoir rempli jusqu'ici qu'une partie de leur commission : à savoir, l'envoi à Avignon du prêtre impliqué dans l'affaire. Il les presse de procéder au lever du séquestre des biens de la famille Trévalloet. Ils devront sommer le duc de Bretagne, qui les tient en arrêt, de les restituer sans retard aux propriétaires, en observant, pour ceux d'Hervé, les dispositions des précédentes bulles.* — Avignon, 13 décembre 1337.

Regest. Aven., t. LI fol. 298 v°; *Regest. Vat.*, t. CXXIV, n. 503; Vidal, *Affaire d'envoûtement*, dans *Annales de Bretagne*, juillet 1903, p. 500 (*in ext.*).

Venerabilibus fratribus .. Corisopiten. et .. Veneten. episcopis, salutem. — Dudum in causa que vertebatur et adhuc vertitur inter nobilem virum Herveum de Trevalloet et Ivonem Bosec, familiarem ipsius, Corisopiten. et Leonen. diocesum, ex parte una, et dilectos filios Johannem Aufredi, ordinis predicatorum, inquisitorem heretice pravitatis, et Alanum Thome, eiusdem ordinis, vicarium inquisitoris eiusdem in provincia Turonen., ex altera, super nonnullis criminibus et sortilegiis que in necem quondam Petri, domini de Guergole, eiusdem Corisopiten. diocesis, iidem Herveus et Ivo dicebantur nequiter perpetrasse, apud Sedem apostolicam de speciali commissione nostra, primo coram bone memorie Raymundo, tituli sancti Eusebii, presbitero cardinali tunc vivente, ac deinde postquam ad nonnullos actus fuit per dictas partes coram eodem cardinali processum, eodem cardinali graviter egrotante et propterea in causa huiusmodi procedere non valente, coram venerabili fratre nostro Annibaldo, episcopo Tusculano, inter easdem partes diutius ventilata; ac demum dictis Herveo et Ivone offerentibus et exhibentibus nonnullos articulos super iure et innocentia eorumdem coram episcopo memorato; ac proponentibus etiam coram eo quod ipsi, necnon fratres et sorores carnales dicti Hervei, et nobilis mulier Caterina de Ponte, uxor eiusdem Hervei, bonis suis omnibus mobilibus et immobilibus, ante omnem actum iudicialem habitum contra eos, de mandato dictorum inquisitoris et vicarii per secularem curiam fuerant spoliati; et petentibus ante omnia se restitui ad bona predicta; dictis inquisitore et vicario asserentibus quod bonorum predictorum spoliatio seu sequestratio facta non fuerat ad eorum instantiam vel mandatum; idem episcopus decrevit bona mobilia et immobilia, ex causa predicta dictis Herveo et Ivoni ablata, arrestata et sequestrata seu quomodolibet accepta, fore eisdem reddenda et restituenda; et quod Caterine, uxori, et Henrico, fratri eiusdem Hervei, et aliis suis quorum bona dicebantur propter predicta arrestata, ablata, sequestrata, seu alias accepta, restituerentur eisdem. Decrevit etiam quod Guillelmus de Blerachant, presbiter Leonen. diocesis, qui occasione premissorum per dictos inquisitorem et vicarium, seu de mandato ipsorum dicebatur carceri

mancipatus, sub fida custodia ad romanam Curiam mitteretur. Quibus omnibus et nonnullis aliis premissa contingentibus relatis et propositis in Consistorio coram nobis, super predicto negocio in dictarum partium presentia taliter duximus ordinandum : videlicet quod prefatus Guillelmus sacerdos, qui de dictorum inquisitoris et vicarii et etiam bone memorie Alani, episcopi Corisopiten., tunc viventis, mandato detentus fuerat et tunc etiam detinebatur in carcere tuo, frater episcope Corisopiten., successor eiusdem Alani episcopi, mancipatus, sub fida custodia, et alii testes qui fuerant alias super hoc examinati si viverent, et generaliter omnes qui super hoc scire possent quomodolibet veritatem, et probabiliter deponere, et per utramlibet dictarum partium existerent nominati, ad nostram presentiam sumptibus producentium personaliter vocarentur. Attestationes quoque et confessiones illorum qui premissorum occasione dicebantur fuisse combusti, vel in carceribus mortui, vel districti, nobis etiam mitterentur; et quod etiam notarii publici qui per dictos Herveum et Ivonem seu per eorum procuratorem vel alterum eorumdem super dicto negocio asserebantur fecisse processus, vel consignasse aliqua instrumenta, una cum dictis processibus seu instrumentis veris, perfectis, seu integris, non truncatis, seu diminutis, nec alteratis ex nova fabrica, ad nostram presenciam similiter vocarentur; et quod in totum omnia bona mobilia et immobilia eiusdem Caterine, uxoris dicti Hervei, matris etiam et omnium fratrum et sororum ipsius, ob premissa vel eorum occasione arrestata, seu detenta, dearrestarentur et restituerentur eisdem; bona vero mobilia et immobilia dicti Hervei dearrestari et extra sequestrum poni modo volumus infrascripto : videlicet, quoad omnem necessariarum suarum sufficientiam expensarum et quoad omnes alias expensas litis huiusmodi pro advocatis, procuratoribus, notariis, testibus, nunciis et generaliter pro omnibus que in causa seu lite huiusmodi incumbebant vel incumberent facienda. Ac nichilominus vobis per literas nostras districte dedimus in mandatis ut vos, vel alter vestrum, per vos, vel alium, seu alios, predictos omnes ad nos, ut premittitur, evocandos peremptorie ex parte nostra citare ut infra duorum mensium spacium post citationem huiusmodi dicti notarii cum dictis processibus seu instrumentis veris, perfectis et integris, ut prefertur; necnon alii testes expensis producentium, quas eis, in veniendo ad presenciam nostram, stando in romana Curia

et redeundo ab ea precepimus exhiberi, comparerent personaliter coram nobis; ac alia predicta omnia et singula per nos, ut premittitur, ordinata iuxta ordinationem huiusmodi demandare executioni debite curaretis. Contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo.

Cum autem, sicut dictorum Hervei et Ivonis conquestione percepimus, tu, prefate episcope Corisopiten., qui solus in executione premissorum, prout ex forma litterarum nostrarum poteras, procedere incepisti, premissa in parte dumtaxat : videlicet in mittendo dictum Guillelmum sacerdotem captivum ad romanam Curiam fueris executus; ac de restitucione bonorum mobilium et immobilium subtractorum uxori, matri et fratribus Hervei predicti et ipsi Herveo, eisdem spoliatis, iuxta dictarum litterarum nostrarum continentiam, facienda; necnon de aliis pluribus et diversis articulis in eisdem litteris nostris contentis seriosius et expressis te non intromiseris; nec aliquam executionem feceris super eis, in premissorum mandatorum nostrorum contemptum et predictorum Hervei et Ivonis et eorumdem spoliatorum preiudicium et gravamen; nos volentes quod premissa omnia et singula executioni debite demandentur, fraternitati vestre, in virtute obediencie per apostolica scripta districte precipiendo mandamus quatinus vos, vel alter vestrum, per vos, vel per alium, seu alios, in executione premissorum singulorum et omnium procedatis iuxta priorum super hiis vobis directarum continentiam litterarum.

Ceterum quia dilectus filius nobilis vir Johannes [2], dux Britannie, predicta bona ad uxorem, matrem, et fratres eiusdem Hervei spectancia dicitur detinere indebite occupata; cum nec uxor pro marito, nec mater pro filio, nec frater pro fratre, nec aliquis alterius odio pregravari, eundem ducem ex parte nostra requirere et monere curetis ut infra certum peremptorium terminum competentem, quem ei ad hoc duxeritis prefigendum, predicta bona spoliatis restituat supradictis, necnon dicto Herveo secundum modum determinatum in aliis nostris litteris supradictis; ad id eum per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compellendo. Non obstante si dicto duci vel quibusvis aliis communiter vel divisim a Sede apostolica sit indultum quod excommunicari [*etc.*]. — Datum Avinioni, idus decembris, anno tercio.

1. Voir n. 143 (note 9), 158, 167.

2. Jean III, *le Bon*, fils d'Arthur II et de Marie de Limoges, né le 8 mars 1286; duc de Bretagne, de 1312 à 1341. De Mas-Latrie, *Trésor de chronologie*, col. 1573; *Art de vérifier les dates*, IIe part., t. XIII, p. 218.

— 170 —

Benoît XII décide que le procès de Guillaume de Castiglione, frère mineur, accusé d'hérésie et de schisme, devra être terminé par Guillaume Lombard et par l'inquisiteur de Provence, à la place des évêques d'Ostie et de Rodez, empêchés. — Avignon, 15 décembre 1337.

Reg. Vat., t. CXXXII, fol. CVIII v°, n. 367.

Dilecto filio magistro Guillelmo Lombardi, preposito ecclesie Bariolen. [1], Foroiulien. diocesis, iuris civilis professori. — Olim ad audientiam nostri apostolatus deducto quod Guillelmus de Castilione Piscaria, de Thucia, ordinis fratrum minorum, romanam sequens Curiam, erat de scismatis et heresis aliisque horrendis et detestandis criminibus vehementer suspectus ac etiam diffamatus, nos qui crimina huiusmodi et alia que catholice fidei essent obvia extirpari ubique, claritatemque ipsius fidei illesam servari desideriis optamus intensis, primo venerabilibus fratribus nostris Bertrando [2], Ostien., et Bernardo [3], Ruthenen., tunc decano ecclesie Belvacen., episcopis, vive vocis oraculo duximus committendum, ut super premissis et ea tangentibus, tam cum eodem Guillelmo quam alias secundum sanctiones canonicas faciendum existeret veritatem diligentius inquirentes, super eis iusticiam exhiberent. Ac deinde, cum ipsi ad actus aliquos super hiis processissent dictusque Ruthenen. episcopus de romana Curia se absentans ad suam Ruthenen. ecclesiam de nostro beneplacito accessisset, nos negotium celeriter volentes ob favorem fidei compleri predictum, te prefato Ostien. episcopo in eodem negotio per nostras certi tenoris litteras [4] providimus adiungendum. Cum autem inquesta super premissis completa, ut intelleximus, fuerit ita quod parum aut nichil restat nisi decisio facienda, nos attendentes quod dictus episcopus

Ostien. ad hec vacare commode, aliis arduis negociis occupatus, non potest et volentes prout iusticia exegerit negocium terminanari predictum, ut tu et dilectus filius .. [5] inquisitor heretice pravitatis in provincia Provincie auctoritate apostolica deputatus, vel eius vices gerens complere ac perficere si qua complenda vel perficienda super eadem inquesta fuerint et prout merita vel demerita dicti Guillelmi exegerint, exhibere super premissis valeatis iusticie complementum, plenam tibi et sibi concedimus tenore presentium potestatem. — Datum Avinioni, xviii kalendas ianuarii, anno tercio.

1. Barjols (Var), chef-lieu de cant., arrond. de Brignoles — Guillaume Lombard; voir n. 150, note 3.
2. Bertrand du Poujet; voir n. 157, note 2.
3. Bernard d'Albi; voir n. 157, note 3.
4. Cf. n. 157.
5. Guillaume de Montrond (?), n. 129, note 4.

— 171 —

Ordre à Guillaume Lombard de procéder en justice contre deux femmes du diocèse de Viviers, incarcérées à Avignon, accusées d'avoir conclu un pacte avec le démon et de s'être livrées à d'autres pratiques superstitieuses. — Avignon, 7 avril 1338.

Reg. Vat., t. cxxxii, fol. xxix, n. 94; Daumet, *op. cit.*, n. 428 (anal.); Hansen, *Quellen*, etc., p. 13, n. 21 (*in ext.*).

Dilecto filio magistro Guillelmo Lombardi [1], preposito ecclesie de Bariolo, Foroiulien. diocesis, iuris civilis professori. — Non absque horrore detestando percepimus quod Catherina Andrieva de Sancto Paulo Lofrech [2] et Simona Guiota de Balneolis [3], mulieres Vivarien. diocesis, ex eo capte dudum et ad Sedem apostolicam remisse fuerunt quia diabolico exagitate spiritu olim se in corporibus et animabus dederunt diabolo, eidem censum seu servitium de blado annuum promittendo et aliquibus temporibus persolvendo et alia quedam superstitiosa et dampnabilia cum eodem diabolo verbo et opere horribiliter committendo. Nos igitur talia et similia extirpari de finibus fidelium

dictasque mulieres de tantis corrigi facinoribus lima iusticie cupientes, discrecioni tue de qua fiduciam in Domino gerimus specialem per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus tam cum eisdem mulieribus quam alias, prout tibi pro veritate plenius circa hec indaganda videbitur expediens, super premissis et dependentibus ab eisdem diligenter veritatem inquirens prefatas mulieres et quanlibet earum, prout de predictis culpabiles inveneris, punire ac corrigere penitentiasque ipsis imponere studeas, sicut iusticia exigerit, cum temperamento tamen misericordie, prout earum contricio meruerit et racioni convenire cognoveris salutares. — Datum Avinioni, VII idus aprilis, anno quarto.

1. N. 150, note 3.
2. Probablement Saint-Paul-le-Froid (Lozère), cant. de Grandrieu, arrond. de Mende.
3. Probablement Bagnols (Lozère), cant. du Bleymard, arrond. de Mende.

— 171 bis —

Benoît XII mande aux prélats et à toutes autres personnes ecclésiastiques, séculières et régulières, aux seigneurs et aux villes, de vouloir accorder leur appui et prêter secours à Raimond Raboti et à Laurent Raimberti, que l'inquisiteur de Provence, Jean Badas, envoie à la recherche de l'Espagnol judaïsant Alphonse Diaz, qui s'est réfugié chez les Juifs de la Savoie ou du Dauphiné. Ils devront faciliter la capture du fugitif et de ses biens. — Avignon, 6 juillet 1338.

Reg. Vat., t. CXXXIII, n. 475; Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 92 (anal.).

Venerabilibus fratribus, etc. — Pro parte dilecti filii Johannis de Badis[1], ordinis fratrum minorum, inquisitoris heretice pravitatis in provincia Provincie auctoritate apostolica deputati, percepto, quod ipse ad capiendum et ad suam presentiam adducendum Alfonsum Dias de partibus Ispanie oriundum, qui olim de iudaismo ad fidem conversus catholicam, et sacris (*sic*) baptismatis gratiam consecutus postmodum instigante diabolo qui

saluti humane invidet in errorem iudaice cecitatis pristinum tanquam canis ad vomitum sicut asseritur est subversus, cum iudeis in Dalfinatu seu comitatu Sabaudie vel circumvicinis partibus iugiter conversando, providit dilectos filios Ramundum Raboti, monachum monasterii S. Euticii ordinis S. Benedicti, Spoletan. di, et Laurentium Raimberti, laicum, civem Avinionen., exhibitores presentium destinandos, universitatem vestram rogamus, monemus, requirimus et in Domino attentius exhortamur quatinus prefatis monacho et civi ac eorum cuilibet, ut eundem Alfonsum capere cum omnibus bonis suis et ad prefatum inquisitorem adducere valeant... sicut vos requisierint assistatis eisque prestetis circa hoc auxilium, consilium et favorem... — Datum Avinioni, II nonas iulii, anno quarto.

1. Voir n. 91 120.

— 172 —

Le pape réclame aux vicaires généraux de Maguelonne et à Raymond Peyre, seigneur d'Agoult, les procès faits par les juges de la curie séculière du château de Brissac à trois sorcières, au préjudice de l'inquisiteur de Carcassonne. — Avignon, 28 mars 1339.

Reg. Aven., t. LIII, fol. 143 v°; *Reg. Vat.*, t. CXXVII, n. 306.

Dilectis filiis vicariis ecclesie Magalonen. et nobili viro Raymundo Petri, militi, domino Agautici [1], Magalonensis diocesis, salutem, etc. — Ad audientiam apostolatus nostri pervenit quod nuper in castro de Brixiaco [2], Magalonen. diocesis, ad ecclesiam Magalonen. et te, fili Raymunde, communiter pertinente, per quosdam iudices seculares communis curie utriusque vestrum castri predicti contra quondam Michaelem Gauterie et Ermeniardam de Cornutis et Agnetem Fabrice, mulieres, ut asseritur, sortilegas et maleficas, certus habitus est processus et contra eas condempnationis sententia promulgata et executioni mandata in preiudicium dilecti filii .. [3] inquisitoris heretice pravitatis in regno Francie per Sedem apostolicam deputati Carcassone residentis. Cum igitur certis ex causis velimus de huiusmodi

processu et sententia informari, discretioni vestre per apostolica scripta districte precipiendo mandamus quatinus processum huiusmodi super premissis habitum nobis sub vestris inclusum sigillis fideliter curetis quantocius destinare. Datum Avinioni, x kalendas aprilis, anno quinto [4].

1. Agoult, aujourd'hui Goult (Vaucluse), cant. de Gordes, arrond. d'Apt. Cette localité est le berceau de la famille d'Agoult, dont un des membres possédait le château de Brissac dans le diocèse de Maguelonne.

2. Brissac (Hérault), cant. de Ganges, arrond. de Montpellier. C'était jadis une baronnie dépendante du comté de Melgueil et de Montferrand, c'est-à-dire de l'évêque de Montpellier. E. Thomas, *Dictionnaire topog. du départ. de l'Hérault*, Paris, 1865, p. 26.

3. Aymon de Caumont; n. 162, note 1.

4. Sur la même affaire, voir la bulle suivante et le n. 177.

— 173 —

Benoît XII réclame à l'inquisiteur de Carcassonne ou à ses lieutenants les actes des procès entrepris par eux à la suite de la condamnation des trois sorcières dont il vient d'être question. Le pape se réserve l'examen de l'affaire, défend aux inquisiteurs de s'en occuper davantage et ordonne la mise en liberté conditionnelle des personnes incarcérées à cette occasion. — Avignon, 5 avril 1339.

Reg. Aven., t. LIII, fol. 143 v°; *Reg. Vat.*, t. CXXVII, n. 307.

Dilecto filio .. [1] inquisitori heretice pravitatis in regno Francie per Sedem apostolicam deputato Carcassone communiter residenti vel eius locumtenentibus, salutem, etc. — Ad audientiam apostolatus nostri pervenit quod pro eo quod in castro de Brixiaco, Magalonen. diocesis, ad Magalonen. ecclesiam et dilectum filium nobilem virum Raymundum Petri, militem, dominum Agautici eiusdem diocesis communiter pertinente, per quosdam iudices seculares communis curie eorumdem contra quondam Michaelem Gauterie et Ermeniardam de Cornutis ac Agnetem Fabrisse, mulieres, ut asseritur, sortilegas et maleficas, certus habitus est processus et condempnationis sententia promulgata et executioni mandata in officii tui, fili inquisitor, preiudi-

cium et contemptum per vos seu alios de mandato tuo, prefate inquisitor, contra nonnullas personas certi habiti sunt processus. Cum autem certis ex causis tam de toto processu super premissis habito per dictos iudices seculares quam de toto processu super hiis per vos vel alios de mandato vestro postmodum subsecuto velimus plenius informari, ac propterea dilectis filiis .. vicariis ecclesie Magalonen. dictoque nobili nostris demus litteris in mandatis ut dictum processum, per eosdem iudices seculares super premissis habitum, sub eorum inclusum sigillis quantocius nobis destinare procurent, discrecioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus omnem processum, omnemque informationem per vos, seu de mandato vestro contra quoscumque factos et habitos pretextu executionis sententie supradicte contra mulieres prefatas per iudices memoratos fideliter in scriptis redactos nobis de verbo ad verbum sub vestris inclusis sigillis omni mora et occasione cessantibus quantocius destinare curetis. Nos insuper totum huiusmodi negocium ad nostrum et eiusdem Sedis revocamus examen, vobis districtius inhibentes ne contra revocationem huiusmodi quicquid attemptare vel facere presumatis, ac decernentes irritum et inane si secus super hiis per vos vel quoscumque alios scienter vel ignoranter contigerit attemptari. Eos autem quos premissorum occasione cepistis seu arrestastis, seu capi vel arrestari fecistis, recepta ab eis nomine nostro et pro parte Sedis eiusdem ydonea cautione quod certo termino peremptorio competenti per vos, prefati inquisitor vel locumtenentes, eis prefigendo apostolico conspectui personaliter se presentent a carcere seu arresto huiusmodi liberetis, nobis diem prefixionis huiusmodi et quicquid super hiis feceritis per vestras litteras quantocius intimando. — Datum Avinioni, nonis aprilis, anno quinto [2].

1. Aymon de Caumont; n. 162, note 1.
2. Sur cette affaire, voir bulle précédente et n. 177.

— 174 —

Le pape prescrit un supplément d'enquête dans la cause du frère mineur Pierre Calvet, du couvent de Milhau, accusé par l'inquisiteur Aymon de Caumont, et dont le procès est confié au cardinal Guillaume Court. — Avignon, 27 juillet 1339.

Reg. Aven., t. xci, fol. 483; *Reg. Vat.*, t. cxxvii, n. 546; Eubel, *Bullarium franciscanum*, t. vi, p. 72, n. 115 (*in ext.*).

Dilectis filiis.. preposito monasterii Bellimontis[1] per prepositum soliti gubernari, et.. priori sancti Leontii[2], Vabren. et Ruthenen. diocesum, salutem. — Dudum per dilectum filium Aymonem de Calvomonte[3], ordinis predicatorum, inquisitorem heretice pravitatis in regno Francie, nostro apostolatui intimato quod dilectus filius Petrus Calveti, ordinis minorum, in loco fratrum dicti ordinis de Amiliano[4], Ruthenen. diocesis, nonnulla contra fidem catholicam asseruerat et publice coram populo predicarat, et quod ipse inquisitor quandam informationem tunc nobis per eum sub suo sigillo transmissam fecerat et receperat; nos volentes super hiis veritatem diligentius indagare, dilecto filio nostro Guillelmo[5], tituli sanctorum Quatuor Coronatorum presbitero cardinali, commisimus et mandavimus oraculo vive vocis ut super contentis in informatione predicta ex officio inquireret; et que super hiis inveniret nobis fideliter referre curaret. Coram quo cardinali prefato Petro in iudicio comparente ac per eum quibusdam capitulis sibi per dictum cardinalem super premissis exhibitis factis nonnullis responsionibus et contra dictam informationem ipsius inquisitoris quibusdam exceptionibus datis, necnon per Petrum prefatum ad defensionem suam certis articulis formatis et traditis coram cardinali predicto in terminis ad singulos actus huiusmodi supradicto Petro successive et peremptorie per cardinalem eundem assignatis; quia per ea que coram prefato cardinali apud dictam Sedem in negotio predicto sunt habita non potest apud Sedem eandem de ipsius negotii meritis plene liquere, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos vel alter vestrum testes, litteras et instrumenta que prefatus Petrus Calveti super dictis suis articulis quos idem cardinalis vobis sub suo sigillo transmittit inclusos, coram vobis duxerit producenda

infra trium mensium spatium post receptionem presentium prudenter recipere, ac testes ipsos iuxta datam a Deo vobis prudentiam diligenter examinare curetis; litteras et instrumenta predicta transcribi fideliter faciendo; depositiones omnium testium predictorum fideliter in scriptis redactas una cum articulis supradictis ac transsumptis litterarum et instrumentorum predictorum sub vestris sigillis inclusas ad nostram presentiam quantocius transmissuri ac significaturi nobis que et quanta sit fides eisdem instrumentis et litteris adhibenda; prefixo eidem Petro Calveti termino peremptorio competenti, quo cum omnibus actis, iuribus et munimentis suis huiusmodi causam tangentibus apostolico se conspectui representet iustam dante Domino sententiam recepturus. Testes autem qui fuerint nominati, si se gratia, odio vel timore subtraxerint, per censuram ecclesiasticam appellatione cessante cogatis veritati testimonium perhibere. Diem vero prefixionis huiusmodi et formam et quicquid super premissis duxeritis faciendum nobis per vestras litteras harum seriem continentes fideliter intimetis. — Datum Avinioni, VI kalendas augusti, anno quinto.

1. Belmont (Aveyron), chef-lieu de cant., arrond. de Saint-Affrique.
2. Saint-Léons (Aveyron), cant. de Vezins, arrond. de Milhau.
3. Voir n. 162, note 1.
4. Milhau, chef-lieu d'arrond., départ. de l'Aveyron.
5. Guillaume Court, cistercien, neveu de Benoît XII, abbé de Boulbonne, dans le diocèse de Mirepoix, maître en théologie; évêque de Nîmes, le 3 avril 1337; transféré à Albi, le 3 décembre suivant; créé cardinal du titre des Saints-Quatre-Couronnés, le 18 décembre 1338; évêque de Tusculum, le 18 décembre 1350; mort le 12 juin 1361. Baluze, col. 816; *Gall. christ.*, t. XIII, col. 294; t. VI, col. 450; t. I, col. 26-27; *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 479; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 17, 378-380; Denifle, *Chartul.*, t. II, p. 718.

— 175 —

Benoît XII ordonne à l'abbé de Boulbonne de faire une enquête sur certains crimes imputés à plusieurs de ses moines et à un clerc du diocèse de Rieux, lesquels, voulant pratiquer clandestinement l'alchimie et découvrir un prétendu trésor enchanté, avaient fait

fabriquer une image de cire, tenté de la baptiser, pour la percer ensuite à l'aide d'aiguilles et apprendre d'elle l'endroit où se trouvait le trésor. — Avignon, 2 décembre 1339.

Regest. Aven., t. LIII, fol. 253 v°; *Regest. Vatic.*, t. CXXVII, n. 758; Hansen, *Quellen*, etc., p. 14, n. 22 (*in ext.*).

Dilecto filio Durando [1], abbati monasterii de Bolbona [2], Cistercien. ordinis, Mirapiscen. diocesis, salutem, etc. — Ad audientiam nostram pervenit quod Guillelmus de Mosseto, alias dictus spurius de Mosseto, clericus Riven. diocesis, Raymundus Fenolh, Arnaldus Gifre, Bernardus Aynerii, ac Bertrandus de Causaco [3], monachi monasterii tui, ad secularia desideria et lucra temporalia, que militant adversus animam, queve debebant velut stercora extimare, retro vertentes affectus, quadam die, ut possent clandestine alchimiam exercere, ad portam dicti monasterii invicem convenerunt, se fidei prestite vinculo astringentes, quod nemini revelarent nec panderent illa que facerent de alchimia supradicta. Idemque Guillelmus de Mosseto dixit eisdem monachis quod ipse sciebat quemdam montem incantatum prope villam de Limoso, in quo erat absconsus infinitus thesaurus incantatus, cuius thesauri custodie quedam mulier similiter incantata fuerat deputata, et quod ad faciendam dictam alchimiam et detrahendum dictum thesaurum de monte prefato per ipsos monachos, erat eis necessaria quedam imago cerea que loqueretur et baptizaretur.

Quam ymaginem postmodum idem Guillelmus emit et defferri fecit ad domum Petri Garaudi, civis Appamiarum, per quemdam famulum dicti Petri; quodque postmodum dicta ymago fuit de domo dicti Petri recepta et per dictum Raymundum Fenolh ad prefatum monasterium clandestine deportata, et posita super altare capelle beate Caterine, quod est iuxta portam dicti monasterii, super quo, per inconsiderationem monachorum dicti monasterii non advertencium quod dicta ymago erat ad committendum sacrilegium fabricata, per plures dies dicitur permansisse; postque per prefatum Raymundum ad domum eiusdem Petri extitit reportata. Idemque Guillelmus in presencia dicti Petri Garaudi interrogavit eundem Raymundum si dicta ymago extiterat baptizata; qui respondit quod non, quia eam nequiverat baptizare. Subsequenter vero dicta ymago per eundem Petrum Garaudi tibi extitit assignata, tuque, in cofino, in quo

fuerat reportata, novem acus, cum quibus dicta ymago pungi debebat, sicut accepimus, invenisti. Dictus quoque Raymundus, ut dicitur, fuit confessus et etiam probatur per unum secularem quod idem Raymundus recepit et penes se tenuit librum in quo erat scripta forma traditionis baptismatis sacramenti per plures dies. Dictus etiam Bernardus dicitur fuisse confessus se habuisse librum sacri baptismi ab ecclesia de Monte alto [4]; seque dictum librum misisse dicto Raymundo, qui plures dies tenuit eum et postea ipsum remisit capellano ecclesie memorate. Dicitur etiam per quemdam clericum dicte ecclesie de Monte alto fore relatum quod idem Bernardus eumdem clericum rogavit ut accomodaret et traderet sibi sanctum crisma dicte ecclesie; quod idem clericus facere recusavit, dicens quod ad dictum Bernardum monachum non spectabat alicui impendere sanctum crisma.

Cum itaque, si premissis veritas suffragetur, prefati monachi, fabricando vel fabricari faciendo dictam ymaginem ipsamque super prefato altari ponendo et tenendo per plures dies, dum missa ibi celebrabatur, dicte ymagini volendo conferre baptismatis sacramentum ad exercendum huiusmodi alchimiam et prefatum thesaurum absconditum exquirendum, gravis reatus macula contraxisse noscantur, ac propterea sint graviter puniendi, discretioni tue... mandamus quatinus secrete te de premissis studeas informare, et taliter providere procures quod dicti monachi, qui premissa perpetrare temere presumpserunt, non possint fugere et per fugam evadere debitam disciplinam; quodque libros, scripturas et res ipsorum alias capias et custodias diligenter; nobisque insuper referas per tuas litteras quecumque super hiis inveneris, queve in premissis duxeris facienda. Contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Testes autem qui fuerint nominati, si se gratia, odio vel timore subtraxerint, censura simili, appellatione cessante, compellas veritati testimonium perhibere. — Datum Avinioni, [i]v nonas decembris, anno quinto [5].

1. Durand, abbé de Boulbonne, successeur de Guillaume Court. *Gallia christ.*, t. XIII, col. 294; J.-M. Vidal, *Benoît XII, Lettres communes*, n. 4071.
2. Boulbonne, commune de Cintegabelle, arrond. de Muret (Haute-Garonne).
3. Cahuzac (Aude), cant. de Belpech, arrond. de Castelnaudary.
4. Montaut (Ariège), canton de Saverdun, arrond. de Pamiers.
5. Suite de l'affaire, n. 179.

— 176 —

Acte consistorial du 18 février 1340. — A l'époque de la promotion de l'évêque d'Albi, Pierre de Vie, cinq consuls de cette ville étaient venus à Avignon rendre hommage au pape Jean XXII, aux cardinaux et à leur nouveau pasteur, au nom de leurs concitoyens. L'un d'eux, Giraud Coll, se plaignit au futur Benoît XII, alors cardinal Fournier, des excès commis à Albi par certains notaires ou jurés de l'Inquisition, coupables, disait-il, d'injustices et d'exactions.

Jean XXII mourut sur ces entrefaites. Benoît XII lui succéda. Alors Menet de Robécourt, soi-disant commissaire de l'inquisiteur de Carcassonne, prenant prétexte des plaintes formulées par les consuls d'Albi, entama contre eux une action judiciaire pour avoir tenté d'empêcher le libre exercice de l'Inquisition.

Benoît XII appela l'affaire à son tribunal et en confia la conduite, d'abord, au cardinal Bertrand de Montfavez, puis au cardinal Pierre Bertrand. Les débats furent longs. On entendit une foule de témoins cités à la requête des deux parties, soit à Avignon, soit ailleurs. Enfin Benoît XII en personne prononça la sentence. Guiraud Coll, principal intéressé, fut rétabli dans tous ses droits et dans sa bonne renommée; les frais du procès et les dommages subis par lui devaient lui être restitués par son adversaire. Menet de Robécourt était révoqué de son office de commissaire de l'Inquisition et déclaré inapte à recevoir une charge quelconque dans un tribunal inquisitorial. — Avignon, 18 février 1340.

Regest. Aven., t. LIV, fol. 88; *Reg. Vat.*, t. CXXVIII, n. 58; J.-M. Vidal, *Benoît XII*, n. 8153 (anal.); *Menet de Robécourt*, dans *Moyen âge*, 1903, p. 438.

Ad futuram rei memoriam. — In immensum crescit presumtorum impunita temeritas et non absque lesione multorum nimis relaxatur delinquenda licentia que iuris terminis non arcetur. Dudum siquidem in promotionis nostre primordiis ad apicem apostolice dignitatis, pro parte dilecti filii Guiraudi Colli [1], civis Albiensis, fuit propositum coram nobis quod olim, tempore Johannis pape XXII predecessoris nostri, bone memorie Petro de Via [2], episcopo tunc electo Albien. et de novo per predecessorem eundem promoto in episcopum Albien., ac huiusmodi

promotione ad communitatis Albien. deducta notitiam, dicta communitas dilectos filios magistrum Bernardum de Grava, licentiatum in legibus, Pontium Rogerii, eundem Giraudum Colli, Bernardum Austruconis [3], ac Durantum de Monteacuto, cives et consules Albien., ad veniendum ad romanam Curiam et impendendum dicto predecessori eiusdemque fratribus sancte romane Ecclesie cardinalibus, de quorum numero tunc eramus, dictoque Petro tunc electo in dicta curia existenti reverentiam specialiter deputavit. Dictique consules propter hoc ad dictam curiam accedentes prefatis predecessori et nobis tunc tituli sancte Prisce presbitero cardinali et quampluribus aliis sancte romane Ecclesie cardinalibus dictoque Petro tunc electo, nomine communitatis eiusdem reverentiam impenderunt; et quod idem Giraudus Colli una cum dictis aliis consulibus collegis ipsius coram nobis, tunc ut premittitur cardinali, personaliter constitutus, post impensam huiusmodi reverentiam hec verba vel similia protulit in effectu, videlicet : quod aliqui homines laici erant in civitate predicta dicentes se iuratos officii Inquisitionis heretice pravitatis, de quibus dicebatur quod propter favorem eiusdem officii recipiebant multas corruptiones et faciebant multas oppressiones et exactiones de quibus non recipiebat aliquem honorem officium nec civitas prelibata; et quod esset bonum quod nullus notarius faceret processus vel audiret personas super facto fidei nisi inquisitor huius esset presens; adiecto in propositione predicta quod nos huiusmodi verbis responderamus per hec verba vel similia in effectu, videlicet quod temporibus quibus nos audiebamus testes vel aliquos de facto fidei nolebamus quod aliquis notarius eos audiret, nisi nos presentes essemus. Et tunc per dictos consules vel aliquem eorum nobis fuerat humiliter supplicatum quod eidem predecessori tunc viventi supplicaremus quod tale in hac parte remedium adhiberet quod boni possent vivere et mali punirentur. Et quod tandem dicto predecessore defuncto nobisque ad apicem summi apostolatus assumptis, magister Mennetus de Roberticuria [4], canonicus ecclesie Montisregalis [5], Carcassonen. diocesis, notarius, pro commissario Inquisitionis pravitatis eiusdem in partibus Carcassonen. et Albien. se gerens, super dictis verbis et aliis quibuscumque per eosdem consules Albien. officium seu ministros dicte Inquisitionis tangentibus, nobis tunc cardinali dictis seu prolatis, que idem Mennetus in iniuriam et impe-

dimentum negotii fidei et officii dicte Inquisitionis et fautoriam hereticorum redundare dicebat, quosdam processus formaverat et fecerat contra dictum Giraudum super hiis inquirendo et nonnullos testes recipiendo, ipsumque propterea multipliciter diffamando et alias expensis et laboribus pregravando. Propter que nos intendentes cum predictis Bernardo de Grava, Pontio, Giraudo, Bernardo Austruconis et Duranto super nonnullis certis negociis, et deinde volentes cum dicto Menneto super eisdem processibus contra ipsos, ut dicebatur, factis plenius informari, dictos Mennetum, notarium, magistrum Bernardum, Pontium, Guiraudum, Bernardum Astruconis et Durantum, ad nostram presentiam fecimus personaliter evocari [6]. Quibus Bernardo de Grava, Pontio, Giraudo, Bernardo Astruconis et Duranto ad dictam curiam venientibus dictoque Menneto, necnon prefatis Bernardo de Grava, Giraudo, ac Bernardo Austruconis in consistorio coram nobis personaliter constitutis, ac per dictos Bernardum de Grava et Guiraudum suo et quarumdam aliarum personarum civitatis eiusdem nomine, contra dictum Mennetum propositis multis variis et diversis, et per dictum Mennetum ad proposita ipsa responsionibus subsecutis; nos dilecto filio nostro Bertrando [7], S. Marie in Aquiro diacono cardinali, in dicto consistorio tunc presenti, commisimus et mandavimus oraculo vive vocis, quod super propositis et responsis predictis ipsas partes audiret et quod super eis idem cardinalis se informaret, nobisque referret. Ac nichilominus postea sibi mandavimus viva voce, quod processum etiam contra dictum Guiraudum et alios consules per dictum Mennetum factum et habitum statim faceret sibi deferri. Quo siquidem processu prefato cardinali delato, et etiam assignato, dictisque Menneto, Bernardo de Grava et Giraudo coram eo postea in iudicio constitutis, idem cardinalis eisdem Menneto et Giraudo ad dicendum, proponendum et dandum in scriptis quicquid alter contra alterum dicere, proponere et dare vellet, certum assignavit terminum. In quo prefatis Menneto et Giraudo comparentibus in iudicio coram eo, idem Giraudus contra dictum Mennetum quendam libellum exhibere curavit, in quo idem Giraudus inter alia asserebat quod idem Mennetus, tunc pretendens se notarium et commissarium officii memorati, vocatis dicto Giraudo et eius collegis predictis super dictis verbis per eos propositis coram nobis, in nostrum et eiusdem Sedis contemptum ac diffamationem

dicti Giraudi eiusque non modicum preiudicium et gravamen, inquisitionem formaverat et processus fecerat contra eum; quare petebat eundem Mennetum ad exhibendum ipsos processus compelli sibique decerni copiam eorumdem seque repertum innocentem et immunem a contentis in eis per eandem Sedem absolvi, dictosque processus viam dare et facere cancellari seque restitui auctoritate apostolica in integrum ad suam bonam famam, statum et honores in quantum ejus opinio propter hoc fuerat de facto vel alias quoquomodo gravata; dictumque Mennetum compelli ad faciendum fidem et exhibendum potestatem et mandatum, si quod habebat, cuius auctoritate et vigore ad dictos processus et actus processerat, ut prefertur; protestando de dampnis et expensis in prosecutione predictorum factis et in antea faciendis. Ac deinde exhibitis per dictum Mennetum quibusdam exceptionibus contra libellum prefatum; et contra ipsas exceptiones aliquibus pro parte dicti Guiraudi replicationibus subsecutis, exhibitis quoque in iudicio per dictum Guiraudum nonnullis positionibus et articulis super dictis, propositis et petitis per eum ad informationem cardinalis eiusdem, ac nonnullis exceptionibus per dictum Mennetum datis contra positiones et articulos prelibatos et ad eas pro parte dicti Giraudi aliquibus replicationibus subsecutis in terminis ad actus huiusmodi per eundem cardinalem predictis partibus peremptorie et successive prefixis; demum nos eidem cardinali mandavimus et commisimus oraculo vive vocis quod super dictis articulis per eundem Giraudum exhibitis ad pleniorem informationem posset testes qui existerent nominati extra romanam Curiam de diversis locis ad ipsam curiam evocare, ipsosque recipere et examinare; necnon etiam extra ipsam Curiam receptionem et examinationem ipsorum testium personis ydoneis uni vel pluribus in diversis partibus prout sibi visum foret committere. Ac nonnullis testibus pro parte dicti Giraudi productis super articulis et informatione predictis et probatione ipsorum in termino ad hoc prefixo et ab ipsis testibus per dictum cardinalem, presente dicto Menneto, iuramentis receptis; ac demum prefato cardinali pro certis arduis et urgentibus negotiis de mandato nostro se de romana Curia absentante, nos causam seu causas huiusmodi in statu in quo remanserant coram eo tempore recessus sui de curia memorata, dilecto filio nostro Petro [8], tituli sancti Clementis presbitero cardinali, ad instantiam dicti Giraudi

audiendas commisimus et nobis postmodum referendas. Ac deinde de mandato eiusdem Petri cardinalis ex speciali commissione super hoc per nos sibi facta, nonnullis testibus reprobatoriis pro parte dicti Menneti contra dictos testes pro parte dicti Giraudi productos extra dictam Curiam romanam receptis, et eorum attestationibus una cum tenoribus plurium instrumentorum et litterarum coram commissariis et receptoribus dictorum testium productorum remissis ad eandem curiam iuxta morem; nos eidem Petro cardinali attestationes et processus huiusmodi recipiendos et aperiendos, ac causam huiusmodi resumendam et audiendam commisimus et nobis postmodum referendam. Presentatis igitur dicto Petro cardinali attestationibus et processibus huiusmodi, et deinde dicto Giraudo et magistro Nicolao de Hermondivilla, procuratore prefati Menneti, coram Petro cardinali predicto in iudicio comparentibus, ac omnibus et singulis sigillis appositis et appensis in eis omnibusque attestationibus, remissionibus et processibus in huiusmodi causa in partibus habitis dicto Petro cardinali exhibitis; et per ipsos Giraudum et Nicolaum hinc inde recognitis et etiam confessatis; et quibusdam aliis instrumentis et litteris autenticis ut prima facie apparebat exhibitis; ac deinde prefatis Nicolao procuratore et Giraudo coram dicto cardinali in iudicio constitutis, idem Petrus cardinalis, in presentia eorumdem Giraudi et Nicolai, attestationes et processus huiusmodi omnes et singulos aperuit et etiam publicavit et pro apertis habuit et etiam publicatis. Ac ilico post predicta Giraudus et Nicolaus procurator prefati, quilibet videlicet pro parte sua sponte in causa huiusmodi concluserunt; idemque Petrus cardinalis cum eisdem conclusit et habuit pro concluso. Denique facta per eundem Petrum cardinalem nobis de omnibus et singulis actis, actitatis, habitis et productis in causa huiusmodi ac attestationibus et processibus in eadem causa factis, tam coram dicto Bertrando cardinali quam etiam coram eo, relatione plenaria et fideli, nos, de fratrum nostrorum consilio, sententialiter et diffinitive pronuntiamus, decernimus et declaramus non licuisse dicto Menneto formare vel facere processus aliquos seu procedere vel inquirere potuisse contra dictum Giraudum ratione, vel occasione, seu causa dictorum verborum per ipsum Giraudum olim ut prefertur in eadem Curia romana coram nobis tunc cardinali, ut premittitur, prolatorum; neque ipsum Mennetum pretextu po-

testatis vel commissionis cuiuspiam per dictum inquisitorem sibi facte premissa facere potuisse; ipsumque processum per dictum Mennetum contra dictum Giraudum factum et habitum, ut prefertur, tanquam temerarium et de facto presumptum cassamus, anullamus et irritamus, et cassum, nullum et irritum nunciamus; ac nichilominus pronuntiamus, decernimus et declaramus eundem Giraudum fuisse et esse bone opinionis et fame; nullamque infamiam vel diffamationem per huiusmodi processus et inquisitiones habitos seu habitas, factos seu factas contra eum per dictum Mennetum super dictis verbis, per eundum Giraudum in dicta Curia romana prolatis vel eorum pretextu seu occasione incurrisse; dictumque Mennetum dicto Giraudo in expensis per eum in huiusmodi causa factis, quatenus articulum dictorum verborum per eum in eadem Curia prolatorum concernunt, cum restauratione et emendatione dampnorum que dictus Giraudus propterea incurrit eidem Giraudo restituendis, prout hec omnia fuerant per dictum Giraudum petita, sententialiter condempnamus; ipsorumque expensarum et dampnorum taxationem eidem Petro cardinali committimus modo debito faciendam [9]. Prefatum quoque Mennetum quocumque officio circa Inquisitionis negotium heretice pravitatis vel eius occasione quomodolibet vel ubilibet exercendo perpetuo apostolica auctoritate privamus. Insuper volumus et districte precipimus quod idem Mennetus nullum officium circa negotium Inquisitionis heretice pravitatis quocumque modo possit deinceps recipere, vel quomodolibet exercere, vel de illo se intromittere quoquomodo absque nostra vel successorum nostrorum romanorum pontificum licentia speciali. Supplentes omnem defectum, si quis forsitan foret ex solemnitate iuris omissa vel pro eo quod idem Mennetus tempore huiusmodi per nos prolate sententie presens non extitit, vel alias quocumque modo in processibus supradictis. Nulli ergo, etc., nostre cassationis, anullationis, irritationis, nuntiationis, condempnationis, commissionis, privationis, voluntatis, pronuntiationum, declarationum, constitutionum, precepti et supplementi infringere, etc. [10]. — Actum Avinioni, in palatio nostro apostolico XII kalendas martii, anno sexto.

1. Voir n. 154, note 4.
2. Pierre de Vie; n. 155, note 1.

3. Voir n. 154, note 5.
4. Voir n. 28, note 2, et 154, 155.
5. Montréal (Aude), chef-lieu de cant., arrond. de Carcassonne.
6. Voir les citations, n. 154, 155.
7. Bertrand de Montfavez, n. 67, note 1.
8. Pierre Bertrand, docteur *in utroque jure,* archidiacre de Billom dans le chapitre de Clermont, fut promu à l'évêché de Nevers, le 28 janvier 1320; transféré à Autun, le 19 mai 1322; créé cardinal du titre de Saint-Clément, le 20 décembre 1331; il mourut le 24 juin 1348. Baluze, col. 782; *Gall. christ.,* t. XII, col. 647; t. IV, col. 408-412; *Hist. de Lang.,* t. IX, p. 459-460; Eubel, *Hier.,* t. I, p. 15, 71, 386.
9. Le cardinal Pierre Bertrand fixa à 150 florins d'or de Florence la somme que Menet de Robécourt devait payer à Giraud Coll. Le 15 août 1340, Benoît XII nomma les exécuteurs de ce jugement (cf. n. 181).
10. Voir sur cette curieuse affaire les n. 28, note 2, 154, 155, 181.

— 177 —

Le pape a réclamé, tant à l'inquisiteur de Carcassonne qu'aux vicaires de l'église de Maguelonne et au seigneur d'Agoult, les procès faits par eux ou leurs juges à trois sorcières du ressort de Brissac. Mais c'est en vain. Le mandement pontifical a été supprimé ou tenu secret. Benoît XII en écrit à l'évêque de Maguelonne, lui ordonnant de faire exécuter sa volonté, de rechercher les coupables et d'informer sur la falsification qu'on dit avoir été faite des actes de ces procès. — Avignon, 21 février 1340.

Reg. Vat., t. CXXXV fol. X, n. 28; Daumet, *op. cit.,* n. 693 (anal.).

Venerabili fratri ..[1] episcopo Magalonen. — Dudum ad audientiam apostolatus nostri perlato quod pro eo quod in castro de Brixiaco [2], Magalonen. diocesis, ad tuam Magalonen. ecclesiam et dilectum filium nobilem virum Raymundum Petri, militem, dominum Agautici, eiusdem diocesis, communiter pertinente, per quosdam iudices seculares curie communis ecclesie ac nobilis predictorum contra quondam Michaelem Gauterie et Emengardam de Carnicis ac Agnetam Fabrice, mulieres ut asserebatur sortilegas et maleficas, certus habitus processus fuerat et condempnationis sententia promulgata et executioni mandata in officii dilecti filii [3] inquisitoris heretice pravitatis in illis parti-

bus auctoritate apostolica deputati, ut dicebatur, preiudicium et contemptum, per eundem inquisitorem seu de mandato suo contra nonnullas personas certi fuerant facti processus. Nos certis ex causis tam de toto processu super premissis habito per dictos iudices seculares quam processu predicto per eundem inquisitorem vel de suo mandato exinde postmodum ut premittitur subsecuto volentes plenius informari, prefato inquisitori ac dilectis filiis vicariis ecclesie predicte tunc vacantis, necnon nobili memorato per diversas litteras nostras [4] dedisse meminimus in mandatis ut ipse inquisitor processum ex officio suo super premissis habitum dictique vicarii et nobilis alium processum et sententiam factum et latam per predictos iudices contra mulieres predictas nobis integraliter de verbo ad verbum sub suis sigillis interclusos destinare quantocius procurarent, et causam seu negocium huiusmodi ad nostrum et apostolice Sedis advocantes examen, inter alia prefato inquisitori et eius locumtenenti, ne quicquam contra huiusmodi advocationem attemptare presumerent vel facerent districtius duximus exhibendum, ac decernendo ex tunc irritum et inane si secus scienter vel ignoranter contingeret super hiis attemptari, prout in eisdem litteris plenius continetur. Cum autem sicut intelleximus aliqui litteras nostras predictas sic maliciose retinuerint et subticuerint usque modo quod nequaquam fuerunt executioni mandate, fraternitati tue... mandamus quatinus eosdem processus et sententiam iuxta predictarum litterarum nostrarum seriem facias quantocius nobis mitti et contenta in eisdem litteris executioni debite demandari. Contradictores, etc. Et nichilominus super suppressione ac retentione maliciosa litterarum ipsarum necnon falsificatione que de ac super processu coram predictis iudicibus secularibus habito facta fuisse dicitur informatione diligenti recepta eam nobis sub tuo fideliter inclusam sigillo mittere non postponas. — Datum Avinioni, ix kalendas marcii, anno sexto.

1. Arnaud de Verdale; voir n. 164, note 1.
2. Pour toutes les références, voir n. 172, notes.
3. Aymon de Caumont; n. 162, note 1.
4. Cf. n. 172, 173.

— 178 —

Ordre de citer deux bourgeois d'Albi à propos d'une affaire d'inquisition. — Avignon, 6 juillet 1340.

Reg. Aven., t. LIV, fol. 26 v°; *Reg. Vat.*, t. CXXVIII, n. 14, 35, *de Curia*; Daumet, *op. cit.*, n. 743 (anal.).

Venerabili fratri ..[1] episcopo Albien. salutem. — Cum de quibusdam apostolatui nostro relatis, que negocium fidei tangere disnoscuntur (*sic*), velimus cum Bartholomeo Maurelli[2] et Guillelmo Fransa[3], laicis civitatis et diocesis Albien., inquirere veritatem, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus per te vel per alium, seu alios eosdem Bartholomeum et Guillelmum peremptorie ex parte nostra citare procures ut vicesima die post citationem tuam personaliter apostolico conspectui se presentent ut cum eis de premissis indagare possimus et scire plenarie veritatem. Diem vero huiusmodi citationis et formam et quicquid exinde feceris, nobis per tuas litteras harum seriem continentes quantocius intimare procures. — Datum Avinioni, II nonas iulii, anno sexto.

1. Pictavin de Montesquieu, chanoine, puis (19 juin 1325) évêque de Bazas; évêque de Maguelonne, le 12 septembre 1334; évêque d'Albi, le 27 janvier 1339; promu au cardinalat (titre des Saints-Douze-Apôtres), le 17 décembre 1350; mort le 1er février 1355. *Gall. christ.*, t. I, col. 27, 1203; t. VI, col. 782-783; *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 622-623; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 80, 334, 546.

2. Un Barthélemy Maurel, d'Albi, avait été délégué, le 24 janvier 1306 (n. st.) par ses concitoyens, pour défendre les intérêts de la ville devant la commission cardinalice. Douais, *Documents*, etc., t. II, p. 318.

3. Ce Guillaume Fransa était probablement un descendant de Galhard Fransa, poursuivi pour hérésie, en l'an 1300, par B. de Castanet et Nicolas d'Abbeville (n. 3, note 1), ou bien de Pierre Fransa, également incarcéré à cette époque, mais qui, en 1313, attendait encore dans sa prison que l'on terminât son procès (n. 7 et 11).

— 179 —

Benoît XII mande aux abbés de Boulbonne et de Berdoues de faire justice de quatre moines de Boulbonne inculpés de maléfices, d'alchimie et de superstition. — Avignon, 23 juillet 1340.

Reg. Aven., t. LIV, fol. 294; *Reg. Vat.*, t. CXXVIII, n. 281.

Dilectis filiis, Durando [1], de Bolbona, et Raymundo [2], de Berdonis [3] monasteriorum abbatibus, Cistercien. ordinis, Mirapiscen. et Auxitan. diocesum, salutem, etc. — Dudum ad audientiam nostram deducto quod Raymundus Fenolh, Arnaldus Guifre, Bernardus Aynerii et Bertrandus de Causaco, monachi monasterii tui, fili abbas de Bolbona, ad lucra temporalia retro vertentes affectus, pro exercenda alchimia, nec non pro exquirendo et habendo quedam thesauro abscondito, quandam ymaginem ceream fieri fecerunt, seu procurarunt habere, quam, in divine maiestatis offensam et in iniuriam, intendebant baptizare seu facere baptizari, licet, sicut asseritur, faciente Deo, ad actum baptizationis huiusmodi complete minime sit processum.

Nos attendentes quod dicti monachi graviter excesserunt in premissis et propterea erant merito corrigendi, tibi, prefate abbas de Bolbona, nostris dedimus litteris in mandatis [4] ut secrete te de premissis informare studeres et super hiis taliter providere curares quod dicti monachi, qui premissa temere presumpserant attemptare, non possent fugere et per fugam evadere debitam disciplinam; nobisque per litteras tuas referres quecumque super hiis invenires, queve in premissis duceres facienda, prout in eisdem litteris plenius continetur. Tuque, earumdem litterarum nostrarum forma servata, de premissis studuisti diligentius informari dictosque monachos carceri mancipasti, prout nobis, ex parte tua, postmodum extitit intimatum.

Quocirca discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus super premissis auctoritate nostra iustitiam faciatis; ita quod eorum correctio ceteris similia attemptare volentibus cedere valeat in exemplum, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. — Datum Avinioni, x kalendas augusti, anno sexto.

1. Voir n. 175, note 1.

2. Raymond de Taurins. *Gallia christ.*, t. I, col. 1022.
3. Berdoues (Gers), comm. de Lasserre-Berdoues, arrond. de Mirande.
4. Voir n. 175.

— 180 —

Citation de Barthélemy Albert ou Adalbert, notaire de l'Inquisition de Carcassonne. — Avignon, 29 juillet 1340.

Reg. Vat., t. CXXVIII, fol. 18, n. 35, *de Curia*; Daumet, *op. cit.*, n. 745 (anal.)

Ven. fratri .. [1] episcopo Carcassonen., salutem, etc. — Cum de quibusdam apostolatui nostro relatis que negotium fidei tangere dinoscuntur velimus cum Bartholomeo Alberti [2], notario Inquisitionis de Carcassona, inquirere veritatem, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus statim per te vel per alium, seu alios eumdem Bartholomeum peremptorie ex parte nostra citare procures ut vicesima die post citationem huiusmodi personaliter apostolico conspectui se presentet ut cum eo in premissis indagare possimus et scire plenarie veritatem... — Datum Avinioni, II kalendas augusti, anno VI.

1. Gaucelin de Jean, archidiacre de Cahors, notaire et familier du pape, promu à l'évêché de Carcassonne, le 22 mai 1338, mort en 1347. *Gall. christ.* t. VI, col. 898-899; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 172; Mahul, *Cartul.*, t. V, p. 447; E. Albe, *Autour de Jean XXII*, dans *Annales de Saint-Louis-des-Français*, janv. 1903, p. 167-168.

2. Ce personnage fournit une longue carrière auprès du tribunal de l'Inquisition de Carcassonne. Notaire du roi et de l'office, il était, de plus, en 1305, lieutenant de Pierre Raoul, procureur des « Encours ». A ce titre, il fait restituer, le 24 décembre de cette année, leurs biens confisqués à Marquise Botolh et à Guillaume Escaunier, d'Arques. Ms. Vat. lat. *4030*, fol. 116; Molinier, dans *Archives des Missions*, t. XIV, 3[e] série, p. 308. En 1309, il instrumente aux audiences du tribunal présidé par Geoffroi d'Ablis. Molinier, *L'Inquisition dans le Midi*, p. 132. Le 7 août 1310, il reçoit à Carcassonne les premiers aveux de Bernard Clerc, de Montaillou, dont une copie a été insérée dans le Registre de Jacques Fournier. Ms. Vat. lat. *4030*, fol. 173. Il se rend à Pamiers en avril 1320, en mars 1321 et en mars 1323, et figure aux audiences où vingt prévenu, environ ratifient leurs précédents aveux ou abjurent en présence de l'évêque et de l'inquisiteur. *Ibid.*, fol. 15, 21, 23, 26, 36, 164, 173; cf. Vidal, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers*, p. 106-107. Barthélemy Adalbert n'était pas incorrup-

tible. Un certain Michel Maury, de Ravenac, poursuivi pour hérésie, réussit à l'acheter. Le notaire s'employa, pour sauver son client, à suborner ses dénonciateurs; mais ni la douceur ni les mauvais traitements ne parvinrent à les faire revenir sur leurs dires. Adalbert fut démasqué, jeté en prison et soumis à une procédure qui traîna d'autant plus que l'évêque de Carcassonne, Pierre Rodier, et l'inquisiteur Jean Duprat, se disputant le droit exclusif de la conduire, mirent deux ans à s'accorder. Ils y parvinrent, le 4 mars 1328 (n. st.), en commettant leurs droits respectifs de juges à l'inquisiteur de Toulouse, Pierre Brun. Douais, *Documents*, etc., t. I, p. LXXXV-LXXXVII. Ce dernier rendit son jugement le 24 novembre suivant. Barthélemy était délivré de la prison, où il avait souffert plus de deux ans et contracté une grave maladie. Sa peine se borna à des jeûnes, des aumônes et des pèlerinages. Doat, t. XXVII, fol. 112-118; Mahul, *Cart.*, t. V, p. 684. Il reprit bientôt après ses fonctions de notaire. Le 8 septembre 1329, il assista à la consultation inquisitoriale tenue à Carcassonne. Douais, *La formule Communicato*, p. 58. Le document publié plus haut nous le montre encore en charge en 1340 et, à ce titre, appelé pour information et peut-être pour punition par le pape Benoît XII.

— 181 —

Le pape désigne les exécuteurs de la sentence prononcée contre Menet de Robécourt. Ces juges devront exiger de ce dernier le paiement de la somme de 150 florins d'or fixée par le cardinal Pierre Bertrand comme indemnité due à Giraud Coll, pour frais de procès et dommages. — Avignon, 13 août 1340.

Reg. Vat., t. CXXVIII, n. 327; Vidal, *Menet de Robécourt*, dans *Moyen Age*, 1903, p. 444.

Venerabilibus fratribus Albien. [1] et Castren. [2] episcopis, ac dilecto filio decano ecclesie Beate Marie de Villanova prope sanctum Andream [3], Avinionen. diocesis, salutem, etc. — Dudum in promotionis nostre primordiis [*etc., comme ci-dessus n. 176 jusqu'à*] in processibus supradictis, prout in aliis litteris nostris super hiis confectis plenius continetur. Postmodum vero Giraudo et Nicholao predictis coram eodem Petro cardinali in iudicio comparentibus, ac dicto Giraudo dampna et expensas predicta taxari petente, dictus Petrus cardinalis expensas et dampna huiusmodi in centum quinquaginta florenis auri de Florentia provida moderatione taxavit, eiusdem Giraudi super hiis iuramento secuto, prout in instrumento publico inde confecto eius-

dem Petri cardinalis sigillo munito plenius dicitur contineri. Nos itaque ipsius Giraudi supplicationibus inclinati, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos, vel duo aut unus vestrum, per vos, vel alium, seu alios huiusmodi sententiam executioni debite demandantes eamque ubi et quando expedire videritis sollempniter publicantes, faciatis auctoritate nostra eidem Giraudo de huiusmodi quantitate peccunie pro dampnis et expensis predictis iuxta litterarum condempnationis ac instrumenti predictorum taxationis tenores plenam et debitam satisfactionem impendi. Contradictores per censuram ecclesiasticam, etc., appellatione postposita compellendo. — Datum Avinioni, XVIII kalendas septembris, anno sexto.

1. Pictavin de Montesquieu; n. 178, note 1.

2. Jean Desprès, évêque de Coïmbre (23 août 1333), transféré à Castres, le 3 décembre 1337; mort en 1348. *Gall. christ.*, t. I, col. 68; Eubel, t. I, p. 203; Albe, *Autour de Jean XXII, Évêques quercynois en France*, dans *Ann. de Saint-Louis des-Français*, 1906, tir. à part, p. 148-149.

3. Saint-André de Villeneuve-lès-Avignon (Gard), chef-lieu de cant., arr. d'Uzès.

CLÉMENT VI

(1342-1352)

CLÉMENT VI

(1342-1352)

— 18 —

Guillaume de Montrond, inquisiteur de Provence, obtient du pape Clément VI, en faveur de son neveu, Pons de Montrond, la collation d'un prieuré dans le diocèse de Maguelonne. — Avignon, 11 juillet 1342.

Supplicat. Clem. VI, t. I, fol. 59.

Supplicat S. V. humilis et devotus vester frater Guillermus de Monterotundo [1], inquisitor heretice pravitatis in Provincia, quatinus sibi specialem gratiam facientes in personam Pontii de Monterotundo, nepotis sui, monachi monasterii Psalmodien. [2], ordinis sancti Benedicti, Nemausen. diocesis, de prioratu de Varenissis, diocesis Magalonen., cuius cura per vicarium exerceri consuevit, consueto per predicti monasterii monachos gubernari, cuius etiam fructus XXX lib. turon. secundum taxationem decime val. annuum non excedunt, vacantem apud Sedem apostolicam per mortem Petri Bedocii, monachi eiusdem monasterii, eidem Pontio dignemini providere cum non obstantibus et clausulis opportunis et executoribus. — R. — Et quod transeat sine alia lectione : Fiat. R. — Datum Avinioni, v idus iulii, anno primo.

1. Voir n. 129, note 4.

2. Saint-Pierre-de-Psalmody, dans la comm. d'Aiguesmortes arrond. de Nîmes (Gard).

— 183 —

Pierre Gui, dominicain, est nommé inquisiteur de Toulouse. — Avignon, 24 juillet 1342.

Reg. Aven., t. LXVII (Clem. VI, t. XII), fol. 40 v°, n. XXX.

Dilecto filio Petro Guidonis [1], ordinis fratrum predicatorum, salutem, etc. — Licet ubilibet Sedis apostolice diligentia adversus heretice pravitatis labe respersos, quorum nequitia serpit ut cancer, ne in aliorum perniciem sua venena diffundant, remedium libenter adhibeat oportunum, in Tholosana tamen civitate ac dyocesi aliisque civitatibus et dyocesibus, castris, villis, locis et terminis infra regnum Francie constitutis in quibus persone dicti ordinis inquisitores pravitatis eiusdem per Sedem apostolicam deputate Tholose comuniter residentes consueverunt seu potuerunt super pravitate predicta Inquisitionis officium exercere ex specialis benignitatis affectu, precipue cupimus ut negotium fidei iugi profectu elisis omnino et eradicatis erroribus prosperetur, ac fides catholica forcius invalescat, ad hec per nos et alios desiderantes attentius vigilare talemque ad huiusmodi negocium fidei ibidem efficaciter promovendum deputare personam cuius honesta conversatio exemplum tribuat puritatis eiusque labia erudita doctrinam fundant vere sapientie salutarem, ut eius sacro ministerio omne fermentum exinde labis huiusmodi expurgetur; ad personam igitur tuam, quam sinceritate religionis et fidei, maturitate morum et litterarum sciencia dominus insignivit, nostre dirigentes considerationis intuitum, te inquisitorem eiusdem heretice pravitatis in Tholosana civitate ac dyocesi, aliisque civitatibus et diocesibus, castris, villis, locis et terminis antedictis auctoritate apostolica usque ad eiusdem Sedis beneplacitum deputamus, discretioni tue per apostolica scripta mandantes, tibique in remissionem peccaminum iniungentes quatinus in caritate Dei, hominum timore postposito, virtutem spiritus induens ex Alto, predictum Inquisitionis officium in eisdem Tholosana civitate ac dyocesi, aliisque civitatibus et dyocesibus, castris, villis, locis et terminis, prout tanti negocii utilitas suadebit sub spe mercedis eterne sic efficaciter prosequi et exequi studeas diligenter ut per solicitudinis tue prudentiam radix pravitatis eiusdem exinde penitus evellatur

et vinea Domini, exterminatis vulpeculis, que perversis morsibus demoliuntur eandem, fructus afferat catholice puritatis; in huiusmodi negocio processurus tam secundum indulgentias et privilegia inquisitoribus pravitatis eiusdem in regno Francie auctoritate apostolica deputatis, seu officio Inquisitionis huiusmodi ab eadem Sede concessa, quam secundum canonicas sanctiones. Per huiusmodi autem deputationem de tua persona huiusmodi Inquisitionis officio per nos factam locorum ordinariis quominus ipsius Inquisitionis officium super labe predicta, prout volunt canonice sanctiones exercere valeant, necnon predictis vel quibuscumque aliis privilegiis dictis ordini vel inquisitoribus seu officio, si qua sint eis ab eadem Sede concessa, nolumus preiudicium generari. — Datum Avinioni, VIIII kalendas augusti, anno primo.

1. Pierre Gui, probablement fils de Laurent, frère du célèbre inquisiteur, Bernard Gui, hérita des écrits de son oncle et embrassa comme lui l'ordre des frères prêcheurs. Il étudiait à Carcassonne dès 1313. Il devint professeur de théologie, puis prieur (1326) du couvent de Limoges. Le chapitre de Toulouse le releva de cette dernière charge, l'année suivante -(1327). Pierre occupa successivement celles de lecteur à Albi (suivant Percin), de prieur à Périgueux (1333) et à Carcassonne (1336). Tandis qu'il était supérieur du couvent de Carcassonne, il fit transcrire en deux volumes le recueil des *Vies des saints*, formé par son oncle, et commença l'histoire des dominicains illustres. Le chapitre général de Bruges, en 1336, recommanda ce dernier ouvrage aux frères et leur ordonna d'y collaborer. Reichert, *Acta capit. gen. ord. praed.*, t. II, p. 241. En 1338 (n. st.), vers la mi-carême, Pierre Gui fut élu, à Montauban, provincial de Toulouse. Il conserva cette charge jusqu'à sa nomination à l'Inquisition de cette ville (24 juillet 1342). Percin et Échard affirment cependant qu'il remplit, dans l'intervalle, les fonctions de professeur de théologie à l'école des chanoines, de Saint-Étienne. Voir sur P. Gui : Percin, *Monum.*, p. 71, 77; *Inquisitio*, p. 102; Quétif et Échard, *Scriptores*, t. I, p. 625; Léopold Delisle, *Notice sur les mss de B. Gui*, 1879, p. 173, 174 et note 1; Ch. Molinier, *L'Inquisition dans le Midi*, p. 208, note 1. L'inquisiteur avait deux neveux : Pierre Gui, clerc et bachelier ès lois, âgé de vingt-trois ans en 1343, pour lequel son oncle sollicite une dispense d'âge qui lui permette de posséder un bénéfice avec charge d'âmes; et Guiard Gui, pour qui l'inquisiteur obtient des lettres de chanoine régulier de la cathédrale de Toulouse (14 juillet 1343). *Reg. sup. Clem. VI*, an. II, part. III, fol. 101 v°. Des actes de Pierre Gui comme inquisiteur, nous ne pouvons signaler que le procès qu'il fit, de concert avec les vicaires de l'archevêque de Toulouse, en 1325, à soixante-trois hérétiques, en grande partie des sorciers et des magiciens. Lamothe-Langon, *Histoire de l'Inqusiition en France*, t. III, p. 226 sq., cité par Hansen, *Quellen und Untersuchungen*, etc., p. 450, n. 7. Notons aussi la pétition qu'il adresse au pape pour avoir une confirmation de la bulle de Jean XXII au provincial de France au sujet de la délégation de l'inquisiteur

de Toulouse. Ayant probablement éprouvé quelques difficultés à obtenir de ce provincial d'être lui-même promu à cette charge, tandis qu'il était provincial de Toulouse, il se fit d'abord déléguer par le pape, puis il fit préciser que le brevet d'inquisiteur de Toulouse pourrait sans inconvénient être donné au provincial résidant dans cette même ville (n. 184-185). Le même jour (7 septembre 1342), il obtenait la nomination de deux notaires pour son tribunal (n. 184). Il ne resta en charge que moins de deux ans. En 1344, Jean Dumoulin lui succéda. Il mourut à Saint-Girons, en 1347, et fut enseveli à Limoges. Outre le recueil des *Vies des saints* composées par son oncle, compilé par lui, et les *Vies des dominicains illustres,* ouvrage resté inachevé, on lui doit un *Rapport sur la visite du monastère de Prouille,* faite par lui le 25 octobre 1340. Quétif et Échard, *op. cit.,* p. 625.

— 184 —

Suppliques de l'inquisiteur de Toulouse, Pierre Gui, tendant : 1° à faire confirmer par Clément VI le privilège de nommer l'inquisiteur de Toulouse accordé par Jean XXII au provincial des dominicains de France (cf. n. 61); 2° à obtenir la création de deux notaires pour l'Inquisition. — Ratifiées à Villeneuve-lès-Avignon, 7 septembre 1342.

Supplicat., t. I, fol. 180 v°.

Supplicat S. V. devotus filius vester frater Petrus Guidonis, inquisitor Tholosanus, quatinus ad instar felicis recordationis domini Johannis pape XXII [1] dignemini precipiendo mandare priori provinciali ordinis predicatorum in Francia [2], qui nunc est vel erit pro tempore, cui ex indulto apostolico incumbit sex fratres eiusdem ordinis inquisitores in regno Francie deputare, quatinus de cetero, quociens expedierit inquisitorem ponere in Tholosa, aliquem de fratribus nominatis per priorem provincialem eiusdem ordinis Tholosanum qui erit pro tempore, iuxta tenorem indulti memorati domini Johannis, teneatur in Tholosa atque regno Francie inquisitorem deputare; et quod addatur in rescripto per Sanctitatem Vestram reformando ac innovando : seu de persona ipsius prioris provincialis Tholosani [3], si tibi magis utilis ac ydoneus pro officio fidei videatur.

Addatur in indulto apostolico quod etiam provincialis ipse Tholosanus possit assumi : Fiat. R.

— Item supplicat S. V. quatinus cum officium Inquisitionis

non valeat exequi sine auctoritate notariorum, quod dignemini gerenti vices vestri vicecancellarii imponere et mandare ut duos clericos aptos ad hoc et ydoneos per eumdem inquisitorem sibi presentatos habeat ad huiusmodi tabellionatus officium auctoritate vestra deputare. — Fiat. R. Et quod transeant sine alia lectione : Fiat. R. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, VII idus septembris, anno primo.

1. Voir la bulle de Jean XXII au n. 61, cf. note 2.

2. Pierre de Baume (-les-Dames), maître en théologie, en 1325, élu provincial de la province de France dans le chapitre général de Dijon, en 1333, et général de l'ordre, en 1343, dans le chapitre de Paris; mort le 1er mars 1345. Quétif et Échard, *Script.*, t. I, p. 614-616; Denifle, *Chart.*, t. II, p. 250; *Archiv*, etc., t. II, p. 219, n. 80; Mortier, *Hist. des maîtres généraux*, t. III, p. 186-216.

3. Pierre Gui était lui-même provincial de Toulouse lorsqu'il fut nommé inquisiteur (n. 183, note 1).

— 185 —

Bulle de Clément VI ratifiant la concession, faite par Jean XXII au provincial des dominicains de France, de déléguer l'inquisiteur de Toulouse (cf. n. 61); avec cette clause, que le choix pourra porter sans inconvénient sur le provincial de Toulouse lui-même [1]. — Villeneuve-lès-Avignon, 7 septembre 1342.

Reg. Aven., t. LXVII (Clem. VI, t. XII), fol. 102, n. CXXI; *Reg. Vat.*, t. CLV, fol. 202 v°, n. 121.

Dilecto filio . . priori provinciali fratrum ordinis predicatorum in Francia, salutem, etc. — Dudum felicis recordationis Johannes papa XXII predecessor noster, attendens quod olim pie memorie Nicolaus papa IIII predecessor noster, desiderans per apostolice Sedis diligentiam contra hereticorum dolosam astutiam, ne morbis huiusmodi diffusius serperet locorum ubilibet, et maxime in christianissimo regno Francorum in quo precipue fides chatolica (*sic*) vigere dignoscitur, oportunum remedium adhibere ut negocium fidei iugi profectu, elisis quibuslibet prorsus erroribus, posset forcius prosperari, priori provinciali fratrum ordinis predicatorum in Francia qui tunc erat, eius proprio nomine

non expresso, suis dedit litteris in mandatis ut de consilio aliquorum discretorum fratrum eiusdem ordinis eligeret sex de fratribus dicti ordinis provinciarum Francie ac Provincie ydoneos ad huiusmodi opus dominicum exequendum, prout continebatur plenius in litteris Nicolai predecessoris eiusdem [2]. Quarum litterarum vigore tunc observatum extiterat quod per priorem provincialem dicti ordinis provincie Provincie de discretorum consilio priori provinciali dicti ordinis in Francia, quociens fuerat expediens, alique persone ydonee nominate fuerant, quarum unam dictus prior provincialis Francie ad exequendum huiusmodi officium in dicta provincia Provincie deputabat; et quod postmodum, sicut eidem Johanni predecessori expositum fuerat, in quodam generali capitulo dicti ordinis apud Bisuntium celebrato per magistrum generalem dicti ordinis et diffinitores eiusdem capituli qui tunc erant, dicta provincia Provincie in duas provincias divisa fuerat [3], quarum altera iuxta ordinationem dicti capituli tunc denominabatur sicut et nunc denominatur provincia Tholosana; in qua quidem provincia iuxta ordinationem eiusdem capituli continebatur etiam Carcassona, ac duo inquisitores ex illis sex, unus videlicet Tholose, et alius Carcassone specialem haberent et facerent mansionem, habentes ibidem domos suosque processus ac libros et carceres ad personarum custodiam, que sunt pravitatis heretice labe resperse specialiter deputatos. Idem Johannes predecessor conspiciens equitati consonum et etiam rationi quod sicut ante divisionem provincie memorate factam in predicto capitulo eidem priori provinciali Francie per priorem provincialem eiusdem provincie Provincie nominabantur aliqui fratres ydonei de consilio discretorum, quorum unum dictus prior provincialis Francie ad exercendum in civitate Tholosana et dicto regno huiusmodi Inquisitionis officium deputabat, sic deinceps huiusmodi fratrum nominatio per priorem provincialem dicti ordinis qui tunc erat et esset pro tempore in provincia Tholosana de discretorum consilio fieri deberet, et unus illorum ad nominationem huiusmodi in eisdem Tholosana provincia atque regno, ad exercendum huiusmodi officium deputari. Idem Johannes predecessor tibi in virtute obedientie suis dedit litteris districtius in mandatis ut de cetero quotiens expediret per cessionem, vel decessum, seu amotionem, vel privationem inquisitoris pravitatis eiusdem in dicta provincia Tholosana inquisitorem alium ordinari, tu et

successores tui priores provinciales dicti ordinis in Francia unam de personis quas prior provincialis dicti ordinis in dicta provincia Tholosana qui erat et esset pro tempore, tibi vel dictis tuis successoribus nominandas duceret ad predictum officium exercendum in dictis Tholosana provincia atque regno teneremini deputare, statuto quocumque contrario non obstante, prout in ipsius Johannis litteris plenius continetur. Nos igitur que per eundem Johannem predecessorem circa premissa sunt gesta et habita sub adiectione infrascripta rata et grata habentes, ac ea ex certa scientia approbantes et etiam innovantes, dignumque ac rationi consentaneum arbitrantes, ut quociens deinceps huiusmodi nominationis dictorum fratrum tibi vel tuis successoribus faciende casus emerserit etiam de persona ipsius prioris provincialis Tholosani, si utilis et ydoneus pro huiusmodi negotio fidei videatur, ad exercendum huiusmodi Inquisitionis officium deputanda per te ac successores tuos possit et debeat ordinari; discretioni tue in virtute obedientie per apostolica scripta districte precipiendo mandamus quatinus de cetero, quociens in dicta provincia Tholosana inquisitorem alium, ut predicitur, expedierit ordinari, tu et successores tui priores provinciales dicti ordinis in Francia, postquam iuxta predictum ipsius Johannis predecessoris mandatum per eundem priorem provincialem provincie Tholosane, qui est et erit pro tempore, tibi vel eisdem tuis successoribus huiusmodi eorundem fratrum nominatio facta fuerit, ut prefertur, aut unum de dictis fratribus tibi vel eisdem successoribus taliter nominatis, aut priorem eundem nominantem, si forsan tibi vel eisdem tuis successoribus id expediens vel alias idem prior magis utilis et ydoneus pro huiusmodi officio et fidei negocio videatur, ad predictum officium exercendum in dictis Tholosana provincia atque regno, predicto ipsius Johannis predecessoris mandato ac statuto quocumque contrario nequaquam obstantibus, auctoritate apostolica deputetis. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, VII idus septembris, anno primo.

1. Voir document précédent, et les notes qui l'accompagnent.
2. Cf. n. 61 et note 2.
3. Cf. n. 61, note 4.

— 186 —

Clément VI commet l'évêque de Carcassonne pour entendre les griefs de certains clercs et laïcs des diocèses de Castres et d'Albi contre l'inquisiteur de Carcassonne, Aymon de Caumont, et son commissaire Menet de Robécourt. Ce dernier s'étant laissé corrompre par Jean de Lombers, juif, accusé d'hérésie, fit tous ses efforts pour arracher aux plaignants une rétractation de leurs témoignages contre le coupable; n'y pouvant réussir, il fit interpoler le texte des dépositions, se réservant d'exercer des poursuites contre leurs auteurs. Ceux-ci furent saisis par ordre de l'inquisiteur, le 25 décembre 1342, et jetés dans des cachots obscurs, d'où l'on espérait que leurs protestations s'élèveraient vainement. — Avignon, 31 janvier 1343.

Reg. Aven., t. LXI, fol. 457 v°; J.-M. Vidal, *Menet de Robécourt*, dans *Moyen âge*, 1903, p. 21 (*in ext.*).

Venerabili fratri .. [1] episcopo Carcassonen., salutem, etc. — Officii nostri debitum exigit ut nos qui sumus omnibus in iusticia debitores eam cunctis poscentibus ministremus. Exhibita siquidem nobis pro parte dilectorum filiorum Amelii Massoti, de Brisatesta [2], soluti, Duranti Ros, Raymundi de Ulmo, Jacobi Matfredi, de Graulheto [3], et Isarni de Cunho, de Podiobegone [4], coniugatorum clericorum, et Guillelmi Textoris, et Johannis de Broliis, laicorum, Castren. et Albien. diocesum, petitio continebat quod cum dudum quidam nomine Johannes de Lombers [5], olim iudeus, coram dilecto filio Aymone de Calvomonte [6], ordinis predicatorum, inquisitore heretice pravitatis in regno Francie auctoritate apostolica deputato, in Carcassona communiter residente, et Manneto de Roberticuria, se notarium et commissarium Inquisitionis pravitatis eiusdem tunc dicente, de pravitate ipsa delatus fuisset, et clerici ac laici supradicti ad perhibendum testimonium in Inquisitione huiusmodi contra dictum Johannem de Lombers facienda citati fuissent; ipsique super hiis que sciebant et super quibus interrogati fuerant puram et meram veritatem deposuissent; ac prefatus Johannes olim iudeus, per dictum inquisitorem seu eius officialem super Inquisitione predicta citatus et recusans contumaciter comparere prefatum Mannetum corrupisset per pecuniam et alias ut

a delatione evaderet supradicta; et tandem procurasset et fecisset quod dicti clerici et laici incarcerati, immurati, questionati et inducti fuerunt ad hoc ut contra veritatem eorum dicta mutarent; tandem prefatus Mannetus, qui dictos testes ad mutandum dicta eorum induxerat, multa eisdem promisit testibus ut deviarent a testimoniis et dictis eorum, iurando super quodam breviario ad sancta Dei Euvangelia corporaliter manu tacta quod nunquam testimonia et dicta huiusmodi revelarentur eorum; et quod licet ipsi testes firmi forent et perseverarent in testimoniis veris depositis per eosdem, tamen si aliqua variatio facta fuit, dictus Mannetus per violentiam et metum qui cadere poterat in constantem eam fieri fraudulenter et dolose fecit et scribi prout voluit illa que ipsi testes minime affirmarant nec in proposito fuerant affirmandi, ad hoc ut idem Johannes olim Iudeus ab Inquisitione absolveretur eadem, et contra dictos testes posset procedere ac ab ipsis pecunias et bona eorum alia extorquere; quodque ipsis testibus se prout immunes sunt scientibus a carceribus et vinculis in quibus propter predicta detenti fuerant absolutis et etiam liberatis, prefatus inquisitor eosdem testes in die festivitatis Nativitatis Domini nostri Ihesu Christi de nocte capi fecit et carceribus mancipari, eosque in eisdem carceribus sine aliqua iusta causa detinuit et detinet indebite et iniuste, ne malicia et iniquitas ipsius et dicti Manneti et tante temeritatis versutia in notionem veniant atque lucem; et quod ipsi testes alias adeo opprimuntur quod non possunt se defendere, sed sine aliqua culpa propter iniquitatem et versutiam supradictas in dictis carceribus detinentur et in eis formidant putrefieri, nisi ipsis per apostolice Sedis providentiam succurratur. Quare pro parte ipsorum clericorum et laicorum testium fuit nobis humiliter supplicatum ut providere ipsis in hac parte de oportuno remedio dignaremur. Nos igitur cupientes unicuique fidelium iusticiam exhiberi, ac gerentes de tua fidelitate et circumspectione probata fiduciam in Domino specialem, fraternitati tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus, vocatis prefatis inquisitore et Manneto, ac aliis qui fuerint evocandi, huiusmodi causam audias et facias super premissis auctoritate apostolica iusticie complementum. Contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo. Testes autem qui fuerint nominati, si se gratia, odio, vel timore subtraxerint, censura simili appellatione cessante

compellas veritati testimonium perhibere. Non obstante si eidem inquisitori vel quibusvis aliis communiter vel divisim a Sede apostolica sit indultum quod interdici, suspendi, vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam, ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem. — Datum Avinioni, II kalendas februarii, anno primo [7].

1. Gaucelin de Jean; voir n. 180, note 1.
2. Briatexte (Tarn), cant. de Graulhet, arrond. de Lavaur.
3. Graulhet (Tarn), arrond. de Lavaur:.
4. Puybegon (Tarn), cant. de Graulhet.
5. Lombers (Tarn), cant. de Réalmont, arrond. d'Albi.
6. Aymon de Caumont; voir n. 162, note 1.
7. Voir une notice sur Menet de Robécourt au n. 28, note 2; et d'autres documents le concernant, n. 154, 155, 176, 181, 189.

— 187 —

Le procureur général des frères prêcheurs obtient du pape Clément VI la promotion d'Arnaud Mandavin, prieur du couvent d'Angoulême, à l'Inquisition de Tours et de Poitiers, après la mort de Jean Aufred. — Villeneuve, 28 février 1343.

Supplic., t. II, fol. 62.

Supplicat S. V. devotus et humilis orator vester frater Rostagnus, procurator generalis ordinis fratrum predicatorum in curia, quod cum post obitum fratris Johannis Amfredi [1], magistri in theologia et inquisitoris quondam Pictavie et provincie Turonen., non sit provisum de inquisitore qui in illis partibus debeat Inquisitionis officium exercere, quatinus dignemini de dicto officio providere fratri Arnaudo Mandavini [2], priori eiusdem ordinis in conventu Engolismen., ut predictus frater Arnaudus possit auctoritate Sanctitatis Vestre antedictum officium in locis, terris et provinciis exercere in quibus dictus quondam frater Johannes Amfredi et sui predecessores ipsum Inquisitionis officium exercebant aut poterant vel consueverant exercere secundum privilegia indulta a Sede apostolica inquisitoribus eiusdem ordinis in terris et provinciis antedictis; adhicientes,

si Sanctitati Vestre placuerit, quod ex commissione huiusmodi nullum ex hoc preiudicium ordini vel illis ad quos spectat ex indultis privilegiis providere preiudicium generetur, cum *non obstantibus* et clausulis oportunis. — Fiat, cum ad relationem cardinalis sancte Sabine [3] et aliorum de ordine ad hoc fuerit sufficiens reputatus. R. — Et quod transeat sine alia lectione : Fiat. R. — Datum apud Villamnovam, Avinionensis diocesis, II kalendas martii, anno primo.

1. Jean Aufred; n. 143, note 6.
2. Arnaud Mandavin était lieutenant de Jean Aufred, avant de lui succéder comme inquisiteur. La seule pièce où il soit question de lui dans ce bullaire, en dehors de celle qui précède et de la suivante, est une longue et grave plainte d'un noble périgourdin contre les actes de cet inquisiteur (n. 194).
3. Gérard de Daumar, de la Garde, dominicain, maître en théologie en 1342; la même année, élu, dans le chapitre général de Carcassonne, général de l'ordre; créé cardinal-évêque de Sabine, le 20 septembre suivant; mort le 28 septembre 1343. Baluze, col. 852; Douais, *Les frères prêcheurs en Gascogne*, p. 405; Denifle *Archiv*, etc., t. II, p. 220, n. 96; Eubel *Hier.*, t. I, p. 17; Mortier, *Les maîtres généraux*, t. III, p. 167-185.

— 188 —

Nomination d'Arnaud Mandavin à l'Inquisition de Tours et de Poitiers. — Villeneuve, 28 février 1343 [1].

Reg. Aven., t. LXVII (Clem. VI, t. XII), fol. 370, n. DCXVIII.

Dilecto filio Arnaudo Mandavini, ordinis predicatorum, salutem, etc. — Licet ubilibet Sedis apostolice diligentia adversus heretice pravitatis labe respersos, quorum nequitia serpit ut cancer, ne in aliorum perniciem sua venena diffundant, remedium libenter adhibeat oportunum, in Pictavia tamen necnon civitatibus, diocesibus, provinciis, castris, villis, locis et terminis infra regnum Francie constitutis in quibus quondam Johannes Aufredi, ordinis fratrum predicatorum, magister in theologia, inquisitor heretice pravitatis predicte, qui nuper in romana Curia diem clausit extremum, et alie persone dicti ordinis inquisitores pravitatis eiusdem per Sedem apostolicam deputati,

inquisitores Pictavie nuncupati consueverunt seu potuerunt super huiusmodi pravitate Inquisitionis officium exercere, ex specialis benignitatis affectu precipue cupimus ut negocium fide iugi profectu elisis omnino et eradicatis erroribus prosperetur ac fides catholica fortius invalescat, ad hoc per nos et alios desiderantes attentius vigilare talemque ad huiusmodi negotium fidei ibidem efficaciter promovendum deputare personam cuius honesta conversatio exemplum tribuat puritatis, eiusque labia erudita doctrinam fundant vere sapientie salutarem, ut eius sacro ministerio omne fermentum exinde labis huiusmodi expurgetur, ad personam igitur tuam, circa quam sinceritate religionis et fidei, maturitate morum, et litterarum scientia Dominus insignivit, nostre dirigentes considerationis intuitum, te, quem ex dilecti filii nostri Geraldi, tituli sancte Sabine presbiteri cardinalis, et aliarum personarum notabilium prefati ordinis nobis facta relatione fideli ad hoc sufficientem et ydoneum reputamus, inquisitorem eiusdem heretice pravitatis in Pictavia, necnon civitatibus, diocesibus, provinciis, castris, villis, locis et terminis antedictis auctoritate apostolica, usque ad eiusdem Sedis beneplacitum deputamus, discretioni tue per apostolica scripta mandantes, tibique in remissionem peccaminum iniungentes quatinus in caritate Dei, hominum timore postposito, virtutem spiritus inducens (*sic*) ex Alto, predictum Inquisitionis officium in Pictavia, necnon civitatibus, diocesibus, provinciis, castris, villis, locis et terminis antedictis, prout tanti negocii utilitas stuadebit (*sic*), sub spe mercedis eterne sic efficaciter prosequi et exequi studeas diligenter ut per solicitudinis tue prudentiam radix pravitatis eiusdem exinde penitus evellatur, et vinea Domini, exterminatis vulpeculis que perversis morsibus demoliuntur eandem, fructus efferat catholice puritatis. In huiusmodi negotio processurus tam secundum indulgentias et privilegia inquisitoribus pravitatis eiusdem in regno Francie auctoritate apostolica deputatis, seu officio Inquisitionis huiusmodi ab eadem Sede concessa, quam secundum canonicas sanctiones. Per huiusmodi autem deputationem de tua persona huiusmodi Inquisitionis officio per nos factam locorum ordinariis, quominus ipsi Inquisitionis officium super labe predicta prout volunt canonice sanctiones exercere valeant, necnon predictis vel quibuscumque aliis privilegiis dictis ordini vel inquisitoribus seu officio, si qua sint eis ab eadem Sede concessa, nolumus preiu di-

cium generari. — Datum apud Villamnovam, Avinionensis dio cesis, II kalendas marcii, anno primo.

1. Voir le document qui précède et les notes.

— 189 —

Ordre est donné à l'inquisiteur de Carcassonne de rendre justice aux héritiers et défenseurs de Pierre de Tournemire, prêtre, jadis accusé d'avoir professé l'erreur des béguins. Ce malheureux, gravement malade, avait été jeté en prison à Montpellier, puis conduit à Carcassonne quoique son état fût désespéré. Après sa mort, son corps était resté privé de la sépulture ecclésiastique. — Avignon, 13 juin 1343.

Reg. Aven., t. LXXIV, fol. 31; J.-M. Vidal, *Menet de Robécourt*, dans *Moyen âge*, 1903, p. 447 (*in ext.*).

Dilecto filio ..[1] inquisitori heretice pravitatis in regno Francie per Sedem apostolicam deputato, Carcassone comuniter residenti, salutem, etc. — Ex parte dilectorum filiorum consanguineorum et affinium quondam Petri de Tornamira [2], de Montepessulano, presbyteri Magalonen. diocesis, fuit expositum coram nobis quod dilectus Mannetus de Roberticuria [3], tunc notarius et commissarius, ut dicebat, inquisitoris heretice pravitatis Carcassone qui tunc erat, dictum Petrum gravi infirmitate laborantem in Montepessulano capi fecit et in carcere detineri, ubi cum dictus Petrus coram dilecto filio Raymundo Pelati [4], ordinis predicatorum, altero commissario inquisitoris eiusdem, examinaretur super eo quod ipse Petrus in etate duodecim annorum vel circa constitutus dicebatur habitum beginorum reprobatorum per sex menses et non amplius detulisse, et cum eis perseverasse, summisit se propterea correctioni et dispositioni Sedis apostolice et veniam petiit de peccatis; quodque licet dictus Petrus foret quasi semimortuus et amici eius ratione dicte infirmitatis vellent fideiubere usque ad summam viginti milium librarum parvorum turonensium de presentando ipsum Petrum Carcassone, certa die, tamen ipsi commissarii huiusmodi fideiussionem noluerunt recipere, sed ipsum per plures servientes de nocte de Montepes-

sulano detrahi et ad castrum Lupiani [5] quasi semimortuum duci; qui, propter dictam infirmitatem et nimiam debilitatem ipsius, priusquam servientes qui eum ducebant per quatuor leucas equitarent, ter de equo quasi mortuus cecidit prostratus ad terram; ac deinde prefati commissarii eum per tres dies quasi mortuum tenentes eundem ipsum postmodum fecerunt Biterris adduci; quodque cum medici illis, qui eum ducebant, dicerent quod sine periculo maximo non poterat ultra duci, et eius amici vellent ut prefertur sufficienter cavere de representando eundem certa die, ipsi tamen hoc facere recusarunt, sed eum sic infirmum Carcassone adduci fecerunt ubi cum dicto presbitero super predictis de novo extitit inquisitum; dictusque Petrus ultimo super premissis deposuit quod predictorum beguinorum dictis et eorum regule non credebat nisi in quantum per dicta sanctorum vel sacram Scripturam aut sanctam Ecclesiam approbarentur; et facta depositione huiusmodi subito expiravit; cuius corpus fuit in loco prophano huiusmodi occasione sepultum. Ob quam causam amici predicti eiusdem Petri fidem catholicam et sanctam matrem Ecclesiam immaculatam, et se ipsos indempnes servare volentes, prefatum inquisitorem qui tunc erat et successores suos postmodum ipsumque Mannetum diutius secuti fuerunt petentes et requirentes ab eis ut copiam depositionis et confessionis dicti Petri, tam in Montepessulano quam Carcassone factarum, eis concederent ut possent ipsum Petrum in casu in quo reperiretur immunis petere super hiis iustitiam ministrari; quod obtinere ab ipsis nullatenus potuerunt nec iustitiam aliquam reportare. Quare prefati consanguinei et affines nobis humiliter supplicarunt ut providere ipsis super hoc de oportuno remedio dignaremur. Nos igitur... discretioni tue... committimus et mandamus quatinus, vocatis qui fuerint evocandi, facias super premissis iustitie complementum; contradictores [*etc.*]; testes autem qui fuerint nominati [*etc.*]; non obstantibus [*etc.*]. — Datum Avinioni, idus iunii, anno secundo.

1. Aymon de Caumont; n. 162, note 1.

2. Tournemire (Aveyron), arrond. et cant. de Saint-Affrique, ou bien Cantal, cant. de Saint-Cernin, arrond. d'Aurillac.

3. Menet de Robécourt; n. 28, note 2.

4. N. 87-88, note 2.

5. Loupian (Hérault) chef-lieu de cant., arrond. de Montpellier.

— 190 —

L'inquisiteur Aymon de Caumont expose au pape qu'il existe, dans un des principaux quartiers du bourg de Carcassonne, à l'endroit où s'élevaient jadis deux hôtels d'hérétiques, une place devenue un dépôt d'immondices, par suite de la démolition et de l'exécration de ces bâtiments. Ce cloaque fétide rend inhabitable le quartier voisin et compromet gravement la santé publique. A la demande de plusieurs habitants et de l'inquisiteur, le pape ordonne que cette place soit fermée d'une palissade en bois. — Villeneuve, 22 août 1343.

Reg. Supplic. Clem. VI, an. II, part. III, fol. 169 v°.

Pater sanctissime, nuper exposito Vestre Beatitudini per fratrem Aymonem de Calvomonte [1], inquisitorem Carcassonen., quod in burgo Carcassone quedam platea in una de melioribus partibus dicti burgi consistebat in una carreria publica usque ad aliam per transversum pertingens, in qua fuerant ab olim due domus contigue, una videlicet quondam Raymundi Guillermi Mate et altera quondam Guillermi Martini Frenerii de Carcassona, dudum per inquisitorem Carcassonen. qui tunc erat de crimine heresis per eos nequiter perpetrato sententialiter dampnatorum, que in detestationem dicti criminis dirutioni exposite et perpetuo sterquilinio fuerant deputate [2]; et quod in eadem platea tot sordes et immunditie que inibi continue proiciebantur et ponebantur adeo cumulabantur ibidem quod, propter fetorem vel infectionem dicti loci, non solum per viciniam undique dicte platee contiguam, ymmo etiam in magna parte dicti burgi aer presertim estivo tempore adeo corruptus et fetidus reddebatur quod inde nonnullis frequenter egrotantibus habitatores domorum vicinarum domos suas etiam pretiosas, solempnes et magnas, quas ibidem inhabitant, relinquere et quasi desertas dimittere nisi de remedio provideretur, necessario oporteret; et quod propterea nonnullis personis notabilibus dicti burgi cum instantia devote supplicantibus dicto inquisitori sepius et frequenter ut eis daret licentiam claudendi dictam plateam undique non de muro sed de palis ligneis usque ad altitudinem octo vel novem palmorum super terram; ita tamen quod dicta platea desuper

aperta et per totum inhabitabilis in detestationem dicti criminis perpetuo remaneret; idem inquisitor hoc facere nunquam voluerat Vestra Beatitudine inconsulta; ipsoque inquisitore Vestram S. consulente quod sibi super hoc videretur et placeret eadem Vestra Sanctitas respondit quod idem inquisitor, si sibi videretur expediens, audacter dictam licentiam largiretur. Dignetur igitur eadem S. V. concedere et mandare super hoc fieri litteras oportunas; inhibendo ne aliquis dictam plateam presumat aliter quam supra dictum sit claudere aut in eo quoquomodo aliquid edificare sine Sedis apostolice licentia speciali. — Fiat. R.

Item supplicat humiliter dictus inquisitor quatinus Beatrici nate quondam Hugonis le Sourrier, de Spinalo, Tullen. diocesis, carissime consanguinee sue germane, concedere dignemini graciose quod confessor suus semel in mortis articulo generalem peccatorum suorum remissionem auctoritate apostolica indulgere valeat ut in forma. — Fiat. R. — Et quod transeat sine alia lectione Fiat. R.

Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, XI kalendas septembris, anno secundo.

1. Aymon de Caumont; n. 162, not.

2. Sur l'exécration et la destruction des maisons, voir l'Introduction, p. LXVIII, LXIX.

— 191 —

Isarn d'Aragon, chanoine de Carcassonne et prieur de Trèbes, demande et obtient de pouvoir conserver son prieuré avec charge d'âmes, en dépit de la condamnation pour hérésie qui a frappé son père longtemps après sa mort [1]. — Villeneuve, 6 octobre 1343.

Supplic. Clem. VI, an. II, part. I, fol. 252 v°.

Significat S. V. Isarnus de Aragone, canonicus Carcassonen., quod quondam Petrus, pater eiusdem, dum vitam duceret in

humanis, super crimine heresis delatus fuit et arrestatus et nunquam illud confessus et ab arresto liberaliter relaxatus per inquisitorem Carcassone et dimissus in pace; et in lecto ultime egritudinis sue asseruit viva voce se tenuisse et tenere, credere et profiteri illam fidem catholicam quam dom. papa et domini cardinales S. rom. Ecclesie docent, predicant et observant, et sic christianissime diem suum clausit extremum receptis per eum devote Ecclesie sacramentis, tanquam verus catholicus et bonorum operum sectator. Verum frater Henricus de Chamayo [2], tunc inquisitor Carcassonen., post obitum dicti Petri per XVI annos cepit resumere dictam Inquisitionem contra prefatum defunctum, reiectis defensionibus pro parte ipsius defuncti propositis, eumque respersum dicto crimine sententialiter declaravit; et sic dictus canonicus privatus fuit omnibus bonis suis patrimonialibus ac etiam prepositura de Canesuspenso [3] quam canonico titulo possidebat in ecclesia predicta. Et dom. Johannes fe. re. XXII pie et misericorditer dicto Isarno compatiens eundem habilitavit ad quecumque beneficia ecclesiastica regularia obtinenda, etiamsi dignitates, seu personatus existant [4]; ac etiam mandavit provideri eidem de prioratu de Tribusbonis [5], eiusdem ecclesie, qui tunc sperabatur vacare per translationem prioris, cui prioratu cura imminet animarum. Unde quia in huiusmodi habilitatione de animarum cura mentio non habetur, placeat S. V. extendere dictam habilitationem, videlicet etiam si curam habeat animarum et officia similiter, si eidem semel et quotiens et successive canonice conferantur, et vocem plenariam in capitulo, cum omnibus *non obstantibus* et clausulis oportunis et executoribus. — Fiat. R.

Datum apud Villlamnovam, Avinion. diocesis, II nonas octobris, anno secundo.

1. Voir la bulle n. 93 sur le même objet, et les notes qui l'accompagnent.
2. Henri de Chamay; n. 84, note 1.
3. Capendu (Aude), chef-lieu de cant., arrond. de Carcassonne.
4. Bulle n. 93.
5. Trèbes (Aude), cant. de Capendu.

— 19 —

Clément VI donne ordre à Guillaume d'Aubussac, évêque de Fréjus, son trésorier, de continuer le procès de Raymond Gilles, clerc de Narbonne, incarcéré à Avignon et accusé de sortilèges, de maléfices et de pratiques démoniaques. — Avignon, 23 octobre 1343.

Instrum. miscell. (Arch. Vatic.), ann. 1343, 23 octob.; *Reg. Vat.*, t. cxxxvii, fol. 129 v°, n. 443; E. Deprez, *Lettres secrètes et curiales de Clément VI...*, Paris, n. 481.

Venerabili fratri Guillelmo [1], episcopo Foroiuliensi, thesaurario nostro. — Super eo quod... — Datum Avinioni, x kalendas novembris, anno secundo.

1. Guillaume d'Aubussac, évêque de Fréjus, en 1333; mort en 1346. Il avait été, à Rouen, vicaire général de Pierre Roger (Clément VI). *Gall. christ.*, t. i, col. 435; Albanès, *Gall. christ. noviss.*, t. i, col. 364-366; Eubel, *Hier.*, t. i, p. 262.

— 193 —

Clément VI ordonne à l'évêque de Maguelonne et à l'inquisiteur Aymon de Caumont de poursuivre l'enquête entreprise contre maître Jean Sauret, clerc du diocèse de Mende et notaire royal, accusé d'avoir jadis tenu des propos d'une orthodoxie douteuse. — Avignon, 11 avril 1344.

Reg. Aven., t. lxxvi, fol. 370 v°

Ven. fratri nostro Arnaldo [1], episcopo Magalonen., et dilecto filio Aymoni de Calvomonte [2], ordinis fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis per Sedem apostolicam in regno Francie deputato, Carcassone residenti, salutem, etc. — Officii nostri debitum... Sane ex tenore petitionis pro parte dilecti filii magistri Johannis Saureti, clerici Mimaten. diocesis, notarii carissimi in Christo filii nostri Philippi Francie regis illustris, nuper nobis oblate percepimus quod idem magister Johannes

per procuratorem tuum, frater episcope, diu detentus extitit pro eo quia ipse magister Johannes linguam suam laxavit ad quedam verba fatua que fidem catholicam prima facie sapere minime videbantur, illaque scripto etiam confirmavit licet postmodum se et omnia dicta sua submiserit correctioni Sedis apostolice, prout in processu per te, frater episcope, super hoc habito plenius dicitur contineri. Subiungebat etiam ipsa petitio quod tu, frater episcope, ad ipsius magistri Johannis expeditionem, pro eo ne quis procedere (*sic*) quia negotium huiusmodi tempore felicis recordationis Benedicti pape XII, predecessoris nostri, ad Sedem apostolicam extitit devolutum; quare pro parte dicti mag. Johannis fuit nobis humiliter supplicatum ut providere sibi super hoc oportuno remedio dignaremur. Nos igitur... volentes dicto mag. Johanni super hiis iusticiam exhiberi, discretioni vestre... committimus et mandamus quatinus premissis non obstantibus exhibeatis ipsi magistro Johanni super hiis auctoritate apostolica iusticie complementum. Contradictores [*etc.*]; non obstantibus [*etc.*]. — Datum Avinioni, III idus aprilis, anno secundo.

1. Arnaud de Verdale; voir n. 164, note 1.
2. Aymon de Caumont, n. 162, note 1.

— 194 —

Une plainte très grave a été portée au Saint-Siège contre Arnaud Mandavin, jadis lieutenant de l'inquisiteur de Poitiers, depuis devenu lui-même inquisiteur. Alain Bourret d'Exideuil l'accuse d'avoir essayé d'extorquer à son père, Guillaume Bourret, incarcéré sous prétexte d'hérésie, une somme de soixante livres, dont en réalité il a perçu vingt-neuf. Il a usé, pour cela, de prête-noms qui passaient pour être les créanciers du détenu. De plus, celui-ci ne fut mis en liberté qu'après avoir nommé quatre fidéjusseurs, qui, sous peine d'une amende de 100 marcs d'argent, s'engagèrent à présenter leur client à toute réquisition. Guillaume Bourret est mort depuis sept ans et néanmoins l'inquisiteur ne cesse de molester ses répondants parce qu'ils ne peuvent tenir cet engagement.

Ils ont été excommuniés et cités par lui, et Alain Bourret, qui s'est présenté en leur nom, a été mis en demeure de débourser la somme de soixante livres pour obtenir la révocation des censures. Le pape ordonne une information. Les sommes extorquées seront restituées immédiatement; les fidéjusseurs seront absous de leurs censures et Arnaud Mandavin devra comparaître, avant quarante jours, devant le pape. — Avignon, 24 juin 1344.

Reg. Aven., t. LXXVII, fol. 265 v°, n. LXXX.

Ven. fratri ...[1] episcopo Petragoricen., salutem. — Querelam Alani Borrelli de Exidolio[2], quondam Guillelmi Borrelli nati, clerici Petragoricen. diocesis, recepimus continentem quod cum dilectus filius Arnaldus Mandavini[3], ordinis predicatorum, nunc se inquisitorem, olim vero se locumtenentem, seu vicarium dilecti filii Johannis Aufredi[4], eiusdem ordinis, tunc inquisitoris pravitatis eiusdem in diocesi predicta, asserens, dictum Guillelmum, patrem ipsius Alani, tunc viventem, teneret et tenuisset per quatuor vel quinque menses in vinculis ferreis carceribus mancipatum, minus vere pretendens dictum Guillelmum verbotenus vel alias in fide catholica erravisse, idem Arnaldus per vim et metum qui cadere poterant in constantem, seu alias, dictum Guillelmum ad obligandum se erga Ricardum Anglici et Guillelmum Pictavini, laicos in Engolisma commorantes, compulit fraudulenter, ut in eorum personis ad sui commodum sexaginta libras monete currentis recognosceret minus vere ex vero et puro mutuo se debere; dicto tamen Guillermo infra domum fratrum predicatorum Engolismen. tunc arrestato manente; addens et conveniens idem Arnaldus quod prefati Ricardus et Guillermus darent et cederent pietatis intuitu priori et fratribus domus predicatorum Engolismen. debitum supradictum, cujus domus idem Arnaldus tunc temporis prior erat; de qua pecunie summa ipse Arnaldus, vel alius eius nomine, inquisitor nunc ut dicitur dicte pravitatis, a dicto Alano vigintinovem libras et amplius dicte monete habuit et recepit, quamvis ut prefertur mutuum predictum factum seu contractum minime extitisset; dictusque Arnaldus tunc vicarius coegit prefatum Guillelmum, antequam ipsum a dicto arresto dimitteret, quod quatuor fideiussores, quorum unus fuit predictus Alanus, qui tunc nondum duodecimum etatis sue annum compleverat, daret, quos fecit sub penis gravibus obligare, videlicet quod totiens et quandocumque dicti

fideiussores essent per inquisitorem qui tunc erat vel eius vicarium requisiti dictum Guillermum sub pena centum marcharum argenti et aliis gravioribus penis inquisitori vel vicario redderent supradictis; et quod licet dictus Guillermus iam septem annis elapsis viam fuisset universe carnis ingressus, tamen prefatus Arnaldus dictos fideiussores et Alanum, pro eo quod ipsi eundem Guillermum iamdiu, ut prefertur, deffunctum restituere non valebant, per plures capellanos mandavit et fecit excommunicatos ac ipsorum fideiussorum uxores et familias per dictos capellanos interdictos publice nunciari; ac dictos fideiussores apud Engolismam citari coram ipso, sibi de hiis que ad fidem et officium Inquisitionis sibi, ut dicebat, commissum pertinent in Engolismen. ecclesia responsuros. Et demum cum idem Alanus pro se ac ipsis fideiussoribus procuratorio nomine ipsorum ab eodem Arnaldo absolutionis beneficium postularet, prefatus Arnaldus huiusmodi absolutionis beneficium eis denegavit impendere, nisi sibi sexaginta libras turon. parvorum persolveret; de quibus antequam impenderetur absolutio supradicta medietatem realiter assignaret et reliquam medietatem sibi solveret in terminis per eum propterea statuendis. Quare prefatus Alanus nobis humiliter supplicavit ut providere sibi super hiis de oportuno remedio dignaremur. Nos igitur... volentes eumdem Alanum a premissis gravaminibus relevari, fraternitati tue... committimus et mandamus quatinus vocatis qui fuerint evocandi de predictis auctoritate apostolica diligentius te informes et si repereris ita esse dictam pecuniam solutam Alano restitui facias memorato, eundemque Arnaldum compellas ut predictum Alanum super solutione dicte restantis pecunie non molestet, et tam eum quam fideiussores predictos a predicta excommunicationis et interdicti sententia alias iuxta Ecclesie formam eadem auctoritate absolvas; et nichilominus prefatum Arnaldum ex parte nostra peremptorie citare procures ut infra quadraginta dierum spacium post citationem tuam huiusmodi apostolico se conspectui personaliter representet, super premissis iusticie pariturus et facturus et recepturus quod ordo dictaverit rationis; diem vero huiusmodi citationis et formam et quicquid super hiis duxeris faciendum nobis per tuas litteras harum seriem continentes studeas fideliter intimare. Contradictores [*etc.*]. Non obstantibus [*etc.*]. — Datum Avinioni, VIII kalendas iulii anno tercio.

1. Guillaume Aubert, chapelain du pape, élu évêque d'Apt, le 2 décembre 1336; transféré à Périgueux, le 1er octobre 1341; mort en 1347. *Gall. christ.*, t. I, col. 363-364; t. II, col. 1478; Albanès, *Gall. christ. noviss.*, t. I, col. 247-248; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 95.

2. Excideuil (Dordogne), chef-lieu du cant., arrond. de Périgueux.

3. N. 187, note 2.

4. N. 143, note 6.

— 195 —

A la prière de Jean Dumoulin, inquisiteur de Toulouse, Clément VI exhorte le roi d'Aragon à faire saisir les hérétiques originaires du pays toulousain réfugiés sur ses terres. — Avignon, **11** décembre 1344.

Reg. Vat., t. CXXXVIII, fol. 146, n. DXXXVIII; P. Mortier, *Histoire des maîtres généraux des frères prêcheurs*, t. III, p. 276, note 2.

Carissimo in Christo filio Petro [1], regi Aragonum illustri. — Habet memoria celebris... Sane nuper dilectus filius Johannes de Molendino [2], ordinis fratrum predicatorum, inquisitor heretice pravitatis in partibus Tholosanis auctoritate apostolica deputatus, nobis insinuare curavit quod nonnulli pessimi heretici eorumque fautores, credentes et sequaces de predictis partibus Tholosanis, ubi suos dampnatos errores et hereses disseminare non sine magnis ipsius fidei et fidelium periculis moliuntur, ut manus inquisitoris predicti effugere valeant, ad terras tue dicioni subiectas se sepe transferunt et latitant in eisdem. Cum autem expediat purgare terras eisdem hereticis ac fautoribus, credentibus et sequacibus eorumdem, ne per ipsos mentes fidelium corrumpantur, excellentiam regiam requirimus, rogamus et in Domino attentius exhortamur quatinus mandare ac iubere districte officialibus et subditis suis procuret, pro divina et apostolice Sedis reverentia zeloque ipsius fidei, regia celsitudo, ut hereticos, fautores, credentes et adherentes qui fuerint in terris predictis reperti et nominati per litteras inquisitoris predicti ad requisitionem gentium inquisitoris eiusdem celeriter, fideliter et prompte capiant vel capi per gentes ipsas permittant, eis super hiis et ea tangentibus assistendo consiliis, auxiliis et

favoribus oportunis. Te taliter super premissis, fili dilectissime, habiturus quod a Deo consequaris perennis mercedis premium et clara tue devotionis sinceritas digne commendationis laudibus attollatur. — Datum Avinioni, III idus decembris, anno tercio.

1. Pierre IV, *le Cérémonieux*, roi d'Aragon de 1336 à 1387. Baluze, *Vitæ*, t. I, col. 1365-1366; *Nouv. biogr. gén.*, Firmin Didot, art. *Pierre IV*; de Mas Latrie, *op. cit.*, col. 1735; U. Chevalier, *Répertoire, etc.*

2. Jean Desmoulins (*de Molino, de Molinis, de Molendino, de Molendinis*), originaire du Limousin comme Gérard de Daumar (n. 187, note 3), fit sa profession dans le couvent des frères prêcheurs de Brive. Percin affirme qu'il devint lecteur du couvent de Toulouse. Il est sûr qu'il fut destiné au professorat et qu'il reçut le titre de docteur en théologie de Clément VI lui-même, à Avignon (1342 ou 1343). Il prit part, comme définiteur, au chapitre général du Puy, en 1344, et, peu après, remplaça Pierre Gui, à l'Inquisition de Toulouse. Il résulte du document publié plus haut que ses efforts se portèrent aussitôt sur certains hérétiques réfugiés en Aragon; mais nous ne pourrions citer un seul acte émané de lui. Le 12 juin et le 8 octobre 1345, il fut chargé par le pape de conférer le titre de docteur en théologie et le pouvoir d'enseigner à deux de ses frères en religion, Raymond de Paris et Bertrand de Saint-Michel (n. 199). Le 21 septembre de la même année, il obtint, pour Raoul Talot, clerc attaché à son tribunal, l'office de notaire et l'expectative d'un bénéfice, à Toulouse; le 13 septembre 1346, le pape lui accorda, pour le même clerc, l'expectative d'un autre bénéfice, à Quimper (n. 200). Quétif et Échard, *Script.*, t. I, p. 627, et Denifle, *Chartul.*, t. II, p. 565, note, prétendent à tort qu'il occupa la charge de maître du Sacré Palais, dès 1345; tout au plus, y fut-il appelé en 1347 ou 1348. Pierre de Salgues, son successeur à l'Inquisition de Toulouse (n. 207 note), ne reçut son brevet que le 9 août 1348 (n. 207). Le chapitre général de l'ordre, tenu à Barcelone, le 30 mai 1349, élut frère Jean maître général. Clément VI le fit cardinal du titre de Sainte-Sabine, le 17 décembre 1350. Il mourut le 23 février 1353. Le chapitre de Valence, en 1370, prescrivit une messe pour le repos de son âme. Reichert, *Acta capit. gen. ord. praed.*, t. II, p. 425. On lui attribue un traité : *De reparatione hominis lapsi*, et des sermons *De tempore et de sanctis*. Wadding prétend, d'ailleurs sans preuves, qu'il aurait été neveu du pape Clément VI. Sur ce personnage, voir Baluze, *Vitæ*, t. I, col. 259, 296, 906; Percin, *Monum.*, p. 78; Quétif et Échard, *Script.*, t. I, p. 627-628; Denifle, *Archiv für Litteratur*, t. II, p. 221, n. 103; *Chartular.*, t. II, p. 565 et note, 572; Douais, *Les frères prêcheurs en Gascogne*, p. 439; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 18; Mortier, *Hist. des maîtres généraux*, t. III, p. 274-288.

— 196 —

Le pape adresse la même exhortation aux prélats, aux personnes ecclésiastiques, aux nobles et aux seigneurs du royaume d'Aragon. — Avignon, 11 décembre 1344.

Reg. Vat., t. CXXXVIII, fol. 146 v°, n. DXXXIX.

Venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis, ac dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus, decanis, prepositis, archidiaconis et aliis personis ecclesiasticis, necnon nobilibus viris ducibus, comitibus, baronibus, officialibus et aliis dominis temporalibus quibuscumque constitutis in regnis et terris, carissimo in Christo filio nostro Petro, regi Aragonum illustri, subiectis. — Nuper dilectus filius [*etc., même thème que dans la précédente*]. Universitatem vestram requirimus attentius et monemus, vobis nichilominus per apostolica scripta mandantes, quatinus hereticos, fautores, credentes et adherentes predictos, qui reperti fuerint in vestris terris et districtibus et per ipsius inquisitoris litteras nominati ad requisitionem gentium ipsius, celeriter, fideliter et prompte capiatis seu capi faciatis aut permittatis per gentes easdem, ipsis assistendo nichilominus super hiis et ea tangentibus consiliis, auxiliis et favoribus oportunis... — Datum Avinioni, III idus decembris, anno tercio.

— 197-198 —

Clément VI ordonne au général des dominicains, puis au vicaire général de l'ordre, de déléguer dans le royaume de Majorque et les comtés de Roussillon et de Cerdagne des inquisiteurs non suspects de partialité. — Villeneuve, 22 février, 15 mai 1345.

Reg. Vat., t. CXXXVIII, fol. 213 v°, 285 v°.

Dilecto filio Parisio (*sic*) [1], magistro fratrum predicatorum. — Cupientes negotium fidei sic ubique dirigi et... [Ut in regno Majoricarum, ac Rossilionis et Ceritaniae comitatibus aliisque convicinis partibus, inquisitores, fratres de suo ordine deputet, qui non existant Petro [2], Aragonum, et Jacobo [3], Majoricarum

regibus, suspecti.] — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, VIII kalendas martii, anno tercio.

Dilecto filio .. vicario generali ordinis fratrum predicatorum magisterio eiusdem ordinis vacante. — Pridem attendentes decens et honestum existere quod in regno Majoricarum et terris Confluentis et Ceritanie aliisque vicinis partibus non essent pro Inquisitionis officio exercendo persone partiales vel alterutri suspecte partium deputande, quondam.. [4] magistro... fratrum ordinis predicatorum tunc in humanis agenti scripsisse meminimus ut personas partiales vel suspectas, ut prefertur, ibidem non poneret, et si essent forsitan posite, amovere curaret easdem. Cum autem, sicut intelleximus, ad eundem magistrum medio tempore vita functum littere non pervenerunt supradicte, volumus et tue discretioni mandamus quatinus super premissis, sicut dicto magistro scripsimus, providere prudenter et provide non postponas. — Datum ut supra [apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, idus maii, anno tercio [5]].

1. Il faut évidemment lire *Petro*. C'est Pierre de Beaume qui était général des dominicains au début de l'an 1345 (n.184, note 2). Il mourut le 1er mars de cette année même et le chapitre général de Brive lui donna, en 1346, pour successeur, Garin de Giac. Reichert, *Acta capit. gen. ord. praed.*, t. II, p. 307, note 1. S'il faut maintenir la lecture *Parisio*, la suite de l'adresse devrait être corrigée ainsi qu'il suit : *ordinis predicatorum, magistro in theologia, priori provinciali in provincia Provincie*. C'est le titre donné à frère *Parisius* par le reg. des *Suppliques de Clément VI*, an. II, part. II, fol. 193, dans une requête présentée au pape, au nom de *Parisius* lui-même, en faveur d'un tiers. Mais il me semble, et la lettre au vicaire général de l'ordre (15 mai) le prouve surabondamment, que c'est bien au général que le pape écrit.

2. Pierre IV; voir n. 195, note 1.

3. Jacques II; voir n. 99, note 1.

4. Pierre de Beaume, décédé le 1er mars.

5. Voir n. 12.

— 198 bis —

Les trésoriers du pape donnent quittance à Pierre d'Artix, trésorier du Comtat Venaissin, d'une somme d'argent provenant des confiscations, des condamnations et des compositions du tri-

bunal d'Inquisition dans le Comtat. — Avignon, 1er juin 1345.

Obligationes, t. XIX, fol. 133 v°.

Universis, etc., permissione divina Stephanus, Cassinen., et Guillelmus, Forojulien. episcopi, domini pape thesaurarii, salutem in Domino. — Universitati vestre tenore presentium innotescat quod cum venerabilis vir dominus Petrus de Artisio, canonicus Anicien., Comitatus Venayssini thesaurarius, de resta compoti per ipsum camere dom. nostri pape redditi de anno Domini millesimo CCCXXXVIII°, de receptis per eum de bonis confiscatis, compositionibus et condempnationibus ratione officii Inquisitionis heretice pravitatis dicti Comitatus et expensis factis et solutis per eum de pecunia exinde recepta in octoaginta sex floren. auri et duobus tertiis, et per computum per eundem dom. Petrum, de anno Domini millesimo CCC°XLIIII° de receptis per eum de bonis, condempnationibus et compositionibus supradictis et expensis factis et solutis de pecunia exinde recepta prefate camere redditum, in quinquaginta quinque floren. auri, uno denario turon. gross. argenti et uno quarto gross. camere predicte remanserit obligatus; idem dom. Petrus de dictis restis, die date presentium realiter et manualiter dicte camere satisfecit in centum quadraginta uno flor. auri, novem denar. turon. gross. argenti et duobus den. robertinis parvis. De quibus restis sic solutis ipsum dom. Petrum, heredes et successores suos ac bona eorum absolvimus prefate camere nomine tenore presentium et quitamus. In cuius rei testimonium presentes litteras fieri fecimus et sigillorum nostrorum appensione muniri. — Datum Avinioni, die prima mensis iunii, anno Domini M° CCC° XLIIIIto, indictione XII, pontificatus sanctissimi patris et domini nostri domini Clementis divina providentia pape VI, anno tercio.

— 199 —

Jean Dumoulin[1]*, inquisiteur de Toulouse, maître en théologie à la demande d'Élie de Nabinal*[2]*, cardinal du titre de Saint-Vital*[3]*, est chargé par le pape de conférer le titre de docteur et le pou-*

voir d'enseigner dans l'Université de Toulouse à Raymond de Paris[4], *dominicain, professeur de théologie, lecteur à Périgueux, et à Bertrand de Saint-Michel*[5], *religieux du même ordre.* — Villeneuve, 12 juin; Avignon, 8 octobre 1345.

Reg. Vat., t. CCXVIII, fol. 52, 149, n. 4, 233; Mortier, *Hist. des maîtres généraux*, t. III, p. 277, note 1.

Dilecto filio Johanni de Molendino, ordinis fratrum predicatorum, inquisitori Tholose commoranti, sacre theologie magistro, salutem, etc. — Viri sacre religionis... — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, II idus iunii, anno quarto.

Dilecto filio Johanni de Molinis, ordinis fratrum predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in regno Francie deputato, Tholose communiter residenti, sacre theologie magistro, salutem. — Viri sacre religionis... — Datum Avinioni, VIII idus octobris, anno quarto.

1. Jean Dumoulin; voir n. 195, note 2.

2. Élie de Nabinal, franciscain, maître en théologie; provincial d'Aquitaine, de 1325 à 1328; archevêque de Nicosie, le 16 novembre 1332; patriarche de Jérusalem, le 12 juillet 1342; cardinal du titre de Saint-Vital, le 20 septembre 1342; mort le 13 janvier 1348. Ciacconius, t. II, col. 497; Baluze, *Vitae*, t. I, col. 242; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 287, 362; Denifle, *Chart.*, t. II, p. 343; Othon de Pavie, *L'Aquitaine séraphique*, t. I, p. 200-206.

3. Voir dans Denifle, *Chartul.*, t. II, n. 1107, la supplique du cardinal de Nabinal.

4. Raymond de Paris, au dire du cardinal son protecteur, avait enseigné en divers endroits le livre des Sentences, la Bible et d'autres traités, et exercé le ministère de la prédication. Denifle, *loc. cit.*

5. Ce religieux fut désigné, en juin 1340, comme lecteur du couvent de Toulouse. Douais, *Les frères prêcheurs en Gascogne*, p. 400; Denifle, *Chartul.*, t. II, p. 500, 572.

— 200 —

Jean Dumoulin[1], *inquisiteur de Toulouse, demande et obtient, pour Raoul Talot, prêtre du diocèse de Quimper, attaché au tribunal de l'Inquisition : le 21 septembre 1345* : 1° *l'office de notaire;* 2° *l'expectative d'un bénéfice dont la collation appartient à l'arche-*

vêque de Toulouse et valant 60 livres avec charge d'armes et 40 livres sans charge d'âmes; 3° le 13 septembre 1346, il obtient pour son protégé l'expectative d'un bénéfice relevant de l'évêque et du chapitre de Quimper.

Suppl. Clem. VI, an. IV, part. I, fol. 13, 18v°; et an. V, part. III, fol. 9.

Supplicat S. V. humilis... — Datum apud Viliamnovam, Avinionen. diocesis, XI kalendas octobris, anno quarto. — Datum Avinioni, idus septembris, anno quinto.

1. N. 195, note 2.

— 201 —

Aymon de Caumont[1], *inquisiteur de Carcassonne, obtient du pape en faveur de Jean d'Épinal, prêtre du diocèse de Toul, notaire de l'Inquisition, la collation d'un bénéfice dans l'église de Saint-Dié. Sa Sainteté dispense ce notaire du devoir de la résidence dans ce bénéfice, tant qu'il remplira ses fonctions auprès de l'Inquisition.* — Avignon, 4 janvier 1346.

Supplic. Clem. VI, an. IV, part. I, fol. 158.

Sanctissime Pater.... Nuper — Fiat. R. — Datum Avinioni, II nonas ianuarii, anno quarto.

1. N. 162, note 1.

— 202 —

Clément VI se plaint au général et aux provinciaux de l'ordre des frères mineurs de la négligence de certains inquisiteurs du même ordre à poursuivre les fraticelles; il leur ordonne de faire cesser cette négligence. — Avignon, 24 avril 1346.

Reg. Vat., t. CXXXIX, n. 1107; Riezler, *Vatikanische Akten*, n. 2254 (anal.).

Dilectis filiis ..[1] generali et provincialibus ministris ordinis fratrum minorum. — Intelleximus displicenter quod licet in diversis partibus multi fratricelli, quorum secta per Ecclesiam reprobata extitit et dampnata, pestiferos errores et hereses disseminare periculose nimium moliuntur, tamen nonnulli fratres vestri ordinis, quibus Inquisitionis heretice pravitatis in diversis sibi decretis provinciis negotium auctoritate apostolica est commissum, super corrigendis et puniendis fratricellis eisdem super predictis ac eisdem erroribus et heresibus extirpandis se reddunt et reddiderunt hactenus nimium negligentes. Cum autem negligentia huiusmodi eo nobis sit molestior non indigne quo veremur ex ea fidei catholice maiora pericula proventura, discretioni vestre... mandantes quatinus vos et quilibet vestrum eosdem inquisitores commonere ac solicitare curetis ut ipsi adhibita fideli et solerti diligentia sic super premissis sui debitum officii exequantur quod pocius de ipsa commendari valeant quam de negligentia redargui vel puniri. Si vero de negligentia huiusmodi certificati fueritis, super quo vos esse volumus diligentes, exinde nos certiores efficere quantocius procuretis. — Datum ut supra [Avinioni, VIII kalendas maii, anno quarto].

1. Fortanier Vassal, quercynois, frère mineur du couvent de Gourdon gardien du couvent d'Avignon; élu ministre général de l'ordre, le 11 juin 1343; archevêque de Ravenne, le 28 octobre 1347; patriarche de Grado, le 28 mai 1351; cardinal, le 16 septembre 1361; mort en octobre ou novembre suivant. Baluze, *Vit. pap. Avenion.*, t. I, 951-954; Albe, *Autour de Jean XXII. Prélats originaires du Quercy*, tir. à part, p. 30-33.

— 203 —

L'évêque d'Albi est chargé de reprendre et de terminer l'affaire pendante entre l'évêque de Cahors et ses commissaires, d'une part, et Bernard Perrier de Cajarc, de l'autre. Ce dernier a été, une première fois, poursuivi et condamné pour usure; mais la sentence de l'évêque a été cassée par l'auditeur du palais apostolique. Une

deuxième fois, Bernard Perrier fut accusé de pratiques usuraires; cette fois, il récusa ses juges, prévenus contre lui, et fit appel au pape. Mais les juges n'en poursuivirent pas moins leur procédure, l'accusé absent, le condamnèrent une deuxième fois comme usurier et confisquèrent ses biens au profit de l'évêque. Le pape ayant nommé des commissaires pour connaître de ce litige, l'évêque de Cahors et ses partisans ne trouvèrent rien de mieux que de faire intervenir l'Inquisition. Mais Gasbert d'Orgueil, lieutenant de l'inquisiteur, et Barthélemy Fons, commissaire de l'évêque, ne sont pas moins suspects à l'accusé, qui recourt une fois de plus au Saint-Siège et en obtient le présent mandat. — Avignon, 12 août 1346.

Reg. Vat., t. CLXXIV, fol. 414, n. 1313.

Ven. fratri ..[1] episcopo Albien., salutem, etc. — Sua nobis dilectus filius Bernardus Peyrerii de Caiarco [2], laicus Caturcen. diocesis, petitione monstravit quod cum olim ven. frater noster Bertrandus [3], episcopus Caturcen., contra eundem Bernardum, plus ex odii fomite quam zelo iusticie, per curiam seu commissarios suos fecisset inquiri et procedi mandasset super usuraria pravitate, et tandem contra eundem Bernardum fuisset super hoc diffinitiva sententia promulgata, pro parte dicti Bernardi ab eadem sententia fuit ad Sedem apostolicam appellatum, dictaque sententia per certum auditorem causarum Palatii apostolici in causa appellationis huiusmodi a Sede ipsa deputatum revocata fuit, dictusque episcopus eidem Bernardo in expensis legitimis condempnatus. Ac postmodum cum predictus Bernardus peteret sibi fieri ab eodem episcopo satisfactionem huiusmodi expensarum, prefatus episcopus necnon Pontius de Heremo et Stephanus Lacosta, clerici dicte diocesis, contra dictum Bernardum indebite odii rancore concepto consilium et tractatum fecerunt et deliberaverunt qualiter dampnificare possent eundem Bernardum indebite, ac dictus episcopus post consilium et tractatum huiusmodi minus veraciter pretendens quod dictus Bernardus usurarius existebat et contractus usurarios inhierat questionem usurarum huiusmodi refricando dictis Pontio et Stephano ordinaria auctoritate commisit ut super premissis contra eundem Bernardum ex officio inquirerent; dictique Pontius et Stephanus eundem Bernardum super premissis coram se fecerunt pretextu dicte commissionis ad iudicium evocari;

ex parte vero dicti Bernardi fuit coram Pontio et Stephano predictis propositum quod dictus episcopus et ipsi ante dictam commissionem contra dictum Bernardum indebite odii rancore concepto consilium et tractatum fecerant et deliberaverant qualiter dictum Bernardum dampnificare indebite possent; propter que idem Bernardus dictos Pontium et Stephanum merito suspectos habebat. Quare ab eisdem Pontio et Stephano fuit humiliter postulatum ut cum in hac parte proprium factum dicti episcopi coram quo alias causa huiusmodi suspicionis contra dictos Pontium et Stephanum probanda esset ageretur per eundem Bernardum ad eligendum cum eis arbitros coram quibus causa suspicionis huiusmodi probaretur se admitti, ut ea probata dictus episcopus negotium huiusmodi committeret alicui non suspecto. Et quia dicti Pontius et Stephanus eum super hoc audire contra iusticiam recusarunt, pro parte dicti Bernardi exinde sentiens indebite se gravari, fuit ad Sedem appellatum predictam; ac dictus Pontius et Petrus Raymundi de Morengio, clericus dicte diocesis, auctoritate ut dicebat dicti episcopi sibi in ea parte commissa, huiusmodi appellatione contempta, contra dictum Bernardum pro prosecutione appellationis huiusmodi apud Sedem apostolicam constitutum et non vocatum uberius ad Inquisitionem super premissis ex officio descenderunt de facto, et in eiusdem Inquisitionis negotio de facto procedentes sententialiter et de facto pronunciaverunt dictum Bernardum emisse plures res minus quam valerent et ob hoc et alia ipsum fore usurarium ac bona ipsius Bernardi capi et ad manus eorum et dicti episcopi poni fecerunt. Propter que pro parte ipsius Bernardi, quam cito hec ad suam pervenerunt noticiam, iterato ad dictam Sedem extitit appellatum, idemque Bernardus super appellationibus huiusmodi apostolicos ad. [1] prepositum monasterii sancti Salvii Albien. per prepositum soliti gubernari et .. officialem, ac quondam Petrum Gausentii, canonicum Albienses, sub certa forma litteras impetravit huiusmodi clausula litteris ipsis apposita, quod si non omnes hiis exequendis interesse possent, duo ipsorum nichilominus exequi procurarent; dictosque episcopum, Pontium et Stephanum fecit in causa appellationis huiusmodi coram predictis officiali Albien. et Petro canonico, eodem preposito notorie in remotis agente, auctoritate dictarum litterarum ad iudicium evocari. Et deinde dicto Bernardo referente nobis quod postquam aliquandiu coram predictis offi-

ciali Albien. et Petro canonico in huiusmodi causa processum extiterit, prefatus Petrus canonicus viam fuerat universe carnis ingressus vicibus suis altero non commissis, propter quod causa huiusmodi remanserat et remanebat indecisa; ac supplicante nobis ut cum predictus prepositus in eisdem remotis ageret, nec de ipsius vicino reditu speraretur, providere sibi super hoc de oportuno remedio dignaremur : nos dilectis filiis Raymundo de Prohinis et Anglico de Subertio, canonicis Albien., dictoque officiali Albien. nostris sub ea forma dedimus litteris in mandatis ut si esset ita, legitimo coram dictis officiali Albien. et Petro canonico in huiusmodi causa habito servato processu, in eadem causa procederent iuxta predictarum eisdem preposito, ac officiali Albien. et Petro canonico directarum continentiam litterarum; dictusque Bernardus fecit eundum episcopum coram prefatis Anglico canonico et officiali Albien., ac Guillelmo de Popia, canonico Albien., cui quidem Guillelmo prefatus Raymundus de Prohinis commiserat super hoc non tamen totaliter vices suas, auctoritate ultimarum litterarum et commissionis huiusmodi ad iudicium evocari; coram quibus Anglico et officiali Albien. ac Guillelmo de Popia inter dictas partes coram ipsis in iudicio comparentes ad nonnullos actus in causa huiusmodi dinoscitur fuisse processum; quodque postmodum Gasbertus de Orgolio [5], ordinis fratrum predicatorum, se comissarium seu locumtenentem .. inquisitoris heretice pravitatis in illis partibus, et Bartholomeus de Fontibus, clericus dicte diocesis, super hoc ab eodem episcopo specialem commissionem se habere asserentes, eundem Bernardum citari mandaverunt et fecerunt ut certa die coram eis compareret super articulis fidei responsurus aliqua clausula specialiter de suspicione fidei non adiecta; propter quod pro parte dicti Bernardi habentis eosdem Gasbertum et Bartholomeum ea ratione suspectos quod Bartholomeus eiusdem episcopi subditus, et tam ipse quam Gasbertus predictus dicto episcopo nimis favorabiles existebant, ad dictam Sedem extitit appellatum. Quare prefatus Bernardus nobis humiliter supplicavit, ut sibi vexato, ymo quasi totaliter exinanito laboribus et expensis, ac parato coram competenti iudice super premissis omnibus de iusticia respondere, et ne super premissis coram diversis iudicibus litigare cogatur, providere sibi super hoc de oportuno remedio dignaremur. Nos itaque... fraternitati ...tue mandamus quatinus, vocatis qui fuerint evocandi, omnes

predictarum appellationum et etiam ipsius principalem fidei causas audias et quod canonicum fuerit apellatione remota decernas, faciens quod decreveris per censuram ecclesiasticam firmiter observari. Testes autem [*etc.*]. Non obstantibus [*etc*]. — Datum Avinioni, II idus augusti, anno quinto.

1 Pictavin de Montesquieu; voir n. 178, note 1.

2. Cajarc (Lot), chef-lieu de cant., arrond. de Figeac. Sur la famille Perrier de Cajarc, voir Albe, *Autour de Jean XXII*, dans *Annales de Saint-Louis-des-Français*, juillet 1902, p. 388-389.

3. Bertrand de Cardaillac, évêque de Rieux (27 février 1321), transféré à Cahors, le 20 juillet 1324; mort vers 1366. *Gall. christ.*, t. I, col. 141; t. XIII, col. 186-187; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 184, 443; Albe, *op. cit.*, avril 1903; tir. à part, p. 201-205.

4. Ratier de La Penne, prévôt de Saint-Salvi dès 1334. *Gall. christ.*, t. I col. 50.

5. Gasbert d'Orgueil, originaire de la localité de ce nom, paroisse de Saint-Avit de La Capelle-Cabanac, com. de Mauroux (Lot), prononca ses vœux chez les dominicains de Cahors, devint lecteur du couvent de Toulouse et fut fait maître en théologie à Avignon, par ordre du pape. A cette date (1346-1347), il était commissaire de l'Inquisition dans le diocèse de Cahors. En 1349, il fut chargé par le pape d'une mission auprès de Jean Cantacuzène, empereur d'Orient. Pendant son absence, le chapitre de l'ordre, tenu à Barcelone, désigna frère Pierre *de Maricalmo*, pour remplir à sa place les fonctions de lecteur du couvent de Toulouse. Reichert, *Acta capit. gen.*, t. II, p. 330. Avant son départ pour l'Orient, Clément VI l'avait promu à l'évêché de Ceneda en Dalmatie (13 novembre 1349). L'empereur d'Orient l'eut en grande estime. Il traita aussi avec Charles IV, roi des Romains, comme légat du pape. Il administra pendant vingt-cinq ans l'église de Ceneda et mourut en 1374. Il avait composé une *Relation de sa légation auprès de Jean Cantacuzène*, aujourd'hui perdue. Quétif et Échard, *Script.*, t. I, col. 674; Ughelli, *Italia sacra*, t. V, col. 211; Wadding, *Annal. min.*, t. III, ad. ann. 1349, n. 1; Raynaldi, ad. ann. 1350, n. 28; 1374, n. 1; Denifle, *Archiv*, t. II, p. 222, n. 112; Douais, *Les frères prêcheurs en Gascogne*, p. 404; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 187; Albe, *Prélats originaires du Quercy*, dans *Annales de Saint-Louis-des-Français*, 1904, p. 157-159; tir. à part, p. 20-23.

— 204 —

Aymon de Caumont[1], *inquisiteur de Carcassonne, obtient de Clément VI, en faveur de Jean Théobald de Bury, clerc du diocèse de Toul, vicaire de l'église de Saint-Dié et notaire de l'Inquisition,*

l'expectative d'un bénéfice relevant de l'abbesse et des religieuses bénédictines de Remiremont. — Avignon, 19 septembre 1346.

Suppl. Clem. VI, an. V, part. III, fol. 21 v°.

Supplicat S. V... — Fiat. R. — Datum Avinioni, xiii kalendas octobris, anno quinto.

1. N. 162, note 1.

— 205 —

Plusieurs officiers ou notaires de l'Inquisition de Carcassonne ayant refusé de payer les tailles imposées par les consuls, ceux-ci ont pris des gages, mais ont été frappés d'excommunication et d'interdit par l'inquisiteur. Le pape ordonne que les gages soient rendus, que les censures soient levées et que les parties comparaissent devant son tribunal, dans la semaine de Pâques, pour travailler à un accommodement. — Avignon, 27 mars 1348.

Reg. Aven., t. xcviii (Clém. VI, t. xliv), fol. 318 v°, n. 461; Double expédition, fol. 318, 318 v°.

Dilectis filiis .. archidiacono et officiali Carcassonen., salutem, etc. — Petitio Bernardi Corarie (?), Bernardi Mercerii, Pauli Tereni, Guillelmi Montanerii, Petri Perrerii, Guillermi de Fresenchis, Berengarii Montanerii et Raymundi Rogerii, consulum civitatis Carcassonen., nobis nuper exhibita continebat quod cum ipsi dilectos filios magistrum Bernardum Fontisgrive, legum doctorem, et Guillermum Nadini[1], Guillermum Boerii et Arnaldum Siferedi[2], notarios, ac Johannem Mercerii et quosdam alios cives Carcassonen., tam iure proprio quam vigore cuiusdam concessionis eisdem consulibus per carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem facte, in certa quantitate pecunie talliassent et imposuissent eisdem, magister Bernardus[3], Guillermus Boerii et Arnaldus ac Johannes et alii predicti asserentes se consiliarios, ministros et servientes dilecti filii Aymonis de Calvomonte[4], ordinis fratrum predicatorum, inquisitoris heretice pravitatis in provincia Carcasson. auctoritate apostolica deputati, existere ac se proinde a

solutione ac prestatione talliarum et quorumdam aliorum onerum liberos et immunes, tallias huiusmodi eis impositas solvere dictis consulibus recusarunt; quodque idem inquisitor contra dictos consules, pro eo quod magistrum Bernardum, Guillelmum Nadini, Guillermum Boerii et Arnaldum ac Johannem et alios predictos ad solvendum huiusmodi tallias compellentes, certa pignora receperant seu recipi fecerant ab eisdem, nonnullos processus excommunicationis et interdicti ac alias penas et sententias continentes fecit et habuit, a quibus pro parte dictorum consulum fuit ad Sedem apostolicam appellatum; quare pro parte consulum eorumdem fuit nobis humiliter supplicatum ut providere ipsis super hoc de oportuno remedio dignaremur. Nos igitur... cupientes quod huiusmodi inter dictos consules et cives suborta dissensio sublatis litigiorum anfractibus amicabiliter terminetur, discretioni vestre... mandamus quatinus vos, vel alter vestrum, si ita est, huiusmodi pignora dictis magistro Bernardo, Guillermo Nadini, Guillermo Boerii, Arnaldo et Johanni, ac aliis quibuscumque consiliariis, servientibus et ministris inquisitoris eiusdem occasione huiusmodi accepta auctoritate nostra sub recredentia restitui faciatis, ac pignoribus ipsis ut predicitur restitutis, suspendatis huiusmodi processus ac penas et sententias contentas in illis usque ad unum mensem a festo Resurrectionis dominice futuro proxime computandum; mandantes utrique partium predictarum quod infra octabas dicti festi per se vel procuratores eorum legitimos cum pleno et sufficienti mandato ad concordiam huiusmodi faciendam cum omnibus actis, iuribus et munimentis quibus voluerint in huiusmodi causa uti coram nobis studeant comparere, ut discussis iuribus eorundem, quod iustum fuerit valeat ordinari. Si autem pacis hostis faciente malicia partes ipse non possent interim amicabiliter concordari, non intendimus per mandatum nostrum huiusmodi processibus inquisitoris et appellationibus consulum predictorum preiudicare in aliquo; quinimo quod eodem lapso mense, si partes ipse concordiam non duxerint invicem faciendam, processus necnon sententie et pene in eis contente ac appellationes huiusmodi in eorum permaneant firmitate, et quod predicta pignora in eo statu in quo nunc sunt reponantur; super quibus quicquid faciendum duxeritis nobis per patentes vestras litteras formam presentium continentes fideliter intimare curetis. — Datum Avinioni, VI kalendas aprilis, anno sexto.

1. Guillem Nadini (ou Naudi), de Carcassonne, « de par le roi notaire public, notaire de Monseigneur l'évêque, spécialement dans l'office d'Inquisition, » tient la plume aux séances du tribunal d'Inquisition de Pamiers, de 1323 à 1325. Il figure dans quarante-six causes et dans une centaine d'interrogatoires. La rédaction du derniers tiers du ms. Vat. lat. *4030* (*Registre de Jacques Fournier*, évêque de Pamiers) lui appartient presque entièrement. Voir Douais, *La formule Communicato*, p. 24, et J.-M. Vidal, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers*, p. 102. Le 4 janvier 1346, Guillaume Nadini obtient du pape Clément VI, pour lui-même, pour sa femme Cécile et sa belle-mère, Bernarde Rivière, l'indulgence *in articulo mortis. Regest. Suppl. Clem. VI*, an. IV, t. I, fol. 153. Voir, sur une mission remplie par ce notaire, les n. 215-216.

2. Au fol. 318, on lit Arnaldum *Sicredi*, qui paraît être la version vraie. Cet Arnaud Sicre était attaché au tribunal de Carcassonne dès l'an 1329. Cf. Douais, *La formule, etc.*, p. 58, 62.

3. Au fol. 318, le nom *Bernardus* est suivi de *Guillermus Nadini.*

4. N. 162, note 1.

— 206 —

Le pape ratifie et confirme les conventions stipulées à l'amiable, par les soins du cardinal Étienne Aubert, entre Aymon de Caumont, inquisiteur de Carcassonne, les conseillers, officiers et notaires de l'Inquisition d'une part, et les consuls de Carcassonne, de l'autre, à l'endroit des tailles, gabelles et autres taxes. Il est convenu que l'exemption invoquée en faveur des subalternes du tribunal n'existera désormais que pour trois conseillers, officiers, ou jurés, et un seul notaire, désignés par l'inquisiteur et ses successeurs. Cette exemption ne s'étendra pas aux règlements de police et aux pénalités édictés par les consuls pour le bien de la communauté. Les censures portées par l'inquisiteur seront révoquées et les gages rendus [1]. — Avignon, 22 juin 1348.

Reg. Aven., t. c, fol. 58 v°.

Ad perpetuam rei memoriam. — Ea que iudicio... Dudum siquidem inter dilectos filios Aymonem de Calvomonte, ordinis fratrum predicatorum, inquisitorem heretice pravitatis in regno Francie per Sedem apostolicam deputatum, Carcassone communiter residentem, et magistrum Bernardum Fontisgrive, legum doctorem, consiliarium, et quondam Bernardi Taurelli licenciati in legibus ac quondam Philippi Philippi, iurisperiti, ac quondam Raymundi Folcaudi, consiliariorum ac iuratorum officii-

Inquisitionis predicte, heredes et nonnullos alios asserentes se consiliarios, notarios et iuratos eiusdem officii ex una parte, ac Bernardum Mercerii, Guillermum de Frezinchis, Petrum Peyrerii, Paulum Terreni, Berengarium Montanerii, et Raymundum Rotgerii, consules burgi Carcassonen., pro se et nomine universitatis dicti burgi, super eo quod predicti consules suo et dictorum universitatis nomine certas tallias et impositiones urgentibus necessitatibus et negotiis universitatis dicti burgi, tam iure proprio quam alias ex concessione regia ut dicebant, imposuerant et impositas a dictis consiliariis, notariis et iuratis, quemadmodum et ab aliis incolis dicti burgi exigebant et solvi petebant, et ab ipsis consiliariis, notariis, iuratis dicte Inquisitionis existentibus tunc in mora huiusmodi tallias et impositiones exolvendi propter hoc certa pignora receperant seu recipi fecerant; inquisitor vero predictus nonnulla privilegia tam a Sede apostolica quam a carissimo in Christo filio nostro .. rege Francie illustri inquisitori ac consiliariis, notariis et iuratis eiusdem Inquisitionis officii, ut asserebat, concessa se habere et illorum vigore consiliarios, notarios, iuratos dicti officii Inquisitionis fuisse liberos et immunes a solutione talliarum et impositionum huiusmodi impositarum et imponendarum, et in possessione seu quasi libertatis et immunitatis huiusmodi fuisse et esse dicebat, ex altera, materia questionis exorta. Tandem, quia prefatus inquisitor auctoritate apostolica qua in ea parte fungere se asserebat prenominatos consules monuerat ut huiusmodi pignora recepta restituerent eis a quibus illa receperant; et nichilominus eosdem consules, quia monitioni huiusmodi non paruerant, nominatim quantum in eo fuit interdixit et excommunicavit, et sententiam excommunicationis huiusmodi contra eos et nonnullos participantes eisdem nominatim etiam aggravavit, pro parte dictorum consulum suo et dicto universitatis nomine ad Sedem predictam extitit appellatum. Huiusmodi namque appellationis et processus negocio pro parte dictorum consulum et universitatis proposito in consistorio coram nobis altera parte presente, nos volentes earumdem partium parcere laboribus et expensis et affectantes quod huiusmodi suborta dissensio sublatis litigiorum anfractibus terminaretur amicabiliter, inter partes easdem ordinavimus quod predictis pignoribus eis a quibus recepta fuerant sub recredentia restitutis huiusmodi processus dicti inquisitoris ac pene et sententie contente in illis usque ad unum mensem a tunc

instanti festo Resurrectionis Dominice computandum suspenderentur, mandari facientes utrique partium predictarum quod infra octabas predicti festi per se vel procuratores eorum legitimos cum pleno et sufficienti mandato ad concordiam huiusmodi faciendam et cum omnibus actis, iuribus et munimentis quibus vellent in huiusmodi causa uti, coram nobis comparere curarent. Factis itaque post modum in partibus illis iuxta ordinationem nostram predictam restitutione pignorum ac suspensione processuum, penarum et sententiarum predictorum et subsequenter comparentibus personaliter in romana Curia inquisitore pro se et dictorum consiliariorum, notariorum et iuratorum ac heredum nomine, necnon Paulo Terreni, et Guillermo de Frezinchis, consulibus antedictis, pro se et aliis consulibus et universitate predictis, nos etiam ad supplicationem partium predictarum dilecto filio nostro Stephano [2], tituli sanctorum Johannis et Pauli presbitero cardinali, commisimus et mandavimus oraculo vive vocis ut partes ipsas super premissis per viam amicabilem exquisitam ad pacem et concordiam reducere procuraret. Coram quo quidem cardinali prefatis inquisitore ac Paulo et Guillermo consulibus pro se et nominibus supradictis cum sufficientibus mandatis personaliter comparentibus, et per eundem cardinalem cum eisdem partibus super pace et concordia huiusmodi faciendis inter eos diversis tractatibus habitis, tandem partes ipse volentes pacem liti preferre spontanea voluntate eodem cardinali tractante amicabiliter pro bono pacis et concordie componendo ad invicem convenerunt, videlicet quod inquisitor predictus et eius in dicto Inquisitionis officio successores possent tres personas de consiliariis, officialibus et iuratis dicti officii Inquisitionis et etiam unum notarium deservientem officio Inquisitionis predicte, quos maluerint et elegerint, solum et duntaxat reddere quictos, liberos et immunes a talliis, questis, gabellis et aliis impositionibus quibuscumque factis et faciendis indictis et indicendis per consules predictos, qui tunc erant et alios qui pro tempore essent burgi predicti, solum et duntaxat pro futuris temporibus; ita videlicet quod ultra predictum numerum dicti inquisitor et successores nullum alium consiliarium vel notarium possent immunes reddere a premissis, sed predicto duntaxat numero essent contenti; possent tamen dicti inquisitor et successores illos dimittere et mutare prout et quotiens eis placeret; sic tamen quod si exemptos per

unum inquisitorem successor ipsius vellet exemptos esse illi predicta exemptione gauderent sicut prius; sed si alios vellet eximere, predicti presens exempti extunc omnino cessarent ab exemptione predicta; ceteri vero consiliarii et iurati dicti officii Inquisitionis, cuiuscumque conditionis existerent, qui tunc erant et pro tempore forent habitatores et incole dicti burgi, preterquam duntaxat predicti tres auxiliarii et unus notarius non essent exempti occasione seu pretextu officii supradicti a talliis, gabellis et impositionibus quibuscumque per dictos consules indictis, et tam per eos quam per eorum successores pro tempore in posterum indicendis, immo compelli possent ad solvendum huiusmodi gabellas, tallias et impositiones sicut ceteri habitatores et incole burgi predicti, nisi alias per privilegia vel de iure seu de consuetudine forent exempti, seu immunes contemplatione personarum suarum aut alias, non pretextu officii supradicti. Fuit etiam concorditer ordinatum quod dicti tres consiliarii et unus notarius per dictum inquisitorem et alios qui pro tempore forent eximendi, non essent exempti occasione predicta observatione statutorum honestorum et rationabilium penas infligentium non observantibus ea, editorum et edendorum per consules prefatos pro utilitate incolarum et habitatorum dicti burgi; quin sicut ceteri incole et sub penis in eisdem contentis ad eorum observantiam tenerentur. Actum fuit etiam inter dictas partes quod omnes processus et sententie excomunicationum facti et late per dictum inquisitorem seu eius locumtenentem contra consules predictos et eis participantes, necnon appellationes dictorum consulum et omnis eorundem processuum, sententiarum et appellationum effectus, et queeumque inde secuta, si et quatinus de iure tenerent, essent cassa et irrita et nullam deinceps optinerent (*sic*) firmitatem, et pro non factis et habitis ac interpositis penitus haberentur; prefati quoque consules una cum eorum participantibus, si et quatinus indigebant, sive simpliciter, sive ad cautelam per nos absolverentur a sententiis et processibus supradictis. Quam quidem amicabilem compositionem prefati inquisitor et consules presentes et eorum quilibet pro se et nominibus supradictis prout quemlibet eorum tangebat laudaverunt, approbaverunt, ratificaverunt et omologaverunt expresse ac ratam, gratam et acceptam in omnibus et per omnia habuerunt, prout in patentibus litteris inde confectis ejusdem cardinalis sigillo munitis plenius continetur. Nos

itaque eorumdem inquisitoris ac consulum et universitatis supplicationibus inclinati compositionem huiusmodi provide factam ratam habentes et gratam, ipsam auctoritate apostolica ex certa scientia confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus [3]. Nulli ergo, etc., nostre confirmationis et communitionis infringere, etc. — Datum Avinioni, x kalendas iulii, anno septimo.

1. Voir la bulle précédente.

2. Étienne Aubert, chanoine de Paris, docteur ès lois, évêque de Noyon, le 23 janvier 1338; transféré à Clermont, en 1340; promu au cardinalat (titre des Saints-Jean-et-Paul), le 20 septembre 1342; évêque d'Ostie, le 13 février 1352; pape, sous le nom d'Innocent VI, le 18 décembre 1352; mort le 12 septembre 1362. Baluze, *Vitæ*, t. I, col. 321-362, 918-794; Ciacconius, t. II, col. 495; *Gall. christ.*, t. II, col. 287; t. IX, col. 1015; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 17, 199, 390.

3. Le différend se rouvrit quelques années plus tard. Les consuls carcassonnais prétendirent que, si les trois conseillers et le notaire de l'Inquisition étaient exempts de tailles, gabelles et autres taxes municipales, ils ne l'étaient nullement des droits de fouage et des autres charges imposées par le roi de France. L'inquisiteur Durand Salvan en référa au pape Grégoire XI, qui confia au cardinal Bernard du Bosquet le soin d'amener les parties à composition ou bien d'instruire le procès, s'il y avait lieu. Le cardinal mourut avant d'avoir fait ratifier l'accord verbal que les procureurs des parties avaient conclu, sans pouvoir, faute de mandat, le consigner par écrit. L'inquisiteur n'en avait pas moins fulminé l'excommunication contre ses adversaires. Ce fut le cardinal Guillaume d'Aigrefeuille qui termina le litige, en décidant que, l'exemption fiscale restant entière en ce qui concernait les tailles, subsides, impôts décrétés par les consuls et le roi de France, les quatre privilégiés de l'Inquisition seraient tenus de contribuer aux dépens nécessités par la construction et l'entretien des murs de la ville (18 mai 1372). Doat, t. XXXV, fol. 136 v°-161.

— 207 —

Pierre de Salgues, dominicain, est nommé inquisiteur de Toulouse. — Avignon, 9 août 1348.

Reg. Aven., t. C, fol. 79 v°, n. 81.

Dilecto filio Petro de Salgis [1], ordinis fratrum predicatorum, salutem. — Licet ubilibet Sedis [*etc., comme au n. 183, dans les mêmes termes jusqu'à la fin*]. — Datum Avinioni, vidus augusti, anno septimo.

1. Pierre de Salgues était prieur du couvent de Toulouse lorsque, en mai 1342, le chapitre général de Carcassonne le nomma lecteur du même couvent. Reichert, *Acta capit. gen.*, t. II, p. 283. En 1344 le chapitre du Puy l'envoya à Paris comme lecteur des Sentences. *Op. cit.*, p. 304. Il reçut le titre de docteur en théologie, en 1345. Denifle, *Archiv*, t. II, p. 223, n. 119. Il remplaça peut-être frère Jean Dumoulin (n. 195, note 2) à l'Inquisition de Toulouse. Sur son activité comme inquisiteur, voir n. 213, 214. L'*Histoire de Languedoc*, t. IX, p. 402, mentionne, d'après les *Comptes des sénéchaussées de Toulouse et de Carcassonne*, un *acte de foi* célébré en mai 1357, à Carcassonne, et auquel il assista. Le 30 juin 1354, Innocent VI le chargea d'une mission dont nous transcrivons ici la teneur :

Reg. Aven., t. CXXVII, fol. 563.

« Dilecto filio Petro de Salgis, ordinis fratrum predicatorum professori, inquisitori heretice pravitatis in provincia Tholosana, salutem, etc. — Exibita nobis pro parte dilectorum filiorum magistri Johannis Marchesii, legum doctoris, et Johannis Marescalli, civium Tholosan., tutorum dilecte in Christo filie Germane quondam Germani de Cathena filie pupille Tholosan., petitio continebat quod dictus Germanus condens de bonis suis in sua voluntate ultima testamentum dictam Germanam, filiam suam minorem, tunc etatis decem annorum in omnibus bonis suis universalem sibi heredem instituit, dictosque Johannem Marchesii et Johannem Marescalli, tutores dicte filie sue, in eodem testamento constituit et dedit; quodque postmodum dicti tutores, dicto Germano de hac luce subtracto, verissimiliter metuentes quod prefata puella per quosdam nobiles Tholosanos cives volentes ipsam puellam secum abducere et ad matrimonium contrahendum cogere raperetur, prefatam puellam commendarunt ad tempus in monasterio canonicarum S. Saturnini Tholosani, ordinis sancti Augustini, in quo quedam amita dicte Germane canonica existebat. Cumque postmodum duobus diebus elapsis predicti tutores dictam puellam repeterent . . abbatissa dicti monasterii illam eis restituere recusavit, propter quod orta super hiis inter dictos tutores ex una parte et . . abbatissam et conventum dicti monasterii ex altera coram . . officiali Tholosani non ex delegatione apostolica materia questionis, prefatis tutoribus petentibus dictam puellam eis restitui vel saltem in aliquo tuto loco in quo eius voluntas posset sine suspicione perquiri utrum vellet in monasterio vel in seculo remanere. Et causa huiusmodi ad Sedem apostolicam introducta et coram diversis auditoribus Palatii apostolici successive in causa deputatis eadem diutius etiam ventilata, tandem causa ipsa coram dilecto filio magistro Symone de Sudbiria, cancellario ecclesie Saresbirien., cappellano nostro et auditore causarum dicti Palatii, noscitur lis pendere. Cum autem sicut eadem petitio subiungebat prefata puella per violentiam et contra voluntatem eorumdem tutorum et pupille et amite ipsius adhuc in dicto monasterio teneatur, ipsique tutores et amici eorumdem . . abbatisse et conventus in hoc introductiones et fraudes verisimiliter pertimescant, fuit nobis pro parte ipsorum humiliter supplicatum ut providere eis super hoc paterna diligentia dignaremur. Nos... discretioni tue de qua in hiis et in aliis gerimus in Domino fiduciam specialem... mandamus quatinus prefatam puellam in aliquo honesto et tuto loco, in quo ipsa puella super premissis suam possit exprimere libere voluntatem, auctoritate nostra poni facias et procures, contradictores... *etc.*

Non obstantibus, *etc.* — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, II kalendas iulii, anno secundo. »

J'ignore à quelle date expira le mandat inquisitorial de Pierre de Salgues et quel fut son successeur. Percin, *Monum.*, p. 78, et Martène, *Ampliss. collect.*, t. VI, 433, parlent de Pierre de Mercalm (*de Maricalmo*), de Rodez, provincial de Toulouse, comme ayant occupé deux ans durant cette charge. Nos documents sont muets sur ce personnage, et le premier inquisiteur dont il est question après Pierre de Salgues est Hugues de Verdun, qui n'apparaît qu'en 1372 (n. 273 note 2). Sur P. de Salgues, voir auteurs cités, Quétif et Echard, *Script.*, t. I, p. 674; Denifle, t. II, p. 526 et note, 550, n. 1091.

— 208 —

Die XXIIII octobris, anno quo immediate supra [1348], frater Petrus Sicardi, de ordine predicatorum, locum tenens generalis inquisitoris Tholosani [1], Lemovicen. diocesis, et de conventu Sancti Juniani [2], receptus fuit in officio penitentiarii domini pape [3].

1. Alors Pierre de Salgues; n. 207, note 1.

2. Saint-Junien (Haute-Vienne), chef-lieu de cant., arrond. de Rochechouart. Les dominicains s'établirent dans cette ville dès 1293.

3. Pierre Sicard reçut, le 1er février 1349 (n. st.), le serment par lequel les consuls de Cordes s'engageaient à construire le portail de la chapelle qu'ils avaient fait bâtir à Cordes, et à y placer les statues de l'évêque d'Albi et des inquisiteurs de Toulouse et de Carcassonne. Douais, *Documents*, t. I, p. XCVIII-CII, note

---

— 209 —

Plusieurs citoyens de Narbonne ayant dénoncé la négligence des juges compétents à l'endroit de Blaise Boyer, leur concitoyen, dont le procès pour hérésie a été abandonné par suite de tentatives de corruption, Clément VI ordonne à l'archevêque de Narbonne de procéder à une enquête et de poursuivre l'affaire, s'il y a lieu. — Avignon, 5 septembre 1351.

Reg. Aven., t. CXIX, fol. 235.

Ven. fratri .. [1] archiepiscopo Narbonen., salutem, etc. — Petitio dilectorum filiorum Caroli Vitalis, Antonii de Bagis, Pontii Bedocii, et Raymundi Boquerii, civium Narbonen., nobis nuper exhibita continebat quod licet Blasius Boerii [2], civis Narbonen., fuerit et sit de pravitate heretica publice diffamatus et per inquisitores Carcassonen. qui fuerunt pro tempore nonnulli processus habiti fuerunt contra eum, sicut suspectum et diffamatum publice de huiusmodi pravitate, tamen intervenientibus precibus, donis et muneribus, sicut in civitate Narbonen. et circumvicinis partibus publica fama refert, processus huiusmodi remanserunt et remanent in suspenso, non sine iniuria catholice fidei et gravi Christifidelium periculo et scandalo plurimorum. Quare dicti Carolus et alii nobis humiliter supplicarunt ut, ne contagiosus et pestilens homo idem contagio suo simplices fideles contaminet et avertat a via catholice veritatis, providere super hoc de oportuno remedio dignaremur; ideoque fraternitati tue... mandamus quatinus si, vocatis dicto Blasio et aliis qui fuerint evocandi, premissa inveneris vera esse huiusmodi, legitime habitis servatis processibus quod canonicum fuerit auctoritate nostra et ex officio tuo etiam postposita appellatione decernas, faciens quod decreveris per censuram ecclesiasticam firmiter observari. Non obstantibus [*etc.*]. — Datum Avinioni, nonis septembris, anno decimo.

1. Pierre de la Jugie, prieur de Sainte-Livrade, puis abbé de Saint-Jean-d'Angély (18 août 1342); abbé de la Grasse, O. S. B., au diocèse de Carcassonne, le 4 février 1343; archevêque de Sarragosse, le 2 mars 1345; transféré à Narbonne, le 10 janvier 1347; et à Rouen, le 27 août 1375; cardinal du titre de Saint-Clément, le 20 décembre 1375; mort le 19 novembre 1376. Baluze, *Vitae*, col. 1130, 1456; *Gall. christ.*, t. VI, col. 91-94, 957-958; t. XI, col. 84; U. Chevalier, *Répertoire*; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 21, 158, 373, 447; *Hist. de Languedoc*, t. IX, p. 630-631.

2. Blaise Boyer, cordonnier de Narbonne, comparut en 1325 devant l'Inquisition de Carcassonne et il avoua avoir été en relations avec plusieurs des spirituels condamnés à Marseille en 1318 (n. 15, note 1).

— 210 —

Clément VI décrète que les inquisiteurs de Tours et de Poitiers [1] *devront aussi exercer leur office dans les comtés d'Anjou et du Maine, jadis déclarés exempts de la juridiction inquisitoriale française par Nicolas IV, comme faisant partie des domaines du roi Charles II* [2] *de Sicile* [3]. — Villeneuve, 26 septembre 1351.

Reg. Aven., t. CXIX (Clem. VI, t. LXIV), fol. 307 v°; Raynaldi, *Annal.*, ad ann. 1351, n. XXXVII; Ripoll, *Bullarium*, t. II, p. 236.

Ad perpetuam rei memoriam. — Datum apud Villamnovam, Avinionensis diocesis, VI kalendas octobris, anno decimo.

1. Probablement alors Arnaud Mandavin, nommé le 28 février 1343 (n. 187-188).

2. Charles II, *le Boîteux*, comte d'Anjou, du Maine, de Provence, roi de Sicile de 1285 à 1309. De Mas-Latrie, col. 1711; *Nouv. biog. gén.* (Didot), art. *Charles II.*

3. Le 22 juin 1290, Nicolas IV avait donné ordre au provincial des dominicains de France de charger six religieux de son ordre de poursuivre les hérétiques en France, en dehors des terres soumises au roi de Sicile. Potthast, n. 23 297; E. Langlois, *Les registres de Nicolas IV*, n. 2776. Ce pape avait posé la même restriction aux délégations d'inquisiteurs en Provence et dans le comté de Forcalquier pour les territoires mouvant du royaume de Naples. Langlois, *op. cit.*, 319-321.

— 211 —

Le pape exhorte les prélats, les personnes ecclésiastiques, religieuses et séculières, les nobles, les seigneurs, les officiers civils à seconder de leurs conseils et de leur concours effectif la répression de l'hérésie entreprise par l'archevêque d'Embrun, Guillaume de Bordes [1], *et Pierre des Monts* [2], *inquisiteur de la foi dans les provinces d'Aix, de Vienne, d'Arles et d'Embrun.* — Avignon, 7 mars 1352.

Reg. Vat., t. CXLV, fol. 198; Wadding, ad ann. 1352, n. XV (*in ext.*); Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 60 (*in ext.*).

Venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus, et aliis ecclesiarum et monasteriorum prelatis et clericis ecclesiasticisque personis, secularibus et regularibus et ecclesiarum et monasteriorum ipsorum capitulis et conventibus, ac nob. viris principibus, ducibus, marchionibus, comitibus, baronibus ceterisque dominis temporalibus, necnon seneschallis, ballivis, iusticiariis et aliis officialibus, universitatibus quoque et communitatibus civitatum, castrorum, et aliorum quorumcumque locorum, ad quos presentes littere pervenerint, salutem. — Sicut expedit ad... — Datum Avinioni, nonis martii, anno X.

In eundem modum dil. filiis senescallo et aliis officialibus Provincie pro carissimis in Christo filiis nostris rege et regina Sicilie illustribus.

In eundem modum dilectis filiis universis officialibus Dalphinatus Viennen. pro dilecto filio nob. viro Dalphino Viennen.

1. Guillaume de Bordes, archidiacre de Meaux, notaire et familier du pape, promu à Embrun le 4 juillet 1351 ; mort en 1361. *Gall. christ.*, t. III, col. 1087; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 243. Ce prélat, usant envers les vaudois de ses montagnes moins de violence que de douceur et de persuasion, réussit à en convertir un bon nombre. Lea, *Hist. de l'Inquisition*, t. II, p. 179.

2. Pierre des Monts ou Dumont prononça quelques peines contre sept vaudois, en 1353. Lea, *loc. cit.* En 1355, sur l'ordre d'Innocent VI, il entreprit, avec le concours de Jean de Besse, official d'Avignon, un procès d'hérésie contre *Anglesa* Pradel, de Toulouse, frère Marin Marquis, tertiaire de Saint-François, Bernarde, fille de Pierre du Marsan, de Mas-Grenier, Thomasie, fille de Marc de Romano, du diocèse de Marsicano, Jacquette, fille d'Audrard de Perpignan, et Blanche Viguier, de Portet, dans le diocèse de Toulouse. Ces six individus étaient accusés de partager les erreurs des fraticelles sur la pauvreté du Christ et des apôtres et de dénigrer les décrétales de Jean XXII. Leurs dépositions furent soumises à une assemblée consultative qui, dès sa première réunion, se déclara satisfaite à l'endroit des cinq femmes. Certaines déclarations de frère Marin ne paraissant pas suffisamment claires, les consulteurs exigèrent qu'il fût soumis à un examen plus approfondi. Trois nouvelles séances furent consacrées à la discussion des explications fournies par le prévenu, qui, enfin, parurent suffisantes. Le 12 juillet 1355, dans le cimetière des frères mineurs d'Avignon, l'inquisiteur, le camerlingue et le trésorier pontificaux condamnèrent ces hérétiques à la prison perpétuelle, mais peu après les cinq femmes obtinrent la commutation de cette peine en un pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle. On leur accorda même un sursis de trois ans pour accomplir cette pénitence. Le texte de ces procès a été publié par le P. Eubel, *Bullar. francisc.*, t. VI, p. 627-638. Nous publions nous-même, en appendice, le texte des lettres accordant aux cinq femmes le sursis de trois années.

— 212 —

L'archevêque de Narbonne devra rendre apte à exercer les charges publiques le laïque Raymond de Tournissan, dont le grand-père a été condamné pour hérésie après sa mort. — Avignon, 25 juin 1352.

Reg. Vat., t. CCXIII, fol. 318, n. 202.

Ven. fratri ..[1] archiepiscopo Narbonen., salutem, etc. — Exhibita nobis pro parte dilecti filii Raymundi de Tornesano [2], de Limoso, laici tue diocesis, petitio continebat quod quondam Petrus Stephani de Tornesano, laicus Carcassonen. diocesis, avus eiusdem Raymundi, post eius obitum per inquisitorem heretice pravitatis in partibus illis auctoritate apostolica deputatum, extitit sicut hereticus condempnatus. Quare pro parte ipsius Raymundi nobis extitit humiliter supplicatum ut, cum ipse occasione huiusmodi nequeat publica officia exercere, nec etiam ad dignitates assumi, que persone competunt seculari [3], sibi qui, ut asseritur, fideliter firmiterque in sinceritate fidei catholice semper perstitit et persistit, providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur... fraternitati tue... committimus et mandamus quod si est ita eidem Raymundo quod, premissis ac felicis recordationis Innocentii IIII, et Alexandri IIII, ac Bonifacii VIII romanorum pontificum predecessorum nostrorum et quibuscumque aliis constitutionibus ac statutis, seu consuetudinibus contrariis nequaquam obstantibus, idem Raymundus huiusmodi publica officia exercere et ad dignitates assumi, que persone competunt seculari, libere et licite valeat apostolica auctoritate concedas. — Datum Avinioni, VII kalendas iulii, anno undecimo.

1. Pierre de la Jugie; voir n. 209, note 1.
2. Tournissan (Aude), cant. de Lagrasse, arrond. de Carcassonne.
3. Sur cette exclusion, voir n. 68, note 2, et Introduction, p. LXVII, 4°.

INNOCENT VI

(1352-1362)

INNOCENT VI

(1352-1362)

— 213 —

Le pape Innocent VI mande au roi de Naples de seconder les efforts des inquisiteurs de son royaume qui ont reçu mission de pourchasser les nombreux hérétiques émigrés des montagnes de l'Embrunois jusque dans la Calabre. — A l'inquisiteur du royaume de Naples, à Alexandre de Padula, Marchesino de Monopoli, François de Messine et Barthélemy de Solmone, autres inquisiteurs, il donne ordre de sévir contre ces réfugiés. — Avignon, 8 janvier 1353.

> *Reg. Vat.*, t. ccxxxv, fol. 9 v°, 10; Deprez, *Innocent VI (1352-1362), Lettres closes, patentes et curiales se rapportant à la France*, Paris, 1909, n. 14-16 (*in ext.*).

Carissimo in Christo filio Ludovico [1], regi Sicilie illustri, salutem. — Perduxit ad nos... — Datum Avinioni, vi idus ianuarii, anno primo.

Dilecto filio .. inquisitori heretice pravitatis in regno Sicilie seu terra citrà Farum auctoritate apostolica deputato, salutem, etc. — Innotuit nobis... — Datum Avinioni, vi idus ianuarii, anno primo.

Dilecto filio Alexandro de Padula [2], ordinis predicatorum, inquisitori her. prav. in regno Sicilie, seu terra citra Farum auctor. apost. deputato, salutem, etc. — Innotuit nobis... — Datum ut supra.

In e. m. dilecto filio Marchisio de Monopulo [3], ordinis predicatorum, inquisitori, etc. [*ut supra*].

In e. m. Francisco de Messana, ord. pred., etc.

In e. m. Bartholomeo de Sulmona, ord. pred.

1. Louis de Tarente, mari de Jeanne I[re], reine de Naples, couronné roi le 27 mai 1352, mort le 25 mai 1362.

2. Alexandre de Padula fut institué inquisiteur dans le royaume de Naples en 1352. Quétif et Echard, *op. cit.*, t. I, p. 640.

3. Marchesino de Monopoli était déjà inquisiteur en Apulie, en 1343, ainsi qu'il résulte d'un diplôme que lui adressait, le 24 novembre de cette année Jeanne, reine de Naples. Quétif et Echard, *op. cit.*, t. I, p. 616.

— 214 —

Le procureur de l'inquisiteur de Toulouse postule et obtient du pape Innocent VI que l'examen du dossier de frère Guillaume Bernard Delpech, franciscain, formé par l'Inquisition toulousaine, et celui des écrits de ce même religieux, où l'on dit que se trouvent des erreurs contre la foi, soient confiés aux cardinaux Pierre de Cros et Gilles Rigaud, avec le droit de citer et de contraindre l'inculpé. — Avignon, 16 mars 1353.

Supplic., t. XXIII (Innoc. VI, t. I), fol. 115 v°.

Supplicat Sanctitati Vestre assiduus et devotus orator vester procurator inquisitoris Tholosani [1] heretice pravitatis quatinus examinationem confessionis facte coram vicario archiepiscopi Tholosani ac vicario dicte Inquisitionis per fratrem Guillelmum B. de Podio [2], ordinis minorum, super factis fidei, necnon expositionis dicte confessionis et littere per ipsum misse sui ordinis capitulo generali et quorumdam librorum per ipsum compositorum et aliorum dictorum suorum, in quibus contineri dicuntur aliqua contra bonos mores et aliqua erronea et hereticalia contra fidem, cum omnibus aliis negotium fidei catholice tangentibus ac emergentibus, dependentibus et connexis, cum potestate citandi in Curia et extra ac compellendi ipsum et alios super hiis iuxta morem et stilum Inquisitionis heretice pravitatis et alias, ut iura volunt, reverendissimis patribus in Christo ac dominis Autissiodoren. [3] et sancti Dyonisii [4] cardinalibus commictere dignemini, maxime cum per predecessorem vestrum dominum Clementem sancte memorie dictum negotium, ut dicitur, eisdem

fuerit commissum, ut facta vobis relatione statuat eadem Sanctitas quod placebit.

Audiant predicti cardinales et citent, ut petitur, et referant. G. — Datum Avinioni, XVII kal. aprilis, anno primo.

1. Pierre de Salgues; voir n. 207, note 1.

2. Guillaume Bernard Delpech est signalé par un *Provinciale* fransciscain, de 1343 environ, comme étant originaire de Castelnaudary, et faisant partie du couvent de ce lieu. Il fut un prédicateur renommé. Eubel, *Provinciale ord. fratr. minorum vetustissimum secundum Cod. Vatic. n. 1960*, Quaracchi, 1892, p. 17, note 20; cf. Wadding, *Annales min.*, Rome, 1733, ad ann. 1334, p. 168, n. 25. Jean XXII le nomme, en 1333, membre de la commission chargée d'examiner les écrits de Durand de Saint-Pourçain et de Thomas Walleis (cf. n. 129 et notes; Denifle, *Chartular.*, t. II, p. 418, n. 975) sur la vision béatifique. Benoît XII le charge, en 1336, d'étudier, avec d'autres religieux et prélats éminents, la réforme des constitutions de l'ordre franciscain. Eubel, *Bull. franc.*, t. VI, p. 26, n. 51. Nul doute qu'il ait compté parmi les meilleurs théologiens de son ordre. Nous le voyons ici aux prises avec l'Inquisition, qui lui reproche certains écrits contre la foi et les bonnes mœurs, en particulier des livres sur la pauvreté du Christ, évidemment entachés de béguinisme, et d'autres touchant le sacrement de l'eucharistie. Les préliminaires du procès se sont déroulés à Toulouse; puis l'affaire a été portée ou appelée au tribunal du pape, qui la confie au cardinal de Cros. La conclusion de l'enquête ne dut pas être trop défavorable à l'accusé, puisque deux ans plus tard (1355) il fut au nombre des théologiens appelés en consultation à Avignon par l'inquisiteur de Provence, pour statuer sur le cas de plusieurs béguins et béguines. Eubel, *Bull. francisc.*, t. VI, p. 629, 634, 635.

3. Pierre de Cros (de Croso), limousin, neveu de Clément VI, maître en théologie, évêque de Senlis, le 31 août 1344; transféré à Auxerre, le 1er décembre 1349; créé cardinal du titre de Saint-Martin *in Montibus*, le 17 décembre 1350; mort le 23 septembre 1361. Baluze, *Vitae*, t. I, p. 900; *Gall. christ.*, t. X, col. 1427-1428; t. XII, col. 319; Eubel, *Hier.*, p. 18, 122, 475.

4. Gilles Rigaud, abbé de Saint-Denis, O. S. B., créé cardinal du titre de Sainte-Praxède, le 17 décembre 1350; mort le 10 septembre 1353. *Gallia christ.*, t. VII, col. 399-400; Baluze, *op. cit.*, col. 905; Eubel, *op. cit.*, p. 18.

— 214 bis —

Supplique tendant à obtenir quelques modifications à la précédente. Les écrits dudit franciscain roulent sur la question de la pauvreté du Christ et des apôtres, et sur l'eucharistie. Le cardinal Pierre de Cros est seul chargé de l'enquête, et le pape lui-même se réserve la sentence. — Avignon, 15 avril 1353.

Supplic., t. xxiii (Innoc. VI, t. i), fol. 127 v°.

Supplicat Sanctitati Vestre procurator inquisitoris Tholosani quod examinationem confexionis (*sic*) facte coram vicariis archiepiscopi et inquisitoris predicti per fratrem Guillelmum Bernardi de Podio, ordinis minorum, et expositionis dicte confessionis et littere per ipsum misse sui ordinis capitulo generali, necnon et quorundam librorum per ipsum compositorum de paupertate Christi ac apostolorum et de sacramento altaris, in quibus multa contineri dicuntur contra bonos mores et nonnulla erronea contra fidem cum aliis negotium fidei tangentibus... cum potestate citandi in Curia et extra Curiam testes, examinandi, compellendi ipsum et alios super premissis de veritate dicenda iuxta morem Inquisitionis heretice pravitatis et alias, prout fuerit iuris et rationis, duobus de reverendissimis patribus et dominis cardinalibus committere dignemini, et per eos, auditis allegationibus et probationibus prefati procuratoris contra dogmata predicti fratris Guillelmi B., factaque vobis relatione, statuat eadem Sanctitas quod placebit.

Audiat et referat Autisiodoren. cardinalis. G. — Datum Avinioni, xvii kal. maii, anno primo.

— 215 —

Sauf-conduit pour deux notaires de Carcassonne qui conduisent à Avignon les fraticelles Jean de Castillon et François de Arquata. — Avignon, 19 mars 1354.

Reg. Aven., t. cxxviii (Innoc. VI, t. viii), fol. 43, n. 2, 3.

Ven. fratribus .. patriarchis, archiepiscopis et episcopis, ac dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus, decanis, prepositis, archidiaconis, archipresbiteris, plebanis, rectoribus et aliis ecclesiarum et monasteriorum prelatis, ipsorumque vicesgerentibus; capitulis quoque et conventibus ecclesiarum et monasteriorum ipsorum, ceterisque personis ecclesiasticis, secularibus et regularibus, exemptis et non exemptis Cistercien., Cluniacen., Premonstraten., sanctorum Benedicti et Augustini, et aliorum or-

dinum et domorum Hospitalis sancti Johannis Jerosolimitani magistris, prioribus et preceptoribus, salutem, etc. — Cum nuper mandaverimus quod Johannes de Castillone et Franciscus de Arquata [1], ordinis fratrum minorum, heretica sicut accepimus labe respersi, in civitate Carcassonen. detenti, ad romanam Curiam ubi de ipsis volumus ministrari [iusticiam] adducantur, universitatem vestram hortamur et rogamus attente per apostolica vobis scripta, mandantes quatinus dilectis filiis Guillelmo Picardi et Guillelmo Nadini [2] de Carcassona, notariis publicis, et aliis per quos ipsos Johannem et Franciscum adduci contigerit, per omnia loca et territoria vestra cum ad illa pervenerint de securo conductu si requirendum duxerint necnon de ipsorum necessariis providere curetis... — Datum Avinioni, XIIII kalendas aprilis, anno secundo.

Dilectis filiis nobilibus viris ducibus, principibus, comitibus, baronibus, senescallis, iusticiariis, capitaneis, rectoribus, baiulis, officialibus, ceterisque dominis temporalibus; universatibus quoque et communitatibus civitatum, castrorum, territoriorum, et aliorumcumque (*sic*) locorum, ac aliis universis et singulis ad quos presentes littere pervenerint, salutem, etc. — Cum mandaverimus quod [*etc., comme ci-dessus, jusqu'à la fin*].

1. Ces deux franciscains, dont l'un était prêtre et l'autre frère convers, avaient repris et enseignaient les doctrines des fraticelles sur la pauvreté du Christ et des apôtres. Saisis à Montpellier, remis à l'inquisiteur de Carcassonne, ils furent réclamés par le pape et conduits à Avignon. Au cours de leur procès, ils présentèrent une longue cédule contenant leurs erreurs. Ils y proclamaient, entre autres choses, que Jean XXII et ses successeurs, jusqu'à Innocent VI, étaient hérétiques pour avoir excommunié les fraticelles. Ils furent condamnés à la dégradation canonique et livrés au bras séculier, la semaine de la Pentecôte de l'an 1354. On raconte qu'en marchant au supplice ils chantaient : *Gloria in excelsis Deo.* Raynaldi, *Annal.*, ad ann. 1352, n. XXXI.

2. Cf. n. 205, note 1.

— 216 —

L'inquisiteur de Carcassonne, Amédée de Langres, devra veiller à ce que les deux notaires chargés de conduire à Avignon les fraticelles Jean de Castillon et François de Arquata reçoivent la somme

de quatre florins par jour des personnes ecclésiastiques dans les localités traversées par eux. — Avignon, 30 mars 1354.

Reg. Aven., t. CXXVIII, fol. 45, n. 9, *de Curia*; Mahul, *Cartulaire de... Carcassonne*, t. V, p. 690 (anal.).

Dilecto filio Amedio de Lingonis [1], ordinis fratrum predicatorum professori, inquisitori heretice pravitatis in regno Francie auctoritate apostolica deputato, Carcassone moram trahenti, salutem, etc. — Cum nuper mandaverimus quod Johannes de Castillone et Franciscus de Arquata [*etc., comme ci-dessus, n. 215 jusqu'à*] adducantur, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus, quatinus dilectis filiis Guillelmo Picardi et Guillelmo Naudini de Carcassona, notariis publicis, et aliis per quos prefatos Johannem et Franciscum ad dictam Curiam adduci contigerit, singulis diebus, ad ipsam Curiam veniendo, de quatuor florenis auri pro eorum necessariis a personis ecclesiasticis exemptis et non exemptis quibuslibet [*etc.*] facias auctoritate nostra integre provideri. Contradictores [*etc.*]. Datum Avinioni, III kalendas aprilis, anno secundo.

1. Successeur d'Aymon de Caumont (n. 162) ou d'Imbert de Sens (d'après Bouges et Mahul), à l'Inquisition Carcassonne, il reste en charge probablement jusqu'à l'arrivée d'Étienne de *Ecclesia* (n. 223, note 1). Ses actes comme inquisiteur nous sont inconnus. Voir deux suppliques de lui, n. 219.

— 217 —

Lettre aux prélats dans le même sens. — Avignon, 30 mars 1354.

Reg. Aven., t. CXXVIII, fol. 45, n. 10, *de Curia.*

Ven. fratribus patriarchis [*etc., comme ci-dessus, n. 215, 216, jusqu'à*] mandantes quatinus dilectos filios Guillelmum Picardi et Guillelmum Nadini, de Carcassona, notarios publicos, et alios per quos dictos Johannem et Franciscum ad dictam Curiam adduci contigerit, cum per partes vestras transitum fecerint, ob reverentiam apostolice Sedis et nostram benigne recipientes et honeste tractantes, eis diebus singulis ad dictam Curiam veniendo de quatuor florenis auri pro eorum necessariis et de securo con-

ductu, cum super premissis per eos vel eorum nuncios fueritis requisiti, liberaliter providere ac mandatum nostrum huiusmodi sic efficaciter adimplere curetis quod nos devotionem vestram exinde commendare merito valeamus. — Datum Avinioni, II kalendas aprilis, anno secundo.

— 218 —

L'évêque de Rodez reçoit le pouvoir de poursuivre plusieurs religieux de son diocèse, adonnés aux pratiques de la magie, de la sorcellerie et aux invocations des démons. — Avignon, 4 avril 1354,

Reg.. Aven., t. CXXVI, fol. 436 v°, n. 96.

Dilecto filio .. officiali Ruthenen., salutem, etc. — Nupe pro parte tua nobis extitit intimatum quod ad audientiam tuam noviter fama publica referente deducto quod nonnulli perditionis et iniquitatis filii Ruthenen. civitatis et diocesis se magicis artibus, sortilegiis et invocationibus demonum implicabant tu ad recipiendum super hiis informationem congruam et etiam diligentem ex officio procedens, per informationem huiusmodi per te rite habitam invenisti Hectorem Lenihati, priorem prioratus de Mayrinhagas [1], ac Johannem Carrerii et Pontium de Pradinis [2], monachos, Johannem Blanchi et Johannem Girla, conversos monasterii Bonecumbe [3], Cluniacen. et Cistercien. ordinum, dicte diocesis, fore de premissis omnibus vehementer suspectos, et etiam difamatos; sed occasione exemptionis et privilegiorum prefatis ordinibus a Sede apostolica concessorum contra ipsos priorem et monachos et conversos super hiis procedere non es ausus. Nos igitur... discretioni tue descendendi ad inquisitionem hac vice auctoritate nostra si est ita contra predictos priorem, monachos et conversos et quemlibet eorum super premissis omnibus et singulis, eosque si per inquisitionem huiusmodi a te super hiis rite habendam ipsos culpabiles inveneris in premissis vel aliquo premissorum, corrigendi et etiam puniendi iuxta canonicas sanctiones, non obstante [*etc.*], plenam et liberam concedimus tenore presentium facultatem. — Datum Avinioni, II nonas aprilis, anno secundo.

1. Mayrignagues (Aveyron), cant. de Villeneuve, arrond. de Villefranche.
2. Les localités du nom de *Pradines*, ou *Pradinas* sont nombreuses dans l'arrond. de Rodez.
3. Bonnecombe (Aveyron), com. de Comps-la-Grandville, cant. de Cassagnes-Bégonhès, arrond. de Rodez.

— 219 —

Amédée de Langres, inquisiteur de Carcassonne, postule deux canonicats, l'un pour Guillaume Picard, de Caumont, notaire inquisitorial et gardien du mur des hérétiques à Carcassonne, l'autre pour Jean Micheleti, familier de l'inquisiteur. Il les obtient, le 11 juin 1354.

Supplicat., t. xxv (Innoc. VI, an. II), fol. 138 v°.

Supplicat Sanctitati Vestre devota et humilis creatura vestra frater Amedeus de Lingonis [1], ordinis predicatorum, inquisitor heretice pravitatis in Carcassona, quatinus dilecto et fideli familiari suo Guillelmo Picardi de Calvomonte, clerico Lingonen. diocesis, apostolica, imperiali et regia auctoritatibus, ac officii dicte Inquisitionis speciali notario, et custodi muri in quo rei pro crimine heresis detinentur, qui dicto officio pluribus annis bene et fideliter deservivit et in ipso officio continue laborare non cessat, de canonicatu... eccl. Cathalaunen. et prebenda in eadem ecclesia dignemini... de speciali gratia providere...
Fiat... G.

Item.. supplicat inquisitor predictus quatinus dilecto familiari suo Johanni Micheleti, subdiacono Lingonen., de canonicatu... eccl. B. M. de Belna [2], Eduen. di., et prebenda... dignemini de speciali gratia providere...

Vel similem gratiam faciendo in eccl. S. Martini de Chableiis [3], Lingonen. dioc...

Fiat. G. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. dioc., III idus iunii, anno secundo.

1. Amédée de Langres; n. 216, note.
2. Beaune (Côte-d'Or).
3. Chablis (Yonne), arrond. d'Auxerre.

— 220 —

Le pape commet l'abbé de Gaillac pour procéder en justice contre certains moines de Bonnecombe accusés par l'official de Rodez de pratiquer la magie et d'avoir commerce avec le démon. — Villeneuve, 24 juin 1354.

Reg. Aven., t. cxxvii (Innoc. VI, t. vii), fol. 562 v°.

Dilecto filio .. [1] abbati monasterii Galliaci, Albien. diocesis, salutem, etc. — Exhibite nobis nuper dilectorum filiorum .. [2] abbatis et conventus monasterii Bonecumbe, Cistercien. ordinis, Ruthenen. diocesis, petitionis series continebat quod olim.. officiali Ruthenen. nobis suggerente quod nonnulli monachi et conversi eiusdem monasterii se magicis artibus et invocationibus demonum implicabant, dictusque officialis per informationem per eum super hiis ut asserebat rite habitam nonnullos dicti monasterii monachos et conversos tunc nominatim expressos invenerat de premissis omnibus fore vehementer suspectos et etiam diffamatos, sed quia exempti erant, contra eos procedere non audebat : nos ad suggestionem huiusmodi per nostras litteras eidem officiali commisimus quod si relata huiusmodi veritate niterentur, et per inquisitionem per eum super hiis rite habendam ipsos monachos et conversos tunc expressos reperiret culpabiles in premissis, eos puniret et corrigeret iuxta canonicas sanxiones. Cum autem, sicut eadem petitio subiungebat, prefatus officialis nulla super premissis inquisitione prehabita, formam mandati excedens, Johannem Girla, conversum dicti monasterii in dictis litteris nominatum capi et carceri mancipari fecerit, dictosque abbatem et conventum et personas in eodem monasterio degentes odio persequatur, pro parte ipsorum abbatis et conventus nobis fuit humiliter supplicatum ut providere eis super hiis de oportuno remedio dignaremur. Nos itaque... discretioni tue... mandamus quatinus si per informationem per predictum officialem rite habitam seu alias eosdem monachos et conversos in premissis vel aliquo premissorum inveneris culpabiles seu etiam diffamatos, illos corrigas eisque penam infligas... Contradictores... [*etc.*]. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, viii kalendas iulii, anno secundo.

1. Arnaud du Falga. *Gall. christ.*, t. I, col. 54.
2. Raymond (?). *Gall. christ.*, t. I, col. 253.

— 221 —

L'inquisiteur Pierre des Monts obtient pour son notaire et familier, Guillaume Pini, un canonicat dans l'église de Cavaillon, en récompense des services qu'il a rendus en travaillant à la répression de l'hérésie, surtout dans la province d'Embrun. — Avignon, 15 mars 1355.

Reg. Supplic., t. XXVI (Innoc. VI, an. III), fol. 71 v°.

Supplicat S. V. humilis orator vester frater Petrus de Montibus [1], ordinis fratrum minorum, in Arelaten., Aquen., Viennen. et Ebredunen. provinciis inquisitor heretice pravitatis, quatinus sibi in personam dilecti notarii et familiaris sui continui commensalis Guillelmi Pini, diocesis Carpentoraten., qui eiusdem inquisitoris obsequiis per septennium solicite institit et secum in huiusmodi Inquisitionis officio, presertim in Ebredunen. provincia, non sine sue persone periculo plurimum laboravit, specialem gratiam faciendo, eidem Guillelmo de canonicatu eccl. cathedralis Cavallicen.... dignemini providere...

Fiat G. — Item quod transeat sine alia lectione : Fiat. G. — Datum Avinioni, idus martii, anno tertio.

1. Voir n. 211, note 2.

— 222 —

Guillaume de Bordes, archevêque d'Embrun, obtient un canonicat dans l'église d'Agen pour son vicaire, Jean Guilhamin, qui s'est employé avec zèle à la répression de l'hérésie dans l'Embrunois. — Avignon, 9 mai 1355.

Supplic., t. xxvi (Innoc. VI, an. III), fol. 98 v°.

Supplicat S. V. devotus orator vester Guillelmus, archiepiscopus Ebredunen.[1], quatinus sibi in personam Johannis Guilhamini, licentiati in decretis, vicarii sui, qui in Inquisitionis officio heretice pravitatis in illis partibus plurimum laboravit, multis se preterea periculis exponendo, specialem gratiam facientes, eidem Johanni de canonicatu eccl. Agennen... (*sic*).

Fiat. G. — Datum Avinioni, vii idus maii, anno tertio.

1. Guillaume de Bordes, n. 211, note 1.

— 223 —

Innocent VI accorde à Étienne de Ecclesia, inquisiteur de Carcassonne, la faculté de créer deux notaires pour le tribunal d'Inquisition. — Avignon, 30 juillet 1357.

Supplic., t. xxvii (Innoc. VI, an. V), fol. 194.

Dignetur S. V. concedere fr. Stephano Ecclesie[1], inquisitori Carcassonen., quatuor tabelliones auctoritate apostolica, qui in dicto Inquisitionis officio in diversis sibi commissis partibus scribere et annotare valeant, ut in forma.

Fiat de duobus in Cancellaria nominandis. G. — Datum Avinioni, iii kal. augusti, anno quinto.

1. Étienne *de Ecclesia* (de l'Église) était originaire de Clermont en Auvergne. Les actes du chapitre général des dominicains de Barcelone, en 1349, le mentionnent comme procureur de l'ordre à Avignon et notent l'imposition de 5 florins par province qui fut décidée par le chapitre comme contribution aux dépenses de ce religieux. Reichert, *Acta*, t. ii, p. 331. En 1350, le pape Clément VI lui conféra le titre de docteur. Denifle, *Quellen zur Gelehrtengeschichte des Predigerordens im* xiii *und* xiv *Jahrhundert*, dans *Archiv für Litteratur*, t. ii, p. 224. En mai et juin 1355, il fit partie de la commission de théologiens appelée par l'inquisiteur d'Avignon, Pierre des Monts, à examiner le béguin Maurino Marchioni, et plusieurs béguines. Eubel, *Bull. franc.*, t. vi, p.629, 635. Il fut nommé inquisiteur de Carcassonne par le provincial des dominicains de France, en 1357, et resta en charge jusqu'à l'arrivée de Guillaume Chevalier (n. 236). Il se démit alors et se retira dans le couvent de Clermont. Quétif et Echard, *op. cit.*, t. i, p. 660; Mahul, *Cartul.*, t. v, p. 693.

— 224 —

Le pape recommande à la bienveillance des rois d'Aragon [1] *et de Castille* [2] *l'inquisiteur de Provence, Bernard Dupuy* [3], *chargé de remplir, dans leurs royaumes, une mission intéressant la foi.* — Avignon, 25 septembre 1359.

Reg. Vat., t. CCXLI, fol. 135, 135 v°; Wadding, *op. cit.*, ad ann. 1359, n. III (*in ext.*).

Carissimo in Christo filio Petro, regi Aragonum illustri, salutem. — In desideriis nostris... Cum itaque nos dilectum filium Bernardum de Podio, ordinis fratrum minorum professorem, magistrum in sacra pagina, inquisitorem heretice pravitatis in provincia Provincie auctoritate apostolica deputatum, inter alias ad Aragonie partes et alias tibi subiectas pro magnis et arduis negotiis fidem christianam tangentibus destinemus, magnificentiam regiam paterno rogamus et hortamur affectu quatinus eundem inquisitorem propensius recommendatum tua serenitas secum habens, eius exhortationem in hiis que negotia predicta contingunt pro divina et nostra ac apostolice Sedis reverentia exaudias et succincte iubeas expediri, ut idem inquisitor in negociorum ipsorum exequtione votiva valeat felicius prosperari, nosque celsitudinem tuam dignis in Domino laudibus attollamus. — Datum Avinioni, VII kalendas octobris, anno septimo.

Carissimo in Christo filio Petro regi Castelle et Legionis illustri, salutem. — In desideriis nostris... [*etc.*, *ut supra*].

1. Pierre IV; voir n. 195, note 1.

2. Pierre *le Cruel*, roi de Castille et de Léon, de 1350 à 1368. De Mas-Latrie, *op. cit.*, col. 1736; *Nouv. biog. gén.*, art. *Pierre*; U. Chevalier, *Répertoire, etc.*

3. Bernard Dupuy allait rechercher et punir les juifs du Comtat Venaissin, qui, après s'être convertis au catholicisme, étaient retournés aux pratiques judaïques (cf. n. 229). La recherche de ces apostats fut continuée par Hugues de Cardillon, sous Urbain V (n. 235).

— 225-228 —

Lettres à divers sur le même sujet. — Avignon, 25, 26 septembre 1359.

Reg. Vat., t. CCXLI, fol. 135 v°, 136, 137.

Venerabili fratri Guidoni [1], episcopo Portuen., apostolice Sedis legato, salutem. — Cum dilectum filium Bernardum de Podio, ordinis fratrum minorum [*etc.*, *même sens que ci-dessus, mutatis mutandis.* — Dicto episcopo mandat ut dictum fratrem suis consiliis in agendis dirigat]. — Datum Avinioni, VI kalendas octobris, anno septimo.

Dilectis filiis .. inquisitoribus heretice pravitatis ubilibet auctoritate apostolica deputatis, salutem, etc. — Cum pro nonnullorum [eisdem mandat ut ipsi inquisitori consiliis oportunis et auxiliis assistant]. — Datum Avinioni, VII kalendas octobris, anno septimo.

Dilectis filiis nobilibus viris ducibus, principibus, marchionibus, comitibus, baronibus, senescallis, iusticiariis, potestatibus, capitaneis, gubernatoribus, rectoribus, bailivis, officialibus, ceterisque dominis temporalibus, necnon universitatibus et communitatibus civitatum, castrorum, terrarum, villarum et aliorum quorumcunque locorum, et aliis universis et singulis ad quos presentes littere pervenerint, salutem, etc. — Cum nos dilectum [etc.; ut ipsi assistant consiliis et auxiliis oportunis]. — Datum Avinioni, VII kal. octobris, anno septimo.

[Simili modo] archiepiscopis et episcopis [et aliis prelatis, et personis ecclesiasticis, secularibus et regularibus].

1. Guy de Boulogne, ou de Montfort, chanoine d'Amiens; archevêque de Lyon, le 11 octobre 1340; cardinal du titre de Sainte-Cécile, le 20 septembre 1342; évêque de Porto en 1350; mort à Lérida, le 25 novembre 1373. *Gall. christ.* t. IV, col. 164-166; Baluze, *Vitae*, t. I, col. 837-840, 1037-1038; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 17-330.

— 229 —

Innocent VI donne à Bernard Dupuy, frère mineur, inquisiteur de Provence, le pouvoir de se saisir, en quelque lieu qu'ils se trouvent, de certains juifs convertis, retournés au judaïsme et réfugiés hors des limites de sa province. Il leur fera un procès sommaire et les punira[1]. — Avignon, 30 septembre 1359.

Reg. Vat., t. CCXLI, fol. 13, 134; Wadding, *op. cit.*, an. 1359, n. II (*in ext.*); Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 772.

Dilecto filio Bernardo de Podio, ordinis fratrum minorum professori, magistro in sacra pagina, heretice pravitatis inquisitori in provincia Provincie auctoritate apostolica deputato, salutem. — Anxia nimis mente percepimus nonnullos iniquitatis filios et perditionis alumpnos, spontanee relicto iudaice cecitatis errore per lavacrum regenerationis ad fidem christianam conversos eandem fidem catholicam abnegantes ad prebilatam cecitatem iudaicam velut canes ad vomitum dampnabiliter rediisse, qui se de tue Inquisitionis finibus ad partes incognitas vel distantes clandestine contulerunt, quod tanto magis reprobum et absurdum fore dinoscitur quanto ex hoc Christi nomen sanctissimum quadam interstina (*sic*) hostilitate detestabilius blasffematur; nos igitur qui sub nostris desideriis gerimus et instancia multe solicitudinis exitamur ut fides catholica nostris prosperetur temporibus et calamitas heretice pravitatis de finibus fidelium extirpetur, adversus tales neophitas novercales illo volentes tibi remedio subvenire per quod ipsorum compescatur temeritas et aliis aditus committendi similia precludatur, discretioni tue de qua experimento laudabili in maioribus comprobata fidem in Domino gerimus pleniorem, super hiis summarie et de plano absque strepitu et figura iudicii vocatis evocandis cum fideli diligentia et sollerti ubicumque fueris plenius informandi, et si repereris ita esse huiusmodi iudaisantes ad presens ubicumque vivi fuerint adinventi per te, vel alium, seu alios capiendi, detinendi, incarcerandi, ducendi et debite puniendi, et capi, detineri, incarcerari, duci et puniri debite faciendi, ubicumque videris expedire, et mortuos exhumari et de sic exhumatis iusticiam debitam si nondum facta extiterit faciendi; contradictores quoque cuiuscumque gradus, status, ordinis, vel conditionis

existant, etiamsi pontificali vel qualibet alia ecclesiastica vel mundana dignitate prefulgeant, auctoritate apostolica per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendi; invocandique deinde ad hoc si opus fuerit auxilium brachii secularis, ac reliqua premissa necessaria exercendi. Non obstante si aliquibus communiter vel divisim a Sede apostolica sit indultum [*etc.*] et quibuscumque aliis litteris, privilegiis, seu commissionibus apostolicis quibuscumque inquisitoribus seu quibusvis aliis sub quacumque forma verborum concessis per que presentibus non expressa vel totaliter non inserta ac eorum effectus posset differri, seu alias quomodolibet impediri, et de quibus quorumque totis tenoribus habenda sit in nostris litteris mentio specialis; seu si ordini tuo a Sede predicta sit concessum quod fratres eiusdem ordinis non teneantur se intromittere de quibuscumque negotiis que ipsis per eiusdem Sedis litteras committuntur, nisi in eis de concessione huiusmodi plena et expressa mentio habeatur plenam et liberam huiusmodi prosecutione durante duntaxat tenore presentium concedimus facultatem. Per hec autem non intendimus ut inquisitoribus quibuscumque seu officiis eorumdem in ceteris preiudicium aliquod afferatur, nec eorum audienciis vel debitis exercitiis detrahatur. — Datum Avinioni, II kalendas octobris, anno septimo [2].

1. Voir n. 224 à 228.
2. Wadding, *loc. cit.*, habet : XI *kal. octobris.*

— 230 —

Les inquisiteurs de Provence devront s'abstenir de molester les juifs justiciables de leur tribunal, soit en refusant d'entendre leur défense, ou de leur livrer copie des accusations et des témoignages reçus contre eux, soit en négligeant de s'adjoindre l'évêque diocésain pour les condamner, les soumettre à la torture ou à la prison préventive. — Villeneuve, 27 juin 1360.

Reg. Aven., t. CXLIV, fol. 586; *Supplic.*, t. XXXI, fol. 128 v°: *supplicatio syndicorum Iudeorum.*

Dilectis filiis universis inquisitoribus heretice parvitatis per Arelaten. et Massilien. civitates et dioceses ac Provincie et Folcalquerii comitatus per Sedem apostolicam deputatis, salutem, etc. — Significaverunt nobis universi iudei in Arelaten. et Massilien. civitatibus et diocesibus ac Provincie et Folcalquerii comitatibus habitantes quod nonnulli ex vobis, in citationibus, inquisitionibus et aliis processibus quos contra Iudeos ipsos vel eorum aliquem ratione officii vestri Inquisitionis heretice pravitatis fecistis hactenus et facitis [1], defensiones et exceptiones legitimas contra huiusmodi inquisitiones, citationes et processus pro parte ipsorum Iudeorum per se vel eorum procuratores propositas admittere eisque articulorum super quibus contra eos huiusmodi citationes, inquisitiones et processus fiunt, necnon attestationes et aliarum probationum in eis receptarum copiam tradere et facere eorum sumptibus et expensis [2] recusastis hactenus et etiam recusatis; et insuper contra eos absque diocesanis locorum aut eorum seu capitulorum sede vacante delegatis ad condempnationem procedere, ipsos tormentis exponere, duro carceri qui magis ad penam quam ad custodiam videtur tendere presumitis mancipare [3], et alias eos ratione huiusmodi officii multis gravatis laboribus et expensis indebite et iniuste : super quo ipsi Iudei ad apostolice Sedis remedium humiliter recurrerunt. Cum igitur pietas christiana Iudeos ipsos receptet et cohabitationem sustineat eorumdem, nos eis super hiis et ut huiusmodi officium contra eos cum debita maturitate procedat, ne forsan absque culpa dampnentur, providere volentes, auctoritate apostolica vobis et aliis inquisitoribus heretice pravitatis in dictis civitatibus et diocesibus ac comitatibus per Sedem apostolicam deputandis precipimus et mandamus quatinus in citationibus, inquisitionibus, et aliis processibus per vos ratione huiusmodi officii vestri Inquisitionis heretice pravitatis contra ipsos Iudeos vel eorum aliquem factis seu in antea faciendis eorum exceptiones et defensiones legitimas contra huiusmodi citationes, inquisitiones et processus per ipsos Iudeos debito modo propositas et proponendas in antea, et alias ipsos ad defendendum se in premissis, prout iustum fuerit, admittatis, eisque articulorum super quibus huiusmodi citationes, inquisitiones et processus fiunt seu fient, necnon attestationum et aliarum probationum super hiis productorum et receptorum ac producendorum et recipiendorum imposterum copiam, si illam debite petierunt aut

inantea petierint, eorum tamen sumptibus et expensis, dummodo id sine periculo fieri valeat, tradatis; et insuper contra eos super hiis absque diocesano loci seu eius aut sede vacante capituli subdelegato, nisi si et prout permictunt canonice sanctiones nullatenus procedatis, et alias in premissis ab ipsorum Iudeorum gravaminibus abstinere curetis; statutis, privilegiis et ordinationibus per nos seu predecessores nostros romanos pontifices factis seu inquisitoribus dicte heretice pravitatis concessis contrariis non obstantibus quibuscumque; nos enim irritum decernimus et inane si secus [*etc.*]. Presentibus post quinquennium minime valituris. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, v kalendas iulii, anno octavo [4].

1. Ce fut Clément IV qui confia aux inquisiteurs la punition des juifs convertis retournés au judaïsme. Potthast, n. 20081, 20082, 20095. Grégoire X renouvela ces statuts (Potthast, n. 20720, 20724, 20798); ainsi que Nicolas III (Doat, t. XXXVII, fol. 191) et Nicolas IV. Langlois, *Registres de Nicolas IV*, n. 322 Clément VII, à la demande des juifs des provinces de Sens, Rouen, Reims et Lyon, molestés par les inquisiteurs, enleva à ces derniers la connaissance des crimes imputés aux fils d'Israël (n. 318). Voir Introduction, p. XLIII sq.

2. Les accusés avaient le droit de recevoir copie, à leurs frais, des témoignages recueillis contre eux, moins cependant les noms des accusateurs, quand il pouvait y avoir du danger pour ceux-ci. Cette pratique avait été imposée ou sanctionnée par divers papes : Grégoire IX (*Nouvelle Revue historique du droit français*, 1888, p. 673); Innocent IV (Ripoll, *Bullar.*, t. I, p. 211; *Practica* de Bernard Gui, édit. Douais, p. 189); Alexandre IV (Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, n. 4112, 4221); Boniface VIII (*Sext.*, lib. V, tit. *De haereticis*, cap. 20). Voir Vidal, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers*, p. 188-194, et Introduction, p. LXVI.

3. Le décret *Multorum*, promulgué par Clément V dans le concile de Vienne et inséré dans le recueil des *Clémentines* (lib. V, tit. II, cap. 1), exigeait l'entente de l'évêque et de l'inquisiteur pour les actes rappelés dans la présente bulle. Cf. n. 5, note. 3.

4. Voir d'autres lettres en faveur des juifs contre les inquisiteurs aux n. 269-270, 318.

URBAIN V

(1362-1370)

URBAIN V

(1362-1370)

— 231 —

A la requête des consuls et du peuple de Montpellier, Urbain V renouvelle le privilège à eux concédé par Jean XXII, en considération de leur zèle pour la foi, à savoir : de n'être pas molestés par les inquisiteurs, à moins d'un motif grave. — Avignon, 2 janvier 1363.

Reg. Vat., t. CCLXI, fol. 60.

Eisdem [consulibus et populo Montispessulani, Magalonen. diocesis], salutem, etc. — Fidei et devotionis... Hinc est quod nos vestris supplicationibus inclinati mandatum dudum in favorem vestrum factum per felicis recordationis Johannem papam XXII predecessorem nostrum inquisitoribus heretice pravitatis inregno Francie tunc per Sedem apostolicam deputatis et inposterum deputandis quod in ipsius predecessoris litteris, quarum tenorem presentibus inseri fecimus, plenius continetur, auctoritate apostolica innovamus et presentis scripti patrocinio communimus. Tenor autem dictarum litterarum talis est :

« Johannes [1], episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis inquisitoribus heretice pravitatis in regno Francie per Sedem apostolicam deputatis et imposterum deputandis, salutem et apostolicam benedictionem. — Etsi zelo fidei christiane ad cuius defensionem tenemur ex officii debito et nichilominus divini amoris igne succendimur labem heretice pravitatis aboleri de credentium finibus cupiamus, quia tamen iuxta euvangelice veritatis eloquium dum de agro Domini colliguntur zizania triticum conservari debet in horreo reponendum, commissum et

committendum vobis Inquisitionis officium sic vos volumus contra hereticorum perfidiam viriliter exequi ut in eos qui fidei christiane professores et divini nominis veri cultores extiterunt illud non contingat extendi. Sane nonnullis ex predecessoribus nostris romanis pontificibus ab olim, sicut in eorum litteris audivimus contineri, fuit testimoniis fidedignis assertum quod villa Montispessulani, Magalonen. diocesis, erat illis temporibus a macula heretice pravitatis immunis et dilecti filii consules et populus eiusdem ville supra firmam petram catholice fidei stabiliti non declinarant ad dexteram vel sinistram, quinimo in devotione sancte romane Ecclesie, matris sue, firmiter et fideliter persistentes illis laudabiliter inherebant que ad apostolice Sedis redundarent honorem, necnon per Dei gratiam de villa, consulibus et populo memoratis audivimus hucusque contrarium, immo ipsos in solita sinceritate catholice fidei et Ecclesie devotione credimus iugi perseverantia permanere. Quia itaque consules et populus antedicti pro huiusmodi meritis per vos cunctosque fideles sunt favorabiliter prosequendi, iustumque videtur et decens ut in gravamine ipsorum vestrum non cedat officium, sed tantum illorum faciem ignominia repleat qui probabiliter suspecti creduntur quod catholicam respuant puritatem, nos eorum supplicationibus inclinati, devotioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus ipsos, vel eorum aliquem pretextu vestri officii non molestetis in aliquo vel gravetis indebite; quinymo eos habeatis propensius commendatos quandiu, ut premissum est, fideliter egerint et devote ut scelus (*sic*) fidei et fervor devotionis eorum tanto fortius accendatur quanto se per hoc maiorem sensierint invenisse favorem. — Datum Avinioni, IIII nonas novembris, pontificatus nostri anno tertio. »

Nulli ergo nostre innovationis, etc., infringere. — Datum Avinioni, IIII nonas ianuarii, anno primo.

1. *Reg. Vat.*, t. CX, n. 960; Coulon, *Lettres secrètes et curiales de Jean XXII*, n. 756 A (*in ext.*); plus haut, n. 20.

— 232 —

Urbain V exhorte les prélats des provinces d'Arles, Aix, Embrun, Vienne, à seconder de tout leur pouvoir l'inquisiteur Hugues de Cardillon [1], *de l'ordre des frères mineurs, et ses successeurs, dans la poursuite des hérétiques de ces provinces* [2]. — Avignon, 8 juin 1363.

Reg. Vat., t. CCXLV, fol. 205 v°; Wadding, ad ann. 1365, n. XIV, (*in ext.*); Raynaldi, *Ann.*, ad ann. 1363, n. VII; Lecacheux, *Lettres secrètes et curiales du pape Urbain V*, Paris, 1902, n. 497 (anal.).

Venerabilibus fratribus Arelaten., Aquen., Ebredunen. et Viennen. archiepiscopis eorumque suffraganeis, ac dilectis filiis eorumdem archiepiscoporum et suffraganeorum vicariis et officialibus, necnon abbatibus, prioribus, decanis, prepositis, archidiaconis, aliisque prelatis et rectoribus ecclesiarum. — Etsi cunctis bonis... — Datum Avinioni, sexto idus iunii, anno primo.

1. Hugues de Cardillon était gardien du couvent des frères mineurs d'Avignon, en 1355, lors du procès du béguin Maurino Marchioni et de plusieurs béguines. Il assista à leur condamnation, le 12 juillet de cette année. Eubel, *Bullar.*, t. VI, p. 637-638.

Devenu inquisiteur, il eut pour collègue Jean Richard, chargé spécialement de la province d'Embrun (n. 233) et des Vallées (n. 237). On a vu plus haut (n. 211) qu'un autre franciscain, Pierre des Monts, faisait, en 1352, l'office d'inquisiteur conjointement avec l'archevêque d'Embrun, Guillaume Desbordes. Enfin on se souvient que Bernard Dupuy fut spécialement chargé par Innocent VI, en 1359, de rechercher les juifs relaps, réfugiés en Aragon (n. 224-229). Hugues de Cardillon s'attacha aussi à découvrir, en 1364, les criminels de cette espèce. Urbain V demanda au sénéchal de Provence, au comte Amédée de Savoie, et à d'autres seigneurs de lui prêter pour cela leur appui (n. 235). Hugues de Cardillon étendit ses recherches jusque dans le diocèse de Viviers (n. 253).

2. Urbain V poussa activement contre les vaudois de Provence, du Dauphiné et de la Savoie la lutte commencée sous Benoît XII (n. 147, 148, 149), continuée par Clément VI (n. 211) et à laquelle Grégoire XI devait consacrer tous ses efforts (n. 276, 281-283, 286-308). Outre la bulle qui précède, voir aux n. 232 *bis*, 233, 237, 238, 241, 242-244, 253, 260, d'autres lettres par lesquelles il fait appel au concours des princes, des seigneurs, des officiers royaux contre l'hérésie, délègue comme inquisiteur spécial dans les provinces de Lyon, Vienne, Embrun, Tarentaise et Besançon son propre chapelain et auditeur, Bernard du Bosquet, et organise la poursuite dans le diocèse de Viviers. Voir Introduction, p. LVII sq.

— 232 bis —

Lettre du pape au dauphin de Viennois, dans le même sens que la précédente. — Avignon, 8 juin 1363.

Reg. Vat., t. CCXLV, fol. 206; Lecacheux, *op. cit.*, n. 498.

Nobili Carolo [1], delphino Viennen., ejusque officialibus in Delphinatu Viennen., salutem. — [Ut supra.]

1. Charles, qui fut le roi Charles V, fils de Jean II *le Bon* et de Bonne de Luxembourg, prit le titre de Dauphin de Viennois à l'avènement de son père au trône (1350) et le garda jusqu'à son propre avènement, 8 avril 1364. De Mas-Latrie, *op. cit.*, col. 1524; U. Chevalier, *Répertoire, etc.*.

— 233 —

Le pape adresse aux prélats, seigneurs et officiers une recommandation semblable à celle du n. 232 en faveur de Jean Richard [1], *inquisiteur de la foi spécialement délégué dans le diocèse et la province d'Embrun.* — Avignon, 17 juillet 1363.

Reg. Vat., t. CCXLV, fol. 224 v°; Wadding, *Annal.*, ad ann. 1363, n. XV (*in ext.*); Lecacheux, *op. cit.*, n. 542 (anal.); Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 879 (*in ext.*).

Venerabilibus fratribus [*etc., comme ci dessus, n. 232*]. — Sicut expedit ad... — Datum Avinioni, decimo kalendas augusti, anno primo.

In e. m. dilectis filiis nobilibus viris, principibus, ducibus etc... ad quos presentes littere pervenerint.

1. Voir n. 232, note 1 et 237, 338.

— 234 —

Le pape ordonne à l'évêque de Lombez [1] *d'entreprendre une information contre certains routiers des Grandes Compagnies* [2] *établis dans son diocèse et qui, non contents de commettre des excès de toute sorte contre les personnes et les choses ecclésiastiques, osent proférer des hérésies contre l'Église et l'autorité du pontife romain.* — Avignon, 7 juin 1364.

Reg. Vat, t. CCXLVI, fol. 232 v°; Denifle, *La désolation etc.*, t. II, p. 440, note 3; Lecacheux, *op. cit.*, n. 987 (*in ext.*).

Venerabili fratri.. episcopo Lomberien., salutem. — Ad audientiam nostri apostolatus... — Datum Avinioni, VII idus iunii, anno secundo.

1. Guillaume de Durfort, archidiacre de Saint-Antonin dans l'église de Rodez, chapelain du pape, auditeur du Palais apostolique; évêque de Lombez, le 18 janvier 1363; mort en avril 1375. *Gall. christ.*, t. XIII, col. 324; Eubel, t. I, p. 323.
2. Cf. n. 236, note 4. Sur les courses des Grandes Compagnies dans le Midi, voir Baluze, *Vitae*, t. I, col. 402, 405, 418, 421, etc.; Denifle, *La désolation des églises, monastères et hôpitaux en France pendant la guerre de Cent ans*, Paris, 1899, t. II, p. 376-443.

— 235 —

Urbain V exhorte le sénéchal de Provence, le comte Amédée de Savoie, et d'autres seigneurs à prêter leur concours à Hugues de Cardillon, inquisiteur de Provence, dans la recherche de certains juifs, originaires de cette comté et de celle de Forcalquier, qui, après avoir abjuré le judaïsme, en ont repris les pratiques et se sont réfugiés on ne sait en quel lieu. — Avignon, 26 juin 1364.

Reg. Vat., t. CCXLVI, fol. 230, 230 v°; Wadding, *Annal.*, ad ann. 1364, n. XIV (*in ext.*); Lecacheux, *op. cit.*, n. 1041-1043; Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 914 (*in ext.*).

Dilecto filio nobili viro Fulconi de Agouto [1], domino Vallium Saltus [2] et Olle [3], Provincie senescallo. — Dilecti filii Hugonis...

— Datum Avinioni, sexto kalendas iulii, anno secundo.

Dilecto filio nob. viro Amedeo [4], comiti Sabaudie. mutatis mutandis.

In eundem modum, nobili viro Ademaro de Pictavia [5], comiti Valentinensi.

In e. mod. nob. viris.. dominis quarumcumque terrarum Arelaten., Aquen., Ebredunen. et Viennen. provinciarum, mutato numero singulari in pluralem.

1. Agoult; voir n. 172, note 1.

2. Sault (Vaucluse), chef-lieu de cant., arrond. de Carpentras. Le château remonte au XI[e] siècle.

3. L'Oulle, rivière qui a sa source dans les Hautes-Alpes et se jette dans l'Eygues (Drôme). Le Val-d'Oulle comprenait les communes de Cornillon, de Charce, Cornillac, Lemps, Pommerol, Rémuzat, Saint-May. Les comtes de Provence avaient inféodé le Val-d'Oulle aux d'Agoult, au XIV[e] siècle. Brun-Durand, *Dictionnaire topog. du départ. de la Drôme*, Paris, 1891, p. 401.

4. Amédée VI, dit le *comte Verd*, fils d'Aimon, né à Chambéry, en 1334; comte de Savoie, en 1343; mort le 1[er] mars 1383. De Mas-Latrie, *op. cit.*, col. 1704; *Nouv. biogr. gén.*, art. *Savoie*; U. Chevalier, *Répert., Bio-bibl.*, col. 100, 2403.

5. Aymar VI de Poitiers, fils de Louis I[er] et de Marguerite de Vergy, succède à son père en 1345; meurt en 1373. De Mas-Latrie, *op. cit.*, col. 1692; J. Chevapier, *Mémoires pour servir à l'histoire des comtés de Valentinois et Diois*, Paris, 1897, p. 330 sq.

— 236 —

Urbain V donne ordre à l'évêque [1] et à l'inquisiteur [2] de Carcassonne de faire une enquête sur des propos contre la foi et l'autorité du pape tenus par sept routiers des Grandes Compagnies dont le maréchal de France, Arnoul d'Audrehem [3], et les bourgeois de Carcassonne se sont emparés récemment [4]. Arnoul leur avait promis la vie sauve et la délivrance à bref délai; le lieutenant de l'inquisiteur les fit enfermer dans les cachots de l'évêque. — Avignon, 10 juillet 1364.

Reg. Vat., t. CCXLVI, fol. 269 v°; Denifle, *La désolation des églises*, etc., t. II, p. 439, note 2; Lecacheux, *op. cit.*, n. 1079.

Ven. fratri Johanni, episcopo Carcassonen., ac dilecto filio ..

ordinis fratrum predicatorum in partibus Carcassonen. inquisitori heretice pravitatis vel .. eius locumtenenti, salutem, etc. — Tua nobis, frater episcope, nuper notificavit epistola quod septem viros nefarios de illa gente dampnabili que Magna Societas appellatur, qui contra fidem catholicam presertim potestatem clavium a Salvatore nostro domino Ihesu Christo beato Petro apostolo et in eius personam suis successoribus traditam, quedam verba hereticalia pollutis labiis protulerunt, tibi per dilectum filium nobilem virum Arnulfum, dominum de Audenham, marescallum Francie ac carissimi in Christo filii nostri Caroli, regis Francie illustris, locumtenentem, qui eosdem viros propter alios eorum excessus ceperat, eis cum voluntate communitatum illarum partium sub protestatione proprii iuramenti eiusdem marescalli vite incolumitate promissa, traditos ad manum inquisitoris eiusdem sub fida per te custodia, ex eo quod super ipsorum captorum dimissione seu liberatione quam idem marescallus se promisisse dicebat, eodem locumtenente inquisitoris asserente illos sibi debere tradi, retinendos in tuis episcopalibus carceribus tenes inclusos, per te custodiendos donec super premissis nostre daremus beneplacitum voluntatis, quod a nobis cum multa instantia postulasti. Nos igitur nolentes, sicut nec velle debemus, quod propter premissa huiusmodi negotium sacre fidei quam attentissima cura debemus protegere negligatur, sed quod de verbis huiusmodi, que si vera sint proferentes eosdem reddunt vehementer de fide suspectos, diligentius inquiratur; discretioni vestre in virtute sancte obedientie districte precipiendo mandamus quatinus de verbis eisdem ex vestro officio curetis solerter inquirere veritatem et ea que inde inveneritis nobis sub manu publica vel sub vestris sigillis clausa et nemini revelata quam cito commode poteritis destinare curetis ut mature providere possimus quid per vos agendum fuerit in premissis; interimque tu, episcope, viros eosdem nulli, cuiuscumque status existat, presumas tradere sed illos caute facias custodiri donec aliud a nobis receperis in mandatis. — Datum Avinioni, VI idus iulii, anno secundo.

1. Jean Fabre, cousin d'Innocent VI, abbé de Grammont; évêque du Puy, le 12 octobre 1356; transféré à Tortose, le 27 février 1357; et à Carcassonne, le 10 janvier 1362. *Gall. christ.*, t. VI, col. 901; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 91, 172, 231; Mahul, *Cartul.*, t. V, p. 454-455.

2. Guillaume Chevalier (*Militis*), originaire d'Angers, fit sa profession reli-

gieuse au couvent des dominicains de cette ville. La maîtrise en théologie lui fut conférée sur l'ordre de Clément VI (31 juillet 1350) par Guillaume Munier. Son nom figure dans le catalogue des maîtres de l'Université d'Angers. Denifle, *Archiv für Litteratur*, t. II, p. 223, n. 123. En 1357, il était procureur général de l'ordre. *Reg. suppl.*, t. XXVII ,fol. 308 v°. Puis il fut nommé inquisiteur de Carcassonne, à la place d'Étienne *de Ecclesia* (n. 223). Il eut à procéder contre les sept capitaines de routiers pris au siège de Peyriac (voir note 4). L'évêque de Carcassonne l'accusa, en 1364, d'empiéter sur ses droits touchant la garde des murs de l'Inquisition et le serment de fidélité des officiers du tribunal (n. 251). Il usurpait aussi le droit de punir les blasphémateurs non suspects d'hérésie; le pape lui ordonna, le 30 mai 1366, de ne pas dépasser les limites de sa compétence (n. 259). Par ordre du même pontife, le trésorier de la Chambre lui paya, le 14 décembre de la même année, une somme de 40 florins. *Introitus et exitus*, t. CCCXXVI, fol. 156. Le 22 juin 1369, Chevalier fut élu patriarche de Jérusalem. Il mourut le 12 décembre 1371. Voir Quétif et Echard, *Script.*, t. I, p. 673; Denifle, *Chartul.*, t. II, p. 660, 1183; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 287.

3. Arnoul d'Audrehem, né vers 1305, devint capitaine du roi en Bretagne, en 1342; maréchal de France, en 1351; lieutenant du roi en Poitou, Saintonge, Limousin, Angoumois, Périgord, le 6 mars 1352; lieutenant en Normandie, en 1353; lieutenant en Artois, Picardie, Boulonnais, en 1355; lieutenant en Languedoc, en 1360. En novembre 1364, il fut remplacé à la lieutenance du Languedoc par le duc d'Anjou. Il se démit peu après de sa charge de maréchal de France et, le 20 juin 1368, reçut le titre purement honorifique de porte-oriflamme. Il mourut à Saumur, en décembre 1370. Voir E. Molinier, *Etude sur la vie d'Arnoul d'Audrehem*, dans *Acad. des inscriptions et belles-lettres, Mémoires*, etc., 1883, IIe série, t. VI, 1re part.

4. Une bande de compagnons, ayant à leur tête probablement Bertucat d'Albret, s'était emparée par surprise, le 11 novembre 1363, du château de Peyriac, en Minervois. Le 16 novembre, Arnoul d'Audrehem, à la tête des milices de Carcassonne, des troupes de la province et de celles du vicomte de Narbonne, vint mettre le siège devant la place. Il fut obligé de le lever à cause des intempéries. Les attaques recommencèrent l'année suivante (1364), mais le château ne fut repris que dans la nuit du 18 au 19 juin, grâce à l'intervention des troupes de Montpellier. Voir sur ce fait d'armes : le Thalamus Parvus de *Montpellier*, dans *Société archéologique de Montpellier* (1840), p. 366; *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 760-764; E. Molinier, *Étude sur la vie d'A. Audrehem, loc. cit.*, p. 143-162; Denifle, *La désolation des églises, monastères et hôpitaux en France pendant la guerre de Cent ans*, t. II, p. 438.

Les routiers furent dispersés ou massacrés, à l'exception de sept capitaines (voir leurs noms au n. 246), qui furent faits prisonniers et incarcérés provisoirement à Trèbes. On découvrit bientôt que ces sept compagnons avaient tenu des propos contre la foi et dénigré l'autorité du pape. Le lieutenant de l'inquisiteur exigea qu'ils lui fussent livrés. Secondé par la foule, dont l'excitation était grande contre ces brigands, il obtint leur transfert dans la prison épiscopale de la cité de Carcassonne (n. 245). Une grave discussion s'éleva aussitôt entre le maréchal d'Audrehem et l'Inquisition à propos de ce coup de force. Audrehem affirmait avoir promis par serment la vie sauve et la liberté aux prisonniers, dont le commissaire inquisitorial prétendait faire justice, selon

ses droits. L'évêque Jean Fabre en référa au pape. La réponse d'Urbain V a été analysée plus haut. L'Inquisition était maîtresse d'enquêter, mais sous la haute direction du pontife lui-même (10 juillet 1364). Peu de jours après, le bruit courut dans le bourg de Carcassonne que certaines gens de la cité avaient tenté de faire s'évader les prisonniers. Aussitôt deux mille Carcassonnais se présentent en armes devant les remparts, menaçant de mort quiconque favoriserait cette évasion. Arnoul d'Audrehem se trouvant alors dans le château de la cité, cette émeute constituait une insulte au roi. Les consuls demandèrent des lettres de rémission, qui, grâce au pape (13 septembre 1364; n. 245), furent accordées. *Hist. de Lang.*, t. x, Preuves, col. 1329-1331. Le bruit d'un complot pour la délivrance des détenus avait sans doute quelque fondement, car le pape fit promulguer des censures dans les provinces de Toulouse et de Narbonne et dans les diocèses de Castres et d'Albi, contre quiconque en renouvellerait l'essai (18 octobre 1364; n. 247). Il statua également que les frais occasionnés par l'entretien et le procès des sept compagnons seraient répartis entre les évêques dans les diocèses desquels ils avaient perpétré leurs forfaits (n. 246). L'inquisiteur Guillaume Chevalier et un clerc du tribunal furent plus tard indemnisés de leurs peines et de leurs dépens, à l'aide des sommes recueillies (n. 255). Ce ne fut que le 19 octobre, au reçu de l'enquête *de infamia*, qu'Urbain V ordonna à l'inquisiteur et à l'évêque d'entreprendre le procès à fond. Il se réservait toutefois d'en examiner les actes, avant la conclusion (n. 248). Le même jour, il autorisait l'évêque de Carcassonne et son vicaire général à connaître des crimes le droit commun : sorcellerie, adultères, homicides, incendies, violations d'églises, etc., dont les sept brigands s'étaient rendus coupables en divers lieux du Languedoc (n. 249). Enfin, il faisait à Jean Fabre la recommandation pressante de prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'évasion ou la mise en liberté des captifs (n. 250). Lorsque l'enquête fut terminée, Guillaume Chevalier en alla communiquer personnellement le dossier à Urbain V. Après mûre discussion, le pape prescrivit un supplément d'information, un nouvel appel de témoins, un examen plus minutieux des prévenus; après quoi, les juges prononceraient eux-mêmes (18 mars 1365; n. 254). Il en fut, sans doute, comme l'ordonnait le pontife. Nous ne connaissons le sort que d'un seul des inculpés, Bidon de Puyguilhem, qui, convaincu d'hérésie, fut condamné à la prison perpétuelle. Après quelques années de détention, contrit et retourné au giron de l'Église, il supplia Grégoire XI de lui faire grâce. Le pape s'en remit à l'inquisiteur de la lui accorder, s'il y avait lieu, moyennant une pénitence (14 mai 1371; n. 262). Il est à présumer que les six autres subirent la même peine et, peut-être, bénéficièrent de la même grâce.

— 237 —

Le pape exhorte le sénéchal de Provence à seconder de tout son pouvoir, dans la poursuite des hérétiques des Vallées, l'inquisiteur franciscain Jean Richard[1]. — Avignon, 19 juillet 1364.

Reg. Vat., t. CCXLVI, fol. 255 v°; Wadding, *Annal.*, ad ann. 1364, n. XV (*in ext.*); Lecacheux, *op. cit.*, n. 1103; Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 915 (*in ext.*).

Dilecto filio, nobili viro .. senescallo Provincie. — Ad nostrum pervenit... — Datum Avinioni, XIV kalendas augusti, anno II.

1. Cf. n. 232, notes 1, 2.

— 238 —

Même exhortation à Amédée[1], *comte de Savoie.* — Même date.

Reg. Vat., t. CCXLVI, fol. 255 v°; Wadding, *loc. cit.*, n. XVI (*in ext.*); Lecacheux, *op. cit.*, n. 1104; Eubel, *Bullar.*, *n. cit.*

Dilecto filio nob. viro Amedeo, comiti Sabaudie — Cum dilectus filius... — Datum ut supra.

1. Cf. n. 235, note 4.

— 239 —

L'official de Carpentras devra terminer seul le procès de Pierre Michel, commencé, sur une fausse dénonciation, par l'inquisiteur de Provence. L'inculpé a subi une longue et rude prison préventive et il est dénué des moyens nécessaires pour payer les frais de déplacement de l'inquisiteur. — Avignon, 20 juillet 1364.

Reg. Vat., t. CCXLVI, fol. 281; t. CCLI, fol. 299 v°, n. 388; Lecacheux, *op. cit.*, n. 1114.

Dilecto filio officiali Carpentoracen. salutem, etc. — Exhibita nobis pro parte dilecti filii Petri Michaelis, laici in civitate Carpentoraten. commorantis, petitio continebat quod olim falso suggesto dilecto filio inquisitori heretice pravitatis in partibus illis per Sedem apostolicam deputato quod idem Petrus crimine heresis erat infectus, idem inquisitor ad falsam suggestionem huiusmodi contra eundem Petrum, quem propterea capi fecit et carceribus ven. fratris nostri episcopi Carpentoraten. man-

cipari, super premissis ex officio inquisitionem inchoans, contra ipsum Petrum ad nonnullos actus in huiusmodi inquisitionis negocio solus processit. Cum autem sicut eadem petitio subiungebat idem Petrus, qui, sicut asserit, propter premissa in predictis carceribus cum cathena ferrea crudeliter alligatus per magna tempora detentus fuit et adhuc etiam detinetur, non habeat unde dicto inquisitori, qui quandoque in partibus longinquis a civitate predicta distat, in expensis pro veniendo ad civitatem ipsam providere possit, pro parte ipsius Petri nobis fuit humiliter supplicatum ut providere ei super premissis de oportuno remedio de benignitate apostolica dignaremur. Nos itaque... discretioni tue... mandamus quatinus, legitimo per dictum inquisitorem in huiusmodi inquisitionis negotio habito servato processu, in ipso inquisitionis negotio solus procedas; et si ipsum Petrum culpabilem inveneris in premissis eum punias iuxta canonicas sanctiones, alioquin dictum Petrum prout canonicum fuerit absolvere non postponas. Testes autem [*etc.*]. Non obstante [*etc.*]. — Datum Avinioni, XIII kalendas augusti, anno secundo.

— 240 —

Urbain V loue la comtesse de Comminges de la capture de Bernard de Jussan, coupable d'avoir tenu des propos suspects d'hérésie. Elle devra garder soigneusement ce prisonnier, ou bien le remettre à l'official d'Auch. — Avignon, 1er septembre 1364.

Reg. Vat., t. CCXLVI, fol. 307; Lecacheux, *op. cit.*, n. 1201 (*in ext.*)

Dilecte in Christo filie nobili mulieri Johanne [1], comitisse Convenarum, salutem, etc. — Ad nostrum pervenit auditum quod nobilem virum Bernardum de Jussano, dominum de Cardilhaco [2], militem Convenarum diocesis, qui quedam verba heresim sapientia dicitur protulisse aliosque similia verba proferentes et suspectos de heresi receptasse ac defendisse eisque dedisse auxilium, consilium et favorem, ex quibus suspectus redditur de heretica pravitate ex suis aliis demeritis detines captivatum; quod nos gratum habentes ac intendentes, prout ad nostrum officium pertinet, super hiis inquiri facere contra eum, nobilitatem

tuam rogamus et hortamur ac tibi nichilominus districte mandamus quatinus prefatum militem sine nostra speciali licencia non relaxes; et si forte tibi ex quacumque causa redderetur molestum eundem militem diutius retinere, ipsum ad dilectum filium ..officialem Auxitan. procures sub fida custodia destinare, in hiis taliter te gerendo quod de zelo catholice fidei commendari merito valeas et, quod absit, de contrario non noteris. — Datum Avinioni, kalendis septembris, anno secundo.

1. Jeanne de Comminges, petite-fille du comte Bernard VII, épouse de Pierre-Raymond II, cousin de son père. De Mas-Latrie, *op. cit.*, col. 1587.
2. Cardeilhac (Haute-Garonne), arrond. de Saint-Gaudens.

— 241 —

Urbain V confie à Bernard du Bosquet, son chapelain, auditeur du Palais apostolique, le mandat de poursuivre les hérétiques dans les provinces de Lyon, Vienne, Embrun et Besançon [1]. — Avignon, 2 septembre 1364.

Reg. Vat., t. CCXLVI, fol. 322 v°; Lecacheux, *op. cit.*, n. 1204 (anal.).

Dilecto filio magistro Bernardo de Bosqueto, canonico Caturcen., legum doctori, capellano nostro, ac sacri palatii apostolici causarum auditori, apostolice Sedis nuntio, salutem. — De tua circumspectionis industria donoque scientie quo personam tuam novimus insignitam, necnon zelo fervido quem habes ad fidem catholicam gerentes in Domino fiduciam pleniorem, tibi, quem ad certas partes pro nonnullis arduis negotiis presentialiter destinamus, ubique locorum, presertim in Lugdunen., Viennen., Ebredunen., Tarantasien. et Bisuntin. civitatibus, diocesibus et provinciis contra quoscumque hereticos seu de heretica pravitate suspectos, ac eorum receptatores et defensores seu ipsis dantes auxilium, consilium et favorem auctoritate nostra inquirendi, et alias prout suadebit iusticia summarie de plano ac sine strepitu et figura iudicii procedendi eosque capiendi seu capi faciendi et carceribus mancipandi, et ad romanam Curiam duci faciendi aliasque puniendi, et ad hoc quoscumque ecclesiarum et monasteriorum prelatos aliasque personas ecclesiasticas se-

culares et regulares etiam ordinum mendicantium, necnon duces, comites, barones, nobiles, dominos et officiales, ac universitates quorumcumque civitatum, opidorum, castrorum, villarum et locorum ex parte nostra requirendi ac eorum seculare brachium invocandi, necnon contradictores quoslibet et rebelles, cuiuscumque status, ordinis, sexus, vel conditionis extiterint, etiamsi pontificali vel alia quavis ecclesiastica vel mundana prefulgeant dignitate, auctoritate nostra per censuram ecclesiasticam et alia iuris remedia compescendi. Non obstantibus, *etc.* [*clauses ordinaires*] plenam concedimus tenore presentium facultatem. — Datum Avinioni, IIII nonas septembris, anno secundo.

1. Cf. n. 232, notes, 1, 2.

— 242 - 244 —

Lettres à divers prélats, seigneurs, villes sur la mission confiée à Bernard du Bosquet. — Avignon, 2 septembre 1364.

Reg. Vat., t. CCXLVI, fol. 333, 334; Lecacheux, *op. cit.*, n. 1205.

Ven. fratribus .. archepiscopis et episcopis [*et aux autres personnes ecclésiastiques, séculières et régulières, ainsi qu'aux seigneurs et magistrats civils :* ut eidem nuntio credant et predicta exequantur. — Datum ut supra].

Ven. fratri Guischardo [1], episcopo Sedunen., salutem, etc. — [Même lettre.] Datum, etc.

Eodem modo, Alamanno [2], episcopo Gebennen.; Aymoni [3], episcopo Lausanen.; .. abbati monasterii S. Mauritii Agaunen. [4], Sedunen. diocesis; Johanni Monachi, ordinis predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in provincia Bisuntin.; Johanni de Senay, lectori conventus fratrum minorum de Chamberiaco [5], Gratianopolitan. diocesis; Guillelmo de Pisy, preposito ecclesie Montisiovis, Lausanen. diocesis; universitatibus civitatum Gebennen., Lausanen., Sedunen., villarum de Ferburgo, de Berna [6], de Paterniaco [7], Lausanen. diocesis; nobilibus viris Johanni de Cossenay [8], militi, Hugoni de Gebennis, militi, Antonio de Turre, domino Castilionis [9], Ludovico de Novocastro [10] militi, Guillelmo de Grandissono [11], militi, ..baiulo Chablesii [12], militi,

.. comiti de Gruyere [13], militi Lausanen. diocesis, Aymoni de Pontevitreo, domino Agrimontis, nobilibus mulieribus Bone [14], comitisse Sabaudie, Mathildi [15], comitisse Gebennen.

1. Guichard Tavelli, chanoine de Genève, promu à l'évêché de Sion, le 25 sept. 1342; mort le 8 août 1375. Eubel, t. I, p. 465; *Gall. christ.*, t. XII, col. 745-746.

2. Guillaume Alaman, évêque de Genève, en 1342; mort en 1366. Eubel, *Hier.*, t. I, p. 271; *Gall. christ.*, t. XVI, col. 428-430.

3. Aymon de Cossonay, évêque de Lausanne, le 8 juin 1355; mort le 6 mars 1375. Eubel, *Hier.*, t. I, p. 309.

4. Saint-Maurice-d'Agaune, dans le Valais.

5. Chambéry, chef-lieu du départ. de la Savoie.

6. Fribourg, Berne, chefs-lieux des cantons de ce nom.

7. Payerne, cant. de Lausanne.

8. Cossonay, cant. de Lausanne.

9. Châtillon-de-Michaille (Ain), chef-lieu de cant., arrond. de Nantua.

10. Neuchâtel, chef-lieu du cant. de ce nom.

11. Grandson, cant. de Lausanne.

12. Le Chablais s'étendait sur l'arrond. moderne de Thonon (Haute-Savoie).

13. Gruyères, dans le cant. de Fribourg.

14. Bonne de Bourbon, veuve de Godefroy de Brabant, épouse Amédée VI, le *comte Verd*, en 1357; morte le 29 janvier 1403. *Nouv. biog. gén.*, art. *Savoie : Amédée VI*; de Mas-Latrie, *op. cit.*, col. 1704.

15. Mathilde, fille de Robert VII, comte d'Auvergne et de Boulogne, épousa Amédée III, comte de Genevois (1320-1367) en 1334. *Art de vérifier les dates*, t. III, p. 607.

— 245 —

A l'issue du combat livré naguère contre une bande de routiers des Grandes Compagnies par les bourgeois de Carcassonne et les officiers royaux, sept des principaux chefs ont été faits prisonniers sous condition d'avoir la vie sauve. Or, ces gens-là, étant suspects d'hérésie, ont été incarcérés par ordre de l'inquisiteur. Le pape prie le roi de France de ne pas trouver mauvais que les Carcassonnais aient en cela prêté concours à l'inquisiteur, et que leurs prisonniers ne soient mis en liberté qu'après la conclusion du procès [1]. — Avignon, 13 septembre 1364.

Reg. Vat., t. CCXLVI, fol. 312; Prou, *Étude sur les relations politiques du pape Urbain V avec le roi de France*, dans *Bibl. de l'École des hautes études*, fasc. 76, p. 116, n. 38 (*in ext.*); Lecacheux, n. 1227.

Carissimo in Christo filio Carolo, regi Francie illustri, salutem, etc. — Regiam sublimitatem credimus non latere quod dudum dilecti filii cives civitatis tue Carcassonen., sive habitatores suburbii eiusdem, tuos officiales et gentes sequentes fideliter et audacter illas pravas gentes que se Societates appellant tunc partes illas depopulantes immaniter, tanquam viri fideles et strenui, magnanimiter fuerunt aggressi et viriliter prosecuti; easque tandem de eisdem partibus expulerunt, multis ex ipsis cesis et captis : inter quos quidem captos septem fuisse dicuntur, qui se dictarum societatum capitaneos faciebant et qui per aliquos tuos officiales sub fide salvationis personarum ipsarum recepti fuisse dicuntur. Sed quia ad dilectum filium .. inquisitorem heretice pravitatis in eisdem constitutum partibus fidedigna relatione pervenerat quod iidem septem viri propter multa hereticalia que dixerant et fecerant multipliciter suspecti erant de labe heretice pravitatis, ipsos tanquam tales fecit suo nomine arrestari et in carceribus episcopatus Carcassonen. curie detineri; nosque premissis prolatis ad nostram notitiam mandavimus eosdem non dimitti captivos, sed per eundem inquisitorem procedi super suspitione huiusmodi mediante iusticia contra eos. Quare cum iidem cives seu habitatores tanquam viri catholici per dictum inquisitorem seu eius vicarium requisiti eidem tam propter reverentiam Dei et catholice fidei, quam propter bonum regni tui, ne dicti mali viri, si relaxati forent, peiora prioribus in regno committerent memorato, in dicta detentione favisse noscantur, eos de hiis merito laudandos serenitati tue affectuosius commendamus : eam rogantes attente quatinus cum, prout audivimus, predicta gesta fuerunt in favorem fidei et pro bono tui regni, etiam post dationem dicte per eosdem tuos officiales date fidei, ut prefertur, et periculosum foret nimium eosdem captivos non discusso negotio catholice fidei relaxare, contra cives eosdem, si forte apud regiam maiestatem de premissis ab aliquibus culparentur, mansuetudo regia non turbetur; quinimo eos tanquam Deo devotos et sibi fideles et eorum negotia commendatos habeat et precipua benivolentia prosequatur. — Datum Avinioni, idus septembris, anno secundo.

1. Voir n. 236, note 4.

— 246 —

Le pape décide que les archevêques de Narbonne et de Toulouse et leurs suffragants, ainsi que les évêques de Castres et d'Albi, contribueront, avec l'évêque de Carcassonne, aux dépenses occasionnées par la garde des sept capitaines de routiers, incarcérés pour hérésie. — Avignon, 18 octobre 1364.

Reg. Vat., t. CCXLVI, fol. 371; Lecacheux, *op. cit.*, n. 1310 (anal.).

Ven. fratri..[1] archiepiscopo Narbonen., salutem, etc. — Cum per nostras litteras ven. fratri nostro ..[2] episcopo Carcassonen. duxerimus iniungendum quod nob. viros Ademarium de Portabove, militem de comitatu Sabaudie, ac Geraldum Fabri de Duratio[3], Bernardum Rigaldi, Guillelmum Arnaldi de Maloleone[4], Raymumdum de Poquier, Bidonem de Podio Guillelmi[5], ac Bernardum de Laborda[6], domicellos Agennen., Aduren., Sarlaten. et Convenarum diocesum, de heretica pravitate suspectos, quos de nostro mandato tenet carceratos[7], et prout dicitur multi timorem Dei et amorem sacre fidei non habentes liberare conantur, diligenter faciat custodiri ac super fide contra ipsos inquirat, et in hiis et aliis ea tangentibus nonnullas expensas oporteat fieri per episcopum prelibatum, nos volentes quod onus expensarum huiusmodi eo portetur levius quo divisum fuerit inter plures, fraternitati tue committimus et mandamus quatinus de huiusmodi expensis per ven. fratres nostros .. archiepiscopum Tholosanum[8], ac eius et tuos suffraganeos, necnon Albien.[9] et Castren.[10] episcopos pro ipsorum rata, secundum quod apostolice camere solvunt commune servitium, facias satisfactionem impendi. Contradictores etc. Volumus etiam quod in huiusmodi expensis eadem tua fraternitas et idem episcopus Carcassonen. pro rata huiusmodi contribuant, alioquin tu illas penas incurras quas in contradictores eosdem duxeris promulgandas. Non obstante [*etc.*]. — Datum Avinioni, xv kalendas novembris, anno secundo.

1. Pierre de la Jugie; voir n. 209, note 1.
2. Jean Fabre; voir n. 236, note 1.
3. Duras (Lot-et-Garonne), chef-lieu de cant., arrond. de Marmande.

4. Mauléon (Gers), cant. de Cazaubon, arrond. de Condom, ou bien : Mauléon-Barousse, chef-lieu de cant. du dép. des Hautes-Pyrénées.

5. Puy-Guilhem (Dordogne), cant. de Sigoulès, arrond. de Bergerac. Ancienne châtellenie.

6. Laborde (Hautes-Pyrénées), cant. de Labarthe, arrond. de Bagnères-de-Bigorre.

7. Voir, sur cette affaire, le n. 236, note 4.

8. Geffroy ou Godefroy de Vayrols, d'abord évêque de Lausanne (20 novembre 1342), puis de Carpentras (19 février 1347), puis de Carcassonne (18 janvier 1357); archevêque de Toulouse, le 10 mars 1361; mort le 10 mars 1376. *Gall. christ.*, t. I, col. 906-907; t. VI, col. 900; t. XIII, col. 41-42; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 172, 174, 309, 515; E. Albe, *Autour de Jean XXII. Évêques quercynois en France*, dans *Annal. de Saint-Louis-des-Français*, 1906, p. 255-259.

9. Hugues Aubert, archidiacre de Noyon, notaire apostolique; évêque d'Albi, le 28 novembre 1354; mort en 1379. *Gall. christ.*, t. I, col. 28; *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 757; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 80.

10. Raymond de Sainte-Gemme, notaire apostolique, promu le 27 mai 1364; mort en 1373. *Gall. christ.*, t. I, col. 69-70; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 179.

— 247 —

Les archevêques de Toulouse et de Narbonne et leurs suffragants, les évêques d'Albi et de Castres, devront solennellement promulguer l'excommunication et l'interdit contre ceux qui tenteraient de délivrer ou de faire s'évader les sept capitaines de routiers retenus dans les cachots de l'évêque de Carcassonne [1]. — Avignon, 18 octobre 1364.

Reg. Vat., t. CCXLVI, fol. 371; Lecacheux, *op. cit.*, n. 1321 (anal.)

Ven. fratribus .. Narbonen. et .. Tholosan. archiepiscopis ac eorum suffraganeis, necnon Albien. et Castren. episcopis, salutem, etc. — Circa defensionem catholice... Cum itaque ven. frater noster Johannes, episcopus Carcassonen., nobiles viros [*etc., ut supra, n. 246*] de heretica pravitate suspectos, contra quos ipse episcopus et dilectus filius .. inquisitor heretice pravitatis in partibus Carcassone super fide de nostro mandato procedunt, detineat carceratos, nos considerantes quod quidam potentes conati sunt hactenus et ipsi vel alii conari possent forsitan in futurum dictos liberare captivos; et propterea, licet contra talia presumentes

per sacros canones et leges provisum existat, volentes tamen ex habundanti nostris remediis futuris periculis in hac parte salubriter obviare, ut timeatur amplius quod specialiter quam quod generaliter fuerit interdictum, fraternitati vestre tenore presentium committimus et mandamus quatinus per vos, vel alium, seu alios, per publicum edictum proponendum in vestris cathedralibus et aliis civitatum et diocesum vestrarum ecclesiis in quibus id faciendum videritis expedire, universis et singulis personis cuiuscumque status, ordinis, sexus, vel conditionis existant, ex parte nostra inhibere curetis eis sub excommunicationis in personas et interdicti in terras eorum, si quas habuerint, penis districte mandantes, ne carceres dicti episcopi vel alios in quibus iidem captivi detinebuntur publice vel occulte, aperire seu frangere aut aliud pro fuga, seu violenta aut clandestina liberatione dictorum captivorum preter conscientiam et voluntatem dicti episcopi Carcassonen. attemptare presumant aut attemptantibus dare consilium et favorem; alioquin in personas talia presumentium excommunicationis et in terras eorum, si quas habuerint, interdicti sententias auctoritate nostra promulgetis; et ubi vobis constiterit aliquos de vestris civitatibus et diocesibus seu in eisdem et ipsarum aliqua contra vestram, ymo nostram inhibitionem huiusmodi attemptasse, dequa summarie et de plano [*etc.*], singuli vestrum in suis civitatibus et diocesibus se ... studeant informare, publice nuncietis eosdem et ipsorum terras, si quas habuerint, ut prefertur, huiusmodi sententiis subiacere, cum comminatione quod nichilominus contra ipsos tanquam contra fautores hereticorum prout suadebat iusticia procedetur. — Datum ut supra.

1. Voir sur cette affaire le n. 236, note 4.

— 248 —

L'évêque et l'inquisiteur de Carcassonne reçoivent l'ordre de faire une enquête sur la culpabilité des sept chefs de bandes, leurs prisonniers, et d'en envoyer au pape le dossier, dès qu'il sera terminé[1]. — Avignon, 19 octobre 1364.

Reg. Vat., t. CCXLVI, fol. 372; Doat, t. XXXV, fol. 132; Mahul, *Cartul. de... Carcassonne*, t. v, p. 690 (anal.); Lecacheux, *op. cit.*, n. 1312 (anal.).

Ven. fratri Johanni, episcopo Carcassonen., et dilectis filiis inquisitori heretice pravitatis in partibus Carcassone ac eius locumtenenti, salutem, etc. — Super custodiam gregis... Cum itaque tu, frater episcope, nobiles viros [*etc.*, *ut supra n. 246*] de nostro mandato tuis teneas carceribus mancipatos, nos intendentes quod per vos contra ipsos, contra quos de nostro mandato de infamia inquisistis super veritate dicte pravitatis, diligentius inquiratur, discretioni vestre... committimus et mandamus quatinus vos, vel duo, aut unus vestrum contra dictos nobiles et quemlibet ipsorum super verbis et factis eorum heresim sapientibus diligenter inquirere studeatis; demumque depositiones testium quos receperitis in predictis et totum processum Inquisitionis huiusmodi fideliter in scriptis redactos sub vestris sigillis clausos, vel in autentica forma, cum ex ipsis ferenda sententia plenius informari velimus, nobis fideliter transmittere procuretis. Testes autem, etc. — Datum Avinioni, XIIII kalendas novembris, anno secundo.

1. Voir n. 236, note 4.

— 249 —

L'évêque et l'official de Carcassonne reçoivent commission de connaître des crimes de droit commun : sorcellerie, adultères, homicides, incendies, violations d'églises et autres sacrilèges, imputés aux sept capitaines de routiers et qu'ils auraient perpétrés en divers lieux des provinces de Toulouse et de Narbonne, des diocèses de Castres et d'Albi. — Avignon, 19 octobre 1364.

Reg. Vat., t. CCXLVI, fol. 372 v°; Denifle, *La désolation des églises* t. II, p. 440, note 1 (fragm.); Lecacheux, *op. cit.*, n. 1313 (anal.).

Ven. fratri Johanni, episcopo Carcassonen., ac eius vicario in spiritualibus, salutem, etc. — Ad audientiam nostram nuper

perduxit relatio fidedigna quod nobiles viri [*etc., ut supra n. 246*] quos tanquam de heretica labe suspectos, tu, frater episcope, de nostro mandato tenes carceribus mancipatos, de sortilegiis, adulteriis et homicidiis in personas ecclesiasticas perpetratis, necnon de incendiis et violationibus ecclesiarum, ac de stupris sanctimonialium et aliis diversis sacrilegis criminibus, quorum cognitio ad ecclesiasticum forum dinoscitur pertinere, in diversis locis Narbonen. et Tholosan. diocesum et provinciarum, ac Albien. et Castren. diocesum commissis sunt publice diffamati, nos igitur... discretioni vestre tenore presentium committimus et mandamus quatinus... de infamia huiusmodi criminum et deinde de veritate ipsorum auctoritate nostra diligentius inquiratis ac faciatis iusticie complementum. Non obstante quod tibi, frater episcope, et dilecto filio .. inquisitori heretice pravitatis in partibus Carcassone hodie duxerimus committendum quod super graviori crimine, videlicet heresis, contra captivos huiusmodi procedatis; contradictores [*etc.*]. — Datum ut supra.

— 250 —

L'évêque de Carcassonne reçoit la recommandation expresse de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher l'évasion ou la mise en liberté des sept chefs de bandes [1]. — Avignon, 19 octobre 1364.

Reg. Vat., t. CCXLVI, fol. 373; Lecacheux, *op. cit.*, n. 1314 (anal.)

Ven. fratri Johanni, episcopo Carcassonen., salutem, etc. — Cum tua fraternitas nobiles viros [*etc., ut supra n. 246*] qui fuerunt de dampnabilibus comitivis de heretica pravitate suspectos, contra quos tu et dilectus filius .. inquisitor... inquisitis, detineas carceratos, nos considerantes quod quidam potentes conati sunt hactenus et ipsi vel alii conari possent forsitan in futurum dictos liberare captivos, licet de tua vigilancia in hiis et aliis nullatenus hesitemus, ut tamen tanto ad huiusmodi custodiam solicitius sis attentus, quanto ad hoc per nos fueris excitatus, eandem fraternitatem presentibus exhortamur mandantes quatinus eosdem captivos in tuis carceribus episcopalibus, si ibidem ipsos tute

valeas retinere, alioquin in burgo civitatis Carcassonen. aut in alio loco tuto de quo tibi videbitur diligentissime facias custodiri, ita quod de ipsorum fuga seu evasione per incuriam custodum aut propter debilitatem loci vel violentam effractionem carcerum a quibusvis eorum fautoribus faciendam, quod absit, nullatenus formidetur. — Datum Avinioni, xiiii kalendas novembris, anno secundo.

1. Voir n. 236, note 4.

— 251 —

L'évêque de Saint-Papoul est chargé de faire respecter par l'inquisiteur Guillaume Chevalier les droits de l'évêque de Carcassonne à nommer un des gardiens et à tenir une des clefs du cachot inquisitorial et à recevoir le serment de fidélité des notaires et des officiers subalternes. — Avignon, 25 octobre 1364.

Reg. Vat., t. CLVIII (t. IX, Urb. V), fol. 338 v°; *Reg. Vat.*, t. CCLIII, fol. 142 v°.

Venerabili fratri .. [1] episcopo Sancti Papuli, salutem, etc. — Exhibita nobis pro parte venerabilis fratris nostri Johannis [2], episcopi Carcassonen., petitio continebat quod licet episcopi Carcassonen. qui fuerunt pro tempore iuxta iuris communis dispositionem [3] unum custodem et unam de clavibus cuiusdam calceti (*sic*) siti inter carceres hereticales consistentes iuxta muros civitatis Carcassonen., qui carceres muri vulgariter nuncupantur [4], in quo quidem calceto ipsius episcopi subditi in heresis crimine deprehensi consueverunt carceri mancipari, tenere, ac etiam a notario et clientalis, ac aliis servitoribus in officio Inquisitionis heretice pravitatis servientibus iuramenta fidelitatis recipere consueverint, tamen dilectus filius Guillelmus Militis [5], ordinis fratrum predicatorum professor, inquisitor heretice pravitatis in partibus illis per Sedem apostolicam, ut asserit, deputatus, eundem Johannem episcopum super iure et usu tenendi ac habendi custodem et unam de clavibus huiusmodi in dicto calceto, ac recipiendi iuramenta predicta multipliciter perturbat, molestat

et inquietat, in ipsius Johannis episcopi et ecclesie sue Carcassonen. preiudicium non modicum et gravamen. Quare pro parte dicti episcopi nobis fuit humiliter supplicatum ut providere ei super hoc de oportuno remedio dignaremur. Nos itaque ipsius episcopi supplicationibus inclinati fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus si, vocatis dicto Guillelmo et aliis evocandis, simpliciter ac de plano ac sine strepitu et figura iudicii inveneris ita esse prefatum Guillelmum, ut a perturbationibus, molestationibus et inquietationibus huiusmodi omnino desistat, per censuram ecclesiasticam appellatione remota compellas. Contradictores [*etc.*]. Non obstante si eidem Guillelmo vel quibusvis aliis communiter vel divisim [*etc.*]. — Datum Avinioni, VIII kalendas novembris, anno secundo.

1. Pierre de Cros, abbé de Tournus, O. S. B., dans le diocèse de Chalon; promu à Saint-Papoul, le 27 juillet 1362; archevêque de Bourges, le 9 juin 1370, puis d'Arles (2 août 1374); créé cardinal du titre des Saints-Nérée-et-Achillée, par Clément VII, le 23 décembre 1383; mort le 16 novembre 1388. Baluze, *Vitae*, col. 1302; *Gall. christ.*, t. II, col. 83; t. I, col. 578-579; t. IV, col. 973; t. XIII, col. 304; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 26, 104, 142, 409.
2. Jean Fabre; n. 236, note 1.
3. Décret *Multorum*, dans *Clement.*, lib. V, tit. III, cap. 1. Cf. les ordonnances des cardinaux Taillefer de la Chapelle et Bérenger de Frédol. Douais, *Documents*, t. II, p. 326-329; cf. *etiam supra*, n. 5, note 3.
4. Sur les prisons épiscopale et inquisitoriale de la cité de Carcassonne, voir M. Ch. Molinier, *L'Inquisition dans le Midi*, p. 435-442.
5. N. 236, note 2.

— 252 —

L'inquisiteur de la province d'Arles et son vicaire sont chargés de faire une enquête contre trois hérétiques originaires du diocèse de Genève, captifs à Avignon. — Avignon, 1er janvier 1365.

Reg. Vat., t. CCXLVII, fol. 197; Lecacheux, *op. cit.*, n. 1489 (anal.); Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 928 (anal.).

Dilectis filiis inquisitori heretice pravitatis in provincia Arelaten. constituto [1] et eius vicario, salutem, etc. — De vestra circumspectione ac zelo sacre fidei gerentes in Domino fiduciam

specialem vobis et utrique vestrum in solidum inquirendi contra Jacometum Luchet, clericum, et Jacometum de Hermencia [2], ac Ancelmum de Romelherio [3], laicos Gebennen. diocesis, de heretica pravitate suspectos, nostris in romana Curia carceribus mancipatos, ac ipsos penis debitis puniendi et condempnandi; contradictores quoque auctoritate nostra per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendi plenam concedimus tenore presentium facultatem; non obstante si eis vel eorum alicui a Sede apostolica indultum existat quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem. — Datum Avinioni, kalendis ianuarii, anno tercio.

1. Pierre des Monts (n. 211), ou Bernard du Puy (n. 224), ou encore Hugues de Cardillon (n. 232), sinon Jean Richard (n. 233).
2. Hermance, dans le cant. de Genève.
3. Rumilly (Haute-Savoie), arrond. d'Annecy.

— 253 —

Le pape mande à l'évêque [1], *aux personnes ecclésiastiques, aux seigneurs et aux officiers civils du diocèse de Viviers, de concourir aux poursuites engagées par l'inquisiteur Hugues de Cardillon contre les hérétiques de ce diocèse.* — Avignon, 4 mars 1365.

Reg. Vat., t. CCXLVII, fol. 57 v°; Wadding, *Annal.*, ad ann. 1365, n. IV (*in ext.*); Lecacheux, *op. cit.*, n. 1620 (anal.); Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 936 *a* (*in ext.*).

Venerabili fratri episcopo Vivarien., ac dilectis filiis universis abbatibus, prioribus, et parochialium ecclesiarum rectoribus, aliisque personis ecclesiasticis, necnon dominis terrarum, aliisque nobilibus et universitatibus civitatis et castrorum, ac locorum diocesis Vivarien., ad quos presentes pervenerint. — Ad audientiam nostram... — Datum Avinioni, IV nonas martii, anno III.

In eund. modum nob. viro Guidoni, domino loci de Montelauro [2], militi Vivarien. diocesis.

In e. m. nob. viro .. domino castri de Rupe [3], militi Vivarien. diocesis.

1. Aymar de la Voulte; voir n. 148, note 1.

2. Le 31 octobre 1366, ce chevalier est recommandé par le pape au roi Charles V. *Reg. Vat.*, t. CCXLVIII, fol. 168 v°; Prou, *Relations politiques du pape Urbain V*, p. 152, n. 73, dans *Bibl. de l'École des hautes études*, fasc. 76.

3. Probablement Rocher (Ardèche), cant. et arrond. de Largentière.

— 254 —

Urbain V ordonne à l'évêque et à l'inquisiteur de Carcassonne de procéder à un supplément d'enquête dans l'affaire des sept capitaines de routiers, avant de prononcer la sentence [1]. — Avignon, 18 mars 1365.

Reg. Vat., t. CCXLVII, fol. 233; Lecacheux, *op. cit.*, n. 1644.

Ven. fratri Johanni, episcopo Carcassonen., et dilectis filiis inquisitori heretice pravitatis in partibus Carcassonen. ac eius locumtenenti, salutem, etc. — Dudum cum tu, frater episcope, nobiles viros Ademarium de Portabove, militem de comitatu Sabaudie, et Gerardum Fabri, de Duracio, Bernardum Rigaldi, Guillermum Arnaldi de Maloleone, Raymundum de Poquier, Bidonem de Podioguillelmi, ac Bernardum de la Borda, domicellos Agennen., Aduren., Sarlaten. et Convenarum diocesum [2], de heretica pravitate suspectos, de nostro mandato tuis teneres carceribus mancipatos, nos volentes quod per vos contra ipsos, contra quos de nostro mandato de infamia inquisiveratis, super veritate dicte pravitatis diligentius inquireretur, vobis et cuilibet vestrum per alias nostras litteras commisimus et mandavimus ut super verbis et factis eorum heresim sapientibus diligenter inquirere studeretis, ac depositiones testium quos reciperetis in predictis et totum processum Inquisitionis huiusmodi fideliter in scriptis redactos sub vestris sigillis clausis vel in autentica forma, cum ex ipsis super ferenda sententia plenius informari vellemus, nobis fideliter transmittere curaretis, prout in nostris inde confectis litteris plenius continetur [3]; vos huiusmodi

litteris reverenter receptis, sicut obedientie filii, ad executionem contentorum in ipsis litteris procedentes, eosdem nobiles ac nonnullos testes examinastis et ad alia processistis prout extitit rationis; que omnia in auttentica forma, tu, fili inquisitor, nobis personaliter detulisti. Verum quia hiis apud apostolicam Sedem mature discussis nobis pro maiori prolatione videtur quod dicti nobiles ac iidem testes de novo et alii etiam testes adhuc plenius examinentur, volumus ac vobis et cuilibet vestrum committimus et mandamus quatinus non obstante quod in processu seu causa huiusmodi per vos sit conclusum et per eosdem nobiles seu quosdam ex eis renunciatum defensionibus faciendis, eosdem iam receptos et alios testes de novo examinare curetis, ac contra ipsos nobiles alias procedatis prout rationis extiterit usque ad diffinitivam sententiam inclusive. Testes autem, etc. — Datum Avinioni, xv kalendas aprilis, anno tercio.

1. Voir sur cette affaire le n. 236 et les notes.
2. N. 246 et notes.
3. N. 248.

— 255 —

L'archevêque de Narbonne devra indemniser l'inquisiteur Guillaume Chevalier et le clerc Jacques Sophie, occupés au procès des sept capitaines de Compagnies, à l'aide des sommes d'argent qu'il a reçues, à titre de contribution, des prélats du Languedoc. — Avignon, 18 mars 1365 [1].

Reg. Vat., t. CCXLVII, fol. 64 v°; Lecacheux, *op. cit.*, n. 1642.

Venerabili fratri .. archiepiscopo Narbonen., salutem, etc. — Dudum tibi per nostras litteras dedimus in mandatis quod pro expensis custodie carceralis nobilium virorum Ademari de Portabove, militis de comitatu Sabaudie, Geraldi Fabri de Duratio, Bernardi Rigaldi, Guillelmi Arnaldi de Maloleone, Raymundi de Poquier, Bidonis de Podioguillelmi ac Bernardi de Laborda, domicellorum Agennen., Aduren., Sarlaten. et Convenarum diocesum, de heretica pravitate suspectorum, quos

ven. frater .. episcopus Carcassonen. de mandato nostro tenebat tunc temporis, prout tenet, carceratos, ac Inquisitionis contra eosdem nobiles faciende per ven. fratres nostros .. archiepiscopum Tholosanum eiusque suffraganeos, necnon Albien. et Castren. episcopos, pro ipsorum rata, secundum quod camere apostolice commune servitium per ipsos est solvi consuetum, faceres satisfactionem impendi; voluimusque quod tu et prefatus Carcassonen. episcopus ad huiusmodi expensas pro rata vestra contribuere curaretis. Cum autem dilecti filii Guillelmus Militis, ordinis fratrum predicatorum, inquisitor Carcassonen., ac Jacobus Sophie, clericus Carcassonen., bacalarius in legibus, in eodem negotio, ut audivimus, laboraverunt et expensas fecerunt multipliciter presertim ad romanam Curiam veniendo, tuque, ut ad nostrum pervenit auditum, certas pecunias ab eisdem archiepiscopo, suffraganeis et episcopis receperis pro premissis, volumus et tenore presentium fraternitati tue mandamus quatinus dictis inquisitori et Jacobo de expensis rationabilibus quas ipsos in dicto negotio iam fecisse et facere in futurum tibi constiterit, de huiusmodi pecuniis per te receptis vel recipiendis, prout equitas suadebit, satisffieri facias competenter. — Datum ut supra [Avinioni, xv kalendas aprilis, anno tercio].

1. Voir le n. 246 et les notes.

— 256 —

Guillaume Chevalier[1], *inquisiteur de Carcassonne, reçoit le pouvoir de conférer le notariat à Jean Alleman, clerc de Béziers, et à Jean Bunbelet, clerc de Carcassonne.* — Avignon, 21 mars 1365.

Reg. Aven., t. CLIX, fol. 377.

Dilecto filio Guillelmo Militis [*etc.*]. — Ne contractuum memoria... — Datum Avinioni, XII kalendas aprilis, anno tertio.

1. Guillaume Chevalier, n. 236, note 2.

— 257 —

Urbain V ordonne aux évêques et aux inquisiteurs du royaume de France de poursuivre les béguins ou béguards [1]. *Il transmet à l'évêque de Paris* [2] *un rapport sur la vie, les mœurs, les erreurs et les refuges de ces hérétiques; les autres prélats pourront en prendre connaissance.* — Avignon, 3 septembre 1365.

Reg. Vat., t. CCXLVII, fol. 309; Raynaldi, *Annal.*, an. 1365, n. XVII (*in ext.*); Paul Frédericq, *Corpus docum. Inquisitionis her. prav. Neerlandiae*, Gand, 1889-1896, t. I, p. 206, n. 208.

Venerabilibus fratribus universis archiepiscopis et episcopis, ac dilectis filiis inquisitoribus heretice pravitatis per regnum Francie constitutis ad quos presentes pervenerint, salutem, etc. — Super custodiam gregis... Sane ad audientiam nostram fidedigna relatione pervenit quod quidam filii Belial utriusque sexus, qui begardi, seu beguini vulgariter nuncupantur, et sub ovina pelle lupinam feritatem abscondunt multis erroribus detestabilibus involuti in diversis civitatibus, castris, villis, et locis regni Francie latitantes, nonnullos fideles, presertim simplices a via veritatis avertere et secum in gehennam trahere moliuntur. Nos igitur cupientes quod adversus talium nefandorum versutiam periculosam nimium oportunis remediis celeriter occurratur, discretioni vestre presentium tenore districte precipiendo mandamus quatinus, receptis presentibus, omni mora sublata, contra begardos eosdem ac credentes ipsorum erroribus, necnon fautores, defensores et receptatores eorum, cum omni diligentia, appellatione postposita, vestri officii debitum exequi studeatis, invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii secularis. Sic itaque super hiis vos reddatis solicitos et intentos quod, preter retributionem divinam, nostram et apostolice Sedis gratiam mereamini uberius obtinere. Ut autem de talium locis, vita, conversatione, ac erroribus sitis plene informati et contra eos procedere melius valeatis, quandam informationem super hiis nobis traditam venerabili fratri nostro .. episcopo Parisien., sub bulla nostra transmittimus cuius copiam singuli vestrum recipiant ab eodem. — Datum Avinioni, III nonas septembris, anno tercio.

1. Les béghards ou turlupins étaient venus d'Allemagne. Voir, sur leur extension dans ces pays, leurs croyances et leurs rites, Lea, *Hist. de l'Inquisition*, éd. franç., t. II, p. 419-428, 441-450, 462-464. Une femme de cette secte avait été brûlée à Paris en 1310; elle se nommait Marguerite Porète. Cf. Lea, *loc. cit.*, p. 144-145. Sous Charles V, il y eut une recrudescence de cette hérésie et le pape lança l'appel ci-dessus. La répression favorisée par le roi (n. 276) fut activement poussée par Jacques de Morey, inquisiteur de France (n. 274, note 1). Les livres et les vêtements des hérétiques furent brûlés sur le marché aux porcs. En 1373, on condamna au bûcher une sectatrice influente, Jeanne Daubenton. Le corps d'un hérétique de marque, son compagnon, décédé dans sa prison quinze jours avant la date fixée pour l'acte de foi, fut conservé dans de la chaux vive afin d'être donné en spectacle à la foule avant de devenir la proie des flammes. Raynaldi, *Annal.*, ad ann. 1373, n. 21. Jacques de Morey, inquisiteur « des Bougres », reçut du roi Charles V, le 2 février 1373, « pour en recompensation de plusieurs paines, missions et despens qu'il a eus, souffers et soustenus, en faisant poursuitte contre les Turlupins et Turlupines... » une gratification de 50 francs. Du Cange, *Glossarium*, au mot *Turlupini*. Le roi lui-même fut félicité par Grégoire XI, le 27 mars suivant (n. 276). Il résulte des lettres adressées par le même pontife, le 1er février 1373, à l'inquisiteur, que beaucoup d'hérétiques n'attendaient pas d'être poursuivis par le tribunal pour se convertir; ils quittaient spontanément l'hérésie et demandaient à être réconciliés (n. 274).

Voir, sur les béghards, Mosheim, *De beghardis et beguinabus commentarius*, Leipzig, 1790; Delacroix, *Essai sur le mysticisme en Allemagne au* XIVe *siècle*, Paris, 1899, p. 77-134; un bon résumé par F. Vernet dans *Dictionnaire de théologie catholique*, artic. *Béghards, béguines hétérodoxes.*

2. Étienne de Paris, docteur *in decretis*, doyen, puis (11 décembre 1363) évêque de Paris; promu au cardinalat (titre de Saint-Eusèbe), le 22 septembre 1368; mort le 17 octobre 1373. Baluze, *Vitae*, col. 1029; *Gall. christ.*, t. VII, col. 136-137; Eubel, *Hier.*, t. I, p 20, 410.

— 258 —

Le pape écrit à l'évêque de Paris dans le sens de la lettre qui précède. Il lui envoie le mémoire sur la vie et les erreurs des béghards. — Avignon, 3 septembre 1365.

Reg. Vat., t. CCXLVII, fol. 145.

Venerabili fratri ..[1] episcopo Parisien., salutem, etc. — Contra quosdam viros detestabiles appellatos beghardos diversis erroribus hereticalibus involutos quasdam nostras litteras inclusi tenoris venerabilibus fratribus nostris .. archiepiscopis et episcopis

constitutis per regnum Francie in quo iidem viri pestiferi morari dicuntur una cum presentibus destinamus. Informationem autem de qua in dictis litteris fit mentio tue fraternitati etiam presentibus inclusam transmittimus, cuius copiam communicabis archiepiscopis et episcopis prelibatis. — Datum Avinioni, III nonas septembris, anno tercio.

1. Cf. n. 257, note 2.

— 259 —

Urbain V ordonne à Guillaume Chevalier, inquisiteur de Carcassonne, de laisser aux ordinaires le soin de punir les blasphémateurs non suspects d'hérésie. — Avignon, 30 mai 1366.

Reg. Aven., t. CLXIII, fol. 54 v°, n. V, *de Curia.*

Dilecto filio Guillelmo Militis [1], fratrum ordinis predicatorum professori, in provincia Narbonen. inquisitori heretice pravitatis per Sedem apostolicam deputato, salutem et apostolicam benedictionem. — Cum secundum canonicas sanctiones blasphemi qui contra Deum vel aliquem sanctorum suorum et maxime beatam Virginem linguas suas in blasphemiam publice relaxare presumunt per suos diocesanos debeant puniri; tuque, sicut accepimus, contra blasfemos huiusmodi infra tui Inquisitionis officii terminos constitutos nonnunquam ipsius officii tui metas extendas, ex quo etiam sequitur ut tales qui forsan calore iracundie potius quam ex deliberato proposito in tales blasphemias inciderunt coram te ad iudicium evocari (*sic*), maiorem forsan in se quam deceret confusionem recipiunt et apud alios fideles suspicionis de fide notam incurrunt. Quocirca discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus de huiusmodi blasphemis puniendis, dummodo alias de heresi suspecti non existant, te nullatenus intromittas; sed blasphemos suis relinquas diocesanis, ut premittitur, puniendos. — Datum Avinioni, III kalendas iunii, pontificatus nostri anno quarto.

1. Guillaume Chevalier; n. 236, note 2.

— 260 —

L'archevêque d'Embrun demande au pape de désigner un commissaire apostolique qui sera chargé d'assigner aux curés et recteurs de la Valpute une partie des dîmes de leurs paroisses, actuellement perçues par des décimateurs étrangers. Par ce moyen, on pourra mettre à la tête des églises de cette contrée des hommes capables d'y combattre l'hérésie, qui jusqu'à ce jour a pu s'y développer librement. Le même prélat demande encore que l'on brise l'opposition de certains nobles qui entravent l'Inquisition, et qu'on lui accorde la faculté d'envoyer dans ces mêmes contrées quatre moines mendiants, avec mission de prêcher. — Avignon, 3 août 1366.

Reg. Supplic., t. XLIII (Urb. V, an. IV, part. II), fol. 273.

Beatissime Pater, in Valle que dicitur Pute [1], diocesis Ebredunen., et in quibusdam aliis locis circumvicinis viguerunt longis temporibus zizania heretice pravitatis [2], et licet tam per ordinarios quam per inquisitores aliquociens facte fuerint correctiones et punitiones plurium hereticorum in dictis locis [3], tamen non evulsis radicibus semper pullulant rediviva; quod ex eo potissimum videtur procedere quia propter locorum predictorum totaliter agrestium sterilitatem, incommoditatem et paupertatem, nulli sunt ibi viri litterati nec aliunde accedunt, et pauperes curati parochialium ecclesiarum propter tenuitatem ipsarum coguntur potius laborare et vivere de laboribus manuum suarum quam vacare ad addiscendum vel docendum scripturas et alia salubria et necessaria pro suis parrochianis; dyocesani vero vel inquisitores in transitu perfunctorio parum possunt proficere, et tamen diutius ibi manere non possent; cumque decime dictarum ecclesiarum parrochialium non per earum rectores sed per diversos earum patronos ecclesiasticos percipiantur, et presertim per prepositum Vulcien. [4], Taurinen. diocesis, ordinis S. Augustini, in octo vel decem parrochiis et per quosdam alios in aliis, ita quod quasi in tota dicta valle Pute et locis circumvicinis rectores seu vicarii curam animarum exercentes solum habent oblationes manuales, et vix inde vivere possint; propter quod nullus litteratus homo vult recipere ecclesias seu curas illas. Supplicatur S. V. quatinus committere dignemini et mandare alicui vel aliquibus de quibus eidem S. videbitur, qua-

tinus de predictis decimis talem portionem ecclesiis a quarum parrochiis vel parrochianis recipiuntur, auctoritate apost. faciant assignari, quod de cetero ad earum regimen possint persone ydonee et litterate secundum locorum ipsorum exigentiam et parrochianorum necessitatem inveniri et ordinari, nec alii in eisdem ecclesiis quomodolibet instituantur : non obstantibus... Et cum aliis clausulis oportunis.

Audiat, vocata parte, cardinalis de Canilhaco [5].

Item cum quidam potentes non permittant in locis predictis contra dictos hereticos debite procedi per ordinarios vel inquisitores, nec ipsos trahi extra loca predicta, sed per modos et vias exquisitas impediunt processus et executiones fieri contra eos, dignetur S. V. committere alicui vel aliquibus de dominis cardinalibus quod possint contra dictos potentes et quoscumque fautores ipsorum procedere prout eis videbitur.

Placet de predicto cardinali.

Item quod in premissis omnibus et singulis procedatur summarie et de plano et sine strepitu et figura iudicii, ac etiam sine libello, vel quocumque processu iudiciali, sed solum proposita veritate facti per modum articulorum et recepta informatione de qua videbitur commissario per S. V. deputando, et cum potestate citandi semel et pluries extra curiam et ad partes. Et cum aliis clausulis oportunis.

Fiat. B.

Item dignemini concedere eidem archiepiscopo [6], quod IIII^or religiosos cuiuscumque ordinis mendicantium pro predicando et instruendo et alia que oportuna fuerint faciendo contra errores predictos secum habere valeat et tenere et ad eadem loca mittere et facere residere, eisque locum aliquem ad manendum et proventus pro sustentatione sua deputare et assignare prout sibi videbitur oportunum, absque superiorum ipsorum religiosorum licentia vel consensu. Non obstantibus privilegiis...

Fiat. B.

Datum Avinioni, tertio nonas augusti, anno quarto.

1. La Valpute, ou Val-Louise, dans l'Embrunois (Hautes-Alpes)
2. Il s'agit des vaudois; cf. n. 232, note 2.
3. Sous Benoît XII (n. 147, 148, 149), sous Clément VI (n. 211); sous Urbain V (n. 232, 232 *bis*, 233, 237, 238, 241-244, 253).
4. Oulx, prov. de Turin, district de Suse (Italie).

5. Raimond de Canilhac, d'Auxerre, neveu de Clément VI, de l'ordre des augustins, d'abord prévôt de la cathédrale de Maguelonne; promu à l'archevêché de Toulouse, le 28 mars 1345; créé cardinal (du titre de Sainte-Croix-de-Jérusalem), le 17 décembre 1350; évêque de Palestrina, le 4 novembre 1361; mort le 20 juin 1373. Baluze, *Vitae*, t. I, p. col. 894; *Gall. christ.*, t. XIII, col. 40; Eubel, *Hier.*, p. 18, 515.

6. Pierre d'Ameil, ou Amelii; voir n. 267, note 4.

— 261 —

Le pape ordonne au franciscain Étienne de Tegula d'exercer des poursuites contre Pierre Garilh, de Publicis, Anthelmet de Revoilherio, Jacques d'Osiriaco, Houdin Bas de Huma, Benoît d'Armance, laïcs des diocèses de Turin, Genève, Savone et Gênes inculpés d'hérésie en cour d'Avignon. — Avignon, 2 novembre 1366.

Reg. Vat., t. CCXLVIII, fol. 275; Wadding, *Annal.*, ad ann. 1365, n. V (*in ext.*); Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 993 (*in ext.*)

Dilecto filio Stephano de Tegula [1], ordinis fratrum minorum professori, sacre theologie magistro. — Cum sicut accepimus... — Datum Avinioni, IV nonas novembris, anno IV.

1. Wadding, *loc. cit.*, lit *Regula.* Maître en théologie, à Avignon, en 1364. Eubel, *Bull. franc.*, t. VI, v. 902. Étienne de Tegula fut, par la suite, pénitencier des papes Grégoire XI et Clément VII. Le 21 septembre 1385, ce dernier lui remit la moitié du prix de la maison qu'il avait achetée pour son propre logement à Avignon. Étienne était mort, le 12 octobre 1394; à cette date, Benoît XIII donnait à son successeur dans cette maison le droit de s'y installer et d'y faire acte de propriétaire. Eubel, *Avign. Obedienz der Mendikantenorden zur Zeit des Grossen Schismas*, Paderborn, 1900, n. 408, 774; *Bull. franc.*, t. VI, n. 1330.

GRÉGOIRE XI

(1371-1378)

GRÉGOIRE XI

(1371-1378)

— 262 —

Grégoire XI ordonne à l'inquisiteur de Carcassonne de mettre en liberté, s'il l'en juge digne, l'ancien chef de routiers Bidon de Puyguilhem, jadis emprisonné pour hérésie et revenu à de bons sentiments. Il devra lui imposer quelques pénitences salutaires. — Avignon, 14 mai 1371.

Reg. Aven., t. CLXXIII (Grég. XI, t. I), fol. 334, n. 247; Doat, t. XXXV, fol. 134; Mahul, Cartul., t. V, p. 690 (anal.)

Dilecto filio [1] inquisitori heretice pravitatis in partibus Carcassonen. auctoritate apostolica deputato, salutem, etc. — Humilibus supplicum votis... Sane petitio pro parte Bidonis de Podio Guillelmi, laici Burdegalen. diocesis, nobis nuper exhibita continebat quod ipse qui dudum cum nonnullis dampnatis societatibus per regnum Francie discurrentibus, que de Peyriacho [2] nuncupabantur et de heresi fuerunt vehementer suspecte [3], propter heresim huiusmodi, quam secundum quod testes contra eum super hoc producti deposuerunt confessus extiterat, ad perpetuum carcerem extitit condempnatus et in eo extunc continue stetit suam penitentiam humiliter faciendo et vere penitens et a predicta heresi discedens ad gremium et unitatem sancte Matris Ecclesie redire desiderat quamplurimum et affectat; quodque illi qui eum propter huiusmodi heresim auctoritate apostolica condempnarunt liberandi eum ad huiusmodi carceribus quamvis contritus et redire velit, ut prefertur, nullam habent potestatem, quare pro parte dicti Bidonis nobis fuit humiliter supplicatum ut providere ei in premissis de benignitate apostolica dignaremur. Nos itaque... discretioni tue prefatum

Bidonem, si in iudicio conscientie tue tibi videatur quod ad hoc ipsius Bidonis merita suffragantur, liberandi a predicto carcere et sibi alias penitentias salutares auctoritate apostolica imponendi huiusmodi heresi per eum primitus abiurata tibi tenore presentium concedimus facultatem. — Datum apud Pontemsorgie, Avinionen. diocesis, II idus maii, anno primo.

1. J'ignore le nom du successeur de Guillaume Chevalier, créé, on le sait, patriarche de Jérusalem, le 22 juin 1369 (n. 236, note 2). Ce fut peut-être Durand Salvan (n. 206, note 3).

2. Peyriac (Aude), chef-lieu de cant., arrond. de Carcassonne.

3. Voir, sur les capitaines de routiers inculpés d'hérésie, le n. 236, note 4.

— 263-267 —

Lettres de Grégoire XI au comte Amédée de Savoie, à Aymar VI, comte de Valentinois, au gouverneur du Dauphiné, à l'archevêque d'Embrun et à l'évêque de Valence pour les exhorter à favoriser et à seconder l'œuvre de l'Inquisition dans leurs terres ou leurs diocèses [1]. — Avignon, 27 mars 1372.

Reg. Vat., t. CCLXVIII, fol. 128 v°.

Dilecto filio nobili viro Amedeo [2], comiti Sabaudie, salutem, etc. — Cum ex iniuncto nobis licet immeritis apostolice servitutis officio catholicam fidem specialiter tueri teneamur ipsiusque pro viribus ubilibet incrementa producere, ac eam a malignorum et pravorum quorumlibet hereticorum presertim atque credentium, fautorum, defensorum ac receptatorum ipsorum dolosis insidiis et fallaciis fraudulentis oportunis remediis preservare, nimio dolore replemur cum audimus aliquos vel sentimus ad ipsius fidei depressionem qualicumque maligna rate consurgere et ad demolitionem vinee Domini sabaoth nequiter anelare. Sane nuper ad nostrum non sine cordis amaritudine pervenit auditum quod in nonnullis tue ditioni subiectis et aliquibus aliis circumvicinis partibus adeo patenter heretice pravitatis error invaluit quod ibidem quamplurimi a veritate prorsus aversi euntes post devium falsitatis ac seipsos diversis et variis heresibus maculantes pestiferas ad concutiendum orthodoxe

murum fidei machinas construunt, ipsamque subvertere falsis et vulpinis impulsibus fallaciarum argumentationum (*a*) intendunt. Verum quia ad talium iniqua ubique prosternenda molimina eo animosius aspiramus quo perniciosius ea in dispendium animarum ambigimus redundare, nobilitatem tuam monemus, rogamus et hortamur attente obsecrantes per viscera Domini nostri Jesu Christi, et nichilominus per apostolica scripta mandantes quatinus pia meditatione pensato quantum tua et ceterorum catholicorum nobilium et magnatum interest ut induti loricam fidei ad illius vitanda pericula et hostium eius audaciam compescendam vos viriliter accingatis, ne dissimulare videamini illius per quem regimini et regitis iniuriam, quantum in te fuerit contra ipsos hereticos, credentes, fautores, defensores et receptatores eorum sic insurgere studeas, sic inquisitori huiusmodi heretice pravitatis per nos in partibus illis deputato circa tam pium commissum ei negotium salubriter exequendum consiliis, auxiliis et favoribus oportunis assistas quod tuo mediante suffragio per eius sacrum ministerium ac studium vigile et solicitudinem indefessam partes ipse ab huiusmodi pravis contagiis, assistente divina gratia, expurgentur, ac fidei catholice nitor multiplicetur et solidetur ibidem et clarius et lucidius elucescat in Dei honorem et eiusdem fidei incrementum, soliditatem et statum, ac provide ab eo cuius ages in hac parte negotium, inestimabile tibi premium compares et extolli possit dignis in Domino laudibus nomen tuum. — Datum Avinioni, VI kalendas aprilis, anno secundo.

Dilecto filio nobili viro Ademaro [3], comiti Valentin., salutem, etc. — Cum ex iniuncto... — Datum Avinioni, VI kal. aprilis, anno secundo.

Eodem modo, dilecto filio nobili viro gubernatori Dalphinatus Viennen. per carissimum in Christo filium nostrum Carolum, regem Francie illustrem [deputatum], mutatis mutandis, salutem, etc. — Datum ut supra.

Petro, archiepiscopo Ebredunen.[4], salutem, etc. — Ecclesiarum regimini presidentes ad hoc debent haberi soliciti ut ipsorum

(*a*) *Reg. : augmentationum.*

possit provenire subsidiis quod ubique vigeat gloria catholice puritatis (*a*). Sane nuper ad nostrum non sine cordis amaritudine pervenit auditum quod in nonnullis tue diocesis et aliquibus aliis circumvicinis partibus adeo patenter heretice pravitatis error invaluit quod ibidem quamplurimi a via veritatis prorsus aversi euntes post devium falsitatis ac se ipsos diversis et variis heresibus maculantes pestiferas ad concutiendum orthodoxe murum fidei machinas construunt, ipsumque subvertire falsis vulpinis impulsibus falentium argumentationum (*b*) intendunt. Verum quia a[d] talium iniqua ubique prosternenda molimina eo animosius aspiramus quo perniciosius ea in dispendium animarum ambigimus redundare, fraternitatem tuam hortamur attentius tibi nichilomnus per apostolica scripta mandantes quatinus contra ipsos hereticos, credentes, fautores, defensores et receptatores eorum, prout ad tuum spectat officium, sic iuxta canonicas sanctiones procedere studeas, sic inquisitori huius heretice pravitatis per nos in partibus illis deputato circa tam pium commissum ei negotium salubriter exequendum consiliis et auxiliis et favoribus oportunis assistas, quod tuo mediante suffragio per tuum et eius sacrum ministerium ac studium vigile et solicitudinem indefessam, partes ipse ab huiusmodi pravis contagiis assistente divina gratia expurgentur, ac fidei catholice nitor multiplicetur et solidetur ibidem et clarius et lucidius elucescat; tuque proinde preter eterne retributionis premium nostram et apostolice Sedis benedictionem et gratiam uberius consequi merearis. — Datum Avinioni, VI kalendas aprilis, anno secundo.

Eodem modo, ven. fratri ..[5] episcopo Valentin. et Dien., mutatis mutandis, salutem, etc. — Datum ut supra.

(*a*) *Reg.* : ubique *vigent... puritas.*
(*b*) *Reg.* : *augmentationum.*

1. Sur l'action de Grégoire XI contre les vaudois du Dauphiné, voir n. 286-308 et Introduction, p. LVII sq.

2. Amédée VI; voir n. 235, note 4.

3. Aymar VI; voir n. 235, note 5.

4. Pierre d'Ameil, bénédictin, d'abord archevêque de Vienne (27 avril 1362), puis de Naples (9 janvier 1363); enfin d'Embrun, le 5 septembre 1365. Il fut fait cardinal du titre de Saint-Marc, le 16 décembre 1378, par Clément VII;

il mourut le 10 août 1389. Baluze, *Vitæ*, col. 1252; *Gall. christ.*, t. III, col. 1088-1089; t. XVI, col. 110; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 26, 243, 377, 559. Voir dans Denifle, *La désolation des églises, etc.*, t. II, p. 788-819, un choix de lettres de l'archevêque d'Embrun touchant l'invasion des Provençaux en Dauphiné (n. 260).

5. Louis de Villars, archidiacre de Lyon; promu à Valence le 5 mai 1354; mort le 3 sept. 1377. *Gall. christ.*, t. XVI, col. 325-326; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 542.

— 268 —

Grégoire XI donne, pour cinq ans, à l'évêque de Mariana, un mandat d'inquisiteur contre les hérétiques de l'île de Corse. Le prélat, religieux de l'ordre des carmes, jouira des privilèges et exercera les pouvoirs concédés aux inquisiteurs pris dans le même ordre. Il tiendra le pape au courant des progrès de sa mission dans l'île. — Pont-de-Sorgues, 14 mai 1372.

Reg. Aven., t. CLXXXVII, fol. 142 v°; Ximenes, *Bullar. carmelitan.*, t. III, p. 95.

Venerabili fratri Petro [1], episcopo Maranen., salutem, etc. — Precunctis nostre mentis... Sane dolentes accepimus quod in insula Corsice adeo heretice infidelitatis diversimode error invaluit quod ibidem quamplurimi a via veritatis prorsus aversi euntes post devium falsitatis ac se ipsos diversis et variis heresibus maculantes pestiferas ad concutiendum orthodoxe murum fidei machinas construunt mollientes ipsam fallacium argumentationum dolosis, falsis et vulpinis impulsibus demoliri; verum, licet ubilibet Sedis apostolice diligentia contra talium periculosam et dolosam astutiam, ne diffusius huiusmodi serpat morbus, remedium libenter adhibeat oportunum, in predicta tamen insula cupientes anxie ut negotium fidei iugi profectu elisis omnino quibuslibet erroribus, heresumque quarumlibet eradicatis vepribus forcius convalescat, studemus ad hoc nec immerito per nos et alios attentius vigilare; providemus itaque in predicta insula aliquam circumspectam personam ad presens quo tanto negotio deputari, cuius honesta conversatio exemplum tribuat puritatis et doctrinam fundant erudita labia salutarem ut sacro ipsius ministerio ac vigili studio et sollicitudine indefessa prefata insula ab huiusmodi pravis contagiis assistente divina gratia expurgetur ac fidei

catholice nitor multiplicetur et solidetur ibidem et clarius et lucidius elucescat in Dei honorem et eiusdem fidei incrementum, soliditatem et statum. Cumque de prudentie tue industria, de qua nobis a fidedignis laudabile testimonium perhibetur, plenam in Domino fiduciam habeamus, propter quod ad ministerium tuum ad id specialiter exequendum et debite ac prout tanti negotii requirit assiduitas vigiliter et solicite prosequendum eligimus, fraternitati tue per apostolica scripta sub virtute sancte obedientie firmiter precipiendo mandamus in remissionem tibi peccaminum iniungentes, quatinus Inquisitionis officium in prefata insula contra hereticos, credentes, fautores, defensores et receptatores eorum iuxta formam canonum et auctoritatem fratribus ordinis beate Marie de Monte-Carmeli, cuius professor existis, inquisitoribus huiusmodi pravitatis deputatis auctoritate apostolica et imposterum deputandis concessam solerter et solicite exequi studeas et procures. Nos enim te ad prefatum officium exequendum in dicta insula expresse deputamus ac illam potestatem et auctoritatem te habere volumus in dicta insula, que fratribus dicti ordinis, inquisitoribus pravitatis heretice in aliis locis et provinciis in quibus eam exercent, noscitur esse concessa, ac in extensione predictorum plenam tibi concedimus iuxta formam canonum tenore presentium facultatem [2]. Et quia extirpationem predictarum heresum que in dicta insula periculose pululare dicuntur et incrementum catholice fidei zelamus ex corde, volumus [et] mandamus ut frequenter de statu fidei in dicta insula et executione tui officii nos informare procures ut si per te ad extirpationem prefatarum heresum et hereticorum, credentium, fautorum, defensorum et receptatorum ipsorum conculcationem aliud remedium adhiberi oporteat certificati per te possimus officii nostri debitum in predictis et ea contingentibus salubriter impartiri. Per hoc autem locorum diocesanis nullum volumus preiudicium generari. Presentibus post quinque annos minime valituris. — Datum apud Pontem Sorgie, Avinion. diocesis, II idus maii, anno secundo.

1. Pierre Raymond, carme, maître en théologie; évêque de Nebbio, le 21 juillet 1363; transféré à Mariana, le 10 avril 1364. Eubel, *Hier.*, t. I, p. 340, 377.

2. Sur l'Inquisition en Corse, voir les n. 279, 280, 309, et l'Introduction, p. XIII sq., XXXII.

— 269-270 —

Grégoire XI étend aux juifs d'Avignon et du comté de Provence les dispositions de la bulle concédée par Boniface VIII à ceux du Comtat Venaissin, à savoir: la faculté d'être soumis dans les procès d'hérésie qui pourraient leur être intentés, à la règle ordinaire touchant la publication des noms des témoins, lorsque tout danger pour ceux-ci est écarté. Les inquisiteurs, prétextant la puissance des accusés, refusaient souvent de faire cette révélation. — Pont-de-Sorgues, 1er juin 1372.

Reg. Aven., t. CLXXXV, fol. 431.

Universis et singulis Iudeis in civitate nostra Avenionen. constitutis, catholice fidei cognoscere veritatem. — Dudum fel. rec. Bonifacius papa VIII predecessor noster ex certis causis motus universis et singulis Iudeis in comitatu Venayssini constitutis quoddam privilegium per suas certi tenoris litteras concessit, cuius privilegii tenor sequitur in hec verba [1] :

« Bonifacius episcopus, servus servorum Dei, universis et singulis Iudeis de comitatu Venayssini ubilibet constitutis, catholice fidei cognoscere veritatem. — Exhibita pro parte vestra non sine gravi querela petitio continebat, quod licet nos nuper inter cetera statuerimus [2] ut, cessante periculo quod propter potentiam personarum contra quas inquiritur super heretica pravitate, testibus in inquisitionis huiusmodi causa receptis et accusatoribus etiam imminere posset, eisdem personis eorumdem testium et accusatorum nomina, prout in aliis fit iudiciis, publicentur, inquisitores tamen pravitatis eiusdem in casibus in quibus contra vos auctoritate apostolice Sedis ad inquirendum descendunt, vos asserentes potentes, publicationem huiusmodi vobis aliquando facere denegant; sicque vobis ex hoc debite deffensionis facultas subtrahitur et vos odientibus iniuste nocendi materia preparatur. Nos autem considerantes imbecillitatem vestram et propterea vos etiam si divitiis habundetis impotentum numero ascribentes, volumus ut tanquam impotentibus predicti inquisitores in casibus in quibus contra vos possunt eadem auctoritate inquirere vobis predictam publicationem faciant nec potentiam ad eam denegandam pretendant nisi adeo de potentia illius contra quem in dictis casibus inquiretur

esset notorium quod non posset quin esset potens aliqua tergiversatione celari vel per negationem in dubium revocari. Quod si super huiusmodi potentia dubietas oriatur, precipimus ut per inquisitores non facta vobis publicatione iamdicta, ad ulteriora minime procedatur antequam id dicte Sedi refferant et responsionem obtineant ab eadem; decernentes irritum et inane si secus super hiis contigerit attemptari. Nulli ergo [*etc.*]. — Datum Anagnie, nonis iulii, pontificatus nostri anno quinto. »

Nos igitur ex similibus causis moti pariter et inducti privilegium ipsum ad vos et vestrum singulos auctoritate apostolica extendimus, vobisque nichilominus concedimus per presentes quod privilegio ipso perinde a data presentium gaudere et uti possitis ac si vobis universis et singulis per dictum Bonifacium, predecessorem, specialiter et expresse concessum extitisset. Nulli ergo [*etc.*]. — Datum apud Pontem Sorgie, Avinionen. diocesis, kalendis iunii, anno secundo [3].

Universis et singulis iudeis in comitatu provincie Provincie constitutis, catholice fidei cognoscere veritatem. — Dudum fel. rec. [*etc., comme ci-dessus, jusqu'à la fin*].

1. Digard, *Reg. de Boniface VIII,* n. 3063, 3215.
2. *Sexti Decret.,* lib. V, tit. II, cap. 20. Avant Boniface VIII, on avait une tendance à supprimer toujours les noms des témoins dans la copie des charges livrée à l'accusé. Après lui, on put communiquer ces noms lorsque tout danger de vengeance de la part de ce dernier, s'il était puissant, avait disparu. Cf. n. 230 note 2.
3. Voir d'autres lettres de protection accordées aux juifs contre les inquisiteurs aux n. 230, 271, 318.

— 271 —

Le pape confère à la copie des bulles de Boniface VIII insérée dans le présent document l'autorité de l'original lui-même. — Pont-de-Sorgues, 1er juin 1372.

Reg. Aven., t. CLXXXV, fol. 431 v°.

Universis et singulis Iudeis in comitatu nostro Venayssini-

ubilibet constitutis, catholice fidei cognoscere veritatem. — Provisionis nostre provenire debet studio ut ius suum cuilibet conservetur. Hinc est quod nos tenorem quarumdam litterarum fel. record. Bonifacii pape VIII, predecessoris nostri, in regestro ipsius predecessoris repertum pro eo quod, sicut vestra petitio nobis nuper exhibita continebat, litteris ipsis indigetis, de regestro ipso de verbo ad verbum transcribi et ad vestre petitionis instantiam presentibus annotari fecimus, qui talis est :

« Bonifacius episcopus, servus servorum Dei [*etc., comme ci-dessus, n. 269, jusqu'à la fin*]. »

Ceterum ut earumdem litterarum tenor predictus sic insertus omnimodam rei seu facti certitudinem faciat, apostolica auctoritate decernimus ut illud idem robur, eamque vim, eundem vigorem dictus tenor per omnia habeat que haberent originales littere supradicte et eadem prorus eidem tenori fides adhibeatur quandocumque et ubicumque in iudicio vel alibi ubi fuerit exhibitus vel ostensus et eidem stetur firmiter in omnibus, sicut eisdem originalibus litteris staretur si forent exhibite vel ostense. Per hoc autem nullum ius de novo alicui acquiri volumus, sed antiquum tantummodo conservari. Nulli ergo [*etc.*]. — Datum apud Pontem Sorgie, Avinionen. diocesis, kalendis iunii, anno secundo.

— 272 —

Grégoire XI ordonne aux inquisiteurs dominicains et franciscains de poursuivre, chacun dans la contrée soumise à sa juridiction, les chrétiens apostats qui ont passé à l'islamisme et les mahométans convertis retournés à Mahomet. — Villeneuve-lès-Avignon, 3 août 1372.

Reg. Vat., t. CCLXIV, fol. 52 v°; Wadding, *Annal.*, ad ann. 1372, n. XXXVI (*in ext.*); *Bull. rom.* (Cocquelines), Greg. XI, n. VIII; Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 1214 (*in ext.*).

Dilectis filiis fratribus predicatorum et minorum ordinum inquisitoribus heretice pravitatis. — Admodum dolenter audi-

vimus. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, III nonas augusti, anno II.

— 273 —

Le pape ordonne à l'archevêque de Toulouse et à Hugues de Verdun, maître en théologie, inquisiteur dans cette même ville, d'exercer des poursuites contre certains clercs et religieux de Toulouse qui, dans leurs discours, leurs leçons ou leurs disputes, ont proféré et enseigné des doctrines erronées ou entachées d'hérésie. — Avignon, 18 novembre 1372.

Reg. Vat., t. CCLXIV, fol. 169 v°; *Reg. Vat.*, t. CCLXXXIII, fol. 253; Raynaldi, *Annal.*, an. 1372, n. 35; Ripoll, *Bullar.*, t. II, p. 275 (*in ext.*).

Ven. fratri .. [1] archiepiscopo Tholosano, et dilecto filio Hugoni de Verduno[2], ordinis fratrum predicatorum professori, magistro in theologia, inquisitori heretice pravitatis in partibus illis auctoritate apostolica deputato, salutem, etc. — Si quis culpas... Sane nuper displicenter accepimus quod in civitate Tholosana nonnulle persone ecclesiastice seculares et etiam regulares plura sapere quam oporteat contra doctrinam apostoli temere appetentes in suis predicationibus, disputationibus, responsionibus, determinationibus ac lecturis nonnulla erronea et fidei orthodoxe contraria predicare, docere, tenere et asserere non verentur in animarum suarum periculum, christifidelium perniciosum exemplum et scandalum plurimorum; nos igitur, prout ex debito tenemur pastoralis officii, tam circa correctionem excessum huiusmodi, ne sanguis predictorum de nostris manibus requiratur, quam circa suarum salutem animarum providere salubriter cupientes ac sperantes id posse per nostre diligentie studium feliciter divina suffragante gracia provenire, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus omnes et singulas seculares et alias religiosas [personas], qui Tholose erroremali quem contrarium fidei orthodoxe predicaverint aut in futurum predicabunt, vel docuerunt, seu tenuerunt, aut asseruerunt vel in futurum hoc facient in suis disputationibus, responsionibus, determinationibus, aut lecturis auctoritate apostolica prout visum fuerit corri-

gatis, puniatis, et ipsos huiusmodi eorum errores revocare compellatis; inhibendo districtius dilectis filiis .. cancellario et rectori studii Tholosani ac aliis quibuscumque, ne in premissis aut aliquo eorumdem vos quovismodo impedire presumant; et si secus egerint, ipsos ad desistendum ab huiusmodi impedimentis per censuram ecclesiasticam appellatione remota previa ratione compellatis. Non obstantibus [*etc.*]. — Datum Avinioni, XIIII kalendas decembris, anno secundo.

1. Geoffroy de Vayrols; voir 246, note 8.
2. Nous ne pouvons affirmer avec certitude que Hugues de Verdun succéda immédiatement à Pierre de Salgues (cf. n. 207, note) à l'Inquisition de Toulouse. La première mention qui soit faite de cet inquisiteur se trouve dans le présent document. Parmi les personnes ecclésiastiques auxquelles cette bulle fait allusion, il faut, sans doute, compter le curé de la Dalbade, à Toulouse, à qui Hugues de Verdun fit un procès, en 1383, pour erreurs contre le sacrement de pénitence. Le malheureux fut soumis à une rétractation publique dans sa propre église. Percin, *Inquisitio*, p. 103; *Monum.*, p. 80. On mentionne un acte de foi célébré, en 1374, au mois de juillet, dans la cathédrale de Toulouse. *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 402. Voir, n. 310, le procès fait à un pauvre visionnaire. Hugues se démit de sa charge en octobre 1386; et, le 12 de ce mois, il fut nommé pénitencier du pape (n. 320). Bernard Bosquarel prit sa place à la tête de l'Inquisition (n. 320).

— 274 —

Le pape ordonne à l'inquisiteur de France d'absoudre et de relever de leurs censures les turlupins ou lollards qui désireront revenir à l'unité de l'Église, pourvu que leur repentir soit sincère et à condition d'accomplir une pénitence salutaire. — Avignon, 1er février 1373.

Reg. Vat., t. CCLXV, fol. 18 v°, *de Curia.*

Dilecto filio ..[1] inquisitori heretice pravitatis in regno Francie auctoritate apostolica deputato, salutem, etc. — Sicut pia mater... Sane nuper ad nos fidedigna relatione pervenit quod sepe contingit ut aliqui de habitu, secta, statu seu ritu Beguinorum, qui alias Turlupini seu Lolardi in certis locis nuncupantur, commorantes in partibus in quibus tibi a Sede apostolica Inquisitionis heretice pravitatis officium est commissum se excommu-

nicatos et eorum sectam, statum seu ritum huiusmodi per sanctam matrem Ecclesiam dampnatos esse recognoscentes, cupiunt huiusmodi habitum abicere et sectam, statum seu ritum predictos relinquere et ad caulam gregis dominici ac unitatem sancte matris Ecclesie perpenso consilio revocare. Cumque predicta Ecclesia tanquam pia mater fidelium non claudat gremium ad eam in humilitatis spiritu redeuntibus, quinymo animabus propriam salutem sicientibus libenter fontem aperiat pietatis, discretioni tue omnes et singulos excommunicatos eosdem qui huiusmodi habitum, sectam, statum seu ritum dimiserint, et ab excommunicationis seu excommunicationum huiusmodi sententia seu sententiis, quibus propter premissa vel alios eorum excessus ligati fore noscuntur, humiliter petierint se absolvi, ab eisdem sententiis, nisi talia fuerint propter que Sedes apostolica sit merito consulenda, post dimissionem huiusmodi iuxta formam Ecclesie consuetam auctoritate apostolica absolvendi, imposita eis penitentia salutari, et aliis que de iure fuerint iniungenda, et inter alia quod de cetero talia non committant, plenam concedimus tenore presentium facultatem. Volumus autem quod si iidem absoluti post absolutionem huiusmodi in resumptione, servatione, seu immitatione (*sic*) habitus, secte, status, seu ritus predictorum deliquerint, ipso facto in priores sententias relabentur. — Datum Avinioni, kalendis februarii, anno tertio.

1. Jacques de Morey (ou de Moray), bourguignon, était professeur de théologie à l'école de la cathédrale de Lyon, lorsque l'archevêque et le chapitre supplièrent Urbain V de faire admettre ce religieux, recommandable par sa science et ses vertus, comme « lecteur » des Sentences à l'Université de Paris. Urbain V accéda à cette requête, le 26 février 1363. En même temps il chargea le chancelier de Paris de conférer à Jacques, s'il l'en jugeait digne, le titre de docteur et le pouvoir d'enseigner. Denifle, *Chartul.*, t. III, p. 98, n. 1271 et note.

En 1368, le provincial de France le nomma inquisiteur de Paris. Clément VII le confirma en charge onze ans plus tard, le 3 décembre 1379 (n. 312). Ce juge fit, en 1381, de concert avec l'évêque de Paris, un procès retentissant au prévôt Hugues Aubriot (n. 319 et notes). En 1385, « âgé d'environ cinquante ans, » il déposa comme témoin à charge dans le procès intenté par l'Université à Jean Blanchart, chancelier, accusé d'abus et de cupidité dans la collation des grades. Denifle, *Chartul.*, t. III, n. 1504-1522; surtout, chefs d'accusation : n. 1511; et dépositions des témoins : n. 1513. Étant inquisiteur de France, il reçut à diverses reprises, de Clément VII, le pouvoir de conférer le grade de docteur à plusieurs de ses frères en religion. Eubel, *Avign. Obedienz der Mendikantenorden zur Zeit des Grossen Schismas*, n. 72, 622, 749.

Après l'élection de Raoul de Bonneville à l'évêché de Vaison (28 mars 1386)

Jacques de Morey fut fait maître des écoles de théologie du Palais apostolique d'Avignon. Denifle, *Chart.*, t. III, p. 98, note. Il eut pour successeur à l'Inquisition de Paris le frère Vital. Denifle, *op. cit.*, p. 303, note 1. Il mourut à Avignon, en 1394, et Jean Gay le remplaça, le 9 juillet de cette année, dans la charge qu'il occupait. Denifle, *op. cit.*, p. 293, n. 1455, note.

Sur l'action de Jacques de Moray contre les turlupins, voir n. 257, note 1.

— 275 —

Grégoire XI décide que les inquisiteurs de la foi appartenant aux deux ordres franciscain et dominicain pourront se rendre auprès de la Curie, accompagnés d'un socius, *sans avoir l'autorisation de leurs supérieurs; qu'il leur sera loisible de choisir tel autre compagnon qu'ils voudront parmi les frères de leur province* [1]. — Avignon, 6 février 1373.

Eymeric, *Directorium inquisitorum*, Venetiis, 1607, part. II, p. 137; Ripoll. II, *Bullar.*, t. II, p. 276; Eubel, *Bull.*, t. VI n. 1243 (*in ext.*).

Gregorius episcopus, servus servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. — Negotia catholice fidei... — Datum Avinioni, VIII idus februarii, pontificatus nostri anno tercio.

1. L'inquisiteur est toujours accompagné d'un religieux de son ordre, nommé *socius*, qui l'assiste dans ses besoins spirituels, l'aide de ses conseils, lui sert de moniteur, et prend part avec lui aux actes de l'office. Le chapitre général du Puy (1344) avait décidé que les inquisiteurs dominicains, devant comme les autres frères obéissance à leurs supérieurs en ce qui ne concernait pas leur office, nul d'entre eux ne prendrait de *socius* sans l'avis de ses supérieurs. Cette règle était portée sous peine de destitution. Reichert, *Acta capit. gen.*, t. II, p. 295.

On voit, d'après la bulle n. 275, que le pape fut le premier à légitimer l'infraction à ces ordonnances. Divers chapitres généraux avaient interdit à tous les frères de se rendre *in Curia*, sans l'autorisation du maître général; ainsi, ceux de 1329, 1330, 1331. Reichert, *op. cit.*, t. II, p. 192, 210, 219, etc. Voir Introduction, p. XXXII sq.

— 276 —

Grégoire XI félicite le roi Charles V du zèle avec lequel il seconde l'œuvre des inquisiteurs contre les béghards et les turlupins[1]. *Il l'exhorte à montrer le même empressement contre les vaudois du Dauphiné; en particulier à ne pas tolérer que ses officiers et les nobles dauphinois entravent la poursuite des hérétiques. Il en est, en effet, qui, loin d'y concourir, comme ils le devraient, la rendent très pénible, sinon impossible, au point qu'on pourrait les prendre pour des fauteurs de l'hérésie et des hérétiques*[2]. — Avignon, 27 mars 1373.

Reg. Vat., t. CCLXIX, fol. 37; Raynaldi, *Annal.*, ad ann. 1373 n. XIX (*in ext.*).

Carissimo in Christo filio Carolo, regi Francie illustri. — Christianorum principum regum Francie progenitorum tuorum fervidum zelum ad fidem catholicam, quem scripta diversa testantur et fama publica manifestat, grata memoria recolentes, et te inclitum imitatorem ipsorum in hoc et aliis bonis operibus attendentes, ac tenentes indubie quod negotia dicte fidei pro Dei reverentia suscipiens cordialiter commendata illa promovebis pro viribus, et officialium subditorumque tuorum in hac parte negligentes (*a*) et culpas alias, cum illas agnosces nullatenus sustinebis; ad devotam magnitudinem tuam apostolica sollicitudo, que circa hoc invigilare tenetur, recurrit cum fiducia speciali. Audivimus siquidem sepius, fili carissime, quod hostis humani generis, circuiens semper et querens quos devoret, ubi maiora viderit opera sanctitatis, ibi virilius satagit sue venenum effundere pravitatis, in regni tui, quod pre ceteris mundi regnis preclaruit, prout preclaret, fide et operibus virtuosis, in aliquibus partibus in nonnullis personis utriusque sexus, presertim de secta Begardorum, qui alias Turlupini dicuntur, sparsit semen pestiferum multiplicis heretice pravitatis; quodque ingens tua devotio, de hiis aliqua sentiens ab inquisitoribus pravitatis eiusdem, ferventer incepit circa ea regie potestatis remedia adhibere, de quo eam dignis laudibus commendamus. Audivimus etiam relatibus fidedignis quod in partibus Delfinatus Viennensis et

(*a*) Corr. avec Raynaldi : *negligentias*.

aliis locis vicinis eisdem est quorumdam hereticorum, qui vocantur Valdenses, maxima multitudo : et quod quidam officiales tui dilectos filios .. inquisitores dicte pravitatis in eisdem partibus deputatos non solum non iuvant, ut deberent, in suo Inquisitionis officio, immo multa impedimenta, ut sequitur, contra ipsos prestare presumunt : videlicet quod eosdem inquisitores, ne possint procedere contra dictos hereticos, impediunt indirecte, eisdem assignando ut plurimum loca minus tuta ad procedendum contra hereticos prelibatos; et quod non permittunt ut iidem inquisitores procedant sine iudice seculari et compellunt eosdem quod processus suos iudicibus secularibus ostendant, si quos fecerint sine ipsis. Hereticos quoque seu suspectos de heresi, captivatos per inquisitores eosdem eis irrequisitis precipiunt a carceribus liberari. Requisiti preterea a dictis inquisitoribus quod prestent iuramentum a iure dispositum de expugnando hereticos et suspectos de heresi, illud prestare contemnunt. Aliqui etiam nobiles Dalfinatus eiusdem hereticos et suspectos de heresi contra quos per inquisitores proceditur memoratos, receptare ac fovere multipliciter non verentur. Quare devotam serenitatem tuam requirimus et hortamur in Domino quatinus premissa zelo fervoris regii utique detestanda devote considerans, eis et similibus, de quibus diligenti facias indagatione perquiri, toto tuo nisu pro Dei et dicte fidei reverentia studeas opportunis remediis obviare, precipiens (*a*) expedite sine quolibet impedimento in premissis et aliis, que pro dicte fidei conservatione utilia erunt pro tempore, sic te reddens fervidum, solicitum ac promptum, quod pugil magnificus eiusdem fidei presentibus et futuris temporibus reputeris, et apud Deum et homines veris laudum preconiis gloriosius extollaris, dictumque regnum et Dalphinatus in sua consueta devotione et cultura fidei mediantibus tuis piis operibus et favoribus conserventur. — Datum Avinioni, VI kalendas aprilis, anno tertio.

a) Reg. : *percipi eis.*

1. Voir n. 257, note 1.
2. Sur l'action de Grégoire XI contre les vaudois, voir n. 286-308 et l'Introduction, p. LVII sq.

— 277 —

Grégoire XI exhorte le roi de France à étendre à toutes les provinces de son royaume la pratique usitée en Languedoc à l'endroit des émoluments dus aux inquisiteurs et à leurs officiers. Dans cette province, ceux-ci reçoivent une pension du Trésor royal et abandonnent aux officiers du roi la part des confiscations et des amendes qui devrait leur revenir. — Avignon, 27 mars 1373.

Reg. Vat., t. CCLXIX, fol. 37 v°.

Carissimo in Christo filio Carolo, regi Francie illustri, salutem, etc. — Super negotiis catholice fidei in tuo regno dante Domino efficaciter promovendis tibi, tamquam christianissimo principi, eiusdem fidei zelatori precipuo, quedam salubria per alias nostras litteras reseramus in quibus non dubitamus devotam serenitatem tuam daturam operam efficacem. Inter alia autem remedia in hac parte multum utilia illud non solum utile sed necessarium extimatur quod inquisitores heretice pravitatis pro se suisque sociis et familiaribus competenter habeant unde valeant sustentari, ne ex defectu sumptuum et aliorum necessariorum a prosecutione tam pii tamque ardui negotii retrahantur. Unde cum sicut audivimus in tuis partibus lingue occitane certa pensio annua de bonis regalibus inquisitoribus tribuatur et curie seu officiales tui omnes condempnationes seu mulctas factas per inquisitores eosdem percipiant, cuiusmodi modus ex pluribus considerationibus nobis extitit acceptus, prefatam serenitatem rogamus attentius quatinus modum huiusmodi in toto dicto regno facias observari. Alioquin universis officialibus tuis velis districte precipere quod portionem de bonis damnatorum per inquisitores solitam percipi eis expedite sine quolibet impedimento faciant assignari [1]. — Datum Avenione, VII kalendas aprilis, anno tertio.

1. Sur cette question des dépenses de l'Inquisition, voir Introduction, p. XXXVIII sq.

— 278 —

Lettre aux archevêques et évêques de France, résidant à Paris, pour les engager à rappeler au roi les devoirs d'un prince chrétien à l'endroit de l'hérésie. Si le roi refuse de servir aux inquisiteurs la pension qui leur est due, le pape chargera les évêques de la payer[1]. *Ordre aux nonces apostoliques de remettre la présente lettre et celle qui précède à leurs destinataires.* — Avignon, 27 mars 1373.

Reg. Vat., t. CCLXIX, fol. 38.

Venerabilibus fratribus universis .. archiepiscopis et .. episcopis regni Francie, Parisius commorantibus, vel maiori parti eorum, salutem, etc. — Ecce, venerabiles fratres, quod, sicut admodum dolenter audivimus, in precipuo agro dominico, videlicet regno Francie, quod a maculis heretice pravitatis consuevit esse mundius preceteris regnis fidelibus, vepres et tribuli non absque cultorum negligentia ex hostis humani generis operatione succrescunt; propter quod carissimo in Christo filio Carolo, regi Francie illustri, scribimus secundum formas presentibus interclusas. Vestre igitur fraternitati precipiendo mandamus quatinus dictum regem de institutis canonicis et principum legibus loquentibus de auxilio et favore que seculares potestates et officiales tenentur dare contra hereticos pro defensione fidei prelibate, et de penis que ipsis, si negligentes fuerint, infliguntur, eumdem regem ad providendum efficaciter super hiis que sibi scribimus providis vestris persuasionibus inducere studeatis. Nos enim non intendentes quod inquisitores dicte pravitatis, qui in hac parte onus presulum ferunt, egestate laborent, et propter expensarum defectum a prosecutione sui officii retrahantur, si prefatus rex de pensione de qua sibi scribimus noluerit inquisitoribus providere, ordinare omnino intendimus quod locorum ordinarii solvant huiusmodi pensionem. — Datum Avinioni, VI kalendas aprilis, anno tertio.

Dilectis filiis Raimundo, abbati monasterii Conchen., Ruthenen. diocesis, et Egidio Sancii, preposito in ecclesia Valentin., apostolice Sedis nunciis, salutem, etc. — Pro certis negotiis fidei catholice scribimus karissimo in Christo filio nostro Carolo regi Francie illustri et prelatis ipsius regni Parisius commorantibus

secundum tenores presentibus interclusos. Quare discretioni vestre precipiendo mandamus quatinus litteras nostras alligatas presentibus ipsis regi et prelatis ex parte nostra presentetis et apud eos negotia contenta in ipsis litteris solicite prosequi studeatis, nobis quid super hiis factum fuerit quantocitius rescripturi, procuretisque habere a dicto rege litteras oportunas ad gubernatorem Dalfinatus et suos consiliarios easque nobis quantocitius poteritis destinetis. — Datum Avinioni, VI kalendas aprilis, anno tertio.

1. Voir la bulle qui précède.

— 278 bis —

Grégoire XI exhorte la reine de Naples à introduire dans son royaume et dans le comté de Provence la pratique usitée en France et relative à la pension à servir aux inquisiteurs sur les revenus royaux. A tout le moins devra-t-elle permettre aux inquisiteurs de percevoir la part qui leur revient sur le produit des confiscations. — Avignon, 27 mars 1373.

Reg. Vat., t. CCLXIX, fol. 38.

Carissime in Christo filie regine Sicilie illustri, salutem, etc. — Inter omnia que anime tue salutem et reginalem honorem concernere dinoscuntur illud reputamus esse precipuum ac attentissima diligentia observandum ut regnum et terre tue conserventur catholica ac purgata omni labe heretice pravitatis, eorumque incole eo acceptiores Altissimo tibique fideliores reddantur quo in fide catholica fuerint puriores; consideramusque tuam serenitatem decere ut mores gloriosissimi et devotissimi regni Francie a cuius regum stirpe clarissima traxisti originem in bonis actibus imiteris. Ideoque cum in aliquibus partibus eiusdem regni Francie observetur quod certa pensio seu provisio de bonis et proventibus regalibus annuatim tribuitur inquisitoribus heretice pravitatis eiusdem et regia curia recipit omnes condemnationes seu mulctas factas et bona confiscata per

inquisitores iamdictos, talem morem utique laudabilem, maxime quia pro inquisitoribus certus existit, in dicto tuo regno, comitatu et Provincia cupimus observari. Eapropter devotam magnitudinem tuam rogamus et hortamur attentius quatinus pro inquisitoribus dictorum regni et comitatus secundum modum predictum perpetuo deputes de proventibus regie camere aliquas congruas quantitates saltem... flor. auri inter inquisitores dicti regni qui dicuntur esse quatuor, et... flor. auri inter duos inquisitores comitatus prefati annuatim equalibus portionibus dividendas, ut inquisitores ipsi, qui, ut audivimus, non habent unde possint sustentari decenter et alias incumbentes eis facere, congrua provisione suffulti, eorum officium ad laudem Dei et pro conservatione dicte fidei efficacius prosequantur, tuque hoc inter alias tuas elemosinas computans divinam et apostolice Sedis gratiam uberius merearis. Nec omittimus quod ex hoc tua thesauraria potius commodum quam detrimentum, ut a pluribus creditur, forsitan consequetur; vel saltem officialibus tuis de Provincia iniungas quod pacifice et quiete permittant eosdem inquisitores dicti comitatus recipere de bonis hereticorum dampnatorum, sicut est hactenus fieri consuetum. — Datum Avinioni, VI kalendas aprilis anno tertio.

— 279 —

Le pape délègue l'évêque d'Ajaccio et le vicaire du ministre général des franciscains en Corse, pour absoudre et réconcilier avec l'Église certains hérétiques relaps de Corse qui manifestent un désir de conversion, pourvu toutefois qu'ils n'aient récidivé qu'une fois et soient disposés à abjurer leurs erreurs. — Villeneuve, 26 août 1373.

Reg. Vat., t. CCLXV, fol. 69; Wadding, *op. cit.*, *Reg. Greg. XI*, n. XLV (*in ext.*).

Venerabili fratri Simoni[1], episcopo Adiacen., et dilecto filio Gabrieli de Montealcino, dilecti filii ministri generalis[2] ordinis fratrum minorum in insula Corsice vicario. — Ad nostrum per-

venit... — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, VII kalendas septembris, anno III.

1. Simon, évêque d'Ajaccio, le 19 décembre 1369; mort vers 1400. Eubel, *Hier.*, t. I, p. 69.

2. Léonard de Gifon, maître en théologie, provincial de Naples, élu général de l'ordre, le 5 juin 1373; créé cardinal du titre de Saint-Sixte, le 16 décembre 1378; mort en 1407. Baluze, *op. cit.*, col. 1261; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 26; Othon de Pavie, *L'Aquitaine séraphique*, t. II, p. 51.

— 280 —

Aux frères mineurs de l'île de Corse, le pape concède la faculté de prêcher aux hérétiques de cette île et de communiquer avec les excommuniés afin de les convertir[1]. — Villeneuve, 9 septembre 1373.

Reg. Vat., t. CCLXV, fol. 71 v°; Wadding, *op. cit.*, *Reg. Greg. XI*, n. XLVII (*in ext.*).

Dilectis filiis universis et singulis fratribus ordinis minorum in insula Corsice commorantibus, presentibus et futuris. — Cum vos in... — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, V idus septembris, anno tertio.

1. Sur la poursuite de l'hérésie dans l'île de Corse, voir n. 268, 309 et l'Introduction, p. XIII-XIV, XXXII.

— 281-283 —

Grégoire XI exhorte les évêques de Valence et de Genève et le gouverneur du Dauphiné à participer à la répression de l'hérésie entreprise dans leurs contrées par les inquisiteurs de la foi[1]. — Avignon, 11 octobre 1373.

Reg. Vat., t. CCLXIX, fol. 87 v°.

Ven. fratri Ludovico [2], episcopo Valentin., administratori ecclesie Viennen., salutem, etc. — Cum carissimus in Christo filius noster Carolus, rex Francorum illustris, prout ipse nobis scripsit, dilecto filio nobili viro.. gubernatori Delfinatus Viennen. in favorem fidei et dilectorum filiorum inquisitorum heretice prav. in partibus illis deputatorum dirigat mandatoria scripta sua, fraternitatem tuam hortamur attente mandantes quatinus ipsos inquisitores contra hereticos adiuves prout tua possibilitas se extendet, et illos quos iidem inquisitores tibi facient assignari captivos diligenter facias custodiri. — Datum Avinioni, v idus octobris, anno tercio.

Eodem modo, ven. fratri [3], episcopo Gebennen.

Dilecto filio nob. viro .. gubernatori Dalfinatus Viennen., salutem, etc. — Cum carissimus in Christo [*etc.*, *comme ci-dessus, mutatis mutandis, jusqu'à*] nobilitatem tuam rogamus et hortamur attente quatinus eisdem inquisitoribus contra quoslibet hereticos et de dicta fide suspectos fidelibus consiliis et efficacibus favoribus sic prompte et ferventer assistas quod exinde speratus fructus et regius honor proveniant, tuque preter divinum premium et laudem humanam nostram et apostolice Sedis benivolentiam consequaris. — Datum Avinioni, v idus octobris, anno tercio.

1. Sur l'action de Grégoire XI contre les vaudois du Dauphiné, voir n. 308 et Introduction, p. LVII sq.
2. Louis de Villars; voir n. 267 note 5.
3. Guillaume Fournier de Margossay, d'abord évêque de Gap (10 juin 1362), transféré à Genève, le 10 avril 1366; mort le 12 juin 1377. *Gallia christ.*, t. XVI, col. 430-431; Albanès, *Gall. christ. novissima*, t. I, col. 502-503; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 271, 544.

— 284 —

Permission est donnée à Bernard Versavin, familier du pape, secrétaire de Louis, duc d'Anjou, de s'établir sur les propriétés, les champs et autres biens jadis voués à la honte et à l'ordure par sentence de l'Inquisition, et dont le roi ou le duc d'Anjou lui ont

fait ou lui feront donation, ou bien qu'il acquerra légitimement. Il pourra y faire construire ou y organiser la culture. — Villeneuve-lès-Avignon, 22 mars 1374.

Reg. Vat., t. CCLXXXV, fol. 76; *Reg. Aven.*, t. CXCII, fol. 242 v°.

Dilecto filio Bernardo Versavini, laico Narbonen. diocesis, familiari nostro, salutem, etc. — Sincere devotionis affectus... Sane petitio pro parte tua nobis nuper exhibita continebat quod olim in Narbonen., Tholosan., Carcassonen., Albien., Castren., Electen., Appamiarum, Sancti Papuli et Mirapiscen. civitatibus et diocesibus nonnulle persone sexus utriusque heresis crimine laborantes per inquisitores heretice pravitatis tunc in illis partibus deputatos per eorum sententias, que nonnullis provocationibus suspense, in rem iamdudum transiverunt iudicatam fuerint de ipso crimine condempnate, earumque hospitia, casalia, pacua (*a*) (*sic*), possessiones et bona per dictos inquisitores perpetue ruine et sterquilinio deputata [1]; que quidem casalia, pacua, possessiones et bona ad clare memorie reges Francorum qui fuerunt pro tempore secundum morem patrie iure confiscationis pervenerint et nunc ad carissimum in Christo filium nostrum Carolum, regem Francorum illustrem, eodem iure pertinere noscantur; et quod tu de huiusmodi casalibus, pacuis, possessionibus et bonis te posse a dicto rege vel a carissimo in Christo filio nostro Ludovico [2], clare memorie Johannis, regis Francorum, secundo genito, duce Andegaven., predicti Caroli regis germano et locumtenente in partibus Occitanis, aut personis aliis in quarum iurisdictione casalia, pacua, possessiones et bona huiusmodi forsan forent donationis vel alio iusto titulo acquirere speras, si tibi per Sedem apostolicam in casalibus, pacuis, possessionibus et bonis ipsis edificia construendi et habitandi, illaque colendi oportuna licentia largiretur. Quare nobis pro parte tua fuit humiliter supplicatum ut tibi tuisque commoditatibus providere et licentiam huiusmodi concedere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur volentes te, qui prefati ducis secretarius existis, tuorum meritorum (tuorum) intuitu favore prosequi gracioso,... tibi per te, heredes et successores tuos quoscumque in illis ex casalibus, pacuis, possessionibus et bonis predictis que per te a rege, vel duce prefatis aut personis aliis iusto titulo acquiri continget,

(*a*) Sans doute : *pascua.*

quecumque, qualiacumque et quotcumque fuerint presentibus haberi volumus pro expressis, edificandi et habitandi inperpetuum aut ea colendi et usufructandi, sententiis, condempnationibus et deputationibus predictis ac constitutionibus, prohibitionibus, processibus, statutis, et consuetudinibus contrariis, que alias in suo robore permanere volumus, non obstantibus quibuscumque, iure tamen alieno in omnibus semper salvo, tenore presentium de speciali gratia plenam et liberam auctoritate apostolica licentiam elargimur. Nulli ergo, etc., nostre voluntatis et concessionis infringere, etc. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, XI kalendas aprilis, anno quarto.

1. Sur la démolition et l'exécration des maisons d'hérétiques et la cessation de cet interdit, voir n. 190, et Introduction, p. LXVIII sq.

2. Louis I[er], fils du roi Jean, né le 23 juillet 1339, duc d'Anjou en 1360, de Touraine en 1370, comte de Provence, roi de Sicile, couronné le 30 mai 1382, roi de Naples le 30 août 1383; mort le 30 septembre 1384. De Mas-Latrie, *op. cit.*, col. 1539, 1523; *Nouv. biogr. gén.*, art. *Louis* (Naples); U. Chevalier, *Répertoire*, etc.

— 285 —

Jacques de Morey, inquisiteur de France, reçoit le pouvoir de procéder contre les invocateurs des démons, clercs ou laïcs, nombreux dans le royaume. Ce crime est de sa compétence. — Noves, 15 août 1374.

Reg. Aven., t. CXCII (Greg. XI, t. XX), fol. 462 v°; *Reg. Vat.*, t. CCLXVI, fol. 92; t. CCLXXXV, fol. 169; Hansen, *Quellen und Untersuchungen*, etc., p. 15, n. 23 (*in ext.*).

Dilecto filio Jacobo de Moreio [1], ordinis fratrum predicatorum professori, magistro in theologia, inquisitori heretice pravitatis in regno Francie auctoritate apostolica deputato, salutem. — Super specula militantis... Sane nuper ad nostrum non sine mentis turbatione fidedigna relatione pervenit auditum quod in partibus in quibus inquisitor heretice pravitatis auctoritate apostolica deputatus existis huiusmodi error iam pululavit et pululat quod quamplures persone etiam quandoque ecclesiastice

sue salutis immemores demones invocant in animarum suarum periculum et eiusdem fidei christiane preiudicium et scandalum plurimorum; quodque, cum contra tales super premissis vis procedere, nonnulli etiam quandoque litterati in hoc se opponunt, pretendentes id ad tuum non expectare officium secundum canonicas sanctiones [2]; nos igitur super hiis, prout ex debito tenemur pastoralis officii, providere volentes, circumspectioni tue inquirendi auctoritate apostolica etiam simpliciter et de plano ac sine strepitu et figura iudicii contra huiusmodi invocatores demonum et illos quos culpabiles reppereris appellatione remota corrigendi et puniendi prout volunt et dictant canonice sanctiones, contradictores quoque [*etc.*], non obstantibus constitutionibus [*etc.*], tenore presentium concedimus potestatem. Presentibus post biennium a data presentium computandum minime valituris. — Datum Novis, Avinionen. diocesis, XVIII kalendas septembris, anno quarto.

1. Jacques de Morey; voir n. 274, note 1.
2. La compétence des inquisiteurs avait été étendue à ces crimes par lettre du cardinal Guillaume Goudin (22 août 1320) confirmée par Jean XXII le 4 novembre 1330. Voir n. 30 *bis*, 103 et note 3.

ACTION DE GRÉGOIRE XI

CONTRE LES VAUDOIS DE LA PROVENCE, DE LA SAVOIE ET DU DAUPHINÉ (1375-1376)

N°s 286-308. Voir l'Introduction. p. LVII-LXV.

— 286 —

Le pape étend la juridiction de l'inquisiteur de Provence et de Dauphiné [1] *sur la province de Tarentaise, où nul inquisiteur ne pénètre.* — Avignon, 6 mai 1375.

Reg. Vat., t. CCLXVII, fol. 22; Wadding, *An. min.*, ad ann. 1375 n. XX (*in ext.*); Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 1382 (*in ext.*).

Dilecto filio.. inquisitori heretice pravitatis in Arelaten., Aquen., Ebredunen. et Viennen. civitatibus, diocesibus et provinciis, et certis aliis partibus deputato, salutem, etc. — Fidedignis relatibus dolenter audivimus quod in provincia Tarantasien., limitibus tue Inquisitionis contigua, sunt nonnulle persone utriusque sexus infecte labe heretice pravitatis; et quod hoc ex eo maxime accidit quia in illa provincia nullus est inquisitor pravitatis eiusdem. Nos igitur volentes in hac parte prout expedit providere, civitatem, diocesim et dictam provinciam Tarantasien., si nullus sit inquisitor in eis, prefate Inquisitioni adicimus per presentes, volentes ac statuentes quod in eisdem civitate, diocesi et provincia tuum officium, sicut in ceteris partibus tibi decretis, debeas exercere. Nulli ergo, etc. — Datum Avinioni, II nonas maii, anno quinto.

1. François Borrel se trouvait déjà à la tête de l'Inquisition de Provence lorsque Grégoire XI fut élu pape. Ce moine était originaire de Gap. Sa ville natale lui doit la restauration de ses franchises. Il professa la théologie durant plusieurs années, à Avignon d'abord, puis à Marseille et ailleurs. Le 5 mai 1364, Urbain V ordonna à François de Cardilhac, régent de théologie à Avignon, de lui conférer le titre de maître en théologie, s'il l'en jugeait digne, avec l'usage des privilèges accordés aux professeurs de l'Université de Paris. *Reg. Supplic.*, t. XL, fol. 150 v°. Sa célébrité reste attachée à son œuvre d'inquisiteur, qui fut, on le sait, subordonnée à la direction souveraine et très active de Grégoire XI. Voir Introduction, p LXI-LXIV. Nous publierons en appendice, d'après un parchemin des archives du Vatican, le texte d'une sentence prononcée par cet inquisiteur contre une femme accusée d'hérésie et reconnue, en fin de compte, coupable seulement d'avoir négligé la fréquentation des sacrements. Borrel reçut sa purgation canonique et lui imposa de communier aux quatre fêtes de Noël, de la Pentecôte, de l'Assomption et de la Toussaint pendant plusieurs années de suite. Elle devait se présenter à la sainte table nu-pieds, *sine camisia*, un cierge à la main et, après avoir reçu la communion, expliquer à haute voix à la foule que c'était en expiation de ses négligences passées qu'elle était obligée de communier de cette sorte. Elle dut également payer les frais du procès.

On lira aussi dans l'Appendice des lettres de l'archevêque d'Embrun, Pierre *Amelii*, où il est question de l'activité inquisitoriale de notre religieux.

François Borrel fut maintenu en charge par Clément VII, en 1380. Il provoqua de nombreuses conversions et condamna beaucoup d'hérétiques. Cent cinquante auraient été brûlés, à Grenoble, en un seul jour de l'an 1393, par son ordre. Lea, *Hist. de l'Inq.*, t. II, p. 183-184. En cette même année, l'inquisiteur paraît dans les documents, avec le titre de provincial des franciscains de Provence. Antoine Alhaudi, qu'il se choisit lui-même pour successeur à l'Inquisition, est confirmé par le pape dans cette charge le 1er juin de cette année (n. 325).

Le 6 juin suivant, Borrel reçoit le mandat de conférer la maîtrise en théologie à Antoine Barles, frère mineur. Eubel, *Bull.*, t. VII, n. 884.

— 287 —

Grégoire XI se plaint au roi de France de ce que certains seigneurs du Dauphiné et le gouverneur royal lui-même empêchent l'inquisiteur de la foi de poursuivre les hérétiques de ces contrées. Il l'exhorte à faire cesser ces abus et lui annonce la mission confiée à l'évêque de Paris. Voir ci-dessous. — Avignon, 7 mai 1375.

Reg. Vat., t. CCLXXI, fol. 29 v°; Wadding, *Annal.*, ad ann. 1375, n. XII (*in ext.*).

Carissimo in Christo filio Carolo, regi Francie illustri, salutem, etc. — Zelus catholice fidei et tui honoris et meriti nos inducit ut pro defensione dicte fidei, presertim in tuis partibus, devotionem excellentie regie fiducialiter requiramus. Quare ex dilecti filii.. inquisitoris heretice pravitatis partium Delphinatus Viennen. expositione didicimus, quod in dictis partibus hereticorum multitudo copiosa consistit, quos nonnulli nobiles partium earumdem, postposito Dei timore, foventes, non permittunt eumdem inquisitorem procedere contra illos; et quod dilectus filius nobilis vir .. gubernator Delphinatus eiusdem contra tales de favore sui officii requisitus, illum impendere negligenter emittit; propter que multiplicantur execrabiles hereses et hereticorum inficentium illas et vicinas patrias numerus, proh dolor ! continue adaugetur. Unde, si super hiis cum tue devote celsitudinis auxilio, sine quo non potest iustitia ministrari, celere et efficax remedium non apponatur, in omnibus dictis partibus et etiam regno tuo vepres et spine hereticalium errorum possent cito succressere non de facili evellende, in periculum animarum gravissimum et obnubilationem claritatis catholice, sinceritatis fidei ortodoxe, quam tui christianissimi et incliti progenitores non solum defenderunt viriliter, sed magnifice extulerunt. Ea propter regiam serenitatem (*a*) requirimus, instantiusque

(*a*) Wadding : *maiestatem*.

rogamus, quatinus super premissis tam devote, tamque ferventer et efficaciter atque celeriter non solum litteralibus mandatis, sed nunciis et executoribus ferventibus, audacibus et devotis ad dictas partes per te mittendis, prout tanta materia exigit, providere festines, quod exinde tua multiplicentur merita apud Deum, et preconium regie devotionis quod predicatur in aliis actibus (*a*) in hoc Dei negotio, quod cuncta precellit, gloriosius extollatur. Ceterum ut regnum ipsum, in quo nonnulli errores in dicta fide pullulare dicuntur, omni labe erronea expurgetur, devotionem tuam sollicitamus et rogamus attentius, quatinus inquisitorem Francie velis ad tuam presentiam evocare, et per eum de hiis que repperit in suo officio plenarie informari, et super illis offerre ac prestare tuum auxilium et favorem : super quibus venerabilis frater noster .. episcopus Parisien., cui nuper in nostra constituto presentia aliqua de premissis verbo commisimus tue celsitudini referenda per eum, et sibi nunc etiam scribimus, sollicitabit celsitudinem prelibatam. — Datum Avinioni, nonis maii, anno quinto.

— 288 —

L'évêque de Paris reçoit l'ordre de remettre les lettres ci-dessus au roi de France et d'insister auprès de lui pour qu'il en exécute et en fasse exécuter la teneur. — Même date.

Reg. Vat., t. CCLXXI, fol. 30; Wadding, *loc. cit.*, n. XIII (*in ext.*).

Venerabili fratri .. [1] episcopo Parisien., salutem, etc. — Hiis diebus, cum in nostra fuisti presentia, tue fraternitati narravimus ea que nobis erant relata, de multis hereticis in Delfinatu Viennen. morantibus, et de favore nobilium dicti Delfinatus, qui prestabatur eisdem, ac etiam de negligentia dilecti filii nobilis viri .. gubernatoris Delfinatus eiusdem, non curantis contra eosdem hereticos favere dilecto filio Francisco Borilli, sacre theologie magistro, inquisitori heretice pravitatis in illis partibus constituto; et tibi commisimus, prout nosti, quod carissimo in

(*a*) Wadding : omittit *regie... actibus*.

Christo filio nostro Carolo, regi Francie illustri, hec ex parte nostra exponeres viva voce, ut super eis debite provideret. Nunc autem eidem regi scribimus secundum tenorem presentibus interclusum, et litteras nostras dicti tenoris cum hiis mittimus alligatas. Unde ipsas litteras eidem regi presentes, ac sollicites quod pro tam pio et urgenti fidei orthodoxe negotio mittat celeriter nuntios zelantes et litteras oportunas : alioquin contra dictos gubernatorem et nobiles procedere cogeremur. — Datum Avinioni, ut supra.

1. Aymeric de Maignac, évêque de Paris, en 1368; promu au cardinalat par Clément VII (titre de Saint-Eusèbe) le 23 décembre, 1383; mort le 21 mars 1385. Baluze, *op. cit.*, col. 1313; *Gall. christ.*, t. VII, col. 138-140; Eubel, *Hier.*, p. 26, 410; Denifle, *Chart.*, t. II, p. 185, note.

— 289 —

Le pape prescrit au comte de Savoie[1] *de veiller à la cessation des difficultés soulevées par certains seigneurs de ses domaines contre l'office inquisitorial.* — Même date.

Reg. Vat., t. CCLXXI, fol. 30 v°; Wadding, *loc. cit.*, n. XIV (*in ext.*).

Dilecto filio nobili viro Amedeo, comiti Sabaudie. — Zelus catholice fidei ac tui honoris et meriti nos inducit, ut pro defensione dicte fidei, presertim in tuis partibus nobilitatem tuam fiducialiter (*a*) requiramus. Sane ex dilecti filii .. inquisitoris heretice pravitatis partium tui comitatus Sabaudie et aliarum tuarum terrarum expositione didicimus, quod in dictis et aliis eis vicinis partibus hereticorum multitudo copiosa consistit, et quod nonnulli heretici aliarum partium ad easdem tuas terras confugiunt, et ex eo tute morantur in ipsis, quod quidam nobiles partium earumdem eos, postposito Dei timore, foventes, non permittunt eumdem inquisitorem procedere contra illos; propter quod multiplicantur execrabiles hereses, et hereticorum inficentium illam et vicinas patrias (*b*) numerus, proh dolor ! continue

(*a*) Wadding : omittit *fiducialiter*.
(*b*) Wadding : *partes*.

adaugetur. Unde si super hiis cum tuo auxilio, sine quo non potest iustitia ministrari, etc. [*ut in n. 287, usque ad*] extollatur; et nos contra nobiles et alios tuos subditos defendentes et foventes eosdem hereticos, exigente iustitia, quam nullo modo possemus omittere, procedere non cogamur. Ceterum, ut contra huiusmodi hereticos et fautores eorum efficacius procedatur, venerabilem fratrem nostrum Anthonium, episcopum Massan.[2], apostolice Sedis nuntium, harum latorem, ad dictas partes dirigimus, cui velis tuam assistentiam adhibere in consilio ac auxilio et favore, ac credere indubie ea que de predictis (*a*) ex parte nostra tibi duxerit referenda. — Datum Avinioni, nonis maii, anno quinto.

1. Amédée VI; voir n. 235 note 4.
2. Antoine de Riparia, voir n 290, note 3.

— 290 —

Le pape écrit à divers seigneurs savoyards et dauphinois pour les menacer des peines canoniques s'ils ne cessent d'empêcher le libre exercice de l'Inquisition dans leurs contrées et s'ils ne prêtent à l'inquisiteur François Borrel[1] *un concours efficace. Il leur rappelle le sort du comte de Toulouse, jadis dévoué à l'hérésie*[2]. *Il annonce l'arrivée prochaine de l'évêque de Massa*[3], *légat apostolique.* — Même date.

Reg. Vat., t. CCLXXI, fol. 30, 31; Wadding, *loc. cit.*, n. XV (*in ext.*)

Dilecto filio nobili viro Antonio domino de Vinayo[4], militi Viennen. diocesis, salutem, etc. — Ex dilecti filii Francisci Borilli, inquisitoris heretice pravitatis partium Delfinatus Viennen., expositione didicimus quod in dictis partibus hereticorum multitudo copiosa consistit, quos tu et nonnulli subditi tui confoventes non permittitis eumdem inquisitorem procedere contra illos, propter quod multiplicantur execrabiles hereses, et hereticorum inficentium illam et vicinas patrias numerus, proh

(*a*) Wadding : *prefatis.*

dolor ! continuo adaugetur. Unde si super hiis celer et efficax non apponatur remedium in omnibus dictis partibus vepres et spine heretICalium errorum possent cito et multo magis succrescere, non de facili evellende, in periculum animarum gravissimum, et obnubilationem claritatis catholice [et] sinceritatis fidei orthodoxe. Ideoque cum non intendamus, sicut nec debemus, talia sub conniventia pertransire, et de diversis remediis duxerimus providendum, nobilitatem tuam requirimus et hortamur, nichilominus tibi per apostolica scripta et sub penis iuris precipiendo mandantes, quatinus huiusmodi hereticis et fautoribus eorum, nullum auxilium, consilium vel favorem exhibere presumas, quinimo dicto inquisitori cum tuo brachio seculari fideliter et efficaciter assistas ac obedias in premissis quotienscumque per eum fueris requisitus, sic in premissis acturus quod exinde nullum anime, status et honoris tuorum iacturam incurras, sed potius apud Deum meritum et in seculo gloriam assequaris. Memoria enim destructionis status .. quondam comitis Tholosani, qui licet alias reputaretur catholicus, tamen quia hereticos sustinebat in suo dominio (*a*) quid sibi ex hoc acciderit, est ex dicta memoria omnibus de istis partibus manifestum. Ceterum ut contra huiusmodi hereticos et fautores eorum efficacius procedatur, venerabilem fratrem nostrum Anthonium, episcopum Massan., apostolice Sedis nuntium, harum latorem, ad dictas partes dirigimus, cui tuam assistentiam exhibeas in consilio fideli, ac auxilio et favore, credasque indubie ea, que de predictis (*b*) ex parte nostra tibi duxerit referenda. — Datum Avinioni, nonis maii, anno quinto.

In e. modum nobilibus viris Johanni de Viriaco [5], Bernardo de Montelorico, thesaurario Delphinatus, Eleonore, domine Castri Villani [6], relicte quondam Johannis Bastardi, Artaudo de Archiis [7], ballivo Ebredunen. et Briansonesii, domino de Malebeco [8], Gaufrido, domino de Claromonte [9], Ademario de Rossilione [10], domino de Anjo [11], militibus Viennen. diocesis.

(*a*) Wadding : *sua domo.*
(*b*) Wadding : *prefatis.*

1. Voir n. 286, note 1.
2. Raymond VI, sinon hérétique, du moins protecteur de l'hérésie, ou la tolérant dans ses États, fut excommunié à plusieurs reprises et mourut non réconcilié. Son corps demeura privé de sépulture, malgré les efforts de Raymond VII

pour obtenir sa réhabilitation. Voir *Hist. de Lang.*, t. VI, p. 305-306, 335-338, 346-348, 470-475, 548-555, 788-789.

3. Antoine de Riparia, évêque de Massa, le 29 octobre 1361; mort vers 1385. Eubel, *Hier.*, t. I, p. 344.

4. Vinay (Isère), chef-lieu de cant., arrond. de Saint-Marcellin.

5. Virieu (Isère), chef-lieu de cant., arrond. de La Tour-du-Pin.

6. Châteauvilain (Isère), cant. de Bourgoin, arrond. de La Tour-du-Pin

7. Château d'*Arces* (?) dans la vallée de l'Isère, arrond. de Grenoble.

8. Maubec (Isère), cant. de La Verpillière, arrond. de Vienne.

9. Clermont (Isère), comm. de Chirens, cant. de Voiron, arrond. de Grenoble.

10. Roussillon (Isère), chef-lieu de canton., arrond. de Vienne.

11. Anjou (Isère), cant. de Roussillon, arrond. de Vienne.

— 291 —

Même exhortation adressée au gouverneur du Dauphiné. — Même date.

Reg. Vat., t. CCLXXI, fol. 31 v°; Wadding, *Annal.*, n. XVI (*in ext.*).

Dilecto filio nobili viro Carolo, domino de Banvilla [1], militi, gubernatori Dalfinatus Viennen., salutem, etc. — Ex dilecti filii.. inquisitoris heretice pravitatis partium Delfinatus Viennen. expositione didicimus quod in dictis partibus hereticorum multitudo copiosa consistit, quos nonnulli nobiles partium earumdem, postposito Dei timore, faventes non permittunt eumdem inquisitorem procedere contra illos, adeo quod nonnulli heretici anno isto contra iudicium, seu officium dicti inquisitoris publice rebellarunt; et quod tu contra tales de favore tui officii requisitus, illum impendere negligenter omittis, propter que multiplicantur execrabiles hereses, et hereticorum inficientium illam et vicinas patrias numerus, proh dolor! continue in periculum animarum gravissimum, et regii ac tui honoris non modicum detrimentum [adaugetur]. Quare nobilitatem tuam requirimus, rogamus et hortamur attente, nichilominus tibi per apostolica scripta mandantes, quatinus preteritam negligentiam sic emendare procures, eidem inquisitori contra quoslibet hereticos et suspectos de heresi aut contra quoslibet nobiles et alios fautores et defensores eorum tui auxilii et favoris brachium prompte ac efficaciter impendendo, ac in hiis que ad suum spectant offi-

cium fideliter obediendo iuxta canonicas sanctiones, quod non oporteat nos, qui pati tantum discrimen dicte fidei non debemus, contra tuam huiusmodi negligentiam nimium utique periculosam aliud remedium, quod non possemus nec deberemus omittere, prout ad nostri apostolatus spectat officium, adhibere, et si hoc contempneres agere magnum proculdubio incurreres periculum status tui. Ceterum ut contra huiusmodi hereticos et fautores eorum efficacius procedatur, venerabilem fratrem nostrum Anthonium, episcopum Massan., apostolice Sedis nuntium, harum latorem, ad dictas partes dirigimus, cui tuam assistentiam exhibeas in consilio fideli ac auxilio et favore, credasque indubie ea que de predictis (*a*) ex parte nostra tibi duxerit referenda. — Datum Avinioni, nonis maii, anno quinto.

1. Charles de Bouville, qui devint, en 1378, lieutenant du dauphin, vicaire impérial. P. Fournier, *Le royaume d'Arles et de Vienne*, Paris, 1891, p. 507.

— 292 —

Le pape exhorte les archevêques et évêques de Vienne [1], *Embrun* [2], *Tarentaise* [3], *Valence* [4], *Viviers* [5], *Grenoble* [6] *et Genève* [7] *à mettre fin à leur négligence et à seconder de leurs conseils et de leur concours effectif l'inquisiteur François Borrel* [8] *et le nonce Antoine, évêque de Massa* [9], *chargés par le Saint-Siège de réduire les vaudois de ces contrées. Ils devront défendre les ouvriers de la foi et recevoir dans leurs prisons les coupables qu'ils leur remettront.* — Même date.

Reg. Vat., t. CCLXVII, fol. 21; Wadding, *loc. cit.*, n. XVII (*in ext.*).

Venerabilibus fratribus .. Viennen., .. Ebredunen. et.. Tarantasien. archiepiscopis, necnon .. Valentin, .. Vivarien, .. Gratianopolitan. et .. Gebennen. episcopis, salutem, etc. — Omnis (*b*) negligentia in spiritualibus rebus perniciosa censetur (*c*), cum

(*a*) Wadding : *prefatis.*
(*b*) Wadding : *Quamvis.*
(*c*) Wadding : *censeatur.*

aut periculum aut saltem detrimentum afferat animarum; sed illa perniciosissima fore dinoscitur cum non corriguntur errores in catholica fide suborti, in qua fundamentum religionis christiane consistit. Ideoque digna turbatione movemur cum reperimus in fratribus et coepiscopis nostris negligentie (*a*) culpam reprehensione dignissimam et per Sedem apostolicam nullatenus tolerandam. Audivimus siquidem ex relatione dilecti filii Francisci Borilli, in sacra pagina magistri, inquisitoris heretice pravitatis in vestris civitatibus et diocesibus deputati, quod in eis hereticorum multitudo moratur, etiam ab antiquo, contra quos vos et predecessores vestri negligenter omisistis vestrum officium exercere; unde fit quod multiplicantur execrabiles hereses, et hereticorum numerus, proh dolor! adaugetur. Nos igitur ad obviandum tantis fidei periculis merito excitati, inquisitorem prefatum ad partes vestras remittimus et venerabilem fratrem nostrum Antonium, episcopum Massan., apostolice Sedis nuntium, harum latores, cum eo remittimus, diversis litteris apostolicis communitos, prout ipsi vobis plenius oraculo vive vocis exponent, cui nuntio super hiis que vobis de premissis ex parte nostra narrabit curetis fidem indubiam adhibere; et cum ad officium vestrum principaliter spectat (*b*) tantam labem de vestris finibus expurgare, fraternitati vestre districtius iniungimus quatinus non solum eisdem nuntio et inquisitori vestris consiliis, favoribus et auxiliis efficacissime (*c*) assistatis, ac vos, vicarios et subditos vestros reddatis favorabiles et benignos, sed etiam vosmet dictum vestrum officium (*d*) omni futuro tempore cum omnimoda sclicitudine et fidei zelo ferventi studeatis intrepide exercere, et in casibus in quibus cum eodem inquisitore convenire procedereque debetis caritative ac benigne conveniatis, omni difficultate et tarditate semota, ipsosque nuntium et inquisitorem et eorum gentes cum vestra et vestrorum subditorum potentia ab eorumdem hereticorum incursibus fideliter defendatis et preservetis offensis (*e*); necnon carcerandos per eosdem nuntium et inquisitorem in vestris recipiatis carceribus et

(*a*) Wadding : *negligentiam ac.*
(*b*) Wadding : *specialiter spectat.*
(*c*) Wadding : *efficaciter*
(*d*) Wadding : *dictum servitium vestrum omni.*
(*e*) Wadding : *servetis inoffensos.*

secundum eorumdem nuntii et inquisitoris vel alterius eorum dispositionem carcerandis eisdem alimenta necessaria ministretis. Sic in premissis acturi quod vestrum implentes officium nobis non prestetis materiam contra vestram negligentiam aliud remedium adhibendi. — Datum Avinioni, nonis maii, anno quinto.

1. Louis de Villars, évêque de Valence, administrateur de Vienne; voir n. 267, note 5.

2. Pierre d'Ameil; voir n. 267, note 4.

3. Jean de Betton, chanoine, puis archevêque de Tarentaise (11 mars 1365); mort le 30 novembre 1378. *Gall. christ.*, t. XII, col. 710; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 498.

4. Louis de Villars; voir note 1.

5. Pierre de Sortenac, de Cahors, docteur ès lois, auditeur des lettres apostoliques, promu à Viviers le 13 octobre 1374; fait cardinal du titre de Saint-Laurent *in Lucina*, le 20 décembre 1375; évêque de Sabine, en mars 1384; mort le 17 août 1390. Baluze, *op. cit.*, col. 1170; *Gall. christ.*, t. XVI, col. 575-576; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 565; E. Albe, *Autour de Jean XXII. Les Quercynois en Italie*, dans *Annales de Saint-Louis-des-Français*, 1904-1905, tir. à part, p. 68-71.

6. Rodolphe de Chissey, promu à Grenoble, le 16 septembre 1350; transféré à Tarentaise, le 28 février 1380; mort en 1385. *Gall. christ.*, t. XVI, col. 249-250; t. XII, col. 711; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 278, 498.

7. Guillaume de Margossay; voir n. 281, note 3.

8. Voir n. 286, note 1.

9. Voir n. 290, note 3.

— 293 —

Le pape ordonne aux mêmes prélats de publier et faire publier, une année durant, les jours de dimanche et de fête, dans les églises de leurs diocèses, les anathèmes lancés par le pape, le jeudi saint, contre les hérétiques cathares, patarins, pauvres de Lyon, arnaudistes, passagiens et fraticelles. — Même date.

Reg. Vat., t. CCLXVII, fol. 21 v°; Wadding, *loc. cit.*, n. XVIII (*in ext.*).

Venerabilibus fratribus .. Viennen, .. Ebredunen. et .. Tarantasien. archiepiscopis, necnon .. Valentin., .. Vivarien., .. Gratianopolitan., et .. Gebennen. episcopis, salutem, etc. — Licet ea que in romana Curia, que communis est omnium patria, publicantur ad cunctorum pervenisse censeantur notitiam, tamen

quia specialis publicatio expedire videtur, fraternitati vestre auctoritate apostolica presentium tenore mandamus quatinus in vestris cathedralibus et singulis ecclesiis parochialibus vestrarum civitatum et diocesum, singulis diebus dominicis et festivis, saltem per totum unum annum, et extunc quotiens reputabitis expedire, et alias dilectus [filius] .. inquisitor heretice pravitatis, in vestris partibus existens pro tempore, vos super hoc duxerit requirendos, intra missarum solemnia existentibus populis ad divina, faciatis publicari et exponi populis in vulgari quod nos et predecessores nostri romani pontifices ab antiquo tempore citra, annuatim in Cena Domini publice in palatio apostolico, presente populi multitudine copiosa, excommunicavimus et anathematizavimus et nos per presentes excommunicamus et anathematizamus ex parte Dei omnipotentis Patris et Filii et Spiritus Sancti, auctoritate quoque beatorum apostolorum Petri et Pauli ac nostra, omnes Gazaros et Patarenos, Pauperes de Lugduno, Arnaldistas, Speronistas, Passaginos et Fraticellos, ac quoscumque alios hereticos quocumque nomine censeantur, ac omnes fautores, receptatores, credentes et defensores eorum; mandetisque de publicatione huiusmodi fieri publica instrumenta (*a*) eidem inquisitori, expensis rectorum ecclesiarum in quibus facta fuerit huiusmodi publicatio, assignanda. — Datum Avinioni, nonis maii, anno quinto.

— 294 —

Grégoire XI ordonne à l'inquisiteur de la foi dans les provinces d'Arles, Aix, Embrun, Vienne et Tarentaise d'organiser l'envoi dans ces provinces, infestées d'hérétiques, d'un groupe de missionnaires pris parmi les dominicains, les augustins, les carmes et les frères mineurs, qui seront chargés de prêcher aux hérétiques. — Avignon, 7 mai 1375.

Reg. Vat., t. CCLXVII, fol. 22; Wadding, *loc. cit.*, n. XIX; Ripoll, *Bullar.*, t. II, p. 289 (*in ext.*); Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 1382 (*in ext.*).

(*a*) Wadding : *instrumenta publica dilecto filio eidem.*

Dilecto filio .. inquisitori [1] heretice pravitatis in Arelaten., Aquen., Ebredunen. et Viennen. ac Tarantasien. civitatibus et diocesibus ac provinciis auctoritate apostolica deputato, salutem, etc. — Cum sicut relatibus fidedignis dolenter audivimus, in partibus Arelaten., Aquen., Ebredunen. et Viennen. civitatum, diocesum et provinciarum et certarum aliarum terrarum tue Inquisitionis sint nonnulle persone utriusque sexus infecte diversis erroribus heretice pravitatis et hoc ex defectu predicatorum catholice puritatis qui in dictis partibus non fuerunt hactenus, nec sunt etiam de presenti, nos partes ipsas huiusmodi expurgari erroribus cupientes, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus dilectos filios priores et ministros ac provinciales et custodes fratrum ordinis predicatorum, eremitarum sancti Augustini et carmelitarum ac minorum dictarum civitatum, diocesum et provinciarum ac partium vicinarum (*a*) ex parte nostra requiras et in virtute sancte obedientie mandes eisdem quod fratres suorum [locorum] et custodiarum, prout eis subsunt, in lege Domini eruditos ac honestate (*b*) vite et morum gravitate conspicuos et orthodoxe fidei zelatores, scientes idioma partium predictarum (*c*) ad illa ipsarum partium loca que eis insinuaveris, studeant fideliter destinare, in illis ad tuum beneplacitum permansuros ac predicaturos, maxime contra errores prefatos, saluberrimum verbum Dei. — Datum Avinioni, nonis maii, anno quinto.

1. François Borrel; n. 286, note 1.

— 295 —

Une indulgence de cent jours est accordée aux personnes qui contribueront par leurs offrandes à la construction de prisons pour les hérétiques dans les villes d'Arles, Embrun et Avignon. — Villeneuve-lès-Avignon, 11 juin 1375.

(*a*) *Reg.* : addit *eisdem*.
(*b*) Wadding : *honestae*.
(*c*) Wadding : *prefatarum*.

Reg. Vat., t. CCLXVII, fol. 25; *Reg. Aven.*, t. CXCVII, fol. 504.

Universis christifidelibus presentes litteras inspecturis, salutem, etc. — Quum, ut ait apostolus, omnes stabimus ante tribunal Christi recepturi [*etc.*]. Cum itaque in favorem fidei catholice ac penam et punicionem hereticorum ipsam fidem verbis et exemplis impugnantium certos muros seu carceres in Arelaten., Ebredunen. et Avinionen. civitatibus pro eorundem hereticorum qui in eisdem civitatibus earundem diocesibus et provinciis reperti sunt et quos reperiri continget imposterum custodia et retentione construi mandaverimus, nos, cupientes quod muri seu carceres huiusmodi eo cicius quo magis necessarii dinoscantur in singulis predictis civitatibus construantur et ad hoc christifidelium elemosinarum largitio noscatur plurimum oportuna, universitatem vestram rogamus, monemus et hortamur in Domino in remissionem vobis peccaminum iniungentes quatinus de bonis a Deo vobis collatis ad fabricam murorum seu carcerum huiusmodi pias elemosinas et grata caritatis subsidia erogetis ut per subventionem vestram huiusmodi predicti carceres cicius compleri valeant; vosque per hec et alia bona que Domino inspirante feceritis ad eterna mereamini felicitatis gaudia pervenire. Nos enim de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli apostolorum eius auctoritate confisi, omnibus vere penitentibus et confessis qui ad fabricam huiusmodi manus porrexerint adiutrices, centum dies de iniunctis eis penitentiis misericorditer relaxamus; presentibus post decennium minime valituris. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, III idus iunii, anno quinto. [*In Reg. Aven. legitur idus iunii.*]

— 296 —

Grégoire XI ordonne, sous peine d'excommunication, aux archevêques et évêques des provinces d'Arles, Aix, Embrun, Vienne, et Tarentaise de verser entre les mains de l'évêque d'Avignon [1] *et de l'inquisiteur François Borrel* [2] *certaines sommes destinées à la construction de prisons inquisitoriales dans les villes d'Embrun, Vienne et Avignon, à l'entretien des prisonniers, à la pension des*

inquisiteurs et de leurs familiers, à savoir : une première fois, la somme de 4 000 florins et puis cinq annuités de 800 florins chacune, à compter de la présente année. Ces sommes seront prélevées sur les caisses diocésaines des biens mal acquis et des legs incertains, dont les ordinaires ne pourront disposer pendant ces cinq années que tout autant qu'ils auront fourni leur quote-part des sommes mentionnées. — Villeneuve, 17 juin 1375.

Reg. Vat., t. CCLXVII, fol. 49; Wadding, *loc. cit.*, n. XXII (*in ext.*).

Venerabilibus fratribus .. Aquen. (*a*), .. Ebredunen., .. Viennen. et .. Tarantasien. archiepiscopis eorumque suffraganeis, salutem, etc. — Ad robur catholice fidei, sine qua non est salus, dinoscitur pertinere, ut perniciosi heretici, depravatores et impugnatores eiusdem fidei, eorumque fautores tam ad penam quam ad custodiam in carceribus et vinculis arceantur, ne labe sue contagionis pestifere puritas fidelium maculetur. Sane quia in aliquibus vestris civitatibus et diocesibus nonnulli heretici, quod dolenter referimus, per dilectos filios .. inquisitores pravitatis heretice in dictis vestris civitatibus et diocesibus deputatos, reperti dicuntur, oportunum fore dinoscitur quod quamplures ac magni et fortes muri seu carceres pro talium perversorum detentione celeriter habeantur, et proptera nos provida deliberatione mandavimus ut in civitatibus Viennen., Ebredunen. et Avinionen. huiusmodi carceres construantur et pro expensis fabrice ipsorum carcerum et pro alimentis carcerandorum in eis, ac pro provisione eorumdem inquisitorum suorumque familiarium, et pro certis aliis expensis necessariis pro Inquisitionis dicte pravitatis officio exercendo, quatuor milia videlicet florenorum auri de Florentia semel, et ultra huiusmodi summam florenorum annuatim usque ad quinque annos proxime futuros pro huiusmodi alimentis, provisione et aliis expensis dicti officii octingentos florenos auri de male ablatis et legatis incertis earundem vestrarum civitatum et diocesum duximus deputanda; et pro predictis omnia et singula male ablata et legata incerta huiusmodi dictarum vestrarum civitatum et diocesum, donec dicta summa quatuor milium florenorum semel et integre et annuatim predicti octingenti floreni fuerint persoluti, auctoritate apostolica appli-

(*a*) Wadding : *Arelaten.*, Aquen...

cavimus ac exigi decrevimus et levari. Quocirca fraternitati vestre per apostolica scripta mandamus, quatinus infra tres menses, a presentatione presentium vobis facta computandos, singuli videlicet vestrum per vos, vel alios in vestris civitatibus, diocesibus et provinciis, omnes et singulas pecunias male ablatorum et legatorum incertorum predictorum, usque ad predictam summam quatuor millium et octingentorum florenorum auri pro primo anno, et extunc singulis annis quatuor annorum extunc proxime futurorum prefatam summam octingentorum florenorum petere et exigere; ipsasque pecunias extunc, quam cito commode poteritis, venerabili fratri nostro .. episcopo Avinionen. et dilecto filio Francisco Borilli, ordinis fratrum minorum professori, in sacra theologia magistro, in dictis vestris civitatibus, diocesibus et provinciis inquisitori pravitatis eiusdem vel eorum vicariis ad hoc mandatum habentibus ab eisdem, transmittere solicite studeatis, ab eis oportunas recognitionis et quitationis litteras, vel instrumenta publica recepturi. Quod si iam dicta summa quatuor milium florenorum infra prefatos tres menses forsan nequiverit exigi, eam extunc bona fide, quam cito commode poteritis, exigatis. Alioquin quemlibet vestrum contempnentem seu malitiose negligentem huiusmodi nostris obedire mandatis excommunicationis sententiam incurrere volumus eo ipso; et nichilominus donec suam huiusmodi culpam emendaverit et absolutus a dicta sententia fuerit a receptione male ablatorum et legatorum incertorum huiusmodi sit suspensus. Ceterum volumus et mandamus quod venerabilibus fratribus nostris .. suffraganeis vestris auctoritate nostra predicta districtius inhibeatis ne interim, donec dicte summe florenorum ut prefertur integre fuerint assignate, de quo a prefato episcopo Avenionen. vos et ipsi suffraganei informationem habebitis, huiusmodi male ablata et legata incerta recipere aut recepta in alios usus convertere quoquo modo presumant. Alioquin in eos dictas excommunicationis et suspensionis sententias proferatis. Sic itaque mandata prefata exequi studeatis, quod de zelo fidei et prompta obedientia commendari merito valeatis. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, xv kalendas iulii, anno quinto.

1. Faydit d'Aigrefeuille, chancelier de l'église de Bourges, notaire apostolique; d'abord évêque de Rodez (2 août 1361); puis d'Avignon (18 juillet 1371);

enfin cardinal du titre de Saint-Martin, le 23 décembre 1383; mort le 2 octobre 1391. Baluze, *op. cit.*, col. 1309; *Gall. christ.*, t. I, col. 220, 826; Eubel, *Hier*, t. I, p. 26, 126, 449.

2. Voir n. 286, note.

— 297 —

L'évêque d'Avignon et l'inquisiteur François Borrel sont chargés de veiller à l'exécution de la bulle qui précède et de fulminer les censures contre les réfractaires. — Villeneuve, 17 juin 1375.

Reg. Vat., t. CCLXVII, fol. 50; Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 1388 (*in ext.*).

Venerabili fratri.. episcopo Avinionen.[1] et dilecto filio Francisco Borilli[2], ordinis fratrum minorum professori, in sacra theologia magistro, in Arelaten., Aquen., Ebredunen., Viennen. et Tarantasien. civitatibus, diocesibus et provinciis inquisitori heretice pravitatis, salutem, etc. — Adversus hereticam pravitatem et pro favore officii Inquisitionis pravitatis eiusdem et hodie concessimus litteras nostras huius tenoris. — Gregorius episcopus servus servorum Dei venerabilibus fratribus Arelaten., Aquen., Ebredunen., Viennen. et Tarantasien. archiepiscopis, salutem et apostolicam benedictionem. Ad robur catholice fidei, etc. (*n. 296*). — Datum apud Villamnovam, Avenion. diocesis, xv kalendas iulii, anno quinto.

Quocirca ut mandata nostra contenta in dictis litteris debite executioni efficacius demandentur, vobis et alteri vestrum, si prefati archiepiscopi in executione premissorum se reddiderint, quod non credimus, infra predictorum trium mensium spatium contemptores seu malitiose negligentes, dictas excommunicationis et suspensionis sententias ubi et quando vobis videbitur solemniter publicari, ipsas etiam aggravando, prout suadebit iustitia et videritis expedire, et ipsorum archiepiscoporum suffraganeos ad exequendum premissa et quoscumque alios contradictores et rebelles seu male ablatorum et legatorum incertorum predictorum detentores ad ea vobis assignandum auctoritate nostra predicta per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescatis, invocato ad hoc si opus fuerit auxilio brachii secularis. Non obstantibus indulgentia per quam

dicto ordini fratrum minorum a Sede apostolica dicitur esse concessum ut ipsius ordinis fratres non teneantur se intromittere de quibuscumque negotiis, que eis (*a*) per ipsius Sedis litteras committuntur nisi de commissione huiusmodi in eisdem litteris plena et expressa mentio habeatur, ac tam felicis recordationis Bonifacii pape VIII predecessoris nostri, in quibus cavetur ne aliqui auctoritate litterarum apostolicarum ultra certa loca et numerum ad iudicium evocentur, quam aliis constitutionibus apostolicis contrariis quibuscumque. Seu si alicui vel aliquibus predictorum vel aliis communiter vel divisim a Sede apostolica sit indultum quod interdici, suspendi, vel excommunicari, aut extra vel ultra loca ad iudicium evocari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam, et exemptionis ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem, et quibuslibet privilegiis ac litteris apostolicis quibuscumque locis, personis vel ordinibus sub quacumque forma vel expressione verborum ab eadem Sede concessis de quibus quorumque totis tenoribus etiam de verbo ad verbum in nostris litteris mentio sit habenda, et per que presentis mandati nostri effectus valeat quomodolibet impediri. — Datum ut supra.

1. Voir n. 296, note 1.
2. Voir n. 286, note 1.

— 298 —

L'évêque d'Avignon [1] *et l'inquisiteur François Borrel* [2] *centraliseront les sommes d'argent dont il est question dans la pièce précédente, les mettront en lieu sûr et en feront quatre parts, dont trois pourront être employées par eux-mêmes et la quatrième sera remise au franciscain Bertrand de Saint-Guillem* [3], *inquisiteur dans les diocèses de Provence et du Dauphiné.* — Villeneuve, même date.

Reg. Vat., t. CCLXVII, fol. 50; Wadding, *loc. cit.*, n. XXIII (*in ext.*); Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 1388 (*in ext.*).

Venerabili fratri.. episcopo Avinionen., et dilecto filio Fran-

(*a*) *Reg.* : *eius*.

cisco Borilli, ordinis fratrum minorum professori, in sacra theologia magistro, in Arelaten., Aquen., Ebredunen. et Tarantasien. civitatibus, diocesibus et provinciis inquisitori heretice pravitatis, salutem, etc. — Cum per alias nostras litteras mandaverimus quod de male ablatis et legatis incertis civitatum et diocesum ac provinciarum Arelaten., Aquen., Ebredunen., Viennen. (*a*) et Tarantasien. summa quatuor milium florenorum auri de Florentia expendenda semel pro edificandis carceribus, in quibus nonnulli infecti labe pravitatis heretice teneri debeant mancipati, et octingenti floreni auri annuatim usque ad quinque annos proxime futuros pro alimentis includendorum in carceribus prelibatis, et pro certis aliis expensis faciendis in huiusmodi negotiis fidei, vobis debeant assignari, prout in eisdem litteris plenius continetur, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus huiusmodi pecunias, cum eas receperitis, in loco communi et tuto faciatis reponi; tuque, fili inquisitor, tres partes ipsarum pecuniarum pro premissis, cum oportunum fuerit, per te vel alium seu alios fideles et providos recipias et expendas; quartam vero partem dictarum pecuniarum dilecto filio Bertrando de Sancto Guillelmo, eiusdem ordinis professori, et in dicta theologia magistro, ac in dictis civitatibus, diocesibus et provinciis inquisitori pravitatis eiusdem, per vos vel alterum vestrum pro predictis carceribus et expensis volumus assignari, qui et tu Francisce de ipsis teneamini reddere rationem debitam illi vel illis quem vel quos ad id duxerimus deputandos. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, xv kalendas iulii, anno quinto.

(*a*) Wadding : omittit *Viennen.*

1. Faydit d'Aigrefeuille; voir n. 296, note 1.
2. Voir n. 286, note 1.
3. Bertrand de Saint-Guillem, de Montpellier, fut promu au grade de docteur en théologie, sur l'ordre d'Urbain V (28 mars 1364), par François de Cardailhac, frère mineur. Denifle, *Chart.*, t. III, p. 61, n. 1243, note 1.

— 299 —

Grégoire XI donne à l'évêque de Massa[1] *et à l'inquisiteur François Borrel*[2] *le pouvoir de rechercher et de poursuivre les hérétiques fugitifs, leurs fauteurs et leurs défenseurs, en quelque lieu qu'ils se trouvent, même hors du territoire de leur juridiction, nonobstant les droits des ordinaires et des officiers civils.* — Villeneuve, 30 juin 1375.

Reg. Vat., t. CCLXVII, fol. 51; Wadding, *loc. cit.*, n. XXIV (*in ext.*); Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 1389 (*in ext.*).

Venerabili fratri Antonio, episcopo Massan., apostolice Sedis nuntio, et Francisco Borilli, ordinis fratrum minorum, in sacra theologia magistro, in Arelaten., Aquen., Ebredunen., Viennen. et Tarantasien. civitatibus, diocesibus et provinciis inquisitori heretice pravitatis, salutem, etc. — Cum vos adversus nonnullos hereticos seu de catholica fide suspectos, ac receptatores et defensores eorum, qui in Ebredunen., Viennen. et Tarantasien. civitatibus, diocesibus et provinciis commorari dicuntur, presentialiter destinemus, et verisimiliter contingere possit quod ipsi heretici, suspecti et receptatores et defensores ad alias partes forsitan fugient et morabuntur, ut eorum malitie efficacius (*a*) obvietur, vobis et alteri vestrum per vos, vel alium, seu alios eosdem hereticos, suspectos, receptatores et defensores, in quibuscumque partibus persequendi, et ubique locorum capiendi seu faciendi capi et detineri, ac contra ipsos et fautores ipsorum mediante iustitia procedendi et ad vos remitti sub fida custodia faciendi, de ipsisque alias iustitiam ministrandi, et locorum ordinarios et seculares potestates et alios contradictores et rebelles auctoritate nostra per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendi, et ad hoc si opus fuerit invocandi brachium seculare : non obstantibus si alicui vel aliquibus in eisdem partibus Inquisitionis dicte pravitatis [officium] etiam a Sede apostolica sit commissum, et tam felicis recordationis Bonifacii pape VIII predecessoris nostri in quibus cavetur ne aliquis auctoritate litterarum apostolicarum ultra certa loca et numerum ad iudicium evo-

(*a*) Wadding : *efficaciter*.

cetur, quam aliis constitutionibus apostolicis contrariis quibuscumque; seu si alicui vel aliquibus predictorum vel aliis communiter vel divisim a Sede apostolica sit indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari aut extra vel ultra loca ad iudicium evocari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem; et quibuslibet privilegiis ac litteris apostolicis quibuscumque locis, personis, vel ordinibus sub quacumque forma vel expressione verborum ab eadem Sede concessis, de quibus quorumque totis tenoribus etiam de verbo ad verbum in nostris litteris mentio sit habenda, et per que presentis mandati nostri effectus valeat quomodolibet impediri, plenam concedimus tenore presentium facultatem. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, II kalendas iulii, anno quinto.

1. N. 290, note 3.
2. N. 286, note 1.

— 300 —

L'évêque de Massa et l'inquisiteur F. Borrel devront exhorter les ordinaires à réprimer le concubinage des clercs et des laïcs de leurs diocèses. A défaut des prélats, les deux commissaires apostoliques contraindront séculiers et réguliers, coupables de ce crime, à chasser leurs concubines et à promettre de s'amender. — Villeneuve, 9 août 1375.

Instr. miscel., 13 aug. 1375 : V *idus*, n. 6. *Bull. archet. chartac.* (In principio : *magister T. videatis statim*); *Reg. Vat.*, t. CCLXVII, fol. 31 v°.

Venerabili fratri Antonio [1], episcopo Massan., apostolice Sedis nuntio, et dilecto filio Francisco Borilli [2], ordinis fratrum minorum professori, in sacra theologia magistro, in Ebredunen., Viennen. et Tarantasien. ac nonnullis aliis civitatibus, diocesibus et provinciis inquisitori heretice pravitatis, salutem, etc. — Cum vos ad Viennen., Ebredunen. et Tarantasien. civitates, dioceses et provincias pro certis negotiis catholice fidei presentialiter

destinemus, nos de vestra fide ac discretione et zelo honestatis gerentes in Domino fiduciam pleniorem, cum dudum dolenter audiverimus quod in predictis civitatibus, diocesibus et provinciis sunt nonnulle persone ecclesiastice, seculares et regulares, tam exempte quam non exempte, que laborantes incontinentie vitio tenent publice concubinas, in animarum suarum perniciem et dedecus ecclesiastici status ac scandalum plurimorum, nos optantes tante impudicitie obviare, vobis et utrique vestrum in solidum tenore presentium committimus et mandamus quatinus locorum ordinarios dictarum civitatum, diocesum et provinciarum ex parte nostra monere curetis ut infra terminum peremptorium competentem per vos vel alterum vestrum statuendum eisdem subditos suos in hoc delinquentes auctoritate ipsorum ordinaria oportunis remediis compellant huiusmodi dimittere concubinas, eas nullo tempore reducturos, eosque proinde puniant iuxta canonicas sanctiones. Alioquin vos vel alter vestrum tam ipsos subditos quam personas alias, seculares et regulares, exemptas et non exemptas Cistercien., Cluniacen., Premonstraten., sanctorum Benedicti et Augustini, et aliorum ordinum quorumcumque ac etiam hospitalis sancti Johannis Jerosolimitani dictarum civitatum, diocesum et provinciarum ad easdem concubinas dimittendum et deinceps non recipiendum seu tenendum easdem per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compellatis, easque et easdem concubinas puniatis prout secundum easdem sanctiones fuerint puniende, invocato ad hoc si opus fuerit auxilio brachii secularis. Non obstantibus, etc., in maiori forma.

Ceterum volumus quod nomina illorum ordinariorum qui in hoc fuerint negligentes nobis scribere studeatis, ut eos proinde possimus, prout expedire viderimus, redarguere et punire. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, v idus augusti, anno V.

Plus bas et écrites à l'envers, les notes : « Fiat bona littera; » *et :* « R. Barth[olomee], sit facta ita bona quod cum ea possitis ire et recedere ante vesperas. »

1. N. 290, note 3.
2. N. 286, note 1.

— 301 —

Les prélats, les monastères, les églises, les chapitres, les autres communautés des provinces de Provence, de Dauphiné et de Savoie devront assurer, chacun pour sa part, à l'évêque de Massa, nonce du pape, une provision journalière de quatre florins, etc. — **Villeneuve, 13 août 1375.**

Reg. Vat., t. CCLXVII, fol. 32 v°.

Ven. fratribus .. Arelaten., .. Aquen., .. Ebredunen., .. Viennen. et .. Tarantasien. archiepiscopis eorumque suffraganeis, necnon dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus, decanis, prepositis, archidiaconis, archipresbiteris, plebanis, rectoribus, et aliis ecclesiarum et monasteriorum prelatis, ipsorumque vicesgerentibus ac capitulis et conventibus ecclesiarum et monasteriorum ipsorum, ceterisque personis ecclesiasticis, secularibus et regularibus exemptis et non exemptis Cistercien., Cluniacen., Cartusien., Premonstraten., Camaldulen., sanctorum Benedicti et Augustini, et aliorum ordinum et domorum hospitalis sancti Johannis Jerosolimitani, sancte Marie Theotonicorum, et Humiliatorum magistris, prioribus et preceptoribus civitatum, diocesum et provinciarum Arelaten., Aquen., Ebredunen., Viennen. et Tarantasien., salutem, etc. — Cum venerabilem fratrem nostrum Antonium, episcopum Massan., apostolice Sedis nuntium, harum latorem, ad vestras Arelaten., Aquen., Ebredunen., Viennen. et Tarantasien. civitates, dioceses et provincias pro negotiis catholice fidei adversus nonnullos hereticos destinemus, universitatem vestram rogamus et hortamur attente per apostolica vobis scripta mandantes [ut ipsi nuntio diebus singulis IV flor. auri assignent inter ipsos dividendos; quibuscumque non obstantibus; ut etiam de pecuniis vel rebus solutis pro negotio huiusmodi expleto, papam informent; ut etiam fideliter onera hec supportent et a subditis suis ultra taxationem predictam nihil exigant, pretextu huiusmodi legationis]. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, idus augusti, anno quinto.

— 302 —

L'évêque de Massa et l'inquisiteur François Borrel[1] *devront contraindre les évêques à pourvoir à l'entretien des prisonniers originaires de leurs diocèses respectifs. Les ordinaires qui seraient de ce chef trop lourdement chargés seront aidés par leurs collègues voisins.* — Avignon, 7 octobre 1375.

Reg. Vat., t. CCLXVII, fol. 37 v°; Wadding, *Annal.*, ad ann. 1375, n. XXI (*in ext.*).

Venerabili fratri Antonio, episcopo Massan., apostolice Sedis nuntio, et dilecto filio Francisco Borilli, ordinis fratrum minorum, in sacra theologia magistro, in Arelaten., Aquen., Ebredunen., Viennen. et Tarantasien. (*a*) civitatibus, diocesibus et provinciis inquisitori heretice pravitatis, salutem, etc. — Apostolatui nostro significare curastis vos magnam multitudinem hereticorum capi fecisse et tenere carceribus mancipatos, et quod tot sunt quod eis alimenta ministrare nequitis; quare super hoc nos consulere curavistis. Nos igitur vestre consultationi respondemus quod cum huiusmodi pestis heretica ex negligentia ordinariorum increverit et quod propterea ipsi ordinarii verbo, opere ac sumptibus ad extirpationem dicte pestis debent attentius laborare, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos vel alter vestrum ordinarios provinciarum in quibus tu, fili inquisitor, officium Inquisitionis exerces ad prebendum de bonis suarum ecclesiarum eisdem carceratis qui sunt de suis civitatibus vel diocesibus sufficientia alimenta auctoritate nostra per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compellatis : invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii secularis. Non obstantibus si eis vel eorum aliquibus communiter vel divisim a Sede apostolica sit indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem. Volumus autem quod si unus ordinarius in hoc, consideratis suis facultatibus, nimium gravaretur, eum secundum discretionem vobis datam a Domino faciatis per alios vicinos ordinarios relevari. Et nichilominus

(*a*) Wadding : *in Ebredunen., Viennen., et Tarantasien.*

expense alimentorum huiusmodi facientibus eas restituantu de male ablatis [et] incertis que ad hoc per alias nostras litteras duximus deputanda. — Datum Avinioni, nonis octobris, anno quinto.

1. N. 290, note 3, et 286, note 1.

— 303 —

Le pape, écrivant au gouverneur du Dauphiné[1] *et à ses conseillers, se plaint amèrement de leur négligence et de leur mauvaise volonté à seconder les efforts de l'évêque de Massa et de l'inquisiteur François Borrel*[2], *dans la chasse aux hérétiques. Ils manquent à leur devoir et foulent aux pieds les ordres du roi de France, auquel le pape se propose de dénoncer cette attitude déplorable. Il les exhorte surtout à veiller à la sûreté des personnes des inquisiteurs et de leurs gens.* — Avignon, 28 décembre 1375.

Reg. Vat., t. CCLXXI, fol. 88; Wadding, *loc. cit.*, n. XXV (*in ext.*)

Dilectis filiis nobili viro gubernatori ac consiliariis Delphinatus Viennen., salutem, etc. — Dolemus, filii, multaque admiratione movemur quod ubi, tam propter strictum mandatum carissimi in Christo filii nostri Caroli regis Francorum illustris vobis directum, quam ob debitum vestri officii sperabamus in negotio fidei adversus hereticos, quorum labe Delphinatus Viennen. quem regitis proh dolor multipliciter fedatus continue reperitur, vestrum ut iura precipiunt adhiberi auxilium, consilium et favorem, et Delphinatum ipsum ad laudem Dei, exaltationem dicte fidei, animarum salutem, consolationem nostram ac regium et vestrum honorem perpetuum tam abominabili feditate purgari, contrarium experimur. Nam nuper venerabilis frater noster Antonius, episcopus Massan., apostolice Sedis nuntius, et dilectus filius Franciscus Borilli, ordinis fratrum minorum professor, in sacra theologia magister, in dicto Delphinatu et certis aliis partibus inquisitor heretice pravitatis, quedam nobis scripserunt de vestris negligentiis et impedimentis detestabilibus contenta in schedula presentibus interclusa, que ad vestram

revocamus memoriam, ut providentes vestris honori et saluti ea curetis efficaciter et celeriter emendari; de qua emendatione vos paternis et apostolicis monitis exhortamur, scituri quod super hiis scribemus eidem regi, cui, tamquam christianissimo principi, talia vestra gesta et defectus displicebunt ab intimis, ut super hiis dignetur de efficaciori remedio celeriter providere. Inter alia vero vos hortamur, per apostolica scripta vobis mandantes, quod de securitate personarum dictorum nuntii et inquisitoris suorumque vicariorum et commissariorum, familiarium et auxiliatorum curetis realiter provideri. — Datum Avinioni, v kalendas ianuarii, anno quinto.

1. Charles de Bouville; voir n. 291, note 1.
2. N. 290, note 3, et 286, note 1.

— 304 —

Reg. Aven., t. cc (Greg. XI, t. xxviii), fol. 576. *Rubrica communium anni VI* (1376).

Judicibus mandatur ut informationes et processus factos per Ludovicum [1], episcopum Valentin., contra Johannem de Bonenco super heresi, recipiant et super ipsis quod iustum fuerit decernant.

1. Louis de Villars, n. 267, note 5.

— 305 —

Grégoire XI adresse un nouvel appel au gouverneur [1] *et au conseil du Dauphiné il les exhorte à prêter leur appui efficace et leurs conseils à la répression de l'hérésie. Il les supplie de permettre, jusqu'à nouvel ordre, qu'une partie du produit des biens confisqués revienne à l'inquisiteur* sicut est hactenus fieri consuetum [2]. — Avignon, 18 mai 1376.

Reg. Vat., t. ccxc, fol. 11; Wadding, *Annal.*, ad ann. 1376. n. II (*in ext.*); Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 1433 (anal.).

Dilectis filiis nobili viro gubernatori ac consilio Delphinatus, salutem, etc. — Ad pietatis opera tanto vos confidentius exhortamur quanto magis devotionem vestram decet in hiis iugiter exerceri. Sane nuper non sine cordis amaritudine accepimus quod in Delphinatu et ei circumvicinis partibus, in quibus dilectus filius Franciscus Borilli, ordinis fratrum minorum professor, magister in theologia, inquisitor heretice pravitatis auctoritate apostolica deputatus existit, adeo potenter heretice infidelitatis error invaluit quod ibidem quamplurimi a via veritatis prorsus aversi euntes post devium falsitatis ac seipsos diversis et variis heresibus maculantes, pestiferas ad concutiendum orthodoxe murum fidei machinas construunt, ipsumque subvertere falsis et vulpinis impulsibus fallacium argumentationum intendunt. Verum cum eidem inquisitori, ad talium iniqua prosternendum molimina, favor vester sit quamplurimum opportunus, eamdem devotionem vestram nobis caram, ut carius possumus, deprecamur quatinus pro nostra et apostolice Sedis reverentia ac etiam vestre salutis intuitu contra huiusmodi hereticos, credentes, fautores, defensores et receptatores eorum sic insurgere studeatis, sicque eidem inquisitori circa tam pium sibi commissum officium salubriter exequendum, consiliis, auxiliis et favoribus opportunis assistatis, quod vestro mediante suffragio per eius sacrum ministerium ac studium vigil et sollicitudinem indefessam partes predicte ab huiusmodi pravis contagiis, assistente Dei gratia, expurgentur, ac fidei catholice nitor multiplicetur et solidetur ibidem, ac clarius et lucidius elucescat in Dei honorem et eiusdem fidei incrementum. Ac insuper permittatis ac etiam ordinetis quod prefatus inquisitor, donec certa vadia sive gagia (*a*) sibi fuerint assignata, de bonis hereticorum damnatorum interim percipiat, sicut est hactenus fieri consuetum; et in premissis, prout plene confidimus, taliter vos habeatis quod omnipotentem Dominum, de cuius negotio agitur, vobis constituatis propitium, nosque provide vestre devotionis promptitudinem non immerito commendare possimus. — Datum Avinioni, xv kalendas iunii, anno sexto.

(*a*) Wadding : *grangia*.

1. Charles de Bouville; voir n. 291, note 1.

2. Voir, au n. 277, une requête de Grégoire XI au roi de France touchant les émoluments des inquisiteurs. Le pape ne cache pas ses préférences pour le système des pensions annuelles usité en Languedoc, et que Charles V consentit à appliquer en Provence. Voir Introduction, p. XXXVIII sq.

— 306 —

Grégoire XI approuve le choix fait par l'ancien nonce Antoine, évêque de Massa, d'un local appelé Palais Vieux, appartenant à la mense archiépiscopale de Vienne, pour y établir le mur de l'Inquisition dans cette ville. — Villeneuve, 22 juillet 1376.

Reg. Vat., t. CCLXXXVI, fol. 180 v°, n. 721; *Reg. Vat.*, t. CCLXXXIX, fol. 23 v°.

Ad perpetuam rei memoriam. — Zelus quem ad fidem catholicam habemus exposcit ut adversus eius adversarios oportuna remedia procuremus. Dudum siquidem nos ad exterminationem nonnullorum hereticorum in diocesi Viennen. et vicinis partibus existentium pastorali solicitudine intendentes, ven. fratri nostro Antonio, episcopo Messan. [1] (*sic*), tunc apostolice Sedis nuntio, quem ad illas partes contra eosdem hereticos destinavimus, inter alia dedimus in mandatis quod aliquem locum spectantem ad quanqumque ecclesiam seu personam ecclesiasticam pro muris seu carceribus pro introducendis in eis dictis hereticis Inquisitionis officio auctoritate apostolica deputaret perpetuo; ipseque episcopus ad prefatam civitatem se conferens et de huiusmodi loco diligenter inquirens, tandem de concilio dilectorum filiorum Humberti, sancti Petri foris portam Viennen., Johannis [2], sancti Andree Viennen., ordinis sancti Benedicti, monasteriorum abbatum, Guillelmi de Viuriaco (?) decani, Hugonis Coste, cantoris, Lauratoni Barlaton, sacriste, et Johannis de Biole, canonici ecclesie Viennen., Bartholomei de Vallibus, officialis Viennen., Francisci de Molari, curati altaris sancte Crucis, Johannis Melodie, Michaelis Machonis, clericorum beneficiatorum in dicta ecclesia Viennen., Johannis Liancardi, iurisperiti, militis ecclesie Viennen., et Aymari de Versay, procuratoris fiscalis curie Viennen., quendam locum vocatum Palatium Anti-

quum, spectantem ad mensam archiepiscopalem Viennen., in quo non erat edificium nisi murus quidam elevatus modicum super terram, et ex eo, ut asserebatur, nulla vel modica utilitatis (*sic*) afferebatur ecclesie seu mense prefate, pro dictis carceribus auctoritate apostolica deputavit perpetuo mandans ibidem fieri seu construi carceres prelibatos, prout in quodam publico instrumento inde confecto plenius dicitur contineri. Ut igitur premissa maiorem habeant roboris firmitatem deputationem et mandatum predicta, tanquam provide facta rata habentes et grata ea auctoritate apostolica predicta tenore presentium approbamus, ratificamus et etiam confirmamus supplentes omnem defectum, si quis forsan interveniret in predictis. Nulli ergo, etc., nostre approbationis, ratificationis et confirmationis infringere, etc. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, xi kalendas augusti, pontificatus nostri anno sexto.

1. N. 290, note 3.
2. Jean Isambard (?). *Gall. christ.*, t. xvi, col. 181.

— 307 —

Le pape établit l'hôtel de l'Inquisition, à Vienne, dans une maison appartenant au chapitre et sise près de l'hôpital de cette ville. — Villeneuve, 22 juillet 1376.

Reg. Vat., t. cclxxxvi, fol. 186, n. 730 ; *Reg. Vat.*, t. cclxxxix, fol. 30.

Ad perpetuam rei memoriam. — Ad conservationem et ampliationem fidei... Sane cum officium Inquisitionis pravitatis heretice in civitate Viennen. propriam domum non habeat ad quam inquisitor pravitatis eiusdem existens pro tempore declinare valeat, et in ea suum officium exercere, nos super huiusmodi defectu prout expedit providere volentes, quandam domum dilectorum filiorum capituli Viennen. sitam in dicta civitate prope hospitale elemosine Viennen., iuxta situm dicti hospitalis ab una parte et ortum domus Bonarum vallium ex altera, dicto officio pro habitatione eiusdem inquisitoris suorumque

officialium et familiarium tenore presentium auctoritate apostolica perpetuo concedimus et etiam deputamus, mandantes eisdem capitulo in virtute sancte obedientie quod dicte domus possessionem pacificam et expeditame idem inquisitori ad suam requisitionem studeant assignare. Nulli ergo, etc., nostre voluntatis, concessionis, deputationis et mandati infringere, etc. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, xi kalendas augusti, anno sexto.

— 308 —

A la prière de l'inquisiteur du Dauphiné, François Borrel[1], *Grégoire XI fait appel à la charité des fidèles et les engage à contribuer par des aumônes et des dons volontaires à l'entretien des hérétiques pauvres, prisonniers de l'Inquisition.* — Avignon, 15 août 1376.

Reg. Vat., t. CCLXXXIX, fol. 666 v°; Wadding, *Annal.*, ad ann. 1376, n. III (*in ext.*); Eubel, *Bull.*, t. VI, n. 1447 (*in ext.*).

Universis christifidelibus. — Cum auxilia captivorum computentur inter opera pietatis, decet fidelium pietatem carceratis quibuslibet qui egestate laborant de bonis suis collatis a Deo misericorditer subvenire. Cum itaque sicut accepimus dilectus filius Franciscus Borilli, ordinis fratrum minorum professor, sacre theologie magister, inquisitor heretice pravitatis, nonnullos pravitatis heretice labe infectos et etiam diffamatos carceribus ad penam seu custodiam mancipaverit, qui propter eorum paupertatem in eisdem carceribus nequeunt sustentari nisi pia largitione fidelium subveniatur eisdem intuitu pietatis; nos cupientes quod carcerati huiusmodi alimentorum defectu non deficiant, et spatium penitudinis habeant in eisdem carceribus, ut christifideles causa devotionis carceratis prefatis manus porrigant adiutrices, universitatem vestram monemus, rogamus et hortamur attente vobis in remissione peccaminum nichilominus iniungentes quatinus de bonis vobis a Deo collatis pro alimentis carceratorum huiusmodi pias eleemosinas et grata caritatis subsidia erogetis, ut per subventionem vestram carcerati

predicti valeant sustentari, et vos per hec et alia bona que, Domino inspirante, feceritis, possitis ad eterne beatitudinis gaudia pervenire. — Datum Avinioni, xviii kalendas septembris, anno sexto.

1. N. 286, note 1.

— 309 —

Le pape ordonne au général des frères mineurs de déléguer un membre de son ordre pour exercer l'office d'inquisiteur en Corse et en Sardaigne, où il semble qu'il y ait une recrudescence de l'hérésie. — Anagni, 24 juillet 1377.

Reg. Aven., t. cci (Greg. XI t. xxix), fol. 203; Eubel, *Bull.*, t. vi, n. 1483 (*in ext.*).

Dilecto filio Leonardo [1], ministro generali ordinis fratrum minorum, salutem, etc. — Cum sicut nuper dolenter accepimus in insulis Corsice et Sardinie sint quamplures heretici minus recte in diversis articulis fidei sencientes et inibi multas hereses contra fidem catholicam temerariis ausibus asserere presumentes [2]; nos cupientes, prout ex debito tenemur pastoralis officii, huiusmodi pestifero morbo congruam adhibere medelam, discretioni tue... commictimus et mandamus quatinus aliquem virum tui ordinis professorem, litteratum, providum et discretum ac timentem Deum, quem ad hoc duxeris eligendum, super quo tuam conscientiam oneramus, auctoritate apostolica hac vice inquisitorem heretice pravitatis in insulis predictis constituas et deputes, qui huiusmodi Inquisitionis officium solicite, viriliter ac prudenter exerceat tam iuxta privilegia et indulgentias inquisitoribus pravitatis eiusdem auctoritate apostolica deputatis, seu officio eiusdem Inquisitionis a Sede apostolica concessa, quam etiam secundum canonicas sanctiones, ita quod per ipsius inquisitoris per te deputandi solicitudinis studium radix pravitatis predicte de prefatis insulis penitus evulsa et exterminatis inde vulpeculis que vineam Domini Sabaoth demoliri nituntur, fides inibi catholica prosperetur. Per hoc autem locorum ordinariis

quominus ipsi Inquisitionis officium super huiusmodi labe iuxta sanctiones prefatas libere exercere valeant, ac predictis et quibusvis aliis privilegiis dicto ordini vel huiusmodi officio Inquisitionis, si qua sint eis a predicta Sede concessa, non intendimus in aliquo derogare. — Datum Anagnie, VIIII kalendas augusti, anno septimo.

1. Léonard de Gifon; voir n. 279, note 2.

2. Sur l'Inquisition en Corse, voir n. 268, 279, 280 et Introduction, p. XIII, XIV, XXXII.

— 310 —

Jean de l'Isle, clerc de Cahors, prétendait avoir été favorisé de visions extraordinaires. Il consulta des prêtres et des docteurs sur l'origine de ces phénomènes et la créance qu'ils méritaient; il rédigea un court mémoire contenant la substance des faits. Les docteurs conclurent à l'origine divine de ces manifestations. Le dominicain Raymond Roger avait pensé de même et avait rassuré formellement le visionnaire; mais aussitôt après il l'avait dénoncé à l'inquisiteur Hugues de Verdun. Celui-ci exigea de Jean de l'Isle une explication écrite. Mais la pensée de l'auteur, qui était d'exprimer un doute et non une croyance formelle à propos de ces révélations, fut faussée par le dominicain Raymond, qui effaça une négation sur le manuscrit. L'inquisiteur décida que le visionnaire avait suivi en tout cela l'impulsion du diable, le déclara excommunié et lui délivra des lettres de pénitence où étaient édictées certaines peines pécuniaires. Jean de l'Isle protesta de sa bonne foi et de ses sentiments très orthodoxes. — Le pape ordonne à l'évêque de Couserans de procéder à une enquête sur les écrits et surtout sur les intentions du visionnaire; puis de confirmer ou de révoquer les censures portées contre lui, selon qu'il le jugera coupable ou innocent. — Avignon, 1er août 1377.

Reg. Aven., t. CCI, fol. 112, 334; double expédition.

Venerabili fratri [1] episcopo Conseranen., salutem, etc. — Exhibita nobis pro parte dilecti filii Johannis de Insula, clerici Caturcen. diocesis, petitio continebat quod cum olim ipse quodam-

modo spiritu raptus plures et varias visiones habuisset humano sensu incognitas de quibus an a spiritu Dei an ab illusione diabolica processissent dubitaret, volens quantum in eo erat super hoc certificari, easdem visiones manifestavit nonnullis viris presbiteris et litteratis qui eidem Johanni consuluerunt ut eas in scriptis redigeret ad hoc ut super illis posset melius deliberari et discerni a quo spiritu processerant et an eis esset fides adhibenda; quodque ipse Johannes huiusmodi ductus consilio easdem visiones prout eas habuerat partim propria manu scripsit et partim per alium scribi fecit easque sic scriptas prefatis viris tradidit, qui eis visis et diligenter examinatis dixerunt quod firmiter credebant easdem visiones procedere a spiritu Dei, cum in illis non contineretur aliquid sonans contra catholicam fidem, et quod eis tute fides poterat adhiberi; et quod deinde cum ipse Johannes in animo gereret et verbo assereret quod si in huiusmodi scriptis esset aliquid sonans contra catholicam fide mei credere non intendebat, dilectus filius Raymundus Rogerii, ordinis fratrum predicatorum professor, ab eodem Johanne petiit huiusmodi scripta, qui ea sibi confidenter tradidit, rogans ipsum ut ea diligenter inspiceret et videret an in illis esset aliquid cui non deberet fides adhiberi; idemque Raymundus, postquam illa vidit, respondit quod contenta in eis eius iudicio erant bona et vera eisque fides adhiberi debebat, et ipse etiam eis fidem dabat; idemque Johannes prefato Raymundo dixit quod ea bene videret quia intentio sua erat pura et bona atque catholica, quodque eisdem scriptis credere non intendebat nisi si et in quantum essent catholica, et cum ipse esset [laicus et [2]] ydiota volebat per ipsum Raymundum et alios peritos doceri et instrui quid in premissis credere deberet; cui dictus Raymundus iterato respondit quod firmiter et secure eis credere poterat et debebat; et tandem ipsum Johannem non citatum nec iudicialiter vocatum duxit ad presentiam dilecti filii Hugonis de Virduno [3], professoris dicti ordinis, in provincia Tholosana inquisitoris heretice pravitatis; idemque inquisitor ipsum Johannem interrogavit an contenta in predictis scriptis crederet; qui eidem inquisitori respondit quod dubitabat si ea credere deberet vel non et quod pro certitudine sua volebat stare deliberationi ipsius inquisitoris et aliorum peritorum, licet per dictum Raymundum sibi fuisset responsum quod eis firmiter et secure credere poterat et debebat; prefatusque inquisitor eidem Jo-

hanni dixit quod volebat quod ipse quoad certos articulos in dictis scriptis contentos scriberet unam cedulam manu propria continentem in premissis totam intentionem suam; Johannes in presentia dicti Raymundi huiusmodi cedulam scripsit, et post narrationem huiusmodi articulorum scripsit in hunc modum : « Non credo, quia dubito an credere debeam vel non. » Predictusque Raymundus dixit eidem Johanni ut cancellaret illud verbum *non*; sed idem Johannes dixit : « Non faciam quia revera non credo sed dubito an credere debeam vel non; » tunc ipse Raymundus dictum *non* cancellavit. Et deinde ipsi Johannes et Raymundus reversi fuerunt ad presentiam prefati inquisitoris et sibi huiusmodi cedulam tradiderunt; idemque inquisitor ipsum Johannem iterum interrogavit si contenta in eadem cedula credebat, qui ei respondit quod non, sed quod dubitabat; prefatusque inquisitor dixit eidem Johanni quod ipse credebat eundem Johannem dictos articulos credidisse et ideo precipiebat eidem quod de cetero non crederet, nec talia scriberet, vel alicui manifestaret. Et quia in premissis videbatur ipsum Johannem diabolo credidisse et propterea excommunicationis sententiam incurrisse expediebat saluti anime sue ut absolveretur; idemque Johannes propter huiusmodi verba dicti inquisitoris valde perterritus dixit quod non reputabat se excommunicatum cum aliqua non credenda non credidisset, et si credidisset ad hoc credendum ipsum etiam induxerat dictus Raymundus. Et tandem cum idem inquisitor assereret esse necesse ipsum Johannem absolvi, idem Johannes conscientia ductus ac volens partem eligere tutiorem ab eodem inquisitore flexis genibus petiit humiliter se absolvi; prefatusque inquisitor voluit quod idem Johannes super huiusmodi absolutione litteras ipsius Inquisitionis reciperet; ac in eisdem litteris inseri fecit certas penas pecuniarias quas eidem Johanni propter huiusmodi credulitatem ut dixit infligebat. Cum autem sicut eadem petitio subiungebat, prefatus Johannes ex ipsius simplicitate et bona fide in premissis fuerit seductus ac semper fuerit et sit verus christianus non credens aliud quam sancta romana et catholica docet ac tenet Ecclesia, ac ex huiusmodi penis pecuniariis contentis in prefatis litteris dicti inquisitoris fama ipsius Johannis plurimum maculetur, pro parte ipsius Johannis nobis fuit humiliter supplicatum ut providere sibi ac statui suo de oportuno remedio super premissis de benigni-

tate apostolica dignaremur. Nos igitur... fraternitati tue... mandamus quatinus vocatis inquisitore et Raymundo predictis et aliis qui fuerint evocandi [et auditis hinc inde propositis[4]] [auctoritate nostra de premissis omnibus et singulis summarie te informes ac cedulam et alias scripturas predictas quas ut asseritur prefatus inquisitor penes se retinet tibi tradi et exhiberi facias; et eas una cum aliquibus magistris in sacra pagina et aliis viris litteratis de quibus tibi videbitur ad hoc per te vocandis examines et examinari facias diligenter, ac predictum Johannem interroges et examines quomodo et qualiter predictas scripturas intelligat et eius intellectum non verborum errorem si quis forsan intervenerit recipiens, si ipsum Johannem culpabilem in premissis vel aliquo errore fidei irretitum reperias huiusmodi penitentiam sibi iniunctam ut prefertur eadem auctoritate confirmes, ac si expediat aliam condignam iuxta canonicas sanctiones imponas eidem. Si vero ipsum innocentem et inculpabilem in premissis inveneris penitentiam ac penas pecuniarias per dictum inquisitorem sibi, ut prefertur, inflictas auctoritate predicta revoces, eundemque Johannem ad bonam famam suam restituas ac declares ipsum in premissis non errasse vel alias a fide catholica deviasse, ac prefatos inquisitorem et Raymundum si contra eundem Johannem iniuste aut inique egerint seu processerint, prout iustum fuerit punias et alias in premissis][5] quod iustum fuerit summarie et de plano [*etc.*] decernas, faciens quod decreveris per censuram ecclesiasticam firmiter observari[6]. Non obstantibus [*etc.*]; seu si prefatis inquisitori et Raymundo vel quibusvis aliis communiter vel divisim a dicta sit Sede indultum [*etc.*]. — Datum Anagnie, kalendis augusti, anno septimo.

1. Amiel de Lautrec, docteur en décrets, chanoine et chancelier de l'église de Toulouse, professeur de droit canonique à l'Université de cette ville, fut promu à Couserans, le 19 août 1370; transféré à Comminges, le 18 mai 1384; élevé au cardinalat, le 12 juillet 1385, par Clément VII. Il mourut le 7 juin 1390. Baluze, *Vitæ*, t. I, col. 1342; *Gall. christ.*, t. I, col. 1103, 1136; *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 794; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 27, 211, 215.

2. Ce membre de phrase, seulement au fol. 334.

3. Hugues de Verdun; n. 273, note 2.

4. Ce membre de phrase, seulement au fol. 334.

5. Le passage renfermé dans les crochets, du mot *auctoritate* jusqu'au mot *premissis*, se trouve au fol. 112 seulement.

6. A cet endroit, au fol. 334, on lit la clause : « Testes autem qui fuerint nominati, » etc.

CLÉMENT VII

(1378-1394)

CLÉMENT VII

(1378-1394)

— 311 —

Clément VII accorde aux habitants de Montpellier, prêtres et laïcs, le privilège de ne pouvoir être poursuivis, en matière de foi, par un inquisiteur ou tout autre juge, que si l'évêque de Maguelonne ou son vicaire font partie du tribunal chargé de les juger [1]. — Avignon, 2 octobre 1379.

Supplic., t. XLVII (Clem. VII, an. I), fol. 61 v°, *In rotulo consulum villae Montispessulani.*

Supplicant S. V. humiles et devoti oratores vestri consules vestre obsequialis Camere loci Montispessulani, Magalonen. diocesis, quatinus... — Clero et consulibus et populo Montispessulani presentibus et futuris concedere dignemini perpetuo de gratia speciali, quod nullus inquisitor heretice pravitatis aut alius ad hoc potestatem habens contra aliquem habitatorem Montispessulani super facto fidei inquirere vel alias procedere possit, nisi saltem vocato et presente ac sibi adiuncto in hac parte episcopo Magalonen. vel eius vicario in spiritualibus, cum sit Camera S. V., cum non obstantibus et clausulis oportunis ut in forma. — Datum Avinioni, VI non. octobris, anno primo.

1. Voir d'autres privilèges accordés à Montpellier, en matière d'Inquisition, n. 20, 87-88 (ces deux dernières bulles conçues dans le sens de la présente concession), 98 (celle-ci conçue dans un sens opposé), 231.

— 312 —

Jacques de Morey, promu à la charge d'inquisiteur de France par le provincial des dominicains, il y a onze ans, est maintenu dans ces fonctions jusqu'à nouvel ordre et reçoit une délégation nouvelle du pape. — Avignon, 3 décembre 1379.

Reg. Aven., t. CCXXII (Clem. VII, t. XVIII), fol. 411 v°; *Reg. Vat.*, t. CCXCII (Clem. VII, an. II), fol. 49; Eubel, *Die Avignonesische Obedienz der Mendikanten-orden*, n. 72 (anal.).

Dilecto filio Jacobo de Moreyo [1], ordinis fratrum predicatorum professori, in sacra theologia magistro, in partibus regni Francie inquisitori heretice pravitatis, salutem, etc. — Intenti pastoris solicitudo requirit ut circa gregis sibi crediti salutem diligenter intendens, eos a quacumque peste et presertim pravitatis heretice pie conservare conetur. Cum itaque sicut accepimus tam ex tue petitionis serie quam nonnullorum fidedignorum insinuatione quod dilectus filius provincialis dicti tui ordinis tunc temporis deputatus, vigore privilegiorum provinciali dicte provincie super institutione dicti officii Inquisitionis huiusmodi auctoritate apostolica, ut asseritur, indultorum, te inquisitorem heretice pravitatis in partibus dicti regni dudum duxerit deputandum, illudque officium tibi commiserit exercendum; tuque post modum prout fidedignis testimoniis accepimus, in huiusmodi Inquisitionis officio te exercitaveris laudabiliter et solerter adeo quod in huiusmodi exercicio romanam Ecclesiam et ordinem tuum plurimum honorasti et indesinenter honoras, nos cupientes ut officium ipsum solicite et diligenter exerceatur, ac de persona tua apud nos de religionis zelo, litterarum sciencia, vite ac morum honestate et aliis virtutum meritis multipliciter commendatum in hiis et aliis plenam in Domino fiduciam obtinentes ac sperantes indubie quod ea que tibi committemus prudenter et fideliter exercebis, te in dicto Inquisitionis officio per dictum provincialem ut premittitur tibi commisso, in quo iam per undecim annos et amplius fructuose et laudabiliter ut percepimus te gessisti auctoritate apostolica tenore presentium ex nostra certa scientia de speciali gratia confirmamus tibique illud de novo committimus, teque in eodem regno inquisitorem heretice pravitatis facimus et etiam deputamus : districtius inhibentes dilectis filiis... magis-

tro ordinis fratrum predicatorum et quibuscumque prioribus provincialibus dicti ordinis eorumque vicariis et locatenentibus ne te ab huiusmodi officio removere aut revocare seu suspendere, vel in exercicio huiusmodi officii quoquomodo impedire presumant, ac decernentes ex nunc irritum et inane si secus super hiis a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attemptari. Non obstantibus quibuscumque statutis et consuetudinibus dicti ordinis ac privilegiis et indulgentiis generalibus vel specialibus eidem ordini ab apostolica Sede sub quacumque forma vel expressione verborum concessis, etiamsi de illis et totis eorum tenoribus ac de verbo ad verbum esset in presentibus specialis et expressa mentio facienda. Nulli ergo [*etc.*]. — Datum Avinioni, III nonas decembris, anno secundo.

1. Jacques de Morey; voir n. 274, note 1.

— 313 —

L'inquisiteur de Carcassonne postule et obtient des bénéfices en expectative, pour quatre clercs. — Avignon, 4 avril 1380.

Supplic., t. LVI (Clem. VII, an. II, part. IV), fol. 218 v°.

Rotulus inquisitoris Carcassonen.

Supplicat S. V. creatura vestra inquisitor Carcassonen.[1] quatinus infrascriptis personis dignemini facere gratias speciales infrascriptas :

— Raymundo Sicredi, presb. dioc. Carcassonen., de beneficio cum cura vel sine cura ad collationem etc., prioris, priorisse et monasterii Prolhani[2], S. Papuli dioc...

— Johanni de Salteto, presb. S. Flori de beneficio... ad collationem... abbatisse et conv. Blasilie[3], dioc. S. Flori, O. S. B...

— Guillelmo Berengarii, presb. dioc. S. Flori, de beneficio ... abbatis et monast. de Caunis[4], dioc. Narbonen...

— Petro Chanela, clerico S. Flori dioc., de beneficio... prioris de Volta[5], dioc. S. Floris.

Fiat pro omnibus G. sine alia lectione et commissionibus exa-

minationis ad partes pro absentibus. — Dat. Avinioni, secundo nonas aprilis, anno secundo.

1. Peut-être Durand Salvan; n. 206, note 3.
2. Prouille, cant. de Fanjeaux (Aude), arrond. de Castelnaudary. Couvent de dominicaines.
3. Blesle (Haute-Loire), arrond. de Brioude. Couvent de bénédictins.
4. Caunes (Aude), arrond. de Carcassonne. Abbaye de bénédictines.
5. Lavoûte-Chilhac (Haute-Loire), arrond. de Brioude.

— 314 —

Clément VII ordonne à l'official de Besançon de procéder à une enquête sur le compte de Jean de Pelens, curé de Charsilley, au diocèse de Besançon, et s'il en résulte que ce recteur est coupable du crime d'hérésie, de le priver de sa paroisse. — Avignon, 5 avril 1380.

Reg. Aven., t. CCXXII, fol. 380.

Dilecto filio .. officiali Bisuntin., salutem, etc. — Ad audientiam nostram pervenit quod Johannes de Pelens, rector paroch. ecclesie de Charsilley, Bisuntin. diocesis, de crimine heresis vehementer suspectus et publice diffamatus ac etiam accusatus existit; nos igitur attendentes quod dictus Johannes si crimine huiusmodi commiserit dicta parochiali ecclesia quam tunc obtinebat prout obtinet reddidit se indignum, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus vocatis dicto Johanne et aliis qui fuerint evocandi super premissis inquiras auctoritate nostra diligentius veritatem; et si per inquisitionem huiusmodi reppereris eumdem Johannem crimen predictum commisisse, ut prefertur, ipsum prefata ecclesia auctoritate predicta finaliter prives seu declares fore privatum et amoveas ab eadem... — Datum Avinioni, nonis aprilis, anno secundo.

— 315 —

Ex schedis Garampianis. *Instrum. miscellan.*, 15 julii 1381.

Clemens VII committit quamdam causam vertentem inter quosdam fautores haereticorum et inquisitorem regni Franciae [1].

1. Probablement Jacques de Morey; n. 274, note 1.

— 316 —

Le cardinal Guillaume d'Aigrefeuille reçoit commission de nommer le dominicain Martin d'Amance, inquisiteur en Lorraine, à l'évêché de Gabala et à la coadjutorerie des évêchés de Metz et de Toul. Les évêques de ces deux sièges devront assurer une pension suffisante à leur auxiliaire. — Avignon, 13 novembre 1381.

Reg. Aven., t. CCXXXI (Clem. VII, t. XXVII), fol. 314; Eubel, *Avign. Obedienz*, etc., n. 169 (anal.).

Clemens episcopus servus servorum Dei dilecto filio Guillelmo [1], tituli sancti Stephani in Celiomonte presbitero cardinali, apostolice Sedis legato, salutem, etc. — Solicite considerationis intuitum... Dudum siquidem bone memorie Andrea [2], episcopo Gabulen., regimini Gabulen. ecclesie presidente, nos cupientes eidem ecclesie cum vacaret... utilem et ydoneam presidere personam, provisionem dicte ecclesie ordinationi et dispositioni nostre ea vice duximus specialiter reservandam... Postmodum vero dicta ecclesia per obitum ipsius Andree episcopi... vacante, nos vacatione huiusmodi fidedignis relatibus intellecta, considerantes quod dilectus filius Martinus de Amantia [3], ordinis fratrum predicatorum professor, in theologia magister, et in Lothoringia heretice pravitatis inquisitor, religionis zelo conspicuus, vite ac morum honestate decorus, in spiritualibus providus et tepmoralibus circumspectus aliisque multiplicium virtutum meritis apud nos multipliciter commendatus ad regimen et administrationem ipsius ecclesie utilis et ydonus existeret; et quod venerabiles fratres nostri Theodericus [4], Meten., et Johan-

nes [5], Tullen. episcopi, asserentes se suffragiis unius episcopi ad exercendum in civitatibus et diocesibus suis pontificalia indigere, eidem Martino, si de ipso dicte ecclesie provideretur, ut decentius statum suum iuxta pontificalis dignitatis exigentiam tenere valeret, cum dicta Gabulen. ecclesia in fructibus non habundet, pensionem annuam congruam et sufficientem assignare obtulerunt se paratos; cupientesque eidem ecclesie de cuius provisione nullus preter nos hac vice se intromittere potuit neque potest, reservatione et decreto obnitentibus supradictis, ne ecclesia ipsa longe vacationis exponeretur incommodis de persona ydonea ac statui dicti Martini salubriter providere, circumspectioni tue... committimus et mandamus quatinus de persona ipsius Martini prefate ecclesie hac vice auctoritate nostra provideas ipsumque illi preficias in episcopum et pastorem... Ac quamprimum de ipso Martino eidem ecclesie provideris eidem Martino per dictos Theodericum et Johannem episcopos pensionem annuam ducentorum florenorum auri de camera de et super bonis ad mensas episcopales Meten. et Tullen. spectantibus auctoritate predicta facias assignari... etc. — Datum Avinioni, idus novembris, anno quarto.

1. Guillaume d'Aigrefeuille le jeune, neveu de Clément VI; créé cardinal du titre de Saint-Étienne, le 12 mai 1367; mort à Avignon, le 13 janvier 1401. Baluze, *loc. cit.*, col. 997; Ciacconius, *op. cit.*, t. II, col. 565-566; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 20.

2. André, dominicain, évêque titulaire de Gabala, suffragant de Metz, le 27 octobre 1380. Eubel, *Hier.*, t. I, p. 268; Eubel, *Avign. Obedienz*, etc., n. 132.

3. Eubel, *Hier.*, t. I, p. 268.

4. Théodéric Beyer de Boppard, chapelain du pape; d'abord évêque de Worms (15 mai 1359), puis de Metz, le 13 août 1365; mort le 18 janvier 1383. *Gall. chr.*, t. V, col. 682; t. XIII, col. 775-777; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 354, 567.

5. Jean de Neufchâtel, cousin de Clément VII, d'abord évêque de Nevers (10 février 1371); transféré à Toul, le 27 août 1372; cardinal des SS. IV Couronnés, le 23 décembre 1383; évêque d'Ostie, en 1392; mort le 4 octobre 1398. Baluze, *op. cit.*, col. 1315; *Gall. christ.*, t. XII, col. 650; t. XIII, col. 1030; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 27, 386, 531.

— 317 —

Clément VII ratifie et confirme le choix de Jean Tissier comme inquisiteur de France, choix fait par le général des dominicains, Hélie Raymond. — Avignon, 5 mars 1382.

Reg. Aven., t. CCXXIX, fol. 204; Eubel, *Avign. obedienz.* etc., n. 187 (anal.).

Dilecto filio Johanni Textoris, ordinis fratrum predicatorum professori, conventus loci Nanneten. dictorum fratrum, salutem, etc. — Intenti pastoris solicitudo requirit ut circa gregis sibi crediti salutem diligenter intendens eos a quacumque peste et presertim pravitatis heretice preservare conetur. Cum itaque sicut tam ex tue petitionis serie quam nonnullorum fidedignorum insinuatione percepimus dilectus filius Helias [1], dicti ordinis generalis magister, te inquisitorem heretice pravitatis in partibus regni Francie [2] nuper duxerit deputandum, illudque officium tibi commiserit exercendum, tuque post modum prout fidedignis testimoniis accepimus in huiusmodi Inquisitionis officio te exercitans laudabiliter et solerter adeo quod in huiusmodi exercicio romanam Ecclesiam et ordinem tuum plurimum honorasti et indesinanter honoras, nos cupientes ut officium ipsum solicite et diligenter exerceatur ac de persona tua apud nos de religionis zelo, litterarum scientia, vite ac morum honestate et aliis virtutum meritis multipliciter commendata in hiis et aliis plenam in Domino fiduciam obtinentes, ac sperantes indubie quod ea que tibi committentur prudenter et fideliter exercebis, institutionem, commissionem et ordinationem per dilectum (*corr.* dictum) Heliam generalem magistrum de dicto Inquisitionis officio, ut premittitur, de te factas ratas habentes et firmas, ipsas ratificamus et approbamus, ac illas et omnia inde secuta tenore presentium auctoritate apostolica de speciali gratia confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo, etc., nostre ratificationis, aprobationis, confirmationis et communiminis infringere, etc. — Datum Avinioni, III nonas marcii, anno quarto.

1. Hélie Raymond de Toulouse, maître en théologie, en 1359; pénitencier apostolique sous Urbain V; élu maître général de l'ordre en 1367; adhéra à Clé-

ment VII avec une grande partie des religieux de France et d'Espagne. Il mourut en 1389, le 31 décembre. Quétif et Echard, *Script. ord. praed.*, t. I, p. 660-661; Denifle, *Archiv*, etc., t. II, p. 225, n. 149; Mortier, *Hist. des maîtres généraux*, t. III, p. 384-490, 616-640.

2. Jean Tissier résidait probablement à Paris, comme Jacques de Morey (cf. n. 274, note 1).

— 318 —

Clément VII, écoutant les plaintes des juifs des provinces de Sens, Rouen, Reims et Lyon, défend aux inquisiteurs de la foi de les molester et décide que leurs causes seront, à l'avenir, portées et traitées devant les curies épiscopales, selon les prescriptions du droit commun. — Avignon, 15 avril 1383.

Reg. Aven., t. CCXXXIV, fol. 566.

Ad perpetuam rei memoriam. — Etsi Iudeorum sit reprobanda perfidia, utilis tamen et necessaria est quodam modo christianis conservatio eorundem, qui Salvatoris nostri habentes ymaginem et ab universorum Creatore creati non sunt a concreaturis suis videlicet Christi fidelibus opprimendi; nam quanticumque sit eorum perversa incredulitas amici Dei sunt ipsorum patres effecti et etiam eorum reliquie salve fient. Sane petitio pro parte universorum Iudeorum et Iudearum in Senonen., Rothomagen. et Remen. civitatibus et diocesibus necnon in partibus civitatis et diocesis Lugdunen. in regno Francie consistentibus, ac in Senonen., Rothomagen., Remen. et Lugdunen. provinciis commorantium nobis exhibita continebat quod nonnulli ex eis per inquisitores heretice pravitatis in civitatibus et diocesibus ac provinciis deputati predictis hactenus indebite molestati fuerunt et continue molestantur; quodque plures inquisitiones (a) contra nonnullos ex ipsis pendent coram aliquibus ex eisdem inquisitoribus indecise in quibus timent per inquisitores eosdem in futurum verisimiliter aggravari. Quare pro parte dictorum Iudeorum et Iudearum nobis fuit humiliter supplicatum ut providere eis super hiis de benignitate apostolica dignaremur. Nos itaque

(a) Mss : *inquisitores*.

huiusmodi supplicationibus inclinati eisdem Iudeis et Iudeabus tenore presentium indulgemus ut deinceps ipsi vel eorum aliquis quavis occasione vel causa coram inquisitoribus pravitatis predicte presentibus aut futuris, vel aliquo eorumdem, etiam in inquisitionibus vel causis nunc coram eis pendentibus respondere minime teneantur, nec ad id a quoquam inviti valeant coartari; volentes et etiam statuentes ut super illis super quibus de iure vel de consuetudine coram huiusmodi inquisitoribus respondere alias tenerentur, coram locorum ordinariis duntaxat et ordinario iudicio debeant respondere[1]. Nos enim habentes omnes et singulas inquisitiones et causas alias contra Iudeos et Iudeas predictos et eorum quemlibet coram eisdem inquisitoribus indecisas pendentes et statum earum et cuiuslibet ipsarum ac nomina et cognomina partium presentibus pro expressis, illas etiam si in eis vel ipsarum aliqua conclusum existat ab ipsis inquisitoribus tenore presentium advocamus, et eas ad locorum ordinariorum examen remittimus per presentes, ut ipsi ordinarii eas ordinario iudicio legitimis per eosdem inquisitores habitis servatis processibus audiant et debito fine decidant et faciant quod decreverint iuxta sanctiones canonicas firmiter observari. Constitutionibus, privilegiis et litteris apostolicis generalibus vel specialibus sub quacumque forma vel expressione verborum concessis vel concedendis imposterum contrariis non obstantibus quibuscumque. Et insuper exnunc irritum decernimus et inane si secus [*etc.*]. Ceterum cum eisdem Iudeis et Iudeabus valde difficile redderetur presentes litteras pro ipsorum singulis in locis et iudiciis in quibus eos ipsis indigere contigerit exhibere, volumus quod transumpto litterarum ipsarum publica manu confecto ac curie diocesanorum locorum sigillo munito in civitate et diocesi diocesanorum huiusmodi in iudicio vel extra ubicumque exhibitum fuerit vel ostensum stetur firmiter et credatur ac adhibeatur in omnibus velut originalibus litteris plena fides. Nulli ergo, etc., nostre concessionis, ordinationis, constitutionis et voluntatis infringere, etc. — Datum Avinioni, XVII kalendas maii, anno quinto.

1. Voir pour la compétence sur les crimes des juifs et des judaïsants : n. 230, note 1. Cf. 269-270; et Introduction, p. XLIII.

— 319 —

Clément VII déclare que Hugues Aubriot, jadis condamné à la prison perpétuelle par l'évêque de Paris et l'inquisiteur de France et délivré malgré lui par la foule lors de l'émeute des Maillotins, n'a pas manqué à sa promesse de ne point s'échapper de prison; il n'est donc pas relaps. En considération des services par lui rendus à l'Église et au vrai pape, tandis qu'il était prévôt de Paris, il est dispensé de réintégrer son cachot pour y purger le reste de sa peine. — Villeneuve, 26 octobre 1383.

Reg. Aven., t. CCXXXIV, fol. 245, 245 v°; Denifle, *Chartular.*, t. III, p. 304, note 6 (fragm.).

Ad futuram rei memoriam. — Romanus pontifex de... Ad nostrum siquidem nuper pervenit auditum quod cum dudum ven. frater noster episcopus Parisien [1]. et dilecti filii inquisitor [2] heretice pravitatis ad hoc a Sede apostolica specialiter deputatus et officialis Parisien. habens super inquirendis, corrigendis et puniendis excessibus etiam super crimine pravitatis heretice subditorum eiusdem episcopi specialem ab eodem episcopo potestatem pro tempore existentes, contra nobilem virum Hugonem Abrieti [3], militem Lingonen. diocesis tunc Parisius commorantem, tanquam contra hereticum processissent; et dictus inquisitor, consedendo sibi officiali predicto eumdem Hugonem veluti convictum et confessum de crimine heresis per suam diffinitivam sententiam prefato Hugone ad hoc legitime evocato ad carcerem perpetuum ad peragendam ibidem penitentiam condempnasset, idemque Hugo in quadam turri domus episcopalis Parisien. inclusus et detentus fuisset, iurassetque et se efficaciter obligasset quod de dicta turre seu carcere non exiret et quod si ipsum a dicta turre seu quibusvis aliis carceribus propterea assignandis eidem exire, recedere vel quomodolibet absentare contingeret, eo ipso relapsus in heresim reputari et teneri deberet; quodque postmodum cum prefatus Hugo in dicta turre maneret, ut prefertur, inclusus, quadamque die in civitate Parisien. magnus popularium tumultus existeret, populares civitatis eiusdem tunc *Mailleti* seu *Malleatores* nuncupati ad dictam turrim magno numero non ad petitionem seu requestam dicti Hugonis, sed pocius eo inscio et ignorante et nullate-

nus procurante sed ymo timente quod causa occidendi eum inibi convenissent, portas turris predicte frangentes ipsum Hugonem non voluntarium sed invitum de eadem turre seu carcere cum violentia extraxerunt eumque ad hospicium in quo morari antea consueverat conduxerunt ac voluerunt quod ipse eorum esset capitaneus et capitaneatum assumeret eorumdem, et quod idem Hugo advertens quod facta ipsorum contra statum et honorem carissimi in Christo filii Caroli, regis Francorum illustris, redundabant pariter et cedebant et quod protunc propter metum mortis ad dictam turrim ausus regredi non fuisset, aufugit et recessit ab eis et iter arripuit veniendi ad Sedem apostolicam, eiusdem Sedis preceptis et mandatis quibuslibet in premissis et aliis humiliter pariturus; quare pro parte eiusdem Hugonis nobis extitit humiliter supplicatum sibi super premissis et quolibet premissorum per nos de oportune provisionis remedio subveniri. Nos attentis predictis pie volentes agere cum eodem, prout ad nostrum spectat officium, eidemque super premissis, ne ipsorum pretextu valeat molestari providere volentes, tenore presentium declaramus eundem Hugonem pro et ex eo quod a dicta turre extractus extitit et ad Sedem predictam ut prefertur accessit apud eamque aliquandiu moram traxit contra iuramentum et obligationem predicta minime attemptasse, ipsumque propterea relapsum in heresim minime reputari debere, nec in penas aut sententias aliquas incidisse; et insuper attendentes quod prefatus Hugo, qui dudum prepositus Castelleti Parisien. extitit, pro extirpatione scismatis quod prothdolor (*sic*) humani generis inimicus in Dei Ecclesia suscitavit, labores varios subivit hactenus, prout adhuc est solicitis studiis sustinere et subire paratus; ac quod ipse grandia grata plurimum et accepta probitatis obsequia clare memorie Carolo regi Francorum illustri ac civitati prefate in officio prepositure predicte tam ministrando iustitiam quam actus alios quamplurimos laudabiles exercendo ferventer prestitit et impendit; nos ex hiis et aliis causis moti eidem Hugoni apostolica auctoritate concedimus quod ipse Hugo premissorum et cuiuslibet eorumdem occasione ad dictam turrim aut alios carceres episcopi memorati, vel alterius cuiuscumque ad ulteriorem penitentiam peragendam redire minime teneatur; nec ad id a quocumque invitus valeat coactari iuramentum predictum penitus relaxantes. Nulli ergo, etc., nostre declarationis, concessionis et relaxationis infringere, etc. — Datum

apud Villamnovam, Avinionensis diocesis, VII kalendas novembris, anno quinto.

Ad futuram rei memoriam. Romanus pontifex de... [*comme ci-dessus*] etc., de verbo ad verbum prout in proximo precedenti pro eodem Hugone Ambrieti usque ad finem. — Datum apud Villamnovam, Avinionen. diocesis, VII kalendas novembris, anno quinto.

1. Aymeric de Maigniac; voir n. 288, note 1.
2. Jacques de Morey; n. 274, note 1.
3. Hugues Aubriot était Bourguignon et d'origine modeste. Charles V le distingua, tandis qu'il exerçait les fonctions de bailli de Dijon, et l'appela à la cour en 1364. En 1367, Aubriot était prévôt et capitaine de Paris, chargé de rendre la justice dans le fief royal et d'y faire régner le bon ordre. Paris lui dut beaucoup : il l'assainit et l'embellit; il y fit construire des égouts, percer des rues, bâtir des ponts; il fonda la Bastille et refit le Petit Châtelet. Il réforma la police des rues et punit sévèrement les étudiants qui avaient coutume d'y contrevenir. Sa rigueur à l'égard de la jeunesse des écoles fut même une des causes des ennuis qu'il éprouva dans la suite. Il haïssait les privilèges et ce ne fut qu'à grand'peine qu'il consentit à jurer, comme tout prévôt devait le faire, de respecter ceux de l'Université. Denifle, *Chartul.*, t. III, n. 1336, 1337. Celle-ci se plaignait de lui souvent à Charles V, qui se contentait d'adresser à son prévôt de paternelles admonestations. Denifle, *op. cit.*, n. 1354, p. 186. Aubriot ne recevait par ailleurs, de son roi, que faveurs et récompenses. Il fut fait chevalier, anobli, doté de grasses pensions. On enviait sa fortune, on le haïssait pour son faste autant qu'à cause de sa sévère administration. Lorsque Charles V fut mort, le prévôt ne tarda pas à éprouver combien grandes et tenaces étaient les rancunes accumulées contre lui. Le premier choc avec l'Université se produisit aux funérailles même du défunt roi, à propos d'une question de préséance soulevée par le recteur et que le prévôt ne sut pas trancher autrement que par l'injure et la violence. Les universitaires, brutalisés par les soldats, pourchassés à travers la campagne, détroussés, blessés et mis aux fers, se plaignirent au Parlement, qui, comme de juste, condamna Aubriot à indemniser les victimes. Denifle, *op. cit.*, n. 1454, p. 293-296; texte de l'acte d'accusation : 25 novembre 1380. Voir aussi *Chronique des quatre premiers Valois*, édit. S. Luce, dans *Soc. de l'histoire de France*, p. 287-288; *Les Grandes Chroniques de France*, éd. P. Paris, t. VI, p. 469. L'Université, enhardie par le succès, poussa plus loin sa vengeance. Des accusations diverses couraient sous le manteau, contre Hugues, déjà sous le règne de Charles V. Elles circulèrent dès lors plus hardiment dans la foule qui les amplifiait Aubriot, libertin, quoique sexagénaire, séduit les jeunes filles, commet des adultères, a commerce avec des juives, pratique la sorcellerie, fait rendre à leurs mères des enfants juifs baptisés de force, méprise l'eucharistie, blasphème contre Dieu et ses ministres, s'abstient d'aller à confesse et néglige ses devoirs religieux. C'était plus qu'il n'en fallait pour perdre un homme, si puissant fût-il. Aubriot fut dénoncé à l'évêque et à l'inquisiteur. Cité à comparaître, il affecta le dédain; il fut jugé par contumace et excommunié. Il se rendit alors et on l'en-

ferma dans les cachots de l'évêque (1er février 1381). L'instruction se poursuivit jusqu'au 17 mai 1381. Ce jour-là eut lieu l'acte de foi solennel où l'on statua sur son crime. On le jugeait passible du bûcher, mais, sur les vives instances des princes et des seigneurs, cette peine fut commuée en celle de la prison à perpétuité. A genoux sur une estrade, élevée devant Notre-Dame, en présence d'une foule immense, humblement Aubriot cria merci. L'évêque l'absout et lui lut sa condamnation, tandis que la gent écolière criait des couplets satiriques et trépignait de joie. On l'enferma dans le donjon de l'hôtel épiscopal, où il resta jusqu'au jour (1er mars 1382) où les Maillotins révoltés forcèrent les portes de son cachot et le délivrèrent de ses chaînes. Ils le mirent de force à leur tête et le conduisirent dans son ancien palais. Mais lui, plus avisé, leur échappa, le soir, et s'enfuit en Bourgogne. Il y tomba malade, séjourna quelque temps à Mussy-la-Fosse, en Auxois, alla à Mâcon et enfin à Avignon, où le pape finit par le recevoir. Le 26 octobre 1383, il consentit à lui délivrer les lettres ci-dessus qui marquent la conclusion de toute cette affaire en rendant Aubriot indemne à l'égard de l'Inquisition. Voir sur cette cause célèbre les *Chroniques* déjà citées, et *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, éd. Bellaguet, dans *Collection des documents inédits*, t. VI, p. 98, 100-106, 140; l'auteur est favorable à l'Université. Voir la sentence de l'évêque et de l'inquisiteur, dans *Bulletin de la Soc. de l'hist. de Paris*, t. IX, p. 156. Consulter aussi : Le Roux de Lincy, *Hugues Aubriot, prévôt de Paris sous Charles V* (1367-1381), dans *Biblioth. de l'École des chartes*, Ve série, t. III, p. 173-213; Denifle, *Chartul.*, t. III, *loc. cit.*, et p. 298, n. 1457 et note; E. Deprez, *Un prévôt de Paris, Hugues Aubriot,* dans *Positions de thèses de doctorat devant l'Université de Paris.*

— 320 —

Hugues de Verdun, inquisiteur de Toulouse, est fait pénitencier apostolique. — Avignon, 12 octobre 1386.

Reg. Aven., t. CCLXVIII, fol. 599 v°; *Reg. de officiis Curiae.*

Anno Domini MCCCLXXXVIto, die XII octobris, fuit receptus in minorem penitentiarium domini nostri, frater Hugo de Verduno [1], magister in sacra pagina, ordinis predicatorum, inquisitor heretice pravitatis in provincia Tholosana : et non prestitit iuramentum quia absens erat.

1. Voir n. 273, note 2.

— 321 —

Bernard Bosquarel, maître en théologie, succède à Hugues de Verdun, démissionnaire, dans la charge d'inquisiteur de Gascogne et de Languedoc. Formule du serment qu'il devra prêter. — Avignon, 27 octobre 1386.

Reg. Aven., t. CCXLV, fol. 484.

Dilecto filio Bernardo Bosquarelli [1], ordinis fratrum predicatorum professori, magistro in theologia, inquisitori heretice pravitatis in Vasconie et Occanis ac aliis partibus regni Francie auctoritate apostolica deputato, salutem, etc. — Licet ubilibet [*etc., comme ci-dessus, n. 183, jusqu'à*] ut in Vasconie et Occitanis ac aliis partibus in regno Francie constitutis negotium fidei iugi profectu [*etc.*]. Cum itaque nuper dilectus filius Hugo de Verduno [2], ordinis fratrum predicatorum professor, tunc in predictis partibus inquisitor pravitatis huiusmodi auctoritate apostolica deputatus, officium Inquisitionis huiusmodi per dilectum filium Raymundum Hugonis, professorem dicti ordinis et penitentiarium nostrum, procuratorem suum ad hoc specialiter constitutum, qui de licentia sui superioris onus procurationis huiusmodi susceperat, in manibus dilecti filii nostri Amelii [3], tituli sancti Eusebii presbiteri cardinalis, duxerit libere resignandum; idemque cardinalis de speciali mandato nostro facto sibi super hoc oraculo vive vocis resignationem huiusmodi duxerit admittendam; nos ad personam tuam, quam sinceritate religionis et fidei maturitate morum et litterarum scientia Dominus insignivit, nostre dirigentes considerationis intuitum, te inquisitorem eiusdem heretice pravitatis in partibus antedictis auctoritate apostolica usque ad eiusdem Sedis beneplacitum deputamus [*etc., comme au n. 183 jusqu'à*] preiudicium generari. Volumus etiam quod tu antequam huiusmodi officium incipias excercere in manibus venerabilis fratris Francisci [4], episcopi Gratianopolitani, camerarii nostri, de ipso fideliter exercendo officio prestes corporaliter iuramentum, iuxta formam presentibus annotatam, que talis est [5] :

Ego frater Bernardus Bosquarelli, ordinis fratrum predicatorum professor, inquisitor heretice pravitatis, ab hac hora in antea fidelis ero beato Petro, sancte romane Ecclesie, et domino

meo domino Clementi pape VII suisque successoribus canonice intrantibus; non ero in consilio aut consensu vel facto ut vitam perdant aut membrum vel capiantur mala captione; consilium vero quod per se vel nuntium suum, seu litteras michi redditturi sunt signo, verbo vel nutu me sciente ad eorum dampnum seu preiudicium nemini pandam. Si dampnum eorum tractare scivero, pro posse meo impediam ne fiat; quod si per me impedire non possem, per nuntium aut litteras ea significare curabo vel illi per quem cicius ad eorum notitiam deducatur. Officium Inquisitionis michi commissum fideliter geram et solicite exercebo, prece vel precio, favore vel odio a iusticia non recedam, etiam penas seu penitentias, mitigando vel relaxando seu in eis alias dispensando; dona, munera seu encenia aut obligationem seu promissionem super illis per me, seu alium vel alios a personis coram me causas habentibus, seu ab aliis pro eisdem pro penitentiis impositis, vel imponendis, vel alias michi vel meo officio applicando non recipiam, quinymo omnes familiares et officiales meos cum diligentia qua potero ab hiis faciam abstinere, et ad hec astringam eos eorum proprio iuramento. Non rogavi, nec supplicavi, nec aliquid dedi seu promisi, aut dari seu promitti feci pro isto officio assequendo. Sic me Deus iuvet et hec sancta Dei Euvangelia. — Datum Avinioni, VI kalendas novembris, anno octavo.

1. Bernard Bosquarel, frère prêcheur de la province de Toulouse, fut désigné comme bachelier substitut, chargé de « lire » les *Sentences* à Paris en 1380. En 1391, il fut fait lecteur du couvent d'Avignon. Reichert, *Acta*, t. III, p. 3, 53. Il reçut le grade de docteur en 1384, avant Pâques. Nommé, le 27 octobre 1386, à l'Inquisition « de Languedoc et de Gascogne, » il mourut en 1404. Le 22 avril de cette année, son successeur Jacques Gilbert reçut son brevet de Benoît XIII (n. 331). Voir Quétif et Echard, *Script.*, t. I, p. 691, note; Denifle, *Chartul.*, t. III, n. 1447, et note 2.

2. Voir n. 273, note 2.

3. Amiel de Lautrec, n. 310, note 1.

4. François de Conzié, docteur ès lois, auditeur du Palais apostolique, chapelain du pape; promu à Grenoble, le 28 février 1380; camerlingue, le 19 décembre 1383; transféré à Arles, le 20 janvier 1388; à Toulouse, le 17 octobre 1390; enfin à Narbonne, le 19 septembre 1391. Il mourut en 1432. *Gall. christ.*, t. XVI, col. 250; t. I, col. 580; t. XIII, col. 43-46; t. VI, col. 99-101; *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 1115; Eubel, *Hier*, t. I, p. 104, 278, 373, 515.

5. Une formule de serment à l'usage des inquisiteurs, à peu près semblable à celle-ci, a été publiée par Tangl, *Die Päpstlichen Kanzleiordnungen*, Innsbrück, 1894, p. 48-49, n. XV.

— 322 —

Clément VII confie à François Ausuyre[1], *franciscain, inquisiteur de Provence, le mandat de sévir contre les fauteurs et les défenseurs de certains juifs convertis et retournés au judaïsme, qui ont quitté le pays en y laissant des partisans.* — Avignon, 30 mars 1387

Reg. Aven., t. CCLI, fol. 378; Eubel, *Bull.*, t. VII, n. 765 (*in ext.*).

Dilecto filio Francisco Ausuerre, ordinis fratr. minorum professori, magistro in theologia, heretice pravitatis inquisitori in provincia Provincie auctoritate apostolica deputato. — Anxia nimis... — Datum Avinioni, III kalendas aprilis, anno nono.

1. Le 1er mai 1391, François Aussuyre, franciscain, maître en théologie, est chargé par le pape Clément VII de conférer la maîtrise en théologie à Pierre Strada, ermite augustin. Eubel, *Bull.*, t. VII, n. 846, et le 6 novembre 1394, il postule une expectance de bénéfice pour un de ses notaires (n. 326)

— 323 —

Pierre de Bancheyo, inquisiteur de Carcassonne, est fait chapelain domestique de Sa Sainteté. — Avignon, 9 octobre 1391.

Reg. Aven., t. CCLXVIII, fol. 607 v°.

Eodem anno [MCCC° nonagesimo primo], die nona mensis octobris, fuit receptus per dominum nostrum in sui et Sedis apostolice capellanum commensalem magister Petrus de Bancheyo[1], inquisitor Carcassone et magister in theologia, professus ordinis predicatorum; et prestitit solitum iuramentum.

1. Le 4 juillet 1383, Clément VII donna ordre à Jean Blanchart, chancelier de Paris, d'admettre Pierre de *Bancheio*, dominicain, originaire du diocèse de Bourges, qui professait les Sentences dans les couvents de Metz et d'Orléans, à les enseigner aussi dans le couvent de Paris, pendant l'été ou l'hiver de 1384. *Reg. Aven., Clem. VII*, t. XXX, fol. 607 v°. Pierre reçut plus tard le titre de docteur. Il fut au nombre des témoins de Jean Blanchart dans son procès contre

l'Université (1385). Promu à l'Inquisition de Carcassonne après cette date, il y resta jusqu'au 9 octobre 1391. *Bonitus* Litel l'y remplaça, le 4 décembre suivant (cf. n. 324). Quétif et Echard, *Script.*, t. I, col. 698, le confondent à tort avec un autre *Bancherius*, qui devint évêque de Tinos. Cf. Denifle, *Chartul.*, t. III, p. 317, n. 1482, et 397; Eubel, *Avign. Obedienz*, etc., n. 301. Le *Thalamus Parvus* de Montpellier (*Société archéologique de Montpellier*, 1841), p. 417, qui l'appelle Pierre *Boquey*, nous apprend que son vicaire, Bernard de Gaillac, condamna, en 1391, un juif converti de Montpellier, qui était retourné au judaïsme.

— 324 —

Bonitus Litel, provincial des dominicains de France, est nommé à l'office d'inquisiteur de Carcassonne. — Avignon, 4 décembre 1391.

Reg. Aven., t. CCLXIX, fol. 512 v°; Eubel, *Avign. Obedienz*, etc., n. 694 (anal.).

Dilecto filio Bonito Litelli [1], ordinis fratrum predicatorum professori, in civitate et diocesi Carcassonen. heretice pravitatis inquisitori, magistro in theologia, cappellano nostro, salutem et apostolicam benedictionem. — Licet ubilibet Sedis apostolice diligentia adversus heretice pravitatis respersos quorum nequitia serpit ut cancer, ne in aliorum perniciem sua venena diffundant, remedium libenter adhibeat oportunum, in Carcassonensi tamen et aliis civitatibus et diocesibus in quibus inquisitores pravitatis predicte Carcassone communiter residentes consueverunt seu potuerunt super pravitate predicte Inquisitionis officium exercere ex specialis benignitatis affectu precipue cupimus ut negocium fidei iugi profectu elisis omnino et eradicatis erroribus prosperetur ac fides catholica forcius evalescat. Ad hoc per nos et alios desiderantes attentius vigilare talemque ad huiusmodi negotium ibidem efficaciter promovendum deputare personam cuius honesta conversatio exemplum tribuat puritatis eiusque labia erudita doctrinam fundant vere sapientie salutarem, ut eius sacro ministerio omne fermentum labis huiusmodi expurgetur, ad personam tuam igitur, quam sinceritate religionis et fidei maturitate, morum et litterarum scientia, ac familiari experientia novimus insignitam, nostre dirigentes considerationis intuitum,

te qui provincie Francie secundum morem ordinis fratrum predicatorum prior principalis existis inquisitorem eiusdem heretice pravitatis in civitate et diocesi Carcassonen. ac aliis civitatibus et diocesibus, castris, villis et locis in quibus inquisitores huiusmodi pravitatis Carcassone communiter residentes consueverunt seu potuerunt super pravitate predicta Inquisitionis officium exercere auctoritate apostolica usque ad eiusdem Sedis beneplacitum tenore presentium deputamus... — Datum Avinion[1], II nonas decembris, pontificatus nostri anno quartodecimo.

1. *Bonitus* Litel était Auvergnat. Le chapitre général de Toulouse, en mai 1372, le désigna comme bachelier chargé d'enseigner le livre des *Sentences*, en troisième année, à l'Université de Paris. Le 30 juin 1375, Jean *de Calore*, chancelier, reçut l'ordre de lui conférer le grade de docteur; ce qu'il fit en 1377. Litel devint plus tard provincial de France et, le 27 mars 1383, fut reçu chapelain du pape. Clément VII lui donna le pouvoir de conférer le doctorat à un de ses frères, et celui de transmettre à vingt personnes la faculté de recevoir l'absolution *in articulo mortis* (16 juin 1383, 4 janvier 1384, 16 juin 1387). Jean Blanchart le fit comparaître comme témoin à décharge dans son procès contre l'Université (26 septembre 1386); enfin, le 4 décembre 1391, Clément VII le nomma inquisiteur de Carcassonne. Le chapitre général de Clermont, en 1396, demanda des prières pour lui, en sa qualité d'inquisiteur. Reichert, *Acta capit. gen.*, t. III, p. 68. Lamothe-Langon (*Histoire de l'Inquisition en France*, Paris, 1829, t. III, p. 285, cité par Hansen, *Quellen.*, etc., p. 454) parle des condamnations qu'il aurait prononcées contre des sorciers, des vaudois, des béguins et des albigeois. J'ignore jusqu'à quelle date il conserva sa charge. Denifle, *Chartul.*, t. III, p. 206, n. 1381, p. 207, note, et 412; Eubel, *Avignon, Odedienz*, etc., n. 275, 297, 298, 326.

— 325 —

Clément VII concède à Antoine Alhaudi[1], *inquisiteur de Provence, de ne pouvoir être destitué sans motif raisonnable, de la charge d'inquisiteur des provinces d'Arles, d'Aix, d'Embrun et de Vienne, à laquelle, selon la coutume, il a été nommé par le provincial des franciscains de Provence, en ce temps-là François Borrel*[2]. — Avignon, 1er juin 1393.

Reg. Aven., t. CCLXXIII, fol. 422; Eubel, *Bull.*, t. VII, n. 883 (*in ext.*).

Dilecto filio Antonio Alhaudi, ordinis fratrum minorum professori, magistro in theologia. — Religionis zelus... — Datum Avinioni, kalendis iunii, anno quintodecimo.

1. Au n. 328, cet inquisiteur porte le nom d'*Alphandi*. En 1419, Martin V ratifia sa destitution de la charge d'inquisiteur que le provincial de Provence avait décrétée — car Antoine était vieux et cassé — et il approuva la nomination de Pierre Faure (*Fabri*) à sa place. Eubel, *op. cit.*, n. 1421.

2. Voir n. 286, note 1.

BENOIT XIII

(1394-1424)

BENOIT XIII

(1394-1424)

— 326 —

François Aussuyre, inquisiteur d'Avignon, postule et obtient une expectance de bénéfice pour Jean Martineti, son familier, étudiant en droit civil à l'Université d'Avignon, qui a, durant dix ans, exercé gratuitement les fonctions de notaire de l'Inquisition. — Avignon, 6 novembre 1394.

Supplic., t. LXXXVI, fol. 178.

Supplicat S. V. devotus orator vester frater Franciscus Aussurre, ordinis minorum, sacre theologie magister, inquisitor heretice pravitatis in vestra civitate Avinionis quatinus sibi in persona dilecti sui familiaris Johannis Martineti, clerici Lemovicen. di., studentis in iure civili in vestro generali studio Avinionen. qui bene et fideliter X annis officio sacre Inquisitionis in arte notariatus servivit et servit continue sine quibuscumque stipendiis, cum officium ipsum nulla habeat, gratiam facientes specialem de beneficio ecclesiastico cum cura vel sine cura vacanti vel vacaturo spectante communiter vel divisim ad collationem, etc., episcopi, prepositi et capituli, singulorumque canonicorum et personarum ecclesie Mimaten... dignemini misericorditer providere : non obstante personatu rurali et sine cura S. Vincentii, Anicien. di., modici valoris quem noscitur obtinere. — Datum Avinioni, octavo kalendas novembris, anno primo; ad vacatura post kalendas iunii, anno secundo. — Fiat pro omnibus, fol. 187 v°.

— 327 —

Benoît XIII confirme la nomination de Pierre Rive, dominicain, à la charge d'inquisiteur de Majorque, de Roussillon et de Cerdagne, faite par le général de l'ordre Nicolas de Valladolid. — Avignon, 17 janvier 1395.

Reg. Aven., t. CCLXXX (Ben. XIII, t. III), fol. 212 v°; Eubel, *Avign. Obedienz*, etc., n. 794 (anal.).

Ad futuram rei memoriam. — Hiis que pro dilatatione... Sane petitio dilecti filii Petri Rippe, ordinis fratrum predicatorum professoris, nobis exhibita continebat quod nuper dilectus filius Nicolaus Vallisoletanus [1], prefati ordinis magister, de speciali mandato nostro facto sibi super hoc oraculo vive vocis, eundem Petrum inquisitorem heretice pravitatis in regno Maioricarum et comitatibus Rossilhonis et Ceritanie constituit et etiam deputavit [2], prout in ipsius Nicolai inde confectis litteris eius sigillo signatis plenius continetur; quare pro parte dicti Petri nobis fuit humiliter supplicatum ut constitutionem et deputationem huiusmodi robur confirmationis adicere de benignitate apostolica dignaremur; nos igitur dicti Petri qui sacre pagine professor existit supplicationibus inclinati constitutionem et deputationem predictas ac omnia et singula in eisdem litteris contenta, rata et grata habentes illa apostolica auctoritate confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Tenor vero dictarum litterarum talis est :

« Universis et singulis presentes litteras inspecturis frater Nicolaus Vallisoletanus, ordinis fratrum predicatorum magister, salutem in Domino cum gratiarum augmento. — Ad universitatis vestre notitiam harum serie deducimus quod nos die date presentium, de mandato sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Benedicti divina providentia pape terciidecimi, in reverendissimi in Christo patris et domini domini Martini [3], tituli sancti Laurentii in Lucina presbiteri cardinalis, ac reverendorum in Christo patrum dominorum Tirasonen. [4], Electen. [5] et Magalonen. [6] episcoporum et plurium aliorum prelatorum presentia, nobis facto super hoc oraculo vive vocis, magistris in theologia et aliis dicti ordinis fratribus in curia tunc existentibus ad hoc presentibus asserendum, et eorum nemine discre-

pante, discretum et religiosum virum fratrem Petrum Rippe, dicti ordinis et sacre pagine professorem, inquisitorem heretice pravitatis generaliter in toto regno Maioricarum et comitatibus Rossilhonis et Ceritanie constituimus et deputavimus, usque ad Sedis apostolice beneplacitum, constituimusque tenore presentium et etiam deputamus; omnia que ad dictum officium pertinent faciendi et exequendi sibi plenariam concedentes facultatem; districtius inhibentes mandato quo supra omnibus et singulis quorum interest vel intererit ne dictum Petrum prefato durante beneplacito in exercitio officii huiusmodi inquietare presumant, statutis et consuetudinibus dicti ordinis ac privilegiis, indulgentiis et litteris apostolicis generalibus, vel specialibus quorumcumque tenorum existant... Quocirca mandamus presidentem in conventu Perpiniani, dicti ordinis, ubi inquisitores regni et comitatuum predictorum residere consueverunt, quatinus cameram et omnia alia ad officium huiusmodi pertinentia dicto Petro indilate post insinuationem presentium expediat et assignet, ipsum debite et reverenter pertractando, prout alii dicti regni inquisitores consueverunt tractari et etiam debuerunt. In quorum omnium robur et testimonium sigillum nostrum duximus presentibus apponendum. — Datum Avinioni, [die] terciadecima ianuarii, pontificatus dicti domini nostri anno primo : magister ordinis. »

Nulli ergo, etc., nostre confirmationis infringere [*etc.*]. — Datum Avinioni, XVI kalendas februarii, anno primo. Expedita, II nonas martii, anno primo. H.(?) de Spina. Tradita parti, VI idus martii, anno primo. P. Bourquenoys.

1. Nicolas de Valladolid, d'abord prieur provincial d'Espagne; élu maître général de l'ordre en 1389, mort en 1397. Quétif et Echard, *op. cit.*, t. I, p. 706.

2. Le 18 mars 1413, Benoît XIII divisa le royaume de Majorque en deux circonscriptions, formées l'une du royaume de Majorque proprement dit, l'autre des comtés de Roussillon et de Cerdagne (cf. n. 335, 336).

3. Martin de Zalva, docteur en décret, familier de Grégoire XI; promu à Pampelune, le 16 décembre 1377; fait cardinal du titre de Lucine, le 23 juillet 1390; mort le 22 octobre 1403. Baluze, *op. cit.*, col. 1378; Ciacconius, *op. cit.*, t. II, col. 687; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 27, 406.

4. Ferdinand Perez Calvillo chapelain du pape Clément VII, auditeur du Palais apostolique; promu d'abord à Vich (7 octobre 1383); puis à Tarazona, le 4 décembre 1391; créé cardinal du titre des XII Apôtres par Benoît XIII, le 22 septembre 1397; mort le 21 juillet 1404. Eubel, *Hier.*, t. I, p. 28, 513, 557; Ciacconius, *op. cit.*, t. II, col. 738.

5. Henri Bayler, archidiacre de Cambrai, chapelain et camérier de Clément VII; d'abord destiné au siège de Constance (22 mars 1387); transféré à Valence et Die, le 15 juillet 1388; enfin à Alet, le 27 mai 1390; mort vers 1421. *Gall. christ.*, t. VI, col. 276; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 212, 246, 543.

6. Antoine de Lovier, chapelain de Clément VII; d'abord évêque de Rennes (27 août 1386); transféré à Maguelonne, le 15 octobre 1389; mort le 23 octobre 1405. *Gall. christ.*, t. VI, col. 795-797; t. XIV, col. 757; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 334, 438.

— 328 —

Antoine Alphand, inquisiteur dans le Dauphiné, s'est plaint au pape de ce que certaines personnes du bailliage du Briançonnais refusent de reconnaître son autorité, bien que depuis vingt-cinq années les inquisiteurs ses prédécesseurs aient toujours exercé la leur sur ces contrées. L'archevêque d'Embrun est chargé de faire une enquête et de contraindre, s'il y a lieu, les récalcitrants à la soumission. — Avignon, 28 février 1395.

Reg. Aven., t. CCLXXX, fol. 226 v°.

Ven. fratri archiepiscopo Ebredunen. [1], salutem, etc. — Petitio dilecti filii Antonii Alphandi [2], ordinis fratrum minorum professoris, mag. in theologia, inquisitoris heretice pravitatis in Dalphinatu Viennen., nobis nuper exhibita continebat quod ipse et predecessores sui inquisitores dicte pravitatis in prefato Dalphinatu officium Inquisitionis huiusmodi in ballivatu Briensonen. [3], qui in dicto Dalphinatu existit, per vigintiquinque annos proxime preteritos exercuerunt et quod nonnulle persone ipsius ballivatus eidem Anthonio in officio Inquisitionis huiusmodi obedire ac parere recusant. Nos igitur ipsius Anthonii in hac parte supplicationibus inclinati ac de premissis certam noticiam non habentes, frat. tue de qua in hiis et aliis plenam in Domino fiduciam obtinemus per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus si premissa fore vera reppereris quascumque personas, cuiuscumque dignitatis aut preeminencie fuerint, dicti ballivatus ad obediendum et parendum eidem Antonio in hiis que concernunt dictum officium et eius exercicium auctoritate nostra compellas; non obstante si eisdem personis vel quibus-

vis aliis communiter vel divisim ab apostolica Sede sit indultum quod interdici, suspendi, vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem. — Datum Avinioni, II kalendas marcii, pontificatus nostri anno primo.

1. Michel-Étienne de l'Isle, archevêque d'Embrun, le 20 mai 1379; mort le 1er mai 1427. *Gall. christ.*, t. III, col. 1089; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 243.

2. Voir n. 325, où cet inquisiteur s'appelle *Alhaudi.*

3. Le Briançonnais comprenait les cantons actuels de Briançon, du Monêtier, d'Aiguilles et de l'Argentière, et, en outre, quelques vallées des Alpes italiennes. Roman, *Dictionnaire topog. du départ. des Hautes-Alpes*, p. 21.

— 329 —

Benoît XIII ordonne à l'inquisiteur et à l'official de Besançon de faire une enquête contre certains habitants de la paroisse de Morteau, dans le diocèse de Besançon, qui restent pendant longtemps, sans s'amender, sous le coup des censures ou se rendent coupables des crimes de concubinage, d'adultère, d'inceste et de stupre. — Avignon, 26 juin 1398.

Reg. Aven., t. CCCIV, fol. 573.

Dilectis filiis inquisitori heretice pravitatis in provincia Bisuntin. deputato ac officiali Bisuntin., salutem, etc. — Ad audientiam nostram pervenit quod in parrochia ecclesie de Mortuaaqua [1], Bisuntin. diocesis, sunt nonnulli laici utriusque sexus qui excommunicationis et interdicti sententias in eos tam a iure quam ab homine rite canonice latas in contemptum clavium, etiam per magna tempora sustinuerunt, prout sustinent animis induratis, ad gremium redire sancte matris Ecclesie non curantes [2]; et quod quidam ex ipsis et alii etiam uxorati parrochie predicte tenere publice concubinas, ac adulteri, incestus, etiam strupri (*sic*) crimina committere non verentur [3]; quodque propter favores malitiam aut potentiam ipsorum impuniti et sentenciis ac criminibus huiusmodi illaqueati remanent, in animarum suarum periculum, mali exempli perniciem

ac scandalum plurimorum. Nos igitur nolentes sicut nec velle debemus premissa remanere conniventibus oculis impunita, discretioni vestre... mandamus quatinus vos et vestrum quilibet, prout ad suum spectat officium, vocatis qui fuerint evocandi, inquiratis super premissis etiam simpliciter et de plano et absque strepitu et figura iudicii, sed sola facti veritate inspecta auctoritate nostra diligentius veritatem; et si per inquisitionem huiusmodi premissa reppereritis fore vera eosdem laicos et eorum quemlibet, prout ipsorum demerita exegerint et canonicum fuerit, auctoritate predicta appellatione remota puniatis. Contradictores [*etc.*]. Non obstantibus [*etc.*]. — Datum Avinioni, VI kalendas iulii, anno quarto

1. Morteau (Doubs), chef-lieu de cant., arrond. de Pontarlier.

2. Sur ce délit, voir l'Introduction, p. XLVI sq

3. La punition de ces crimes n'était pas de la compétence ordinaire des inquisiteurs; le présent mandat est donc exceptionnel. Voir cependant, pour la répression du concubinage en Dauphiné et en Savoie, la bulle de Grégoire XI aux inquisiteurs de ces contrées (n. 300). Ceux-ci ne devront y procéder qu'à défaut des ordinaires.

— 330 —

Pierre d'Ailly, évêque de Cambrai, reçoit commission d'instituer frère Nicolas de Péronne, dominicain du couvent de Saint-Quentin, et après sa mort, le prieur de ce même couvent, comme inquisiteur dans son diocèse. Le territoire de ce dernier étant en partie rattaché à la province dominicaine de France, en partie à l'Empire, des difficultés s'élevaient au sujet de la part soumise à l'empereur. — Châteauneuf, 20 septembre 1403.

Reg. Vat., t. CCCXIII, fol. 329; Eubel, *Avign. Obedienz*, etc., n. 921 (anal.).

Benedictus, etc., ven. fratri Petro [1], episcopo Cameracen. salutem, etc. — Ad ea ex apostolice... Cum itaque, sicut exhibita nobis pro parte tua petitio continebat, certa pars tue diocesis in provincia Francie secundum consuetudinem ordinis fratrum predicatorum et alia pars in Imperio consistant [2] et ab aliquibus

dubitetur an inquisitor heretice pravitatis in dicta provincia auctoritate apostolica constitutus super causis fidem catholicam tangentibus contra personas in huiusmodi parte Imperii commorantes inquirere valeat ac eas decidere et fine debito terminare, propter quod in huiusmodi causis coram te et dicto inquisitore seu eius locumtenente motis sepe contingit impedimentum in magnum fidei preiudicium et gravamen. Nos ne cause fidei per dilatorias exceptiones impediri valeant et ut in ipsis celerius procedatur providere cupientes, frat. tue deputandi, constituendi et ordinandi auctoritate nostra dilectum filium fratrem Nicolaum de Perona [3], ordinis fratrum predicatorum, conventus S. Quintini [4], Noviomen. diocesis, et si ipsum te vivente decedere contingat post eius decessum dilectum filium priorem dicti conventus qui tunc erit in tuis civitate et diocesi inquisitorem heretice pravitatis, ac districtius inhibendi prioribus dicti ordinis eorumque vicariis ne prefatos Nicolaum et priorem ab officio Inquisitionis huiusmodi removere aut revocare seu suspendere vel in exercitio eiusdem officii impedire quoquomodo presumant; decernendi quoque irritum et inane si secus [*etc.*]. Non obstantibus... auctoritate apostolica tenore presentium concedimus facultatem. — Datum apud Castrumnovum, Avinion. diocesis, XII kalendas octobris, anno nono.

1. Pierre d'Ailly, né à Compiègne en 1350; maître en théologie, chancelier de l'église de Paris en 1389; promu à l'évêché du Puy, le 2 avril 1395; transféré à Cambrai, le 15 novembre 1396; créé cardinal du titre de Saint-Chrysogone, par Jean XXIII, le 6 juin 1411; mort le 8 août 1425. *Gall. christ.*, t. II, col. 730-731; t. III, col. 48-49; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 32, 91, 166; Denifle, *Chartul.*, t. III, p. 259, n. 33. Voir U. Chevalier, *Répertoire, Bio-bibl.*, col. 42, 2385.

2. Le Hainaut et la ville de Cambrai elle-même étaient situés en pays d'Empire.

3. Péronne, chef-lieu d'arrond. (Somme). Nicolas de Péronne, « vicaire de l'inquisiteur de France dans le diocèse de Cambrai, » intenta, conjointement avec l'évêque de cette ville, vers 1403, un procès d'hérésie à Marie du Canech, de Cambrai. La sentence édictait une forte amende. La condamnée en appela au métropolitain de Reims, qui arrêta l'affaire. A leur tour, l'inquisiteur et l'évêque de Cambrai en référèrent au Parlement, arguant du droit et de la coutume pour soutenir que tout appel d'une décision de l'Inquisition devait être présenté exclusivement et directement au pape. Le Parlement, appelé à statuer sur un litige qui n'était point de sa compétence, donna raison au métropolitain et condamna l'autre partie aux dépens. Paul Frédéricq, *Corpus docum. Inquisitionis... Neerlandiae*, t. I, p. 261-264, n. 245; arrêt du 30 juin 1403.

4. Saint-Quentin, chef-lieu d'arrond. (Aisne).

— 331 —

Jacques Gilbert, dominicain, maître en théologie, est nommé inquisiteur de Toulouse après la mort de Bernard Bosquarel. — Saint-Victor de Marseille, 22 avril 1404.

Reg. Vat., t. CCCXXVI, fol. 64 v°; Eubel, *Avign. Obedienz*, etc., n. 952 (anal.).

Dilecto filio Jacobo Gilberti [1], ordinis fratrum predicatorum professori, magistro in theologia, salutem, etc. — Licet ubilibet Sedis apostolice diligentia adversus heretice pravitatis labe respersos, quorum nequitia serpit ut cancer, ne in aliorum perniciem sua venena diffundant, remedium libenter adhibeat oportunum, in Tholosana tamen civitate et diocesi aliisque civitatibus et diocesibus, castris, villis, locis et terminis infra regnum Francie constitutis in quibus persone dicti ordinis inquisitores pravitatis eiusdem per Sedem apostolicam deputate Tholose communiter residentes consueverunt seu potuerunt super pravitate predicta Inquisitionis officium exercere, ex specialis benignitatis effectu precipue cupimus ut negotium fidei iugi profectu elisis omnino et erradicatis erroribus prosperetur, ac fides catholica forcius invalescat, ad hoc per nos et alios desiderantes attentius vigilare talemque ad huiusmodi negotium fidei ibidem efficaciter promovendum cuius honesta conversatio exemplum tribuat puritatis eiusque labia erudita doctrinam fundant vere sapientie salutarem, ut eius sacro ministerio omne fermentum exinde labis huiusmodi expurgetur. Cum itaque nuper quondam Bernardus de Bosquarello [2], dicti ordinis professor, in Tholosana ac aliis civitatibus, castris, villis, locis et terminis supradictis inquisitor huiusmodi heretice pravitatis dum viveret, viam fuerit universe carnis ingressus, nos ad personam tuam, quam sinceritate religionis et fidei maturitate ac litterarum scientia dominus insignivit, nostre dirigentes considerationis intuitum, te inquisitorem eiusdem heretice pravitatis in Tholosana aliisque civitatibus et diocesibus, castris, villis, locis et terminis antedictis auctoritate apostolica deputamus discretioni tue per apostolica scripta mandantes tibique in remissionem peccaminum iniungentes quatinus in caritate Dei, hominum timore postposito, virtutem spiritus induens ex Alto, predictum Inquisitionis officium in eis-

dem Tholosanâ aliisque civitatibus et diocesibus, castris, villis, locis et terminis, prout tanti negotii utilitas suadebit, sub spe mercedis eterne sic efficaciter prosequi et exequi studeas diligenter ut per solicitudinis tue prudentiam radix heretice pravitatis eiusdem exinde penitus evellatur...; in huiusmodi negotium processurus tam secundum indulgentias et privilegia inquisitoribus pravitatis eiusdem, in regno Francie auctoritate apostolica deputatis, seu officio Inquisitionis huiusmodi ab eadem Sede concessa, quam secundum canonicas sanctiones. Per huiusmodi autem deputationem de tua persona huiusmodi Inquisitionis officio per nos factam locorum ordinariis quominus ipsi Inquisitionis officium super labe predicta prout volunt canonice sanctiones exercere valeant, necnon predictis vel quibuscumque aliis privilegiis dictis ordini vel inquisitoribus seu officio, si qua sint eis ab eadem Sede concessa, nolumus alias preiudicium generari. — Datum apud Sanctum Victorem, prope Massiliam, x kalendas maii, pontificatus nostri anno decimo.

1. Le successeur de Jacques Gilbert comme inquisiteur de Toulouse fut peut-être Étienne Lacombe, dont nos documents font mention dès 1407 (n. 334).
2. Bernard Bosquarel; voir n. 321, note 1.

— 332 —

Benoît XIII donne à l'inquisiteur de Carcassonne le pouvoir d'exercer les fonctions de sa charge contre certaines personnes du diocèse du Puy, coupables de maléfices, de sorcellerie, etc., nonobstant les privilèges apostoliques en vertu desquels les inquisiteurs n'ont point le droit de pénétrer dans ce diocèse. — Nice, 15 février 1405.

Reg. Aven., t. cccxx (Ben. XIII, n. 43), fol. 309 v°; Eubel, *Avign. Obedienz*, etc., n. 999 (anal.).

Dilecto filio [1] inquisitori heretice pravitatis in civitate et diocesi Carcassonen. deputato, salutem, etc. — Super custodiam gregis dominici... Sane nuper fama publica referente non sine cordis amaritudine percepimus quod ex eo quia pretextu aliquorum

privilegiorum episcopo et ecclesie Anicien. a Sede apostolica ut asseritur concessorum inquisitores heretice pravitatis in regno Francie ab eadem Sede deputati in civitate et diocesi Anicien. que in dicto regno consistunt non permituntur eorum super inquirendis erroribus exercere officium, multa in eisdem civitate et diocesi hactenus crimina, vaticinia, sortilegia, auguria et maleficia alia commissa fuerunt et committuntur et ea remanserunt et remanent impunita; unde multiplices errores heretici inibi orti fuerunt et oriuntur et in eos plures prolapsi fuerunt et prolabuntur de presenti. Nos igitur tam letali morbo ne feda contagione occasione privilegiorum huiusmodi vel alias christicolas inficiat, prout ad nostrum spectat officium, volentes congruam adhibere medelam, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus usque ad triennium a data presentium computandum, per te, vel alium, seu alios contra omnes et singulas personas dictarum civitatis et diocesis cuiuscumque status, gradus, ordinis vel conditionis fuerint et quacumque prefulgeant dignitate, que de labe heresis et alias de fide suspecte vel diffamate fuerint auctoritate nostra inquiras et illas ex eis quas in heresim prolapsas esse repereris iuxta eorum demerita punias et corrigas; et alias in civitate et diocesi predictis in quoscumque Inquisitionis officium exequi et exercere procures quovis appellationis obstaculo reiecto, super quo tibi tenore presentium plenam concedimus potestatem : privilegiis huiusmodi etiam si de illorum totis tenoribus esset presentibus specialis et expressa mentio facienda nequaquam obstantibus; quibus alias nolumus in aliquo preiudicium generari. — Datum Nicie, xv kalendas martii, pontificatus nostri anno undecimo.

1. *Bonitus* Litel (cf. n. 324, note 1) ou bien Pierre *de Matriolis* (cf. n. 333).

— 333 —

Benoît XIII délègue deux chanoines de Narbonne pour faire justice, s'il y a lieu, à Arnaud Pastou, de Caunes, accusé par ses ennemis, devant l'inquisiteur de Carcassonne, d'avoir blasphémé

Dieu et la sainte Vierge, arrêté par suite et soumis à une procédure d'Inquisition. L'accusé proteste de ses sentiments chrétiens, se dit catholique fervent et pratiquant. — Saint-Victor de Marseille, 26 juillet 1407.

Reg. Aven., t. cccxxvii, fol. 736.

Dilectis filiis Johannis (*sic*) Fayditi et Johannis (*sic*) de Borno, canonicis Narbonen., salutem, etc. — Exibita nobis pro parte dilecti filii Arnaudi Pastoris, de Caunis [1], laici Narbonen. diocesis, petitio continebat quod licet ipse nulla prorsus unquam fuerit labe heretice pravitatis respersus, aut super hoc apud bonos et graves aliqualiter infamatus, tamen nonnullis emullis suis et inimicis capitalibus dilecto filio Petro de Matriolis [2], ordinis fratrum predicatorum professori, qui se gerit pro inquisitore heretice pravitatis in regno Francie per Sedem apostolicam (deputato) falso suggerentibus quod idem Arnaudus Deum et gloriosam beatam Mariam Virginem, matrem Domini nostri Ihesu Christi, blasfemaverat et nonnulla verba contra Dei potentiam ac puritatem eiusdem beate Marie temere protulerat, prefatus inquisitor qui in civitate Carcassonensi communiter moram trahit ad falsam suggestionem huiusmodi exarupto (*sic*), nulla super suggestis ipsis cognitione prehabita, quequam (*sic*) sibi de suggestis ipsis aliquatenus non constaret, prout nec constare poterat, cum ea non essent notoria neque vera, eundem Arnaudum in dicta civitate repertum arrestavit et eum arrestatum per octo dies vel circa tenuit, ac nonnullos processus contra eumdem Arnaudum, ipso ad hoc minus legitime evocato, fecit et conatus fuit eum gravare et dampnificare in persona et bonis in grave eiusdem Arnaudi preiudicium et fame ipsius lesionem. Quare pro parte ipsius Arnaudi, qui, ut asserit, ut verus et fidelis christianus, Deum timens, eum et beatam Mariam virginem predictam ac alios sanctos Dei semper in reverentia habuit, prout habet, frequentando ecclesias, divina officia audiendo, oblationesque faciendo, necnon annis singulis sua peccata confitendo et corrigendo, ac religiosos mendicantes in domo sua recipiendo et a viginti annis citra continue reputatus fuit unus de nobilioribus viris et pluribus vicibus consul dicti loci de Caunis ac parochialis ecclesie ipsius loci consiliarius et operarius fuit, nobis extitit humiliter supplicatum ut providere sibi super hoc de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur huiusmodi

supplicationibus inclinati discretioni vestre... mandamus quatinus... vocatis qui fuerint evocandi et auditis hinc inde propositis, quod iustum fuerit apellatione remota decernatis, facientes quod decreveritis per censuram ecclesiasticam firmiter observari. Testes autem [*etc.*]. Non obstantibus [*etc.*]. — Datum Massillie apud Sanctum Victorem, VII kalendas augusti, anno tercio decimo.

1. Caunes (Aude), chef-lieu de cant., arrond. de Narbonne.
2. Nous n'avons aucun renseignement sur cet inquisiteur. En 1411, on trouvera le poste de Carcassonne occupé par Pierre *de Maralogio* (cf. n. 341)

— 334 —

Le chancelier de l'église de Toulouse devra examiner si la sentence d'excommunication portée par Étienne de Lacombe, inquisiteur de Toulouse, contre le carme Jean Martin, accusé d'avoir, dans des leçons publiques, combattu la doctrine de saint Thomas d'Aquin et fait mépris de l'ordre des frères prêcheurs, est juste et légitime. L'accusé alléguait, paraît-il, une raison sérieuse que l'inquisiteur a refusé d'entendre. Une deuxième citation a été lancée contre lui. Ayant négligé de comparaître, il a été excommunié. — Savone, 17 octobre 1407.

Reg. Aven., t. CCCXXX, fol. 648.

Dilecto filio cancellario ecclesie Tholosane, salutem, etc. — Exhibita nobis pro parte dilecti filii Johannis Martini, ordinis fratrum beate Marie de Monte Carmeli professoris, magistri in theologia, petitio continebat quod olim dilectus filius Stephanus de Cumba [1], ordinis fratrum predicatorum professor, asserens se inquisitorem heretice pravitatis in civitate Tholosana et falso pretendens quod prefatus Johannes in suis vesperiis in dicta civitate celebratis nonnulla tunc expressa in preiudicium doctrine sancti Thome de Aquino et in vituperium ordinis fratrum predicatorum prefati ac conventus domus Tholose ipsius ordinis protulerat prefatum Johannem citari mandavit

et fecit ut certo termino tunc expresso coram eo compareret; et quod licet idem Johannes in dicto termino causam rationabilem allegasset propter quam prefatus Stephanus de huiusmodi negotio se intromittere non poterat neque debebat, tamen ydem Stephanus dictum Johannem super hoc contra iusticiam audire recusans ipsum postmodum citari mandavit et fecit ut etiam coram eo compareret certo termino tunc expresso, in quo cum ipse Johannes non comparuisset, prefatus Stephanus eundem Johannem reputans contumacem in eum propter contumaciam huiusmodi excommunicationis sententiam promulgavit, ipsumque mandavit et fecit excommunicatum publice nunciari. Propter que pro parte dicti Johannis, sentientis exinde indebite se gravari, fuit ad Sedem apostolicam appellatum ac deinde nobis humiliter supplicatum ut providere ei super hoc de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur huiusmodi supplicationibus inclinati discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus, vocatis dicto inquisitore et aliis qui fuerint evocandi, eidem Johanni si hoc humiliter petierit, recepta prius ab eo cautione ydonea super eo pro quo huiusmodi excommunicationis sententia in eum extitit promulgata, quod si sententiam ipsam tibi constiterit iuste latam, tuis et ecclesie mandatis parebit, iuxta formam ecclesie beneficium absolutionis impendas. Super aliis vero auditis hinc inde propositis quod canonicum fuerit appellatione remota decernas, faciens quod decreveris per censuram ecclesiasticam firmiter observari. Non obstantibus [*etc.*]. — Datum Saone, XVI kalendas novembris, pontificatus nostri anno quartodecimo.

1. Étienne de Lacombe, originaire du Toulousain, paraît avoir fait ses études et pris l'habit de Saint-Dominique au couvent de Viterbe. Il appartenait néanmoins à la province toulousaine. Il dirigea les études à Bordeaux et y devint maître en théologie. Puis il fut durant sept ans procureur général de l'ordre à Avignon (1367-1374). Il suivit Urbain V, à Rome; et, durant son séjour dans la Ville éternelle, il fut élu provincial de la province Romaine (1368). Ayant occupé cette charge durant un an et demi, il fut chargé, avec le titre de vicaire du maître général de l'ordre, de réformer la province de Lombardie inférieure. En février 1371, le chapitre de cette province le choisit comme provincial. Mais ses fonctions de procureur général de l'ordre, qu'il n'avait pas résignées, l'appelaient auprès du pape. Il quitta l'Italie et se fixa de nouveau à Avignon. Il se démit de sa charge en 1374, et en 1378 fut élu provincial de Toulouse. Martène, *Vet. script.*, t. VI, col. 434; Masetti, *Monumenta et antiquitates veteris disciplinae ordinis*

predicatorum, Romae, 1864, t. I, p. 297, 335-338. Il occupait cette charge, lorsque Clément VII manda, le 23 septembre 1383, au chancelier du chapitre métropolitain de mettre fin aux disputes de ce religieux avec les frères du couvent de Toulouse à propos de l'élection de leur prieur qu'Étienne refusait de confirmer. Eubel, *Avignon. Obedienz,* etc., n. 310. Le 5 octobre, le pape chargea le chancelier de rechercher les sommes d'argent, les joyaux et d'autres effets ayant appartenu à Pierre *de Cayssilhis,* prieur défunt, et dont le provincial était accusé de s'être emparé. Eubel, *op. cit.,* n. 314. Lacombe succéda à Jacques Gilbert (cf. n. 331), à la tête de l'Inquisition de Toulouse, entre 1405 et 1407. Partisan zélé de Benoît XIII, à qui il devait sa promotion, il ne se fit pas scrupule de maltraiter les tenants des autres obédiences. Je ne parlerai que du carme Jean Martin, dont il est question ici. Sept dominicains ou franciscains de Toulouse et de Carcassonne, ayant formellement répudié l'obédience de Pierre de Lune, furent jetés en prison et fort malmenés par cet inquisiteur. L'un d'eux, Jean Garce, maître en théologie, doyen de la faculté de Toulouse et lieutenant du général des franciscains en Aquitaine, avait prêché à Pise devant Alexandre V. De retour dans sa province, il avait publié les décrets du concile. Lacombe lui en fit un crime. Jean Garce et ses compagnons en appelèrent à Jean XXIII, qui, le 8 juin 1411, commit l'archevêque de Toulouse pour trancher le différend (cf. n. 340). Les religieux furent acquittés. Mais ils gardèrent rancune à Étienne de Lacombe de ses mauvais traitements. A quelque temps de là, il fut accusé, devant le Parlement de Paris, d'avoir encouragé et aidé ceux qui proclamaient que Charles VI et ses adhérents étaient excommuniés pour avoir refusé obédience à Benoît XIII. On lui imputait d'avoir prêché ou fait prêcher publiquement à Auch en faveur de ce pape. A la requête des mineurs et surtout de l'Université de Toulouse, Philippe May, clerc enquêteur, alla porter la dénonciation à Paris (2 mars 1412). Un mandement royal expédié au grand Conseil ordonna sur-le-champ l'arrestation d'Étienne. Le 31 mars, Philippe May, de retour à Toulouse, se présenta à l'hôtel de l'Inquisition, escorté de trente sergents et frères mineurs et s'empara de l'accusé dans sa chapelle. Le vieillard résista, fut mis aux fers et enfermé dans sa propre prison, sous la garde des franciscains, ses ennemis. On perquisitionna chez lui; on trouva des libelles diffamatoires contre le roi et un écrit en faveur du P. de Lune; mais il refusa de s'en reconnaître l'auteur. On le conduisit à grand'peine à Carcassonne. Sa faiblesse était grande. Il ne parut pas devant le Parlement. Du reste, ses ennemis consentirent bientôt à son élargissement, sous condition que l'Université et le roi seraient de cet avis. Les instances des ambassadeurs de Jean XXIII vainquirent les résistances. Étienne fut donc délivré; mais il n'était plus inquisiteur depuis 1411. Le provincial de Toulouse l'avait révoqué et avait élu Jean Dupuy à sa place. Le général de l'ordre, et, plus tard (19 septembre 1414), Jean XXIII ratifièrent cette mesure (n. 344). Voir un résumé du procès devant le Parlement dans Noël Valois, *La France et le grand schisme d'Occident,* Paris, 1902, t. IV, p. 174-175, note 1.

— 335 —

Le royaume de Majorque sera divisé à l'avenir en deux circonscriptions inquisitoriales : la première comprendra les îles Baléares et aura pour titulaire Guillem Segarra, dominicain; la deuxième s'étendra sur les comtés de Roussillon et de Cerdagne; le titulaire en est Bernard Pagès, religieux du même ordre. — Tortose, 18 mars 1413.

Reg. Aven., t. CCCXLI, fol. 566; Eubel, *Avign. Obedienz*, etc., n. 1257 (anal.).

Ad perpetuam rei memoriam. — Sedis apostolice providentia... Cum itaque dilectus filius Bernardus Pagesii [1], ordinis fratrum predicatorum professor, in theologia magister, in regno Maioricensi ac comitatibus Rosilionis et Ceritanie, necnon insulis eidem regno subditis inquisitor contra hereticam pravitatem ex ordinatione et auctoritate nostris deputatus existat; et sicut accepimus magister dicti ordinis qui est pro tempore in regno, comitatibus et insulis antedictis unum dumtaxat inquisitorem contra pravitatem huiusmodi consueverit ex commissione apostolica deputare, ac ipse inquisitor in eisdem comitatibus residere et officium Inquisitionis huiusmodi per se inibi, ac in regno et insulis antedictis per substitutum, ut plurimum, fuerit solitus exercere; nos volentes super hiis salubriter providere, ex certis causis rationabilibus ad id nostrum inducentibus animum, prefatum Bernardum in comitatibus duntaxat, et dilectum filium Guillermum Segarra, dicti ordinis professorem et in eadem theologia magistrum, quandiu vixerint in humanis, in regno et insulis prelibatis motu proprio non ad ipsorum Bernardi et Guillermi, vel alterius pro eis nobis super hoc oblate petitionis instantiam, ex certa scientia auctoritate apostolica tenore presentium constituimus ac etiam deputamus : statuentes ac eadem auctoritate et motu simili ordinantes quod dictum Inquisitionis officium quociens deinceps vacare contigerit per duos, per unum videlicet in regno et insulis, et per alium inquisitores dicti ordinis professores ad hoc ydoneos in comitatibus antedictis regatur ac etiam exerceatur [2]; quodque magister dicti ordinis aut prior principalis Aragonie eiusdem ordinis secundum morem ipsius

ordinis pro tempore existentes eosdem inquisitores possint et debeant auctoritate apostolica constituere ac etiam deputare; quibus quidem magistro et priori ac eorum cuilibet plenam super hac auctoritate predicta tenore presentium concedimus facultatem. Non obstantibus... Nulli ergo... — Datum Dertuse, xv kalendas aprilis, anno decimonono. Expeditum II kal. octobris, anno XVIIII. A. de Campis [3].

1. Benoît XIII chargea, le 16 novembre 1403 et le 3 octobre 1408, l'inquisiteur Bernard Pagès de conférer le titre de docteur en théologie à d'autres religieux du couvent de Perpignan. Eubel, *Avign. Obedienz*, etc., n. 929, 1162.

2. Voir Lorente, *Hist. critique de l'Inquisition en Espagne*, t. I, p. 90, n. IV.

3. Clément V avait établi un inquisiteur spécial pour le royaume de Majorque (cf. n. 12). Autres documents intéressant l'Inquisition dans ce pays, n. 96-97, 125 *bis*, 127, 197-198, 327; Introduction, p. XII-XIII, XXIX-XXX. Martin V approuva les dispositions de la présente bulle, le 18 novembre 1420. Voici le texte de sa lettre (*Regest. Vatic.*, t. CCCXLIX, fol. 110 v°) : « Dilecto filio Antonio Murta, ordinis fratrum predicatorum et sacre theologie professori, salutem, etc... — Religionis zelus... Dudum siquidem Petrus de Luna, tunc Benedictus XIII in sua obedientia, de qua partes ille tunc erant, nuncupatus, per suas litteras inter cetera statuit et ordinavit quod magister generalis aut prior provincialis provincie Aragonie ordinis fratrum predicatorum secundum morem eiusdem ordinis pro tempore existentes unum in regno Maioricarum et insulis sibi subiectis ac alium in Rosilionis et Cerritanie comitatibus possent et deberent pro tempore inquisitores heretice pravitatis constituere et etiam deputare... Deinde vero cum dilectus filius Bernardus Moyl, frater dicti ordinis tunc in regno et insulis predictis huiusmodi pravitatis inquisitor, officio Inquisitionis eiusdem, non potens ei extunc in antea ex certis causis legitimis intendere, in manibus dilecti filii Francisci Pontii, prioris provincialis dicte provincie sponte et libere cessisset, idem Franciscus prior, cessione huiusmodi per eum recepta et admissa, te in inquisitorem dicte prav. in regno et insulis eisdem... constituit... Nos igitur, tuis in hac parte supplicationibus inclinati, constitutionem et deputationem predictas ratas habentes et gratas, te ad maioris auctoritatis cautelam in inquisitorem huiusmodi pravitatis in regno et insulis prefatis... quoad vixeris de novo constituimus et etiam deputamus... Volumus autem quod antequam huiusmodi Inquisitionis officium incipias exercere, de illo fideliter exercendo in manibus ven. fr. nostri Ludovici, epi Magalonen., camerariatus officium de mandato nostro regentis prestes in forma solita iuramentum... — Datum Rome apud S. Petrum, XIIII kal. decembris, pontificatus nostri anno tercio. »

— 336 —

Motu proprio précédent dans sa teneur originale. — Tortose, 18 mars 1413.

Supplic., t. LXXXVIII (Bened. XIII, an. 13-25), fol. 174 v°.

Cum sicut accepimus magister ordinis fratrum predicatorum qui est pro tempore, unum dumtaxat eiusdem ordinis sicut Inquisitionem contra hereticam pravitatem in regno Maioricarum ac in comitatibus Rossilionis et Ceritanie quotiens opus est, consueverit ex commissione apostolica deputare; ipseque unicus inquisitor pravitatis huiusmodi in eisdem comitatibus residere et officium Inquisitionis huiusmodi per se inibi et in ipso regno et insulis eidem subditis per sustitutum ut plurimum solitus fuerit exercere; nos volentes super his salubriter providere, ex certis causis rationabilibus ad hoc moti, dilectos filios Bernardum Pagesii, cui in eisdem regno et comitatibus onus Inquisitionis huiusmodi ex ordinatione et auctoritate nostris commissum est, in comitatibus ipsis duntaxat, et Guillermum Saguarra, dicti ordinis et sacre pagine professores, quandiu vixerint in humanis, in regno et insulis ante dictis motu proprio non ad alicuius instantiam ex certa scientia constituimus et etiam [de] putamus, statuentes ac scientia et motu similibus perpetuo ordinantes quod dictum Inquisitionis officium, quotiens illud de cetero vacare contigerit, per duos, per unum videlicet in regno et insulis, et per alium inquisitores in commitatibus antedictis regatur ac etiam exerceatur; ita quod magister dicti ordinis aut prior provincialis Aragonie, secundum morem ipsius ordinis pro tempore existentes, in regno ac insulis et commitatibus antedictis inquisitores pravitatis huiusmodi dicti ordinis professores ad hoc ydoneos, quotiens officia ipsa Inquisitionis huiusmodi vacare contigerit, ut prefertur, auctoritate apostolica constituere et deputare procurent, quibus et eorum cuilibet super hoc plenam auctoritate apostolica concedimus facultatem. Non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis ac statutis et consuetudinibus aliis contrariis quibuscumque; cum ceteris non obstantibus et clausulis opportunis. Fiat ut supra continetur. L. — Datum Dertuse, quintodecimo

kalendas aprilis, anno decimonono. Expeditum loco, die et anno predictis.

— 337 —

François Sala, nommé inquisiteur du royaume d'Aragon et des comtés de Roussillon par le provincial des dominicains, est confirmé dans cette charge par Benoît XIII et rendu inamovible. — Peniscola, 30 septembre 1417.

Reg. Vat., t. CCCXXVIII, fol. 452; Eubel, *Avign. Obedienz*, n. 1346.

Dilecto filio Francisco Sala [1], ordinis fratrum predicatorum, in sacra pagina professori, salutem, etc. — Devocionis tue probata sinceritas quam erga nos et romanam geris Ecclesiam promeretur ut petitiones tuas quantum cum Deo possumus ad exauditionis gratiam admittamus. Exhibita siquidem nobis nuper pro parte tua petitio continebat quod olim dil. filius Petrus de Fonte Luporum, prior provincialis ordinis fratrum predicatorum provincie Aragonie secundum morem ipsius ordinis, habens ad hoc ut asseris potestatem, te in regnis et terris illustris regis Aragonum citra mare et comitatum Rosilionis ditioni subiectis inquisitorem her. prav. generalem huiusmodi potestatis vigore constituit ac etiam deputavit; quare pro parte tua fuit nobis humiliter supplicatum ut constitutioni et deputationi huiusmodi robur confirmationis adiicere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur huiusmodi supplicationibus inclinati easdem constitutionem et deputationem ratas habentes et gratas illas, sicut provide facte sunt, auctoritate apostolica tenore presentium confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Et nichilominus tibi eadem auctoritate concedimus quod ab eodem officio per superiorem vel superiores tuos dicti ordinis vel alios quoscumque nequeas amoveri. Decernentes exnunc irritum et inane... Nulli ergo, etc... — Datum Paniscole, Dertusen. diocesis, II kalendas octobris, anno vicesimo secundo. Expedita VII kalendas novembris, anno XXIII. A. de Campis.

1. Il avait été lecteur au couvent de Barcelone. Le chapitre général de

Palencia, en 1403, l'avait désigné pour cette fonction. Reichert, *Acta*, t. III, p. 77. Fontana dit qu'il succéda à Nicolas Eymerich à la tête de l'Inquisition aragonaise, à une date qu'il ne peut préciser. *Sacrum theatrum dominicanum*, p. 548. En 1419, les supérieurs de cet inquisiteur ayant tenté de le révoquer, il en appela au pape, qui le déclara inamovible et le transféra du couvent de Tarragone à celui de Barcelone. Ripoll, *op. cit.*, t. II, p. 565, 570, 571.

ALEXANDRE V

(1409-1410)

ALEXANDRE V

(1409-1410)

— 338 —

Alexandre V ordonne à Pons Feugeyron[1]*, de l'ordre des frères mineurs, inquisiteur d'Avignon, du Dauphiné, de Provence, du Comtat Venaissin et d'autres lieux, de poursuivre dans ces contrées les personnes qui y professent l'hérésie, refusant de se soumettre aux décisions du concile de Pise; les juifs qui se livrent à une propagande active ou à des pratiques de magie; les juifs convertis retournés au judaïsme, les invocateurs des démons, les augures, les usuriers, etc. Il devra toujours s'assurer du concours des ordinaires*[2]. — Pise, 30 août 1409.

Reg. Lateran., t. cxxxvi, fol. 179; Wadding, *Annal.*, 1409, n. xi; Ripoll, *Bullar.*, t. ii, 566; Hansen, *Quellen*, etc., p. 16, n. 24; Eubel, *Bull.*, t. vii, n. 1181 (*in ext.*).

Dilecto filio Poncio Feugeyronis, ordinis fratrum minorum professori, in sacra theologia magistro, inquisitori heretice pravitatis Avinionensi nominato, in provinciis Arelaten., Aquen. et Ebredunen., ac in omnibus terris et locis infra predictarum provinciarum terminos constitutis; necnon in Lugdunen., Viennen., Bellicen., Gratianopolitan., Maurianen., Dien., Valentinen., Vivarien., Tarantasien. et Augusten. civitatibus et diocesibus, ac Delphinatu comitatibusque Provincie, Forcalquerii et Venayssini, ac in principatu Auraicen., necnon in civitate et diocesi Avinionen. ceterisque aliis terris et locis auctoritate apostolica deputato, salutem, etc. — Ab exordio nascentis... — Datum Pisis, iii kal. septembris, anno primo.

1. Le 12 août 1409, Alexandre V avait chargé Feugeyron de conférer la maîtrise en théologie à Guillaume Viviani et à Pierre Fabre, de l'ordre des frères

mineurs. Lui-même est qualifié de maître en théologie. Eubel, *op. cit.*, t. VII, n. 1180. Il fut l'un des représentants de l'ordre des frères mineurs au concile de Constance. Eubel, *op. cit.*, t. VII, n. 1371.

2. Martin V maintint Pons Feugeyron à la tête de l'Inquisition de Provence et du Dauphiné, par bulle du 3 février 1418. Eubel, *op. cit.*, t. VII, n. 1371. Cette bulle reconnaît à l'inquisiteur une compétence territoriale aussi étendue que celle que fixe Alexandre V. La suscription porte la longue formule reproduite ici, avec, en plus, la mention du diocèse de Genève. Mais, sur les instances du provincial des dominicains de France, qui prétendait que ce diocèse était du ressort inquisitorial des frères prêcheurs, Martin V corrigea sa première concession (6 novembre 1419 : Eubel, *op. cit.*, t. VII, n. 1371, note). Feugeyron fut une fois de plus maintenu à l'Inquisition du Sud-Est par Eugène IV en 1434. Wadding, *Annal.*, t. x, ad ann. 1434, p. 223, n. 2.

— 339 —

Alexandre V ordonne à Pierre de Thury,[1] *cardinal du titre de Sainte-Suzanne, d'attribuer à Pons Feugeyron, inquisiteur, la somme de 300 florins de la Chambre, comme pension annuelle, à prélever sur les juifs d'Avignon et du Comtat Venaissin. Sinon, il chargera les évêques de pourvoir au logement et à la subsistance de l'inquisiteur et de sa suite, dans leurs diocèses respectifs. Il pourra, s'il le préfère, exiger que chaque prélat fournisse à l'inquisiteur la somme annuelle de dix florins, sur les fonds des causes pies ou des legs incertains*[2]. — Pise, 28 septembre 1409.

Reg. Lateran., t. CXXXVI, fol. 281; Wadding, *Annal.*, ad ann. 1409, n. XIII (*in ext.*).

Dilecto filio Petro, tituli sancte Susanne presbitero cardinali, apostolice Sedis legato, salutem. — Pridem per alias... — Datum Pisis, IV kalendas octobris, anno primo.

1. Pierre de Thury, évêque de Maillezais, de 1382 à 1385; cardinal du titre de Sainte-Suzanne, le 12 juillet 1385; mort en 1417. Baluze, *op. cit.*, col. 1348; *Gall. christ.*, t. II, col. 1372-1373; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 27, 338.

2. Sur le salaire des inquisiteurs, voir n. 277, note, et Introduction, p. XXXVIII.

JEAN XXIII

(1410-1415)

JEAN XXIII

(1410-1415)

— 340 —

Jean XXIII ordonne à l'archevêque de Toulouse[1] *d'appeler en jugement l'inquisiteur Étienne de Lacombe*[2] *et de connaître des procès à lui intentés par plusieurs dominicains et franciscains de Toulouse et de Carcassonne; ces religieux, pour s'être soumis aux décisions du concile de Pise et avoir répudié l'obédience de Benoît XIII, avaient été jetés en prison et cruellement malmenés par cet inquisiteur*[3]. — Rome, Saint-Pierre, 8 juin 1411.

Ripoll, *Bullar.*, t. II, p. 510.

Johannes episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri archiepiscopo Tolosano, salutem et apostolicam benedictionem. — Exhibita nobis nuper... — Datum Rome, apud sanctum Petrum, VI idus iunii, pontificatus nostri anno secundo.

1. Dominique de Florence, dominicain, évêque d'abord d'Albi (18 mai 1379), puis de Saint-Pons-de-Tomières (30 mai 1382); de nouveau d'Albi (24 octobre 1392); archevêque de Toulouse, le 24 août 1410; mourut le 17 mars 1422. *Gal., christ.*, t. I, col. 28-30; t. VI, col. 241; t. XIII, col. 48; Quétif et Échard, *Script.*, t. I, p. 772; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 80, 426, 515.
2. Voir n. 334, note 1.
3. Sur cette affaire, voir n. 334, note 1.

— 341 —

Ordre est donné à l'évêque de Nîmes de rendre justice, s'il y a lieu, après enquête, à Jean de Corneilhan, damoiseau, coupable d'avoir proféré quelques blasphèmes, arrêté sous ce prétexte par

l'inquisiteur de Carcassonne, torturé, dépouillé de ses biens, jeté dans un horrible cachot, d'où il a fui pour échapper à une mort certaine. Il proteste de ses sentiments chrétiens et se déclare prêt à accomplir telle pénitence qu'il aura méritée. Le commissaire devra l'absoudre, s'il est innocent, le réhabiliter et punir l'inquisiteur. — Rome, Saint-Pierre, 17 août 1411.

Reg. Lateranen., t. CLVII, fol. 190 v°.

Johannes, etc., venerabili fratri ..[1] episcopo Nemausen., salutem, etc. — Sicut pia mater... Sane petitio nobilis viri Johannis de Cornilliano[2], domicelli Sancti Pontii Thomeriarum diocesis, nobis nuper exhibita continebat quod olim ipse propter certas displicentias quibus per dilectos filios Guillermum Suffre, presbiterum, et Johannem Janigoni, laicum, afficeretur, tunc expressam (*sic*) calore iracundie motus, Deum et beatam virginem Mariam turpiter blasphemavit proferens certa verba in Dei et Virginis huiusmodi contumeliam temere, que nos non decet effari; propter quod dilectus filius Petrus de Maralogio[3], ordinis fratrum predicatorum professor, inquisitor heretice pravitatis in partibus illis, contra eundem Johannem tanquam de heresi seu de catholica fide suspectum ex officio procedens, necnon ipsum coram se evocatum legitime confessionem ab eo quod predicta commiserat per tormenta seu questiones extorsit : propter quod omnia bona dicti domicelli una cum certis iurisdictione temporali ac censibus et redditibus, etiam tunc expressis, que quidem bona necnon census, redditus ad valorem quinquaginta librarum turonensium parvorum ascendunt annuatim ad manum suam sive regiam posuit, et sub illo pretextu ea extunc per quatuor annos occupavit et detinuit, prout detinet adhuc, fructus et emolumenta illorum, seu que exinde provenerant et proveniunt, interim suis usibus applicando; nec hiis contentus idem inquisitor sed gravamina gravaminibus cumulando eundem domicellum coram eo inquisitore personaliter constitutum et recognoscentem corde contrito et humiliato se in premissis errasse offerentemque se paratum stare obedientie et mandatis Ecclesie et eiusdem inquisitoris, necnon penitentiam salutarem sibi per eundem inquisitorem impendi occasione premissorum cum instantia debita postulantem, diris carceribus mancipavit, in quibus eum per longa tempora detinuit captivatum; dictusque domicellus tandem videns se propter asperitatem huiusmodi

carceris in mortis articulo constitutum et omni humano auxilio destitutum, propter nimium rigorem et affectionem inordinatam inquisitoris eiusdem, oportunitate captata ab eisdem carceribus aufugit, seu abinde absque licentia eiusdem inquisitoris exivit. Cum autem, sicut eadem petitio subiungebat, predictus domicellus suique progenitores de quibus duxit originem semper fuerant veri catholici ac Deo et romane Ecclesie eorumque prelatis reverenter obedientes et nullis se erroribus involvendo, ipseque domicellus de premissis semper doluerit et doleat paratusque fuerit et sit penitentiam perinde sibi misericorditer iniungenda[m] devote suscipere et peragere, necnon eiusdem Ecclesie super (*a*) hoc reverenter obedire mandatis, pro parte dicti domicelli fuit nobis humiliter supplicatum ut ipsum ab excommunicationis sententia aliisque censuris et penis per ipsum inquisitore[m] in eum propter premissa forsitan promulgatis absolvi mandare, et alias secum pie agere, sibique et statui suo in premissis oportune consulere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur... fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus, vocatis dicto inquisitore et aliis qui fuerint evocandi, si ita esse reppereris, dictum domicellum, si hoc humiliter petierit, recepto tamen prius ab eo iuramento quod de cetero talia non committet, nec committentibus prestabit consilium, auxilium, vel favorem, ab huiusmodi excommunicationis sententia absolvas hac vice duntaxat auctoritate nostra in forma ecclesie consueta, inuncta sibi pro modo culpe penitentia salutari; et aliis que de iure fuerint iniungenda; necnon sibi relaxes alia[s] penas et censuras antedictas, quibus etiam propter premissa forsan extitit irretitus. Et nichilominus eundem domicellu[m] in casu quo fidelis et catholicus per te reperiatur, ne de cetero occasione premissorum ab eodem inquisitore neque ab aliis molestetur efficacis defensionis auxilio studeas assistere, et aboleas etiam omnem infamie maculam sive notam per ipsum domicellum premissorum occasione contractam; super aliis antedictis hincinde propositis quod iustum fuerit, etiam cum restitutione bonorum, iurisdictionis, necnon censuum et reddituum sibi abblatorum prefatorum per dictum inquisitorem, ut prefertur, per te citatione previa facienda appellatione remota decernas; faciens quod decreveris per censuram eccle-

(*a*) Mss. : *semper.*

siasticam firmiter observari. Testes autem qui fuerint nominati [*etc.*]. Non obstantibus [*etc.*]. — Datum Rome apud Sanctum Petrum, sextodecimo kalendas septembris, anno secundo. Stephanus — [gratis] pro Deo — de Prato.

1. Gilles Lescours, chapelain de Clément VII, promu à Nîmes, le 16 juin 1391; mort vers l'an 1420. *Gall. christ.*, t. VI, col. 454; Eubel, *Hier.*, t. I, p. 378.

2. Corneilhan (Hérault), comm. du cant. de Béziers.

3. Pierre de Marvejols, d'origine auvergnate, ainsi que dit le *Thalamus parvus* de Montpellier, 1841, p. 442-444, avait été désigné, en mai 1391, par le chapitre général de Saragosse, pour enseigner la Bible à l'Université de Paris. Le chapitre de Clermont, en 1396, le fit lecteur des sentences à Toulouse. Reichert, *Acta*, etc., t. III, p. 52, 63; Denifle, *Chartul.*, t. III, p. 544, n. 1594. Il fut élu à l'Inquisition de Carcassonne, en 1407. Cette même année, il se rendit à Montpellier, où il exigea que les consuls lui prêtassent serment d'obédience; ce qu'ils firent après protestation. *Thalamus parvus*, p. 442-444. La confiscation des biens de Jean de Corneilhan eut lieu aussi en 1407. En 1411, il fut en conflit de compétence avec l'official de Narbonne pour la punition de trois bourgeois de cette ville, accusés par lui, sans preuves, de pratiquer la magie et la nécromancie, dans le dessein grotesque de rectifier le cours de l'Aude. L'abbé de Saint-Gilles fut désigné comme arbitre par Jean XXIII, (n. 342). Son successeur, Raymond *de Tilio*, entra en charge en 1422. Ripoll, *op. cit.*, t. II, p. 610.

— 342 —

L'abbé de Saint-Gilles devra rechercher lequel des deux, de l'official de Narbonne ou de l'inquisiteur de Carcassonne, est compétent dans l'affaire de Pierre Olive, Jean Guillem et Arnaud Peynor, bourgeois de Narbonne. Accusés d'avoir tenté, à l'aide d'incantations et par des procédés de nécromancie, de rectifier le cours de l'Aude, afin d'empêcher les incursions de cette rivière dans la ville, ces hommes furent cités par l'inquisiteur Pierre de Maralogio; mais ils le récusèrent sous prétexte que l'official de Narbonne avait entrepris une enquête avant lui. L'inquisiteur n'en continua pas moins à les tracasser et leur extorqua des sommes d'argent sous couleur de copies d'actes et d'écritures à faire exécuter. Les prévenus ont demandé au pape de trancher le litige. — Rome, Saint-Pierre, 1er septembre 1411.

Reg. Lat., t. CLVII, fol. XXIX v° (Jean XXIII, 1412, an. 2, lib. XXII).

Johannes, etc. Dilecto filio ..[1] abbati monasterii sancti Egidii, Nemausen. diocesis, salutem, etc. — Exhibita nobis pro parte dilectorum filiorum Petri Olive, Johannis Guillermi et Arnaldi Peynore, civium Narbonen., petitio continebat quod licet ipsi omnibus diebus vite sue vixerint et vivant de presenti ut veri christiani et catholici, sicque etiam vivere desiderent infuturum a fide catholica et articulis fidei nullatenus oberrantes ac etiam ecclesiastica sacramenta annis singulis ut alii veri christiani recipiendo missasque et alia divina officia audiendo devote et continuando absque labe seu macula alicuius heretice pravitatis, nichilominus tamen dilectus filius Petrus de Meralegio[2], ordinis fratrum predicatorum professor, inquisitor heretice pravitatis in partibus illis, animo ipsos cives et quosdam eorum consortes in hac parte tunc expressos multipliciter fatigandi, scilicet laboribus et expensis, ac etiam ut creditur indebite exactionandi minus vere ipsis imposuit quod volebant et procurabant mutari facere cursum fluminis Atacis labentis secus civitatem Narbonen. subtus pontem qui est inter civitatem et eius burgum, qui quidem fluvius quamplurimum dampnificat terminale dicte civitatis, et quod volebant ut fieret quedam ruptura cuiusdam rupis que plerumque impedit cursum dicti fluminis per quendam assertum nigromanticum etiam tunc expressum per demonum invocationem, quodque ad hec communiter dedissent operam cives prefati cum consortibus antedictis; et volens super hoc de officio Inquisitionis pravitatis huiusmodi contra ipsos cives et consortes, ut dicebat, procedere, eos ad civitatem Carcassonensem in qua ut frequenter ipse inquisitor residet, seu moram trahit, coram se fecit communiter evocari; qui quidem cives, ut filii obedientie coram dicto inquisitore in certo termino per ipsum eis ad hoc prefixo, in prefata civitate Carcassonensi unanimiter comparuerunt et quibusdam interrogatoriis seu capitulis per eundem inquisitorem super premissis contra eosdem cives et consortes formatis negative respondentes, ad dilectum filium officialem Narbonen., habentem, ut dicebat, super visitandis, inquirendis, et puniendis excessibus quorumlibet subditorum, archiepiscopi Narbonen.[3] specialem ab eodem .. archiepiscopo potestatem, quique vigore dicte potestatis suam inquisitionem super premissis etiam

contra eosdem cives et consortes formaverat et in examinationem huiusmodi negotii predictum inquisitorem prevenerat, per prefatum inquisitorem se remitti humiliter postularunt; qui tamen contra iusticiam hoc facere denegans, et ulterius contra ipsos cives et consortes in eodem Inquisitionis negotio de facto procedens, ab eisdem civibus diversas pecuniarum summas, tunc ratione certarum scripturarum, quarum transsumpta seu copias ab ipso inquisitore seu eius curia in eodem negotio receperunt, tum etiam ratione aliquarum dictarum (*sic*) et expensarum per ipsum inquisitorem in hac parte, ut pretendebat, in eodem negotio factarum extorsit, illa intentione, prout creditur, quod per crebras molestias ipsos cogeret ad redimendum in hac parte vexationem suam ab eodem. Cum autem, sicut eadem petitio subiungebat, predictis civibus reddatur nimis difficile seu dispendiosum in premissis coram diversis iudicibus litigare pro parte ipsorum civium asserentium quod parati sint coram altero ipsorum officialis et inquisitoris in premissis duntaxat stare iuri fuit nobis humiliter supplicatum ut super hoc eis oportune providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos itaque huiusmodi supplicationibus inclinati, discretioni tue per apostolica scripta mandamus, quatinus vocatis predictis officiali et inquisitore et aliis qui fuerint evocandi, et auditis hincinde propositis ad quem ipsorum... officialis et inquisitoris cognitio huiusmodi negocii de consuetudine vel de iure pertineat, auctoritate apostolica, previa ratione decernas, et illius ex eisdem officiali et inquisitori ad quem huiusmodi negotii cognitionem pertinere cognoveris, partes ipsas et huiusmodi negotii decisionem absque difficultate, et sublato appellationis obstaculo eadem auctoritate remittas, reliquo ex ipsis ne deinceps de ipsius negotii cognitione, videlicet eosdem cives citando vel monendo, vel contra eos aliquid aliud faciendo, in eodem cepto Inquisitionis negotio huiusmodi coram ipso vexet aut molestet, ac prorsus nil attemptet; et insuper eisdem civibus si forsan occasione premissorum per ipsos officialem vel inquisitorem huiusmodi aut alterum eorum excommunicati fuerint, si hoc humiliter petierint, ab huiusmodi excommunicationis sententia ad cautelam eadem auctoritate absolvas in forma Ecclesie consueta, contradictores per censuram ecclesiasticam, etc. Non obstantibus tam pie memorie Bonifacii pape VIII predecessoris nostri in quibus cavetur ut, cum actor et reus

civitatis vel diocesis fuerint eorumdem, extra illas causa auctoritate litterarum apostolicarum non committatur nec conveniatur aliquis eorumdem; seu ne iudices auctoritate predicta deputati aliquos unam dietam a fine sue diocesis trahere presumant, et de duabus dietis in concilio generali, dummodo ultra tres dietas aliquis auctoritate presentium non trahatur, quam aliis constitutionibus apostolicis contrariis quibuscumque; seu si prefato inquisitori, vel quibusvis aliis communiter vel divisim a Sede predicta sit indultum quod interdici, suspendi, vel excommunicari non possint extra vel ultra certa loca ad iudicium evocari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem. — Datum Rome, apud Sanctum Petrum, kalendis septembris, anno secundo. Stephanus XX de Prato.

1. Sauveur Guillem, promu à l'abbaye de Saint-Gilles, le 17 novembre 1379; il était encore à sa tête en 1417. *Gall. christ.*, t. VI, col. 501.

2. N. 341, note 3.

3. François de Conzieu; voir n. 321, note 4.

— 343 —

Jean XXIII ratifie la sentence d'acquittement prononcée par l'inquisiteur Pons Feugeyron en faveur de Dominique Bens, laïc du diocèse de Grenoble, poursuivi à la requête de Jean Dupont et d'Antoine de Regiac, promoteurs de l'évêque de Grenoble et de l'Inquisition. — Bologne, 6 mars 1414.

Reg. Lateran., t. CLXVIII, fol. 189 v°.

Johannes, etc., ven. fratri episcopo Gebennen. [1], salutem, etc. — Exhibita nobis pro parte dilecti filii Dominici Bencii, in diocesi Gratianopolitana commorantis, petitio continebat quod olim dilectis filiis Johanne de Ponte, clerico eiusdem diocesis, episcopalis Gratianopolitane, necnon Antonio de Regiaco, ordinis fratrum minorum professore, dilecti filii Poncii Frageyronis [2], etiam dicti ordinis professoris, inquisitoris heretice pravitatis in illis partibus, ut dicebat, per Sedem apostolicam deputati, negotio-

rum criminalium curiarum promotoribus [3] falso referentibus prefato Pontio quod idem Dominicus in fide catholica multipliciter suspectus existeret, necnon in diversis articulis fidei eiusdem tunc expressis errores asteneret (*sic*) reprobatos, prefatus inquisitor super hoc contra eundem Dominicum quem propter hoc ad suam fecit evocari presentiam super premissis ex officio ad inquisitionem descendit, dictis promotoribus huiusmodi Inquisitionis negotium prosequentibus; et quia prefatus inquisitor per inquisitionem huiusmodi dictum Dominicum minime culpabilem reppererit in premissis diffinitivam, per quam ipsum Dominicum ab impetitione (?) dictorum promotorum absolvit, eumque de premissis sibi impositis prorsus innocentem declaravit, sententiam promulgavit. Quare pro parte dicti Dominici fuit nobis humiliter supplicatum ut sententiam ipsam robur faceremus firmitatis debitum obtinere. Quare fraternitati tue mandamus quatinus predictam sententiam sicut iuste prolata est appellatione remota auctoritate apostolica facias firmiter observari. — Datum Bononie, secundo nonas martii, anno quarto. Franciscus (XIIII) de Agello.

1. Jean des Bertrands, docteur ès lois, promu à Genève par Benoît XIII, le 14 décembre 1408; transféré à Tarantaise, le 23 septembre 1418; mort en 1432. *Gall. christ.*, t. xvi, col. 433-435; t. xii, col. 752; Eubel, *Hier.*, t. i, p. 271, 498.

2. Pons Feugeyron; cf. n. 338, 339.

3. C'est ici une donnée précieuse et bien nouvelle. L'inquisiteur étant à la fois juge, accusateur, ministère public et instructeur du procès, il n'y avait point de place auprès de lui pour un promoteur ou procureur fiscal. Or voici que Pons Feugeyron, inquisiteur en Provence, Dauphiné, Savoie et autres lieux, est secondé par un officier qui porte ce nom, et qui n'opère lui-même qu'avec un représentant de l'évêque qualifié du même titre. Antoine de Régiac, promoteur du Saint-Office, est un frère mineur comme le juge. Son collègue, Jean Dupont. clerc séculier, est le promoteur ordinaire de l'officialité criminelle de Grenoble. Les données font défaut pour préciser la date et le motif de l'introduction de cet élément nouveau dans le tribunal inquisitorial. En 1477, l'Inquisition de Lausanne-Genève-Sion possède ses deux procureurs de la foi. Les procès d'hérésie sont engagés, et les divers actes de la procédure sont accomplis à leur requête. Hansen, *Quellen*, etc., p. 488, 490. Peu à peu il fut adopté partout. Pegna, commentateur d'Eymeric, signale leur existence en ces termes : « Sed cum hodie accusantis persona raro admittatur, publicus est constitutus minister, quem vulgo fiscalem dicimus, qui personam accusatoris subit et reos accusat. » L'auteur des commentaires laisse entendre que le ministère public existait dans la plupart des tribunaux d'Inquisition. Eymeric, *Directorium inquisitorum*, cum comment. Pegnae, III^a parte, comment. 14.

— 344 —

Jean XXIII confirme Jean Dupuy, dominicain, professeur de théologie, dans la charge d'inquisiteur de Toulouse et ratifie la décision du provincial de cette ville, révoquant Étienne Lacombe[1], *partisan de Benoît XIII; celle de Guillem Garrigues, vicaire du même provincial, nommant Jean Dupuy; et la sentence de Nicolas de Tende, commissaire du général des dominicains, Thomas de Fermo*[2], *ratifiant cette double mesure. Le pape donne au destinataire tous les pouvoirs et privilèges des inquisiteurs.* — Bologne, 19 septembre 1414.

Ripoll, *Bul ar.*, t. II, p. 522.

Johannes episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Johanni de Podio[3], ordinis fratrum predicatorum, sacre pagine professori, ac in provincia Tholosana secundum morem ipsius ordinis heretice pravitatis inquisitori, salutem et apostolicam benedictionem. — Ab exordio nascentis... — Datum Bononie, XIII kalendas octobris, pontificatus nostri anno quinto.

1. Voir les causes de cette révocation, n. 334, note 1.

2. Thomas de Fermo, élu, le 21 mai 1401, maître général de l'ordre à la place de Raymond de Capoue, dans l'obédience de Rome; mort en 1413. Quétif et Échard, *op. cit.*, t. I, p. 747.

3. Cet inquisiteur intenta un procès à des clercs du diocèse de Limoges, qui avaient négligé de se faire absoudre d'une sentence d'excommunication. Les inculpés en appelèrent au Saint-Siège, et, le 27 janvier 1418, Martin V commit l'archevêque de Toulouse pour régler leur différend avec Jean Dupuy. Ripoll, *op. cit.*, t. II, p. 533.

APPENDICES

DOCUMENTS D'INQUISITION

APPENDICES

DOCUMENTS D'INQUISITION

— I —

Lettres de pénitence données par le camérier et le trésorier apostoliques et par l'inquisiteur de Provence, à Blanche Viguier, de Portet, et à ses compagnes, condamnées d'abord à la prison perpétuelle pour béguinisme, puis délivrées de prison par commutation de peine et obligées de faire un pèlerinage à Saint-Jacques-de-Compostelle dans le délai d'un an, enfin autorisées à ne faire cette pénitence que dans les trois ans. — Avignon, 13 mars 1356.

Archiv. Vatic. : *Miscellan.*, 1356; perg. grand. triple queue de parch. Le procès lui-même a été publié par Eubel, *Bull. francisc.* t. VI, p. 627-638.

Universis et singulis ad quos presentes littere pervenerint. — Nos, Stephanus, Dei gratia Tholosanus archepiscopus, camerarius [1], et Reginaldus, eadem gratia Palentinensis episcopus, thesaurarius [2] domini nostri pape, vicarii generales episcopatus Avenionensis, et nos Petrus de Montibus [3], ordinis fratrum minorum, inquisitor heretice pravitatis in Dalphinatu, in Arelatensi, Aquensi et Viennensi et Ebredunensi provinciis ac in civitate et diocesi Avinionensi et certis aliis terris auctoritate apostolica deputatus, salutem in Domino sempiternam. — Noverit universitas vestra quod cum Blanqua Vigerie, de Portello [4], Tholosane diocesis, suspecta de heresi et in carcere domini marescalli romane Curie diutius detenta requisita fuerit ut de hiis de quibus interrogaretur diceret veritatem iurare noluit, licet in necessitate licitum asserat; consequenter interrogata si credebat illud quod sancta mater Ecclesia tenet, docet et predicat, respondit quod sic; addiciens sponte et sine interro-

gatione aliqua quod dominus papa Johannes XXII, qui condidit et fecit illas decretales per quas declaravit quod Christus in quantum homo habuit proprietatem in proprio et in communi [5], quod si in dicto proposito pertinaci decesserit, credit ipsum dominum Johannem firmiter et constanter hereticum decessisse; et idem credit de omnibus adherentibus oppinionibus et decretalibus eiusdem, et quod iustitiam Dei incurrerent et sententias sancte matris Ecclesie. Idem credit de omnibus pontificibus successoribus predicti domini Johannis pape, necnon et cardinalibus et prelatis per eundem dominum Johannem et suos successores ordinatis, si predictas decretales et oppiniones constanter tenent. Et in hac confessione consequenter interrogata stetit, nichil detrahens vel addens, excepto quod si aliquid dixerat que egerint correctione, se submisit correctioni et declarationi sancte romane et universalis Ecclesie et consilii generalis. Hec autem in processu super hoc habito plenius continentur.

Consequenter, aliquo lapso tempore, predicta Blanqua predicta et monita et benigne inducta per nos inquisitorem predictum et per venerabilem virum dominum Johannem de Bessa, officialem Avinionensem, per dominum camerarium domini nostri pape predicto domino inquisitori adiunctum, predicata, et per plures sacre theologie magistros predicta omnia in quantum videbantur nobis inquisitori predicto et domino officiali Avinionensi antedicto et magistris prelibatis erronea et Sacre Scripture, seu determinationi Ecclesie romane contraria et fidei catholice, revocavit solempniter et cum iuramento in forma que in dicto processu plenius continetur, medio iuramento, asserens decretalem domini Johannis pape XXII predicti : *Cum inter nonnullos*, *etc.*, totam et in qualibet sui parte veram et catholicam, quia in expressa assertione Sacre Scripture vel in aperta suppositione fundatur. Confitetur etiam medio iuramento decretalem domini Nicholay III : *Exiit qui seminat* [6], etc., in ea parte in qua determinat de vita et doctrina Christi et apostolorum et vita meritoria fore veram et catholicam et predictas decretales non esse contrarias sicut in dicto processu plenius continetur. Item eodem modo asseruit dominum Johannem papam XXII fuisse verum et catholicum summum pontificem et successores suos usque ad dominum Innocentium VI inclusive quem confitetur verum summum pontificem et Christi vicarium, cuius correctioni et

determinationi et sancte romane Ecclesie se submisit, sicut in dicto processu plenius continetur.

Postmodum vero elapsis aliquibus diebus, fuit prefata Blanqua per reverendum in Christo Patrem dominum B., Dei gratia episcopum Convenarum [7], commissarium in hac causa a prefato domino nostro Innocentio papa deputatum et per nos inquisitorem predictum et dominum officialem prefatum medio iuramento interrogata si ultime confessioni volebat addere vel detrahere, respondit quod ultime confessioni tanquam vere stare volebat; recognoscens se in prima confessione graviter errasse et peccasse, petens gratiam et misericordiam, renuntians et concludens in huiusmodi causa, petens sententiam, animo contrito et humili corde, se ipsam offerens pacienter portare omnem penam et penitentiam quam sibi duxerimus iniungendam.

Deinde, tractu temporis, nos archiepiscopus Tholosanus, camerarius, episcopus Palentinus, thesaurarius domini pape, et nos inquisitor predictus auctoritatibus quibus supra una cum prelibatis domino Convenarum episcopo et domino officiali Avinionensi, convocato et congregato consilio multorum prelatorum et auditorum sacri Palatii et multorum magistrorum in theologia et plurimorum utriusque iuris doctorum, fecimus examinari predictas revocationes errorum et secundam confessionem predicte Blanque, si debebant sufficientia reputari. Conclusio dicti consilii fuit quod Blanqua predicta sufficienter responderat sicut patet plenius in processu predicto. Nomina vero consiliariorum predictorum sunt hec : Reverendi in Christo Patres, domini G., patriarcha Jherosolimitanus [8], Rogerius, Palermitanus archiepiscopus [9], B. Senacensis [10], G. Aquinatensis episcopi [11], electus Montisalbani [12], abbas Salamodiensis [13], abbas de Beacha [14], Xanctonensis diocesis, venerabiles viri domini Aymericus Hugonis, Johannes Haberti, Guillelmus de Ginnello, Andratus de Maneriis, Petrus Maioris, Petrus de Ilhano, Bartholomeus de Bosquario, Giraudus de Podiofulconis, sacri Palatii auditores, Guillelmus Sutoris, sacri Palatii magister, Stephanus de Ecclesia [15], Rostagnus de Anseduna [16], ordinis predicatorum, Guillelmus Bernardi, Bertrandus Agerii [17], Arnaldus Cabrerii, Stephanus de Marlhaco, ordinis fratrum minorum, Johannes Bellini, ordinis carmelitarum, Raymundus de Pomeis, ordinis heremitarum, magistri in theologia, Gaufridus le Marc'et, Vitalis Belini, Helinus de Duriaco, seculares magistri,

Petrus Barrerie, auditor domini cardinalis de Caramanno [18], legum doctor, Helias, auditor domini cardinalis de Mota [19], Symon, prior de Bleys, auditor domini cardinalis Lemovicensis [20], Petrus de Perusio, advocatus fiscalis domini nostri pape, Guillelmus de Cadereto, auditor domini cardinalis Ostiensis [21], decretorum doctores, et Johannes Henrici in legibus licentiatus.

Sequitur tenor sententie contra dictam Blanquam et suas consocias sive complices lata in hunc modum :

In Christi nomine. Amen. Cum constet nobis Stephano, archiepiscopo et camerario, Reginaldo, episcopo et thesaurario, ac Petro inquisitori prefatis per inquisitiones contra te Blanquam predictam et tuas consocias habitas et factas et tandem per confessiones vestras in quibus apud acta constanter perseverastis quod in predictis erroribus et heresibus superius expressatis graviter et nequiter deliquistis, sicut in vestris dictis et depositionibus seriosius est expressum, ex quibus merito posset dici quod vestris consideratis excessibus et delictis culpa est relaxare vindictam. Quia tamen, ut dixistis, puro corde et fide non ficta vultis redire ad sanctam matrem Ecclesiam que nulli claudit gremium redeunti ad immaculate fidei puritatem predictosque abiurastis errores et hereses et omnem aliam hereticam pravitatem et humiliter absolutionis beneficium postulastis, promisistisque et iurastis nobis semper servare, tenere et credere fidem sanctam, catholicam, cuius caput est dominus noster papa modernus superius nominatus, et omnem penitentiam quam vobis iniungendam duxerimus vos servare et complere integre et firmiter obligastis et mandata nostra adimplere iurastis et asseruistis vos de eis de quibus essetis interrogate dicere veritatem; idcirco agentes vobiscum misericorditer et benigne, culpas quoque vestras secundum magis et minus, equo libramine ponderante, rigor tamen pietatis et misericordie dulcedine temperantes, illius imitantes vestigia qui omnibus miseretur et neminem vult perire; compensantes etiam durum et longum carcerem quo ob premissa intruse diutius extitistis, sic quod potius ad penam quam ad custodiam aliqualiter posset dici, Nos Stephanus, archiepiscopus et camerarius, Reginaldus, episcopus et thesaurarius, et frater Petrus de Montibus, inquisitor prefati, auctoritatibus quibus supra pro tribunali sedentes et sacrosanctis Dei Euvangeliis positis coram nobis, ut de vultu Dei

nostrum rectum iudicium prodeat, et nostri occuli in hiis et aliis videant equitatem, prehabito consilio plurium sapientum prelatorum et sacri palatii auditorum ac in sacra pagina et in utroque iure doctorum, dicentes :

† In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen. Per hanc nostram sententiam quam ferimus in hiis scriptis, vos Blanquam predictam et consocias tuas, videlicet Englesam Pradellam, de Tholosa, Bernardam, filiam quondam Petri de Marsano de Manso de Garino [22], Jacobam, filiam quondam Audiardi de Perpinhano, Vincentiam, filiam quondam Azzonis de Statera, et Thomasiam, filiam quondam Marchi de Romano, Tholosane, Elnensis et Venesiarum civitatum et diocesum, que priusquam velletis predictos revocare errores diu fuistis in duritia et pertinacia et etiam pluries iurare recusastis et nequiter deliquistis, ad perpetuum carcerem nostro arbitrio vobis assignandum in pane doloris et aqua tristitie, ubi vestra peccata defleatis et [vestras culpas recognoscatis, per hanc nostram deffinitivam sententiam sententialiter condempnamus; retinentes nobis et nostris successoribus ex indulto apostolico nobis in hac parte concesso plenariam potestatem dictas penas et penitentias diminuendi, mutandi et in totum vel in parte tollendi, secundum quod vestra conversatio laudabilis exiget et requiret et nobis et nostris successoribus videbitur expedire.

Lata, lecta et recitata fuit huiusmodi sententia Avinione, in cimiterio fratrum minorum, anno a nativitate Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo quinto et die duodecima mensis iulii pontificatus domini nostri Innocentii pape sexti, anno tercio. Presentibus reverendis in Christo patribus dominis B., Convenarum, et Michaele, Barchinonen. [23] episcopis, nobili et potenti viro domino Guillelmo Rollandi, militi, Curie romane marescallo et venerabilibus et circumspectis viris dominis Aymerico Hugonis, Giraudo de Podiofulconis, Petro de Ilhano, et Petro Maioris, sacri Palatii auditoribus, domino Johanne de Bessa, in legibus licentiato, officialique Avinionensi, nobilibus viris dominis Giraudo de Sancta Maria, Bertrando Malisanguinis, Godone de Cayre, et Jacobo Dalmatii, militibus, magistris Bertrando Agerii, Arnaldo Cabrerii, ordinis fratrum minorum predicti, ac in sacra theologia magistris, et dominis Guidone de Caturco, Bertrando de Taysione et Fulcone de Vaysilhaco, dicti domini Convenarum episcopi sociis et capellanis, dominis

Arnaldo de Moleriis, legum doctore, et Johanne de Nabayrone, procuratore fiscali domini nostri pape in romana Curia, Johanne Palayni, notario domini Camerarii predicti, fratribus Hugone Caldayroni, gardiano conventus Avinionensis, Guillelmo Mayrani, Stephano Trunchet, sacrista, Raymundo Bonifilii, vicario ordinis et conventus predictorum, magistris Grado Pini de Carpentoracte, notario, Jacobo de Prato et Guillelmo Liverii, notario Curie marescalli, et Francisco Felgerie, subvicario Avinionensi et pluribus aliis tam clericis quam laicis in multitudine copiosa ad premissa voce precona convocatis.

Postque, dicta sententia executioni mandata, quia misericordia superexaltat iudicium, nos camerarius, thesaurarius et inquisitor prefati videntes et diligenter considerantes dictarum Blanque et consociarum eius fidei sinceritatem et ad sanctam romanam Ecclesiam devotionem, carceris et penitentie signa et patientiam quas (*sic*) habuerunt eedem Blanqua et consocie eius, ut relatu custodis carceris et aliorum plurium relatu didicimus et nobis per aspectum apparet, qui frequenter visitavimus easdem in carcere, deliberatione habita et maturo consilio commutavimus penitentiam predictam iuxta potentiam nobis datam et superius in dicta sententia retentam in peregrinationem sancti Jacobi de Compostella, infra unum annum a die commutationis sententia profecturam.

Demum pro parte dicte Blanque et sociarum eiusdem, nobis expositum extitit et humiliter supplicatum quod cum propter guerrarum discrimina et pericula que in Ispania pulularunt, accessus eis existat periculosus, prorogare dignaremur terminum usque ad tempus pacificum regni eiusdem Ispanie et tranquillum, que devote et sine periculo possent penitentiam et peregrinationem eis iniunctam adimplere. Nos attendentes quod iuste postulantibus non est denegandus assensus, ex certa scientia dictum terminum peregrinationis sancti Jacobi ex causis predictis ad tres annos proximos duximus prorogandum. De quarum peregrinatione predictam Blanquam et eius socias predictas quod ipsam peregrinationem devote compleverint, per patentes litteras sigillo autentico sigillatas testificari volumus per quas nobis appareat devotio earundem.

In quorum testimonium, nos camerarius, thesaurarius et inquisitor prelibati auctoritatibus quibus supra, sigilla nostra autentica quibus utimur presentibus patentibus litteris apponi

fecimus in pendenti. — Datum Avinione, die XIII^{a} mensis martii, anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo sexto, indictione nona, pontificatus eiusdem domini nostri domini Innocentii pape VI anno quarto.

1. Étienne Aldobrandi Cambaruti, bénédictin, successivement évêque de Cassino (14 mars 1343), de Saint-Pons-de-Tomières (13 février 1346), archevêque d'Arles (14 août 1348) et de Toulouse (22 décembre 1350); mort le 15 mars 1360. *Gall. christ.*, t. VI, col. 238-239; t. I, col. 577; t. XIII, col. 40-41; Eubel, *op. cit.*, p. 104, 175, 424, 515

2. Réginald de Maubernard, familier et trésorier du pape, promu à Palencia, le 17 juin 1353, puis à Lisbonne (20 juin 1356), enfin à Autun (25 août 1358); mort en 1361. Eubel, *Gall. christ.*, t. IV, col. 414-415; *op. cit.*, p. 71, 405, 535.

3. Pierre *des Monts*; n. 211, note 2.

4. Portet (Haute-Garonne), cant. et arrond. de Toulouse.

5. Bulle *Cum inter nonnullos. Extrav. Joan. XXII*, tit. XIV, c. 4

6. *Sext.*, l. V, tit. XII, c. 3.

7. Bertrand de Cosnac, chanoine régulier de Saint-Augustin, docteur en décrets, trésorier apostolique, promu à l'évêché de Lombez, le 17 septembre 1348 transféré à Comminges, le 17 octobre 1352, créé cardinal du titre de Saint-Marcel, le 30 mai 1371. Baluze, *op. cit.*, col. 1069; *Gall. christ.*, t. XIII, col. 323; t. I, col. 1102; Eubel, *op. cit.*, p. 21, 215, 323.

8. Guillaume Lami, chapelain du pape, évêque d'Apt (3 octobre 1341), puis de Chartres (7 octobre 1342); patriarche de Jérusalem le 2 mars 1349; mort en 1361. *Gall. christ.*, t. I, col. 364; t. VIII, col. 1174-1175; Albanès, *Gall. christ. novis.*, t. I, col. 249-250; Eubel, *op. cit.*, p. 96, 173, 287.

9. Roger de Palhès, ord. min., maître en théologie, promu à Palerme le 17 novembre 1351; mort en 1361. Eubel, *op. cit.*, p. 407.

10. Bertrand, évêque de Senez, le 9 janvier 1346; mort en 1358. *Gall. christ.*, t. III, col. 1256; Eubel, *op. cit.*, p. 469.

11. Guillaume, évêque d'Aquino, le 15 octobre 1354, mort en 1360. Eubel, *op. cit.*, p. 106.

12. Jacques de Deaux, O. S. A., docteur en décrets, élu évêque de Montauban, le 10 juin 1355; transféré à Gap, le 21 août 1357; et à Nîmes, le 6 avril 1362; mort cette même année. *Gall. christ.*, t. XIII, col. 236; t. I, col. 468; t. VI, col. 452; Albanès, *Gall. christ. noviss.*, t. I, col. 501-502; Eubel, *op. cit.*, p. 363, 378, 544

13. Psalmody, commune d'Aigues-Mortes (Gard).

14. Baigne, aujourd'hui Baignes-Sainte-Radegonde (Charente), chef-lieu de cant., arrond. de Barbezieux.

15. Étienne *de Ecclesia*, qui fut inquisiteur de Carcassonne, n. 223, était alors procureur des frères prêcheurs *in Curia*.

16. Procureur des frères prêcheurs *in Curia*, après Étienne *de Ecclesia*. Masetti, *Monumenta et antiquitates veteris disciplinae ordinis praed.*, Romae, 1864, p. 376.

17. Bertrand Atgier, qui fut ensuite cardinal. Albe, *Autour de Jean XXII*.

II[e] part., *Les Quercynois en Italie*, tirage à part des *Annales de Saint-Louis-des-Français*, p. 61-66.

18. Jean de Carmain, cardinal de Saint-Georges au Vélabre, le 17 décembre 1350; mort le 1[er] août 1361. Eubel, *op. cit.*, p. 18.

19. Gaillard de Lamothe, cardinal-diacre de Sainte-Lucie *in Silice*, le 17 décembre 1316; mort le 20 décembre 1356. Eubel, *op. cit.*, p. 14.

20. Guillaume de la Jugie, cardinal de Sainte-Marie *in Cosmedin*; ou bien Nicolas de Besse, cardinal de Sainte-Marie *in via Lata*. Eubel, *op. cit.*, p. 17, 18.

21. Pierre Bertrand, cardinal du titre de Sainte-Suzanne, le 27 févr er 1344; évêque d'Ostie en 1353, mort le 13 juillet 1361. Eubel, *op. cit.*, p. 18.

22. Mas-Grenier (Tarn-et-Garonne), comm. de Verdun, arrond. de Castelsarrasin.

23. Michel Ricoman (de Riçoma), clerc de la Chambre apostolique, évêque de Vich, le 11 avril 1345; transféré à Barcelone, le 24 juillet 1346; mort le 7 juin 1361. Eubel, *op. cit.*, p. 131, 557.

— II —

Pierre Ameilii, archevêque d'Embrun, recommande au cardinal de Nîmes la cause d'un religieux franciscain, missionnaire contre l'hérésie dans le diocèse d'Embrun. — Embrun, 22 mars [1368?].

Archiv. Vatic., armar. LIII, t. IX, p. 255.

Domino cardinali Nemausen. [1]. Die XXII martii [1368?]. Reverendissime pater et specialissime domine. Sicut novit vestra paternitas ista diocesis Ebredunen. nedum in Valle Puta [2] verum etiam in pluribus aliis locis ultra quam satis infecta est diversis erroribus et multum indiget frequenti predicatione verbi Dei, nedum ad mores sed etiam ad doctrinam; et quia ego per me ipsum non bene scio proficere, adhibui michi iam annus est duos bonos religiosos de ordine fratrum minorum [3], qui circa hec iugiter et alacriter laborantes incipiunt iam spiritualem fructum afferre. Sed ecce prohdolor! inimicus humane salutis turbare nititur totum bonum per dominum sacristam Vapincen., familiarem vestre paternitatis, qui per privilegia vestra, ut estimo, trahit nunc Avinioni unum ex fratribus presentium exhibitorem, et si vera sunt que michi dicuntur minus irrationabiliter (*sic*), prout statim videre poterit vestra Reverenda paternitas, concessa audientia dicto fratri, quem dignemini habere recommendatum,

et facere celeriter expediri cum iustitia intuitu Dei; et ego [4] capellanus vester reputabo michi ad gratiam specialem paratus semper ad quecumque vestra mandata.

1. Jean de Blandiac, évêque de Nîmes, créé cardinal du titre de Saint-Marc, le 17 septembre 1361; évêque de Sabine en 1372; mort le 8 juillet 1379. Eubel, *Hier.*, t. I, p. 19.

2. La Vallouise, vallée de l'Embrunois.

3. L'un d'eux était François Borrel (cf. n. 286, note 1) dont il va être question dans les lettres suivantes.

4. Pierre Amelii, voir n. 267 note 4.

— III —

Pierre Amelii informe le gouverneur du Dauphiné de la procédure engagée contre Raymond Giraud, accusé de divers attentats contre l'immunité ecclésiastique, les droits de l'Église et les pouvoirs publics, et de plus suspect d'hérésie. — Embrun, 9 septembre 1368.

Armar. LIII, t. IX, p. 269.

Magnifice Domine et amice carissime [1]. Credo vos alias audivisse qualiter anno preterito inceperam processum super aliquibus criminibus forum ecclesiasticum tangentibus contra Raimundum Giraudi, et responderat aliquibus articulis per diversas vices aliqua confitendo aliqua denegando; verum postmodum ego supersederam ex aliquibus causis; ipse vero quasi provocatus attemptavit ex tunc plurima contra ecclesiam istam et contra me dominum suum qui portabam equanimiter usquequo tandem erexit se contra commune dominium et fecit se eligi per aliquos cives ad custodiam et regimen civitatis adjunctis sibi XXIIII iuvenibus armatis de civitate pro exequendo mandata sua; et licet ego et baylivus essemus in civitate, tamen hoc totum factum est sine scitu et voluntate nostra, dictumque regimen exercuit per aliquos dies; sed ego et baylivus deliberatione habita cum Constandeto de Bardonesca et quibusdam aliis bonis viris videntes preiudicium fieri dominio communi inhibuimus sibi quod non uteretur illo titulo electionis facte per

communitatem sed auctoritate nostra et tanquam locumtenens iudicis curie communis faceret illa que incumberent, adiuncto sibi Antonio Abrivati; et quia nos eramus in civitate presentes in omnibus que noviter emergerent requireret concilium nostrum. Ipse vero Raymundus Giraudi extunc continuans peiora prioribus nichil omnino volebat facere ad mandatum meum et baylivi, ut scire poteritis etiam per officiales vestros quos hic habetis. Tandem hodie veniens ad domum meam tot et talia dixit et sic se habuit coram plurimis bonis viris et notariis publicis quod exigente iustitia tam pro aliquibus excessibus ecclesiasticis quam pro tangentibus fidem ego arrestavi eum et teneo arrestatum; et attenta confessione sua in scriptis redacta, misi pro inquisitore [2], ut sibi iustitiam ministremus. Unde rogo magnificentiam et dominationem vestram quatinus sicut estis zelator fidei in hoc negotio assistatis michi per vos et vestros subditos auxiliis et favoribus oportunis. — [Scriptum Ebreduni, die IX septembris [3].]

1. Raoul de Vienne, sire de Louppy, gouverneur du Dauphiné pour le roi Charles V, de 1361 à 1369.

2. Voir le document qui suit.

3. Cette cédule se trouve entre une lettre adressée au gouverneur du Dauphiné et la lettre écrite à l'inquisiteur, documents tous deux datés du 9 septembre (1368).

— IV —

L'inquisiteur est invité par l'archevêque d'Embrun à se rendre dans la ville archiépiscopale, ou à y déléguer un représentant pour prendre part au procès d'un individu suspect d'hérésie. — Embrun, 9 septembre 1368.

Armar. LIII, t. IX, p. 270.

Inquisitori [1]. Venerabilis pater et amice carissime. Arrestavimus quendam subditum nostrum [2] quem habemus suspectum de fide ex vehementissimis presumptionibus et maxime ex sua propria confessione, et quia in hiis indigemus presentia, consilio et auxilio vestris, et sine vobis ulterius procedere commode non

possemus, rogamus vos et requirimus instanter quod ad partes istas vos transferre velitis et ubi secure non possetis venire de presenti saltem alicui bone persone vices vestras quoad hec committatis, rescribentes nobis per presentium portitorem ea que super premissis duxeritis ordinanda. Omnipotens vos conservet. — Scriptum Ebreduni, IX septembris [1368].

1. Probablement Jean Richard, qui, en 1363, fut spécialement chargé du diocèse d'Embrun. Voir n. 233.
2. Évidemment celui dont il s'agit dans une lettre précédente.

— V —

L'archevêque d'Embrun recommande à divers cardinaux le franciscain François Borrel, son socius, et les affaires dont il a mission de les entretenir, notamment celle des franciscains d'Embrun auxquels il s'agit de concéder un nouveau couvent, à la place de l'ancien qui a été détruit par les gens de guerre. L'archevêque loue ces religieux pour leur zèle contre l'hérésie. — Embrun, 8-9 décembre 1368.

Armar. LIII, t. IX, p. 275.

Dominis cardinalibus Viterbien [1], Lemovicen [2], Ostien [3], Bellifortis [4].

Reverendissime pater et domine. Credo paternitatem vestram audivisse de guerra crudelissima que per tres menses vel circa duravit et adhuc viget inter Provinciales et Dalphinales, inter quos ista civitas et diocesis est confinis, propter quod habuit pati gravissima hinc et inde; nam et Provinciales invaserunt istam civitatem in die sancti Luce et steterunt per plures dies quicquid erat extra fortalicia vastando et comburendo et dampna irreparabilia inferendo. Specialiter autem combustus fuit, pro dolor! totus locus fratrum minorum et totaliter desolatus. Itaque deliberatione habita cum clero et populo civitatis, quum alias idem locus destructus fuerat propter guerras Dalphinatus et periculose nimis imminet super civitatem, visum est omnibus quod nunquam ibi debeat rehedificari, nec certe posset fieri

considerata extrema patrie paupertate; sed necesse erit fratres recipere infra civitatem in quadam ecclesia que dicitur sancti Marcellini, que sola ad hec visa est optima, vel oportebit eos totaliter recedere non sine magno periculo animarum propter errores heresum qui dampnabiliter tanquam ex perhempni fonte scaturiunt ex quadam parte diocesis huius [5]. Pro hiis igitur exponendis seriosius sanctissimo domino nostro pape et obtinenda licentia sua, eo presertim quia dicta ecclesia ad quam transferendi sunt est exempta, accedit religiosus frater Franciscus Borrilli [6], dicti ordinis fratrum minorum, socius meus, qui laboravit hic ferventissime contra predictas hereses toto tempore meo et est in hiis et aliis multum sciens et expertus; propter quod etiam imposui sibi alia certa negotia me tangentia [7] que explicabit V. Rev. Paternitati, que, precor, dignanter velit eum audire premissaque negotia habere propensius recommendata et me servitorem vestrum vestris semper iussionibus obedire paratum. Omnipotens R. P. V. diu et feliciter conservare dignetur [8].

1. Marc de Viterbe, ancien général des franciscains, créé cardinal le 18 septembre 1368.

2. Peut-être Guillaume d'Aigrefeuille, créé cardinal le 12 mai 1367.

3. Guillaume Sudre, créé cardinal le 18 septembre 1366; évêque d'Ostie le 10 mai 1367.

4. Pierre Roger de Beaufort, créé le 29 mai 1348. Il fut le pape Grégoire XI.

5. La Vallouise, ou Valpute, contrée de l'Embrunois.

6. François Borrel; voir n. 286, note 1.

7. L'archevêque demandait surtout d'être dispensé d'acquitter le reste de ses communs services. Les biens de sa mense épiscopale ayant été saccagés et détruits par les hommes de guerre durant le conflit entre Provençaux et Dauphinois, en septembre, octobre et novembre 1368, il se déclarait impuissant à payer. Le pápe ne pouvait vouloir « qu'il mourût de faim, ou vécût séparé de la communion catholique ». Lettres à divers cardinaux (7 et 8 décembre 1368) Armar LIII, t. IX, p. 274-277.

8. Les lettres aux cardinaux auxquelles il est fait allusion dans la note qui précède et qui furent portées à Avignon par le même François Borrel permettent de dater celle-ci et la suivante du 7 ou du 8 décembre 1368.

— VI —

Pierre Amelii présente au pape son socius le franciscain François Borrel, qui est chargé de l'entretenir de diverses affaires, notamment de certains desiderata relatifs à la répression de l'hérésie dans le diocèse d'Embrun. — Embrun, 7-8 décembre 1368 [1].

Armar. LIII, t. IX, p. 274.

Sanctissime ac beatissime Pater. Quia Vestra Sanctitas quando me misit ad ecclesiam istam specialiter iniunxit adhibere diligentiam circa conversionem hereticorum, ego tunc requisivi provincialem fratrum minorum quod assignaret michi aliquos fratres bene litteratos et expertos ac fidei zelatores pro predicando et ammonendo iugiter contra Valdensium hereses et errores. Ipse vero deliberatione habita dedit michi aliquos et specialiter duos utique tales sicut petebam, qui mecum manentes et premissis assidue insistentes, bene profecerunt gracia Dei circa preservationem, ne plures simplices laberentur; quinymmo multa condempnati et relapsi fugitivi querunt reconciliari ecclesiastice unitati; supplicant tamen remitti sibi penam ignis et aliquas gratias fieri circa rigorem iuris et processuum inquisitoris. Pro quibus exponendis Ap. (*sic*) Sanctitati, proposueram iam est diu mittere ad pedes Beatitudinis Vestre presentium exhibitorem, qui est principalis inter predictos fratres [2], sed non potui propter guerras et mala multiplicia que viguerunt inter Provinciales et Dalphinales in tantum quod omnia confinia utrorumque clade bellica et crudelissimis incendiis adeo sunt destructa quod vix unquam poterunt reparari. Et, pro dolor! adhuc non cessant. Unde pro premissis et quibusdam urgentibus necessitatibus meis et totius cleri michi commissi mitto nunc prefatum religiosum presentium exhibitorem, supplicans humiliter et devote quatinus V. S. eum clementer audire dignetur et propter Deum clementius exaudire.

1. D'après d'autres lettres expédiées par le même messager et datées de ces jours.
2. François Borrel.

— VII —

François Borrel, inquisiteur de Provence, du Dauphiné et de la Savoie, absout une femme de l'accusation d'hérésie vaudoise portée contre elle, accusation dont elle s'est lavée par purgation canonique « de septima manu ». Mais comme elle négligeait de fréquenter les sacrements de l'Église, l'inquisiteur l'oblige à se confesser et à communier quatre fois par an. — Grenoble, le 22 juin 1376.

Instrum. miscell., 22 juin 1376; parchem. ayant servi de couverture à un livre de comptes [1].

In nomine Domini nostri Ihesu Christi, amen. — Anno eiusdem Domini millesimo trecentesimo septuagesimo sexto, et die vicesima secunda mensis iunii pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Gregorii divina providentia pape XI, anno sexto. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis presentibus et futuris eiusdem seriem inspecturis pateat evidenter quia cum [ ] nobis fratri Francisco Borrilli, ordinis minorum, sacre theologie magistro, inquisitori heretice pravitatis, in Arelaten., Aquen., Ebredunen., Viennen. et Tarantasien. provinciis et in toto Dalphinatu Viennen., necnon Valentinen., Dien., Alboni, Sabaudie, Gebennen., Venayssini, Provincie et Forcalquerii comitatibus, principatu Aurayce (*sic*), civitate Avinionen. et loco Sallonis et certis aliis terris et locis auctoritate sancte Sedis apostolice specialiter deputato, et nostro sacro Inquisitionis officio fuisset graviter delata de et super infra scriptis : primo quod ipsa erat de infausta et execrabili heresi et secta Valdensium; item quod eam approbabat et laudabat tanquam bonam et sanctam; item quod nunquam vel raro de corpore Christi communicaverat; item quod moribus, gestibus atque verbis ab unitate Ecclesie erat divisa; item quod de predictis erat publica vox et fama; cum predicta essent et cederent in magnum catholice fidei obprobrium et multum sacrosancte romane Ecclesie parvipendium ac tocius catholice religionis contemptum, necnon grave cunctorum audientium scandalum, atque multiplex perniciei exemplum, nos inquisitor prefatus voluimus propense et ex commisso nobis officio experiri atque scire an predicta ex veris procederent et utrum sic in rei veritate se haberent sicut ad

nostrum pervenerant auditum; et ad nostram super predictis inquisitionem prout debebamus habuimus procedere et per multa tempora cum illa qua potuimus accuratione et diligentia circa inquisitionem predictorum articulorum habuimus insistere sepe inquirendo cum predicta [ ] et cum multis aliis qui de premissis dicebantur se scire veritatem, licet per duos annos et ultra cum multa et magna atque debita diligentia de et super premissis inquisiverimus, legitime tamen et sufficienter predicta coram nobis probari non potuerunt, licet per testes aliqua de premissis fuerint deposita contra ipsam, ut predicta per nostros processus plenius constant. Ideirco nos, frater Franciscus prefatus, de consilio, voluntate et assensu venerabilis et religiosi viri domini Bartholomei de Vallibus, licenciati in decretis, officialis Viennen. et commissarii in hac parte per reverendum in Christo patrem et dominum L. [2], digna Dei providentia Valentinen. et Dien. episcopum et administratorem sancte Viennen. ecclesie specialiter deputati, comunicato, viso, inspecto et diligenter examinato processu et prehabito perpenso consilio in romana Curia multorum et magnorum dominorum, prelatorum, divine pagine magistrorum, auditorum sacri Palatii et diversorum utriusque iuris doctorum et quamplurimorum aliorum tam in sacra theologia quam in utroque iure peritorum, sanctius extimantes fascinus impunitum dimittere quam innocentem dampnare; maxime quia in criminalibus oportet esse probationes luce clariores, presertim etiam cum nullus debeat propter solam suspicionem quamvis vehementem de tanto crimine condempnari, hiis loco, tempore, die et hora ipsi [ ] ad hoc specialiter assignatis, sedentes pro tribunali more maiorum, sacrosanctis Euvangeliis positis in nostro conspectu ut de vultu Dei nostrum prodeat iudicium et oculi nostri in hiis et aliis videant equitatem, premisso signo venerabilis sancte Cru † cis, dicentes :

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Sententialiter pronunciamus quod dicta [ ] se efficaciter obliget sub pena heretice manifeste et obligatione omnium bonorum suorum quod perpetuo firmiter tenebit, credet et fideliter confitebitur sacrosanctam fidem catholicam, quam sacrosancta mater Ecclesia et sanctissimus in Christo pater et dominus noster dominus Gregorius divina providentia papa XI predicat et observat, et etiam quod generaliter omnem heresim et

errorem debeat solemniter abiurare cum debita solennitate et clausulis universis. Attendentes insuper divulgatam infamiam, grave scandalum et vehementem suspicionem ex testium dictis obortam, que contra dictam [ ] facere videbantur, cum propter eorum quodlibet esset ei purgatio canonica indicenda et servantes et mollientes rigorem ad ostendendum eius innocentiam et ad sopiendum scandalum atque removendam infamiam, purgationem canonicam septime manus fiendam publice coram nobis et cleri ac populi notabili multitudine ad hoc specialiter convocata, eidem [ ] duximus indicendam; ita tamen quod qui ad eius purgationem canonicam processerint sint fide catholici et vita probati; qui conversationem et vitam ipsius non tam moderno tempore noverint quam transacto, ut ibidem per eosdem purgetur ubi et inter quos infamata esse dignoscebatur; sic deinceps vitam suam bonis ornet operibus ut infamia convertatur in famam et omne scandalum et suspicio de catholicis mentibus deleatur. Et si predicta [ ] legitime se purgaverit nolumus eam pro predictis aliquathenus ulterius per quempiam indebite molestari; et si forsan in sua purgatione defecerit, munitione (?) ecclesiastice discipline eam decernimus canonice condempnari. Quequidem [ ] incontinenti gratis et sponte ac efficaciter sacrosanctis Euvangeliis corporaliter manu tactis promisit et penes nos et nostrum officium obligavit sub penis predictis quod in veritate sacrosancte fidei catholice, unitate sancte matris Ecclesie, subiectione sancte Sedis apostolice et communione domini nostri pape romani pontificis, se semper sine dubio in eternum permansura; et consequenter continuo ibidem generaliter omnem heresim et errorem et specialiter et distincte heresim funeste secte Valdensium et familiaritatem hereticorum solenniter abiuravit. Item etiam gratis et sponte sub penis similibus et sub pena confiscationis omnium bonorum suorum se coram nobis efficaciter obligavit quod perpetuo stabit per omnia mandatis sancte matris Ecclesie et nostri officii atque nostris; et quod bona fide persequetur hereticos, credentes, fautores, receptatores et defensores eorundem quibuscumque nominibus censeantur, necnon quoscumque pro rabie et labe heresis fugitivos (?), se nunquam eos aut aliquem ex eis favebit, receptabit, defendet, visitabit, deducet, associabit, dona vel munera ab eis non recipiet, non eisdem dabit, cum eis non comedet vel participabit, eos omnes deteget et revelabit

et eos in perpetuum non celabit nec qualitercumque eis impendet consilium, auxilium vel favorem. Et quod fidem catholicam et sanctam matrem Ecclesiam et sacrum Inquisitionis officium ac quoscumque familiares eiusdem perpetuo iuvabit, defendet pro viribus atque tuetur. Item simili modo et sub eisdem penis promisit et iuravit quod de se et aliis vivis e[t] mortuis omnem quam scivit dixit et confessa fuit veritatem; et eo casu quo imposterum appareret eam de se vel aliis vivis et mortuis aliquid de veritate quam scivit suppressisse omnes pene predicte eidem absque ulteriori audientia et misericordia (?) imponantur. Et ibidem incontinenti dicta [ ] se obtulit esse promptam et paratam iuxta ordinationem nostram inquisitoris predicti legitime et canonice se purgare, nominavitque pro suis purgatoribus personas infrascriptas, videlicet discretos viros dominum Jacobum de Bosozello, alias Frepet, militem, dominum Sclose[3], dominos Guillermum Girardi, curatum Turrespini[4] et Petrum Durandi, curatum Montagniaci[5], nobiles Henricum Garini, domicellum, Jocelmetum de Lacu, domicellum, castellanum Castrivillani[6] et Thomam Paviti, ac Guigonem Filhodi, notarium terre domini Claromontis[7]. Et nos inquisitor prefatus duximus respondendum nos esse paratos ad recipiendum canonicam purgationem, supranominatos per eam purgatores sufficientes ydoneos ac legitimos reputantes. Postque immediate dicta [ ] coram nobis inquisitore prefato et me notario et testibus infrascriptis necnon notabili cleri et populi multitudine ad suam purgationem canonicam processit iuxta tenorem, modum et formam per omnia subsequentia in et per hec verba :

Ego [ ] constituta in presentia vestra, domini inquisitoris predicti, coram Deo et angelis eius et in conspectu omnium hic extantium, me de predictis de quibus videor diffamata canonice purgo et purifico et iuro per hec sancta quatuor Dei Euvangelia que in manibus meis teneo quod istas criminosas et sceleratas res non commisi, videlicet quod sim de infausta et execrabili heresi et secta Valdensium, nec quod eam approbabam et laudabam tanquam bonam et sanctam, nec moribus, gestibus atque verbis ab unitate Ecclesie eram divisa, nec alias criminosas et sceleratas res commisi aut perpetravi, ut prefertur; sed de omnibus et singulis innocens sum et immunis et sine culpa. Sic me Deus adiuvet et hec sancta quatuor Dei Euvangelia.

Et ibidem incontinenti dicti compurgatores sui per eam supranominati dictam [ ] purgaverunt sigillatim et insolidum. Quislibet eam purgavit in hec verba :

« Ego Jacobus de Bosozello, alias Frepet, miles, dominus Sclose, iuro per hec sancta quatuor Dei Euvangelia, corporaliter manu tacta secundum propriam conscientiam; credo quod in hac sua purgatione dicta [ ] verum iuravit et bonum exhibuit iuramentum. » Et per dictum modum et formam antedicti purgatores concorditer dictam [ ] purgaverunt.

Quibus omnibus et singulis sic solenniter peractis, nos inquisitor prefatus purgationem predicte [ ] superhabitam tanquam canonice rite et legitime factam admisimus et approbavimus ac confirmavimus, et dictam [ ] a dicta infamia sententialiter absolvimus et eam fore catholicam et boni testimonii pronunciavimus. Et preterea cum per eius depositionem coram nobis legitime factam nobis constet predictam [ ] toto tempore vite sue de corpore Christi nonnisi [ ] communicasse, licet sit etatis [ ] annorum vel circa, ex quo iuxta generale consilium [8] vivens a comunione fidelium debet arceri et moriens carere ecclesiastica sepultura, ideo pro huiusmodi inobedientia, negligentia et contemptu eidem [ ] pro penitentia imponimus ut per [ ] annos proximos premissa pura, integra et fideli confessione sacramentali in festis Nativitatis Domini, Penthecostes, Assumptionis beate Marie, et Omnium Sanctorum de corpore Christi comunicare debeat reverenter; sic videlicet quod dicta [ ] sine camisia et calceamentis et cum una candella in manu communicet; et postquam communicaverit alta voce ac intelligibili dicat populo quod propter hoc quod non communicaverat de toto tempore vite sue nisi [ ], fuit sibi per nos impositum ut in forma predicta communicaret; hoc tamen retento quod si aliqua causa rationabilis obesset quod communicare non posset quod illa nobis vel aliquibus nostris vicariis exprimatur; et si nobis et eis ex causa predicta videretur dispensandum de confessione peccatorum tociens facienda et representatione in forma predicta nullathenus dispensetur. Verum quia certas expensas nostrum fecit Inquisitionis officium de peritorum consilio, iuxta ordinationem nostram, ipsam [ ] in eisdem expensis sententialiter condempnamus; quarum taxationem nobis inquisitori predicto imposterum reservamus.

De quibus omnibus et singulis idem dominus inquisitor nomine

suo et sui officii et dicta [ ] nomine suo petierunt sibi fieri publicum instrumentum per nos notarium publicum infrascriptum. Actum Gratianopoli in platea ante ecclesiam sancti Andree Gratianopolitani, presentibus spectabilibus viris domino Nicolao de Rausia, cancellario consilii Dalphini Viennen., Jacobo de Roganis, legum doctore, advocato fiscali dicti [consilii?] dalphinalis Viennen., Stephano Alamandi, bacalario in decretis, officiali Gratianopolitano, et Berengario Sadoyrani, licenciato in utroque iure, iudice maiori Graysivodi, venerabilibus et discretis viris dominis Aymaro de Artiso, et Humberto Pilati, canonicis ecclesie beate Marie Gratianopolitane, et Girardo de Cauco, canonico ecclesie sancti Andree Gracianopolitani, nobili viro domino Petro Aynardi, militi, domino Gerre[9], et de Marcief[10], et Michaele Ranulphi, burgensi civitatis Gratianopolitane; discretis viris Johanne Mioleti (?) et Jacobo Boyssonis, notariis domini Dalphini Viennen., et Anthonio Barberii, notario Gratianopolitano, necnon notabili cleri et populi multitudine. In quorum autem omnium testimonium nos inquisitor prefatus sigillum sacri nostri Inquisitionis officii apponi fecimus presentibus litteris impendenti (*sic*).

[Signum notarii.] Et ego Guillermus Galteri, clericus Rothomagen. diocesis, publicus apostolica et [imperiali (?) auctoritate ac] Inquisitionis officii notarius premissis omnibus et singulis interfui; etc. [*le reste manque, la feuille de parchemin ayant été coupée à cet endroit*] dicti domini inquisitoris [*etc.*].

1. Au dos de la feuille, diverses notes et sentences : « Copia excerta (*sic*) de libris camere computi redditi camere per dominum Petrum de Mota, scripta manu Johannis... de Lugduno. » Autre main : « Die iovis fuit factum et datum in domo Domini Johannis Jolis. »

« Femina fallere falsaque dicere quando sessabit,
« Secana picibus et mare fluctibus ante carebit.
« Addice puer dum tempus habes etate iuvenili
« Ne debeas dum pauca cras etate senili.
« Qui non assuecit virtutibus dum iuvenecit.
« A viciis necit dissedere quando senecit. »

Plus haut : « Omnis homo dominum debet amare suum. » « Animabus amulorum famularumque tuarum remise sunt. »

2. Louis de Villars; voir n. 267, note 5.
3. Eclose (Isère), cant. de Saint-Jean-de-Bournay, arrond. de Vienne.
4. La Tour-du-Pin, chef-lieu d'arrond. (Isère).
5. Montagnieu, cant. et arrond. de La Tour-du-Pin.

6. Châteauvilain (Isère), cant. de Bourgoin, arrond. de La Tour-du-Pin.
7. Clermont (?), comm. de Chirens (Isère), arrond. de Grenoble.
8. IVe concile de Latran. *Decret.*, lib. V, tit. xxxviii, cap. 12.
9. Gière (Isère), arrond. et cant. de Grenoble.
10. Peut-être Marcieux (Savoie), cant. de Saint-Genix, arrond. de Chambéry.

INDEX

DES NOMS DE PERSONNES ET DES NOMS DE LIEUX

Les chiffres renvoient aux pages du volume.
Les chiffres imprimés en caractères italiques renvoient aux passages principaux.

B

D

G

H

I

J

K

L

N

O

P

Q

R

T

U

V

W

Y

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

BULLAIRE

ERRATA

Page XLII, ligne 19 : au lieu de *maison*. . . . . . corr. *mense.*
Page XLII, ligne 28 : au lieu de *Pierre de Cros*. . . corr. *Jean Fabre.*
Page XLVI, ligne 2 : au lieu de *pillards*. . . . . . corr. *paillards.*
Page LI, note 2, ligne 11 : au lieu de *ne*. . . . . . corr. *nel.*
Page LV, ligne 1 : au lieu de *Exit*. . . . . corr. *Exiit.*
Page LIX, ligne 29 : au lieu de *emploiyer*. . . . . corr. *employer.*
Page 4, ligne 6 : au lieu de *forsitam*. . . . . . . corr. *forsitan.*
Page 18, ligne 15 : au lieu de *dignaremus*. . . . . corr. *dignaremur.*
Page 34, ligne 21 : au lieu de *iipsum... restitu*. . . corr. *ipsum... restitui.*
Page 40, ligne 13 : au lieu de *mid*. . . . . corr. *midi.*
Page 43, note : au lieu de *ma*. . . . . corr. *mai.*
Page 46, ligne 22 : au lieu de *rerpis*. . . . . corr. *repris.*
Page 94, n. 56, ligne 4 : au lieu de *inquisitor*. . . . corr. *inquisitori.*
Page 111, ligne 4 : au lieu de *Redemptoren*. . . . corr. *Redemptorem.*
Page 113, ligne 4 : au lieu de *à autres*. . . . . . corr. *à d'autres.*
Page 122, n. 73, ligne 6 : au lieu de *Miraspiscen*. corr. *Mirapiscen.*
Page 125, ligne 30 : au lieu de *Maurin*. . . . . corr. *Maury.*
Page 127, ligne 2 : au lieu de *purimum*. . . . . corr. *plurimum.*
Page 131, n. 80, sommaire, ligne 4 : au lieu de *ils devront*. . . . . corr. *il devra.*
Page 131, n. 80, sommaire, lignes 5-6 : au lieu de *ils les auront, ils les remettront*. . . . . corr. *il les aura, il les remettra.*
Page 135, après la note, mettre le n° **82** *bis.*
Page 170, ligne 13 : au lieu de *pretendebat*. . . . corr. *pretendebatis.*
Page 193, ligne 37 : au lieu de *Cambrigde*. . . . corr. *Cambridge.*
Page 210, dernière ligne : au lieu de *ni*. . . . . . corr. *in.*
Page 292, ligne 3 : au lieu de *fide*. . . . . corr. *fidei.*
Page 297, ligne 22 : au lieu de *prioratu*. . . . . . corr. *prioratui.*
Page 321, ligne 30 : au lieu de *Tholosani*. . . . . corr. *Tholosano.*
Page 335, n. 218, ligne 1 : au lieu de *nupe*. . . . corr. *nuper.*
Page 344, ligne 1 : au lieu de *parvitatis*. . . . . . corr. *pravitatis.*
Page 387, ligne 5 du bas : au lieu de *quo*. . . . . corr. *pro.*
Page 391, ligne 16 : au lieu de *prorus*. . . . . . . corr. *prorsus.*
Page 438, ligne 16 : au lieu de *fide mei*. . . . . . corr. *fidem ei.*
Page 480, note 2 : au lieu de *Lorente*. . . . . . . corr. *Llorente.*
Page 493, ligne 25 : au lieu de *inuncta*. . . . . . corr. *iniuncta.*
Page 504, ligne 18 : au lieu de *predicata* . . . . . corr. *predicata.*